

50374  
1996  
2312

UNIVERSITE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE LILLE  
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES



**Quelle viabilité pour une agriculture familiale  
marginalisée ? Le cas des populations Banda  
de la région d'Alindao (R.C.A.).**

Thèse de doctorat en Sciences Economiques  
présentée et soutenue publiquement par  
**Benoît LALLAU**

Sous la direction du Professeur **André GUICHAOUA**

Rapporteurs

Mr Denis REQUIER-DESJARDINS, Professeur d'Economie à l'Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines.

Mr Marc DUFUMIER, Professeur, Chaire d'Agronomie Comparée à l'Institut National d'Agronomie de Paris-Grignon.

**Décembre 1996**

B.U. LILLE 1



0 030 127798 2

# TOME 2

**Troisième partie :**

**Les petits producteurs Banda :  
contraintes et stratégies**

## **Chapitre 5 : Actualité d'une agriculture extensive**

La deuxième partie de notre thèse a permis de montrer l'ampleur des bouleversements vécus par les populations Banda de cette région, au fil d'une histoire contemporaine fort tourmentée. Affaiblies par un long mouvement migratoire et par les razzias esclavagistes, elles ont été, avec la colonisation, insérées aux marchés mondiaux, et ce sur base, pour l'essentiel, de la coercition. Puis, elles ont été confrontées à quatre à cinq décennies d'une modernisation, là aussi largement contrainte, de leurs systèmes de production.

Après le vaste échec de ces politiques étatiques de modernisation, que l'on vient de montrer, nous devons donc d'abord nous interroger sur l'état et sur la viabilité des systèmes de production mis en oeuvre aujourd'hui par les villageois. C'est ce à quoi sera consacré ce cinquième chapitre. En outre, face à la désorganisation des filières des productions agricoles, à la tendance au désengagement étatique qui accompagne la fin de la modernisation, nous sommes conduit à nous pencher sur d'autres aspects de la viabilité de cette agriculture villageoise, qui concernent son insertion aux marchés, son organisation interne, foncière notamment, et ses relations avec l'Etat centrafricain. Ceci fera l'objet d'un sixième chapitre, au fil duquel nous nous demanderons si cette agriculture peut être concrètement qualifiée de "paysanne".

Dans ce cinquième chapitre donc, nous allons étudier la persistance et les importantes limites du caractère fondamentalement extensif de l'agriculture mise en oeuvre dans cette région. Nous mettrons alors en évidence, dans une première section, l'impératif maintenu de l'intensification des systèmes de production. Face à la faillite de l'optique de la modernisation, nous rechercherons, au long d'une seconde section, une approche alternative, pouvant permettre un dépassement des contradictions d'une agriculture extensive. Nous ne voudrions pas proposer des solutions inédites, mais plus simplement faire référence aux tendances actuelles de la recherche-action en matière de développement rural. Nous évoquerons donc assez rapidement<sup>1</sup> diverses solutions qui paraissent techniquement envisageables, et nous en

---

<sup>1</sup> Une analyse trop approfondie n'aurait pas sa place dans ce travail.

déduirons un certain nombre d'interrogations, concernant les modalités et le contexte de leur diffusion, qui guideront la suite de notre travail.

## **SECTION 1 : QUELLE VIABILITE POUR LES SYSTEMES DE PRODUCTION BANDA ?**

Nous ne pouvons étudier l'actualité de l'agriculture de la région d'Alindao sans faire référence à la récente interruption de la production cotonnière, qui a des conséquences non négligeables pour l'ensemble des cultures sur champs. Nous le montrerons dans un premier temps, au sein d'une sous-section consacrée aux systèmes cultureux observables depuis 1992. Puis nous nous attacherons à analyser la persistance, mais aussi et surtout les limites des systèmes de production perpétués jusqu'à ce jour, ce qui nous permettra de nous interroger sur la viabilité de cette agriculture extensive Banda.

### **1.1. Les systèmes de culture de l'«après coton»**

Nous allons donc dans un premier temps nous attarder sur les conséquences de cette interruption de la culture cotonnière, plusieurs fois mentionnée au fil des chapitres précédents, et qui constitue sans conteste un événement majeur dans la vie agricole de la région. Puis, nous étudierons les principales associations et les assolements les plus courants, tels que nous avons pu les observer lors de nos séjours en République Centrafricaine. Nous distinguerons alors les cultures de savane des cultures forestières. Enfin, nous reviendrons sur les particularités culturelles des "yaka" (champs) Ngbugu, que nous avons là aussi évoquées tout au long de ce travail.

#### **1.1.1. L'interruption de la production cotonnière**

En 1992, lors de l'annonce de cette interruption, les conséquences possibles de l'arrêt du coton s'envisageaient selon deux angles. Le premier, qui s'appuyait notamment sur l'observation des goulots d'étranglement du calendrier agricole, consistait à poser que l'abandon du coton permettrait aux paysans de mieux et plus se consacrer au vivrier. Le second reposait sur le rôle de culture d'ouverture du coton, et prévoyait une diminution des superficies mises en culture.

Après avoir évoqué les circonstances de la suppression du marché cotonnier, nous verrons que c'est le second terme de l'alternative qui s'est révélé déterminant, et que l'on a assisté à une réduction majeure des défriches annuelles et à une certaine réapparition de disettes saisonnières. Nous ébaucherons alors quelques pistes de réflexions, tendant à une meilleure compréhension de ce que peut être une "imprévoyance" paysanne, lorsque l'on veut bien croire que celle-ci n'est ni "traditionnelle" ni "naturelle".

#### *a - Les circonstances de la suppression*

Quelles ont été les raisons invoquées par les pouvoirs publics pour justifier cette fermeture ? Précisons en premier lieu que cette dernière entrait dans le cadre de la "réorganisation" de la filière cotonnière entreprise dès le début des années 80<sup>2</sup>, et plus encore dans celui du Programme d'ajustement sectoriel agricole (Pasa) mis en oeuvre à partir de 1988, qui visait à y réduire les "inefficacités" et à ouvrir la voie à une "stratégie fondée sur le développement agricole plus large dans les régions où la culture du coton prédomine"<sup>3</sup>. Ceci explique sans doute que la Banque Mondiale n'ait pas accepté de renflouer un Centre de Gounouman moribond, alors qu'elle l'avait fait dans d'autres régions du pays. En 1986, le directeur de la SOCADA ne cachait d'ailleurs pas la volonté des autorités d'abandonner "les zones de faibles rendements", où la culture cotonnière se révélait "d'un profit marginal"<sup>4</sup>.

Et en effet, les rendements demeurèrent très faibles dans la région d'Alindao, mais d'abord du fait, nous semble-t-il, d'une médiocrité croissante de l'encadrement assuré par la SOCADA, et de l'ensemble des tâches qu'elle était censée assumer tout au long de la filière coton (collecte, transformation, sélection des semences, etc.), nous l'avons montré dans le chapitre précédent<sup>5</sup>. De tels dysfonctionnements amenaient les producteurs disposant d'autres sources de revenus à délaisser cette culture, qui n'avait plus le caractère obligatoire d'antan. Mais les autres tendaient eux à perpétuer, vaille que vaille, une culture qui, espérait-on, pourrait redevenir intéressante, comme cela s'était déjà produit dans le passé.

<sup>2</sup> Dès cette époque, 15 usines sur 20 de la SOCADA furent fermées, dont celle d'Alindao.

<sup>3</sup> Rapport annuel de la Banque Mondiale, 1988, p. 124.

<sup>4</sup> Propos rapportés par : PAGNI (L.). - Centrafrique, la reconstruction. - *Le Courrier ACP/CEE*, n°100, novembre-décembre 1986. - p. 35.

<sup>5</sup> Cf. *supra*, pp. 285-288 et pp. 291-294.

Cet abandon progressif s'officialisa donc en 1992, après plusieurs années de bas cours mondiaux et de marasme économique interne<sup>6</sup>. Malgré certaines promesses électorales, le marché n'a pas été rouvert, et il paraît peu probable qu'il le soit à court ou moyen terme. En effet, il faut se rappeler les deux finalités majeures qu'avait la promotion de cette culture dans des régions centrafricaines somme toute peu propices : permettre aux paysans d'obtenir des revenus monétaires, afin qu'ils puissent s'acquitter de l'impôt ; et avoir un point d'appui pour les actions de vulgarisation menées par les agents de l'Etat. Or, d'une part cet impôt de capitation a été supprimé par le Président Patassé<sup>7</sup> pour les non salariés, l'Etat n'a donc plus grand intérêt à maintenir partout cette culture ; et d'autre part les services de vulgarisation d'un Etat "ajusté" ne mènent plus guère d'action effective dans les villages et sur les champs, la stratégie de modernisation ayant subi l'échec que l'on sait. Ceci explique pourquoi les préoccupations de rentabilité ont pris clairement le pas sur celles de modernisation.

C'est ainsi que, conformément à la politique de libéralisation promue par la Banque Mondiale, d'autres régions (dont la Uaka voisine) sont amenées à se spécialiser dans cette culture, et ont ainsi pu profiter de la reprise des cours mondiaux qui s'est produite durant les dernières campagnes. En 1991, la SOCADA a été démantelée, entre la SOCOCA (Société Cotonnière Centrafricaine)<sup>8</sup>, chargée des opérations commerciales et de transformation, et l'A.C.D.A. (Agence Centrafricaine de Développement Agricole), chargée de la vulgarisation et n'opérant que dans les zones cotonnières<sup>9</sup>. Quant au Centre de multiplication de Gounouman, il est laissé à l'abandon.

Vestige du passé cotonnier des savanes de cette région, on trouvait encore, en 1994, dans quelques villages, des cases pleines d'un coton datant de la dernière campagne, et jamais collecté<sup>10</sup>. Certains paysans l'écoulaient peu à peu, à quelques fonctionnaires qui en faisaient des matelas.

---

<sup>6</sup> Un marasme accru par les conséquences de la crise du Golfe, le blocage des salaires et la réduction des effectifs de la fonction publique.

<sup>7</sup> Nous reviendrons sur la signification de cette suppression dans le chapitre suivant (cf. *infra*, pp. 460-461).

<sup>8</sup> C'est, depuis 1992, la Compagnie Française de Développement des Textiles (C.F.D.T.), actionnaire minoritaire de la SOCOCA, qui gère ses activités. Les résultats de cette "reprise en main" se sont fait sentir lors des dernières campagnes.

<sup>9</sup> La scission de la SOCADA en SOCOCA et A.C.D.A. constituait l'une des conditions du P.A.S. III.

<sup>10</sup> Il est bien difficile dans ce cas de se fier à des calculs de rendements globaux, lorsqu'on sait que des zones entières n'ont pas été visitées par les collecteurs. Ce sont pourtant ces rendements, nécessairement médiocres, qui ont permis de justifier la fermeture du marché cotonnier.

Le coton n'est plus aujourd'hui la culture obligatoire et honnie d'antan. Au contraire, ceux qui le cultivent ne sont plus soumis à aucune contrainte et constituent en quelque sorte des "privilégiés", par rapport aux très nombreux producteurs centrafricains ne disposant ni du coton, ni du café pour stimuler des systèmes de culture qui, dès lors qu'aucune demande urbaine ne se fait sentir, ne sont plus voués qu'à une médiocre autosubsistance<sup>11</sup>. Et les vagues considérations émises sur une éventuelle diversification des productions, une meilleure adaptation aux opportunités des marchés mondiaux, sont restées lettre morte<sup>12</sup>, dans cette région tout au moins.

Concluons par une remarque. Au delà des justifications en termes de rentabilité, d'indiscipline paysanne, d'adaptation aux lois du marché mondial ou aux exigences des institutions internationales, cette fermeture du marché cotonnier, après six à sept décennies de culture dans la région, constitue d'abord, au vu de l'importance que revêtait le coton dans les politiques de modernisation successives, un symbole : supprimer le coton, c'est aussi en quelque sorte renoncer à toute velléité de développement agricole, l'encadrement cotonnier n'étant remplacé par rien - ou presque rien. Cette suppression marque aussi l'accentuation de la marginalité - tant sur le plan national qu'au niveau international<sup>13</sup> - que connaît à l'heure actuelle cette région d'Alindao. Son agriculture ne vaut plus la peine d'être modernisée, ses paysans ne méritent plus d'être "encadrés" ou simplement "appuyés". Pourtant, les conséquences notables de cette interruption semblent appeler une intensification de l'appui extérieur.

#### *b - Les conséquences de la suppression*

Il convient de proposer une vision nuancée de la cohabitation, au sein d'un même système cultural, du coton et des cultures vivrières : s'il peut être juste de parler de concurrence entre ces plantes, la place majeure accordée au coton dans le cycle cultural avait, de manière incontestable, des conséquences positives sur la taille des parcelles plantées en vivrier.

En premier lieu donc, en Centrafrique comme ailleurs, la promotion exclusive des cultures d'exportation a pu être considérée comme un facteur de

---

<sup>11</sup> C'est ainsi que les paysans rencontrés dans le Yambélé nous affirmaient en 1994 leur désir de voir de nouveau la culture cotonnière dans leurs champs, à condition, précisait-ils, que cela ne se fasse plus dans les conditions déplorables des années précédant la suppression.

<sup>12</sup> Cf. Cantournet, 1988, *art. cit.*, p. 1235.

<sup>13</sup> Au niveau international car cela la déconnecte encore un peu plus des flux d'échanges mondiaux et la met en marge du "complexe développeur" étranger.



régression des productions vivrières<sup>14</sup>. De telles critiques s'appuyaient sur une juste observation des goulots d'étranglement existant dans le calendrier agricole : les semis du maïs risquaient d'être retardés par le défrichage et la préparation de la parcelle cotonnière ; la récolte des arachides, vers juin, pouvait être perturbée par les semis cotonniers ; moins de temps subsistait pour les sarclages des parcelles vivrières. D'une manière générale donc, les travaux vivriers étaient concurrencés par les rigueurs d'un calendrier cotonnier théoriquement imposé par l'encadrement<sup>15</sup>.

En s'en tenant à ces incompatibilités théoriques, on pouvait effectivement prévoir que l'abandon de la culture cotonnière aurait un effet bénéfique sur les productions vivrières. C'était là sous-estimer la complexité du "réel".

En effet, dès que le suivi des travaux cotonniers se faisait plus lâche, les paysans tentaient de dépasser ces contraintes de calendrier, par le biais de la complantation, mais aussi en privilégiant les cultures vivrières au détriment du coton, lorsque cela était à leur avantage, c'est-à-dire selon les possibilités de commercialisation. Les arachides étaient ainsi parfois jugées prioritaires par les producteurs, ce qui retardait les semis cotonniers<sup>16</sup>.

En outre, rien ne prouvait que l'interruption du coton entraînerait "automatiquement" un regain d'intérêt pour les productions vivrières, un intérêt qui, surtout chez les hommes Yakpa on l'a vu, avait décliné au fil des décennies.

Enfin et surtout, de tels raisonnements, opposant trop nettement cultures vivrières et cultures d'exportation, négligeaient la place prépondérante donnée au coton dans les assolements, celle d'une culture d'ouverture, venant sur la défriche<sup>17</sup>. Une défriche qui devait porter, durant les dernières années, sur 50 ares pour chaque paysan valide. Avec l'interruption de la production cotonnière, cet usage des 50 ares annuels, souvent cultivés sur un grand bloc villageois, a lui aussi disparu. Et l'on assiste depuis 1992 à une réduction importante des superficies annuellement défrichées et mises en culture.

D'après nos observations, recoupées par les discussions que nous avons eues avec des développeurs de terrain, de très nombreux paysans ne

<sup>14</sup> Et de la diversité alimentaire de manière générale, en incluant les activités de cueillette.

<sup>15</sup> Pour une description assez détaillée du calendrier agricole, nous renvoyons le lecteur à l'annexe n°1.

<sup>16</sup> Surtout si ceux des arachides étaient aussi réalisés avec un peu de retard.

<sup>17</sup> Ce rôle du coton dans la production vivrière était souligné par les rédacteurs de l'enquête agricole de 1960 : selon eux cette culture "donne à l'autorité administrative, du fait de l'assolement facile à contrôler, l'assurance que chacun de ses administrés disposera d'une production en arachide, maïs et tubercules suffisante" (Lafarge, 1964, *op. cit.*, p. 21).

défrichent plus, chaque année, qu'une sole principale d'environ 25 ares<sup>18</sup>, c'est-à-dire deux fois moins qu'auparavant.

Livrons nous à un rapide calcul, concernant cette sole principale : on défrichait environ 50 ares par famille tous les ans. Sur quatre années de cycle cultural, on obtenait une superficie totale de 200 ares, c'est à dire de deux hectares<sup>19</sup>. Nous savons toutefois qu'il n'était pas rare qu'une partie de cette sole cotonnière, jusqu'à 10 ares environ, ne soit pas ressemée en vivrier<sup>20</sup>. Mais même dans ce cas, cela donnait une superficie en culture de 170 ares, dont 120, plus d'un hectare donc, pour le seul vivrier<sup>21</sup>. Aujourd'hui que le coton n'est plus mis en culture, le cycle se déroule sur trois années seulement, et le défrichage n'atteint très souvent que 25 ares. Cela donne donc 75 ares mis en culture pour le vivrier, contre un minimum de 120 ares auparavant. Même en tenant compte du caractère nécessairement approximatif d'un tel calcul, la différence demeure d'importance.

Bien entendu, nous ne prétendons pas que ce phénomène soit uniformément observable sur l'ensemble de notre région d'étude. Par exemple, il est parfois, mais pas toujours<sup>22</sup>, moins sensible le long de l'axe principal, où les ventes de manioc demeurent possibles, que dans certaines zones de l'intérieur où les possibilités de commercialisation sont très restreintes. Il dépend aussi du découragement de chacun, de la situation familiale, etc. Bien qu'il faille éviter des généralisations par trop hâtives, il demeure indéniable qu'une telle réduction de la taille des parcelles défrichées s'observe partout où le coton occupait une place majeure dans le système de culture.

Cette diminution de la défriche constitue évidemment un risque non négligeable pour l'autosuffisance alimentaire. Ce risque se concrétise désormais par une certaine réapparition des pénuries saisonnières.

Ainsi, en 1994, il nous a été donné d'observer les difficultés rencontrées par de nombreux villageois durant la soudure, période de transition en fin de saison sèche. Par exemple, nous nous sommes rendu dans des villages, sur la piste reliant Gounouman à Mingala, au début du mois de mai 1994, où les gens

<sup>18</sup> Compte non tenu de la "kété yaka", qui subsiste, nous le verrons (cf. *infra*, p. 326).

<sup>19</sup> Cette superficie de deux hectares paraît être la superficie maximale pouvant être mise en culture dans une exploitation familiale, avec les outils et techniques aujourd'hui utilisés (cf. Guichaoua, 1987, *op. cit.*, tome 2, p. 164).

<sup>20</sup> Et ce même lorsque l'on n'omet pas de prendre en compte les superficies délaissées en premier cycle et mises en culture durant le second cycle, celui, principalement, du sésame.

<sup>21</sup> 50 ares de coton, parfois complantés, 40 ares de maïs et d'arachide (essentiellement), et 80 ares de manioc (essentiellement).

<sup>22</sup> Nous avons ainsi constaté, en avril 1994, une semi-pénurie à Tagbalé et à Pavica, tous deux situés le long de la Route Nationale n°2. Pavica était pourtant particulièrement connue pour l'importance de ses ventes de manioc, et de nombreux "trafics" s'y arrêtaient.

manquaient de toute évidence de manioc pour leur alimentation quotidienne. C'est ainsi que l'on retrouvait des gestes qui n'apparaissent qu'en cas de pénurie alimentaire, et qui rappelaient les situations précaires vécues autrefois : les villageois devaient se contenter de quelques morceaux d'ignames sauvages, cuits sous la cendre, une vieille pratique issue des disettes d'antan. Cela pourra surprendre, alors que le gros avantage depuis longtemps reconnu du manioc était justement d'avoir éliminé ce risque de la soudure<sup>23</sup>. Cela est en fait demeuré une réalité tant que les surfaces cultivées étaient suffisamment vastes, comme au début de ce siècle (en temps de paix) ou du fait du défrichage cotonnier annuel.

Il y avait, dans ces comportements productifs allant jusqu'à menacer l'autosuffisance alimentaire, une imprévoyance apparente dont nous nous sommes attaché à comprendre les fondements.

### *c - Une "imprévoyance" villageoise ?*

Ce phénomène conjoncturel, liée à une circonstance bien précise, la suppression des marchés cotonniers, nous permet de tracer quelques pistes de réflexion, que nous approfondirons et généraliserons dans les chapitres suivants, lorsque nous aborderons les questions de l'insertion au marché, des rapports au temps, des relations conservées avec l'Etat, etc. Ces quelques pistes vont d'ores et déjà nous permettre de mettre en lumière certaines implications d'une "mise en marge" sur la viabilité d'une agriculture familiale, telle que celle des Banda de la région d'Alindao.

On ne peut pas vraiment, nous semble-t-il, arguer de la chute brutale d'une contrainte vieille de six décennies pour expliquer la réduction de la défriche qui s'est produite dès 1993. En effet, la contrainte cotonnière n'était plus guère effective depuis plusieurs années déjà, et la présence de l'encadrement était très sporadique. Ecartons aussi l'hypothèse d'un repli sur une autosubsistance ancestrale, car, on l'a déjà suffisamment dit, l'histoire de ces populations montre le caractère fondamentalement agraire des systèmes productifs Banda d'antan.

Selon nous, une telle réduction renvoie davantage au contexte de récession de ce début des années 90, qui ne pouvait que décourager les

---

<sup>23</sup> Certes se nourrir correctement a toujours été plus difficile en fin de saison sèche, le manioc étant plus dur à enlever de terre, et sa croissance étant limitée par les feux de brousse et le manque de pluie. Une autre période délicate se situe au coeur de la saison des pluies, lorsqu'il est difficile de faire sécher correctement le manioc. Des difficultés ont donc toujours existé, mais rarement de l'ampleur observée alors.

producteurs à maintenir de vastes superficies cultivées. Les prix de vente des produits vivriers étaient très bas, du fait de la faiblesse des revenus urbains et d'une relative surabondance du manioc, face à une demande déprimée. Ainsi nous notons en avril 1992 qu'une cuvette de manioc, l'unité de référence, était achetée 500 FCFA à Alindao<sup>24</sup>, et bien moins dans les villages éloignés de l'axe principal (de 250 à 300 souvent). Cette situation de mévente du vivrier, concomitante à la fermeture du marché cotonnier, ne put qu'entraîner la diminution de la défriche que l'on sait. Les paysans auraient-ils continué à défricher les 50 ares cotonniers si les prix du vivrier avaient été plus rémunérateurs ? Rien ne permet certes de l'affirmer, et beaucoup de nos interlocuteurs sur le "terrain" estiment qu'une telle réduction se serait dans tous les cas produite<sup>25</sup>.

Car elle était aussi liée à l'état de faiblesse physique de beaucoup, dans un contexte de total délabrement du système de santé. Qui s'est déjà rendu dans la brousse centrafricaine connaît l'impact, sur les choix productifs des villageois, de leur état sanitaire souvent déplorable.

Depuis 1992, le prix de la cuvette a certes augmenté, mais la hausse est à relativiser par les conséquences inflationnistes de la dévaluation du Franc CFA de janvier 1994<sup>26</sup>. Tant et si bien que ceux qui parviennent à vendre quelques cuvettes n'en obtiennent souvent qu'un prix qui ne les satisfait guère. Ce prix ne leur permet en outre pas d'acheter les biens manufacturés convoités, qui, lorsqu'ils sont disponibles, le demeurent souvent à un coût prohibitif. Comment s'étonner, alors, que les villageois ne soient guère portés à augmenter de nouveau la taille de la défriche annuelle ?

Nous mettrons en exergue, dans le chapitre suivant, ce caractère structurellement faible, peu rémunérateur et sporadique, des ventes de vivrier que peuvent espérer les paysans, dont ce contexte du début des années 1990 nous donne un exemple riche d'enseignements<sup>27</sup>.

On assiste alors, dans certains villages, et ce comme lors de précédentes phases récessives<sup>28</sup>, à un repli sur une médiocre autosubsistance. De nombreux producteurs, profondément découragés, tendent à ne plus cultiver que le strict nécessaire, sans souci de diversification et d'insertion au

<sup>24</sup> Revendu 2000 F à l'époque à Bangui, ce manioc permettait de dégager une marge confortable, malgré les 500 km à parcourir.

<sup>25</sup> Mais tous estiment aussi que cette réduction de la défriche aurait sans doute été de moindre ampleur, et aurait peut-être moins menacé l'autosuffisance alimentaire familiale.

<sup>26</sup> En termes réels, cette hausse s'avère être des plus modiques, voire, dans de nombreux endroits, inexistante.

<sup>27</sup> Cf. *infra*, pp. 393-399.

<sup>28</sup> A la fin des années 70, par exemple, lorsque la désorganisation de l'économie de l'éphémère Empire centrafricain atteignit un degré très élevé.

marché. Bien entendu, ne cultiver que ce dont on estime avoir besoin, c'est prendre le risque, en cas d'aléas (climatiques, phytosanitaires, humains) ou d'erreur de prévision, de la pénurie.

Ce risque de pénurie est accru lorsque l'on répond à quelque opportunité de vente, jusqu'à mettre en danger la consommation familiale future. Et c'est ici qu'intervient la notion d'"imprévoyance".

Une telle "imprévoyance" répond parfois à des obligations sociales ou familiales non prévues, qui obligent à vendre plus qu'il n'était envisagé, compte tenu des besoins d'autoconsommation. Mais ceci ne peut expliquer la totalité des pénuries observées durant les soudures.

Elle renvoie aussi aux déséquilibres de la division sexuelle du travail et aux difficultés de coordination au sein des unités domestiques, principalement entre l'homme et la femme. Ainsi, les hommes Yakpa se consacraient presque exclusivement aux cultures d'exportation et disposaient des gains monétaires qui en étaient issus, le vivrier devenant une affaire de femmes. Aujourd'hui partiellement désœuvrés, beaucoup d'entre eux ne s'investissent pas pour autant dans le vivrier, et ne s'impliquent plus comme autrefois dans les travaux de défrichage. Et ce ne sont certainement pas les femmes, déjà surchargées de tâches, qui pourraient suppléer à cette vacance masculine. Les hommes sont pourtant incités, pour maintenir certaines dépenses jugées essentielles, à vendre plus de vivrier qu'il ne faudrait pour garantir la sécurité alimentaire familiale. Un risque accentué lorsque les femmes entendent perpétuer l'usage qui leur a toujours permis de vendre une partie des produits récoltés pour satisfaire leurs propres besoins monétaires. Cette difficile coordination des aspirations au sein des ménages<sup>29</sup>, qui se traduit par de nombreuses mésententes, conduit donc à certaines des pénuries constatées.

Enfin, l'"imprévoyance" tire ses racines d'une forte préférence pour le présent, caractéristique d'une population ayant eu à affronter par le passé une grande insécurité, et ayant toujours à composer aujourd'hui avec d'importantes incertitudes. Les instabilités passées et présentes induisent donc cette prégnance sur les choix de nombreux villageois d'une "mentalité de survie"<sup>30</sup>. Ainsi, lorsque certains d'entre eux vendent trop de vivrier pour que leur sécurité alimentaire future puisse être sauvegardée, ils ne commettent pas, bien souvent, d'erreur de prévision, et ne peuvent pas non plus être qualifiés d'"inconscients". Ils ont au contraire une connaissance empirique assez précise

---

<sup>29</sup> Nous analysons, rappelons le, le "ménage" comme une organisation (C14). Sur la gestion des instabilités par les organisations domestiques africaines et leur impact sur la sécurité alimentaire, on se reportera à Requier-Desjardins, 1995, *op. cit.*, pp. 237-238.

<sup>30</sup> Nous renvoyons à la "conséquence" C<sub>2</sub>4 du chapitre 2 (cf. *supra*, pp. 167-170).

des besoins à venir, mais préfèrent s'en tenir à un horizon de très court terme. Une préférence justifiée par le "fadé i ba andé" usuel, que l'on peut traduire par un fataliste "on verra bien plus tard", venant légitimer des actes que l'on sait pertinemment dangereux.

On le voit, cette notion d'"imprévoyance", mise en lumière par un contexte d'"après-coton", ouvre un certain nombre de pistes de réflexion qu'il nous faudra explorer dans la suite de notre travail. Soulignons dès à présent que l'"imprévoyance" décrite ici nous semble moins être issue de quelque "tréfonds culturel", de quelque "fatalisme traditionnel", que des conditions matérielles d'existence, passées et présentes, de villageois confrontés à une mise en marge des marchés cotonniers. La question que nous nous poserons, au fil des chapitres suivants, sera alors celle-ci : les comportements "imprévoyants" ne sont-ils pas d'abord des implications directes d'un contexte de marginalité ?

Laissons ceci en suspens, et tentons de dégager quelques perspectives pour les systèmes de culture de l'"après-coton". Nous nous interrogeons, en 1994 : les paysans allaient-ils éliminer ce risque de la pénurie, limiter la réduction de la défriche, ou au contraire la situation allait-elle demeurer en l'état, voire empirer ?

Le risque majeur dans une telle situation est que s'instaure ce que nous pourrions appeler le "cercle vicieux de la pénurie". Celui-ci agit usuellement à deux niveaux. Tout d'abord, les paysans ne mangent pas tous à leur faim durant la soudure, alors qu'ils auraient besoin de toutes leurs forces pour les défrichages, la préparation des nouveaux champs et les semis. Premier risque donc : des paysans mal nourris ne peuvent pas travailler beaucoup. Ensuite, il y a le risque de l'"imprévoyance", qui se traduit souvent concrètement par une recherche de revenus monétaires au détriment on l'a vu des consommations futures, mais aussi des mises en cultures futures ; nous avons ainsi pu observer que, dans certains villages (Tagbalé notamment), les paysans n'avaient pas gardé, en prévision des semis à venir, suffisamment d'arachides. Le prix de la cuvette d'arachides ayant beaucoup augmenté, du fait de la pénurie et de comportements spéculatifs, ils n'ont pu qu'en acheter une petite quantité, voire se contenter de ce qui leur restait, et donc qu'en semer une petite parcelle.

Le cercle vicieux semblait se mettre en place, tant et si bien que certains développeurs commençaient à craindre des difficultés pour l'autoconsommation, non seulement durant la soudure, mais aussi durant d'autres périodes de l'année. Nos observations, en 1994, semblaient confirmer

cette menace, les superficies défrichées en mars-avril-mai de cette année n'étant pas plus vastes que celles mises en culture en 1993<sup>31</sup>. Et effectivement, les mêmes difficultés se sont produites en 1995 : défrichages restreints, ventes rognant sur les quantités nécessaires à l'autoconsommation et aux mises en culture à venir, etc.

Ce "cercle vicieux" nous renvoie une fois encore à un contexte global de marginalité, surtout - mais pas exclusivement - dans les zones où le coton constituait autrefois la seule culture d'exportation<sup>32</sup>. On ne peut guère envisager la rupture d'un tel "cercle" sans une amélioration sensible des conditions d'existence des villageois, par le biais de ventes vivrières réellement intéressantes, par celui de progrès sanitaires, etc.

Mais notre analyse de l'actualité des systèmes de culture de cette région d'Alindao ne peut certes pas se limiter à la seule étude des conséquences de l'interruption de la production cotonnière. Nous devons en effet aussi en comprendre la structure.

### 1.1.2. Associations et assolements

Un intérêt majeur, évoqué dans le préambule, de l'étude des systèmes de culture de cette région réside dans leur structure, à la fois associative et pluraliste. Par pluralisme, il faut entendre la "juxtaposition de plusieurs systèmes de culture au sein d'une même exploitation"<sup>33</sup>. Une telle juxtaposition s'observe dans la région d'Alindao, où cohabitent des champs de savane et des "yaka" issues de défrichements forestiers ou péri-forestiers. Cette cohabitation se retrouve partout, mais à des degrés variables, selon l'importance des forêts subsistant auprès des villages. Ainsi, même dans les zones de savanes cotonnières comme le Yambélé, il subsiste des lambeaux de forêts galeries marquant la présence de bas fonds et de marigots, et permettant la mise en oeuvre de quelques cultures forestières. Nous allons successivement étudier ces deux types de champs, de savane et de forêt, avec les associations et les assolements que l'on y trouve généralement.

---

<sup>31</sup> Une impression non fondée sur nos seules observations, mais aussi sur une convergence d'avis semblables, émis par des intervenants de "terrain" et des villageois eux-mêmes.

<sup>32</sup> On relevait officiellement, en 1994, une croissance de la production vivrière bien plus forte dans des zones cotonnières dynamisées par la reprise des cours mondiaux de la fibre que dans les autres régions du pays (Cf. Devey, 1996, *art. cit.*, p. 476).

<sup>33</sup> Badouin, 1987, *art. cit.*, p. 361.

a - Les systèmes cultureux de savane

Précisons en premier lieu que nous avons pu observer, lors de nos différents séjours, la très grande diversité des associations réalisées par les paysans, et ce paragraphe n'a certes pas pour ambition de les décrire toutes. Nous nous contentons de relever les traits majeurs de ces champs de savane. L'une de ces caractéristiques est encore, après l'interruption de la culture cotonnière, la coexistence de la "kota yaka" (grand champ) et de la "kété yaka" (petit champ).

La sole principale est en fait l'ancienne sole cotonnière, dont la taille, on l'a dit, a souvent fortement diminué ces dernières années. Trois cultures y dominent, le manioc et, dans une moindre mesure, le maïs et les arachides. Après le défrichage qui a lieu en mars et en avril, les paysans établissent souvent le cycle suivant :

Première année ; premier cycle : maïs, arachides, cultures mineures, et bouturage du manioc.

Second cycle : sésame, cultures mineures et manioc.

Redisons que ce second cycle n'est en aucune façon systématique. Face à des ventes relativement limitées, depuis la fermeture de l'huilerie d'Alindao, les villageois ne sont guère portés à systématiser un second cycle cultural qui fatigue des sols déjà très sollicités du fait des densités localisées de peuplement, et que la "kété yaka" peut suffire à porter.

Deuxième année : manioc et cultures mineures.

Troisième année : manioc.

Ce cycle court ne compte en fait que deux années de travail cultural important, puisque durant la troisième année, les paysans se contentent de récolter les tubercules et les feuilles de manioc subsistantes, sans nouveau sarclage. Il est bien adapté aux besoins du manioc, qui se satisfait de compagnie au début de sa croissance, mais tend à l'éliminer par la suite, jusqu'à sa maturité<sup>34</sup>. Il est suivi d'une jachère de quatre ou cinq ans environ.

Les paysans expliquent cette jachère par le besoin de repos du sol, mais aussi et surtout par la difficulté croissante à cultiver, du fait du développement des herbes adventices, essentiellement l'*imperata*. Ces deux explications sont liées puisque c'est sur des sols appauvris - ce que sont souvent les sols mis en culture - que pousse le mieux l'*imperata*, dont la croissance rendrait

---

<sup>34</sup> "Le manioc agit par plusieurs moyens : il étouffe les plantes qui poussent sous lui en leur prenant la lumière, il est extrêmement gourmand et accepte mal le partage de la nourriture du sol" (Dupriez & de Leener, 1983, *op. cit.*, p. 43).



nécessaires des sarclages de plus en plus fréquents<sup>35</sup>. La jachère est dite "naturelle", car la terre est simplement laissée à elle-même. L'intérêt agronomique d'une telle jachère a fait l'objet de nombreux débats. G. Riou tend à conclure que l'action de la "jachère naturelle" n'est pas nécessairement très significative pour la reconstitution de la fertilité des sols<sup>36</sup>. Ceci laisse alors entrevoir la possibilité, si tant est que soit entreprise la lutte contre la dégradation structurelle des sols, contre l'envahissement des adventices et contre les dégâts causés par les prédateurs, sinon de supprimer, du moins de raccourcir cette jachère, nous le verrons<sup>37</sup>.

Comme au début du siècle, les paysans privilégient, pour les défrichages, des terres sur lesquelles abondent certaines plantes indicatrices de fertilité, le "mulu" et le "sissongo" surtout. Ils s'intéressent aussi à la couleur et à la profondeur du sol meuble, facile à travailler avec les outils dont ils disposent<sup>38</sup>.

Quelles sont les associations que l'on retrouve le plus couramment ? Elles peuvent être assez simples, par exemple lorsqu'on associe une ou deux cultures mineures au manioc, elles peuvent aussi être très complexes, regroupant parfois jusqu'à dix plantes différentes sur une même parcelle<sup>39</sup>. Nous présenterons plus loin d'une manière approfondie les avantages, désormais reconnus, de la culture associée. Rappelons simplement qu'elle permet au paysan de gagner du temps, et qu'elle limite et disperse les risques agronomiques, en atténuant la gravité des attaques parasitaires, la concurrence des adventices et les conséquences des aléas climatiques.

Les cultures ont pourtant à craindre des dégâts occasionnés par les animaux de la brousse. Il n'est pas rare, par exemple, que les singes déterrent les arachides. Les dévastations causées par les éléphants sont elles beaucoup moins fréquentes, étant donné le peu de ces animaux vivant encore dans les savanes de la région, mais beaucoup plus destructrices. Nous insisterons aussi plus loin sur les effets néfastes de la divagation des zébus des pasteurs Mbororo.

---

<sup>35</sup> Selon G. Riou, "(...) dans bien des cas, la durée de la période de culture est limitée plus par l'envahissement irrésistible des adventices et les actions des prédateurs (...) que par une réelle baisse de fertilité nécessitant la jachère" (Riou, 1989, *op. cit.*, p. 37).

<sup>36</sup> *Idem.*

<sup>37</sup> Cf. *infra*, pp. 370-372.

<sup>38</sup> Nous renvoyons à ce qui a été dit sur ce sujet dans le chapitre 3 (cf. *supra*, pp. 211-212). En général, les cultivateurs nous ont affirmé qu'au delà de quelques vingt centimètres de sol meuble, la mise en culture paraît possible.

<sup>39</sup> Par exemple : ignames, courges, "gombo", "ngago", "karakandji", haricots, en complantation avec le manioc.

Sur cette "kota yaka", les deux périodes de travaux assez intenses sont les mois de mars et d'avril, pour le défrichage, la préparation et les semis<sup>40</sup>, d'une part, et les mois de juillet et août, lors des récoltes, d'autre part.

A cette "kota yaka" s'ajoute toujours une ou plusieurs parcelles de tailles plus restreintes. La "kété yaka" est un champ beaucoup plus petit que le précédent, de cinq à six ares environ, et mis en culture bien plus tard, aux alentours des mois de juillet et août. Beaucoup travaillaient cette parcelle dans un coin de la sole cotonnière, et évitaient de recourir à un second cycle sur cette sole principale, afin surtout de limiter l'envahissement des adventices. D'autres préféraient s'éloigner des grands blocs de culture, afin de retrouver une certaine autonomie. Aujourd'hui, on la trouve souvent à une moindre distance du village que la "kota yaka".

Cette parcelle reçoit d'abord les semis de sésame, ainsi que les deuxièmes semis d'arachides. Le manioc est bouturé dès la récolte du sésame et des arachides, et termine le cycle, qui dure donc aussi trois années. Elle a en outre, on l'a dit, un rôle à jouer dans la sécurité alimentaire, puisqu'en association y sont semées aussi diverses plantes, destinées à subvenir pour partie aux besoins de saison sèche. On voit, depuis quelques années, que ces quelques légumes ou tubercules ne suffisent pas à combler le vide laissé par une production trop restreinte sur la "kota yaka".

Un autre type de petite parcelle s'observe parfois dans les zones d'élevage. Après la transhumance, au mois de mars, quelques paysans plantent leurs courges dans les pâtures qu'ont occupées et fertilisées les bovins durant la saison sèche. Hors des zones d'élevage, les courges sont cultivées en association avec l'arachide et le maïs, sur la sole principale.

Enfin, il convient de remarquer que depuis que l'encadrement cotonnier n'est plus là pour imposer le défrichage d'une vaste parcelle en un seul tenant, de nombreux paysans tendent à défricher plusieurs petites parcelles<sup>41</sup>, au lieu de la "kota yaka". Certains, par exemple, divisent leur champ en deux parties distinctes : d'un côté les trois cultures dominantes, arachides, maïs et manioc ; de l'autre, encore le manioc, mais en association avec les courges, les ignames et diverses autres cultures mineures.

<sup>40</sup> Aux environs de la mi-avril, par exemple, si le maïs a eu une bonne levée (vingt centimètres environ), les pluies ayant été suffisantes, les paysans plantent leurs arachides. Pour plus de renseignements sur ces cultures, nous renvoyons de nouveau à l'annexe n°1, décrivant le calendrier des travaux culturels tel qu'il est mis en oeuvre aujourd'hui dans la région d'Alindao.

<sup>41</sup> En recherchant systématiquement, par exemple, les meilleurs terrains, ou pour des raisons de dispersion des risques.

On observe donc la grande diversité des combinaisons culturelles possibles, répondant à des motivations précises et là aussi très diversifiées<sup>42</sup>. On retrouve cette diversité des combinaisons et des mobiles dans les champs établis en forêt ou en lisière des forêts.

### *b - Les systèmes cultureaux "forestiers"*

Nous distinguons les productions vivrières de la seule culture d'exportation encore pratiquée dans la région d'Alindao, le café. En premier lieu, nous appelons cultures "forestières" à la fois les cultures pratiquées après défrichage et brûlis d'une parcelle en forêt, les cultures que l'on trouve aux abords des sous-bois ou en lisière des forêts, et enfin les cultures dites "de marigot", toutes jouissant de conditions agronomiques assez semblables.

Notons d'abord que la préparation d'une parcelle forestière demande beaucoup de travail, bien plus qu'en savane ; en contrepartie, il apparaît clairement, d'après nos observations et divers entretiens, que les paysans obtiennent de bien meilleurs rendements en milieu forestier<sup>43</sup>. En outre, certaines plantes, telles les bananiers, ne se développent correctement que dans ce milieu<sup>44</sup>.

Les cycles cultureaux forestiers se présentent souvent sous la forme suivante :

Première année ; premier cycle : maïs, cultures mineures (igname, taro, etc.).

Second cycle : paddy et bouturage manioc.

Deuxième année : arachides, cultures mineures, manioc, bananiers.

Troisième et, le cas échéant, quatrième années : manioc, bananiers.

Après abattage, défrichage et brûlis d'une parcelle dépassant rarement dix ares, le cycle s'ouvre sur la mise en culture du maïs, qui trouve là des conditions plus propices qu'en savane ; planté en avril, il est récolté trois mois

<sup>42</sup> Certaines tiennent à la qualité des sols, d'autres à la répartition des tâches dans l'exploitation ou à des compatibilités de calendrier, d'autres encore à la volonté d'atténuer les risques ou de répondre à une demande potentielle.

<sup>43</sup> Sur les différences entre sols de savane et sols forestiers, on lira : DEMANGEOT (Jean). - *Les milieux "naturels" du globe*. - Paris, Masson, 1994. - p. 219. D'une manière générale, les calculs effectués autrefois par les autorités centrafricaines donnaient des recettes liées à la vente des produits vivriers et des produits de chasse-pêche-cueillette près de deux fois plus importantes en forêt qu'en savane.

<sup>44</sup> Ceux qui font des champs dans de telles zones forestières semi-humides, remarquent H. Dupriez et Y. de Leener, "(...) ne peuvent manquer de rien pour leur famille, ni en quantité, ni en qualité". Ils ajoutent : "Ce champ est comme un jardin fournissant tout au long de l'année la multitude des produits agricoles nécessaires aux besoins de la famille" (Dupriez & de Leener, *op. cit.*, 1983, p. 13).

plus tard, en juillet, et c'est ensuite le paddy qui est semé, pour être récolté aux environs du mois de novembre. Puis les paysans commencent les bouturages du manioc, qu'ils cultiveront en association avec les bananiers, le taro, différentes ignames, des patates<sup>45</sup>, ainsi que toute autre culture mineure, à leur gré. En outre, en avril de la deuxième année du cycle, ils procéderont aux semis des arachides. Après leur récolte, il ne restera bientôt plus que le manioc et les bananiers, qui seront récoltés petit à petit, durant deux années si les pieds et les boutures étaient nombreux au départ. Au total, ce cycle dure donc trois ans, parfois quatre, mais ne comprend là encore que deux années de travaux cultureux significatifs. Lui succédera une jachère censée permettre, durant quatre ou cinq ans, aux capacités productives du sol de se reconstituer, avant une nouvelle mise en culture. Notons pour être complet que les paysans plantent très souvent des ananas sur les pourtours de cette parcelle.

Dans les zones où la forêt n'abonde pas, c'est aux abords des galeries forestières, ou des marigots, que l'on trouve ce genre d'associations<sup>46</sup>, sur des parcelles appelées par les Yakpa "gagara", dépassant très rarement une étendue de cinq ares. Parfois, la "kété yaka" et ce "gagara" ne font qu'un, le sésame pouvant aussi facilement se développer dans un milieu ombragé, mais, la plupart du temps, ces deux parcelles sont dissociées.

Ces cultures vivrières forestières entretiennent des liens souvent étroits avec la caféiculture, menée en priorité dans les régions de forêt.

Dans ces plantations, tous les arbres ne sont pas abattus et ceux qui subsistent servent d'ombrage. Une "yaka" de café mesure rarement plus d'un hectare<sup>47</sup>, ce qui équivaut en théorie à 1600 pieds environ, beaucoup moins si des cultures vivrières sont intercalées. Certaines familles plus aisées disposent de quatre à cinq hectares. On l'a vu dans le préambule, c'est au sud d'Alindao que les superficies caféières sont les plus importantes, particulièrement dans les régions de Tagbalé et de la Bakou, où subsiste un couvert forestier important, et où la pluviométrie est sensiblement plus importante qu'au nord d'Alindao<sup>48</sup>.

---

<sup>45</sup> Il est par exemple intéressant d'associer la patate douce et le manioc. La patate donne ses tubercules rapidement (en 6 mois environ), et laisse ainsi le champ libre à divers légumes, entre les tiges de manioc qui ne sont pas encore arrivées à maturité. En outre le port rampant de la patate douce assure une excellente couverture et un enrichissement de la structure du sol durant la croissance des plants de manioc.

<sup>46</sup> Avec bien sûr autant de nuances que de parcelles mises en culture.

<sup>47</sup> Entre 0,5 et 1 hectare le plus souvent.

<sup>48</sup> La limite nord de la caféiculture passe à quelques kilomètres seulement d'Alindao, aux environs de Banda Lagba. Au delà, à l'heure actuelle, seuls les plants d'Excelsa trachéomyco-résistants pourraient être diffusés, on l'a dit. Mais aucun effort n'a été mené dans ce sens, sans doute du fait de la faiblesse des débouchés mondiaux de variétés peu prisées par les consommateurs.

En 1966, R. Dumont regrettait le fait que cette culture était souvent menée comme une cueillette, dans le cadre d'exploitations semi-sylvestres<sup>49</sup>. En fait, on l'a dit, les soins que les paysans apportent à leurs caféiers ont toujours fluctué en fonction des variations de prix et de la demande effective. En 1992, nous constatons qu'ils avaient de plus en plus tendance à les délaisser, du fait d'une mévente persistante. A partir de 1994 au contraire, de bonnes ventes ont incité les paysans s'adonnant à la caféiculture à s'intéresser de nouveau à leur plantation avec assiduité<sup>50</sup>.

Le caféier entretient des relations assez complexes avec les cultures vivrières. Ainsi, lors de la création d'une nouvelle plantation caféière, diverses plantes sont associées, pendant les trois ou quatre premières années, aux arbustes qui les protègent du soleil sans empêcher leur développement<sup>51</sup>. Pour le café, culture pérenne, on parle alors de cultures "intercalaires". Les combinaisons sont là aussi très diverses. Nous avons ainsi visité des plantations où le manioc et des ananas étaient intercalés avec les jeunes plants de caféiers, avec une velléité de semis en ligne. Nous reviendrons sur les avantages de telles pratiques lorsque, dans la section suivante, nous étudierons la culture dite "combinée"<sup>52</sup>.

En tous les cas, ceci prouve, s'il en était encore besoin, qu'il est trop simpliste de systématiquement opposer cultures vivrières et cultures d'exportation. Ainsi, un total abandon de la culture caféière pourrait avoir, comme celui du coton, un effet négatif sur la production vivrière.

Nous avons fait précédemment le calcul qui estimait à 75 ares, contre 120 auparavant, la superficie consacrée, sur la sole principale, aux productions vivrières. Pour être complet, nous devons ajouter, en zone de savane, les cinq ares de la "kété yaka" sur trois années, et, souvent, les cinq ares du "gagara", sur une même durée. Au maximum, nous obtenons alors environ un hectare de sol mis en culture sur une année par un ménage, ce qui est peu dans un système de production extensif, souvent perpétué sur des sols appauvris.

En zone forestière, ou plus exactement dans les zones où cohabitent forêt et savane, qui sont donc caféières, la situation est plus enviable, puisque l'on peut assez souvent ajouter la parcelle défrichée en forêt ainsi que les cultures intercalaires des plantations de caféiers. Cette deuxième situation

<sup>49</sup> Dumont, 1966, *op. cit.*, Chapitre 56.

<sup>50</sup> Les récoltes obtenues en 1995 restèrent pourtant assez peu abondantes, car, nous précisait en 1994 un animateur rural, "on n'efface pas en une campagne les effets de plusieurs années d'abandon".

<sup>51</sup> Et même parfois au delà de ces trois ou quatre premières années, nous le verrons dans les paragraphes consacrés aux spécificités Ngbugu (cf. *infra*, pp. 331-332).

<sup>52</sup> Cf. *infra*, pp. 365-369.

correspond à ce que l'on observe couramment dans les zones peuplées par les Ngbugu.

### 1.1.3. Les particularités Ngbugu

Nous avons mis en lumière, dans la deuxième partie de notre travail, les différences séparant l'histoire des populations Ngbugu des autres groupes vivant dans cette région (les Yakpa essentiellement). Ces différences peuvent selon nous contribuer à expliquer, avec les données agroclimatiques des zones qu'ils occupent, les spécificités Ngbugu, tant pour les "grandes" cultures que pour les cultures de case.

#### *a - Les "grandes" cultures Ngbugu*

Deux caractéristiques majeures des systèmes culturels Ngbugu nous semblent être, d'une part l'importance du maïs au sein des associations vivrières, d'autre part l'intérêt porté à la caféiculture.

Tout d'abord, les Ngbugu, hommes comme femmes, attachent une grande importance à leurs productions vivrières, et particulièrement à la culture du maïs. On trouve en effet beaucoup plus de cette plante dans leurs "yaka" que dans celles des Yakpa. En milieu forestier, il n'est pas rare de rencontrer des parcelles uniquement vouées au maïs<sup>53</sup>. Elles sont mises en culture durant deux années, ce qui permettra d'obtenir quatre récoltes, avec deux cycles par an dans ce milieu propice<sup>54</sup>. Parfois, ces parcelles de maïs en culture pure atteignent une superficie de 50 ares, mais peu de soins leur sont apportés en dehors des périodes de semis et de récolte. En outre, le maïs perd, en certains endroits, de son importance, en faveur du manioc ou d'autres activités, et ces grands champs se raréfient. C'est par exemple le cas sur la route de Ndatoko, où la récolte du vin de palme est devenue une activité majeure, au détriment des cultures vivrières usuelles.

L'ancienne sole cotonnière subsiste, comme partout ailleurs, sur les terrains de savane et est d'abord du ressort des femmes. Sa taille a diminué après l'abandon du défrichement cotonnier annuel. On trouve sur cette sole de nombreuses cultures mineures : tubercules diverses, feuilles légumières,

<sup>53</sup> C'est là une règle générale que l'on peut appliquer aussi aux Yakpa : la culture pure se pratique surtout sur des parcelles autres que la sole principale, anciennement cotonnière. Il en est ainsi pour le manioc, que l'on trouve parfois en tête d'assolement et en culture pure, d'abord autour des chantiers et des villes. Ce manioc est alors entièrement destiné à la vente. Mais ces dernières années, de telles "yaka" de manioc se sont faites fort rares.

<sup>54</sup> Le premier cycle a lieu d'avril à juin, le second de juillet-août à octobre.

plantes à mucilage, etc. Mais en 1994 nous n'observons pas, dans ces villages Ngbugu, de pénurie semblable à celles constatées dans les zones de savane où prédominait auparavant le coton, telle la route de Mingala et le Yambélé.

Ceci s'explique en partie par le fait que les hommes Ngbugu rechignent beaucoup moins aux travaux vivriers, surtout lorsque ceux-ci sont associés à la culture caféière. La meilleure coordination entre travail masculin et travail féminin constitue sans nul doute un atout majeur pour l'agriculture Ngbugu.

Il semble aussi que l'"imprévoyance" détaillée précédemment soit un peu moins sensible chez les Ngbugu, qui tendent souvent à accorder plus d'importance à la satisfaction future de leurs besoins alimentaires et, comme les Banda d'antan, à la diversité de leur alimentation, qui sont donc, en général, moins disposés à tout sacrifier pour obtenir quelques revenus monétaires<sup>55</sup>. Le recours à l'histoire permet, nous semble-t-il, une juste compréhension de ces différences entre des populations occupant des régions agroclimatologiquement proches, appartenant au même groupe ethnique, ayant la même origine migratoire. Nous avons ainsi déjà insisté sur le maintien, au fil de l'histoire précoloniale, oubanguienne et centrafricaine, de fondements agraires plus solides chez les Ngbugu que chez les Yakpa, se traduisant notamment par le maintien d'une céréaliculture, sur base de maïs.

Enfin, les Ngbugu n'ont que peu pâti de la suppression d'une culture cotonnière à laquelle il n'ont jamais vraiment accordé une place prépondérante au sein de leurs systèmes de culture.

Ceci tient surtout aux données agroclimatiques : ils vivent principalement au sud de la Basse Kotto, plus humide, et aux alentours des massifs forestiers qui subsistent, par exemple au sud-est d'Alindao. Ces données ne sont guère favorables à la culture cotonnière, culture de savane prospérant mieux, on l'a dit, en climat soudano-oubanguien qu'en climat congo-guinéen.

Les zones de peuplement Ngbugu constituent au contraire des régions caféicoles. Le café, plus rentable, ne poussait pas les paysans à cultiver le coton avec assiduité. Ils n'étaient pas dans la même situation que certaines populations Yakpa vivant plus au nord, là où la caféiculture était peu répandue et où le coton permettait d'obtenir, avec la vente de quelques excédents

---

<sup>55</sup> Cela n'exclut pas que, lorsque s'offrent à eux de fortes opportunités de revenus, ils puissent faire preuve, eux aussi, d'une certaine "imprévoyance". C'est ce qui se constatait, hors de notre champ d'étude, à Mobaye, en juin 1995. Face à un prix élevé de la cuvette de manioc (3500 F) du fait de la demande venant du fleuve et destinée à approvisionner la capitale congolaise, de nombreux producteurs Ngbugu, pour répondre à cette demande, tendaient à arracher leurs tubercules de plus en plus tôt, et donc les récoltaient de plus en plus petites, ce qui faisait peser une réelle menace sur leur autosuffisance alimentaire, pour ceux tout au moins qui n'auraient pas assez de maïs en culture.

vivriers, le revenu monétaire nécessaire au paiement de l'impôt et à l'achat de biens manufacturés. Les Ngbugu, populations "indociles", étaient en conséquence fort peu portés à pratiquer correctement cette culture, pour partie collective, et régie par un encadrement assez directif, en théorie tout au moins<sup>56</sup>.

C'est principalement les hommes qui s'occupent de l'entretien de la plantation de café. Ils pratiquent depuis toujours la complantation avec des plantes vivrières, parfois même au-delà des années de croissance des jeunes plants<sup>57</sup>. Nous avons ainsi visité des plantations déjà assez anciennes où les caféiers étaient disposés avec un espace suffisant pour autoriser le maintien de cultures vivrières intercalaires<sup>58</sup>. Selon H. Dupriez et P. de Leener d'ailleurs, le fait de planter du vivrier en association avec les caféiers montre que les producteurs sont intéressés aussi bien par les produits alimentaires que par les produits d'exportation<sup>59</sup>. Dans les cas où les caféiers, plantés serrés, empêchent toute complantation au-delà des années de croissance des arbustes, les hommes cultivent souvent, en bordure des plantations ou à d'autres endroits, leurs propres parcelles de vivrier, c'est ce qui les distingue des Yakpa.

Remarquons que la moindre place accordée au coton dans les systèmes de culture a impliqué, pour l'agriculture Ngbugu, indépendamment de toute spécificité de "caractère", de connaître moins de velléités de modernisation<sup>60</sup>. Le meilleur état relatif de cette agriculture Ngbugu se pose alors, répétons le, comme un signe majeur de l'échec de plusieurs décennies de politique agricole.

D'une manière générale donc, les superficies cultivées par les Ngbugu sont plus étendues que celles mises en culture par les Yakpa. L'intérêt persistant que marquent les Ngbugu pour les cultures vivrières se retrouve aussi aux abords des habitations, par la présence de jardins de case.

---

<sup>56</sup> Dès la fin des années 80, la production cotonnière fut quasiment nulle dans de nombreux villages du sud de la Basse Kotto, du fait de l'abandon effectif de ces zones par l'encadrement de la SOCADA.

<sup>57</sup> Il faut généralement attendre quatre ans avant d'obtenir les premières cerises.

<sup>58</sup> Nous y trouvons du manioc, des arachides, du maïs et diverses autres cultures mineures.

<sup>59</sup> Dupriez & de Leener, 1983, *op. cit.*, leçon 44, pp. 243-254.

<sup>60</sup> Une modernisation dont, on l'a dit, le coton était la culture phare.



*b - Les jardins de case*

Là encore, nos observations de "terrain" ont été riches d'enseignements, et nous permettent de séparer nettement, en ce qui concerne ces jardins, les populations Yakpa et Banda-Banda des groupes Ngbugu.

Dans tous les secteurs de brousse ainsi que dans les quartiers d'Alindao où vivent les Yakpa et les Banda, nous n'avons vu quasiment aucun jardin. Parfois, nous trouvions quelques restes de clôtures, en très mauvais état, qui n'entouraient plus que des herbes spontanées. Cela signifiait qu'il y avait eu, peu de temps auparavant, quelques vellétés de jardinage, tentatives vite abandonnées, pour diverses raisons<sup>61</sup>, dont la principale nous semblait toujours être le manque de motivation. Dans d'autres villages, on trouve encore quelques arbres fruitiers, entourés d'une petite clôture, résultats des conseils prodigués par les animateurs ruraux, les agents du Développement Communautaire ou les formateurs du Centre de Formation Agricole Elim d'Alindao.

Cette absence de jardins est reconnue et parfois regrettée par les vieux, qui admettent volontiers qu'elle est d'abord la conséquence d'un manque de volonté<sup>62</sup>. Dans tous les villages visités, nous n'en avons vu qu'un seul, bien clôturé, assez bien cultivé, c'était à Seigneur : un responsable villageois de l'Animation Rurale l'avait aménagé pour sa mère, une vieille femme ne pouvant plus se rendre aux champs, situés trop loin. Ce jardin mesurait un are environ.

Il en va tout autrement dans les villages et les quartiers Ngbugu. Il n'y a ainsi qu'à traverser la Route Nationale n°2, qui coupe Alindao en deux<sup>63</sup>, pour percevoir le contraste. D'un côté, chez les Yakpa, on ne trouve aucun jardin, de l'autre chez les Ngbugu, à proximité de la majorité des cases, on trouve quelques mètres carrés de cultures.

Dans les quartiers centraux, très peuplés, certains jardins mesurent à peine dix mètres carrés, et, au fur et à mesure que l'on s'éloigne vers les quartiers périphériques, où il subsiste plus d'espace entre les cases, ces parcelles deviennent plus vastes, mesurant souvent entre vingt et trente mètres carrés, parfois un are et plus. Là où il y a danger que les animaux domestiques

---

<sup>61</sup> Les animaux domestiques ont brisé les clôtures, pas assez solides ; le manque de temps pour son entretien ; les vols commis par les gens extérieurs - nécessairement ! - au village ; toutes ces raisons sont souvent invoquées pour justifier l'abandon des jardins. Le risque du vol est bien sûr accru si le jardin est assez éloigné de la case, près d'un marigot ou d'une source par exemple.

<sup>62</sup> Un vieil homme de Seigneur, sur la piste de Mingala, reconnaissait au cours d'une session sur la santé et l'alimentation : "i yé ti sala jardin pépé", "nous ne voulons pas faire de jardin".

<sup>63</sup> Entre le quartier "Calvaire" et le quartier "Mission".

mangent les plantes cultivées, des clôtures entourent les jardins. Là où ce danger est inexistant, on ne trouve aucune clôture. Ceci prouve que la divagation des caprins ne peut constituer un obstacle majeur à la réalisation de cultures de case.

On y trouve de très nombreuses plantes : maïs, bien sûr, et ananas, "ngago", quelques tubercules<sup>64</sup>, des légumes feuilles, etc. Toutes ces plantes profitent, évidemment, des déchets ménagers.

Ces jardins sont encore cultivés, très souvent, de la même façon que celle décrite par C. Tisserant au début de ce siècle, c'est-à-dire sans ordre apparent, sans mise en oeuvre de techniques qui pourraient en faire une ébauche d'horticulture<sup>65</sup>. Ils permettent pourtant d'envisager la mise en oeuvre, pour les cultures sur champs, de techniques plus intensives tentées d'abord auprès des cases<sup>66</sup>. Nous pouvons nous interroger : quelles perspectives d'intensification des systèmes de production peuvent être envisagées lorsque, comme dans les villages Yakpa, il n'existe aucune pratique intensive menée à cette échelle réduite des jardins ?

Nous allons d'ailleurs, dans une deuxième sous-section, aborder la question de la persistance, mais aussi des importantes limites des systèmes de production extensifs mis en oeuvre par les populations de cette région.

## **1.2. La persistance et les limites des systèmes de production**

### **Banda**

Nous avons déjà mis en évidence la plasticité des systèmes de culture, qui ont assimilé un nombre important de plantes nouvelles en un siècle. A l'inverse, c'est plutôt leur persistance et leur imperméabilité aux influences extérieures qui caractérisent les systèmes de production. Nous étudierons ainsi dans un premier temps comment les grandes caractéristiques des systèmes de productions extensifs de cette région se sont perpétuées au fil des décennies. Pourtant ces systèmes ne recèlent pas moins un certain nombre de limites, tant internes qu'externes, que nous analyserons dans un deuxième et un troisième temps, et qui nous permettront d'ébaucher une vision assez réaliste de la viabilité de l'agriculture des Banda d'Alindao.

---

<sup>64</sup> Dont parfois du manioc si le jardin est assez vaste.

<sup>65</sup> Culture sur planches, protections en branchages contre le soleil, etc.

<sup>66</sup> Cf. Gourou, 1991, *op. cit.*, p. 47.

### 1.2.1. La persistance des systèmes de production extensifs

Nous avons détaillé, dans le troisième chapitre, les principales caractéristiques des systèmes de production "guerriers"<sup>67</sup>. Nous allons rapidement voir ici comment ces caractéristiques se sont largement maintenues jusqu'à ce jour, en insistant tout particulièrement sur la persistance d'une préférence pour des pratiques agricoles extensives.

#### *a - La perpétuation de systèmes très extensifs*

L'une des conditions essentielles d'une telle perpétuation est, on l'a vu, le maintien d'importantes disponibilités en terre, qui demeure ainsi le facteur le plus abondant et le plus employé. P. Jouve<sup>68</sup> a calculé que la densité de population doit demeurer inférieure à une fourchette comprise entre 16 et 20 habitants au km<sup>2</sup> environ pour que ce système "itinérant" se maintienne<sup>69</sup>. En Basse Kotto, cette densité est d'environ dix habitants au km<sup>2</sup>. Même si l'on considère avec précaution la fourchette établie par Jouve, on voit que l'on paraît bien loin du "seuil critique"<sup>70</sup>.

Une autre caractéristique majeure des systèmes extensifs perpétués jusqu'à aujourd'hui est la simplicité de leur panoplie technique. Les travaux des champs demeurent manuels, n'utilisant que l'énergie humaine. L'instrument usuel reste la houe à manche court, appelée "poka"<sup>71</sup>. Les fers de fabrication industrielle ont désormais remplacé les fers artisanaux. Les villageois se limitent à tailler les manches sur lesquels ils fixeront les fers achetés dans le commerce ou auprès de structures d'appui. Les autres outils courants sont toujours la machette, qui remplace le couteau à débrousser artisanal, et la hache, dont le fer est aussi acheté en dehors du village. Cet abandon de l'artisanat dédié à l'agriculture implique une dépendance vis-à-vis des produits manufacturés qui se fait particulièrement sentir lors des périodes de démonétarisation.

<sup>67</sup> Cf. *supra*, pp. 215-218.

<sup>68</sup> JOUVE (Philippe). - Usages et fonctions de la jachère dans les systèmes de production d'Afrique tropicale et du Maghreb. - *Agricultures. Cahiers d'études et de recherches francophones*, vol. 2, n°5, sept-oct 93. - p. 310.

<sup>69</sup> Nous renvoyons le lecteur à la définition qui a été donnée, dans le préambule, de la notion d'itinérance culturelle (cf. *supra*, p. 48).

<sup>70</sup> On pourrait aussi utiliser le rapport suivant pour déterminer la capacité de reproduction de ces systèmes : (surfaces défrichées dans l'année x temps de jachère)/surfaces cultivables disponibles. En R.C.A., ce rapport serait souvent inférieur à un.

<sup>71</sup> Nous n'avons jamais, durant tous nos séjours sur le terrain, rencontré de houes à manche droit, anciennement utilisées pour creuser les trous et déterrer les tubercules. Il semble que leur usage se soit progressivement éteint.

Les "poka" obligent les utilisateurs - les utilisatrices le plus souvent - à travailler dans une position courbée, fatigante, mais elles apportent une précision certaine dans le travail. Elles ne permettent pas un houage profond, pouvant ameublir et aérer le sol, et servent d'abord à enlever les mauvaises herbes (sarclage).

Aucune technique hydraulique, bien entendu, n'est mise en oeuvre<sup>72</sup>. L'usage des consommations intermédiaires est quasiment inexistant. Les Banda n'étant pas des éleveurs, les seuls engrais dont ils peuvent disposer sont les cendres, les balayures et détritrus de toutes sortes. Balayures et détritrus sont utilisés pour la fertilisation des jardins de case, là où ils existent encore. Sur les champs, les cendres sont obtenues par le brûlis, qui succède au défrichage et à l'abattage.

Remarquons qu'il n'est guère étonnant que les outils, les techniques culturales, soient demeurés rudimentaires et, on le verra, parfois sensiblement inadaptés au milieu dans lequel ces populations s'insèrent. Celles-ci ne se sont "fixées" - ou n'ont été "fixées" - dans leurs terroirs que depuis une époque fort proche. Elles n'ont eu ni le temps, ni l'opportunité, au long d'une histoire récente faite de coercition et d'instabilités, de penser et d'amorcer une mise en valeur de leurs terroirs, en modifiant leur outillage et leurs techniques de "migrants" afin de promouvoir une agriculture mieux adaptée à leur nouveau milieu<sup>73</sup>. Et ce d'autant plus que l'imposition de la culture cotonnière n'a mené, on l'a vu, qu'à une nouvelle extensification des pratiques culturales.

Le maintien d'une rareté du facteur travail constitue sans doute un autre facteur explicatif de la perpétuation du caractère extensif de l'agriculture Banda.

#### *b - La logique de la préférence pour l'extensif*

La rareté du facteur travail, inhérente aux systèmes de production "guerriers" d'antan, demeure en effet aujourd'hui, et ce pour diverses raisons.

Rappelons d'abord le déséquilibre qui existe entre les emplois du temps féminin et masculin, chez les Yakpa surtout. Face à l'"oisiveté" ou aux occupations extérieures de leurs maris ou fils, ce sont les femmes Yakpa qui se retrouvent surchargées de tâches, alors que l'esclavage domestique est désormais quasi-inexistant.

<sup>72</sup> Sur l'absence des techniques hydrauliques, on lira : GOUROU (Pierre). - L'Asie et l'Afrique tropicales : la différence fondamentale des encadrements. - in Brunel, 1986, *op. cit.*, pp. 15-16.

<sup>73</sup> C'est aussi ce que pense J. Cantournet : "(...) on doit constater que jamais un groupement humain n'a pu, en R.C.A., occuper un terroir assez longtemps pour en maîtriser les possibilités de production" (Cantournet, 1988, *art. cit.*, p. 1232).

Cette rareté relative tient aussi à l'instabilité du facteur travail, dans ses deux composantes, masculine comme féminine. Beaucoup de personnes sont amenées, souvent assez soudainement, à voyager, pour une période d'une durée parfois indéterminée, ce qui peut causer d'importants retards dans la réalisation du calendrier agricole. Ainsi, il n'est pas rare de voir des villageois contraints de délaisser leurs champs en pleine période de semis pour répondre à des obligations familiales<sup>74</sup>. Ces déplacements sont d'autant plus fréquents, prolongés et coûteux que les familles concernées sont souvent dispersées<sup>75</sup>, dans différents villages, dans des villes de province ou à Bangui même.

Cette instabilité, déjà constatée et regrettée durant les années 60<sup>76</sup>, favorise les vols, l'absence laissant le champ libre aux voleurs. Elle est en outre accentuée par les facilités de la culture du manioc, dans un climat aux pluies relativement abondantes, alors qu'une agriculture à dominante de céréales induit, on l'a dit, la maîtrise de régularités, d'impératifs techniques. Par ailleurs, l'unité de production est généralement limitée au ménage, et l'indisponibilité temporaire de l'homme ou de la femme peut fortement perturber les travaux culturels, sauf s'il existe une entraide entre familles, au sein du village ou du clan, ce qui n'est en aucune façon systématique, nous le verrons<sup>77</sup>.

La rareté du facteur travail n'a pas été seulement relative, elle a aussi été absolue, et si l'on désire parler pour cette région de contrainte démographique, celle-ci tient plus à un sous-peuplement<sup>78</sup>. Cette situation s'explique par une conjonction de multiples facteurs : les ravages déjà évoqués des guerres tribales et surtout de la traite orientale, du travail forcé, des grandes endémies, les pertes de populations jeunes liées à l'exode rural, etc.<sup>79</sup>.

---

<sup>74</sup> Le cas le plus courant est sans doute le déplacement pour assister à la place mortuaire d'un proche, que l'on ne peut manquer sans s'exposer à de vives critiques de la part des membres de la famille.

<sup>75</sup> Une dispersion fruit de l'histoire contemporaine des multiples clans peuplant le territoire centrafricain, on l'a vu.

<sup>76</sup> "Quelles que soient les motivations des visites et des déplacements, la stabilisation du paysan s'impose, sans elle la modernisation rurale est impossible" (Mission socio-économique Centre Oubangui, 1961, *op. cit.*, p. 6). Les rédacteurs concluaient assez lucidement : "(...) l'origine essentielle de cette mobilité restera longtemps la mentalité d'être épris de liberté que seule une motivation économique suffisante (culture riche) permettra de neutraliser".

<sup>77</sup> Cf. *infra*, pp. 445-448.

<sup>78</sup> La contrainte démographique tient dans nombre d'analyses du développement une place prépondérante : la population connaît un taux d'accroissement très élevé, ce qui pèse sur les ressources disponibles et appelle la mise en oeuvre d'une politique de gestion et de développement de ces ressources, et de limitation de la natalité. Ce type d'analyses ne paraît pas adapté aux réalités de la région étudiée, où l'on ne connaît ni explosion démographique, bien que le taux de natalité soit assez élevé, ni entassement dans des centres urbains dont l'approvisionnement serait difficile.

<sup>79</sup> L'évolution de l'importance du travail agricole disponible paraît difficile à établir avec rigueur dans les villages de cette région. Il est pourtant clair pour tous les observateurs qu'il ne s'est pas

Cette rareté accroît certains coûts liés à la distance entre exploitations et entre les exploitations et les centres ou axes d'échanges, tels les coûts de déplacements, ceux de la diffusion et de l'acquisition de l'information, ceux des travaux d'infrastructures, etc.<sup>80</sup>.

Cette rareté, qu'elle soit relative ou absolue, contribue à expliquer la persistance de systèmes de productions extensifs, qui sont peu exigeants en travail. La fonction de production dans une agriculture extensive peut ainsi s'énoncer de la manière suivante : il s'agit de rechercher la combinaison homme-terre qui minimise, d'une manière satisfaisante aux yeux des intéressés, l'effort productif à accomplir pour obtenir le volume de production requis, à la fois pour la subsistance du groupe et pour les éventuelles ventes sur le marché.

Ceci se traduit dans les faits par un attachement beaucoup plus grand, de la part des producteurs, à la valorisation de la journée de travail qu'au volume de production et aux rendements des sols mis en culture. Certes ce volume sera modeste, mais il sera estimé assez important en regard du travail engagé pour l'obtenir. Le brûlis permet aussi d'accélérer, sans intervention humaine, les travaux de préculture, qui constituent chaque année, on le sait, la tâche la plus importante. De même, la préférence pour les sols légers recouvre, on le disait dans le chapitre 3<sup>81</sup>, la volonté de pouvoir mettre aisément en culture, sans grand investissement en travail et avec des outils rudimentaires, les terres choisies. Les techniques extensives mises en oeuvre ne répondent donc pas à quelque déterminisme naturel, mais renvoient, ainsi que le montre P. Gourou, à un "fait de civilisation"<sup>82</sup>.

La logique de cette préférence pour l'extensif peut alors se résumer par l'utilisation, jugée satisfaisante par les producteurs<sup>83</sup>, de deux ressources, l'une rare, le travail, et l'autre abondante, la terre, mais que l'on obtient toutes deux à un coût très peu élevé. En effet, l'accès à la terre demeure, sauf rares exceptions, gratuit, et l'entretien du travail correspond à un coût fixe, puisque, qu'il travaille ou ne travaille pas, le membre de la famille doit être nourri. C'est là d'ailleurs un trait caractéristique de toute agriculture familiale, qui la différencie d'une agriculture capitaliste : le temps de travail est rarement

---

produit une forte augmentation du nombre de "bras" disponibles pour le travail de la terre, bien au contraire parfois.

<sup>80</sup> Nous renvoyons le lecteur à l'hypothèse H<sub>2</sub>4, posée dans le chapitre 2. (cf. *supra*, pp. 167-168).

<sup>81</sup> Cf. *supra*, pp. 211-212.

<sup>82</sup> On lira Gourou, 1991, *op. cit.*, pp. 38-39.

<sup>83</sup> Même si ce jugement peut d'abord révéler un simple attachement à des routines que l'on estime imprudent de remettre en cause, nous le verrons (cf. *infra*, pp. 560-566).

considéré comme un coût monétarisable, une valeur ajoutée comptabilisable<sup>84</sup>. Ce facteur jouera alors souvent le rôle de "variable d'ajustement", lorsque la terre se fera plus rare.

Les systèmes de production extensifs ont donc été, malgré des modifications touchant notamment une certaine "oisiveté" masculine, perpétués jusqu'à aujourd'hui, non sans révéler certaines limites, tant internes qu'externes, qui mettent en cause la viabilité d'une agriculture basée sur de tels fondements.

### 1.2.2. Les limites internes : la rareté relative du facteur terre

Le facteur rare d'une agriculture extensive est, on l'a dit, le travail. Pourtant, dès lors que l'on ne se contente plus du calcul de densités moyennes mais que l'on tient compte de la répartition de la population, l'agriculture de la région d'Alindao tend à connaître une certaine rareté du facteur pourtant réputé être particulièrement abondant dans de tels systèmes de production, la terre. Cette rareté s'explique par une densification localisée et une dégradation structurelle de l'environnement.

#### *a - Une densification localisée*

Débutons ce paragraphe en rappelant les conséquences de l'afflux des populations Banda, il y a environ un siècle. C. Tisserant rapporte ainsi que, dans la région d'Alindao, "(...) on pouvait voir vers 1930, au milieu de la savane quelques arbres à fût très droit et à frondaison en parasol, témoins d'une forêt équatoriale disparue à une date encore rapprochée"<sup>85</sup>. De même, autour de Mobaye, ainsi que le relève R. Guillemin<sup>86</sup>, la forte concentration humaine a souvent abouti à la destruction de la forêt primitive, laissant la place à une strate végétale très réduite, recouvrant des termitières fossiles. A l'inverse, le bassin déserté de la Haute Kotto, d'où provenaient les fuyards, a vu son recrû forestier se reformer, pour constituer la savane boisée et la forêt secondaire que l'on peut y observer de nos jours<sup>87</sup>.

<sup>84</sup> Cela se retrouvera, par exemple, pour le travail fourni au cours d'une activité de transformation. Nous reviendrons sur cette caractéristique lorsque nous aborderons la pluriactivité, dans le chapitre suivant (cf. *infra*, pp. 406-408).

<sup>85</sup> Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 213. Un lambeau de cette forêt subsiste d'ailleurs au sud-est d'Alindao, non loin de Kongbo, on l'a dit.

<sup>86</sup> Guillemin, 1956, *op. cit.*, pp. 73-74.

<sup>87</sup> Selon les géographes, il faut environ un demi-siècle pour qu'une forêt secondaire se reconstitue : "En un demi-siècle, on a une autre forêt plus pauvre en espèces, destinée elle-même à redevenir «primaire» en un ou deux siècles" (Demangeot, 1994, *op. cit.*, p. 209). Sur ce

Jusqu'à la colonisation, l'habitat demeura toutefois dispersé, ce qui permettait à tous un accès assez aisé aux terres propices à la culture<sup>88</sup>. C'est avec les regroupements des villages, on l'a dit, qu'une certaine rareté relative des terres est apparue. En effet, alors que l'éparpillement des villages donnait une grande profondeur aux terres cultivables, leur regroupement raréfia les places propices aux plantations aux alentours des habitations : les "bonnes" terres proches eurent tendance à être "surexploitées"<sup>89</sup>, et il fallut se reporter de plus en plus loin pour trouver d'autres terres propices. Il se produisit donc une densification localisée aux abords des pistes, et plus encore autour des centres urbains, tel Alindao bien sûr, qui regroupait une population croissante. Une densification qui ne fut pas accompagnée d'une adaptation des systèmes de production, c'est-à-dire d'une intensification.

Les conditions dans lesquelles se sont déroulées ces densifications - précoloniale puis coloniale - expliquent sans doute largement pourquoi aucune intensification ne s'est produite. Selon G. Riou, dès lors que la pression démographique s'accroît, le système de production perd progressivement de sa cohérence et de son efficacité. Si l'évolution est lente, les acteurs trouvent peu à peu des parades à l'appauvrissement des sols ; si elle est brutale, les dangers de dégradation accélérée sont évidents<sup>90</sup>. Elle a effectivement été fort brutale pour les populations de cette région, qui n'ont guère eu le temps et l'opportunité d'adapter leurs pratiques culturelles, avant d'être mises sous la tutelle des modernisateurs.

Les petites exploitations extensives Banda cumulent donc les caractéristiques de la "petite taille" et les désavantages liés à la distance séparant le centre de l'exploitation et les champs, usuellement importante dans les grandes exploitations<sup>91</sup>. Les villageois doivent alors être souvent, selon le mot de P. Gourou, plus des portefaix que des cultivateurs<sup>92</sup>.

---

sujet, on lira aussi : PETIT (Michel). - *Géographie physique tropicale. Approche aux études de milieu*. - Paris, Karthala-A.C.C.T., 1990. - pp. 64-65.

<sup>88</sup> En survolant la région du Zaïre longeant l'Oubangui et le pays Ngbugu entre Mobaye et Alindao, nous avons retrouvé ce type de disposition, tel qu'il devait couramment exister en Oubangui-Chari avant les regroupements : un îlot de cases rondes proche d'une forêt galerie, et donc d'un point d'eau, et entourée d'une brousse arbustive ou arborée, dans laquelle les paysans peuvent choisir sans contrainte les terres qu'ils jugent nécessaire de mettre en culture, et qui ne sont jamais très éloignées des habitations.

<sup>89</sup> A l'inverse, un grand nombre de terrains cultivables situés à de trop grandes distances des nouveaux villages devinrent dès lors inutilisables, et le demeurent aujourd'hui.

<sup>90</sup> Riou, 1989, *op. cit.*, p. 36.

<sup>91</sup> Sur les liens entre taille de l'exploitation et distance à parcourir, nous renvoyons le lecteur à l'hypothèse de spatialité ( $H_{a2}$ ) (cf. *supra*, p. 167).

<sup>92</sup> Gourou, 1991, *op. cit.*, p. 37.



L'obligation d'aller assez loin en brousse afin de trouver de bonnes terres disponibles, avec les déplacements longs et fatiguants que cela entraîne, a parfois conduit les paysans à établir des résidences secondaires, près de leurs plantations. Ainsi le village de Gbakoforo, situé à environ 12 km d'Alindao n'était-il constitué à l'origine que de cases appartenant à des paysans d'Alindao. Il est peu à peu devenu un village à part entière, qui accueille les paysans du lundi au vendredi, voire d'une manière continue. De même, Atcha, dans le Yambélé, était d'abord un "kodro ti yaka" ("village des champs"), pour les habitants de Poudjio. A Bingui enfin (sur la route Gounouman-Mingala), en avril 1994, nous avons constaté un soir que près de la moitié des cases étaient inoccupées : en cette période de défrichage et de semis, de nombreux villageois dormaient aux abords de leurs champs, dans de petites cases ou dans des abris provisoires en branchages. Ces campements de culture permettent d'une part une meilleure surveillance des champs, et d'autre part de ne pas ajouter à la fatigue des périodes de travaux intenses celle de longs trajets quotidiens.

Précisons par ailleurs que même là où la densité de population demeure très faible, on trouve très rarement les champs de vivrier près des habitations. Il y a à cela plusieurs raisons. Tout d'abord dans les zones caféicoles, les plantations sont souvent établies à proximité des maisons, pour un meilleur entretien, ce qui relègue au loin les cultures vivrières.

En outre cette culture pérenne ne craint pas la divagation des caprins et des ovins, et c'est justement, on le sait, cette divagation qui empêche, même lorsqu'il n'y a pas de caféiers, l'établissement des cultures saisonnières trop près des habitations. Nous avons pu trouver de très bonnes terres proches de certains villages, non cultivées à cause des menaces de destruction provenant des animaux domestiques.

Enfin, on l'a dit, les pistes au long desquelles sont établis les villages ont été dans bien des cas tracées dans des zones de partage des eaux, lesquelles sont souvent, selon C. Prioul, des plateaux cuirassés infertiles<sup>93</sup>, les paysans devant en conséquence souvent parcourir plusieurs kilomètres avant d'atteindre des terres de plaine propres à accueillir la sole principale. De même le marigot où les femmes vont chercher l'eau quotidienne se situe rarement à un endroit très proche des habitations.

Les conséquences de cette rareté relative des terres ne sont donc pas négligeables : pertes importantes de temps et d'énergie durant de longs trajets ; mauvaise surveillance des cultures, fréquemment dévastées par les animaux

---

<sup>93</sup> Prioul, 1981, *op. cit.*, pp. 180-181.

sauvages ou visitées par les voleurs ; nécessité d'établir des campements de cultures, durant les périodes d'intenses travaux. On voit alors à quel point la structure de peuplement mise en place par l'administration coloniale et consolidée par les autorités centrafricaines, si elle permet un meilleur contrôle des populations et un accès aux axes de communication et d'échange, est défavorable à la vie agricole et aux tentatives menées depuis plusieurs décennies pour la transformer : "Toutes les formules du développement agricole centrafricain butent fondamentalement sur ce type particulièrement artificiel d'organisation de l'espace", conclut C. Prioul<sup>94</sup>. Comment en effet concevoir la mise en valeur de terroirs qui se situent à plusieurs kilomètres des lieux d'habitations ?

Mais on conçoit tout aussi mal que les paysans retournent d'eux-mêmes en brousse, quittant cette porte sur le monde extérieur que constitue, malgré tout, la piste. On verra dans la seconde section de ce chapitre que la solution à cette impasse pourrait résider dans une fixation judicieuse des terres de cultures, dans le cadre d'une agriculture intensifiée<sup>95</sup>.

Au delà de ces inconvénients presque quotidiens, liés aux incompatibilités existant entre la structure fixe et regroupée de l'habitat et l'itinérance des cultures, on constate aussi une détérioration structurelle de l'environnement.

#### *b - Les dégradations de l'environnement*

Si les paysans doivent parfois se rendre très loin pour trouver des terres propices à la culture, ils finissent certes toujours par disposer des superficies qu'ils recherchent, au besoin en raccourcissant les temps de jachère. Ce raccourcissement d'une jachère toujours uniquement "naturelle" ne permet plus, dans bien des cas, aux capacités productives des sols de se reconstituer, et la dégradation des terres cultivées s'aggrave de cycle en cycle. Les rendements sont donc très faibles, la productivité des efforts fournis s'amenuise. Mais, dans le cadre d'une agriculture qui relève souvent plus de la simple survie que d'une insertion dynamique au marché<sup>96</sup>, les producteurs parviennent tant bien que mal à perpétuer leurs techniques extensives.

Pourtant, ils constatent, comme tous les observateurs extérieurs depuis assez longtemps dans la région, une dégradation structurelle de l'environnement, une déforestation progressive, une transformation des

<sup>94</sup> Prioul, 1981, *op. cit.*, pp. 180-181.

<sup>95</sup> Cf. *infra*, pp. 374-376.

<sup>96</sup> Nous nous interrogerons plus loin : intensifier, pourquoi faire ?

savanes arborées en savanes arbustives, voire herbeuses, et particulièrement une progression des "tcele kpwabi", les savanes à *Imperata*<sup>97</sup>. Le développement de ces savanes a été important, on l'a dit, durant les décennies de la promotion cotonnière. La suppression de cette culture laisse des terroirs appauvris, peu productifs, souffrant d'un manque de renouvellement des semences, des conséquences de trop courtes jachères - en regard des techniques employées -, mais aussi des dégâts occasionnés par les feux de brousse.

Car la logique extensive des systèmes de production n'est pas seule en cause dans cet appauvrissement des sols et de la végétation qu'ils portent. Certes, ces systèmes sont de grands consommateurs de sol, du fait des défrichages annuels qu'ils requièrent. Mais nous avons précédemment calculé que, dans bien des cas, le total des surfaces cultivées par une famille (hormis l'éventuelle plantation de caféiers) ne dépasse pas, actuellement, un hectare, dont un tiers est donc défriché et soumis au brûlis chaque année et l'équivalent retourne à la brousse. Quant aux plantations de caféiers, il est certain que leur multiplication, dans les zones propices, précipite la déforestation. Mais c'est alors une culture pérenne et arbustive qui remplace les arbres de la forêt primitive - ou déjà secondarisée -, elle assure une bonne couverture des sols, empêchant des dégradations irréversibles.

L'ampleur de cette dégradation des écosystèmes vient moins en fait de la logique de la culture extensive sur brûlis que des feux de chasse, pratiqués chaque saison sèche sur une grande échelle. Cette destruction annuelle de la totalité de la végétation des savanes empêche la régénération d'un couvert arbustif sur les terres, très vastes, qui n'entrent aucunement dans les cycles cultureux (même si l'on y inclut les terres laissées en jachère). Il convient donc de se garder de confondre les brûlis précédant la mise en culture du sol, et les feux de chasse.

Si auparavant, les chasses étaient très ritualisées, organisées par un maître de feu révocable selon les résultats ou les accidents éventuels c'est-à-dire "responsable"<sup>98</sup>, on ne sait plus toujours qui, aujourd'hui, allume les feux de chasse et est responsable des éventuelles destructions qu'ils occasionnent. Remarquons d'ailleurs que les feux ont souvent une extension qui dépasse de loin les objectifs des incendiaires. Ainsi chaque année, des cases sont brûlées, des champs et des plantations caféières en partie détruits, des personnes

<sup>97</sup> L'envahissement par l'*imperata* ralentit d'ailleurs fortement une éventuelle régénération forestière, un recrû ayant toujours des difficultés à s'installer sur une "tcele kpwabi".

<sup>98</sup> Exemple de règle, tout feu allumé doit toujours de diriger vers une forêt, afin qu'il ne prenne pas une extension trop importante.

tuées parfois. Cette désorganisation de la chasse aboutit alors à une "savanisation" accrue des vastes étendues dépeuplées de cette région<sup>99</sup>.

Toutefois, si l'on considère que la viande de chasse est nécessaire à la reproduction de la force de travail, on peut poser que ces feux font partie intégrante des systèmes de production Banda, et que ce sont bien ces systèmes même qui sont à l'origine du maintien, voire de l'extension, des savanes<sup>100</sup>. Seules y subsistent les espèces dites "pyrophiles", qui survivent au passage du feu. Il ne reste alors, au milieu de cette savane, que quelques lambeaux plus ou moins vastes de forêt dense semi-humide et bien sûr les forêts galeries si caractéristiques vues du ciel<sup>101</sup>. Sans ces feux, gageons que d'importantes forêts secondaires auraient pu se reconstituer<sup>102</sup>.

La solution pourrait être d'interdire les feux. C'était le sens des mesures prises en 1985 par le gouvernement centrafricain, qui n'ont guère été appliquées et respectées. Une alternative résiderait alors dans une "transformation" de chasseurs en éleveurs, ce qui, on l'a vu, est loin d'être simple. Une autre solution consisterait peut-être à favoriser les rapports qu'entretiennent cultivateurs Banda et éleveurs Mbororo. Mais les systèmes de production des uns et des autres apparaissent souvent plus antagonistes que complémentaires.

### 1.2.3. Les limites externes : la difficile intégration avec un élevage extensif

On parle beaucoup, aujourd'hui, de l'élevage comme l'une des clés de l'avenir du développement centrafricain<sup>103</sup>. Son extension a été favorisée par des projets internationaux drainant des sommes assez importantes, dont les modalités ne pourront qu'être évoquées. Attachons nous d'abord à décrire cet

<sup>99</sup> Selon Franquin & alii (1988, *op. cit.*), en saison des pluies, le développement du couvert herbacé révèle une biomasse importante, mais sa destruction chaque année par les feux de brousse annule une partie de son influence sur les sols, une influence qui se limite alors à l'effet du système racinaire et qui exclut l'humification. Le feu est donc, quels qu'en soient les motifs, un grand gaspilleur.

<sup>100</sup> R. Sillans relevait un autre facteur de la progression des savanes à *Imperata* : "Comme l'indigène se sert des feuilles d'*Imperata* pour confectionner des toitures (tuiles végétales) les tcele kpwabi ne sont brûlés que très tardivement, ou pas du tout, ce qui défavorise, par le maintien de l'*Imperata*, la régénération forestière" (Sillans, 1958, *op. cit.*, p. 240).

<sup>101</sup> Nous renvoyons le lecteur au support photographique situé en annexe.

<sup>102</sup> "Dans l'ensemble, remarquait déjà R. Sillans en 1958, la population de la région d'Alindao reste dense, et la savane n'a pas encore pu, de ce fait, se modifier d'une façon sensible, car, très faiblement arbustive, elle subit de ce fait beaucoup plus intensément l'action retardatrice des feux de brousse" (Sillans, 1958, *op. cit.*, p. 239).

<sup>103</sup> On se reportera par exemple à F. Gilguy, qui parle, en 1991, de "l'heureuse surprise de la décennie" (Gilguy, 1991, *art. cit.*, pp. 3077-78).

élevage extensif, tel qu'il est usuellement mis en oeuvre. Nous analyserons ensuite la difficile cohabitation de ces systèmes de production agricoles et pastoraux.

#### a - Un système d'élevage extensif

Avec D. Gentil et M. Dufumier, nous appelons système d'élevage l'"ensemble de relations et d'interactions entre les aspects techniques de la conduite du troupeau : alimentation, sélection, reproduction, soins vétérinaires, etc. Le système d'élevage peut être jugé selon son niveau de production, le taux de fécondité, l'état de santé, le taux de mortalité, etc."<sup>104</sup>. L'élevage Mbororo possède les caractéristiques majeures d'un système de production extensif.

Remarquons en premier lieu qu'il s'agit d'un élevage non sédentaire. Originaires du Nord Cameroun, les Mbororo ont accompli durant ce siècle un vaste mouvement de migration vers le sud-est<sup>105</sup>. Il en va de même pour les éleveurs d'origine tchadienne, arrivés en R.C.A. durant les années 70 pour la plupart, du fait de la sécheresse et de l'instabilité politique qui sévissaient alors dans leur pays<sup>106</sup>.

La migration des troupeaux a des conséquences non négligeables sur les écosystèmes, en dégradant la couverture végétale et en facilitant l'érosion des sols, comme le souligne J. Boutrais : "En gagnant des savanes plus humides, les éleveurs bénéficient de pâturages plus abondants et plus longtemps verdoyants, grâce à une saison sèche plus courte. Mais la pâture de ces savanes favorise leur envahissement par l'herbe du Laos (*Eupatorium odoratum/Chromolaena odorata*) qui forme bientôt des fourrés impénétrables au bétail dans et autour des campements. Les éleveurs accélèrent ainsi une évolution végétale qui les expulsera rapidement des pâturages qu'ils viennent de conquérir"<sup>107</sup>. Cela accroît la nécessité des migrations vers le sud-est, c'est-à-dire vers notre région d'étude, et explique l'instabilité fondamentale de cet élevage.

<sup>104</sup> Gentil & Dufumier, 1984, *op. cit.*, p. 37.

<sup>105</sup> Pour une étude approfondie de la question pastorale en R.C.A., on lira : BOUTRAIS (Jean). - *Des Peuls en savanes humides : développement pastoral dans l'Ouest centrafricain*. - Paris, ORSTOM, Etudes et Thèses, 1988.

<sup>106</sup> Des épidémies de peste bovine ont aussi, en 1982-83, accru les mouvements pastoraux vers le territoire centrafricain.

<sup>107</sup> BOUTRAIS (Jean), CROUAIL (Jean-Claude). - Les projets de développement de l'élevage en Centrafrique. - in BLANC-PAMARD (Chantal), LESAILLY-JACOB (Véronique), LERICOLLAIS (André), dir. - *Dynamique des systèmes agraires. L'exercice du développement*. - Paris, ORSTOM, Coll. Colloques et Séminaires, 1986. - p. 80.

Cette instabilité entraîne des modifications assez rapides des limites des aires d'élevage et des déplacements des secteurs de concentration du cheptel, qui rendent difficile toute politique d'équipement et de construction d'infrastructures destinées aux activités pastorales.

A cette instabilité en quelque sorte structurelle s'ajoute une mobilité saisonnière, la transhumance, dont on peut mettre les déterminants en lumière. Il y a bien sûr la nécessité de trouver de nouveaux pâturages car, dès la fin des pluies, les anciens se révèlent insuffisants, et deviennent inconsommables du fait du manque d'eau. De plus, il s'exerce à chaque saison sèche une "poussée" de troupeaux situés à la périphérie des pâturages de saison des pluies, obligeant les troupeaux les plus au sud à chercher de plus en plus loin des terrains propices à la pâture. En outre, le départ saisonnier des animaux empêche un pullulement des tiques, en interrompant leur cycle de reproduction.

Cette logique de la transhumance va tôt ou tard atteindre ses limites, et l'élevage extensif verra alors sa reproduction même menacée. Laissons là encore la parole à J. Boutrais : selon lui, la transhumance "(...) représente un moyen, pour les éleveurs, de tester l'aptitude de nouvelles savanes à l'activité pastorale. Les lieux de transhumance indiquent les extensions probables de l'aire d'élevage en saison des pluies dans les années à venir. On s'aperçoit qu'elles frôlent ou touchent la forêt dense. Quand les troupeaux y séjourneront à n'importe quelle saison, une remise en cause de la logique de l'élevage transhumant deviendra inéluctable. Si l'étalement des éleveurs se poursuit au rythme actuel, cette échéance devrait subvenir dans un délai assez proche"<sup>108</sup>. Et effectivement, les zones de transhumance se heurtent aujourd'hui aux massifs forestiers du sud de la Basse Kotto<sup>109</sup>.

Les autorités et les développeurs sont bien conscients des limites de cet élevage extensif, puisque le but principal de leurs actions en la matière est la sédentarisation des troupeaux.

Nous avons pu constater que de nombreux éleveurs aspirent, sinon à une sédentarisation, du moins à une fixation ; c'est-à-dire qu'ils aimeraient disposer de pâturages suffisants pour pouvoir laisser les troupeaux paître seuls à proximité de villages fixes<sup>110</sup>, et non plus provisoires, comme ils le sont encore pour la plupart. Cette fixation n'est aujourd'hui le fait que de quelques

<sup>108</sup> Boutrais & Crouail, 1986, *op. cit.*, p. 82.

<sup>109</sup> Ainsi que le montrent les cartes n°3 et n°4, dans le préambule (cf. *supra*, p. 26 et p. 29).

<sup>110</sup> C'est là toute la différence entre sédentarisation et fixation. La sédentarisation implique un système d'élevage radicalement différent de l'actuel, alors que dans le cas d'une simple fixation de l'habitat, le caractère itinérant de l'élevage se trouve simplement circonscrit dans un périmètre plus restreint, mieux "fixé".

clans, ne disposant que de très peu<sup>111</sup> de zébus ("bagara", en Sango). On la décèle à la fois par l'amélioration de l'habitat et par la présence de champs en bordure des villages, la fixation permettant aux femmes de cultiver quelques produits vivriers nécessaires à la consommation du groupe. Mais une réelle sédentarisation ne pourrait se produire sans ce que l'on nomme parfois une "révolution fourragère". Une "révolution" dont on envisage guère la réalisation, aujourd'hui, dans la brousse centrafricaine<sup>112</sup>.

Cet élevage extensif recèle donc lui aussi d'importantes limites internes, mais les Mbororo sont parvenus, jusqu'à présent, à le perpétuer. Et ce malgré sa difficile cohabitation avec l'agriculture extensive qui l'a précédé dans la région d'Alindao.

#### *b - La difficile intégration de deux systèmes de production extensifs*

Les productions animales entrent très peu dans les systèmes de production Banda, on l'a vu. Elles sont souvent considérées comme étant non complémentaires avec les productions agricoles : absence d'élevage paysan, éloignement des champs et abandon des jardins causés par la divagation des caprins, etc. un tel antagonisme se retrouve et s'amplifie lorsque que l'on change d'échelle, du niveau de l'exploitation familiale à celui d'un terroir villageois, au sein duquel cohabitent cultivateurs et pasteurs.

Il provient bien entendu des importants besoins d'espace de ces systèmes extensifs. Mais, là encore, il nous faut parler de rareté relative des terres disponibles. Les densités de population sont, on l'a dit, globalement faibles, ce qui peut constituer une donnée favorable à l'implantation d'un élevage extensif. Nous avons vu aussi que les paysans sont regroupés le long des pistes, et les terres cultivées souvent établies à une dizaine de kilomètres de part et d'autre de ces pistes. Il existe donc de vastes étendues intercalaires complètement vides qui satisferaient des éleveurs décidés à vivre en autarcie. Or, ces derniers sont au contraire portés à s'approcher des zones peuplées et des voies de communication, d'une part du fait de leur dépendance alimentaire vis-à-vis des cultivateurs, d'autre part à cause de leur volonté de s'insérer dans les circuits d'échanges. La présence d'un élevage Mbororo extensif accroît

<sup>111</sup> Voire plus du tout, cela peut arriver, à la suite de circonstances diverses.

<sup>112</sup> L'orientation des Mbororo vers la culture fourragère paraît en effet peu envisageable actuellement. Elle ne pourra, à terme, se faire que sous la pression de la nécessité, grâce au poids de l'intérêt économique, et avec un fort appui extérieur. On remarquera d'ailleurs que ceux qui cultivent le font souvent parce qu'ils n'ont plus guère - ou plus du tout - de têtes de bétail et que les autres se "contentent" de vivre de leurs troupeaux.

donc encore la densification de l'occupation de l'espace, engendrant de nombreuses tensions.

Celles-ci tiennent d'abord aux destructions opérées par les "bagara", souvent laissés à eux-mêmes, dans les champs des cultivateurs. Le manioc, plante pluriannuelle, est particulièrement exposé à ces dégradations. Comment cela se passe-t-il ? Femmes et enfants Mbororo restent au campement ou au village, tandis que les hommes partent en brousse avec le troupeau. Très souvent, ils le laisseront à un endroit où ils ont trouvé de la "bonne herbe", pour n'y retourner que le lendemain ou le surlendemain. C'est au moment où les "bagara" ne sont pas gardés qu'ils causent d'importants dégâts dans les "yaka"<sup>113</sup>.

Deuxième sujet de tensions, la responsabilité des feux de brousse, qui détruisent parfois les cultures. La difficulté consiste alors à trouver celui qui a allumé le feu et qui sera appelé à dédommager le paysan dont la "yaka" a été brûlée. Les cultivateurs rejettent, dans de nombreux cas, la responsabilité des feux sur les Mbororo. La réalité nous semble plus nuancée : les éleveurs allument souvent des feux précoces, en début de saison sèche, afin d'obtenir une repousse abondante qui permettra de nourrir le bétail durant la soudure. En effet, du fait de la lenteur relative de l'humification en savane, un véritable feutrage risque de se constituer au sol, par accumulation des feuilles sèches qui se rabattent. Dans ces conditions, ainsi que le précise M. Petit, seul le feu peut nettoyer le sol et ainsi activer la repousse : "le feu naturel, ou provoqué par l'homme entretient la régénération annuelle"<sup>114</sup>. On comprend alors tout l'intérêt qu'ont les Mbororo à déclencher chaque année de nouveaux feux. Les paysans quant à eux allument plus souvent des feux de pleine saison sèche ou tardifs, dans le but de faciliter la défriche et surtout de chasser<sup>115</sup>.

Troisième source de conflit : la concurrence pour les "bonnes" terres<sup>116</sup>, accrue par les limites "naturelles" que rencontre peu à peu l'expansion des activités pastorales, on l'a vu. Nous avons ainsi pu entendre des plaintes de villageois : "ils prennent toutes les bonnes terres pour en faire des pâtures, nous empêchant de les mettre en culture et nous obligeant à nous reporter encore plus loin"<sup>117</sup>. Nuancions encore, en rappelant que les paysans savent

<sup>113</sup> Cela révèle un manque de main d'oeuvre pour le gardiennage, le travail constituant, comme dans tout système extensif, le facteur rare.

<sup>114</sup> Petit, 1990, *op. cit.*, p. 62.

<sup>115</sup> Remarquons qu'en saison sèche, les Mbororo rapprochent leurs campements des pistes afin de se soustraire à la menace des feux, et que seuls les troupeaux et leurs gardiens restent en brousse.

<sup>116</sup> Concernant cette allocation du facteur terre, agriculture et élevage extensifs sont ainsi beaucoup plus substituables que complémentaires.

<sup>117</sup> Traduction faite par l'auteur.



parfois profiter de la fertilité liée aux déjections animales ; après la transhumance, en mars, certains paysans plantent leurs courges sur les anciens pâturages, rendus fertiles par le fumier. Toutefois, cette complémentarité demeure sporadique et ne donne lieu, à notre connaissance, à aucun contrat de fumure<sup>118</sup>. De même, la vaine pâture, c'est-à-dire le "libre accès aux étendues cultivées après les récoltes"<sup>119</sup>, est fort peu répandue, dans ces régions où domine le manioc, culture pluriannuelle. En outre, dans le cas de cultures annuelles, les paysans préfèrent souvent laisser les résidus de culture sur les champs, afin qu'ils constituent un "mulch" profitant aux cultures l'année suivante. L'alternative fumure animale-fertilisation organique est jusqu'à présent presque toujours favorable au second terme<sup>120</sup>, preuve de la non intégration quasi-totale de ces systèmes de production agricoles et pastoraux.

Un tel constat nous permet de conclure sur la viabilité des systèmes de production mis en oeuvre par les populations Banda de cette région. Trois points nous semblent devoir être soulignés.

En premier lieu, la disposition de l'habitat, établi le long des pistes ou regroupé dans les centres, implique une distance telle entre "kodro" et "yaka" que le travail agricole se double souvent d'un important travail de "portage". Ces coûts en temps et en effort humain induisent une ponction importante sur une somme de travail déjà limitée par le faible nombre des actifs concernés par l'activité agricole.

Une autre limite à la viabilité de cette agriculture est plus d'ordre écologique : l'action combinée de l'itinérance culturelle et de la pratique des feux annuels dégrade considérablement les écosystèmes, empêchant tout particulièrement l'apparition de recrûs forestiers et stimulant le développement de savanes appauvries, les "tcele kpwabi". Sur des sols trop souvent dégradés, les productions obtenues sont fort peu abondantes, et non seulement les rendements sont médiocres, mais la productivité du travail elle-même se révèle très faible, surtout si l'on tient compte des temps de déplacements dans l'activité agricole totale.

Enfin, la présence croissante des éleveurs Mbororo accroît encore les difficultés rencontrées par les cultivateurs, désormais placés en concurrence

---

<sup>118</sup> Des groupes transhumants établissent ainsi parfois des contrats de ce type avec des agriculteurs, en faisant fumer les champs de ceux-ci, en échange de produits vivriers (cf. KINTZ (Danièle). - Le foncier dans la pensée et dans la pratique des éleveurs et des agro-pasteurs. - in Le Bris & alii, 1991, *op. cit.*, p. 39.

<sup>119</sup> *Idem.*

<sup>120</sup> Pour autant qu'une quelconque fertilisation organique soit entreprise bien sûr.

avec les pasteurs pour les "bonnes" terres, subissant les destructions causées par la divagation du bétail ou par les feux de pâture.

Il y a là trois éléments, d'ailleurs interreliés, qui limitent considérablement la viabilité, c'est-à-dire rappelons-le l'efficacité et la "durabilité", de ces systèmes de production. Des tentatives pour promouvoir diverses transformations, notamment par le biais de la culture cotonnière, ont été menées durant les décennies de la modernisation. On a vu dans le chapitre précédent qu'elles ont globalement échoué, réduisant même la viabilité des systèmes de production concernés. Toutefois, la suppression de cette culture cotonnière ne leur a guère été bénéfique, puisque, là où elle jouait un rôle majeur, elle n'a été remplacée par aucune autre culture qui pourrait servir de moteur à la production et à l'innovation.

Cet échec nous a amené à rechercher d'autres modalités de transformation, qui permettraient de dépasser les obstacles que nous venons de résumer. Cette recherche, qui n'a eu pour ambition que d'ébaucher quelques pistes essentielles, va faire l'objet de la section suivante.

## SECTION 2 : QUELLE INTENSIFICATION POUR LES SYSTEMES DE PRODUCTION BANDA ?

Au Nord comme au Sud aujourd'hui, la vision productiviste qui a soutenu durant plusieurs décennies les politiques de développement agricole est peu à peu remise en cause : "Les conséquences environnementales et sociales négatives associées au modèle fermier et au modèle capitaliste de croissance agricole ne permettent plus de les voir comme la base d'un développement soutenable à long terme"<sup>121</sup>.

C'est ainsi qu'en Europe occidentale, face à la faillite du mécanisme de régulation de l'exode rural par la création d'emplois dans d'autres secteurs, face aussi aux dégradations "naturelles" liées à l'utilisation massive des intrants industriels, diverses alternatives au modèle productiviste sont recherchées. Elles touchent au développement de la pluriactivité rurale, à la diversification des productions, à la préservation des "paysages", à une utilisation plus judicieuse des intrants (voire à l'essor d'une agriculture biologique), etc. Il s'agit désormais d'accorder le primat au facteur travail, alors que l'on a eu longtemps tendance à ne se soucier que du capital.

Dans un contexte productif, institutionnel et marchand certes fort différent, la situation de l'agriculture de la région d'Alindao renvoie à certains aspects essentiels de ces nouvelles problématiques. Ainsi, il est clair que l'économie centrafricaine est incapable d'intégrer les actifs qui quittent le secteur agricole. De même, les problèmes environnementaux, présentés dans la section précédente, appellent la recherche et la mise en oeuvre de solutions durables, en alternative aux erreurs de la modernisation et à la perpétuation de systèmes de production très extensifs.

Nous ne pouvons guère raisonner, d'ailleurs, en termes de choix stratégiques. En effet, il n'y a pas vraiment de choix possible, hormis peut-être entre un abandon à une précaire agriculture de survie et une intensification des systèmes de production, c'est-à-dire une meilleure utilisation du travail disponible<sup>122</sup>. Cette intensification doit être menée dans un contexte de faible monétarisation, elle ne doit donc impliquer que de faibles débours monétaires. Elle ne doit pas non plus conduire à un trop grand accroissement de la charge de travail, impossible à fournir pour ces villageois pluriactifs. Enfin, elle doit être

---

<sup>121</sup> Peemans, 1995, *art. cit.*, p. 36.

<sup>122</sup> Ceci nous permet de dépasser le vieux débat opposant technologie moderne et technologie appropriée, d'une part car après l'échec patent de la modernisation, la première alternative semble à oublier, d'autre part car celle-ci a révélé et révèle aujourd'hui, au Nord comme au Sud, ses limites.

réalisée dans des écosystèmes fragilisés par des décennies de pratiques extensives, et doit donc d'abord préserver ou restaurer les équilibres naturels.

Il nous faut ainsi rechercher les pratiques qui pourraient intensifier les systèmes de production tout en satisfaisant à ces trois contraintes. Nous nous tournerons pour cela vers les tendances actuelles de la recherche-action encore menée dans cette région. Celles-ci nous permettront d'abord d'envisager différentes pratiques de fertilisation des sols, ne nécessitant pas de débours monétaires et bien adaptées aux données agroclimatiques des régions tropicales. Puis, elles nous amèneront à étudier plusieurs modalités d'associations culturales, au sein desquelles l'arbre retrouve toute sa place.

Nous envisagerons, dans un troisième temps, le système de production "intégré" promu par des agronomes travaillant à Alindao. L'étude de ce système nous permettra d'aborder les questions que pose la mise en oeuvre éventuelle des pratiques préconisées. Nous verrons alors que les contraintes à satisfaire ne sont pas que techniques mais qu'elles renvoient aussi à l'insertion au marché, aux rapports fonciers, au contexte institutionnel, aux liens sociaux, etc. Ces interrogations introduiront les trois derniers chapitres de notre travail.

## **2.1. Fertiliser les sols sans engrais chimiques**

Nous avons jusqu'à présent assez peu insisté sur le rôle des engrais chimiques au sein du "paquet" technique proposé - ou imposé - par les praticiens de la modernisation. Nous exprimerons ici nos doutes sur la possibilité de réaliser une transformation des systèmes de production par le biais des consommations intermédiaires importées. Puis nous envisagerons plus longuement les autres solutions possibles pour maintenir le plus longtemps possible, en limitant la dégradation, la fertilité des sols<sup>123</sup>, solutions proposées aujourd'hui par la quasi totalité des derniers intervenants extérieurs.

### 2.1.1. L'hypothétique intensification par les intrants chimiques

Jusqu'à la suppression de la production cotonnière, et même après, avec le projet "Produits vivriers", c'est le dogme de la fertilisation par les engrais industriels qui a prévalu dans les milieux de la vulgarisation agricole : "Pas d'agriculture moderne sans engrais chimiques, pour un technicien de

---

<sup>123</sup> Nous utiliserons essentiellement les ouvrages de H. Dupriez & P. de Leener (1983, et 1987, *op. cit.*), ainsi que la documentation et les observations collectées lors de nos séjours sur place. Ces deux sources sont d'ailleurs très liées puisque les formateurs du C.F.A.E. utilisent ces ouvrages et adhèrent à nombre de leurs prises de position.

l'agriculture"<sup>124</sup>. Mais l'utilisation de ces engrais n'a pas donné les résultats escomptés, et ce pour trois raisons majeures selon nous.

Tout d'abord, il y a eu de nombreuses erreurs et maladresses dans leur emploi. Tout comme les insecticides, les engrais ont souvent été considérés par les villageois, mais aussi par les vulgarisateurs, comme des moyens "miracles", surtout lors des premières utilisations. L'idée de fond était alors la suivante : "plus on en met, au mieux c'est". Ensuite, la SOCADA a souvent été défailante dans la diffusion, en temps voulu, de produits adaptés aux besoins des sols et des plantes. Enfin, les paysans perdaient rapidement leur motivation à l'emploi d'intrants souvent imposés par les S.T.A. et dont le prix était soustrait des revenus cotonniers, alors que, dans de nombreux cas, les augmentations de production permises par les engrais semblaient, après plusieurs années d'utilisation, des plus aléatoires, on l'a dit.

Le projet "Produits vivriers", dernière velléité de modernisation outre l'ADECAF dans les zones caféicoles, perpétue ce dogme de l'épandage d'engrais chimiques, prenant ainsi la suite de la vulgarisation cotonnière. Pour les vulgarisateurs, mais aussi pour certains paysans, les engrais et produits phytosanitaires de synthèse sont assimilés au progrès, face à des moyens organiques jugés archaïques. Mais, répétons le, proposer une fertilisation chimique à des paysans ne disposant plus que de très faibles revenus monétaires et n'ayant plus que des perspectives de commercialisation fort limitées relève, au mieux, de l'illusion.

De plus, on a constaté par le passé que ces engrais prenaient souvent leurs utilisateurs dans une sorte de cercle vicieux : "l'engrais appelle l'engrais", implique une ponction monétaire croissante sur des revenus structurellement faibles et, dans bien des cas, n'aboutit qu'à une extensification des pratiques culturales, puisque les producteurs ont tendance à "laisser travailler l'engrais"<sup>125</sup>.

En outre, les pratiques passées de la modernisation ont permis de mettre en exergue les dangers d'une utilisation des produits chimiques sur les

---

<sup>124</sup> COURADE (Georges). - Le projet de développement rural : à la recherche de la productivité de la terre. - in Le Bris & *alii*, 1991, *op. cit.*, p. 196.

<sup>125</sup> Un agronome du Centre de Formation Agricole Elim, à Alindao, nous confiait : "l'engrais chimique du paysan, c'est l'héroïne du drogué, il en devient vite dépendant". En fait, le paysan a tendance à diminuer son effort productif, se contentant de laisser agir les engrais, ce qui peu à peu accroît sa dépendance vis-à-vis de tels intrants. Le sol, lui aussi, s'accoutume aux engrais chimiques. De même, ils peuvent rendre les plantes "paresseuses". C'est le cas par exemple des engrais azotés qui permet aux légumineuses de puiser l'azote, non plus à partir de leurs nodosités, mais dans le sol. Enfin, l'utilisation continue d'engrais amène souvent à délaisser les variétés rustiques usuelles et à acheter des semences sélectionnées, plus productives mais aussi, souvent, plus fragiles, requérant donc l'emploi de traitements phytosanitaires.

terres cultivées. Ainsi, un engrais peut empoisonner les micro-organismes ; il les rend tellement actifs qu'ils meurent faute de déchets organiques à consommer. De même, le désherbage chimique empoisonne des plantes dont les déchets devraient servir de nourriture à ces micro-organismes ou aux autres habitants du sol. Les pesticides, fongicides, bactéricides peuvent tout autant agir sans distinguer les insectes, champignons, bactéries, et selon H. Dupriez et P. de Leener, "tuent parfois aussi bien les êtres vivants utiles que les ravageurs que l'on veut combattre"<sup>126</sup>. Par ailleurs, l'efficacité d'un engrais minéral dépendra aussi de la capacité du sol à retenir l'eau ; si ce sol n'est composé que de peu d'argile et de matières organiques, l'épandage est tout-à-fait inutile. Enfin, les engrais profitent aux plantes cultivées mais aussi aux plantes adventices, dont la croissance est depuis toujours une cause majeure de l'abandon des champs au bout de quelques années de culture ; les sarclages doivent donc être plus nombreux ou plus précoces. Il faut alors sélectionner l'engrais en fonction des caractéristiques précises de chaque plante, ce qui rend difficile l'usage usuel des associations culturales<sup>127</sup>.

Il apparaît donc que les sols de cette région, comme la majorité des sols tropicaux - ainsi que le démontrent désormais de nombreux auteurs<sup>128</sup> -, tolèrent assez mal les engrais modernes. Mais si la promotion d'engrais chimiques paraît aujourd'hui bien illusoire, voire peu souhaitable, la nécessité d'une fertilisation des sols, elle, demeure. Il est donc impératif de rechercher d'autres voies dans ce domaine, ce à quoi s'attellent les formateurs du Centre de Formation Agricole Elim d'Alindao (C.F.A.E.)<sup>129</sup>, ainsi que les animateurs ruraux et les agents du Développement Communautaire.

### 2.1.2. Eviter la dégradation par des fertilisations organiques

Nous allons d'abord nous pencher sur ce phénomène de dégradation, qui se traduit par une perte des qualités productives des sols, après quelques années seulement de mise en culture<sup>130</sup>. Puis nous envisagerons les multiples moyens dits "naturels" ou "organiques" de lutte contre cette dégradation.

<sup>126</sup> Dupriez & de Leener, 1983, *op. cit.*, p. 217.

<sup>127</sup> On comprend ainsi pourquoi les services techniques ont souvent eu tendance à préconiser la monoculture.

<sup>128</sup> "La fumure des terres, conclut par exemple P. Gourou, ne pourra avant longtemps recourir aux engrais chimiques" (Gourou, 1991, *op. cit.*, p. 163).

<sup>129</sup> Sur ce Centre, on se reportera à l'annexe n°3.

<sup>130</sup> Pour un descriptif de cette dégradation, tant sur un plan physique que chimique, on lira aussi : TER KUILE (C.H.H.). - L'exploitation agricole en zone tropicale. - *Le Courrier*, n°82, nov-déc 1983. - pp. 53-56.

a - La dégradation : débats et réalités

Les sols tropicaux, depuis qu'existent les sciences du même nom, ont fait l'objet de nombreux débats. Les conceptions dominantes ont longtemps été déterministes, postulant, tels Richard-Molard et - un temps - Gourou<sup>131</sup>, une pauvreté des sols avec laquelle les modernisateurs avaient à composer, expliquant ainsi, outre le facteur de l'irrationalité humaine, les nombreux échecs subis dans la mise en valeur de ces terres<sup>132</sup>. On ne concevait alors l'agriculture sur brûlis que comme conséquence de cette pauvreté postulée, qui imposait le déplacement fréquent des champs<sup>133</sup>. Selon nous, rappelons le, la logique de l'itinérance de l'agriculture repose d'abord sur des fondements historiques, les migrations par exemple, et matériels, comme les allocations de facteurs de production, avant de dépendre d'une pauvreté, d'ailleurs toute relative on va le voir, des sols tropicaux.

Car les avis vont peu à peu évoluer, à l'image cette fois encore de la pensée de P. Gourou. Dès 1952, dans *Terres de Bonne Espérance*, le géographe nuance ses analyses : "Si les sols tropicaux diffèrent des sols tempérés, s'ils offrent des difficultés originales, cela ne signifie nullement qu'ils soient incapables de porter une bonne agriculture permanente"<sup>134</sup>. Par la suite, il analysera toujours la "médiocrité" des sols, mais insistera aussi sur l'insuffisante maîtrise de l'agriculture qui travaille ces sols. L'incapacité de faire face à une pression démographique accrue relèvera alors plus d'un problème de "civilisation" que d'un déterminisme naturel<sup>135</sup>.

Notons d'ailleurs qu'il est fort difficile de mesurer la fertilité effective d'un sol, tant il peut être malaisé de distinguer les conséquences de ses propriétés physiques ou chimiques d'handicaps liés à la présence de ravageurs, de pratiques humaines plus ou moins efficaces, etc. Les sols tropicaux demeurent souvent des "sols possibles", virtuellement bons mais trop souvent négligés ou dégradés par l'action humaine : "Il est impossible de juger de la productivité de sols africains par l'usage (ou le non-usage !) qu'en font les paysans"<sup>136</sup>. Nous

<sup>131</sup> En 1947 P. Gourou pose : "Les sols tropicaux sont plus pauvres et plus fragiles que les sols des régions tempérées... Ces conditions donnent à l'agriculture tropicale un caractère précaire que l'agriculture de la zone tempérée ne présente pas..." (cité par Riou, 1989, *op. cit.*, p. 26).

<sup>132</sup> Ces avis, selon G. Riou, "reflétaient les connaissances du temps sur les sols et l'érosion, ainsi que le désarroi des agronomes devant les échecs de l'agriculture moderne (...)" (*Idem*).

<sup>133</sup> P. Kalck adhère, en 1959, à cette vision très pessimiste des conditions naturelles oubangiennes : "Nulle part ailleurs, la nature ne paraît en effet plus rebelle aux efforts de l'homme" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 117).

<sup>134</sup> Cité par Riou, 1989, *op. cit.*, p. 26.

<sup>135</sup> De nombreuses études, du C.I.R.A.D. notamment, ont ainsi montré la grande variabilité des rapports pouvant être établis entre densité de population et fertilité des sols.

<sup>136</sup> Gourou, 1991, *op. cit.*, p. 155.

ne pouvons, on l'a dit<sup>137</sup>, dissocier la "fertilité" ou la "médiocrité" d'un sol des pratiques humaines qui leur sont associées<sup>138</sup>.

Qu'en est-il donc vraiment de la valeur de ces sols ? Il convient en fait, selon G. Riou, de distinguer les caractéristiques chimiques des sols de leur texture physique. D'après lui, on s'attarde trop souvent sur la - classique - pauvreté chimique et l'on oublie alors les propriétés physiques : "stabilité structurale, perméabilité, rétention de l'eau, organisation des horizons supérieurs, présence ou absence de formations ferriques plus ou moins indurées à proximité de la surface..."<sup>139</sup>. Autant de considérations qui revêtent pourtant une importance majeure, et qui sont d'ailleurs souvent assez satisfaisantes.

C'est aussi le cas pour les sols de la région d'Alindao. En effet, selon les auteurs de l'ORSTOM, la structure des sols du Centrafrique est assez bonne en surface et elle s'améliore en profondeur dans les sols ferrallitiques à faciès rouge, cas des sols de l'est et du centre du pays. Ces mêmes sols démontrent une perméabilité assez profonde et une faible porosité à l'air, ils sont relativement riches en particules fines, une bonne partie de la matière organique restant fixée sur une assez grande épaisseur de sol. P. Franquin et alii ajoutent : "Les sols les plus aptes à accumuler de l'eau sont donc les sols de la partie centrale du pays, mieux pourvus en matière organique"<sup>140</sup>.

Les potentialités des sols qui nous intéressent ne paraissent donc pas si limitées qu'on pourrait le penser, à condition qu'ils soient bien "gérés", et que la dégradation soit efficacement combattue et retardée. En effet, cette dégradation peut être d'une grande rapidité, si rien n'est fait pour atténuer l'agressivité de l'érosion qui sévit dans les savanes. Mis à nu, le sol risque d'être durci et craquelé par le soleil et les brûlis, et dissocié par l'impact de la pluie<sup>141</sup>, érodé par la force du vent<sup>142</sup>. Sa mise en culture entraîne une transformation profonde : appauvrissement en matières organiques, en

---

<sup>137</sup> Cf. *supra*, pp. 27-28.

<sup>138</sup> En outre, C. Reboul précise utilement que la mesure de la "fertilité agronomique" ne peut relever que de l'expérimentation et dépend donc du dispositif expérimental utilisé, qui peut évoluer. Il est alors plus judicieux, selon lui, de s'en tenir à des comparaisons, plutôt que tenter de déterminer un état idéal pouvant servir de référence (Reboul, 1977, art. cit., p. 102).

<sup>139</sup> Riou, 1989, *op. cit.*, p. 38.

<sup>140</sup> Franquin & alii, *op. cit.*, pp. 61-62. Ces sols offrent alors des réserves hydriques importantes, permettant aux jeunes semis de résister à une petite période sèche.

<sup>141</sup> Selon J. Demangeot (1994, *op. cit.*, p. 225), le *splash* est sept fois plus fort en savane que sous forêt sèche.

<sup>142</sup> Ces évolutions peuvent à terme aboutir à une latérisation du sol, phénomène typique de dégradation des sols tropicaux provenant justement d'un lessivage très intense des couches supérieures du sol par les pluies abondantes et sous l'effet des rayons du soleil. Un sol latérisé se révèle impropre à l'agriculture.



éléments fertilisants, parfois aussi en éléments fins, dégradation de la structure, extension de l'érosion. "Après la culture, toutes ces transformations, jointes à l'effet destructeur des feux courants, empêchent un retour rapide à l'état initial"<sup>143</sup>.

Au total, d'après J. Demangeot, la "dégradation spécifique dans les savanes de plaine est à peu près décuple de ce qu'elle serait sous forêt"<sup>144</sup>. L'ampleur et les caractéristiques de cette dégradation rendent d'ailleurs peu souhaitable l'application non adaptée des méthodes culturelles occidentales usuelles, c'est-à-dire le labourage, le hersage, le pulvérisage. Au contraire, il apparaît nécessaire, afin de conserver la fertilité du sol le plus longtemps possible, de tendre à reproduire les conditions du "système forestier" d'origine, ce qui peut effectivement sembler contraire à toutes les pratiques d'une agriculture modernisée.

Il s'agira surtout de favoriser les processus - chimiques - d'humification. Cette humification est le produit de l'activité biologique ; elle consiste en un lent processus de décomposition au cours duquel les éléments minéraux sont peu à peu restitués au sol et à l'air, et qui permet le maintien d'une bonne partie de l'azote des minéraux dans le sol. A l'inverse, le feu, "grand gaspilleur", décompose brutalement les déchets végétaux et empêche l'humification. Il laisse s'échapper le carbone et l'azote dans l'air, ne concédant au sol que des cendres risquant d'être emportées par le vent. Après un bref coup de fouet dû aux composants des cendres (potasse, magnésium, calcium), la fertilité ne tarde pas à baisser si rien n'est fait pour la préserver.

L'humification, permettant surtout une alimentation plus régulière pour les plantes, est donc presque toujours préférable pour les sols. C'est au maintien et au développement de cette humification que doivent en grande partie servir les engrais organiques.

#### *b - Une multiplicité de moyens organiques*

En premier lieu, paillage et mulching dit "inerte" sont des pratiques préconisées au C.F.A.E. consistant à étendre une litière de paille (le sissongo par exemple), de feuilles ou de débris végétaux à la surface du sol. Quelles sont les fonctions agronomiques d'une telle litière ? Tout d'abord, elle constitue un épais tapis de matière organique qui ralentit la dessiccation du sol pendant la saison sèche. En outre, en se décomposant, elle permet un enrichissement

<sup>143</sup> Franquin & alii. 1988, *op. cit.*, p. 56.

<sup>144</sup> Demangeot, 1994, *op. cit.*, p. 225.

progressif du sol en humus et en éléments minéraux. De plus, elle empêche, en les "étouffant", les mauvaises herbes de se développer et de repousser après un sarclage. Enfin, elle constitue une protection efficace contre l'érosion pluviale, et favorise l'infiltration de l'eau de pluie dans le sol. Grâce au mulch, le sol peut donc garder son humidité et conserver une structure satisfaisante<sup>145</sup>.

Dans une région suffisamment arrosée comme celle d'Alindao, le paillage peut être remplacé par des plantes de couverture, un mulching "vivant". Il s'agit alors de faire pousser des plantes de couverture en même temps que la ou les cultures vivrières, assurant ainsi une bonne protection des sols contre l'érosion<sup>146</sup>. On peut par exemple semer des légumineuses ayant une bonne capacité de fixation de l'azote et une croissance vigoureuse, qui laissent, quand elles meurent, un épais tapis de sarment et de feuilles. Il faut toutefois veiller à ce qu'elles n'empiètent pas sur les cultures concernées. Le concombre peut aussi, par exemple, être utilisé comme plante nettoyante.

Les engrais verts, dont l'emploi est fortement préconisé au C.F.A.E., sont des plantes que l'on cultive spécialement dans le but d'enrichir le sol. Lorsqu'elles ont atteint un certain stade de croissance, on les retourne dans la terre pour qu'elles y pourrissent et en améliorent la fertilité. Ce sont souvent des légumineuses qui, du fait de leur capacité à fixer l'azote, sont préconisées, telles le *pueraria*, le *flemingia*, certaines variétés de haricots, etc. Les engrais verts agissent de trois façons sur la fertilité des sols : premièrement, ils produisent une grande quantité de matière végétale qui, en pourrissant, améliore la structure du sol ; deuxièmement, les racines, abondantes, travaillent le sol ; troisièmement, l'azote "fixé" par ces plantes est disséminé dans le sol par les racines et favorise l'activité fertilisante des micro-organismes. Les modalités d'utilisation de l'engrais vert sont très variées<sup>147</sup>, rendant par exemple le travail de la jachère plus efficace.

<sup>145</sup> L'enfouissement ou le maintien du mulch à la surface du sol donnent la plupart du temps de meilleurs résultats que le brûlis.

<sup>146</sup> Les formateurs du C.F.A.E. insistent sur la protection anti-érosive qu'assurent les plantes cultivées : les feuilles reçoivent le choc des gouttes de pluies qui tombent ; les plantes vivantes et leurs déchets sont de bonnes réserves d'eau ; l'eau transpirée par les plantes construit la matière vivante alors que l'eau qui s'évapore à partir du sol est inutile ; sous le feuillage, l'eau de pluie pénètre facilement dans le sol et s'évapore peu ; les racines abondantes favorisent la pénétration de l'eau dans le sol ; enfin, l'eau stockée dans les plantes reste à la disposition de l'agriculteur (cf. aussi Dupriez & de Leener, 1983, *op. cit.*, p. 100).

<sup>147</sup> On mettra parfois sous cette rubrique certains arbres comme le *leucena* ou le *acacia albiba*, qui contribuent au maintien de la fertilité des sols. H. Dupriez et P. de Leener énumèrent les qualités d'un bon engrais vert : il est un bon fourrage, il produit vite et beaucoup de matières vivantes, il couvre bien et rapidement le sol contre les rayons du soleil et la pluie, il mange l'azote de l'air et le fixe dans ses nodosités, sa matière vivante est facilement détruite et enfouie dans le sol, il garde l'humidité du sol, il enrichit le sol par ses racines, il enfonce ses racines en profondeur, il mange beaucoup de minéraux dans le sol, il est facile à semer, à cultiver et à

La jachère améliorée est ainsi une autre pratique couramment préconisée. On sait que la jachère usuelle, dite "naturelle", améliore la structure des couches superficielles du sol, mais, on l'a dit, elle se révèle souvent insuffisante, et il peut être intéressant d'en accroître l'efficacité, en l'enrichissant de légumineuses lors de la dernière saison culturale<sup>148</sup> ou avant la nouvelle mise en culture, en évitant de pratiquer le brûlis, et en améliorant son action par l'emploi de la fumure animale. Ces améliorations permettent une reconstitution plus rapide des capacités productives du sol, et donc une rotation culturale plus courte (jachère incluse)<sup>149</sup>.

La généralisation de la fumure animale paraît certes peu réalisable à court terme dans les villages Banda, elle pourrait pourtant permettre un enrichissement important de la fertilité des sols.

Le compostage est une autre méthode "naturelle", particulièrement efficace, de préservation ou de reconstitution de la fertilité des sols. Un compost est constitué de matières végétales fermentées en tas et partiellement décomposées par des micro-organismes minéralisants. Il existe deux types de compostage. Le compostage à froid se réalise souvent dans une fosse dans laquelle sont jetés les déchets ménagers. Au bout de quelques mois, ils forment une masse noirâtre et gluante, mais leur décomposition est assez lente et souvent incomplète. Ce type de compostage est aisément réalisable lorsque les déchets ne s'accumulent que petit à petit, aux abords des cuisines par exemple. A l'inverse le compostage à chaud nécessite une quantité assez importante de matière organique. On en fait un tas, construit dans un endroit ombragé et proche d'un point d'eau. La réussite d'un tel compost nécessite un entretien assez vigilant<sup>150</sup>, mais ne requiert au total pas beaucoup de travail (construction, puis humidification éventuelle, deux ou trois retournements), durant les trois ou quatre mois précédant sa maturité<sup>151</sup>. Assurant une meilleure décomposition des matières organiques et la destruction systématique des graines et plantes indésirables, ainsi que des parasites nuisibles, ce deuxième type de compostage est préférable au compostage à froid.

Les travaux culturaux usuels, s'ils sont bien menés, permettent aussi de favoriser l'humification. Notons toute l'importance des binages et des sarclages

entretenir, il ne grimpe pas sur les plantes qui lui sont associées, il est une plante de bonne compagnie qui n'envahit pas ses compagnes, si c'est un arbre, il ne crée pas trop d'ombre (Dupriez & de Leener, 1983, *op. cit.*, p. 231).

<sup>148</sup> Ainsi, le *pueraria* peut être mélangé aux herbes de la jachère : les graines sont semées durant la dernière saison, avant l'abandon du champ. La jachère s'en trouve fort enrichie.

<sup>149</sup> Ce qui constitue un objectif majeur des agronomes du C.F.A.E.

<sup>150</sup> Et donc une formation adéquate.

<sup>151</sup> Surtout en comparaison avec l'accroissement des rendements, et donc au total avec les économies de travail, que permettra l'épandage du compost.

dans la réduction de l'évapotranspiration. Le binage rompt la croûte superficielle du sol, évitant ainsi l'évaporation de l'eau contenue dans les couches profondes du sol. Le sarclage permet aussi une diminution de l'évaporation car les plantes adventices ainsi coupées ne transpirent plus, ne puisent plus d'eau dans le sol et, laissées sur le sol, forment un mulch protecteur. L'importance des sarclages précoces<sup>152</sup> et bien menés était déjà mise en exergue par R. Dumont en 1966. Le buttage quant à lui permet un bon développement racinaire et donc un accroissement de la nourriture puisée par les plantes<sup>153</sup>. Le billonnage peut lui permettre de drainer un sol trop humide et facilite, comme le buttage, l'enracinement et la croissance des plantes ainsi cultivées.

Enfin, lorsque c'est possible, il convient, selon les développeurs que nous avons rencontrés à Alindao, d'utiliser des produits naturels provenant de la terre et des plantes pour lutter contre insectes, champignons et bactéries. Les feuilles, graines ou racines de certaines plantes bien connues des paysans peuvent en effet fournir de bons moyens de se préserver des ravageurs.

Les solutions ne manquent donc pas pour rendre, sans aucun débours monétaires, les sols plus fertiles, et ce au prix d'une dépense modérée de travail, pourvu notamment que les techniques, au demeurant fort simples pour tout cultivateur, de préparation et d'utilisation des engrais organiques soient acquises. La formation est ici primordiale si l'on ne veut pas retomber dans les travers classiques de la vulgarisation agricole.

Mais une autre façon de restituer la fertilité des sols et d'intensifier les systèmes de production réside dans la mise en oeuvre d'associations culturales judicieuses.

## **2.2. Intensifier par la culture associée**

Les vulgarisateurs chargés de promouvoir une agriculture moderne ont pendant longtemps privilégié les cultures pures, assurant selon eux les meilleurs rendements dès lors que l'on utilisait sciemment les engrais chimiques. Nous désirons montrer que la culture associée peut représenter une voie tout-à-fait réaliste d'intensification des systèmes de production, et après avoir exposé les avantages des associations de culture, nous aborderons le thème, assez porteur selon nous, de l'agroforesterie.

---

<sup>152</sup> La règle essentielle est celle-ci : le sarclage doit toujours être fait avant les périodes où les plantes semées risquent de souffrir de la présence des adventices, c'est-à-dire au cours des premiers mois de culture, lorsque les racines et tiges sont en pleine croissance.

<sup>153</sup> On a vu que certains paysans buttent la terre autour de quelques tubercules.

### 2.2.1. Les avantages de la culture associée

Nous allons d'abord évoquer les avantages majeurs de la pratique des associations de cultures, avant de nous pencher sur les différentes modalités possibles, dans la région d'Alindao, de cette pratique.

#### *a - Avantages des associations culturelles*

Hormis certaines parcelles où les Ngbugu cultivent encore parfois le maïs en culture pure, on trouve la culture associée dans tous les champs de cette région. Ce mode de culture préexistait à l'arrivée des Européens et des modernisateurs, et il subsiste aujourd'hui après leur départ.

Tentons d'en comprendre la logique d'un point de vue économique. Les associations, pourvu qu'elles soient judicieuses, représentent, selon P. Couty et A. Hallaire, un "(...) moyen de multiplier le nombre de récoltes sur une parcelle donnée pendant une période donnée, dans la mesure où les quantités récoltées, pour chaque spéculation, sont équivalentes ou même supérieures à celles qui auraient été obtenues en culture pure"<sup>154</sup>. Les associations impliquent nécessairement un accroissement du travail effectué par unité de surface, mais l'association permet aussi, on l'a dit, de réaliser plusieurs tâches à la fois : le surcroît de travail entraîné par la culture associée est donc limité par la possibilité de combiner les travaux agricoles spécifiques à chaque culture de l'association. En outre, si les calendriers agricoles des différentes cultures pratiquées diffèrent, les périodes de relative inactivité sont amenées à diminuer, ce qui accroît la productivité globale de l'agriculteur. Au total, le surcroît de travail fourni est bien moindre que l'accroissement obtenu des productions. Il y a donc intensification sans nécessairement diminution de la productivité du travail fourni à l'échelle de l'exploitation.

H. Dupriez et P. de Leener insistent eux sur l'enrichissement des sols permis par cette pratique : "Lorsque plusieurs espèces sont associées entre elles sur un champ, la production de matières vivantes et de déchets est plus élevée que lorsqu'il n'y a qu'une seule plante. Plus le nombre d'espèces associées est élevé, plus elles sont capables de transformer et d'enrichir le sol"<sup>155</sup>. La vie du sol diminue lorsque l'on pratique la monoculture sur une terre, d'où la nécessité non seulement d'associer des plantes différentes, mais aussi de varier ces associations d'une saison à l'autre.

<sup>154</sup> Couty & Hallaire, 1980, *op. cit.*, p. 139.

<sup>155</sup> Dupriez & de Leener, 1983, *op. cit.*, p. 45.

La culture associée permet aussi une plus grande sécurité, face aux risques climatiques et biologiques<sup>156</sup>. Ainsi, les paysans peuvent dans une certaine mesure prévenir les incertitudes pluviométriques en mélangeant plusieurs variétés de semences d'une même espèce, certaines étant assez précoces, d'autres plus tardives, ou en associant plusieurs espèces complémentaires - c'est-à-dire des espèces dont les besoins en eau ne sont pas simultanés -, en semant le plus tôt possible, en décalant les semis. Ils peuvent aussi limiter les risques dus aux ravageurs de cultures, en pratiquant rotation et association : "(...) s'il y a rotation des plantes, les parasites vont souffrir de l'absence des plantes sur lesquelles ils sont habitués de vivre. Ils sont moins nombreux et disparaissent"<sup>157</sup>. De même, certains ravageurs sont gênés par la présence de plantes particulières<sup>158</sup>.

De plus, nous pouvons revenir sur le fait, déjà évoqué, qu'en assurant une bonne couverture du sol, la culture associée contribue au maintien de la fertilité des parcelles mises en culture et donc à l'amélioration des rendements et à la diminution des risques de latérisation. Ainsi la présence de bananiers dans un champ forestier est particulièrement profitable aux plantes qui leur sont associées : ces larges feuilles créent un ombrage utile, puis enrichissent et gardent le sol bien humide en y pourrissant<sup>159</sup>. De même, les légumineuses ont un rôle important à jouer dans les associations<sup>160</sup>.

Comment donc peuvent, dans cette région, être mis en valeur les multiples avantages des associations de culture ?

#### *b - Bien associer les cultures*

D'une manière générale, il est nécessaire, et les développeurs travaillant encore dans cette région en sont souvent très conscients, de rechercher des

---

<sup>156</sup> Selon M. Dufumier, la "culture associée ne permet pas seulement de minimiser les risques de très mauvaises récoltes en cas d'éventuels accidents climatiques et phytosanitaires, mais contribue aussi à recouvrir rapidement, intensément et durablement les parcelles en culture, avec pour effet de protéger les sols contre la vigueur des pluies tropicales" (Dufumier, 1993, *art. cit.*, p. 257).

<sup>157</sup> Dupriez & de Leener, 1983, *op. cit.*, p. 217.

<sup>158</sup> Ainsi le puceron s'attaquant à l'arachide est gêné par la présence du maïs, ce qui constitue une autre intérêt de l'association arachide-maïs usuellement pratiquée dans les "yaka" de savane.

<sup>159</sup> Sur l'importance du bananier dans les associations culturales, on lira : COCHET (Hubert). - Productivité du travail et accumulation du capital dans les exploitations agricoles paysannes du Burundi. - *Mondes en Développement*, Tome 21, n°82, 1993. - pp. 65-84.

<sup>160</sup> H. Dupriez et P. de Leener posent d'ailleurs que l'une des voies d'amélioration agricole les plus intéressantes est "la recherche d'associations plus efficaces entre ces espèces et les autres plantes utiles" (Dupriez & de Leener, 1983, *op. cit.*, p. 47).

associations culturales permettant de maintenir un certain équilibre entre travail du paysan, rendement et préservation de la fertilité du sol.

Les associations culturales que l'on trouve dans les champs Banda pourraient ainsi souvent être améliorées, par exemple en alternant mieux les plantes profondes avec les plantes superficielles, ou en respectant les écarts nécessaires à une bonne croissance de chaque plante - en privilégiant donc le semis en ligne. Il en va de même pour les rotations : il convient par exemple de débiter par les plantes "gourmandes" avant de passer aux plantes plus sobres, se satisfaisant d'un sol assez appauvri.

Il est alors nécessaire de connaître chacune des plantes, qui joue un rôle particulier dans les associations culturales, ce rôle étant différent selon son stade de croissance<sup>161</sup> ; de connaître aussi les besoins en lumière et en eau de chaque plante, variant selon ses caractéristiques et selon les phases de sa croissance<sup>162</sup>, et ce afin d'éviter une trop forte concurrence entre les plantes associées. Les cultivateurs connaissent ainsi assez bien les caractéristiques du manioc, dont les racines peuvent appeler l'eau et la nourriture à plusieurs centimètres de distance, au détriment des plantes associées. Voilà pourquoi cette plante, peu sociable au moment de la tubérisation et du remplissage de ses tubercules, termine seule le cycle cultural.

Ils saisissent aussi tout l'intérêt de l'association maïs-arachides, très courante on l'a dit dans les champs de savane. Mais il y aurait bien souvent possibilité à améliorer cette association, en écartant suffisamment les pieds afin que les feuilles inférieures reçoivent toujours assez de lumière et ainsi que "les épis du bas soient aussi gros que ceux du haut"<sup>163</sup>.

Autre exemple, on a vu que certains paysans pratiquaient la complantation durant les premières années du caféier, alors que d'autres préféraient continuer les cultures intercalaires tout au long de la vie de l'arbuste. Il semble que cette seconde possibilité soit la plus judicieuse, à condition toutefois de respecter ce principe simple : les pieds doivent être plantés à quelques trois mètres les uns des autres, afin que les racines, qui ne dépassent pas un mètre de rayon ne se concurrencent pas et que les branches ne s'emmêlent jamais, permettant d'une part une production plus importante, et autorisant d'autre part le maintien de cultures vivrières saisonnières ou semi-

---

<sup>161</sup> Ainsi, les premières pluies de la saison sont souvent, on le sait, les plus violentes, donc les plus dangereuses, surtout si le sol est nu. Il convient donc de trouver un bon équilibre entre les plantes principales et celles qui protègent rapidement le sol, dont la croissance, par conséquent, est rapide.

<sup>162</sup> Ces besoins de lumière varient aussi selon la fertilité du sol. En règle générale, plus le sol est riche, moins l'ombrage est nécessaire.

<sup>163</sup> Explication donnée par un animateur rural, en mai 1994.

pérennes<sup>164</sup>. La complantation vivrière des champs de café constitue ainsi une autre façon d'intensifier les systèmes de production, même si les services techniques préconisent depuis longtemps, on l'a vu, la culture pure après quelques années. Il y a là une divergence de fond, entre une optique modernisatrice, visant à donner la priorité à la culture d'exportation, et une vision plus nuancée, tendant à ne pas négliger l'alimentation familiale, et à inciter, par ce biais de la complantation, les hommes à s'intéresser à des cultures vivrières qu'ils ont trop souvent tendance à négliger.

Il est nécessaire aussi de bien connaître l'espace occupé par les racines, ce qui est assez aisé, et d'apprendre à en tenir compte dans l'élaboration des associations. Là encore, les formateurs et animateurs tentent d'inciter les paysans à exploiter leurs connaissances empiriques. Il s'agit de mieux occuper la surface du sol, on l'a vu avec la complantation caféière, mais aussi son volume, en associant des plantes à racines courtes et peu profondes à des plantes aux racines plus longues et profondes. Cela permet de "travailler", au fil des saisons, la structure de l'ensemble du sol<sup>165</sup>.

Remarquons en outre qu'il pourrait être possible, pour autant que les paysans entreprennent un véritable élevage, d'associer des plantes fourragères aux plantes cultivées pour l'alimentation humaine<sup>166</sup>. On l'a dit, seule la pratique de telles cultures fourragères permettrait de limiter la divagation du bétail.

Enfin, et c'est là un aspect important de la formation dispensée par le C.F.A.E., les associations doivent être réalisées avec de bonnes semences. Les dysfonctionnements de la filière cotonnière l'ont démontré : il est important que les paysans ne comptent plus sur les services étatiques pour obtenir des semences de qualité : "Pour ce qui est des semences, il est bon de compter d'abord sur soi-même, puis de rechercher ce qui peut être valablement acquis à l'extérieur du terroir"<sup>167</sup>.

Compter sur soi-même, cela signifie en premier se préoccuper de la qualité des semences utilisées. La sélection et la conservation des semences requièrent un certain nombre de pratiques peu complexes, dont la mise en oeuvre est cette fois encore très accessible pour les villageois. Il reste à ce niveau beaucoup à faire, la qualité des semences étant souvent négligée par

---

<sup>164</sup> Sous réserve bien entendu que les tailles d'entretien soient effectuées.

<sup>165</sup> Il est d'ailleurs à noter que le labour peut être fait par les plantes elles-mêmes. Ainsi, les tubercules sont de bons laboureurs, laissant de grandes ouvertures dans le sol après arrachage.

<sup>166</sup> Sur ces associations, on lira Landais & Lhoste, 1990, *art. cit.*, pp. 222-223.

<sup>167</sup> Dupriez & de Leener, 1983, *op. cit.*, p. 160.



les producteurs. De même, les plants de manioc se révèlent de plus en plus fragiles et résistent parfois mal aux maladies<sup>168</sup>.

Lorsque les variétés locales ne suffisent plus, il convient de se tourner vers l'extérieur afin d'obtenir des semences, qui doivent toutefois présenter certaines qualités de rusticité, permettant d'éviter l'emploi d'onéreux intrants chimiques. C'est ainsi que l'A.R. marquait sa volonté, à la fin de 1995, d'introduire dans la région des semences d'arachide sélectionnées par l'Institut Centrafricain de Recherches Agronomiques (I.C.R.A.<sup>169</sup>), afin de pallier - en partie - la médiocrité croissante des récoltes d'arachides<sup>170</sup>.

Une bonne pratique des associations peut donc se révéler très positive : "En associant judicieusement les plantes, nous affirmait un agronome du C.F.A.E., il est possible d'assurer au sol une protection proche de celle de la forêt". Une autre amélioration possible réside justement dans la mise en oeuvre de pratiques d'agroforesterie, qui conduisent à associer les arbres aux plantes cultivées.

### 2.2.2. Associer les arbres et les cultures

Nous nous limiterons dans un premier temps à quelques principes de base, tels qu'ils sont présentés par les formateurs et les animateurs, et pour une part admis et mis en pratique par les villageois. Puis nous en envisagerons une application précise, celle des "haies vives".

#### *a - Les avantages de l'agroforesterie*

Il convient d'insister sur la grande utilité des arbres pour l'agriculture de cette région. D'une part ils atténuent les effets du climat sur les sols cultivés, et

---

<sup>168</sup> C'est ce que remarque, d'une manière générale, P. Gourou : "Le manioc était autrefois considéré comme peu sensible aux maladies et aux attaques des insectes. La situation change sous nos yeux, du fait de l'extension des champs de manioc, de l'accoutumance des ennemis, de l'abandon dans les champs en jachère de plants de manioc qui abritent les ennemis de la plante : maladies à virus (la mosaïque du manioc étant la plus nocive), à bactéries, insectes dangereux comme la cochenille farineuse, le papillon du manioc et d'autres. Si bien qu'on en vient à redouter que cette accumulation d'ennemis ne finisse par réduire gravement les rendements" (Gourou, 1991, *op. cit.*, p. 130). Dans cette région, les plants de manioc aujourd'hui en culture n'ont pas été remplacés depuis bien longtemps, il y a un manque évident de renouvellement des espèces, avec des conséquences non négligeables sur les rendements et sur la résistance à la "maladie du manioc" (ou "mosaïque" du manioc).

<sup>169</sup> Cet institut, mis en place au début des années 90, est chargé de la recherche-développement pour l'ensemble des productions agro-pastorales (cf. Devey, *art. cit.*, 1996, p. 475).

<sup>170</sup> Aujourd'hui, beaucoup de paysans, outre qu'ils ne plantent plus qu'une petite parcelle d'arachides, ne mènent pas une sélection correcte des graines.

d'autre part ils contribuent à la préservation et la reconstitution de la fertilité de ces sols.

En premier lieu donc, ils brisent l'énergie du vent, celle de la pluie, et celle des rayons de soleil. Les arbres permettent d'abord d'atténuer l'érosion éolienne. Alors que sur un sol nu, les vents peuvent emporter les particules de terre<sup>171</sup>, briser ou dessécher les plantes<sup>172</sup>, sur un terrain parsemé d'arbres, ils rencontrent plus de résistance, sont en partie calmés, et ainsi nuisent moins aux cultures et à la fertilité des sols. Ils permettent aussi de limiter l'érosion hydrique. On l'a dit, la chute des gouttes de pluie constitue une cause majeure d'érosion. Le feuillage des arbres adoucit cette chute et empêche la pluie de briser de trop nombreuses mottes de terre. Ils réduisent enfin la dessiccation du sol en créant un ombrage - qui maintient la température dans certaines limites - profitable tant à la vie du sol qu'à la croissance de nombreuses plantes : "Sous les tropiques, les sols profitent toujours de l'ombre. Organiser l'ombrage du sol lorsque c'est possible est intéressant pour sa fertilité"<sup>173</sup>.

En second lieu, la complantation d'arbres, à enracinement profond, permet des transferts de fertilité vers les horizons superficiels du sol, là où la plupart des plantes saisonnières ou pérennes puisent leur nourriture. Ce transfert est d'autant plus important que les arbres sont régulièrement émondés pendant leur période de croissance ; les déchets de taille constituent alors un "mulch" de matière organique. En ramenant donc à la surface du sol les sels minéraux puisés en profondeur, cette complantation permet d'atténuer le lessivage, phénomène très dangereux pour l'agriculture. Certains arbres, de la famille des légumineuses surtout, comme l'*acacia albida*, le *leucena*, le tamarinier, le *flemingia* sont connus pour leurs grandes qualités de fertilisation des sols, et sont souvent préconisés dans des associations avec des plantes saisonnières ou pérennes.

Les développeurs rencontrés à Alindao appellent donc à limiter la destruction des arbres. Ils défendent là encore une conception fondamentalement différente de celle longtemps soutenue par les tenants de la modernisation. Il s'agissait de déboiser et dessoucher les parcelles cultivées afin de pouvoir mécaniser les façons culturales, et de développer les cultures d'exportation à l'aide d'intrants industriels. Au contraire, selon les agronomes du C.F.A.E. par exemple, plutôt que de privilégier le court terme au détriment

<sup>171</sup> Ils emportent d'abord les particules les plus fines, et particulièrement l'argile et le limon, contenant beaucoup d'éléments nutritifs pour les plantes.

<sup>172</sup> "Le vent accélère le flétrissement des plantes. Il provoque une diminution de la respiration et des difficultés d'alimentation des plantes agricoles dans le sol, donc une moindre production agricole (...)" (Dupriez & de Leener, 1983, *op. cit.*, p. 78).

<sup>173</sup> *Idem*, p. 74. Sur les caractéristiques d'un bon arbre d'ombrage, on lira aussi la page 123.

de la "durabilité" des systèmes de production, il convient de tenter de préserver, notamment par le maintien d'arbres sur les parcelles cultivées, la vie, et donc la fertilité des sols.

Cela n'implique certes pas un abandon de toute velléité de promotion de la traction animale, pour autant que soit organisée la disposition des arbres, ce qui est précisément l'objet de la pratique des haies vives.

#### *b - Vers la constitution de haies vives*

Une telle organisation des arbres dans les champs correspond au système dit de culture "en couloirs combinés" (ou "alley-cropping"). Ce système consiste aussi à reproduire les conditions agronomiques de l'écosystème forestier d'origine sur les parcelles mises en culture. Il s'agit en fait d'associer sur une même parcelle espèces herbacées (céréales, légumineuses, etc.), arbustives (manioc, bananiers, caféiers, etc.) et arborées (palmiers à huile, arbres fruitiers, *grevillea*, *acacia*, etc.). L'idée est alors d'associer les arbres et les cultures pérennes et annuelles dans un système agroforestier unique, permettant une importante intensification.

Les formateurs incitent les paysans à l'élaboration de haies vives propres permettre la constitution de ce système agroforestier. Une bonne haie se compose selon eux d'arbustes, dont le feuillage ne dépasse pas la hauteur d'homme ; de petits arbres ou de grands arbustes, formant un taillis ; et de grands arbres, plantés tous les dix mètres. Elle doit être doublée, à l'intérieur de la parcelle cultivée, de haies plus petites, constituées exclusivement d'arbustes.

On peut distinguer six fonctions différentes à de telles haies. En premier lieu, elles tamisent le vent ; si elles sont bien constituées, correctement espacées, le vent est très fortement ralenti. Ces haies sont aussi d'excellents pare-feu, permettant de limiter les destructions des feux de brousse<sup>174</sup>. Elles constituent en outre des protections efficaces contre les dégradations causées par les bovins des Mbororo ou ceux des notables<sup>175</sup>. Ensuite, elles sont des milieux vivants très utiles ; productrices d'humus, elles permettent un meilleur développement racinaire et une plus grande protection sanitaire des plantes<sup>176</sup>. De plus, elles fournissent de nombreux produits utiles aux villageois : bois de

<sup>174</sup> Surtout si elles sont précédées d'une bande défrichée d'une dizaine de mètres.

<sup>175</sup> La densité ligneuse constitue, selon E. Landais et P. Lhoste, un "(...) facteur limitant essentiel pour l'élevage" (Landais & Lhoste, 1990, *art. cit.*, pp. 223-224).

<sup>176</sup> "Une haie bien composée et entretenue est un bon moyen pour limiter les dégâts provoqués aux cultures par la pullulation d'insectes, de petits mammifères ou d'oiseaux" (Dupriez & de Leener, 1983, *op. cit.*, p. 81).

feu, perches, planches, fruits, condiments, fourrages en saison sèche, petits animaux ; autant de produits qui permettent de voir dans ces haies vives une reconstitution de l'écosystème forestier tel qu'on le trouve dans les forêts galeries proches des marigots. Enfin, elles agissent sur le sol, en l'enrichissant comme on l'a montré précédemment, en limitant l'érosion due au ruissellement des eaux de pluies, surtout sur les terres pentues<sup>177</sup>, et ainsi en empêchant l'eau de quitter la parcelle<sup>178</sup>.

Certes, les haies vives peuvent parfois gêner les plantes cultivées proches. Mais à l'échelle de la parcelle entière, elles sont très largement avantageuses.

Pour amener les paysans, à constituer de telles haies, il faut au préalable qu'ils soient incités et formés à reboiser leurs terroirs, ou à entretenir les massifs qui y subsistent. C'est dans ce but qu'a été lancée, ces dernières années, la formation de "responsables locaux de reboisement", durant laquelle les villageois sont initiés aux techniques de multiplication des arbres<sup>179</sup>, à la constitution de brise-vent, et à l'exploitation des autres ressources issues de l'arbre.

Là encore, la constitution d'une pépinière n'entraîne pas de débours monétaires importants<sup>180</sup>, puisque les forêts galeries ont toute la diversité requise et constituent de véritables réservoirs naturels pour le reboisement ; il suffit donc d'y cueillir les boutures désirées. On retrouve ici l'idée, chère aux développeurs rencontrés, que le milieu naturel offre aux paysans la plupart de ce dont ils peuvent avoir besoin pour intensifier leurs systèmes de production.

Remarquons que seul un reboisement bien mené permettrait l'expansion de la culture caféière dans toutes les zones où elle n'est pas possible actuellement du fait, d'abord, du manque de surfaces boisées. Car les caféiers *Robusta* ont besoin d'arbres d'ombrage, principalement ceux de la famille des légumineuses. Les besoins d'ombrage sont en outre plus importants là où il pleut le moins, c'est-à-dire au nord de la Basse Kotto. De plus, les feux de brousse sont nombreux en savane, et en l'absence de surfaces densément boisées pouvant stopper leur progression, ils menacent les plantations pérennes d'importants dégâts, voire de destruction totale. En conséquence, les

<sup>177</sup> Les haies sont alors appelées à former d'efficaces barrières antiérosives.

<sup>178</sup> Grâce aux nombreuses racines situées au niveau de la haie, l'eau pénètre facilement dans le sol.

<sup>179</sup> Nous renvoyons le lecteur à l'annexe photographique : on y observe une petite parcelle de manguiers greffés, le greffage étant l'une des techniques apprises aux futurs pépiniéristes.

<sup>180</sup> Elle ne requiert pas non plus de connaissances extraordinaires pour des paysans, ce qui fait dire aux agronomes du C.F.A.E. que "l'organisation des arbres dans les champs est véritablement à la portée de tous les villageois".

villageois ont peu intérêt à mettre en oeuvre une plantation de caféiers à la croissance limitée par le manque d'ombrage et de pluie et particulièrement exposés aux feux de brousse. Certes la recherche pourrait lever un certain nombre de contraintes agronomiques (tolérance aux maladies, qualités technologiques), et permettrait une résistance à la sécheresse telle qu'elle autoriserait une "extension formidable de la zone caféière"<sup>181</sup>. Mais d'une part le désengagement actuel des intervenants publics et internationaux rend de tels progrès assez peu probables, d'autre part ceux-ci ne supprimeraient pas l'obstacle des feux. Il n'y aura donc pas d'extension majeure de la caféiculture sans reboisement préalable.

Pour ce faire, il est nécessaire de promouvoir une logique de réhabilitation de la forêt, organisée contre les erreurs du passé, tant paysannes (une logique de destruction dans un système extensif d'occupation des sols) qu'étatiques (une logique d'exploitation, doublée d'une volonté affichée de conservation, avec la répression du Service des Eaux et Forêts).

Cette réhabilitation ne doit pas attendre que les dégradations deviennent trop flagrantes. C'est pourquoi par exemple, en 1994, les responsables du C.F.A.E. ont sélectionné, par l'intermédiaire des animateurs ruraux, un villageois capable et motivé, sur la route menant vers Kpanga IV, afin qu'il suive la formation d'agroforesterie. La forêt demeure assez abondante dans ce secteur, mais les villageois l'exploitent sans vraiment penser au reboisement ; mieux vaut alors travailler aujourd'hui à sa préservation que demain à sa réhabilitation.

Enfin, cette stratégie de réhabilitation doit toucher le plus de personnes possible, et notamment les enfants. C'est pourquoi chaque année est organisée une journée de l'arbre, durant laquelle chacun - en particulier chaque écolier - est invité à planter son arbre.

Le C.F.A.E., mais aussi l'Animation Rurale et le Développement Communautaire, proposent donc aujourd'hui un reboisement localisé, ciblé, autour des lieux d'habitations<sup>182</sup> et des champs. Mais la régénération du couvert arbustif, puis arboré, de la brousse ne se fera que lorsque les feux annuels de chasse - ou d'extension des pâturages - auront cessé. D'où, en premier lieu l'importance d'une sensibilisation sur les dégâts des feux de brousse, et en second lieu l'intérêt à promouvoir un élevage paysan ; une promotion qui, en regard des échecs passés, paraît peu réalisable à court terme. Cet élevage

<sup>181</sup> Franquin & alii, 1988, *op. cit.*, p. 56.

<sup>182</sup> Ainsi, suite aux conseils dispensés par les animateurs ruraux ou les formateurs du C.F.A.E., certains paysans plantent près de leurs cases des arbres fruitiers, entourés chacun d'un petit enclos, pour éviter les dégâts des caprins, et ajoutent un "mulch" (cf. annexe photographique).

pourrait pourtant faire partie à plus long terme d'un système de production intensifié, que désirent notamment promouvoir les agronomes du C.F.A.E. C'est aux propositions élaborées par ces agronomes et aux multiples questions qu'elles impliquent que nous allons consacrer la fin de ce cinquième chapitre.

### **2.3. Les perspectives d'intensification**

La démarche dite d'"agriculture traditionnelle améliorée", élaborée au C.F.A.E. d'Alindao, constitue, à notre connaissance, la seule approche de recherche-action mise en oeuvre dans cette région. Il ne s'agit pas seulement de favoriser, ponctuellement, quelques améliorations culturales propres à accroître les rendements, mais de modifier en profondeur les systèmes de production villageois. Les agronomes du C.F.A.E. proposent ainsi et testent empiriquement un système qui tend à rompre avec les logiques extensives, appelé "système des quatre champs". Bien qu'il se révèle satisfaisant sur un plan technique, ce système de production ouvre de nombreuses pistes de réflexion, qu'il nous faudra pour conclure aborder.

#### 2.3.1. Les propositions de la recherche-action

Nous reproduisons en annexe (n°3) le schéma du système intégré dont les agronomes du C.F.A.E. ont commencé la promotion. Nous allons d'abord nous pencher sur ce système dit "des quatre champs", qui tente d'intégrer innovations culturales, agroforesterie et élevage. Nous tenterons ensuite de montrer que les améliorations préconisées induisent, tout bien considéré, une hausse substantielle de la productivité du travail. Nous nous pencherons enfin sur l'objectif majeur de ces améliorations, la fixation des cultures.

##### *a - La logique du système "des quatre champs"*

Les concepteurs du projet visent, au travers de ce système, à la sédentarisation des cultures, avec des successions culturales assez proches de celles pratiquées aujourd'hui par les villageois, mais avec une jachère beaucoup moins longue : une année, contre trois années de cultures<sup>183</sup>. Au total, le cycle cultural, jachère incluse dure donc quatre années. Les agronomes préconisent alors l'établissement de quatre champs permanents,

---

<sup>183</sup> Voire, si cela n'est pas encore possible, deux années de culture suivies de deux années de jachère.

sur lesquels on trouverait chaque année les quatre étapes du cycle. En outre, ils proposent de diviser chacun de ces champs en quatre parcelles portant des associations différentes, selon les besoins, les débouchés, mais aussi bien sûr en fonction des complémentarités des plantes au sein des rotations<sup>184</sup>.

Bien entendu, pour qu'une telle fixation soit possible, pour que la jachère puisse demeurer aussi courte, il est impérieux de mettre en oeuvre certaines des techniques décrites précédemment comme préservant la fertilité des sols et améliorant les rendements : compost à chaud et à froid, engrais vert, paillage, "mulching" végétal, mais aussi fumier, cultures en billons et en planches pour certaines plantes, lutte contre les feux de brousse. En outre, il est nécessaire d'accorder une importance accrue aux semences, et notamment d'adopter le semis en ligne. Une telle adoption n'est pas, on va le voir, sans conséquence sur les rendements.

Des associations et rotations judicieuses sont aussi préconisées, favorisant les complémentarités entre les différentes plantes. De même la jachère proposée est dite "améliorée", puisqu'elle sert de pâturage éventuel avec la fertilité que la présence des animaux peut apporter, ou car elle peut être facilitée par l'emploi d'engrais verts.

Les agronomes du C.F.A.E. tentent l'introduction de nouvelles cultures vivrières, afin d'accroître la diversité alimentaire : pois ailé, soja, pois d'Angola<sup>185</sup>. Car, en lien avec les pratiques culturelles, c'est l'alimentation dans son ensemble que les concepteurs du système désirent améliorer, en proposant aussi aux femmes des cours de nutrition. Enfin, parce que seul un paysan en bonne forme physique peut mener à bien les travaux culturels, ils se proposent de promouvoir l'hygiène et la prévention des parasitoses et des infections.

Logiquement, les arbres et les animaux domestiques sont appelés à constituer les compléments de cette agriculture "améliorée". L'agroforesterie revêt une importance toute particulière lorsque l'on sait quelle dégradation subit l'environnement de cette région. L'objectif est d'associer étroitement agriculture améliorée et reboisement, à travers la constitution de bandes agroforestières autour des quatre champs de rotation. Il s'agit de constituer des brise-vent en trois étages : haie vive, constituée de *ficus* ; arbres légumineux (tels les *leucena*, les *caliandra*, les *acacia*) ; grands arbres (tels le *gmellina*, le teck, le neem). Précisons pour être complet que les parcelles, à l'intérieur de chaque

---

<sup>184</sup> Deux parcelles peuvent ainsi porter les mêmes cultures, correspondant alors à la "kota yaka" que l'on trouve dans les systèmes culturels actuels.

<sup>185</sup> Le pois d'Angola dont on avait déjà jadis tenté l'introduction, mais que les paysans n'ont jamais vraiment intégré dans leurs systèmes de culture (cf. Daigre, 1931, *art. cit.*).

champ, sont séparées par des haies vives, ce qui constitue un deuxième brise-vent efficace. Ces haies, ces "forêts linéaires" selon le mot d'un agronome, doivent permettre de réduire progressivement les jachères, fournissant les avantages de l'écosystème forestier tout en demeurant maîtrisées par les producteurs.

L'élevage pourrait aussi contribuer à lutter contre la dégradation des sols<sup>186</sup>. Cette dernière composante du "système intégré" du C.F.A.E. a un double objectif, l'autosuffisance en protéines animales, et la culture attelée. La formation mise en place combine petit élevage (ovins, caprins, volailles, lapins, cochons), et management de l'élevage bovin : besoins alimentaires des animaux, pâturages en rotations, hygiène et soins des animaux, utilisation de la fumure, culture en couloirs avec traction animale. Les agronomes ont aussi mis au point un système de rotation des pâturages qui s'avère, dans le Centre tout au moins, opérationnel. Mais cet élevage risque de ne pas satisfaire à la première des trois contraintes que nous posions précédemment ; il implique un coût initial important, que peu de producteurs seront en mesure d'assumer, sauf si un appui judicieux leur est apporté.

Quant aux améliorations culturales et aux techniques de reboisement préconisées, elles n'impliquent aucun débours monétaire supplémentaire, mais elles ne pourront se répandre dans les champs que si elles n'induisent pas une hausse trop significative de l'effort productif. Qu'en est-il vraiment ?

#### *b - Une productivité du travail en hausse : quelques résultats*

Le programme de formation, appelé "Yaka", s'appuie en grande partie sur l'observation concrète des résultats comparés des différentes techniques culturales, ce qui permet aux paysans en formation de se rendre compte eux-mêmes du bien fondé des améliorations proposées. Donnons quelques exemples, recueillis au C.F.A.E. :

Rendements du manioc (en association avec le maïs et les arachides) :

- 1 - Avec semis en ligne, paillage et compost : 60 kg par are.
- 2 - Avec semis "traditionnel", paillage, compost : 44 kg par are.
- 3 - Avec semis en ligne et paillage : 33 kg par are

---

<sup>186</sup> P. Kalck notait, dès 1959 : "Aussi curieux que cela puisse paraître, l'action la plus efficace pour lutter contre la désagrégation des sols consistera en une amélioration de l'alimentation humaine. En fournissant aux villageois leurs rations quotidiennes de protides, la pisciculture et l'élevage sédentaire enlèveront aux feux de brousse une part importante de leur raison d'être" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 280).



4 - Avec la méthode traditionnelle : 22,5 kg par are.

La qualité des tubercules aussi est différente :

1 - Taille maximale : 80 cm ; diamètre maximal : 11 cm.

4 - Taille maximale : 28 cm ; diamètre maximal : 5 cm.

Cet exemple montre par ailleurs à quel point la réduction de la taille des parcelles mises en culture, non compensée par une intensification des techniques employées, menace l'autosuffisance alimentaire des familles. En effet, si l'on se base sur ce rendement de 22,5 kg par are, les quelque 25 ares souvent mis en culture permettent d'obtenir environ 560 kg de tubercules de manioc. Une telle production paraît tout-à-fait insuffisante<sup>187</sup>, si elle doit couvrir les besoins annuels de toute une famille, à plus forte raison si l'"imprévoyance" des producteurs les pousse à en vendre une partie non négligeable.

Rendements du riz (IRAT 213), en culture pure :

1 - Avec semis en ligne, paillage et engrais vert : 19 kg par are.

2 - Avec semis à la volée, paillage et engrais vert : 18 kg par are.

3 - Avec semis en ligne et paillage : 14 kg par are.

4 - Méthode traditionnelle : 10 kg par are.

De telles différences s'observent aussi pour les autres cultures, telles le maïs et les arachides ; entre la parcelle dite "traditionnelle", et celle où sont appliquées plusieurs méthodes dites "améliorées", on passe souvent du simple au double.

Ces résultats nous amènent au raisonnement suivant. On a souvent dit que l'élévation des rendements et celle de la productivité du travail vont rarement de pair<sup>188</sup>. Les systèmes extensifs sont ainsi reconnus pour assurer une bonne rémunération du temps consacré à la culture ; inversement, dans les systèmes intensifs, les rendements sont bons, mais ils requièrent une importante dépense d'énergie et n'autorisent qu'une médiocre productivité du travail. Entre ces deux logiques, le système d'"agriculture traditionnelle améliorée" nous semble constituer un excellent compromis rendement/productivité.

Il apparaît en fait que l'adoption de ce système de production n'aboutit pas à une productivité marginale décroissante et, au contraire, que la

<sup>187</sup> Même si l'on tient compte des éventuelles "kété yaka" et, bien sûr, des autres plantes cultivées.

<sup>188</sup> Cf. notamment Pélissier & Sautter, 1970, *art. cit.* ; et Badouin, 1985, *op. cit.*

productivité du travail peut s'en trouver améliorée. Ainsi, l'on obtient une production double pour un effort productif certes accru<sup>189</sup>, mais certainement pas dans les mêmes proportions, si l'on prend en compte la diminution des temps de déplacements, la fin du défrichage annuel, qui prend, on l'a vu, beaucoup de temps aux producteurs<sup>190</sup>, la diminution des destructions causées par les feux de brousse ou par les incursions des "bagara" sur les parcelles, l'augmentation de fertilité inhérente aux améliorations culturales, la plus grande sécurité face aux ravageurs, etc.

C'est en cela que le système élaboré au C.F.A.E. nous paraît réaliste : il ne nécessite pas un effort productif accru (à volume de production égal), pour peu que soient correctement mises en oeuvre les techniques "améliorées"<sup>191</sup>. Certes, il entraîne un coût initial de travail important, ce qui constitue sans doute le principal obstacle technique à son adoption. Mais ce coût est étalé sur plusieurs années d'une mise en oeuvre progressive et peut être réduit au minimum par un appui approprié, qui permet de limiter les risques d'erreur et les efforts inutiles.

Penchons nous plus avant sur cet objectif de fixation des cultures qui sous-tend le système de production des "quatre champs".

### *c - L'objectif de la fixation des cultures*

Cette fixation constitue un objectif majeur des agronomes du C.F.A.E., mais aussi des responsables de l'Animation Rurale. Elle présente selon eux divers avantages.

En premier lieu, l'abandon de la culture itinérante pourrait résoudre un certain nombre de problèmes inhérents à la structure de l'habitat agraire. Une structure qui demeure, on l'a dit, largement artificielle et inadaptée aux nécessités d'un développement durable des systèmes productifs agricoles. Les trajets sont longs, ils obligent à établir durant certaines périodes des campements de culture, ils ne permettent pas une bonne surveillance des champs. En outre, les déplacements fréquents des champs empêchent de créer des pistes de brousse, qui faciliteraient pourtant le passage des moyens de transport chargés de la prise en charge sur place des productions.

---

<sup>189</sup> Le semis en ligne demande plus de temps que le semis à la volée, le compost nécessite certains soins, l'engrais vert requiert un travail non négligeable, etc.

<sup>190</sup> La mise en culture est bien sûr plus aisée après une jachère "améliorée" que sur une parcelle de brousse qu'il faut défricher.

<sup>191</sup> D'où l'importance, en plus de la formation, d'un suivi sur le terrain, nous le verrons (cf. *infra*, pp. 527-529).

La fixation des cultures concilierait sans doute le travail agricole et l'ouverture des villageois au monde extérieur. Des champs établis à un endroit fixe permettraient en effet aux paysans de construire leurs habitations près de leurs "yaka". Ces lieux de vie auraient donc tous les avantages du campement de culture (en termes de surveillance, de temps de trajet), sans en subir les inconvénients (grand éloignement du village, des quelques infrastructures existantes, salubrité douteuse, précarité des conditions de vie).

La fixation permettrait aussi d'attacher les ménages, unités fondamentales de la vie agraire Banda, à des terroirs précis, en les incitant à la mise en oeuvre d'aménagements durables dans leurs exploitations, impossibles tant que l'itinérance des cultures persiste. Elle pourrait contribuer à rendre ces ménages à la fois plus autonomes que dans les villages actuels, et mieux reliés aux circuits d'échange et aux axes de communication régionaux et nationaux<sup>192</sup>. Elle pourrait en somme, et c'est là un des objectifs majeurs exprimés par les derniers intervenants extérieurs, tendre à accroître l'ancrage "paysan" de cette agriculture familiale.

Bien entendu, le choix des terrains aptes à recevoir des cultures "améliorées" doit répondre à des critères agronomiques bien précis. Les repères usuels, liés à la végétation, à l'apparence des couches superficielles du sol, pour utiles qu'ils soient, ne peuvent suffire. Il est en effet impératif de connaître le profil du terrain, c'est-à-dire ses différents horizons, grâce à la pratique de coupes du sol<sup>193</sup>. Il va de soi que de telles études de profil ne pourraient être menées sans le soutien d'agronomes ou de techniciens participant à la promotion de la fixation des cultures.

Il est inutile de tenter d'exposer les caractéristiques "idéales"<sup>194</sup> que doit avoir un sol destiné à porter une agriculture "améliorée", même si certaines caractéristiques peuvent être généralement recherchées<sup>195</sup> ; du fait de l'extrême variabilité de la profondeur des sols notamment, le choix ne peut se faire qu'au cas par cas, selon les conditions édaphiques et agroclimatiques rencontrées.

---

<sup>192</sup> On est bien loin ici de la théorie de la modernisation qui préconisait de classiques regroupements de champs en un unique bloc de culture, afin de favoriser l'utilisation des intrants industriels, de pousser l'émulation entre producteurs, d'exploiter de prétendues solidarités préexistantes.

<sup>193</sup> R. Dumont prévoyait déjà, en 1966, de telles études pédologiques, lorsqu'il envisageait lui aussi, à terme, la fixation des zones de cultures (Dumont, 1966, *op. cit.*, ch. 23).

<sup>194</sup> Ces caractéristiques tiendront à la profondeur du sol, à sa composition, sa structure essentiellement.

<sup>195</sup> "(...) un sol meuble et bien drainant jusqu'à 1 m de profondeur nous semble apporter aux plantes un volume suffisant pour assurer leur alimentation hydrique ou minérale" (Franquin & alii, 1988, *op. cit.*, p. 59).

Ce système "intégré" satisfait donc globalement aux trois contraintes posées précédemment : il n'implique pas une augmentation globale de la charge de travail assumée par les producteurs ; il ne requiert pas plus de débours monétaires que dans le système extensif usuel<sup>196</sup> ; et il permet une meilleure préservation des écosystèmes, rendant l'agriculture plus durable<sup>197</sup> et plus équilibrée<sup>198</sup>.

Mais on ne peut se prononcer sur la viabilité potentielle de ce système de production intégré en ne s'intéressant qu'aux seules contraintes techniques. Ainsi, la perspective de la fixation des cultures ne peut se résumer au problème du maintien des capacités productives des sols, mais renvoie au contexte plus général au sein duquel elle doit être mise en oeuvre. L'étude de ce système de production nous amène donc à nous interroger sur les conditions plus générales d'une intensification des pratiques agricoles et d'une fixation des cultures.

### 2.3.2. Les conditions de l'intensification et de la fixation

L'important ne nous semble pas être tant la pertinence technique des améliorations proposées - elles font aujourd'hui l'unanimité parmi les derniers développeurs en activité à Alindao, mais aussi dans beaucoup d'autres régions du monde tropical - que leur diffusion dans les villages. Dans les conditions actuelles, cette diffusion nous paraît fort peu envisageable, ce qui limite bien entendu fortement la portée, voire la pertinence, de la recherche-action mise en oeuvre<sup>199</sup>.

En premier lieu, se pose la question de l'intérêt à intensifier. Longtemps, on a considéré, avec E. Boserup, que les transformations techniques ne se produisaient que sous la pression de la démographie. L'histoire récente<sup>200</sup>

<sup>196</sup> Les petits outils demeurent les mêmes ; les éventuels apports extérieurs en semences ne doivent pas être systématiques ; seule la mise en oeuvre d'activités d'élevage risque de représenter un coût majeur, on l'a dit.

<sup>197</sup> De nombreux auteurs parient aujourd'hui sur l'agriculture organique : "(...) dans de nombreux cas d'intensification agricole, les améliorations à long terme ne peuvent être obtenues qu'en pratiquant ce type d'agriculture" (Beaudoux & alii, 1992, *op. cit.*, p. 50).

<sup>198</sup> L'intensification s'analyse alors d'abord comme la recherche de meilleurs équilibres entre tous les facteurs de production : entre les arbres, les plantes et les outils ; entre ce qui est destiné à l'homme et ce qui l'est aux animaux ; entre ce qui est soustrait à la terre et ce qui lui est restitué sous forme de fertilisants ; etc. (Sur ce point, on lira : Dupriez & Leener, 1983, *op. cit.*, p. 72).

<sup>199</sup> Remarquons en effet que, dans son essence même, la recherche-action ne peut être considérée comme pertinente du fait de sa seule viabilité technique. Une diffusion effective constitue un autre critère essentiel de sa pertinence, qui ne peut être dissocié des critères techniques.

<sup>200</sup> Et notamment celle des "révolutions vertes".

montre que, bien souvent, l'intérêt monétaire est devenu le facteur primordial de ces transformations<sup>201</sup>. Comment alors envisager l'intensification de systèmes de production largement en retrait des circuits d'échanges, surtout dans les zones non caféicoles ? Comment l'envisager alors que la perpétuation, par des villageois résignés, des pratiques extensives usuelles permettrait encore longtemps le maintien d'une agriculture de survie, demeurant en marge des marchés ?

Le repli sur une précaire autosubsistance ne semble pouvoir être évité que si leur insertion aux marchés incitent les ruraux à rester au village et à produire mieux et plus<sup>202</sup>. Cette question de l'insertion au marché sera envisagée dans la première section du chapitre suivant.

En second lieu, nous pouvons nous interroger sur l'ampleur des modifications foncières requises par le principe de la fixation des cultures<sup>203</sup>, des évolutions certes déjà amorcées là où existent des plantations de café. Car la perpétuation des pratiques culturelles extensives renvoie aussi à la prédominance d'une conception privilégiant le droit d'usage du sol, qui risque de limiter les investissements fonciers. En outre, La sécurisation foncière constitue une autre condition majeure de toute mise en valeur des terroirs<sup>204</sup>. Une éventuelle fixation des cultures nécessite enfin l'élaboration de plans d'aménagement concertés, permettant l'établissement d'un parcellaire qui ne se heurterait pas à des conflits interminables et insolubles<sup>205</sup>.

Les conceptions foncières des villageois, la sécurité qu'ils peuvent espérer en mettant leurs champs en valeur, les processus de résolution des conflits fonciers permettent-ils d'envisager, dans les villages de cette région, une intensification des pratiques culturelles et une mise en valeur des terroirs ?

---

<sup>201</sup> C'est par exemple ce que pense P. Pélissier : "(...) le facteur primordial des transformations techniques n'est plus la pression démographique : l'irruption de l'économie marchande et l'explosion urbaine lui ont substitué l'intérêt monétaire de la production" (Pélissier, 1995, *op. cit.*, p. 243).

<sup>202</sup> Ainsi, les augmentations de productivité permises par les améliorations culturelles pourraient devenir intéressantes aux yeux des villageois si l'huilerie d'Alindao venait à rouvrir et achetait, à chaque saison, les arachides et le sésame fournis par les producteurs familiaux. Mais une telle réouverture implique une volonté des pouvoirs publics, des bailleurs de fonds, mais aussi une capacité technique et de gestion qui a souvent fait défaut par le passé.

<sup>203</sup> Par exemple, cette approche implique qu'à terme des femmes pourraient disposer du sol et ce d'une manière définitive. Un droit inédit dans les sociétés Banda.

<sup>204</sup> P. Pélissier pose encore que la sécurité foncière est "(...) la condition première de tout investissement productif, de tout souci de gestion à long terme, de toute démarche visant au renouvellement de la fertilité du sol, bref, de tout effort d'intensification" (Pélissier, 1995, *op. cit.*, p. 313).

<sup>205</sup> "L'établissement d'un plan d'aménagement des terres nécessite toujours de longues discussions que l'on doit mener en connaissant particulièrement bien le parcellaire et les problèmes posés à chaque famille" (Dupriez & de Leener, 1983, *op. cit.*, p. 61).

On tentera de répondre à cette question dans la seconde section du chapitre suivant.

On peut aussi s'interroger sur les capacités villageoises à mettre en oeuvre de tels changements. Ainsi, comment peuvent-ils envisager la fixation des cultures, alors que beaucoup ne connaissent que les logiques de l'"itinérance", ne perpétuant même pas cette "porte sur l'intensif" que constitue le jardin de case ? De même, selon quelles modalités pourrait être introduit un véritable élevage villageois, au sein d'une population de chasseurs n'ayant que peu d'affinités avec le gros bétail<sup>206</sup> ? Enfin, comment lier des villageois à un terroir sur lequel ils n'ont guère d'attaches ancestrales ?

Par ailleurs, la mise en oeuvre d'un tel changement ne pourra aboutir que s'il existe au sein du groupe concerné un minimum de capacités à l'entente. Une telle entente paraît en effet impérative, d'abord afin que ce soit un groupe - et non quelques individus isolés - qui prenne le risque de la fixation ; ensuite pour que la répartition des terres se déroule le moins mal possible ; et enfin car l'investissement en travail initial d'une mise en oeuvre de l'agriculture améliorée nécessite une entraide et une coopération entre les différents ménages impliqués, alors regroupés au sein de structures paysannes viables. De même, il semble indispensable, au vu des multiples expériences de diffusion d'innovations tentées sous diverses latitudes, que certains acteurs se révèlent aptes à assumer des fonctions de *leadership*, à "prendre la tête" de l'intensification culturelle. Nous devons donc, dans le septième chapitre, nous interroger sur la réalité de telles capacités à la concertation, à la coopération et au *leadership* dans des sociétés villageoises désorganisées au fil des vicissitudes de leur histoire.

De plus, si les villageois ont souvent conscience des problèmes de déboisement, de l'érosion des sols, comment expliquer le fait qu'ils s'en tiennent pourtant à un certain fatalisme ? Ceci renvoie à une certaine prégnance de conceptions magico-religieuses que nous devons, dans le huitième chapitre, intégrer dans nos raisonnements. De même, la vision de long terme que nécessite la mise en oeuvre de pratiques d'agroforesterie ne se heurte-t-elle pas à la préférence pour le présent dont font preuve de nombreux villageois ? Et dans ce cas, quel allongement des horizons se révèle envisageable ? Comment, en outre, limiter le poids des "mauvais souvenirs" liés aux échecs passés des politiques de la modernisation, qui risque d'induire une méfiance des villageois vis-à-vis de toute nouvelle intervention extérieure

---

<sup>206</sup> Ainsi que le précisent Landais et Lhoste, "(...) même si le fumier continue d'apparaître comme une «solution techniquement adaptée» (...), le problème de sa production en milieu paysan reste entier" (Landais & Lhoste, 1990, *art. cit.*, p. 223).

se légitimant du "développement" ? Comment, enfin, l'innovation est-elle possible si elle se heurte à des pressions égalitaristes tendant à suspecter tout comportement inhabituel ? Toutes ces questions seront abordées au long de la quatrième partie de ce travail.

Les dernières questions renvoient elles aux nécessités de l'appui extérieur et de l'intervention étatique. Un choix satisfaisant des terres à mettre en culture fixe ne pourrait guère se faire sans un appui extérieur effectif et efficient. Quelles doivent être les modalités de cet appui ? Quel regard peut être porté sur l'action dans les villages des derniers intervenants extérieurs ? De plus, quel rôle de formation a encore à jouer le système éducatif ? D'une manière générale, les structures administratives et les institutions centrafricaines constituent-elles un frein ou un atout pour les éventuelles modifications des systèmes de production ? Cette question des rapports à l'Etat sera traitée à la fin du chapitre suivant.

On constate ainsi que l'analyse des systèmes de production mis en oeuvre par les villageois, de leur viabilité et de leurs perspectives d'intensification, nous ouvre de nombreux horizons, sur leur articulation au marché, sur certains phénomènes d'"imprévoyance", sur l'importance de la question foncière, sur les processus d'adoption des innovations, etc. Autant de sujets que nous aborderons dans les chapitres suivants.

En exposant les modalités d'une conception "organique" des améliorations culturelles, nous avons d'abord voulu montrer que, malgré l'échec patent des politiques de modernisation, une intensification demeure tout-à-fait possible, que les difficultés auxquelles sont aujourd'hui confrontés ceux qui perpétuent ces systèmes de production extensifs peuvent être à terme résolues, que cette agriculture de la région d'Alindao, en somme, n'est pas irrémédiablement condamnée à disparaître, victime de ses propres contradictions.

Cette approche alternative de l'intensification constitue aussi une forme de plaidoyer pour l'agriculture dite "paysanne" ou "familiale", avec une fixation des terres, sur des surfaces assez restreintes, à l'échelle d'une famille. La promotion d'une agriculture de ce type nous semble plus réaliste que la volonté de faire émerger des formes d'agriculture collective, inadaptées aux mentalités Banda, ou de grandes exploitations capitalistes, dont l'enclavement centrafricain semble, jusqu'à ce jour, entraver l'expansion. Ceci nous amène au sixième chapitre de ce travail, qui va être consacré à l'étude de la situation actuelle des systèmes d'exploitation villageois de cette région d'Alindao.

## **Chapitre 6 :** **La marginalité des exploitations familiales**

On définit usuellement une agriculture paysanne par certaines caractéristiques de son organisation interne (dominante "familiale"<sup>1</sup>, couplage de la production et de la consommation, ancrage sur un terroir, etc.) et par ses relations avec le monde extérieur, et particulièrement par son articulation aux marchés et par ses rapports avec l'Etat. Nous allons, au fil de ce chapitre, développer les différents aspects de cette définition, et les relier d'une part à un contexte général de mise en marge des petites exploitations familiales, d'autre part aux conditions de l'intensification agricole, telles qu'elles ont été posées à la fin du chapitre précédent<sup>2</sup>. Les données chiffrées recueillies lors de nos séjours sur le "terrain" ne viendront qu'étayer, à titre d'exemples, des raisonnements qui se voudront d'abord analytiques et non simplement anecdotiques<sup>3</sup>.

L'une des conditions essentielles de la modification des pratiques culturelles tient, on l'a dit, à l'insertion aux marchés agricoles de ces petits producteurs "extensifs". Nous allons, dans une première section, nous interroger sur la réalité de cette insertion, ce qui nous permettra, d'une manière plus générale, de dresser le "bilan d'une monétarisation".

D'autres conditions sont elles liées à certaines caractéristiques internes des agricultures paysannes, telles que les pratiques foncières, et aux relations maintenues avec l'Etat et ses représentants "légitimes". Ces autres aspects seront abordés dans une seconde section.

### **SECTION 1 : LES LIMITES DE L'ARTICULATION AUX MARCHES**

"L'un des caractères des sociétés paysannes, qui les distingue des groupes de chasseurs-cueilleurs, est leur insertion dans une économie englobante, en particulier leur relation à un marché", posent J.-M. Gastellu et E.

---

<sup>1</sup> Son objectif prioritaire est de garantir la vie de la famille, sans qu'il y ait incompatibilité systématique avec une recherche du profit monétaire.

<sup>2</sup> Cf. *supra*, pp. 376-379.

<sup>3</sup> Nous renvoyons ainsi le lecteur à l'annexe n°4, qui présente un relevé des prix des principaux produits, relevés en mai 1994.



Baca Tupayachi<sup>4</sup>. Les modalités de cette insertion constituent d'ailleurs l'un des déterminants essentiels de la viabilité des agricultures que portent ces sociétés, on l'a dit.

Les systèmes de culture ont en effet été, depuis la colonisation, orientés vers la satisfaction des marchés urbains et mondiaux. Faut-il pourtant en conclure que les villages de cette région ont investi de manière irrévocable l'économie nationale et mondiale, que leur insertion aux marchés est forte et stable ? Nous en douterons en étudiant, dans un premier temps, la commercialisation des productions agricoles. Les paysans peuvent-ils alors avoir recours à une certaine pluriactivité pour s'insérer dans les circuits d'échanges ? Nous tenterons, dans une deuxième sous-section, de répondre à cette question. Ceci nous amènera, dans un troisième temps, à dresser un bilan de la monétarisation qui s'est produite dans ces systèmes productifs agricoles.

### **1.1. L'incertaine commercialisation des productions agricoles**

G. Gosselin posait fort justement, en 1980 : "Il ne servirait à rien d'encadrer, de vulgariser et de moderniser si le paysan devait rester la victime d'un circuit de commercialisation contraire à ses intérêts au point d'anéantir en lui toute raison d'innover. Le meilleur stimulant reste la certitude de vendre, au «juste prix», et régulièrement"<sup>5</sup>. On a vu que les différents aléas de la modernisation ne lui ont guère apporté cette certitude. Nous nous sommes ainsi déjà intéressé à la "filiale coton", à ses dysfonctionnements, et à sa suppression. Nous allons voir, au fil de cette première sous-section, si les dernières velléités de régulation de la commercialisation caféière et l'abandon au "marché" des ventes de vivriers sont aujourd'hui en mesure de procurer cette certitude aux villageois.

#### 1.1.1. Les instabilités du marché caféier

Nous avons décrit, dans le quatrième chapitre, les modalités théoriques de la commercialisation caféière et leur application en période de mévente, comme cela était le cas à la fin des années 80 et au début des années 90<sup>6</sup>. Or depuis 1994, les producteurs centrafricains profitent eux aussi de l'élévation

<sup>4</sup> GASTELLU (Jean-Marc), BACA TUPAYACHI (Epifanio). - Le marché dans les économies paysannes. - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, Vol. 30, n°1-2, 1994. - p. 157.

<sup>5</sup> Gosselin, 1980, *op. cit.*, p. 144.

<sup>6</sup> Cf. *supra*, pp. 299-301.

des cours mondiaux, et la commercialisation s'en trouve, à Alindao comme ailleurs, relancée.

Nous allons donc décrire ces récentes bonnes ventes caféières. Puis nous tenterons de dégager quelques perspectives pour une filière qui demeure structurellement instable.

#### *a - Les tendances récentes du marché caféier*

Après l'avoir assez longtemps délaissée, la plupart des planteurs rencontrés nous disaient, en avril et mai 1994, se remettre avec ardeur à l'entretien de leur "yaka" de café. Et effectivement, on voyait çà et là surgir de la brousse des champs de café laissés à l'abandon depuis plusieurs années<sup>7</sup>. Ce regain d'intérêt était dû au retournement de tendance initié au début de 1994, la demande s'étant singulièrement accrue et ce à un prix plus élevé.

Rappelons l'évolution des prix au cours de ces dix dernières années :

#### Prix garanti producteur du café cerise (kg non décortiqué)

1986	150 F CFA
1987 <sup>8</sup>	190 "
1988	190 "
1989	110 "
1990 <sup>9</sup>	80 "
1991	80 "
1992 <sup>10</sup>	50 "
1993	50 "
1994	120 "
1995	180 "

En 1994, le prix "plancher" officiel était ainsi fixé à 120 F le kilo, 250 pour le décortiqué. Cette hausse était due pour une part aux effets de la dévaluation (nous y reviendrons<sup>11</sup>), mais aussi, et surtout, à la forte hausse des cours mondiaux, suite aux accidents climatiques survenus au Brésil et aux plans de rétention adoptés par les grands pays producteurs. On remarque d'ailleurs que,

<sup>7</sup> On pouvait "mesurer" la longueur de cet abandon en voyant la hauteur des arbustes, qui atteignait parfois quelques trois mètres de hauteur. Ils nécessitaient donc une importante taille.

<sup>8</sup> Durant cette campagne, l'augmentation des prix aux producteurs fut décidée sous l'impulsion de la Banque Mondiale, alors même que s'amorçait un effondrement des cours mondiaux.

<sup>9</sup> 110 F CFA en début de campagne.

<sup>10</sup> Là encore, le prix est passé de 80 à 50 F CFA en cours de campagne (avril 1992).

<sup>11</sup> Cf. *infra*, pp. 427-430.

compte tenu de cette dévaluation et de la flambée des cours du *Robusta*<sup>12</sup>, cette hausse, qui pourrait sembler importante d'une année sur l'autre, était, en termes réels, tout-à-fait dérisoire<sup>13</sup>. C'est sans doute cette faiblesse réelle du prix au producteur qui a motivé la ruée des acheteurs, clandestins d'abord, agréés ensuite.

Tentons de démontrer les mécanismes de fonctionnement des achats clandestins. Certains de ceux que l'on appelle les "Arabes", à savoir des Tchadiens, Soudanais, Nigériens, etc., constituent les relais locaux des gros acheteurs soudanais. Avant tout le monde, ils se sont mis à acheter le café en le payant comptant certes, mais pas au kilo, à la cuvette. La petite cuvette était payée 500 F, la grande 1000, puis 1500, à des paysans souvent trop contents de déstocker leur production des années antérieures<sup>14</sup> pour réclamer le respect du barème officiel. Avec ces 1000 F pour une cuvette d'une contenance approximative de 40 litres, on était pourtant bien loin de ce tarif théorique, malgré le peu de considération que les Soudanais accordent généralement à la question de qualité. Après l'avoir décortiqué, ces "Arabes" ont vendu leur café aux commerçants soudanais jusqu'à 500 F le kilo, ce qui leur a permis de dégager une marge substantielle<sup>15</sup>.

Les "Arabes" ne se sont mis à acheter le café au prix officiel que lorsque sont arrivés, fin février-début mars, les "agréés". Ceux qui, refusant de vendre au prix proposé par les clandestins, ont attendu l'arrivée de ces "agréés", n'ont pas eu à le regretter, car, hormis les trucages de balance usuels, ces derniers ont tout de suite acheté au prix "normal", voire parfois, cela doit être souligné, à un prix supérieur<sup>16</sup>. Ils n'ont pas utilisé, eux, les cuvettes, mais les sacs de 50 kilos. Mais, très souvent, ils ont eu du mal à remplir leurs camions, tant les achats des clandestins avaient été importants, mais aussi car les volumes récoltés étaient assez faibles et la qualité des cerises souvent peu satisfaisante<sup>17</sup>, du fait du médiocre état des plantations après plusieurs années de mévente. Ils se sont alors rendus dans les zones de savane peu caféicoles

<sup>12</sup> Ainsi, on a relevé une hausse de 200% des cours du café *Robusta* sur le *London Commodity Exchange*, durant le premier semestre 1994 (*Jeune Afrique Economie*, n°182, août 1994, p. 62).

<sup>13</sup> La différence entre le prix du décortiqué et celui du non décortiqué pouvait le sembler tout autant. En effet, lorsque l'on sait que le décortilage réduit de moitié le poids de la production, on voit que la rémunération accordée pour la valeur ajoutée que représente ce décortilage, travail très long, se montait à 10 F le kilo seulement.

<sup>14</sup> On trouvait dans les zones très caféicoles des cases remplies de sacs de café, invendus des années précédentes.

<sup>15</sup> Les Soudanais vont ensuite revendre le chargement de leurs camions dans leur pays.

<sup>16</sup> En mai 1994, les planteurs pouvaient réussir à vendre le kilo décortiqué de prima ou d'extra-prima pour 300 F.

<sup>17</sup> Avec surtout une diminution des quantités de prima et d'extra-prima. Il existe trois autres qualités de café vert sont : supérieur, courant et limite.

et difficiles d'accès, telles qu'à Bingui, Seigneur, etc., délaissées jusque là par les clandestins. Les habitants des zones fort peu productrices ont donc eux aussi quelque peu profité de cette "envolée" de la demande.

Mais c'est dans les zones aux données agroclimatiques plus favorables à la caféiculture que les conséquences de ces ventes ont été, bien entendu, les plus visibles. C'est ce qu'il nous a été donné de constater lorsque nous nous sommes rendu sur la route reliant Tagbalé à Kpanga IV, zone forestière très caféicole. D'après les animateurs ruraux, le village de Kpanga IV, par exemple, s'était, depuis la vente du café, transformé : cases rénovées, nouveaux habits, radios qui fonctionnent, etc. Bref, il y régnait une impression - certes toute relative - de prospérité, par rapport au Yambélé, région non caféicole dont nous revenions. Certains planteurs avaient réussi, en faisant preuve d'initiative, à obtenir ce qui paraissait à tous comme une "grosse somme"<sup>18</sup>.

Un peu plus loin, à Nzala, un notable, ancien député et ancien ministre, faisait bâtir une petite usine de décortilage, signe qu'existait un réel espoir d'une reprise durable de la culture caféière. Un autre "agrée", dont l'usine de décortilage se situe à Kongbo a aussi beaucoup acheté. Quant à la coopérative de Kongbo, elle n'a pas survécu à la crise des années précédentes. Elle a été officiellement dissoute, et ses installations ont été rachetées, à la fin de 1993, par un particulier.

La campagne de 1995 est venue prolonger et conforter la tendance amorcée en 1994. La date officielle du début des achats a été fixée au 1er février, mais, comme chaque année, elle n'a guère été respectée. Les "Arabes", clandestins ou non, achetaient déjà la production près de deux mois auparavant. Sauf exception çà et là, ils ont rapidement acheté au prix "plancher", établi aux niveaux de 180 FCFA pour le kg non décortiqué, et 400 FCFA pour le décortiqué. En janvier, on pouvait voir des sacs le long des pistes, près des cases, qui attendait le passage de quelque collecteur.

Et, comme en 1994, ces collecteurs furent très nombreux, surtout après le début de la campagne officielle, en février<sup>19</sup>. A tel point que l'offre se révélant inférieure à la demande, certains paysans ont encore réussi à vendre leurs sacs à un prix supérieur au prix "garanti", jusqu'à 600 FCFA le kg décortiqué et 240 FCFA le non décortiqué, par exemple, pour des cerises de bonne qualité.

---

<sup>18</sup> Un exemple : le responsable de l'Animation de Kpanga IV qui disposait de deux "yaka", l'une de 1000 pieds, l'autre de 400, sur un hectare et demi environ. Après l'avoir décortiqué et fait piler, il est allé vendre son café à Pavica, à un "agrée", pour 250 F le kilo, touchant ainsi plus de 200000 F, somme "colossale" après plusieurs années de mévente.

<sup>19</sup> Même les commerçants libanais, venant de Bambari, sont réapparus dans ce secteur, qu'ils avaient pourtant délaissé en 1992, avec la fermeture de leur dernière boutique. Ils se sont rendus jusqu'à Bangassou pour acheter.

De même, les villages très faiblement producteurs tels que Seigneur, Oudjo, ont de nouveau été visités.

Notons aussi que, comme à chaque période de reprise des ventes caféières, de nombreux planteurs zaïrois ont recommencé à écouler, par l'intermédiaire de quelques commerçants "clandestins", leur production de café, qui vient alors s'ajouter à l'offre proprement centrafricaine<sup>20</sup>. Mais, même sans cet apport zaïrois, on constatait, sans que cela soit véritablement chiffrable du fait de l'importance des fraudes, un accroissement des volumes de production par rapport à 1994<sup>21</sup>. Ceci s'expliquait aisément par le meilleur entretien des plantations provoqué par les déstockages de l'année précédente.

### *b - Les perspectives du marché caféier*

Quels enseignements tirer des récentes évolutions de ces ventes caféières ? Pour l'essentiel, on peut poser que le marché caféier est de plus en plus dérégulé, qu'il s'apparente fort, aujourd'hui à un marché libre.

En premier lieu, car les "clandestins" dominent assez largement le marché, et réalisent, dans cette région tout au moins, la majeure partie des transactions ; en période de mévente, leur domination provient de l'abandon de toute velléité d'achat par les "agréés" ; en période de reprise, comme en 1994 et 1995, l'intérêt de la "clandestinité" est alors d'échapper aux taxes à l'exportation imposées par l'Etat centrafricain<sup>22</sup>. En outre, les "clandestins" disposent souvent d'une grande souplesse d'organisation, s'appuient sur des relais locaux efficaces et peuvent aisément détourner la réglementation officielle.

En second lieu car, dans le cadre des processus d'ajustement impulsés par les institutions internationales, l'Etat centrafricain abandonne peu à peu ses velléités de contrôle des achats caféiers. En 1992, la Caistab, après de multiples dysfonctionnements, a été divisée en deux entités, afin de séparer les

---

<sup>20</sup> Cette tendance à vendre le café en R.C.A. trouve son origine dans le délabrement de l'économie zaïroise, qui empêche l'écoulement de toute production vers les centres urbains du pays, ainsi que par la volonté forte des paysans de se procurer "du CFA", monnaie qui demeure très attractive face au "nouveau Zaïre", même depuis la dévaluation. C'est d'ailleurs pourquoi de nombreux paysans proches des rives de l'Oubangui et du Mbomou vont aussi vendre - ou font vendre - leur manioc, leurs plantains sur la rive centrafricaine du fleuve.

<sup>21</sup> Cette ampleur des achats clandestins ôte donc beaucoup de leur crédibilité aux statistiques officielles concernant la production caféière de la préfecture de la Basse Kotto. Là encore, il paraît alors difficile, voire inutile, de les prendre comme point d'appui d'une démonstration. Nous ne pouvons donc que nous limiter à des observations directes recoupées, à des témoignages concrets.

<sup>22</sup> Ces taxes dissuadent ainsi certains gros planteurs, "agréés", à acheter le café aux paysans, surtout face à la menace toujours effective d'un affaissement des cours mondiaux.

activités commerciales des tâches réglementaires : la Société de commercialisation du café - qui a rapidement été dissoute - et l'Office de Réglementation de la Commercialisation de contrôle et de Conditionnement des Produits Agricoles (O.R.C.C.P.A.). Cette nouvelle formule était censée garantir l'enlèvement de la campagne suivante (1992-1993)<sup>23</sup>, avec un prix "plancher" ramené, on l'a vu, de 80 à 50 FCFA le kilo non décortiqué. Il n'en a rien été, du fait surtout de la faiblesse des cours, qui n'incitait guère les "agrés" à mobiliser des moyens de collecte. Quant aux deux dernières campagnes, elles ont certes vu s'accroître les volumes enlevés des zones productrices par les "agrés", mais elles n'ont pas remis en cause la prédominance des "clandestins" qui, par définition, ne passent pas par les circuits officiels d'exportation.

En outre, si le soutien aux exportations de café est officiellement maintenu, grâce notamment à des transferts Stabex assez importants<sup>24</sup>, le caractère administré des prix est désormais remis en cause. Le ministre centrafricain de l'Agriculture annonçait ainsi, en décembre 1994, la libéralisation des prix<sup>25</sup>. Ce faisant, il ne faisait que reconnaître un état de fait patent depuis de nombreuses années.

Un prix plancher officiel continue pourtant à être fixé chaque année. Il est surtout utile aux calculs de stabilisation des recettes d'exportation. Dans les zones d'achat, il constitue moins une norme qu'une simple référence, un prix indicatif autour duquel oscillent les prix effectivement perçus par les producteurs, en fonction des variations de l'offre et de la demande et des différences de qualité, et que les planteurs ne pourront en outre espérer atteindre voire dépasser que lorsque la demande sera particulièrement forte.

Car, bien que dérégulé, le marché caféier demeure, dans cette région, des plus imparfaits. Le système de l'agrément tend, en théorie, à instaurer des monopsones locaux, un seul commerçant achetant la production d'une zone préétablie. La dérégulation peut, elle, permettre une situation plus proche de la concurrence, ou tout au moins de l'oligopsonne, en multipliant le nombre des acheteurs. Mais, souvent, les "clandestins" se partagent aussi les zones d'achat, et ils se retrouvent toujours en situation de monopsonne lors des années de mévente, on l'a vu dans le chapitre 4<sup>26</sup>.

Par ailleurs, la "libéralisation" ne réduit pas les asymétries du marché caféier. Les producteurs demeurent vulnérables aux fraudes des commerçants,

<sup>23</sup> Voir : *Jeune Afrique*, n°1651, du 27 août au 2 septembre 1992.

<sup>24</sup> Cf. *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2606, 20 octobre 1995, p. 2294.

<sup>25</sup> Lire *Jeune Afrique Economie*, n°186, décembre 1994, p. 86.

<sup>26</sup> Cf. *supra*, pp. 300-301.

aux retenues abusives, et ils sont "price takers", sauf, dans une certaine mesure, durant les années de très forte demande. Les villageois sont aussi, et c'est là un point essentiel, fort dépendants des instabilités du marché. Car si la dérégulation de fait semble profiter aujourd'hui aux producteurs, certains parvenant à obtenir des prix supérieurs aux prix "garantis", les conséquences d'une éventuelle baisse à venir des cours mondiaux sont aisément envisageables : elle se traduira par une forte diminution des prix qu'ils pourront effectivement espérer obtenir des acheteurs.

Quelles évolutions attendre, d'ailleurs des marchés caféiers ? Les cours mondiaux se sont, durant 1995, stabilisés<sup>27</sup>. L'offre semble toutefois, au niveau mondial, demeurer sensiblement inférieure à la demande, permettant le maintien de cours relativement élevés, malgré une certaine volatilité de court terme due aux comportements spéculatifs<sup>28</sup> et aux effets d'annonce éventuels. Cela s'est traduit, en 1996, par une nouvelle augmentation du prix "plancher" officiel, qui a atteint 240 F pour le kilo non décortiqué et 600 F pour le décortiqué<sup>29</sup>.

Cette instabilité structurelle des marchés caféiers n'est pas sans conséquence sur les choix productifs des planteurs. Face aux incertitudes qu'engendre l'irrégularité des gains que l'on peut espérer de la culture caféière, ceux-ci tendent à adopter des stratégies privilégiant le court terme, la flexibilité, afin de mieux ajuster leur offre aux évolutions - à leurs yeux aléatoires - de la demande. En fait, on l'a déjà évoqué dans le quatrième chapitre, l'instabilité dissuade les villageois à investir dans leurs "yaka" de café<sup>30</sup>. Ils ne peuvent prendre le risque de l'endettement pour agrandir leurs plantations, acquérir de nouveaux outils et des intrants, etc., alors qu'une chute des cours risque de venir ruiner leurs efforts. Ils préfèrent alors souvent jouer sur la quantité de travail qu'ils fournissent dans la plantation existante. Une situation de mévente les incite à délaisser cette plantation, alors qu'un accroissement des opportunités de vente les pousse à mieux entretenir les caféiers. Cette flexibilité est facilitée par le caractère de culture pérenne du café, qui permet d'obtenir une récolte, certes médiocre - quantitativement comme

<sup>27</sup> On lira, par exemple : JACQUET (L.). - Le café : le calme après la tempête. - *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2591, 7 juillet 1995. - pp. 1443-1446.

<sup>28</sup> Sur ces fonds très importants qui spéculent sur les marchés caféiers, et les déstabilisent, on se reportera à un autre numéro de *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, le n° 2592 du 14 juillet 1995, pp.1538-1539. Cette même revue fournit chaque semaine l'évolution des cours du *Robusta* centrafricain.

<sup>29</sup> Une augmentation qu'il faut certes relativiser, d'une part du fait des effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat des producteurs, d'autre part car les volumes produits ont nettement diminué en 1996, à cause d'une insuffisance de pluies.

<sup>30</sup> Cf. *supra*, pp. 296-299.

qualitativement -, même lorsque l'on néglige l'entretien des arbustes, et autorise une perpétuation de la plantation après plusieurs années d'abandon. Ceci distingue d'ailleurs la caféiculture des cultures vivrières, qui sont annuelles ou pluriannuelles.

Cette importance de l'impact de la stabilité des prix sur l'offre agricole rejoint les conclusions de nombreuses études, qui tendent à montrer que "(...) les taux de croissance de la production sont significativement plus importants dans les pays et pour les produits à prix stables que dans les pays et pour les produits à prix instables"<sup>31</sup>. On retrouve là le vieux débat entre partisans de la stabilisation des marchés et partisans de leur libre jeu, les arguments des seconds prédominant clairement aujourd'hui.

Cette instabilité joue aussi parfois contre la production vivrière, du fait de la flexibilité du temps de travail fourni pour la culture du café. On a vu que certains producteurs, particulièrement des Ngbugu, parviennent tout-à-fait à concilier café et vivrier, les cultivant d'ailleurs sur une même parcelle. Mais beaucoup d'autres, surtout là où les hommes se préoccupent usuellement assez peu des cultures vivrières, tendent à privilégier la culture de rente au détriment des parcelles vivrières, accentuant ainsi les risques de pénuries saisonnières analysés dans le chapitre précédent<sup>32</sup>. Il y a encore, dans cette priorité accordée aux gains monétaires permis par le café, une certaine "imprévoyance" contre laquelle s'efforce de jouer, par exemple, l'Animation Rurale (A.R.), en axant son action sur cette idée d'équilibre nécessaire entre cultures destinées à la vente et cultures destinées à l'autosuffisance alimentaire.

Quoi qu'il en soit, les développeurs encore en activité ont tenté dès 1994 de profiter de la progression des marchés caféiers pour relancer leurs activités : l'ex-ADECAF a retrouvé une certaine légitimité, de même que le Centre de multiplication de Kongbo ; les Volontaires du Progrès (V.P.) se sont un temps efforcés de mettre en place un projet de réfection des pistes des zones caféicoles, au sud de la Basse Kotto, incluant les G.I.R. dans sa réalisation<sup>33</sup> ; l'A.R. a essayé de recentrer certaines de ses activités sur les zones caféicoles, etc.

Cette insertion au marché caféier est donc à la fois partielle et instable. Elle ne semble permise, sur le moyen terme, que du fait de la pérennité de la culture caféière, qui lui permet de s'adapter sans régression irréversible aux fluctuations de la demande. Toutefois, le flux économique essentiel demeure,

<sup>31</sup> Hugon & Géronimi, 1995, *op. cit.*, p. 36.

<sup>32</sup> Cf. *supra*, pp. 316-319.

<sup>33</sup> Nous y reviendrons au chapitre suivant (cf. *infra*, p. 488).



dans tous les villages des zones caféicoles, la vente annuelle de café, à condition bien sûr qu'elle ait lieu. Si les bonnes ventes de ces dernières années venaient à se poursuivre, le fossé se creuserait entre zones caféicoles et les zones anciennement cotonnières, telles le Yambélé, où l'on constate le retour à une effective autosubsistance, que viennent parfois rompre quelques ventes de vivrier, elles aussi aléatoires.

### 1.1.2. Les aléas de la commercialisation des produits vivriers

Les quelques tentatives menées par les autorités dans le but de réguler et contrôler le commerce des productions vivrières n'ont guère abouti, on l'a vu dans le quatrième chapitre<sup>34</sup>. Ceci laisse le champ libre aux commerçants privés. Le "marché" permet-il aux paysans d'écouler leurs excédents vivriers à des conditions relativement satisfaisantes ? Pour répondre à cette question, nous nous pencherons d'abord sur les dernières années de vente et de mévente des produits vivriers. Mais nous ne pourrions nous limiter à cette vision très conjoncturelle. Nous tenterons alors de prendre un peu de recul et d'analyser les modalités générales du fonctionnement des marchés vivriers et de l'articulation des producteurs familiaux à ces marchés.

#### *a - Les récentes ventes vivrières*

Les prix de vente des produits vivriers étaient si bas, au début des années 90, qu'ils ont contribué à la réduction de la défriche liée à la suppression de la culture cotonnière, on l'a dit. Depuis le début de 1994, conséquence pour partie de cette faiblesse des volumes produits, de la - très - relative amélioration de la situation économique du pays, et de l'inflation généralisée qui a suivi la dévaluation du Franc CFA, les prix d'achat sont plus élevés que les années précédentes. Nous nous proposons dans ce paragraphe de synthétiser les informations recueillies durant notre séjour de 1994, dans chacun des secteurs visités - des informations qui restent, selon nos contacts conservés sur place, toujours d'actualité, dans leurs modalités principales tout au moins.

Le marché quotidien d'Alindao est bien sûr, pour les producteurs de cette ville et des villages environnants, le lieu principal où se déroule la commercialisation des produits vivriers. On y trouve, en temps normal, tout ce que l'on peut désirer. Tout vendeur doit théoriquement s'acquitter d'une taxe

---

<sup>34</sup> Cf. *supra*, pp. 306-309.

quotidienne dont le montant est promulgué par les autorités municipales. En cas de vente d'une cuvette de manioc<sup>35</sup>, la taxe s'élevait par exemple à 150 F en 1994, ce qui représentait une ponction non négligeable et incitait parfois les paysans à rechercher d'autres voies que les "grands" marchés pour l'écoulement de leurs productions. Toutefois, ce marché permet un contact direct entre producteur et consommateur, sans passage par des intermédiaires.

Les denrées y sont vendues, le plus souvent, par petites quantités : par tas, par bouquet, unité, cuillère à café, petite assiette, etc. Les personnes interrogées nous ont dit gagner, pour une journée et hors toute vente de cuvette de manioc, de 50 à 350 F, la moyenne avoisinant la modique somme de 200 F. Fait significatif, la diversité des cultures mineures y est souvent réservée à la vente. Puisqu'il est si difficile de se procurer des revenus monétaires, on écoule la majeure partie des petites productions, qui pourraient diversifier l'alimentation, mais qui se vendent à un prix jugé assez intéressant. On se contente alors du manioc pour soi.

Autre constat : on n'y voyait plus, en mai 1994, que peu de manioc en vente, presque plus en grande cuvette, mais surtout par petites quantités. C'était là un fait remarquable pour ce marché d'ordinaire si bien approvisionné. La cuvette se négociait alors à 1500 F environ, un prix à la hausse, du fait de la pénurie saisonnière mais aussi des réactions à la dévaluation. Cette rareté du manioc et cette hausse des prix ne se sont d'ailleurs pas démenties en 1995, et ce non seulement durant la soudure mais aussi pendant le reste de l'année. Le prix de la cuvette a oscillé entre 2500 et 3000 F.

Comment expliquer cette persistante faiblesse de la production ? Remarquons d'abord que cette hausse du prix de vente, si elle paraît importante dans l'absolu, est relativisée, aux yeux des producteurs, par l'impact inflationniste de la dévaluation du CFA, les prix des biens manufacturés ayant souvent plus que doublé. Rappelons ensuite que la reprise caféière, alors que les disponibilités en travail agricole sont souvent fort réduites, a conduit bon nombre de producteurs à délaisser les parcelles vivrières afin de pallier l'important manque d'entretien des plantations de café. La conjonction de ces deux phénomènes explique, avec les délais de réactions dus à la saisonnalité de l'activité agricole, pourquoi, malgré la tendance haussière des prix, le manioc ne semblait pas à la fin de 1995 de nouveau abonder sur ce marché.

Une telle conjonction se retrouve à une quinzaine de km d'Alindao, dans la direction de Kongbo, sur le marché de Pavica. Ce marché a toujours été, on

---

<sup>35</sup> Rappelons que la grande cuvette a une contenance approximative de 40 litres, alors que la petite, la "Kolingba", ne contient guère plus de 10 litres.

l'a dit, un lieu important de vente de manioc, et un arrêt obligé pour les cars se rendant à Bambari et Bangui. Comment fonctionne-t-il ? Les "wali gala" (littéralement "femmes du marché", c'est-à-dire petites commerçantes), souvent des "Arabes", vont le soir à la rencontre des producteurs, dans les villages proches de Pavica, leur achètent leur manioc, qu'elles revendront le lendemain aux "trafics" de passage, en dégageant une marge substantielle. Alors que ce marché nous avait laissé, en 1992, un souvenir d'abondance, le manioc s'y est fait plus rare en 1994 et en 1995.

Quittons l'axe principal, la Route Nationale n°2, et rendons nous sur la piste reliant Gounouman à Mingala, sur les communes rurales de Bangui Ketté et de Séliba. Dans ce secteur, un seul opérateur domine le circuit des échanges. Le camion de ce commerçant<sup>36</sup> part chaque dimanche, avec de petits colporteurs, jusqu'à Oudjo, où se tient chaque fin de semaine un "grand" marché, attirant beaucoup de monde des environs, Banda comme Mbororo<sup>37</sup>, et même d'Alindao. Le lundi, le camion se dirige vers Zounguinza, au nord (à 110 km d'Alindao environ), où il y a aussi un marché local de quelque importance. A chaque marché, les colporteurs vendent leurs produits, et ce commerçant achète du vivrier, qu'il ira revendre, le lundi après-midi, à Kollo, important chantier de diamant situé à 28 km de Mingala, "sur" la Kotto. Il achète donc à un prix peu élevé dans les marchés de brousse, et revend très cher près du chantier, où la demande est importante et la circulation monétaire beaucoup moins réduite que dans les autres villages<sup>38</sup>. De Kollo, une semaine sur deux, il se rend jusqu'à Mingala, puis emmène, contre paiement, tous ceux qui veulent voyager vers Alindao.

Nous sommes ici en présence de marchés que l'on nomme usuellement "marchés captifs". Ils sont dominés par un seul agent qui dispose du camion, de la boutique, des moyens pour accorder un crédit éventuel, pour embaucher, etc. Cette configuration très particulière semble ne constituer que le prolongement, ou la résurgence, de mécanismes de traite, qui ne se développent que dans des économies locales fort peu monétarisées ou très réglementées<sup>39</sup>. C'est bien sûr le premier terme de l'alternative qui prévaut ici, ce "coin de brousse" n'attirant que peu des commerçants cherchant d'abord à travailler dans les endroits les plus accessibles. Ces marchés "captifs", proches

<sup>36</sup> Qui seul a la possibilité de franchir ce qui reste des ponts, à l'aide de gros madriers.

<sup>37</sup> Les Mbororo viennent par centaines à ce marché, plus pour acheter des produits vivriers et des biens manufacturés que pour vendre leur viande, leur lait, etc.

<sup>38</sup> Le rapport entre prix de revente et prix d'achat s'établit environ à 3. Au début de 1995, une cuvette achetée 1000 F à Seigneur rapportait, sur les chantiers, quelque 3000 F au commerçant.

<sup>39</sup> Comme dans le cas d'un régime de "concessions".

des monopsones de la théorie économique, portent d'importantes asymétries, en termes de pouvoir sur le déroulement des transactions : si l'on refuse le prix imposé par le seul commerçant qui passe par le village<sup>40</sup>, soit l'on ne vend rien du tout, soit l'on se déplace vers un marché local.

Insistons d'ailleurs sur l'importance de ces marchés locaux, tels celui hebdomadaire d'Oudjo. Il permet une moindre opacité des transactions et constitue une alternative aux marchés "captifs" pour les paysans désireux d'écouler leur production vivrière. En contrepartie, le déplacement au marché d'Oudjo coûte en temps et en énergie, voire en frais de transport, des coûts dissuasifs en rapport aux gains qu'il est permis d'espérer. Pourtant, de nombreux villageois se rendent avec bonheur à ce marché, qui est pour beaucoup l'occasion de sortir de la monotonie du quotidien, de nouer des rapports qui ne sont pas faits que de commerce mais aussi de "sociabilité". Le marché rural devient alors un support essentiel de lien social, un moyen de sortir de l'isolement et du repli sur soi<sup>41</sup>, avant même de constituer une source de revenus monétaires<sup>42</sup>.

En outre, les villages de cette zone sont, depuis l'époque de l'huilerie, d'assez importants - relativement s'entend - producteurs de sésame et d'arachides. Nous pouvons nous pencher sur le cas des secondes. La forte hausse du prix de la cuvette d'arachides, constatée en mai 1994 et 1995 dans plusieurs villages (Bingui, Seigneur, Bana Oya, etc.), de même qu'une certaine rupture de l'offre, tendent à montrer que les quantités excédentaires diminuent fortement depuis quelques années. En mai 1994, même à 2000 F la cuvette<sup>43</sup>, les villageois conservaient le peu d'arachides qui leur restaient, car c'était ce qu'ils jugeaient impératif de garder en vue des semis tout proches. La demande pourtant ne faiblissait pas, notamment de la part de personnes d'Alindao cherchant à trouver en brousse des arachides qu'ils n'avaient pas su, eux, mettre de côté. Un tel phénomène de flambée saisonnière des prix renvoie au "cycle de l'arachide", dont il nous faudra mettre en lumière les déterminants.

En ce qui concerne le manioc, cette zone nous est réellement apparue dans une situation de pénurie, lorsque nous nous y sommes rendu, au début du mois de mai 1994, et cette situation s'est renouvelée durant la soudure de 1995. Il n'est donc plus question, durant cette période annuelle de soudure, de vendre de quelconques excédents. L'un des facteurs de cette pénurie demeure

<sup>40</sup> Toujours très inférieur aux prix que l'on observe sur le marché d'Alindao.

<sup>41</sup> Ce nous renvoie à la "conséquence" C10, mise en évidence dans le chapitre 2 (cf. *supra*, p. 162).

<sup>42</sup> D'ailleurs, beaucoup ne vendent que très peu, et dépensent presque tout le même jour, en nourriture ou en alcool, voire en petits biens manufacturés.

<sup>43</sup> L'année précédente à la même époque, elle ne dépassait pas les 1000 F.

encore aujourd'hui l'importance des ventes effectuées par l'intermédiaire du commerçant, vers les chantiers diamantifères. Beaucoup ne gardent que des réserves insuffisantes, compte tenu des superficies mises en culture et de la médiocrité des rendements, comme nous l'avons montré.

Dans les autres secteurs, dans le Yambélé, sur la route de Kpanga IV, vers Ndatoko, les ventes de vivrier demeurent fort modestes. Quelques revendeurs vont parfois à la rencontre des villageois désireux de céder leurs produits, mais cela est assez rare. Plus souvent, ce sont les paysannes elles-mêmes qui vont vers le centre le plus proche, Poudjio, Tagbalé ou Alindao, au prix de déplacements longs et fatiguants.

Dans le Yambélé, il est intéressant de constater que la présence importante des Mbororo permet la persistance - même modeste - de flux de revenus monétaires entrant dans la sphère villageoise. Car les éleveurs achètent aux paysans Banda les produits nécessaires à leur alimentation quotidienne, le riz notamment. Les achats des Mbororo évitent donc à nombre de familles le retour à une totale autosubsistance<sup>44</sup>.

Ainsi, la commercialisation du vivrier n'est plus assurée, localement, que par quelques commerçants allochtones, grâce à la présence d'un marché important ou du fait de la proximité de la R.N. n°2. Mais, répétons le, toutes les données présentées ici ne sont intéressantes que parce qu'elles sont révélatrices d'un certain nombre de comportements d'offre et d'imperfections des marchés vivriers. Ceci nous permet d'ailleurs d'ébaucher quelques axes de réflexion sur la situation de ces marchés.

#### *b - Les marchés vivriers : une vue d'ensemble*

Ce regard sur quelques années de fonctionnement des marchés vivriers met en lumière de nombreux facteurs déterminant les comportements d'offre des villageois de cette région d'Alindao. Nous distinguons trois ensembles principaux de facteurs : les premiers sont liés aux caractéristiques de tout marché agricole non régulé ; les deuxièmes concernent les chocs externes aux conséquences sensibles sur ces marchés vivriers ; les troisièmes renvoient eux à certains éléments internes aux systèmes productifs d'où provient l'offre vivrière.

En premier lieu donc, ces marchés vivriers sont fluctuants, comme tout marché agricole non régulé. Nous faisons référence, dans le chapitre 2, à la

<sup>44</sup> Plus généralement, on constate que là où il y a des "Arabes", il y a de l'argent, ne serait-ce qu'un peu. Le sentiment d'une domination économique de ces populations allochtones existe partout où nous nous sommes rendu, même dans les zones les plus "reculées".

"loi de King"<sup>45</sup>, qui implique que de faibles variations de l'offre produisent des fluctuations de prix de bien plus grande ampleur. Des fluctuations "perverses", selon J.M. Boussard, "en ce sens qu'une offre relativement faible rémunérera mieux les producteurs qu'une offre abondante (la perte sur la quantité sera plus que compensée par la hausse des prix)"<sup>46</sup>.

L'instabilité des marchés et l'aspect chaotique de leurs fluctuations provoquent, comme nous le constatons sur le marché caféier, une certaine diminution de l'offre. Ici encore, l'instabilité induit la mise en oeuvre de stratégies d'insertion au marché privilégiant le court terme, voire, dans certains cas, un retrait de ce marché.

Face à des fluctuations incontrôlables, il est alors jugé peu prudent d'investir dans la production vivrière d'autres facteurs que le travail ; et face à une demande qui s'est toujours, aux yeux des producteurs, révélée erratique, il semble risqué de tenter d'en anticiper l'évolution. Ces producteurs tendent donc, *ceteris paribus*, à n'adapter que leur quantité de travail, d'une saison culturale à l'autre<sup>47</sup>, en fonction des évolutions marquées de la demande. Et cette adaptation sera d'une ampleur variable, selon l'importance d'éventuelles désillusions subies les années précédentes, de la méfiance que celles-ci induisent, et selon l'intérêt d'autres opportunités de revenus. Ainsi, à Alindao, en 1995, malgré un prix réel en sensible augmentation, les quantités produites ne semblaient guère augmenter<sup>48</sup>.

Par ailleurs, il apparaît que cette instabilité des marchés pénalise l'autosuffisance alimentaire des familles. Ainsi, lorsque les quantités produites sont réduites, les quelques opportunités de vente, saisies au jour le jour, risquent de prendre sur ce qui est nécessaire à l'autoconsommation des ménages. A l'inverse, si les prix sont bas, il faut vendre beaucoup pour obtenir des revenus monétaires jugés satisfaisants, au risque là encore de ne pas conserver assez de nourriture.

---

<sup>45</sup> Nous renvoyons à la "conséquence" C<sub>a</sub>1 (cf. *supra*, pp. 170-172).

<sup>46</sup> Boussard, 1992, *op. cit.*, p. 42. C'est d'ailleurs ce que constate aussi A. Kotreko, lorsqu'il discute avec les villageois : "(...) les revenus du paysan centrafricain ne sont pas encore suffisants pour le motiver à produire davantage. Les paysans centrafricains ont au contraire tendance à croire que plus ils produisent, moins ils gagnent d'argent" (Kotreko, 1983, *op. cit.*, p. 172).

<sup>47</sup> Remarquons que si le manioc ne se plante pas à une période précise et stricte de l'année, la longueur de son cycle ne permet pas une réaction plus rapide aux variations de la demande que dans le cas de l'arachide ou du sésame, par exemple.

<sup>48</sup> Il est toutefois permis d'envisager, pour 1996, un certain accroissement des surfaces mises en culture, du fait du prix atteint par la "cuvette" durant la saison sèche 1995-1996. Mais compte non tenu, bien sûr, de l'influence des deux autres ensembles de facteurs que nous allons détailler plus loin.

Cette instabilité nous semble encore accentuée par les faibles volumes brassés par les marchés vivriers. Et ce tout particulièrement dans le cas de marchés "captifs", que nous évoquions précédemment. Ainsi, lorsque le camion de l'unique commerçant faisant la "navette" entre Gounouman et Mingala tombe en panne ou est accidenté, comme cela s'est déjà produit, la majeure partie des opportunités de vente de nombreux villageois sont retardées, voire supprimées, ce qui influe sur leurs décisions productives à venir.

De plus, le poids des asymétries, en termes de pouvoir de marché, a aussi une incidence sur l'offre vivrière. Lorsqu'ils ne vendent pas directement aux consommateurs, comme sur le marché d'Alindao, les producteurs sont toujours "price-takers". Un paysan vendant ses produits dans le but d'un achat précis ajustera donc la quantité à vendre au prix imposé par le commerçant, qu'il juge ou non ce prix satisfaisant, car c'est le seul qu'il sait pouvoir obtenir.

Les marchés brassant de faibles volumes, ne mobilisant qu'un petit nombre d'intermédiaires sont en outre susceptibles d'être fort perturbés par des stratégies spéculatives de rationnement, éventuellement élaborées par les commerçants afin d'accroître leurs marges. Ceux-ci ne créent certes pas les phénomènes de pénuries mais en accentuent l'ampleur, sur des marchés qui ne jouent souvent qu'un rôle d'"appoint".

Un appoint sur les marchés locaux, car la population non agricole de cette région ne représente qu'un nombre très peu important de consommateurs, et il n'est en outre pas rare que les femmes de fonctionnaires travaillent elles aussi une parcelle vivrière, qui permet de couvrir au moins en partie les besoins alimentaires familiaux. En outre, les éleveurs, lorsqu'ils fixent leurs villages, se mettent, on l'a vu, à pratiquer quelques cultures vivrières, ce qui réduit d'autant la demande qu'ils adressent aux paysans.

Un appoint pour les marchés extérieurs, aussi. Les commerçants prennent seulement en charge le vivrier que les villages situés à proximité des chantiers ne parviennent pas à fournir. De même, ces intermédiaires ne collectent les productions de cette région que dans la mesure où les zones plus proches des grands centres urbains, et particulièrement de Bangui, ne suffisent pas à les approvisionner. Cette région d'Alindao n'est ainsi pas essentielle pour la survie des habitants de la capitale. Si les productions y diminuent trop, il existe d'autres marchés, plus "dynamiques" et souvent mieux situés, sur lesquels les commerçants peuvent se rabattre<sup>49</sup>.

---

<sup>49</sup> Ainsi, C. Gilguy évalue à quelques 200 km la zone d'approvisionnement de la capitale, à quelques 300 km donc des champs de manioc de la région d'Alindao (Gilguy, 1991, *art. cit.*, p. 3077).

Enfin, la recherche de débouchés sur les marchés internationaux concernera sans doute d'abord les régions proches des grands centres d'échanges, telles que les zones proches de la "piste du Cameroun", ou encore la région de Bangui<sup>50</sup>.

L'instabilité des marchés vivriers est donc liée aux fluctuations que connaît tout marché agricole non régulé. Mais elle renvoie aussi à un certain nombre de chocs externes, qui constituent un deuxième ensemble de facteurs influant sur les comportements de production et d'offre vivrières. Car si ces marchés ne brassent que de faibles volumes, ils n'en demeurent pas moins en lien avec le contexte national et international au sein duquel ils sont perpétués.

Les exemples récents sont nombreux. Nous avons détaillé les conséquences de la suppression de la culture cotonnière, en 1992, qui constitue d'abord une décision d'ordre politique, prise sous la pression des institutions internationales. Plus récemment, nous avons vu que la reprise caféière a incité certains producteurs à délaisser les produits vivriers, jugés moins intéressants, ce qui a accru la rareté du manioc et la hausse du prix de la cuvette. Il est donc toujours nécessaire de faire la part des relations de complémentarité entre cultures vivrières et cultures d'exportation<sup>51</sup> et celle des relations de substituabilité entre ces cultures<sup>52</sup>.

Par ailleurs, les débouchés que peuvent trouver d'éventuels surplus vivriers dépendent aussi de la solvabilité de la demande potentielle et de l'accessibilité aux marchés urbains. C'est ainsi que les volumes de vivriers produits et mis sur le marché se sont effondrés à la fin des années 70 et au tournant des années 80 et 90, dans des contextes de fin de régime et de récession économique profonde : des fonctionnaires qui ne sont plus payés et qui ne travaillent plus, des pistes qui ne sont plus entretenues, des commerçants qui délaisser les zones isolées, etc., autant de faits que l'on retrouve d'une crise à l'autre et qui perdurent d'ailleurs dans une certaine mesure à la fin de 1995<sup>53</sup>.

La dévaluation du Franc CFA, en janvier 1994, a constitué un autre choc majeur et tout-à-fait inédit pour les producteurs de cette région. Ses

---

<sup>50</sup> Le n°195 de *Jeune Afrique Economie* du 1er mai 1995 rapporte : "A l'affût des opportunités qu'offrent les marchés d'exportation, le gouvernement a lancé plusieurs opérations-tests pour promouvoir les cultures de contre-saison, notamment celle de haricots verts frais, ou celle des piments rouges "langue d'oiseau", autrefois réputés" (p. 22).

<sup>51</sup> Le coton comme culture de défriche, le café complanté de vivrier.

<sup>52</sup> Le manque de travail disponible pour mener simultanément les unes et les autres, les différences de prix incitant à privilégier, par exemple, le café aux dépens du manioc et des arachides.

<sup>53</sup> On le verra, seul l'axe principal est correctement entretenu, et les retards de soldes des fonctionnaires continuent de s'accumuler.



conséquences inflationnistes contribuent à expliquer, avec la reprise caféière, pourquoi la forte hausse du prix de la cuvette, du fait d'une rareté croissante du manioc, n'a pas entraîné une rapide augmentation des superficies mises en culture et des quantités mises sur le marché. En termes réels, ce prix n'a que faiblement augmenté, alors que les prix dans les boutiques et les échoppes ont eux plus que doublé.

Les chocs externes constituent donc des déterminants essentiels de la production et de l'offre vivrières. Ils rendent malaisée toute tentative d'évaluation des perspectives, à moyen terme, de ces marchés. Des événements majeurs tels que la démonétarisation de l'économie, la dévaluation monétaire, le désengagement étatique relèguent souvent au second plan les stratégies qu'offreurs et demandeurs mettent en oeuvre sur un marché agricole fluctuant, dont l'existence même est parfois menacée par ces chocs.

Enfin, l'offre vivrière dépend d'un certain nombre de caractéristiques des systèmes productifs qui la portent. Son importance peut d'abord varier en fonction des qualités des sols cultivés et de celles du matériel végétal utilisé. Ainsi la faiblesse d'une production d'arachides peut aussi être due à un manque de renouvellement des semences, à un appauvrissement progressif des sols, qui induisent la petite taille des arachides récoltées. De même, les plants de manioc peuvent croître plus ou moins bien selon leurs capacités de résistance à la "mosaïque". Sont aussi en cause les méthodes culturales utilisées, on l'a vu dans le chapitre précédent<sup>54</sup>.

Remarquons en outre que la santé et le bon rendement des plantes sont soumis à certains hasards, au Sud comme au Nord, que ne peut empêcher quelque pratique culturale "améliorée" que ce soit ; tout au plus peut-elle en réduire l'impact. Certes, on peut sans doute en calculer la probabilité d'occurrence, mais les paysans de cette région n'ont que faire de pourcentages<sup>55</sup>. Un gros orage ou une longue sécheresse vont avoir, au niveau local, un impact majeur sur les volumes produits et mis sur le marché<sup>56</sup>.

L'offre vivrière dépend aussi de la situation du facteur travail. Rappelons d'abord les déséquilibres de la division sexuelle du travail qui, chez les Yakpa surtout, induisent un abandon par de nombreux hommes du travail vivrier,

<sup>54</sup> Cf. *supra*, pp. 339-344.

<sup>55</sup> Ainsi un outil comme le modèle de "période fréquentielle de végétation", développé à l'ORSTOM, pourra-t-il diminuer l'incertitude vécue au quotidien par les villageois, s'il est concrètement mis en oeuvre ? L'élaboration de cet outil marque la volonté de l'ORSTOM d'avoir une connaissance fine des variations possibles de la pluviosité en R.C.A. : "L'agriculture pourra user au mieux des techniques et des variétés proposées selon un calendrier cultural adapté aux conditions statistiques prévisibles" (Franquin & *alii*, 1988, *op. cit.*, pp. 9-10).

<sup>56</sup> Ceci renvoie à l'hypothèse H<sub>a</sub>5, posée dans le chapitre 2 (cf. *supra*, pp. 168-170).

surtout lorsque le café est rémunérateur. Redisons en outre que l'exode rural, le travail temporaire au chantier de diamant, l'éventuel travail salarié réduisent d'autant l'importance de la main d'oeuvre qui pourrait travailler sur la parcelle vivrière<sup>57</sup>. Par ailleurs, l'état sanitaire des cultivateurs influe clairement sur les niveaux de production, comme nous l'avons montré en décrivant, dans le chapitre 5, le "cercle vicieux de la pénurie"<sup>58</sup>. De plus, les activités productives s'inscrivent dans un contexte social et familial fait notamment d'obligations qui pèsent parfois sur le temps qu'il est possible de consacrer au travail vivrier, qui poussent certains à vendre plus qu'ils ne l'avaient envisagé, etc. Enfin, une forte préférence pour le présent incite souvent les producteurs à vendre, même lorsque ne pèse aucune contrainte sociale, plus que ce que l'on pouvait attendre d'eux, en regard des surfaces mises en culture et des volumes produits.

Ces facteurs et ceux que nous avons précédemment mis en lumière nous permettent d'avoir une vision assez fine de la dynamique de l'offre de manioc ou de celle, par exemple, des arachides, qui ne peuvent se résumer au seul jeu de l'effet-prix. Ils nous amènent aussi à conclure sur cette question de l'insertion des villageois de la région d'Alindao aux marchés agricoles. Cette insertion apparaît en fait à la fois structurellement faible et instable.

Les paysans - et surtout ceux qui ne vivent pas près des centres - se retrouvent souvent face à une alternative somme toute assez simple, et que nous évoquions dans notre préambule : la mise en retrait des circuits d'échanges, c'est-à-dire la marginalité, ou l'insertion dans un "échange inégal", profitant d'abord aux quelques intermédiaires dominants, lorsque ceux-ci perçoivent des perspectives de profit suffisamment importantes pour motiver leurs achats<sup>59</sup>.

Les ventes caféières fluctuent en fonction de facteurs tout-à-fait étrangers aux réalités de la production locale, et ne parviennent à briser l'enclavement économique de la région que lorsque les cours mondiaux sont particulièrement élevés. En outre, les données agroclimatiques empêchent de nombreux villageois de s'orienter vers cette production. Les ventes vivrières, elles, sont limitées par la réduction actuelle des superficies cultivées dans le cadre de cette agriculture extensive, mais aussi, plus fondamentalement, par la

---

<sup>57</sup> Une main d'oeuvre vieillie, car ce sont surtout les jeunes qui quittent les villages.

<sup>58</sup> Cf. *supra*, pp. 322-323.

<sup>59</sup> Ainsi que le note M. Haubert, la libéralisation "est loin de profiter aux petits producteurs, parce que le retrait de l'Etat n'est compensé par un rôle accru des intermédiaires privés que dans le petit nombre de zones où ceux-ci peuvent faire des profits suffisants" (Haubert, 1994, *art. cit.*, p. 9). Effectivement, les commerçants ont tendance, sauf lorsque les perspectives de profit sont réellement très importantes, à limiter leurs achats aux seuls grands axes routiers.

faiblesse des débouchés potentiels, dans une région où même les villes sont majoritairement peuplées de paysans, et dans un pays où les secteurs secondaire et tertiaire connaissent un important marasme.

Et il ne semble pas que l'Etat centrafricain puisse faciliter cette insertion des villageois aux marchés agricoles. Il s'est autrefois essayé, par exemple par le biais de l'O.N.C.P.A., à contrôler les marchés intérieurs, mais au delà des dysfonctionnements usuels (corruption, gabegie, etc.), ces tentatives ont mis en lumière un fait patent : il est impossible à un Etat, à plus forte raison s'il est "ajusté", de contrôler des marchés qui ne sont qu'imparfaitement intégrés à l'ensemble de l'économie, qui ne font pas de "volumes" et qui s'étalent sur de très vastes étendues. Quant à l'organisation, ou tout au moins la régulation des activités des opérateurs privés, l'expérience caféière actuelle montre que l'on s'est acheminé vers une logique claire de laisser-faire, d'abandon aux seuls critères de la rentabilité de court terme.

Dans de telles conditions d'articulation au marché, on envisage mal comment les paysans pourront tendre à adopter les pratiques préconisées aujourd'hui par les derniers intervenants extérieurs. Face à la faiblesse et pour se prémunir contre l'instabilité de cette insertion, ils tendront alors plus sûrement à maintenir le *statu quo* de méthodes extensives qui, on l'a dit, permettent encore la perpétuation d'une agriculture de survie<sup>60</sup>. Par ailleurs, la médiocrité de leur intégration aux marchés agricoles ne contribue-t-elle pas à expliquer certains actes "imprévoyants", qui semblent caractériser les comportements d'offre vivrière des villageois ? Laissons cette question en suspens, nous la retrouverons en effet lorsque nous évoquerons la question plus générale de la monétarisation des systèmes productifs, à la fin de cette section.

Une autre question va nous permettre de poursuivre notre réflexion. Elle s'ouvre sur un constat : la seule culture ayant autorisé, en 1994 et 1995, la création de flux monétaires substantiels a été la culture caféière. Pour les zones non caféicoles, il est alors permis, sans excès, de parler de régions sinistrées, et pour celles qui sont caféicoles, de régions en sursis. Les villageois peuvent-ils alors trouver un recours dans la pluriactivité, que l'on considère aujourd'hui comme l'une des voies possibles d'avenir pour les agricultures familiales du Nord ?

---

<sup>60</sup> R. Dumont lançait dès 1966 cet avertissement : "Quand des régions entières ne sont plus desservies, les récoltes ne sont plus achetées aux paysans, il devient inutile d'y parler de production ou de modernisation des cultures" (Dumont, 1966, *op. cit.*, chapitre 48).

## 1.2. Une pluriactivité peu articulée aux marchés

Selon R. Badouin, l'une des caractéristiques majeures, propres à retenir l'attention de l'économiste, du système d'exploitation agricole est l'éventuelle participation de certains de ses membres à d'autres activités productives. C'est ce que l'on appelle la pluriactivité, qui nous paraît mériter une analyse assez approfondie. En effet, l'Administration mais aussi de nombreux économistes<sup>61</sup> ne considèrent souvent les paysans que comme de simples cultivateurs, alors que leur mode de vie inclut tout à la fois l'agriculture, la cueillette, un petit élevage, un artisanat, la chasse, etc.<sup>62</sup>. Cette dimension "pluriactive" est d'ailleurs particulièrement présente, selon S. Brunel, parmi les ruraux africains, qui "(...) disposent d'une infinité d'autres activités pour se procurer des revenus monétaires"<sup>63</sup>. Nous nous interrogerons ici : la pluriactivité est-elle d'abord un moyen de diversification et d'accroissement des revenus monétaires ou constitue-t-elle plutôt un ensemble de recours dont disposent les villageois pour partiellement remédier à leur pauvreté ?

Afin de répondre à cette question, nous distinguerons toutes les activités liées aux animaux et à la cueillette, avant de nous intéresser aux activités de transformation. Enfin, nous envisagerons les quelques possibilités de travail temporaire à l'extérieur de l'exploitation.

### 1.2.1. L'économie d'usufruit<sup>64</sup>

Certains auteurs, tel L. Sanmarco cité précédemment, considèrent que les populations oubanguiennes précoloniales n'étaient que des chasseurs et des cueilleurs. Nous avons vu qu'une telle vision est erronée, mais il est tout-à-fait vrai que chasse et cueillette occupaient et occupent toujours une place non négligeable dans la vie des Banda. Nous considérerons tout d'abord la place des animaux dans les activités des paysans, puis celle de la cueillette.

---

<sup>61</sup> Nous avons déjà mis en exergue les insuffisances d'un simple partage travail-loisir et la nécessité d'intégrer dans l'analyse les "*nonagricultural nonleisure activities*". On se reportera notamment à Mahieu, 1995, *art. cit.*

<sup>62</sup> Lorsqu'on demande aux paysans ce qui leur permet d'obtenir des revenus monétaires, ils citent certes toujours en premier le travail à la "yaka", mais ils ajoutent souvent le petit élevage, la chasse, la pêche et les travaux artisanaux.

<sup>63</sup> Brunel, 1986, *op. cit.*, p. 179.

<sup>64</sup> Cette économie renvoie à "l'ensemble des ressources livrées par des prélèvements bien ménagés dans le milieu biogéographique où l'homme se trouve inséré et enserré" (Prioul, 1981, *op. cit.*, p. 101). Il s'agit de tous les "ramassages" : cueillette, chasse, pêche, élevage extensif, extraction de matières minérales superficielles.

*a - Les animaux dans les activités des villageois*

La première des activités "animales" est la chasse, qui revêt une grande importance aux yeux des Banda, d'abord pour la consommation de viande qu'elle permet, mais aussi pour les revenus monétaires qu'elle procure parfois, et enfin, simplement, pour le plaisir. Même les Ngbugu qui, on l'a vu, ont conservé le goût du travail de la terre, ne se rendent jamais à leurs "yaka" sans emporter leurs sagaies, non plus pour se défendre contre d'éventuels ennemis, mais plutôt pour ne rater aucune occasion d'abattre un animal.

Mais, bien souvent, ils ne se contentent pas d'espérer la rencontre avec le gibier, ils organisent la chasse, individuelle ou collective. La chasse individuelle est réservée aux hommes et a différentes modalités. La chasse au lacet est couramment pratiquée et permet d'attraper le petit gibier. La chasse à l'arc est délaissée, pour ceux qui le peuvent, en faveur de la chasse au fusil. Un fusil artisanal, fabriqué dans certains villages, coûtait, avant dévaluation, de 2500 à 3000 F. D'un petit calibre, il tue les oiseaux, les rongeurs, mais pas les gros animaux, qui doivent toujours être abattus à la sagaie. Posséder un fusil est source de tracasseries administratives éventuelles, mais aussi source de fierté.

La période de la chasse collective est très attendue chaque année, durant la saison sèche ; cette chasse cause les dégâts que l'on sait aux écosystèmes. Tous les villageois valides, hommes, femmes et enfants, y participent. Mais le résultat se limite très souvent à de petits animaux ; un résultat bien médiocre au regard des destructions de végétation - et souvent de cultures - causées par les feux.

La chasse procure-t-elle d'importants revenus monétaires ? Nous ne le pensons pas. D'abord parce qu'elle a beaucoup diminué du fait des destructions massives de gibier, et qu'il faut aller assez loin en brousse pour espérer abattre des animaux de bonne taille. Ensuite car la commercialisation de la viande de chasse, à Alindao notamment, n'est pas aisée ; les fonctionnaires des Eaux et Forêts réclament en effet le paiement de taxes, qui sont autant d'occasions de prédation ou de confiscation arbitraire. La chasse demeure donc d'abord une activité d'autosubsistance, avant de constituer une source de revenus monétaires ; elle procure aux villageois, de temps à autre, la viande qu'ils ne peuvent que rarement se permettre d'acheter aux Mbororo.

Il en va de même pour la pêche. C'est une activité certes mineure, mais pratiquée par tous les villageois vivant près d'un cours d'eau, la Bangui Ketté par exemple. Elle se pratique surtout individuellement, chez les Banda, à la

ligne ou aux nasses. N'ayant pas l'ampleur de la pêche des riverains de l'Oubangui, elle est d'abord destinée à couvrir les besoins familiaux et ne procure que très occasionnellement un appoint monétaire.

Notons, pour être complet, que le ramassage des termites<sup>65</sup> et des chenilles est une activité qui perdure, mais qui est, là encore, d'abord destinée à l'autoconsommation.

En ce qui concerne l'élevage, nous ne reviendrons pas sur le cas des bovins, qui sont fort peu nombreux dans toute cette région<sup>66</sup>. Par contre, on trouve dans beaucoup de villages cabris, cochons, poules et, dans une moindre mesure, moutons. Les cabris ("ngassa") sont les plus nombreux, mais tous n'en possèdent pas, et il n'est pas rare que le petit cheptel d'un village soit aux mains d'un chef, d'un maire ou d'un autre notable. Pour les autres, les quelques "ngassa" constituent souvent une sorte d'épargne, permettant le paiement éventuel d'amendes, de dots, de cadeaux. Ils sont donc peu destinés à être vendus sur un marché, et il n'est pas rare d'avoir quelques difficultés à trouver un cabri, même à un "bon prix"<sup>67</sup>. Ce petit élevage<sup>68</sup> ne procure donc pas de revenus monétaires importants à la majorité des paysans, qui ne possèdent au mieux que quelques têtes.

La pisciculture a été implantée dès 1950 en Basse Kotto<sup>69</sup> et, à Alindao même, cette activité s'est maintenue, bon an mal an, jusqu'à aujourd'hui. Toutefois assez peu de bassins "fonctionnent" encore. Le suivi piscicole est assuré, en 1995, par un expatrié appartenant au projet "Centre-Sud". Venant assez régulièrement de Bambari, il a permis la relance d'un certain nombre de bassins, mais il ne peut couvrir à lui seul tous les besoins en assistance technique, et beaucoup de bassins sont abandonnés à la suite d'un entretien inadéquat.

En mai 1994, les propriétaires de bassins pouvaient acheter les poissons - des *Tilapia* - à 600 F le kilo. Après une croissance de 6 à 8 mois, ils les revendaient au même prix. Mais cela n'est pas si simple. Il y a tout d'abord le coût d'achat des jeunes poissons pour des gens ayant de très faibles revenus

---

<sup>65</sup> Les Banda sont très friands des termites ailées, ou "bobo", abondantes en début de saison des pluies.

<sup>66</sup> Cf. *supra*, pp. 265-271.

<sup>67</sup> Lors de notre dernier séjour, en 1994, le prix moyen d'une bête de bonne taille avoisinait les 5000 FCFA. Une année plus tard, il s'était élevé à 7000 F environ.

<sup>68</sup> Pour peu que cette cohabitation entre hommes et animaux dans le village puisse réellement être appelée "élevage".

<sup>69</sup> P. Kalck préconisait, en 1959, l'extension de cette pisciculture, comme mesure d'urgence afin de diminuer les manques protéïniques de l'alimentation, en attendant que l'élevage familial ne prenne le relais. La situation est demeurée sensiblement identique jusqu'à ce jour (Kalck, 1959, *op. cit.*, pp. 268-269).

monétaires ; d'autant que les gains ne sont pas assurés, du fait des pertes dues à des négligences et aux nombreux vols, dont tous se plaignent amèrement ; il faut enfin trouver une demande solvable pour les poissons, avant tout des fonctionnaires, pour peu qu'ils aient reçu leurs salaires. L'activité piscicole demeure donc limitée à quelques habitants d'Alindao et n'autorise pas l'obtention de revenus monétaires d'importance.

Ajoutons que des tentatives d'implantation d'une sériciculture villageoise, à la fin des années 60, n'eurent à l'inverse de la pisciculture guère de suite, les paysans ayant plus tendance à faire des vers un complément alimentaire que de les considérer comme des producteurs de soie.

La pluriactivité paysanne en lien avec les animaux a donc essentiellement une finalité d'autosubsistance et ne permet guère une insertion dans les circuits marchands.

#### *b - La pluriactivité liée à la "cueillette"*

C. Tisserant a montré qu'à côté des plantes cultivées, les Banda connaissaient au début de ce siècle de très nombreuses plantes spontanées qu'ils se "contentaient" de cueillir. Ces activités de cueillette ont évolué avec la colonisation et l'insertion des villages aux marchés<sup>70</sup>.

D'une complémentarité, on est souvent passé à une concurrence entre agriculture et cueillette<sup>71</sup>. Il est incontestable que cette cueillette a, du fait des contraintes imposées par l'encadrement agricole, diminué en diversité, mais elle n'a pourtant pas disparu. Elle s'est souvent adaptée à l'apparition d'une demande urbaine, tout au moins dans les zones assez proches des centres. Permettant alors l'obtention de revenus monétaires assez élevés - relativement, s'entend - et moins contrôlés, la cueillette a souvent été, au grand dam des vulgarisateurs, privilégiée au détriment du coton.

Elle concerne tout à la fois le ramassage de champignons et de nombreuses autres plantes alimentaires ou non, la récolte du miel, celle du vin de palme, la coupe du bois de chauffe, vendu en fagots sur le marché, etc.

Nous avons constaté que, tout comme pour les produits vivriers, la diversité alimentaire permise par la cueillette est souvent sacrifiée à l'obtention de revenus monétaires ; contrairement donc à la chasse ou à la pêche, la cueillette est souvent destinée à la vente. Nuançons toutefois : en premier lieu,

<sup>70</sup> Mais il est clair que de tout temps la cueillette n'a jamais été autre chose qu'une activité d'appoint, sauf pendant les années difficiles, telles celles du "caoutchouc", période durant laquelle, on l'a dit, les systèmes de culture concernés se sont effondrés.

<sup>71</sup> Cf. Piermay, 1977, *art. cit.*

la demande solvable reste limitée aux fonctionnaires, essentiellement à Alindao, dont les revenus fluctuent au gré de leurs arriérés de salaires ; en outre les paysans vivant trop loin des centres ne peuvent vendre les fruits de cette cueillette qu'à "vil prix", à quelque intermédiaire. Quoi qu'il en soit, cette évolution de la cueillette prouve la capacité des villageois à s'orienter vers les activités rémunératrices, quitte à sacrifier une diversité alimentaire dont peu ressentent encore le besoin<sup>72</sup>, et à négliger les consignes administratives.

Une activité de cueillette particulière est la récolte de la "péké" qui, elle, se révèle fort rémunératrice. La "péké" est un vin de palme extrait non pas du palmier à huile<sup>73</sup>, mais du stipe d'un palmier dit "aquatique", que l'on trouve à profusion dans les zones suffisamment humides et boisées, et qui fait la "réputation" de cette région. Ainsi, au sud d'Alindao, les habitants de la route de Ndatoko en ont fait leur vente principale, tout au long de l'année. Emmenée à Alindao, en vélo ou sur la tête, cette "péké" est vendue sur les marchés ou livrée à des commerçants qui iront la revendre à Bambari ou à Dimbi, sur le chantier.

D'activité de cueillette, la récolte de la "péké" devient parfois une véritable activité agricole, certains paysans plantant de jeunes pousses devant quelques années plus tard leur procurer le précieux liquide. Cette récolte tend alors à supplanter d'autres activités, jugées moins rémunératrices par les villageois. Le bidon de trois litres coûtait, en 1994 à Alindao, entre 150 et 250 F selon la saison et les fluctuations du marché<sup>74</sup>.

C'est donc, pour beaucoup, l'activité de cueillette la plus rémunératrice, et de très loin. Elle présente l'avantage d'entraîner un flux monétaire certes minime mais quotidien. Il n'est donc pas excessif d'envisager que des paysans de plus en plus nombreux se mettent à en faire une véritable culture.

Au total, les activités exploitant les ressources de la nature sans les transformer ne permettent pas l'obtention de revenus monétaires substantiels, sauf dans quelques cas précis : cueillette en milieu péri-urbain lorsque les fonctionnaires sont payés, et surtout collecte de la "péké". Intéressons nous maintenant aux activités de transformation.

---

<sup>72</sup> La diversité alimentaire semble être devenue, aujourd'hui, un privilège détenu par la minorité des acteurs qui disposent de revenus monétaires assez importants et réguliers.

<sup>73</sup> Il s'agit alors du "kangoya".

<sup>74</sup> Mais le prix du bidon a depuis sensiblement augmenté, semble-t-il du fait des réactions des villageois aux conséquences inflationnistes de la dévaluation.



### 1.2.2. Les activités de transformation

Certaines activités nécessitent un savoir qui n'est déteu que par quelques personnes, ce sont les activités dites "artisanales". D'autres au contraire sont usuellement accessibles à la plupart des ménages. Envisageons successivement ces deux types d'activités.

#### *a - L'artisanat*

Nous relevons principalement les activités de forge et celles de menuiserie, qui nous semblent être les plus importantes<sup>75</sup> dans la vie des villages aujourd'hui.

Les menuisiers sont assez peu nombreux. Nous avons noté l'existence d'une petite scierie à Liwu, gérée par un groupement ; elle vend des planches faites d'un bois de qualité moyenne, mais obtenu en abondance, à quelques acheteurs, notables ou développeurs le plus souvent. Les fabricants de meubles de profession sont rares, ils proposent surtout un petit mobilier usuel : chaises, tablettes et fauteuils<sup>76</sup>.

Les forgerons, appelés "matawa", sont eux aussi très rares, nous n'en avons rencontré qu'à Alindao, aucun dans les secteurs de brousse que nous avons visités. Si autrefois, on l'a dit, les Banda savaient extraire le minerai, les forgerons se contentent aujourd'hui d'utiliser du matériel de récupération<sup>77</sup>, et en font des ustensiles de cuisine, vendus à des prix bien inférieurs à ceux des biens manufacturés proposés par les commerçants<sup>78</sup>. Ces biens étant inaccessibles à la plupart des familles, de nombreux villageois se rabattent sur les articles fabriqués par les "matawa". En outre, les forgerons ne fabriquent quasiment plus les fers devant servir d'outils aratoires, les paysans ayant pris l'habitude, on l'a dit, d'acheter des "poka" de fabrication industrielle.

Mais ces activités ne concernent qu'une infime minorité de gens. Il nous paraît plus intéressant de nous pencher sur le cas des activités de transformation pratiquées sinon par tous, tout au moins par d'assez nombreux villageois.

<sup>75</sup> Nous pourrions ajouter le couturier, le vannier, le sculpteur, etc.

<sup>76</sup> A Alindao, on pouvait obtenir en mai 1994 un fauteuil pour 750 F et une chaise pour 450.

<sup>77</sup> "(...) les forgerons n'eurent que faire des minerais locaux. Ils trouvèrent à bon compte leur fer et leur cuivre dans tous les «reliefs» de la civilisation européenne : barres à mines, bidons d'essence, lames de ressort, douilles de balles, pièces de monnaie... L'exploitation du fer et du cuivre fut dans ces conditions très vite abandonnée" (Kalck, 1959, *op. cit.*, pp. 106-107).

<sup>78</sup> Par exemple, en mai 1994, on obtenait chez le "matawa" un grand récipient pour 1500 F, alors que dans les boutiques, on n'en trouvait pas à moins de 5000 F.

*b - Les petites activités de transformation*

De manière générale, l'importance de ces activités fluctue en fonction des aléas de la circulation monétaire. Lorsque les revenus monétaires sont assez importants, elle tend à se restreindre, alors qu'en période de démonétarisation au contraire, elle croît. Ceci explique pourquoi, depuis quelques années, on assiste à un recours croissant à cette "pluriactivité de substitution", qui correspond ainsi plus à un retrait des circuits d'échanges qu'à une nouvelle façon de les pénétrer ; elle renvoie à des stratégies de "gestion" de la pauvreté, face à laquelle les individus tendent à augmenter la diversité de leurs activités<sup>79</sup>.

Le cas du savon est caractéristique de cette "pluriactivité misérable". Le savon est, lors des discussions, toujours présenté comme l'un des quelques biens fondamentaux pour lesquels un minimum de revenus monétaires est nécessaire. Pourtant, lorsque ceux-ci se font vraiment rares, les villageois tendent à s'orienter vers un produit de substitution, le "savon ti kodro" ("savon du village"). Ce savon "traditionnel" est à base d'huile de palme, auquel on ajoute des cendres de certaines plantes (du papayer notamment) ou des déchets caféiers. Bon désinfectant, il est souvent d'une qualité correcte, et d'un rapport qualité-prix en tous les cas bien supérieur à celui du savon des boutiques<sup>80</sup>. Mais il nécessite une assez longue préparation. Certains n'en fabriquent que pour leurs propres besoins, d'autres produisent aussi pour vendre sur les marchés. Leur chiffre d'affaires journalier est limité par la longueur de la fabrication.

Dans certains secteurs, sur la route de Mingala par exemple, les villageois continuent d'en privilégier l'achat plutôt que la fabrication, car dans cette zone de savane, on trouve assez peu de palmiers, et donc les quantités d'huile de palme sont limitées. Le paiement avec un bout de savon est alors parfois possible, du fait de la grande rareté de ce produit.

L'huile de palme est la seule qui soit obtenue de façon artisanale et consommée dans la région. De nombreuses femmes achètent les noix de palme, en extraient l'huile, au prix d'un travail là aussi assez long, et revendent cette huile sur les marchés<sup>81</sup>.

<sup>79</sup> Sur ces stratégies pluriactives, on lira Mahieu, 1995, *op. cit.*, p. 41 et p. 46

<sup>80</sup> En mai 1994, on en trouvait à 25 F pièce contre 100 F pour un savon industriel de taille équivalente.

<sup>81</sup> A Alindao, en 1994, en achetant les noix de palme pour 300 F le kilo, on revend l'huile correspondante à 500 ou 600 F.

La fabrication du "ngbako", alcool à base de manioc et de maïs distillés, est une activité des plus répandues, surtout là où le maintien d'une certaine circulation monétaire permet la persistance d'une demande solvable. Même si cette fabrication reste officiellement prohibée, elle est dans les faits tolérée, et ne s'opère plus du tout à la sauvette. Dans tous les villages, dans tous les quartiers, dès lors qu'on en a la possibilité, on distille, parfois pour consommer soi-même, plus souvent pour vendre. Le chiffre d'affaires que l'on pouvait en espérer à Alindao en mai 1994 avoisinait les 300 F par litre ; la plupart des femmes qui en vendaient, sur une petite tablette posée à l'entrée de la concession, en écoulaient de un à trois litres par semaine, ce qui permettait d'obtenir au mieux moins de 1000 F hebdomadaires.

D'autres activités de transformation sont moins orientées vers la vente, telle la fabrication d'un sel de substitution, la torréfaction du café, la préparation du tabac, la confection de remèdes à base de plantes<sup>82</sup>, etc.

Remarquons que nous ne parlons, pour toutes ces activités, que de chiffres d'affaires réalisables, et jamais des bénéfices réellement obtenus grâce au travail engagé et aux produits transformés. Nous nous heurtons là en effet à une difficulté majeure. Nous constatons dans le chapitre précédent que le temps de travail était rarement considéré comme une valeur ajoutée comptabilisable<sup>83</sup>, pouvant être répercutée sur les prix de vente, et que le travail agricole familial constituait souvent la variable d'ajustement, sur laquelle on pouvait jouer sans coût supplémentaire. La répercussion de la valeur ajoutée, en travail ou en consommations intermédiaires, n'est guère plus aisée concernant les petites activités de transformation.

Il est vrai que la mesure du coût du travail familial est fort problématique. S'il existait un travail salarié important, le problème serait résolu en évaluant le labeur familial grâce au coût d'opportunité que constituerait le salaire. Or les possibilités de travail à l'extérieur de l'exploitation sont tellement limitées que ce salaire ne peut être une mesure vraiment satisfaisante d'un tel coût d'opportunité<sup>84</sup>. Il en va de même pour la valorisation de produits appelés, dans la grande majorité des cas, à être autoconsommés ou réintroduits dans d'autres activités ; les prix du marché local ne sont que de très imparfaites mesures des coûts d'opportunité de ces produits.

---

<sup>82</sup> Nous reviendrons sur la pharmacopée et son récent "renouveau" dans le huitième chapitre (cf. *infra*, pp. 533-537).

<sup>83</sup> Cf. *supra*, pp. 336-339.

<sup>84</sup> Sur les difficultés d'une valorisation cohérente du travail fourni dans l'exploitation paysanne, on lira notamment : Minvielle, 1978, *art. cit.*, p. 229.

Prenons un exemple concret, celui des "makala", beignets cuits dans la graisse, que certaines femmes vendent au marché. Si l'on considère le prix sur le marché d'Alindao de tous les ingrédients qui entrent dans la composition du "makala", si l'on ajoute le temps de préparation, évalué au salaire minimal légal, on peut estimer que le coût de revient unitaire est bien supérieur au prix de vente. Toutefois, cela n'apparaît pas aux vendeuses car certains des ingrédients entrant dans la composition des beignets sont fournis par les autres activités menées au sein de l'exploitation, et ne représentent donc aucun débours effectif, et parce que le temps de travail "ne compte pas".

De telles ambiguïtés révèlent que cette région, malgré la monétarisation qu'elle a connue, n'a pas vraiment intégré une économie dite "monétaire", avec les comportements, les calculs que cela implique. En d'autres termes, elles sont caractéristiques d'une agriculture de petits producteurs très partiellement intégrée aux marchés.

Quoi qu'il en soit, ces petites activités de transformation sont donc d'abord des activités de substitution, qui procurent certains revenus monétaires à ceux qui habitent près des centres, là où la circulation monétaire reste effective. Elles ont été appelées à prendre une importance accrue, nous le verrons, depuis la dévaluation du Franc CFA<sup>85</sup>.

### 1.2.3. Le travail à l'extérieur de l'exploitation

La "pluriactivité" correspond aussi à une agriculture à temps partiel, certains membres de l'exploitation participant à des activités extérieures<sup>86</sup>. Précisons bien que ces activités n'impliquent pas de départ définitif de l'exploitation, cela serait alors de l'exode rural, mais une simple recherche temporaire de revenus monétaires hors de l'exploitation. Nous relevons deux sources principales de travail à l'extérieur, le salariat et les chantiers diamantifères.

#### *a - Le travail salarié*

Ce paragraphe sera assez court, tant sont limitées pour les habitants de la brousse les possibilités de travail salarié. Il y eut bien, autrefois, des possibilités d'embauche comme manoeuvres dans l'huilerie d'Alindao, l'usine

---

<sup>85</sup> Cf. *infra*, pp. 427-430.

<sup>86</sup> L'agriculture "à temps partiel" est permise, selon les économistes, par la faiblesse des économies d'échelle agricoles. On l'a vu dans le deuxième chapitre, avec l'hypothèse de spatialité, H<sub>2</sub> (cf. *supra*, p. 167).

SOCADA, le Centre de Gounouman, etc. Tout cela a disparu aujourd'hui et, hormis quelques emplois occupés dans les missions chrétiennes ou chez certains notables<sup>87</sup>, les dernières perspectives de travail salarié proviennent du secteur caféier ; en tant que manoeuvre au Centre de Kongbo et surtout dans les grandes plantations, où l'embauche fluctue en fonction de l'évolution des cours mondiaux<sup>88</sup>.

La plus importante est celle de Pavica, village uniquement constitué à l'origine de travailleurs de la plantation<sup>89</sup>, revenant du chantier aurifère de Pouloubou<sup>90</sup>. Elle connaît depuis fort longtemps des problèmes de main d'oeuvre, causés par la faiblesse persistante du salaire versé aux ouvriers<sup>91</sup>, comparé aux gains d'une plantation personnelle<sup>92</sup> (si le prix au producteur est satisfaisant), voire même durant les phases baissières par l'accumulation des arriérés de salaire. Conséquence directe de son manque d'entretien, cette plantation de 450 hectares, la plus grande de la Basse Kotto, a été aux trois quarts détruite par un feu de brousse durant la saison sèche 1991-92.

Avec le récent "boom" caféier, les gros planteurs sont eux aussi incités à accentuer l'entretien de leurs caféiers, afin d'accroître les productions. Ainsi, au début de 1994, les rapports salariaux reprenaient quelque vigueur à la plantation de Nzala<sup>93</sup> comme à celle de Pavica<sup>94</sup>. Reste à savoir si les ouvriers continueront effectivement, à l'avenir, à être payés avec régularité. Si tel n'est pas le cas, du fait d'une baisse des cours ou de dysfonctionnements dans la gestion des plantations, ils délaisseront bien vite leur travail, pour se consacrer uniquement à leurs propres caféiers.

---

<sup>87</sup> Des emplois de manoeuvres, le plus souvent, rétribués au salaire minimum. En 1995, ce salaire minimum légal est d'ailleurs maintenu, malgré les hausses de prix consécutives à la dévaluation de janvier 1994, à 15000 FCFA.

<sup>88</sup> D'une manière générale, depuis le début des années 1970, la superficie des plantations industrielles (de plus de 20 hectares) a diminué, au profit des plantations villageoises.

<sup>89</sup> D'ailleurs "Pavica" est tiré des noms des trois fondateurs, en 1934, de la plantation, messieurs Papa, Vidal et Castille.

<sup>90</sup> Ainsi des Ngbugu, réputés bons travailleurs bien qu'"indociles", furent embauchés en nombre à Pouloubou et dans les plantations européennes. Avec le regroupement des familles, des "îlots" de populations Ngbugu se sont constitués hors de leurs zones de peuplement usuelles. Par exemple, nous rencontrons dans le village de Kpanga IV, des familles Ngbugu restées sur place après l'abandon de l'exploitation aurifère de Pouloubou.

<sup>91</sup> Et par les conditions dans lesquelles ce salaire était versé. Des conditions que décrit A. Kotreko : "Lorsqu'un manoeuvre travaillait régulièrement sur une plantation, l'usage voulait qu'il cédât une partie de son salaire au capita général. (...). S'il ne s'acquittait pas de cette redevance, le mois suivant, le "général" le portait absent sur la liste d'appel, ou disait au propriétaire que le manoeuvre avait mal travaillé" (Kotreko, 1982, *op. cit.*, p. 77).

<sup>92</sup> D'ailleurs, la plupart des manoeuvres disposent aussi de leurs propres plantations, dont l'entretien est alors confié, en grande partie, aux femmes.

<sup>93</sup> Une plantation appartenant à l'ancien député qui faisait aussi construire une petite usine de décortilage, on l'a dit.

<sup>94</sup> Celle-ci appartenant alors à un ministre en exercice.

Notons aussi que des rapports salariaux se développent parfois entre notables et villageois même dans les zones non caféicoles. Il arrive par exemple que des chefs, des maires, des retraités<sup>95</sup>, fassent cultiver leurs champs par de jeunes paysans ayant besoin d'argent pour - autrefois - payer l'impôt, pour réunir le montant de la dot, etc. Ce travail salarié a même lieu au sein des familles, de hauts fonctionnaires faisant aussi travailler les "cousins" du village pour des salaires très réduits.

Enfin, un certain nombre de jeunes, du Yambélé surtout, partent de manière saisonnière travailler sur les plantations de canne à sucre du complexe agro-industriel de Ngakobo, dans la préfecture voisine de la Uaka. Mais les nombreuses difficultés de la Sogesca (société de gestion sucrière centrafricaine), en charge de l'exploitation du complexe, limitent les possibilités d'embauche.

D'une manière générale donc, les possibilités d'emplois à l'extérieur demeurent fort limitées, et le salaire au sens strict n'occupe qu'une position très marginale au sein des rémunérations perçues par les villageois. Comme dans de nombreuses agricultures familiales, le marché du travail s'avère peu développé et ne permet guère aux villageois de rechercher des revenus salariés dûment "enregistrés". C'est pourquoi beaucoup de jeunes se tournent vers une autre alternative, le travail au chantier de diamant.

#### *b - Le diamant*

L'exploitation du diamant est ancienne en R.C.A. et dans la Basse Kotto<sup>96</sup>, mais dans cette préfecture, malgré l'importance qu'elle peut avoir localement, elle demeure marginale, en comparaison avec les chantiers de l'Ouest ou du Nord<sup>97</sup>.

Depuis l'époque coloniale, l'attrait de la fortune rapide et le rejet du travail agricole entraînent de nombreux jeunes à tenter leur chance dans les zones diamantifères. Autrefois, pour échapper au contrôle administratif, ces jeunes piquetaient souvent comme tout un chacun leurs champs de coton, les semaient, et les abandonnaient sans entretien. En 1966, R. Dumont dénonçait

<sup>95</sup> De la Fonction Publique, s'entend.

<sup>96</sup> On l'a dit, il y eut aussi, à Pouloubou, à une vingtaine de km au nord de Kpanga IV, dans la brousse, un chantier aurifère qui attira de nombreux paysans. Il est fermé depuis plus de 50 ans.

<sup>97</sup> Ainsi, dans *l'Agroclimatologie du Centrafrique*, sur la carte des principales activités économiques, ne sont mentionnés ni le chantier de Kollo, ni celui de Dimbi (Franquin & alii, 1988, *op. cit.*, p. 18).

d'ailleurs cette exploitation comme étant un facteur majeur de régression agricole<sup>98</sup>.

Mais le départ vers le chantier n'a toujours été, pour la plupart des villageois, que temporaire : on s'y rend pour quelques semaines, quelques mois, surtout à la fin de la saison des pluies et durant la saison sèche<sup>99</sup>, en laissant au village épouse et enfants.

Depuis la fin du coton, il semble qu'un plus grand nombre de jeunes des zones anciennement cotonnières partent pour les chantiers de diamant, tant les autres perspectives d'obtention de revenus monétaires leur paraissent faibles. Il y a ainsi toute une tranche d'âge que l'on ne trouve pas dans ces villages : les hommes sont au diamant et certaines femmes s'y rendent aussi pour le commerce<sup>100</sup>. Dans les zones où le café est abondant, nous avons constaté au contraire qu'il subsiste un nombre plus important de jeunes dans les villages, même si la plupart tenteront, un jour ou l'autre, leur chance au diamant.

Les deux chantiers vers lesquels se dirigent ces jeunes de la région d'Alindao sont celui de Dimbi, près de Kembé, et celui de Kollo, près de Mingala<sup>101</sup>. Qui veut creuser le sol doit verser un droit de 1000 F (en 1994), afin d'obtenir une carte officielle. Qui veut vendre les diamants à un collecteur, c'est-à-dire être "exploitant" ou "artisan", doit d'abord payer une patente de 14000 F (en 1994). Les jeunes qui arrivent au chantier possèdent rarement une telle somme, ils se mettent donc sous la dépendance d'un "exploitant", un "Arabe" bien souvent. Ce dernier leur avance aussi les 1000 F requis, s'ils ne les possèdent pas, ce qui n'est pas rare. C'est par lui que les paysans devront ensuite passer pour écouler les pierres qu'ils trouveront, en y perdant beaucoup, bien entendu<sup>102</sup>. S'ils essayent d'échapper à ces règles, ils sont vite dénoncés et sanctionnés.

Les pouvoirs publics ont, depuis la fin de 1993, affiché leur volonté de remettre de l'ordre dans un secteur où sévit une fraude très importante<sup>103</sup>. Il s'agit notamment de dégager les artisans de l'emprise des collecteurs agréés, c'est-à-dire des bureaux d'achat, en les regroupant au sein de coopératives

<sup>98</sup> Dumont, 1966, *op. cit.*, chapitre 6 ("La recherche du diamant freine le développement agricole").

<sup>99</sup> A l'époque où les travaux cultureux sont limités.

<sup>100</sup> Beaucoup de jeunes femmes ont aussi été dotées par des citadins, qui leur ont donc fait quitter le village.

<sup>101</sup> Il y a un autre chantier, un peu plus au nord, sur la Kotto, mais beaucoup moins important que Kollo.

<sup>102</sup> On estime que le prospecteur touche 5% de la valeur effective, de vente à Bangui, des pierres qu'il a trouvées.

<sup>103</sup> Lire : *Jeune Afrique*, n°1764-1765, du 27 octobre au 9 novembre 1994, pp. 68-77.

spécialement créées par l'Etat à cet effet<sup>104</sup>, et de lutter contre la contrebande en finançant un organe de surveillance et de répression des fraudes. Ces velléités de réformes, si tant est bien sûr qu'elles puissent toujours avoir une portée effective à Kollo, à Dimbi ou ailleurs, tendent à améliorer la situation des "artisans". Mais elles oublient le premier maillon de l'exploitation du diamant dans les chantiers que nous connaissons, à savoir les paysans qui, temporairement, se mettent au service d'un artisan, et qui ne perçoivent que quelques "miettes" de cette richesse qu'ils extraient du sol, au cours d'un travail physiquement très éprouvant.

Avec de la chance, certains gagnent parfois des sommes relativement importantes, souvent vite dépensées dans les bars locaux ou qui permettent, avant le retour au village, l'acquisition d'un objet de prestige social, tel que la radio. Les moins chanceux parviennent à peine à survivre, tant les denrées alimentaires sont onéreuses dans ces zones, et finiront par rentrer bredouille au village, avec une santé souvent détériorée. Ainsi, la participation des villageois au marché du diamant ne se fait là non plus guère à leur avantage, surtout lorsque l'on compare leurs perspectives de gains aux sommes réellement en jeu dans cette exploitation.

D'une manière générale donc, la pluriactivité ne permet que l'obtention de revenus monétaires assez faibles, lorsqu'elle n'est pas tout bonnement destinée à se substituer à des biens importés devenus inaccessibles, du fait de la faiblesse des revenus monétaires et la hausse des prix dans les boutiques. Ce double constat de marchés agricoles instables et d'une pluriactivité de repli nous amène à tenter de dresser le bilan de la monétarisation vécue par les villageois depuis maintenant près d'un siècle.

### **1.3. Le bilan d'une monétarisation**

Afin de dresser un tel bilan, nous allons d'abord nous pencher sur les modalités de fonctionnement d'autres marchés essentiels à la vie rurale, d'une part celui des biens manufacturés, d'autre part ceux de l'épargne et du crédit.

L'analyse des limites et défaillances de ces marchés, mais aussi de celles des marchés agricoles, nous permettra de mettre en évidence les implications de la faible insertion aux marchés, caractéristique majeure des exploitations familiales étudiées.

---

<sup>104</sup> L'Etat est censé encadrer ces coopératives, leur avancer les premiers fonds, afin de permettre aux membres l'achat de moto-pompes. En contrepartie, il leur demande de tenir un registre de leur production et de leurs ventes, afin d'en suivre le cheminement et ainsi de restreindre la fraude.



Nous terminerons cette première section par une étude des conséquences du dernier bouleversement monétaire en date pour les paysans de cette région, la dévaluation du Franc CFA de janvier 1994.

### 1.3.1. Consommation, épargne et crédit

En premier lieu donc, il convient de présenter les circuits de commercialisation, non plus cette fois des produits agricoles, mais à l'inverse des biens que les paysans désirent acheter avec leurs revenus monétaires. Puis, l'inexistence d'un système d'épargne et de crédit devra être mise en lumière, comme symptôme de la faiblesse d'une monétarisation.

#### *a - Les déficiences des circuits de distribution*

Nous allons de nouveau, dans ce paragraphe, insister sur les limites de l'insertion des villageois de cette région aux marchés. Car le commerce de détail a toujours été, dans les différents secteurs de brousse, déficient.

Durant la colonisation, c'est le système de la traite, mené par des Européens<sup>105</sup> ou des Orientaux, et complété en zone isolée par le colportage des "Haoussa"<sup>106</sup>, qui prévalait<sup>107</sup>. Puis, avec l'action des structures étatiques de commercialisation, les tentatives d'instauration des coopératives<sup>108</sup>, et la montée en puissance des commerçants d'origine africaine (Soudan, Tchad, Nigeria, etc.), l'économie de traite issue de la colonisation a perdu de son importance.

Mais l'échec des diverses tentatives d'organisation de la distribution a peu à peu laissé le champ libre aux commerçants africains, qui en détiennent

<sup>105</sup> Des Français et des Portugais essentiellement.

<sup>106</sup> La "pacification" des villages par le colonisateur français a d'ailleurs permis à ces colporteurs d'étendre et de mener leurs activités avec plus de sécurité. Pratiquant donc eux aussi le commerce de traite, ils vendaient leurs quelques produits très chers aux villageois satisfaits de trouver sur place des biens habituellement cantonnés dans les factoreries, près des postes administratifs. Certains vieux Yakpa nous ont affirmé qu'ils en ont longtemps profité pour poursuivre, de manière clandestine, leur "traditionnel" commerce d'"esclaves". Ce fait est aussi rapporté et décrit par le R.P. Tisserant (Tisserant, 1955, *op. cit.*, p. 36). S'il convient dans ce domaine de se montrer prudent, la persistance d'un tel commerce, après la conquête coloniale, semble aujourd'hui constituer un fait avéré.

<sup>107</sup> Sur le commerce de brousse, P. Kalck parle, en 1959, d'une "pacotille" au très faible rapport qualité-prix : "Le sel et le savon, marchandises pondéreuses, manquent très souvent, la pacotille ne leur laissant pas de place dans les camions" (Kalck, 1959, *op. cit.*, pp. 272-273).

<sup>108</sup> Ainsi, en 1964, les O.R.D. furent chargés de mettre en place des coopératives de vente destinées à fournir aux paysans des biens de consommation et d'équipement à prix coûtant. Leur échec et leur suppression, préconisée dès 1966, permit aux commerçants privés d'accentuer leur emprise sur les circuits de distribution.

aujourd'hui le monopole, tant dans les secteurs de brousse qu'à Alindao, ville que les derniers Levantins ont quittée en 1992. Beaucoup de ces commerçants prennent la suite des anciens "traitants", puisqu'ils ont entrepris de cumuler la distribution des produits manufacturés et l'achat des denrées agricoles à des prix souvent fixés à leur convenance, situation à laquelle les villages isolés sont les plus vulnérables. Le *no man's land* laissé par le désengagement étatique et l'absence de marchés "faisant du volume", du fait notamment de la faiblesse de la circulation monétaire, a ainsi été réoccupé par cette économie de traite, avec ses situations de monopole et de monopsonne, ses réseaux de clientèle, etc.

Le cas le plus représentatif de cette dépendance des paysans vis-à-vis des commerçants est celui de cet "Arabe" qui fait chaque semaine la piste entre Alindao, Zounguinza, Kollo et, une semaine sur deux, Mingala, nous l'évoquons plus haut. Il emmène de petits commerçants qui tentent d'écouler leurs marchandises dans les villages traversés, ce qui est d'autant plus aisé si le propriétaire du camion achète du vivrier aux paysans. Son camion est ainsi le dernier lien économique d'importance, permettant l'approvisionnement, relativement régulier, de certains<sup>109</sup> villages de ce secteur.

Nous parlions plus haut de marchés "captifs". Du point de vue de l'économiste, l'activité de ce commerçant constitue aussi, comme celle de tout traitant, un lien entre différents marchés de petite taille, d'ordinaire segmentés<sup>110</sup>. Car il vend, il achète, il prête aussi parfois, et il lui arrive d'embaucher des manoeuvres. Mais ces marchés, ainsi reliés, continuent de fonctionner avec de nombreuses asymétries ; en d'autres termes, le commerçant conserve un large pouvoir sur le fonctionnement de tels micro-marchés, en particulier sur les modalités de la fixation des prix. Ce sont là des constantes de toute économie de traite. Remarquons d'ailleurs qu'il convient de ne pas exagérer la puissance économique, toute relative, des quelques commerçants perpétuant cette traite. Les pouvoirs de marché qu'ils détiennent sont d'abord les signes, nous semble-t-il, de la faiblesse de la monétarisation des villages.

On ne compte plus aujourd'hui à Alindao que trois boutiques tenues par les commerçants allochtones, ainsi bien entendu que les petites échoppes du marché, qui dépendent souvent, pour leur approvisionnement, de moyens de transport des gros commerçants. Ceux-ci sont peu incités à étendre leurs activités en brousse, du fait du faible nombre des consommateurs potentiels,

<sup>109</sup> Certains seulement, car il ne s'arrête, bien souvent, que dans les endroits où existe un marché.

<sup>110</sup> Ceci renvoie à la notion anglo-saxonne de "*interlinked markets*".

surtout dans les zones anciennement cotonnières, et à cause du mauvais état des pistes rurales.

L'approvisionnement de la brousse est alors souvent assuré, irrégulièrement, par les colporteurs arabisés, qui dominent les circuits, certes restreints, de distribution dans les zones isolées des axes ou centres importants. Quelques Banda se sont aussi lancés dans la distribution à l'échelle de leur village ou de leur commune. Ainsi à Moko, dans le Yambélé, c'est un Banda qui possède une petite boutique, approvisionnant en biens de première nécessité les villages environnants<sup>111</sup>.

Le niveau le plus bas de la distribution dans les villages - en volume des affaires traitées, s'entend - est constitué par ces petits étals que l'on trouve partout, en brousse comme dans les quartiers des gros villages ou d'Alindao, devant certaines cases. On peut y acheter cigarettes, piles, savon, crayons, sandales parfois, et pétrole, tous ces biens qui font partie, avec l'alcool, des dépenses des villageois dès qu'ils possèdent quelque argent. Bien entendu, les différences de prix sur ces étals sont proportionnelles à l'éloignement des villages par rapport aux gros villages ou à Alindao, lieux d'approvisionnement, et à leur isolement (passage régulier ou non d'un gros commerçant)<sup>112</sup>.

Malgré des différences de prix de vente qui peuvent paraître excessives, ces "commerçants à temps partiel" ne réalisent pas des marges importantes. En effet, ils doivent souvent passer par des intermédiaires qui se réservent une marge conséquente, et de plus, une partie des biens de l'étal est souvent destinée à la consommation des personnes vivant dans la concession, ponctions certes répercutées, au moins pour partie, sur le prix de vente<sup>113</sup>.

Certains jeunes garçons se spécialisent dans la distribution du pétrole, qu'ils revendent, de case en case, par petite bouteille de 5 ou 10 cl le plus souvent<sup>114</sup>.

Enfin, la distribution de la viande bovine est essentiellement le fait des commerçants arabisés et des Mbororo. Le prix de vente reste pour beaucoup prohibitif<sup>115</sup>.

<sup>111</sup> Il va régulièrement s'approvisionner à Bambari en mobylette. Ce moyen de transport suffit en regard du faible volume des ventes qu'il réalise dans cette commune rurale du Yambélé, qui connaît depuis la suppression du marché cotonnier un certain retour à l'autosubsistance.

<sup>112</sup> En mai 1994, nous relevions par exemple à Bingui les prix suivants : une cigarette Sprint pour 25 F (contre 15 à Alindao), un savon "Bimbo" à 175 (contre 125), une paire de sandales pour 700 F (contre 400 à 500), etc.

<sup>113</sup> P. Gourou remarque : "La famille africaine est ainsi faite qu'il est presque impossible à un Africain d'être commerçant dans son propre village ou dans les environs de celui-ci" (Gourou, 1991, *op. cit.*, p. 135).

<sup>114</sup> Le prix de chaque dose varie en fonction du prix du litre, dans le village concerné.

<sup>115</sup> Avec déchets, en 1994 : 300 F le kilo ; sans déchets : 450 F (c'est-à-dire presque une journée de travail d'un manoeuvre).

Les circuits de distribution semblent donc être à l'image des circuits de commercialisation des produits agricoles. D'une part, ils sont en grande partie aux mains de commerçants allochtones. D'autre part, ils portent sur des volumes très réduits, qui varient au gré de l'évolution économique centrafricaine. Cette faiblesse et cette instabilité nous paraissent avoir une incidence non négligeable sur l'offre agricole des villageois de cette région<sup>116</sup>. En fait, deux phénomènes liés ont influencé - et influencent toujours - les comportements productifs.

En premier lieu, l'absence, ou la disponibilité très irrégulière des produits recherchés a constitué une cause majeure de l'exode rural, un exode motivé aussi par l'envie de trouver sans difficultés des biens jugés indispensables<sup>117</sup>. Les dégradations des voies de communication, empêchant les commerçants d'accéder à tous les villages, ont joué un rôle non négligeable. En outre, la faiblesse des revenus des producteurs a souvent dissuadé ces commerçants de se déplacer vers des zones où ils ne pouvaient espérer réaliser qu'un chiffre d'affaires dérisoire.

En second lieu, le coût prohibitif des biens parvenant dans les villages doit être souligné. Les gros commerçants, peu désireux de se déplacer pour quelques ventes, abandonnent donc les marchés villageois aux colporteurs, qui proposent quelques rares produits à la qualité douteuse, à des prix très élevés. Très souvent, les paysans se plaignent : "on travaille toute l'année pour, au bout du compte, ne pouvoir s'acheter que cette «camelote»"<sup>118</sup>. C'est d'ailleurs une justification que donnent certains hommes Yakpa à leur quasi abandon du travail de la terre<sup>119</sup>.

L'insertion des villageois au marché des biens manufacturés est donc fort limitée par la faiblesse de leurs revenus monétaires et par la prédominance

---

<sup>116</sup> Nous avons déjà évoqué la question du rationnement de l'offre de biens manufacturés dans la partie théorique de ce travail. Nous avons particulièrement abordé : Berthélémy & Gagey, 1984, *art. cit.* Mais de nombreux autres auteurs montrent aussi cette influence de la disponibilité des biens manufacturés sur l'offre agricole. Citons par exemple : "*While agriculture is key for emergence of industry, the availability of industrial consumption goods is also essential to motivate peasant effort. An excessive squeeze on the production and import of manufactured consumption goods can thus throw a country on a downward spiral of falling export earnings and further constraints on the availability of manufactured consumer goods*" (de Janvry & alii, 1991, *art. cit.*, p. 1416).

<sup>117</sup> Cf. Dumont, 1966, *op. cit.*, chapitre 49.

<sup>118</sup> Traduit par nous.

<sup>119</sup> En 1981, J.L. Piermay se posait ainsi la question : "La déception des agriculteurs au moment de dépenser leurs revenus peut-elle entraîner une moindre ardeur au moment de les acquérir ?" (Piermay, 1981, *art. cit.*, p. 41). Déjà en 1966, les rédacteurs du Plan 1967-1970 considéraient le "retrait du commerce de détail des zones rurales" comme l'une des principales causes économiques de la "stagnation générale de la production agricole" (Plan 1967-1970, 1966, *op. cit.*, pp. 43-44).

de quelques acteurs, source d'importantes asymétries. D'autres marchés s'avèrent, au niveau des villages, encore plus "imparfaits", ce sont les marchés de l'épargne et du crédit.

*b - L'inexistence d'un système d'épargne et de crédit<sup>120</sup>*

Dans le deuxième chapitre, nous avons posé que, en milieu rural, le marché de l'épargne et du crédit est, du fait même des spécificités de l'activité agricole souvent imparfait<sup>121</sup>. Dans cette région, il est sans doute plus juste de parler d'inexistence que d'imperfections.

Depuis l'époque coloniale, diverses tentatives ont été menées dans le but de faire émerger un tel système, par le biais des S.I.P. (Sociétés Indigènes de Prévoyance), puis celui des S.M.D.R. (Sociétés Mutuelles de Développement Rural). Ces Sociétés avaient notamment pour objectif de collecter une épargne villageoise, via les cotisations annuelles obligatoires, et d'en redistribuer une partie sous forme de crédit aux producteurs. En réalité, seuls les notables, les chefs ont profité de ce système, où l'impayé devenait parfois la norme. Cette épargne forcée se doubla du crédit forcé, dans le cadre de la vulgarisation cotonnière. On en a expliqué les principes plus haut. Toutes ces expériences, et d'autres encore, coopératives<sup>122</sup> ou placements à "la Poste"<sup>123</sup>, ont échoué.

Il apparaît en fait clairement que les voies officielles, dirigées de mobilisation de l'épargne et de distribution du crédit sont totalement discréditées, semble-t-il pour longtemps. Quant aux banques privées, est-il utile de préciser qu'elles n'ont guère d'intérêt à venir collecter l'épargne éventuelle de villageois disposant de revenus structurellement faibles ? Quelles autres possibilités s'offrent alors à ces villageois, en matière d'épargne ou de crédit ?

L'épargne en numéraire au "kodro", c'est-à-dire dans la case, est des plus risquées, en proie aux jalousies, aux vols, aux termites, aux incendies. Investir dans des animaux est une solution parfois retenue<sup>124</sup>, mais c'est prendre le risque d'une perte "sèche", et là encore s'exposer aux jalousies des

<sup>120</sup> On lira, pour compléments sur ce thème, Gentil et Fournier, 1993, *op. cit.*

<sup>121</sup> Cf. *supra*, pp. 170-172, avec notre "conséquence" C<sub>a</sub>2.

<sup>122</sup> La coopérative créée durant les années 60 dans la sous-préfecture d'Alindao a tenté, on l'a dit, de mettre en oeuvre un système de prêts à ses membres.

<sup>123</sup> Les participants aux sessions de l'Animation Rurale portant sur "l'économie familiale" ont pu nous citer les cas de personnes ayant placé quelque argent à la Poste, et ayant eu bien du mal à le récupérer, "certains sont morts avant", nous a-t-on précisé.

<sup>124</sup> Les cabris servent souvent, on l'a dit, d'épargne non monétaire à ceux qui ont les moyens de se les procurer.

autres villageois. Il n'existe en outre pas de tontines<sup>125</sup> dans les villages. On n'en trouve que quelques unes à Alindao, qui prennent la forme de "Caisses de solidarité", regroupant quelques personnes disposant de revenus relativement réguliers et d'un appui extérieur permettant de limiter les défections<sup>126</sup>. On ne trouve pas non plus, comme dans d'autres régions d'Afrique, de notables assumant les fonctions de "garde monnaie".

Il n'y a donc aucune réelle possibilité de collecte de l'épargne villageoise, une épargne qui serait de toutes les façons bien modeste en regard des revenus dont disposent ces villageois. Au delà de la faiblesse des revenus, une telle absence d'épargne renvoie d'une part à un climat de méfiance généralisée, rendant difficile toute collecte de fonds au niveau d'un quartier, d'un village, voire d'une famille, et d'autre part à une forte préférence pour le présent, qui conduit de nombreux Banda à privilégier le très court terme et la consommation immédiate. On retrouve là une "imprévoyance" dont nous avons déjà présenté certaines manifestations et sur laquelle nous allons revenir à la fin de cette section.

Les possibilités d'obtention d'un crédit reflètent parfaitement la situation de l'épargne. Seuls les membres dans le "malheur" des caisses de solidarité d'Alindao peuvent espérer obtenir un crédit auprès d'une structure organisée. Partout ailleurs, c'est le "bon pour" (ou "kuda") et le prêt usuraire qui prévalent.

Les G.I.R. (Groupements d'Intérêts Ruraux) ont ainsi souvent été amenés à jouer le rôle de "coopec" (coopérative d'épargne et de crédit), en multipliant les prêts sans intérêts aux membres, c'est-à-dire les "kuda", ce qui a fortement contribué à leur disparition, nous le verrons dans le chapitre suivant<sup>127</sup>.

La pratique du "bon pour" interpersonnel s'est aujourd'hui généralisée. Chaque fois que les villages subissent une démonétarisation, cette pratique permet le maintien de circuits d'échanges, la persistance d'un certain commerce, différent du troc puisqu'utilisant le CFA comme unité de compte. L'idée est alors la suivante : "je te fais un "bon pour", tu m'en feras un autre plus tard". Cette relation, basée sur la confiance, entraîne nécessairement de nombreux conflits<sup>128</sup>. Une telle substitution du numéraire par le "kuda" n'est de plus possible qu'à l'échelon d'une micro-société, vivant repliée sur elle-même,

<sup>125</sup> La tontine, dans ses modalités les plus simples, permet, lors de chaque échéance de versement, à un membre de toucher le petit capital constitué de toutes les cotisations des autres membres.

<sup>126</sup> Elles constituent d'abord des "caisses d'assurance contre le malheur".

<sup>127</sup> Cf. *infra*, pp. 486-488.

<sup>128</sup> Ces conflits se règlent parfois par la sorcellerie d'agression. La menace du "likundu" est sans doute le meilleur moyen de pression pour se faire rembourser un "bon pour".

ce qui est le cas pour de nombreux villages lors des périodes de démonétarisation.

Certains font aussi des "bons pour" auprès des "Arabes", qui sont beaucoup plus intransigeants que les Banda pour le remboursement. Mais, lorsque le "kuda" ne suffit pas, il reste le recours à l'usurier, la différence essentielle étant alors l'existence d'un taux d'intérêt, très élevé, de l'ordre usuel de 50% au moment du remboursement, la durée n'entrant que rarement en ligne de compte. Ce niveau élevé est le signe de la rareté de l'argent mobilisable et de l'importance du risque de non remboursement. Et effectivement, les paysans qui se sont endettés, auprès d'un commerçant la plupart du temps, ne parviennent que rarement à rembourser. Il y a alors trois garanties principales qui peuvent jouer<sup>129</sup>. Si un droit foncier servait de gage au prêt, le commerçant peut prendre possession de ce que portent les parcelles concernées, en brousse mais surtout en ville<sup>130</sup>. La mise en gage ou le "don" d'une fille du débiteur à l'usurier peut aussi permettre d'éteindre la dette<sup>131</sup>. Enfin, ce débiteur peut se mettre au service du commerçant, afin de rembourser progressivement, par son travail, la somme qu'il doit. Il n'est ainsi pas rare de rencontrer dans les quartiers "Arabes" des Banda qui se disent manoeuvres mais qui travaillent pour effacer une dette ; leur situation diffère alors assez peu de celles des esclaves de case d'autrefois.

Remarquons que les "bons pour" et les crédits usuraires sont toujours destinés à des dépenses "non productives". Ils sont surtout perçus comme des moyens auxquels on a recours en cas de "malheur", d'obligation sociale, d'imprévu. Mais tant que les perspectives économiques demeureront telles qu'aujourd'hui, nous doutons fort qu'une demande de crédit "productif" puisse émerger. Car un crédit et une épargne en crise ne font que refléter l'état d'une économie elle-même sinistrée, comme le précisent D. Gentil et Y. Fournier : "Le crédit et l'épargne se développent plus facilement dans une agriculture prospère, avec des innovations techniques, des circuits d'approvisionnements en intrants et des réseaux de commercialisation efficaces, des infrastructures de transport et une politique agricole, clairement définie et appliquée, en faveur du monde rural. Le financement paraît donc étroitement dépendant de son environnement économique, dont il n'est qu'un levier"<sup>132</sup>.

<sup>129</sup> Sur les différentes modalités de garanties, on lira : Binswanger & Rosenzweig, 1986, *art. cit.*, pp. 510-512.

<sup>130</sup> Nous reviendrons sur ce cas précis dans la section suivante de ce chapitre (cf. *infra*, pp. 440-441).

<sup>131</sup> Si la jeune fille "mise en gage" n'est qu'une parente éloignée ou une enfant recueillie, le débiteur "oubliera" souvent de rembourser sa dette.

<sup>132</sup> Gentil & Fournier, 1993, *op. cit.*, p. 162.

Le développement dans le court terme d'un système d'épargne et de crédit accessible à la plupart ne paraît donc guère envisageable. Il n'existe en outre que peu d'institutions endogènes pour pallier cette absence du marché : on ne trouve pas de tontines fondées sur le clan, le village ou le quartier, et seuls persistent les "bon pour" et le crédit usuraire ponctuel. En outre, ces alternatives endogènes ne sont destinées qu'à des dépenses de "consommation", et jouent souvent un rôle d'assurance. Ce n'est certes pas sur de telles bases que pourront être financées les quelques dépenses éventuelles induites par l'intensification des pratiques culturelles<sup>133</sup>.

D'une manière plus générale, tous les dysfonctionnements des marchés que nous avons établis, qu'ils concernent les productions agricoles, les biens manufacturés, l'artisanat, le travail, l'épargne et le crédit, nous amènent à nous interroger sur l'ampleur de la monétarisation qui a été vécue au sein des systèmes productifs Banda.

### 1.3.2. Les implications d'une médiocre articulation aux marchés

Nous allons d'abord étudier comment, bien que peu abondante, la monnaie a investi une large part des relations interindividuelles, et a ainsi contribué à la désorganisation des villages. Puis, nous tenterons de mettre en lumière les implications de la faiblesse et de l'instabilité de la monétarisation qu'ont vécue les habitants de ces villages. Ceci nous permettra de proposer une analyse plus complète d'un phénomène dont nous avons déjà apporté une illustration conjoncturelle dans le chapitre précédent<sup>134</sup>, l'"imprévoyance".

#### *a - L'utilisation de l'argent : la monétarisation du lien social*

Dans les discussions, lors des sessions de l'A.R., le "circuit de l'argent", tel que le présentent les villageois, est le suivant : "mo ka yé ti yaka ti mo, si mo vo ayé ti aMunju" ("tu vends les produits de ton champ, puis tu achètes les produits des Blancs")<sup>135</sup>. La plupart du temps pourtant, les biens onéreux (radio, vélo, etc.) ne reviennent plus du tout dans les dépenses citées, signe que la

<sup>133</sup> En 1996, la Banque Mondiale envisageait pourtant la mise en place, dans le cadre du Programme d'Appui aux Institutions Agricoles (P.A.I.A.), d'un projet visant à créer un système d'épargne et de crédit de type mutualiste, basé sur les groupements et les coopératives (selon Devey, 1996, *art. cit.*, p. 476).

<sup>134</sup> Cf. *supra*, pp. 319-323.

<sup>135</sup> Alors que les femmes citeront plus volontiers en tête de leur liste les médicaments, le savon, etc., les hommes sont plus portés à des dépenses de représentation, marquant leur statut, les habits, l'alcool, etc.



plupart des villageois ne peuvent plus les acquérir et n'envisagent pas de le pouvoir à terme, tout au moins pas par le travail de la terre. Ils se limitent alors à espérer réussir à se procurer les biens du quotidien jugés nécessaires, au gré des revenus disponibles ; des revenus parfois relativement importants lorsque, comme en 1994 et 1995, de bonnes ventes de café permettent d'acheter quelques nouveaux habits, quelques ustensiles, etc.

Mais la circulation de l'argent ne se limite pas à ces achats fort restreints de biens manufacturés, elle a pénétré bien plus profondément la vie des paysans. En fait, l'insertion - même partielle - des villages aux marchés nationaux et mondiaux a induit la monétarisation, et donc la transformation, d'un certain nombre de pratiques coutumières.

Considérons le cas du mariage. Au début du siècle, le versement d'une dot demeurait assez rare<sup>136</sup>, et l'on procédait le plus souvent par des échanges de soeurs ou des captures. La dot est devenue obligatoire avec la colonisation<sup>137</sup>, et s'est peu à peu substituée aux autres formes de mariage. Il est bien difficile aux jeunes hommes de rassembler le montant requis, surtout durant les périodes où les revenus monétaires se font rares<sup>138</sup>. L'absence de revenus monétaires suffisants interdit ainsi à beaucoup d'hommes de s'installer comme chefs de ménages stables et autonomes<sup>139</sup> et accroît les tensions au sein des cellules familiales. En outre, tel paysan qui avait eu jadis les moyens de doter une deuxième épouse, se retrouve aujourd'hui confronté à de graves difficultés, pour scolariser, habiller, soigner ses enfants, tout en maintenant certaines dépenses qui font de lui un homme important dans le village. Le paiement incomplet, et le remboursement le cas échéant, des dots donnent lieu dans les villages à de multiples palabres, qui dégradent le climat relationnel.

Le "ngbanga", c'est-à-dire la justice coutumière, rendue le plus souvent par les chefs de village ou par les chefs de famille, constitue une autre source majeure de dépenses monétaires. Tous les "palabres" se règlent désormais par le versement d'une amende<sup>140</sup> : suspicion de sorcellerie ; destruction de cultures ; adultère ; absence à des funérailles ; insultes graves ; viol<sup>141</sup> d'une

<sup>136</sup> Le jeune homme se devait toutefois de fournir à ses beaux parents diverses prestations en travail.

<sup>137</sup> Remarquons que cette pratique de la dot a officiellement été interdite en 1966, mais elle reste depuis la norme pour tous, fonctionnaires comme paysans.

<sup>138</sup> La dot s'élevait en 1994 à environ 25000-30000 F pour un paysan, en plus de nombreux cadeaux en nature (cabris, sel, "péké", etc.), et 100000 F pour un salarié.

<sup>139</sup> C'est pourtant le rôle que leur assignent depuis fort longtemps les autorités centrafricaines. Ainsi, en 1962, les femmes furent exemptées d'impôt et les hommes en conséquence furent imposés doublement.

<sup>140</sup> Dont les montants ont toujours évolué en fonction de l'inflation.

<sup>141</sup> On nomme "viol" le "défleurement" d'une jeune fille, même si celle-ci est consentante.

jeune fille ; etc. Or la chute des revenus monétaires, l'insuffisance de la pression sociale ou le désintérêt de beaucoup pour leur réputation aboutissent tous au non paiement des amendes, et donc à la persistance des "palabres", au développement des représailles par la sorcellerie d'agression (le "likundu"). Tout cela ne peut qu'envenimer les relations sociales.

Les funérailles pèsent aussi assez lourdement sur les contraintes de revenu des villageois<sup>142</sup>. S'il le faut, ceux-ci n'hésiteront pas à s'endetter, afin de pouvoir faire face aux frais de la place mortuaire. Car ne pas respecter les obligations funéraires revient à s'exposer à la désapprobation tant du monde des vivants que de "l'autre", ce qui ne peut qu'accroître les angoisses des individus.

On peut aussi aborder la question des rapports de pouvoir. On l'a dit, la monétarisation des villages a renforcé le pouvoir des chefs, intermédiaires obligés pour le paiement de l'impôt notamment, mais aussi celui des hommes d'âge mûr en général, qui ont souvent été portés à confisquer les revenus monétaires au détriment des femmes et des jeunes<sup>143</sup>. Ils ont toujours reçu, en tant que chefs de famille, le produit de la vente des cultures d'exportation, les revenus issus de la vente des excédents vivriers étant en principe à la disposition des femmes. En période de crise, les conflits sont nombreux au sein des familles pour déterminer qui disposera des quelques revenus obtenus grâce au vivrier, surtout là où il n'y a pas de café, et maintenant qu'il n'y a plus de coton. Nous avons par exemple montré, dans le chapitre précédent, de quelle manière les hommes tendent à accroître leur ponction sur les revenus que les femmes tirent du vivrier, accentuant ainsi les risques de pénuries saisonnières<sup>144</sup>.

La monétarisation de la vie des villages a enfin conduit à des phénomènes que l'on recouvre usuellement du terme de "parasitisme" ; ce dernier constitue en fait le pendant "monétarisé" d'anciens liens de solidarité unissant autrefois les co-initiés, les membres d'un clan, etc. Il ne peut être assumé que lorsque les revenus monétaires sont suffisamment importants<sup>145</sup>.

On s'aperçoit donc qu'une démonétarisation, comme celle que connaissent depuis plusieurs années de nombreux villages, n'aboutit pas seulement à une diminution des achats de biens manufacturés. C'est toute la

<sup>142</sup> On a assisté, avec la monétarisation, à ce que F.R. Mahieu appelle la "surenchère sur les funérailles" (Mahieu, 1989, *art. cit.*, p. 726).

<sup>143</sup> L'impossibilité souvent faite aux jeunes de profiter à leur guise de leurs gains monétaires a constitué une cause majeure d'exode rural.

<sup>144</sup> Cf. *supra*, p. 321.

<sup>145</sup> Mais nous reviendrons sur tout ceci dans le chapitre suivant lorsque nous envisagerons les perspectives de structuration villageoise (cf. *infra*, pp. 471-475).

société villageoise qui, avec la multiplication des tensions internes, est alors en crise, tant l'argent avait investi la "coutume" et une part importante des relations sociales. Pourtant cet argent est toujours demeuré un "facteur rare", et il ne semble pas avoir permis une insertion viable aux marchés.

*b - Faiblesse et irrégularités d'une insertion aux marchés*

Une question se pose ici : l'insertion aux marchés est-elle acquise dès lors que la monnaie investit des systèmes productifs ? Nous en doutons aujourd'hui.

Et ce, en premier lieu, car deux facteurs déterminants pour cette insertion sont l'importance de la circulation monétaire et son ancienneté. Or cette circulation est récente, datant on l'a vu du début de ce siècle. Elle est en outre toujours demeurée restreinte, même lorsque les cours du café étaient rémunérateurs et que le coton était encore cultivé. Aujourd'hui, elle est dans certains secteurs de brousse des plus réduites, tendant parfois à disparaître.

Cet argent en circulation, s'il a permis d'ouvrir les villages à une économie d'échanges à l'échelle mondiale, n'a guère entraîné de transformations structurelles des systèmes productifs. Il y a eu, selon le mot de G. Gosselin, "améliorations économiques sans transformations économiques"<sup>146</sup>. Ainsi, la division du travail ne s'est que très peu modifiée, chacun a continué à produire ce qui lui était nécessaire pour vivre, considérant le revenu monétaire comme un appoint, certes tout-à-fait nécessaire. Les paysans ne se sont pas rendus tributaires, pour leur survie de court terme tout au moins, d'une division du travail au niveau régional, national ou international. Cette attitude explique largement la capacité actuelle de survie des producteurs de la région, peu dépendants d'importations alimentaires inaccessibles. Une autre transformation structurelle, caractéristique d'une insertion forte aux marchés, est l'apparition d'une épargne monétaire<sup>147</sup>. On sait ce qu'il en est : rien de cohérent n'a été mis en oeuvre pour la mobiliser, les paysans étant alors plus portés à consommer voire à s'endetter qu'à épargner. Par ailleurs, les producteurs étaient déjà contraints à une épargne forcée élevée par le biais des faibles prix aux producteurs fixés par l'Etat.

En second lieu, remarquons que l'insertion, récente et limitée, des systèmes productifs aux marchés, n'a en outre jamais été régulière, qu'elle

<sup>146</sup> Gosselin, 1980, *op. cit.*, p. 193.

<sup>147</sup> L'épargne traditionnelle se constitue le plus souvent sous forme de stocks (cf. Badouin, 1967, *op. cit.*, p. 61).

s'est effectuée au fil des monétarisations et des démonétarisations successives.

Malgré - et dans une certaine mesure à cause de<sup>148</sup> - sa faiblesse et son instabilité, cette insertion a fortement déstabilisé les rapports sociaux préexistants, on vient de le voir. Et c'est encore, dans un tel contexte de profonde désorganisation villageoise, cette faiblesse et cette irrégularité qui permettent d'expliquer un certain nombre de comportements "imprévoyants".

En effet, pont entre le présent et le futur<sup>149</sup>, la monnaie est censée être l'instrument qui permet le passage de logiques de prévoyance, tournées vers le passé et les routines, à des comportements de prévision, orientés vers l'avenir *via* les calculs d'actualisation. Mais les acteurs ont à faire, souvent à leurs dépens, l'apprentissage de l'utilisation de la monnaie comme "médiation universelle des relations économiques"<sup>150</sup>, un apprentissage peu aisé lorsque la monnaie est rare et que sa présence est irrégulière. Voilà pourquoi, tant que la circulation monétaire reste faible et aléatoire, elle risque de n'engendrer que de l'"imprévoyance", du fait notamment d'une "gestion" de l'argent dominée par des logiques de très court terme.

Cette "imprévoyance" peut alors se manifester tant dans les moyens de se procurer l'argent - vendre son manioc au risque de vivre une disette - que dans la façon de le dépenser - acheter différents biens de prestige en omettant de conserver la somme nécessaire, par exemple, pour les futurs semis d'arachides.

Ainsi les pénuries et les hausses de prix saisonnières des arachides proviennent-elles avant tout d'une faible insertion au marché et du contexte au sein duquel cette insertion est réalisée. L'"imprévoyance" dont font preuve nombre de producteurs en gérant mal leur production d'arachides renvoie, en dernier recours, à une tendance à s'en tenir à une vision de court terme, à céder au jour le jour ce qui peut être vendu au prix le moins défavorable possible, car d'expérience ils savent que les marchés sont fluctuants, que la détention de monnaie est très aléatoire, et qu'il vaut mieux tenter d'en obtenir aujourd'hui plutôt qu'espérer en avoir plus demain<sup>151</sup>.

---

<sup>148</sup> On a vu comment une démonétarisation pouvait accentuer les tensions entre les villageois, du fait de la multiplication des "palabres" non réglés.

<sup>149</sup> Selon P. Bourdieu, la monnaie, "bien indirect par excellence, n'est source d'aucune satisfaction. (...). L'usage futur qu'elle indique est lointain, imaginaire et indéterminé" (Bourdieu, 1977, *op. cit.*, p. 23).

<sup>150</sup> Il est "beaucoup plus facile, précise encore P. Bourdieu, de gérer «raisonnablement» des réserves de biens de consommation que de distribuer sur tout un mois une somme d'argent ou d'établir une hiérarchie rationnelle des besoins et des dépenses" (*Idem*, p. 24).

<sup>151</sup> Sur l'influence des rythmes saisonniers sur les comportements des petits producteurs, on lira aussi : Contamin, 1987, *art. cit.*, p. 180 ; et Baris & Couty, 1981, *op. cit.*, p. 13.

C'est encore la faiblesse et l'instabilité de la monétarisation qui permet d'expliquer la perpétuation de comportements liés à ce que les Anglo-saxons nomment "target economy"<sup>152</sup>. Dans une telle situation, une vente est réalisée en fonction d'un achat désiré, et le montant de cette vente est ajusté au prix du bien convoité ou au montant de dépenses jugées impératives, au risque là encore d'hypothéquer la consommation alimentaire future, les prochains semis, etc. Ce caractère ciblé et sporadique des ventes montre clairement que les producteurs concernés demeurent peu insérés aux marchés.

Ces limites de la monétarisation influent aussi clairement sur les comportements d'épargne et de crédit. D'une part, l'absence de possibilités d'épargne monétaire, induite par la faiblesse des sommes éventuellement mobilisables, ne peut qu'accroître l'"imprévoyance" de nombreux villageois, leur attirance pour une consommation immédiate. D'autre part, la mise en place d'un hypothétique crédit à la consommation ou à la production se traduirait très certainement par de nombreuses défaillances chez les emprunteurs, peu aptes à planifier leurs dépenses et leurs ventes en fonction des échéances d'un prêt. L'instauration d'un crédit à la consommation accessible aux villageois serait sans doute, actuellement, le moyen le plus sûr de les déposséder du peu de biens qu'ils détiennent ou de remplir les prisons à cause de dettes impayées.

On le voit, cette faiblesse et cette instabilité de la monétarisation s'observent très concrètement sur les marchés. D'une part car les échanges qui y sont réalisés demeurent très souvent sporadiques et aléatoires. D'autre part car les producteurs tendent dans certains cas à adopter, lors de leur participation à ces marchés, des attitudes de vente et d'achat assez "imprévoyantes". Cette "imprévoyance" ne nous semble pas alors liée à une quelconque spécificité culturelle, à des logiques "autres", comme on le pose parfois, mais plus simplement au contexte dans lequel se réalise leur insertion au marché. Ici encore, l'influence des conditions matérielles d'existence paraît primer sur d'éventuels tréfonds culturels.

Le dernier bouleversement monétaire en date, pour les paysans, a été la dévaluation, en janvier 1994, du Franc CFA.

---

<sup>152</sup> Sur la "target economy, voir, par exemple Couty, 1968, *art. cit.*, p. 25 : "(...) on devrait continuer à placer dans le secteur de subsistance un producteur qui vend une partie de sa récolte, mais qui n'accorde à la monnaie obtenue qu'une utilité marginale perçue individuellement, évaluée subjectivement en fonction de l'intensité avec laquelle ce producteur désire un bien spécifié d'avance, bien dont l'achat est justement conditionné par une vente préalable".

### 1.3.3. La dévaluation du Franc CFA

Il nous semble en effet important de conclure l'étude de l'insertion des villages aux marchés par une évocation de cette dévaluation, dernier soubresaut monétaire en date pour les paysans, qui a d'abord entraîné chez eux incompréhension et frustration. Quant aux conséquences de cette mesure, nous en esquisserons les grandes tendances, telles que nous les avons observées en 1994, et qui se sont confirmées depuis.

#### *a - Les premières réactions paysannes : incompréhension et frustration*

Au fil des discussions que nous avons eues dans les différents villages visités, quelques mois après la dévaluation, une remarque revenait toujours : "mais donnez nous donc les machines à billets, au lieu de les conserver chez vous. L'argent, c'est facile pour les Blancs d'en avoir, ils le fabriquent". Cette phrase résume bien, nous semble-t-il, le sentiment de frustration que beaucoup ressentent face à ce qu'ils perçoivent comme une nouvelle spoliation<sup>153</sup>.

Bien entendu, ils ne maîtrisent pas les mécanismes monétaires, et les finalités d'une dépréciation de la monnaie. L'argent, pour les villageois, est une chose que les Blancs ont apporté avec eux, durant la colonisation, qu'ils manipulent donc à leur guise au lieu de laisser les Noirs ("Azo vuko") la créer eux mêmes<sup>154</sup>.

Les effets positifs d'une dévaluation sur les exportations, et particulièrement sur les ventes de café, ne sont pas perçus par les producteurs. On l'a dit, les paysans sont habitués à subir - ou à profiter - des fluctuations des cours et des ventes, d'une année sur l'autre, qui les dépassent, dont ils ne comprennent guère les causes, et qu'ils ont souvent renoncé à comprendre. Pour eux, le café ne s'est pas vendu pendant quelques années - "à cause de Kolingba" avancent certains - mais maintenant il se vend, et ils "se contentent" de saisir l'opportunité présente, car l'expérience a montré qu'il faut savoir profiter tant qu'il est temps, sans trop se poser de questions. Le caractère arbitraire et aléatoire des ventes de produits d'exportation est fermement ancré

<sup>153</sup> Après leurs propres dirigeants qui les ont, selon leurs propres paroles, "tous volés", voilà qu'ils se font "floués", de nouveau, par les "Munju" (Blancs). D'où leur amertume, leur impression que quoi qu'ils fassent, ils sont condamnés à "se faire avoir" (propos recueillis à Gonda).

<sup>154</sup> Une tentative d'explication des dangers de l'hyperinflation issue d'une création monétaire excessive, en prenant l'exemple zaïrois que chacun connaît, se heurte au doute et à l'incrédulité manifestes de l'interlocuteur villageois : il suffit d'avoir "la machine" pour devenir riche.

dans l'esprit des paysans centrafricains que nous avons rencontrés. Notons de surcroît que la dévaluation n'est pas l'unique facteur de relance des ventes de café, il faut surtout y voir, selon nous, l'impact de la hausse des cours mondiaux depuis le début de 1994, alors que les prix officiels et effectifs sont demeurés relativement faibles. Quant aux habitants des zones de savane non caféicoles, ils auraient bien du mal, même avec la meilleure disposition, à percevoir quelque conséquence positive que ce soit à la dévaluation.

Si les paysans se sont sentis "floués", c'est d'abord parce qu'ils ont eu à subir la flambée des prix consécutive à cette dévaluation.

#### *b - Une élévation générale du niveau des prix*

Dans les discussions, une plainte revient sans cesse depuis janvier 1994 : "Tous les prix montent, alors qu'il n'y a pas d'argent". Certes une telle plainte est à relativiser dans les zones caféicoles ou péri-urbaines, un peu plus prospères - plus exactement un peu moins sinistrées - mais un fait demeure, en suite logique à la dévaluation : les prix des biens manufacturés ont augmenté dans les boutiques, où ces biens en sont même parfois venus à manquer.

L'explication de cette rupture des approvisionnements réside dans la volonté parfois affichée par les pouvoirs publics de lutter contre des hausses trop brutales de prix<sup>155</sup>. Les grossistes préfèrent alors conserver leurs stocks, même constitués avant la dévaluation, afin de vendre plus tard, à un meilleur prix. Une telle rétention se répercute sur les étals de brousse. En outre, si les autorités locales affichent quelques velléités de contrôle des prix, les commerçants disposent de deux parades très efficaces : il y a bien sûr la pratique des "cadeaux", incitant certains représentants de l'autorité à fermer les yeux sur les hausses illégales ; l'autre moyen est la fermeture pure et simple, durant une période indéterminée, des magasins et des échoppes du marché, afin d'engendrer des pénuries qui leur permettront, lors de leur réouverture, d'imposer un prix plus élevé qu'auparavant. On voit là toute la vulnérabilité des populations et toute l'impuissance des autorités<sup>156</sup> face aux quelques

---

<sup>155</sup> Les autorités annonçaient ainsi le 13 janvier 1994 l'instauration d'un contrôle des prix, destiné à amortir le choc de la dévaluation. Elles affichaient leur attention de bloquer les prix de tous les produits et services à leur niveau du 2 janvier 1994 (*Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2515, 21 janvier 1994, p. 124).

<sup>156</sup> Cette impuissance des autorités se retrouve à Mobaye, au début de 1995, lorsque, on l'a dit, les prix du manioc flambent du fait des demandes provenant de commerçants travaillant "sur" le fleuve. Les pressions des autorités préfectorales n'ont en fait guère compté face au poids de cette exceptionnelle demande extérieure.

commerçants allochtones qui disposent aujourd'hui du monopole de la distribution des biens manufacturés dans cette région d'Alindao.

Ainsi, une spéculation sur le pétrole se développait en avril 1994, qui a pris de l'ampleur par la suite : en prévision de la hausse future des prix, certains commerçants achetaient tout le carburant possible, en espérant pouvoir le revendre au nouveau prix, voire plus cher en cas de pénurie. Nous pouvions donc observer, en avril et mai 1994, une pénurie artificielle de pétrole autour d'Alindao, du fait de ces anticipations spéculatives. Effectivement, une première augmentation, certes assez modérée, a eu lieu à la fin du mois de mai 1994<sup>157</sup>. Une autre l'a suivie, environ une année plus tard, augmentant en province le litre de carburant de 30 à 45 Francs par litre<sup>158</sup>. Un litre de pétrole lampant qui était vendu à 160 F, avant les spéculations de 1994, est vendu à Alindao, entre 210 et 220 F à la fin de 1995.

Nous pouvons citer un autre exemple significatif du poids dont disposent les commerçants, exemple indirectement relié cette fois aux effets de la dévaluation. A la fin de 1994, une grève au complexe agro-industriel de Ngakobo paralysait la production, et poussait logiquement les prix du sucre à la hausse. Cette hausse fut pourtant accrue par les commerçants qui, en pratiquant de nouveau une certaine rétention de vente, poussèrent le prix du kilogramme de sucre jusqu'à 1200 Francs CFA, à Alindao. A la fin du mouvement de grève et après avoir obtenu une importante plus-value, ils cessèrent d'entretenir la pénurie et le prix redescendit à 700 F environ<sup>159</sup>.

En conséquence, les tentatives de contrôle de prix instaurées par les autorités n'ont logiquement réussi qu'à rendre les augmentations de prix moins brutales, d'empêcher que les prix ne soient trop rapidement ajustés. Dès avril-mai 1994, nous constatons que beaucoup de prix avaient déjà augmenté de près de 50%. Les hausses ont continué par la suite à être, petit à petit, distillées par les commerçants, et elles ont souvent été observables d'une semaine sur l'autre. La dévaluation a ainsi été beaucoup utilisée comme un prétexte pour poursuivre des augmentations de prix bien supérieures au niveau requis pour rééquilibrer les marges d'avant janvier 1994. Ces hausses atteignent finalement un niveau très élevé pour des villageois ne disposant souvent que de très faibles ressources monétaires. Et, sauf conséquence de mouvements spéculatifs, on ne constate plus guère de pénurie dans les étals, pour ceux bien sûr qui disposent d'un pouvoir d'achat suffisant.

<sup>157</sup> Officiellement, + 9% pour les carburants (*Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2532, 20 mai 1994, p. 1019).

<sup>158</sup> *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2583, 12 mai 1995, p. 989.

<sup>159</sup> A la fin de 1995, il a atteint les 800 F.



Nous relevons deux implications majeures à cette augmentation progressive des prix des produits manufacturés. Tout d'abord, elle n'a pu que renforcer la tendance, issue des années de démonétarisation, à un retour vers des activités artisanales (ou de transformation) de substitution : fabrication de savon, de l'huile de palme<sup>160</sup>, usage des plantes à sel, des plantes médicinales, recours aux forges de quartiers, etc. Et l'on constate effectivement un regain d'intérêt pour toutes ces activités, au fur et à mesure que les produits des boutiques deviennent inabordables.

Une autre conséquence de cette inflation était et demeure la volonté affichée par les paysans de vendre eux aussi leurs productions à un meilleur prix. Des phénomènes de rétention de vente, directement liés à cette volonté d'aligner leurs prix sur ceux des boutiques, ont même pu être observés<sup>161</sup>, certains paysans préférant garder leurs produits plutôt que de les vendre à un prix trop faible selon eux. Ce phénomène a d'abord été le fait des villageois habitant à proximité des centres ou possédant une plantation de café, et donc disposant d'une autre source importante de revenu que la vente de quelques cuvettes de manioc. L'attitude adoptée ici renvoie logiquement aux conditions matérielles de chacun, à la marge de manoeuvre détenue.

L'idée clairement exprimée par ceux qui en ont la possibilité est alors la suivante : "Les Arabes augmentent leurs prix, alors nous aussi nous voulons vendre plus cher"<sup>162</sup>. Mais, on l'a vu, les augmentations généralement obtenues ont été assez faibles, compte tenu à la fois de la forte inflation et de la relative pénurie de manioc sévissant depuis quelques années, décourageant nombre de producteurs à accroître de nouveau les surfaces mises en culture.

Réduction de la défriche et réactions à la dévaluation se sont donc conjuguées pour pousser les prix des produits vivriers à la hausse. Les animaux appartenant au petit élevage paysan sont eux aussi vendus à un prix en hausse progressive<sup>163</sup>, de même que la viande provenant de l'élevage Mbororo. Les produits de la cueillette subissent le même phénomène<sup>164</sup>. Toute augmentation de prix en fait, quel que soit le produit concerné, est aujourd'hui

<sup>160</sup> Sa fabrication artisanale, quoique longue à mener à bien, paraît être le seul recours pour les familles de paysans, alors que la bouteille d'huile est passée, chez l'"Arabe", de 800 à 1200 F en quelques mois.

<sup>161</sup> Cela s'est déjà produit à diverses occasions dans l'histoire, comme le montre par exemple le journal du Poste d'Alindao.

<sup>162</sup> Certains refusaient clairement de céder une cuvette de manioc pour moins de 1500 F en mai 1994, pour moins de 2000 à 2500 F, selon nos informations, une année plus tard.

<sup>163</sup> Il faut compter, en mai 1995, 7000 à 8000 FCFA pour obtenir un cabri de bonne taille, contre quelques 5000 à 6000 une année plus tôt, et 3000 environ en 1992, année particulièrement récessive il est vrai.

<sup>164</sup> Ainsi, si le prix du fagot de bois de feu n'augmente pas toujours, c'est alors que la quantité de bois diminue dans chacun des fagots.

justifiée par le prétexte commode de la dévaluation. Un prétexte dont peuvent particulièrement user ceux qui, localement, se trouvent en situation de monopole.

Que conclure sur l'impact local de la dévaluation du Franc CFA ? Nos propres observations, complétées par les informations que nous recevons d'Alindao, semblent bien confirmer l'hypothèse d'une hausse généralisée des prix, venant contrecarrer, pour une large part au moins, les effets théoriquement positifs de la dévaluation, en l'occurrence une meilleure compétitivité de la production caféière. Cette dévaluation paraît donc peu profitable aux populations de la région, comme sans doute à celles du pays tout entier, tant les possibilités de substitution nationale des importations paraissent limitées, si ce n'est par le biais d'une recrudescence de quelques activités de transformation, menées sur une très petite échelle et qui traduisent souvent une mise en marge des circuits d'échanges.

Au terme de cette première section, on ne peut que redire la médiocrité de l'insertion des systèmes productifs Banda aux marchés : ceux des produits agricoles, ceux des produits issus des activités de chasse, pêche, élevage et cueillette, ceux des biens manufacturés, ceux des biens transformés et artisanaux, ceux de l'épargne et du crédit, ceux du travail non agricole... Tous ces marchés présentent quatre caractéristiques essentielles : ils sont partiels - presque inexistant dans certains cas -, instables, "asymétriques" et segmentés<sup>165</sup>.

Ces quatre caractéristiques semblent constituer des freins majeurs à une transformation des systèmes de production, dans le sens d'une intensification des pratiques. En effet, elles placent souvent les villageois dans une situation matérielle telle qu'ils seront peu portés à affronter l'incertitude liée aux innovations culturelles. Au contraire, elles les conduisent souvent à privilégier le très court terme<sup>166</sup>, une préférence qui mène dans bien des cas à des attitudes "imprévoyantes", dont nous avons donné un certain nombre d'exemples au fil de cette troisième partie. Ces stratégies de préservation contre l'instabilité des marchés ne font en fait que diminuer, à plus long terme, les possibilités d'une articulation des systèmes productifs agricoles à ces marchés. En effet, en privilégiant le très court terme et le *statu quo*, les villageois contribuent à aggraver les dégradations des écosystèmes, mettant en péril la perpétuation

<sup>165</sup> Sauf dans quelques cas localisés de perpétuation des mécanismes de traite, qui permettent des interrelations entre plusieurs micro-marchés.

<sup>166</sup> Sur les attitudes individuelles face au risque, nous renvoyons au chapitre 2, et particulièrement à la conséquence C<sub>a</sub>4 (cf. *supra*, pp. 173-175).

de leurs systèmes de culture, et ils se mettent finalement d'eux-mêmes en retrait de marchés dont ils renoncent à tenter d'anticiper les tendances à venir<sup>167</sup>.

La priorité que devrait suivre toute politique agricole apparaît alors clairement : il semble impératif de restaurer une certaine stabilité et une relative sécurisation, qui seules permettraient la prise du risque de l'intensification des pratiques, de la production pour le marché. A. de Janvry pose par exemple que l'intervention publique pourrait s'attacher au développement des infrastructures, à un accroissement de la concurrence entre les commerçants, à l'émergence d'une meilleure information sur les prix, à rendre plus aisé l'accès au crédit, etc.<sup>168</sup>. Mais il semble qu'il ne faille guère attendre d'un Etat "ajusté", faisant sien le dogme du libre jeu du marché, la mise en oeuvre d'une politique visant une telle sécurisation des producteurs.

On constate au contraire que les villageois de cette région demeurent le plus souvent en marge des marchés. Une marginalisation qu'ont certes quelque peu atténuée les bonnes ventes caféières de 1994 et 1995, dans les zones productrices, mais qu'est parallèlement venue accroître la dévaluation du CFA.

Mais la totalité des relations des villageois avec le monde extérieur ne se réduit pas à leur articulation aux marchés étudiés dans cette première section. D'autres marchés, telles que le marché foncier, celui du travail salarié dans les exploitations familiales, permettront ainsi d'apporter un éclairage supplémentaire sur la teneur de ces relations. De même, les rapports entretenus avec un Etat et ses fonctionnaires sont représentatifs des liens maintenus avec l'extérieur. C'est à ces autres aspects de l'articulation des producteurs familiaux à leur environnement que va être consacrée la suite de ce chapitre.

---

<sup>167</sup> Sur les réactions des agents à l'instabilité des marchés, on lira particulièrement, on l'a dit, Hugon & Géronimi, 1995, *op. cit.*, p. 39.

<sup>168</sup> De Janvry & alii, 1991, *art. cit.*, p. 1415.

## SECTION 2 : UNE AGRICULTURE PAYSANNE ?

Lorsque l'on se demande si une agriculture peut-être qualifiée de "paysanne", trois thèmes semblent incontournables : tout d'abord celui de l'articulation aux marchés, que nous avons largement traité dans la section précédente ; ensuite celui de la question foncière, important révélateur des rapports et conflits sociaux se développant au sein du monde rural et entre ce monde et l'extérieur, indicateur majeur de ce que pourrait être l'avenir de cette agriculture, et élément essentiel de toute intensification agricole ; enfin celui des rapports entretenus avec l'Etat, qui permet de donner une vision assez juste des relations existant entre les systèmes productifs concernés et la société au sein de laquelle ils sont perpétués. Nous aborderons donc, dans cette seconde section, ces deux derniers thèmes.

### 2.1. La question foncière : mutations et perspectives

Une question s'impose : comment le système foncier de populations en migration, ou tout au moins "itinérantes", s'est-il adapté à la stabilisation des villages, aux importantes modifications de leur environnement socio-économique ?

Nous donnerons d'abord deux exemples majeurs de ces modifications, d'une part l'émergence, dans toutes les zones agroclimatiquement propices, de la caféiculture, d'autre part la migration des pasteurs Peuls, déjà évoquée dans le chapitre précédent<sup>169</sup>. Ces deux exemples nous permettront de saisir toute la complexité et la diversité des règles qui régissent aujourd'hui les rapports fonciers, et de mettre en lumière, là encore, l'impératif de la sécurisation. Sur la base de cette diversité, nous tenterons alors de montrer que l'avenir de l'agriculture de cette région réside sans doute dans un accès familial et péri-urbain au foncier.

#### 2.1.1. Deux évolutions foncières contemporaines : les plantations villageoises et la "poussée" des éleveurs

L'émergence et la pérennisation d'une économie de plantation, et la poussée des éleveurs Peuls, impliquant de nombreux conflits, constituent sans conteste deux évolutions foncières majeures, qui méritent d'être étudiées plus en détail.

---

<sup>169</sup> Cf. *supra*, pp. 344-349.

*a - Les plantations familiales*

La culture du café a été entreprise durant l'entre-deux-guerres par les colons européens, dans de grandes plantations. A partir des années 50, cet exemple fut peu à peu suivi par les villageois, préférant ainsi le statut de petit planteur à celui de salarié agricole. Il est notable de constater que le développement des plantations paysannes de café, s'il a été mené sous l'impulsion des autorités, n'a que peu nécessité l'emploi de la contrainte administrative ; les villageois ont vite trouvé dans cette culture arbustive un certain nombre d'avantages, outre le fait déjà évoqué que les cours du café ont été souvent assez rémunérateurs, bien plus en tous cas que ceux des cultures d'exportation sur champs.

En premier lieu, cette économie de plantation a émergé dans une zone certes assez peuplée, mais où les superficies non cultivées demeuraient importantes, où il subsistait des massifs forestiers non négligeables, et enfin où l'accès à la terre était assez peu disputé. Les plantations ont occupé ces terrains jusqu'alors vacants, ce qui les repoussait parfois dans la brousse à quelques km des habitations. Mais, plus souvent, elles ont supplanté les cultures vivrières, en occupant l'espace cultivable proche des cases.

L'économie de plantation familiale a aussi profité d'une division sexuelle du travail propice à l'implantation de cultures arbustives. Expliquons nous. Les hommes avaient été libérés, par leur insertion au sein de l'A.E.F., de leurs tâches guerrières. En outre les ressources provenant de la chasse diminuaient, ce qui d'une part ne permettait plus d'assurer une alimentation correcte aux familles, d'autre part laissait beaucoup d'hommes assez désœuvrés. Enfin, l'abandon de la culture du sorgho, autrefois sous la responsabilité des hommes, limitait fortement l'importance des travaux cultureux masculins. Même chez les Ngbugu, où ils ne rechignaient pas, on l'a dit, au travail agricole et particulièrement aux cultures vivrières, les hommes disposaient donc d'un certain temps libre. L'insertion des cultures arbustives leur donna l'occasion de combler ce temps libre. Par ailleurs, la division sexuelle du travail leur a toujours attribué les tâches en lien avec les arbres, qu'il s'agisse de la déforestation pour le brûlis, de la construction des cases, etc. Une culture arbustive était donc d'abord du ressort des hommes, même chez les Yakpa par ailleurs fort réticents à participer aux cultures sur champs. Bien entendu, tout comme les hommes interviennent dans les phases importantes des travaux cultureux sur champs, les femmes sont souvent impliquées dans la culture

caféière, essentiellement durant les récoltes, qui nécessitent une main d'oeuvre familiale conséquente<sup>170</sup>.

Enfin, le dernier facteur qui a contribué à l'expansion de la culture paysanne du café tient à la volonté d'autonomie des villageois, que nous avons précédemment mise en lumière. Cette culture arbustive, menée à une échelle familiale, respecte en effet mieux l'individualité des Banda que le coton par exemple, culture de l'impôt souvent entreprise sous la contrainte, et nécessitant un certain nombre de tâches collectives. Les chefs de famille sont aussi les chefs de la plantation<sup>171</sup>, cela leur permet de se sentir "chez eux", surtout si les caféiers sont situés près de leurs parcelles d'habitation.

Cette petite arboriculture tropicale donne une image assez juste des changements que connaît l'agriculture de cette région. Elle confirme d'abord la tendance, observée dans de nombreux pays, à la régression des grandes exploitations de type capitaliste en faveur des exploitations plus petites, sur base d'un important travail familial. Les expériences extérieures montrent aussi que si l'objectif initial de l'arboriculture est l'obtention de revenus monétaires, il se double ensuite d'une stratégie plus paysanne, de pérennisation d'un patrimoine foncier, économique et écologique. Un tel passage, d'une logique de court terme à une vision de plus long terme, apparaît çà et là aujourd'hui parmi les planteurs, même s'il est souvent freiné par l'instabilité des cours et des ventes, au fil des périodes de relative prospérité et de démonétarisation successives. En tous les cas, l'introduction d'une arboriculture au sein des systèmes productifs ouvre des perspectives de changements techniques et sociaux que l'on trouve moins dans une agriculture demeurant exclusivement vivrière.

Mais cette présence de caféiers ne va justement pas sans poser un certain nombre de questions sur le plan foncier : cela remet-il en cause les conceptions foncières usuelles ? Allons nous vers une appropriation du sol ? Le foncier est-il suffisamment sécurisé pour que se produise le passage dont on vient de parler ? Quelle est l'attitude "traditionnelle" du Banda face à l'arbre ? Autant d'interrogations qui sous-tendent notre analyse des pratiques foncières actuelles. Avant d'aborder ces dernières, penchons nous sur une autre évolution majeure, la "poussée" des éleveurs Peuls.

---

<sup>170</sup> Là encore des différences notables s'observent entre hommes Ngbugu et Yakpa, les premiers plus indépendants tendant à s'occuper seuls de leurs caféiers, en leur adjoignant des cultures intercalaires, les seconds tentant plus de projeter sur l'économie de plantation l'ancien système d'exploitation qui fait une place prépondérante au travail féminin, ce qui génère des tensions dans les familles concernant la répartition des revenus caféiers.

<sup>171</sup> Même si, on l'a dit, les tensions ne sont pas absentes du sein du groupe familial, notamment en matière de répartition des gains.

*b - Entre paysans et éleveurs, un conflit foncier majeur*

Nous avons déjà présenté la difficile intégration des deux systèmes de production extensifs. Attachons nous ici à la répartition foncière mise en place par les autorités et aux conflits qu'elle implique.

C'est au cours des années 60 que furent instaurées, sur tout le territoire, des communes d'élevage, et parmi celles-ci la commune d'Ewou, à la limite de la zone d'assainissement de Bambari, sur une superficie de 3322 km<sup>2</sup>, disposant comme toute autre d'un maire et de conseillers. Cette institution devait contribuer à fixer les éleveurs, mais elle n'a joué qu'imparfaitement son rôle. Les quelques réalisations sociales prévues (écoles, dispensaire, etc.) n'ont pas vu le jour. Il existe en outre trois réserves d'élevage dans la Basse Kotto, dont celle proche de Zounguinza, dans la sous-préfecture de Mingala. Cette réserve est un vaste périmètre de 1500 km<sup>2</sup> environ.

Bien entendu, des villages préexistaient à ces créations administratives, et, comme partout ailleurs, les terroirs villageois longent les voies de communication. Au delà de la bande des cultures commence le territoire de la commune d'Ewou ou de la réserve de Zounguinza.

Mais il est clair que les activités des éleveurs ne demeurent pas circonscrites à ces périmètres, et on trouve des troupeaux dans de nombreux endroits en brousse, surtout en saison sèche. Cette divagation des troupeaux dans les zones théoriquement réservées à la culture est, on l'a dit, à l'origine des tensions existant entre Banda et Mbororo. La répartition des terres ne faisant l'objet d'aucune concertation, aucune "gestion de terroir", les litiges sont nombreux, qui se règlent devant le chef, le maire ou le Tribunal. Dans tous les cas, le jugement, s'il a lieu, est souvent en défaveur des cultivateurs, les éleveurs ayant, comme il est dit pudiquement dans la lettre des Evêques de juin 1991, "les moyens d'influencer l'arbitrage"<sup>172</sup>. Les paysans pratiquent alors parfois une justice sommaire, en abattant ou en empoisonnant des animaux causant des déprédations dans leurs "yaka".

On rencontre en fait des Mbororo presque partout, à Alindao comme dans les villages les plus reculés. Certains, on l'a dit, se fixent, se mettent à la culture et acquièrent ainsi, même en dehors d'Ewou, un droit d'usage sur le sol, semblable à celui dont disposent les paysans<sup>173</sup>. Les autres, les plus nombreux,

<sup>172</sup> CONFERENCE EPISCOPALE CENTRAFRICAINE. - *Que faisons nous de notre pays ?* - Bangui, 1991, multigr. - p 11.

<sup>173</sup> Ainsi, à Seigneur, environ un tiers de la population est constituée d'"Arabes", et notamment d'éleveurs, qui ont d'ailleurs créé le village, les Banda ne s'y étant installés qu'après. Il n'y a pas vraiment d'intégration des deux communautés, il s'agit plus d'une simple cohabitation.

restent "semi-nomades", restant environ trois ans au même endroit. Leurs cases demeurent alors de bois et de paille, caractéristiques d'un habitat de population non sédentaire.

La présence grandissante de ces éleveurs constitue aujourd'hui pour les paysans une incertitude foncière majeure. L'espace qu'ils considéraient comme étant à leur disposition exclusive, peu menacé par une "appropriation" massive, leur est aujourd'hui disputé par les éleveurs, assez nombreux et surtout mieux organisés<sup>174</sup>. Et ce sans que l'Etat paraisse en mesure - ni montre la volonté - de réguler ce conflit, d'assumer le passage d'une situation où les cultivateurs étaient seuls à disposer du sol à une situation inédite où les terroirs leur sont de plus en plus contestés<sup>175</sup>.

Là encore, cette situation soulève certaines interrogations. La "menace" des éleveurs va-t-elle inciter les villageois à adopter certaines techniques d'agroforesterie, à fixer leurs cultures afin de mieux les protéger ? Suffit-il, en quelque sorte, d'être "assiégé" pour passer à l'intensif ? La sécurisation foncière constitue-t-elle au contraire un préalable à toute évolution technique ?

On le voit, les conflits entre cultivateurs et éleveurs et le développement de l'arboriculture familiale mettent en évidence de multiples interrogations et incertitudes, qui vont nous permettre de saisir toute la complexité de la situation foncière actuelle.

### 2.1.2. La complexité des pratiques foncières

Nous allons maintenant entrer dans le détail de la répartition foncière, tant dans ses pratiques essentielles que dans les conflits qu'elle provoque. Nous nous attacherons à décrire les relations foncières observables aujourd'hui. La diversité de ces relations nous amènera à les replacer dans une perspective plus large, dynamique, touchant à la question de la sécurisation foncière.

#### *a - Les diverses modalités de répartition foncière*

Le constat essentiel est celui d'une certaine juxtaposition des droits fonciers, et donc des situations de maîtrise foncière, surtout dans les zones

---

<sup>174</sup> Nous évoquerons les grandes lignes de la structuration pastorale dans le chapitre suivant (cf. *infra*, pp. 519-521).

<sup>175</sup> On parle certes aujourd'hui de promouvoir la création d'associations mixtes, alliant des cultivateurs et des éleveurs dans une gestion concertée des terroirs, mais ceci est demeuré, jusqu'à présent et dans cette région d'Alindao tout au moins, à l'état de projet (cf. Devey, 1996, *art. cit.*, p. 482).



caféicoles et péri-urbaines, où cohabitent le principe usuel de "la terre à celui qui la défriche", la règle de "la terre à celui qui la met en valeur", et enfin une certaine appropriation privative<sup>176</sup>.

Cette dernière a d'abord été le fait des planteurs européens de café, puis de différents notables, tels les anciens combattants, les maires, les fonctionnaires, les pasteurs, les commerçants, etc., qui ont fait immatriculer un certain nombre de terrains. Mais cette pratique de l'immatriculation individuelle de parcelles n'a pas pénétré le milieu villageois, elle reste cantonnée à ces quelques notables ou allochtones<sup>177</sup>, et ne constitue pas en l'état une menace majeure pour l'accès au foncier des paysans<sup>178</sup>. De plus, de nombreux villageois continuent de pratiquer leurs activités non agricoles sur les terres immatriculées comme sur les autres. La possibilité d'exclure les tiers, théoriquement induite par l'immatriculation, est donc battue en brèche par la perpétuation de pratiques villageoises d'exploitation des ressources : chasse, cueillette, collecte du bois de chauffe, etc. Cette perpétuation est, parfois, source de conflits entre certains "propriétaires" et des villageois entendant bien conserver l'accès à toutes les terres considérées comme parties intégrantes du terroir villageois.

Ces paysans, eux, n'en restent pas pour autant à la stricte application du droit foncier coutumier, "la terre à celui qui la défriche". Avant la colonisation, ce droit autorisait, rappelons-le, une maîtrise exclusive durant la période de mise en culture ; avec le retour à la jachère, la parcelle concernée était mise à disposition des habitants du village, ou des membres du clan, qui disposaient alors d'un accès prioritaire aux ressources du sol<sup>179</sup>. On constate aujourd'hui qu'il s'est produit non une appropriation "légalisée" des terres cultivées, mais une consolidation des droits fonciers coutumiers, qui conduit à un allongement des possibilités de maîtrise des sols, et ce surtout là où des caféiers ont été plantés et là où la densité de peuplement est particulièrement importante.

Dans les zones éloignées des centres, chaque village dispose de terres cultivables dont on ne connaît pas toujours très bien les limites, ce qui est parfois source de palabres. C'est à l'intérieur de ces surfaces en quelque sorte

<sup>176</sup> Au colloque de Chantilly, E. Le Roy a ainsi parlé de "stratégies métissées", mobilisées en fonction des contextes.

<sup>177</sup> "Faire cadastrer est conçu comme le moyen de s'affirmer vis-à-vis d'une communauté villageoise à laquelle on n'appartient pas" (Piermay, 1978, *art. cit.*, p. 202).

<sup>178</sup> En ville, les terrains d'habitation font plus souvent l'objet d'une immatriculation, mais nous nous intéressons ici d'abord aux terres propres à être cultivées.

<sup>179</sup> La "maîtrise prioritaire" renvoie, selon E. Le Roy, au cas de "l'utilisateur autorisé", ayant un droit d'accès sur les espaces et la possibilité d'en extraire les ressources (Le Roy, 1996, *art. cit.*). Les villageois se répartissaient ainsi les zones de cueillette, organisaient les chasses, etc.

mises à la disposition des habitants du village<sup>180</sup> que ceux-ci cherchent des terres propices. Les terres non cultivées sont autant de terrains de chasse, réservés aux villageois, souvent fort pointilleux sur d'éventuels empiétements de chasseurs voisins. Toute la brousse est ainsi divisée en "feux"<sup>181</sup>.

Rappelons qu'à l'époque de la culture cotonnière, les paysans avaient rarement le loisir de choisir seuls l'emplacement de leurs "yaka". En effet, l'encadrement procédait souvent à un regroupement des parcelles, afin d'en assurer un meilleur suivi, de mieux veiller à leur entretien, et lutter contre les animaux déprédateurs, moins téméraires lorsque la surface défrichée est vaste. Aujourd'hui que l'encadrement cotonnier a disparu, chacun peut de nouveau, dans ces villages, choisir sa parcelle là où il l'entend<sup>182</sup>. C'est ainsi que l'on ne rencontre presque plus de grandes superficies défrichées, regroupant les futures "yaka" de plusieurs villageois<sup>183</sup>.

En principe, alors que l'attribution d'une parcelle d'habitation nécessite l'accord du chef<sup>184</sup>, il existe une liberté certaine dans le choix des terrains de cultures, à condition de ne pas "voler" la parcelle d'un autre cultivateur, et surtout de ne pas se mettre en marge des autres villageois ou membres du clan<sup>185</sup>. En outre, à l'heure actuelle, tant que les villageois marquent leur intention de continuer la culture de sols qu'ils ont défrichés, personne ne peut les supplanter, même après une période de jachère. On trouve là une évolution logique des conceptions foncières d'une société autrefois migrante et dispersée, aujourd'hui stabilisée et regroupée le long des axes de communications.

---

<sup>180</sup> Ces terres sont, depuis 1964, censées appartenir légalement à l'Etat, qui en accorde alors la libre jouissance aux villages. Il en va de même pour les sources et tous les points d'eau.

<sup>181</sup> Bien entendu, le feu de brousse reconnaît encore moins les limites des terroirs villageois que les habitants eux-mêmes, ce qui est source de nombreux conflits, surtout lorsque des "yaka" ou des cases sont détruites.

<sup>182</sup> Il semble qu'il n'y ait jamais eu, dans les sociétés Banda, de "chefs de terre". Nous n'en avons en tous les cas aucune trace dans les témoignages précoloniaux dont nous disposons.

<sup>183</sup> En 1994, nous n'en avons observé qu'une seule au fil de tous nos déplacements en brousse.

<sup>184</sup> Cela est particulièrement vrai pour le nouveau venu dans un village, qui fait alors la demande d'une parcelle d'habitation. Le chef décide de l'acceptation ou du refus de ce nouveau venu en fonction de différents critères : son ethnie et son clan ; sa réputation ; ses éventuelles compétences spécifiques ; sa richesse. Si une parcelle d'habitation lui est attribuée, il aura lui aussi un droit de défriche dans la brousse attachée au village. Si un individu n'habitant pas au village sollicite l'attribution d'une parcelle de terre cultivable, il devra au préalable obtenir l'aval du chef concerné, un aval qui peut se "monnayer". Ce peut être le cas lorsqu'un fonctionnaire décide de mettre une parcelle en culture pour subvenir aux besoins alimentaires de sa famille.

<sup>185</sup> De toutes les façons, une personne ira difficilement s'isoler sur une parcelle à cultiver, s'il n'a pas de famille ou d'alliés à proximité, du fait d'une crainte de l'"autre", d'une peur de s'individualiser, d'une volonté de demeurer dans un cadre plus sûr, c'est-à-dire sur une parcelle proche de celles des habitants de son propre village.

Bien entendu, ce choix des terres à mettre en culture ne se déroule pas toujours sans conflits, des conflits qui, si l'on en juge par les fonctions qu'occupaient jadis les chefs, ne sont pas récents ; ils ont toujours existé, que ce soit entre cultivateurs d'un même village ou de villages différents. Ces conflits ne sont que "l'expression normale de la diversité des intérêts en jeu dans le rapport foncier"<sup>186</sup>. Ils sont souvent réglés devant le chef ou le maire de la commune, et s'enveniment assez rarement<sup>187</sup>.

Si les limites des terres dont dispose chaque village sont assez floues, elles le sont beaucoup moins aux abords du centre principal de cette région, Alindao. D'une manière générale, une famille cultivant des terres proches de cette ville n'est pas juridiquement propriétaire de ces terres, qui n'ont pas été immatriculées. Mais elle jouit d'un droit d'exploitation "familial", admis par tous, qui lui confère une maîtrise exclusive permanente des sols qu'elle cultive. Ce droit d'usage consolidé et intergénérationnel, qui fait de cette famille la propriétaire de fait des terres qu'elle occupe, n'est donc pas issu de transactions monétaires, mais plutôt de l'histoire des quartiers d'Alindao et de l'exode rural. Au fur et à mesure que les terres alentour se faisaient rares, il s'est transformé et allongé. Les familles d'Alindao ne disposant pas d'un tel droit sur des parcelles proches de la ville ont souvent leurs "yaka" à plusieurs km de leur habitation, voire dans leur village d'origine.

Le développement de la caféiculture a aussi conduit à un allongement de la maîtrise foncière. Il nous amène d'ailleurs à aborder la question de la place de l'arbre dans les conceptions des villageois.

Cette place a fait l'objet de nombreux travaux<sup>188</sup> : "L'arbre, pose par exemple E. Gu Komu, est par excellence la preuve juridique de l'exploitation du sol ou de la détention de la terre"<sup>189</sup>. Pourtant, la faible prise, par le passé, de l'arboriculture sur les populations Banda de cette région nous semble moins à relier à des conceptions foncières interdisant toute détention du sol qu'à un mode de vie basé sur l'itinérance et sur des logiques de stricte survie. C. Tisserant rapporte que les Banda répugnaient à planter des arbres fruitiers et il en donne l'explication suivante : "Quand l'indigène avait vécu sept ou huit ans dans un endroit, il lui fallait chercher ailleurs une terre propice ; déjà en cet espace de temps, il avait changé une ou deux fois l'emplacement de sa case, la déplaçant de quelques mètres, parfois beaucoup plus, mais restant dans le

<sup>186</sup> LE ROY (Etienne). - L'Etat, la réforme et le monopole fonciers. - in Le Bris & *alii*, 1991, *op. cit.*, p. 165.

<sup>187</sup> Contrairement, on va le voir, aux questions d'héritage.

<sup>188</sup> Pour compléments, voir : DE LEENER (Philippe). - Le foncier de l'arbre. - in Le Bris & *alii*, 1991, *op. cit.* - pp. 98-103.

<sup>189</sup> GU KOMU (E.). - L'arboriculture. - in Le Bris & *alii*, 1991, *op. cit.* - pp. 83-87.

même coin. On comprend dès lors l'inutilité pour lui de planter des arbres dont d'autres profiteront. De cet état d'esprit naît aussi la répugnance qu'il éprouve à prendre soin des arbres qu'on lui fait planter"<sup>190</sup>.

Après la stabilisation des populations au long des pistes, la caféiculture a connu un essor important, d'abord du fait de son aspect rémunérateur, mais aussi grâce au soutien que les autorités lui ont accordé, et enfin car elle donne assez rapidement des résultats visibles (au bout de quatre ans environ), même lorsqu'elle s'apparente presque à la cueillette. A l'inverse, la "grande" arboriculture ne paraît guère rémunératrice, elle implique un allongement des perspectives, et n'a en outre, au niveau des villages, que peu été soutenue par les autorités. Longtemps en effet, le foncier de l'arbre a été du domaine de l'Etat, héritage en quelque sorte du "privilège du Prince" européen. Cette mainmise étatique n'a pu qu'empêcher la responsabilisation des populations en matière de reboisement et la sécurisation foncière par un développement d'une arboriculture de haies vives.

Penchons nous sur le problème de l'héritage. Que ce soit en brousse ou près d'Alindao, les plantations de café sont souvent l'objet, à la mort d'un villageois, de conflits entre les héritiers potentiels. Ceux-ci sont la plupart du temps des jeunes qui attendaient le décès d'un aîné pour disposer, à moindre coût de travail, d'une plantation prête à produire les "cerises". De tels "palabres" s'exacerbent autour d'Alindao où, si l'on n'hérite pas, il faut aller assez loin pour créer sa propre plantation.

Quant aux parcelles portant des cultures annuelles ou pluriannuelles, leur attribution est décidée par les hommes de la famille. En brousse, il s'agit surtout d'assurer l'entretien et la récolte de la parcelle mise en culture par la personne décédée ou dans l'incapacité de continuer à travailler la terre. Près d'Alindao, il s'agit plus d'hériter du droit d'usage dont dispose la famille sur cette parcelle. Ce droit est alors souvent accordé à un jeune, sans qu'il y ait toujours de conflit. En effet, les producteurs n'ont pas nécessairement une soif de terres supplémentaires, s'ils estiment en disposer suffisamment, compte tenu de leurs besoins et du travail effectivement disponible.

C'est donc surtout autour des cultures pérennes que les conflits de succession et de transmission des droits d'exploitation sont les plus âpres. Il est en outre possible qu'un paysan d'Alindao cède un droit d'usage qu'il a reçu

---

<sup>190</sup> Il rapporte le dicton suivant : "celui qui plante un arbre fruitier mourra avec les premiers fruits" (Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 242).

de sa famille pour son intérêt propre, ou pour rembourser une dette<sup>191</sup>, cela le met alors en marge des siens, qui n'ont pas de moyens légaux pour s'y opposer, et ne peuvent qu'user d'une pression sociale forte. Bien entendu, une telle pression n'a guère d'influence quand la parcelle est cédée à un commerçant allochtone afin de solder une dette, ce dernier disposant d'assez de poids pour s'approprier de fait une terre cultivée depuis des décennies par une famille. Mais un tel abandon d'une maîtrise foncière familiale demeure aujourd'hui assez rare. Elle est plus courante lorsqu'il s'agit de parcelles d'habitations, dans le centre d'Alindao<sup>192</sup> ou dans celui des gros villages.

Remarquons, pour conclure, que dans les termes employés, on constate bien cette prédominance du droit d'usage, certes "allongé", sur le droit de propriété. Ainsi, on ne dit jamais "mes terres" ("sessé ti mbi"), mais on ne parle que de "mon champ" ("yaka ti mbi"). Ce sont les produits du sol qui sont clairement appropriés dans les esprits<sup>193</sup>, pas le sol lui-même. Ce n'est en fait pas une terre que l'on vend, c'est le droit d'en exploiter les fruits que l'on cède. Tout ceci correspond à la persistance de conceptions foncières orientées vers le droit d'usage, même consolidé, du sol, et à ce que J.M Gastellu et E. Baca Tupayachi analysent comme une "faible diffusion de la valeur d'échange"<sup>194</sup>. Le marché foncier demeure donc très sporadique, il ne confronte pas une offre et une demande globales mais porte simplement quelques arrangements localisés.

Le fait de ne pas considérer les sols que l'on cultive où sur lesquels on maintient des droits de cueillette comme ses terres ("sessé ti mbi") renvoie aussi à l'absence d'un attachement fort au terroir, d'une sacralité de la terre, qui n'incite guère les cultivateurs à mettre en valeur et pérenniser leur patrimoine foncier, qu'il soit familial ou villageois. Cela constitue un autre frein majeur à l'adoption des pratiques intensives préconisées par la "recherche-action". Mais cette question de la sacralité ne doit pas faire oublier le primat que nous accordons, dans nos analyses, aux conditions matérielles d'existence : une telle absence d'ancrage agraire est d'abord à relier, on le sait, au passé migratoire des populations de cette région et aux logiques de perpétuation actuelle de l'itinérance culturelle. En outre, la sacralité de la terre constitue

---

<sup>191</sup> La terre constitue une garantie très satisfaisante, du fait de ses caractéristiques physiques, pour autant qu'elle soit appropriable de droit ou de fait (cf. Binswanger & Rosenzweig, 1986, pp. 510-512).

<sup>192</sup> Les "Arabes" ont peu à peu occupé tout le quartier central de cette ville, reléguant les Banda aux quartiers plus éloignés des administrations et du marché.

<sup>193</sup> Comme ils l'ont toujours été, hormis durant l'épisode des plantations collectives (cf. *supra*, pp. 239-242).

<sup>194</sup> Gastellu & Baca Tupayachi, 1994, *art. cit.*, p. 158.

parfois un moyen mobilisé par certains, dans une situation particulière, pour défendre leurs intérêts fonciers, face à l'immatriculation d'une parcelle par un notable, lors d'un conflit de chasse avec d'autres villages, ou pour conserver une terre convoitée par les éleveurs. La dimension sacrale du sol relève donc moins d'une croyance villageoise forte que d'une stratégie possible afin de contrer d'éventuelles menaces à l'accès au foncier.

Ces menaces nous conduisent à envisager les perspectives d'évolution des rapports fonciers entre tous les habitants de cette région, en insistant particulièrement sur la nécessité de la sécurisation.

### *b - L'impératif de la sécurisation foncière*

Une condition importante de la viabilité d'une agriculture familiale tient aux conditions d'accès au foncier rencontrées par les producteurs. D'une manière générale, on pose que le développement d'une agriculture sédentaire et mise en valeur ne peut être réalisée que s'il existe une réelle sécurisation foncière. La question qui sous-tend cette opinion communément admise concerne les modalités d'une telle sécurisation : implique-t-elle une appropriation "à l'occidentale" ou existe-t-il des solutions alternatives, adaptées aux conditions locales ?

De nombreux auteurs mettent en avant l'inadéquation des droits fonciers "coutumiers", "communautaires" aux nouvelles conditions de la production agricole. Ces droits sont alors perçus comme des obstacles au progrès technique, à l'investissement<sup>195</sup> et l'appropriation privée est vue comme une condition *sine qua non* de la mise en valeur des terroirs<sup>196</sup> : "Amendements, fumures, terrassements, drainage, irrigation, tout cela, dit ainsi P. Gourou, ne peut se réaliser en dehors de la propriété privée et héréditaire"<sup>197</sup>.

Mais d'autres auteurs tentent de montrer que la privatisation des droits fonciers ne constitue pas nécessairement la "panacée", tant sur le plan de l'efficacité économique que sur celui de l'équité. P. Bardhan et P. Seabright se sont ainsi penchés sur les conséquences d'une privatisation de "commons" (ou "biens collectifs"), tels que la terre, l'eau, les forêts. P. Bardhan remarque : "*The conventional wisdom in much of economics favors the establishment of well-defined private property rights in resources as a way of reducing uncertainty in interaction and inducing individuals to husband resources carefully and to*

<sup>195</sup> On a évoqué, dans le chapitre 1, l'article de S. Migot-Adholla & alii (1991, *art. cit.*), publié dans la *World Bank Economic Review* (cf. *supra*, pp. 83).

<sup>196</sup> La libéralisation des régimes fonciers constitue d'ailleurs l'un des éléments des P.A.S.

<sup>197</sup> Gourou, 1991, *op. cit.*, p. 156.

*internalize externalities. However, straightforward privatization of common property resources often has serious distributional consequences, particularly in the form of disenfranchisement of the poor*<sup>198</sup>.

P. Seabright met lui très bien en lumière comment la privatisation remet en cause les droits implicites auparavant détenus sur une terre par un ensemble d'individus et décourage les initiatives allant dans le sens de la coopération, de la gestion commune des ressources<sup>199</sup>. Dans bien des cas, on constate en effet que l'appropriation privative des ressources donne lieu à d'importants gaspillages, les nouveaux propriétaires, des citoyens parfois, tendant à privilégier la rentabilité de court terme au détriment de la pérennisation de ces ressources.

On peut d'ailleurs s'interroger sur les conséquences qu'aurait aujourd'hui une immatriculation systématique des terres occupées par les paysans.

Elle induirait probablement une dégradation assez rapide des sols, si la double absence de débouchés et d'un appui judiciaire conduisait au *statu quo* technique. Les cultivateurs se tourneraient alors sans doute, afin de perpétuer leurs méthodes extensives, vers des terres non encore immatriculées. En outre, une telle immatriculation ne résoudrait en rien les problèmes liés aux feux de chasse, à la divagation des bovins, à la déforestation et à l'accès à l'eau qui nécessitent incontestablement la recherche de solutions concertées, d'une gestion commune des ressources. Enfin, en l'état actuel de la monétarisation des villages<sup>200</sup>, la meilleure façon de faire perdre ses terres à une famille semble être de lui en donner un titre de propriété officiel. En cas d'aléas (climatiques, familiaux), l'endettement, avec la terre en garantie, risque d'induire une dépossession de nombreux producteurs, devenant des "sans terre" ou étant obligés de rechercher, pour survivre, des terres plus éloignées ou plus médiocres<sup>201</sup>. La propriété privée individuelle ne paraît donc pas pouvoir améliorer la viabilité d'une agriculture largement marginalisée.

L'impératif de la sécurisation, pourtant, demeure. Nous distinguons en fait trois temps à ce que pourrait être l'évolution des usages fonciers dans cette région. Le premier temps devrait tendre à la fois à sécuriser et à inciter : inciter, par une plus forte insertion aux marchés agricoles, on l'a dit ; sécuriser, aussi, les petits producteurs, très sensibles aux menaces sur leur accès au foncier que font peser les pratiques de certains notables ou commerçants et la

<sup>198</sup> Bardhan, 1993b, *art. cit.*, pp. 87-88.

<sup>199</sup> Seabright, 1993, *art. cit.*, pp. 124-133 ("*Formal Incentives for Cooperative Behavior*").

<sup>200</sup> Et notamment l'"imprévoyance" qu'elle implique.

<sup>201</sup> Alors qu'aujourd'hui la mainmise sur une parcelle par un commerçant demeure relativement rare et concerne d'abord les lieux d'habitations.

"poussée" des éleveurs. Il y a ici la place pour une intervention étatique. Or, l'Etat, "ajusté" et "converti" au principe du laisser-faire, semble peu à même de réguler les rapports fonciers. Cela ouvre la porte à tous les arbitraires, on le verra. E. Le Roy évoque ce dérèglement des procédures foncières formelles, illustrant selon lui "(...) un affaiblissement des contrôles sociaux, qui ramène à un «état de nature» où domine la loi de la jungle, contraire à l'Etat de droit auquel les populations aspirent légitimement"<sup>202</sup>. C'est effectivement la "loi du plus fort" qui prévaut aujourd'hui dans cette région, en un jeu auquel les paysans sont globalement perdants.

Ce n'est pourtant que si les producteurs sont "incités et sécurisés" que, dans un deuxième temps, ils pourraient peu à peu mettre en oeuvre certaines pratiques culturelles intensives, et particulièrement les techniques d'agroforesterie, qui ne valent la peine que si l'on est sûr de toujours disposer, dans quelques années, des terres que l'on met ainsi en valeur.

L'intensification des systèmes de production permettrait donc, en retour et comme dans le cas de la caféiculture, de renforcer la maîtrise foncière des villageois, et appellerait la recherche de modalités adaptées d'appropriation du sol<sup>203</sup>. Sans doute faudrait-il réfléchir dans le sens d'une propriété privée familiale établie par une concertation villageoise et garantie par l'Etat, complétée par une obligation de mise en valeur<sup>204</sup> et une impossibilité de la céder au tout-venant<sup>205</sup>. Une telle reconnaissance de la propriété du sol permettrait peut-être une gestion des ressources naturelles à la fois plus efficace et plus équitable que le libre accès généralisé ou que la propriété privée "à l'occidentale".

Aujourd'hui, nous demeurons d'une part dans une situation de très partielle "marchandisation" de la terre, les transactions foncières restant sporadiques, et d'autre part dans un contexte où les droits "coutumiers" ne suffisent plus à assurer, en certitude, un accès des villageois aux terres désirées. Et si l'on évoque parfois l'élaboration future d'un "code rural" qui prendrait en compte la nécessité de la sécurisation foncière<sup>206</sup>, la "loi du plus fort" tend concrètement, on l'a dit, à dominer les rapports fonciers, face à un

<sup>202</sup> LE ROY (Etienne). - Associer l'usager à une gestion foncière paritaire et décentralisée. - in Le Bris & alii, 1991, *op. cit.*, p. 333.

<sup>203</sup> Sur la diversité des modalités possibles, on lira Le Roy, 1996, *art. cit.*

<sup>204</sup> Remarquons qu'un tel garde fou existe déjà dans la législation foncière actuelle : l'immatriculation de terres se fait ainsi en deux temps : un extrait cadastral est délivré pour cinq ans, puis est remplacé par un titre définitif si un investissement minimum a été mené sur le terrain concerné (Cf. Piermay, 1978, *art. cit.*, p. 199).

<sup>205</sup> Cf. par exemple Pélissier, 1993, *op. cit.*, pp. 305-316 ("Transition foncière en Afrique noire. Du temps des terroirs au temps des finages").

<sup>206</sup> Cf. Devey, 1996, *art. cit.*, p. 482.



Etat s'avérant incapable de réguler efficacement et équitablement un foncier en mutation.

Mais telle n'est pas la moindre de ses inefficiences, nous allons le voir en étudiant les rapports qui subsistent entre les villageois et l'Etat. Auparavant, nous pouvons, en regard des évolutions actuelles, tenter de dresser quelques autres perspectives pour cette agriculture, qui demeure familiale et tournée vers les centres urbains.

### 2.1.3. Vers une agriculture paysanne ?

Certes, les Banda pratiquent encore la culture "itinérante" sur brûlis, et sont largement en marge des circuits d'échanges dominants. Mais d'autres caractéristiques semblent faire d'eux de véritables paysans, d'une part la prédominance des exploitations de type familial, d'autre part le poids des activités dites péri-urbaines.

#### *a - Une agriculture familiale*

Les tentatives d'implantation de nouveaux systèmes d'exploitation n'ont guère réussi à supplanter l'agriculture villageoise : les grandes plantations de café sont peu nombreuses et à l'avenir assez incertain ; les quelques velléités de travail coopératif ont échoué ; la ferme d'Etat de Gounouman n'a plus aucune activité effective ; quant au complexe sucrier de la Uaka, il n'affecte que bien peu l'agriculture de cette région<sup>207</sup> ; les plantations collectives ne sont plus qu'un mauvais - pour les Banda, s'entend - souvenir de la colonisation. En bref, l'exploitation familiale a bon an mal an survécu à plusieurs décennies de colonisation puis de modernisation, et elle demeure aujourd'hui la structure agricole la plus solide.

Elle doit sans doute sa survie, en partie tout au moins, à l'enclavement de la R.C.A. et de cette région en particulier, qui n'a pas autorisé l'émergence d'une importante agriculture de type capitaliste<sup>208</sup>. Elle la doit aussi, pour une autre part, à l'absence de tentative majeure de collectivisation - "à la Congolaise"<sup>209</sup> - de l'agriculture centrafricaine.

<sup>207</sup> Il arrive, on l'a dit, que des jeunes du Yambélé partent à ce complexe dans l'espoir d'y obtenir un emploi de manoeuvre.

<sup>208</sup> C'est ce qu'H. Cochet pose par exemple pour le cas du Burundi, pays tout aussi enclavé que le Centrafrique (Cochet, 1993, *art. cit.*).

<sup>209</sup> Cf. Guichaoua, 1989, *op. cit.*, tome deux.

Comment s'organisent, dans cette agriculture "familiale", les rapports de travail ? L'essentiel de la main d'oeuvre est fourni par les ménages. La répartition sexuelle des tâches est, on l'a dit, fort déséquilibrée chez les Yakpa, beaucoup moins chez les Ngbugu<sup>210</sup>. La polygamie est un moyen d'élargir cette main d'oeuvre familiale<sup>211</sup> ; un moyen toutefois peu accessible à la plupart, du fait de la dot à verser. Les enfants, dès six ans, s'ils ne sont pas scolarisés, accompagnent les parents au champ<sup>212</sup>. La main d'oeuvre familiale est parfois élargie, de façon saisonnière, par les parents de l'homme ou de la femme, qui apportent leur aide au moment des grands travaux, ou qui se doivent de "payer" ainsi l'hospitalité qu'on leur accorde<sup>213</sup>.

Si la famille ne suffit pas, le paysan peut aussi avoir recours à l'"entraide". Gardons nous bien d'idéaliser l'entraide agricole chez les Banda. On trouve encore, mais cela est des plus rares, l'échange de travail contre nourriture et alcool, comme autrefois. Les dépenses qu'occasionne cette entraide paraissent souvent aux villageois hors de proportion en regard de l'avance prise sur des travaux culturels réduits aujourd'hui au minimum. En outre, le paysan aidé devra rendre un jour de travail à tous ceux qui sont venus l'assister. L'entraide constitue alors un troc de travail. Portant jadis essentiellement sur la culture du sorgho, puis plus récemment sur celle du coton, qui induisaient toutes deux la mise en culture de superficies relativement vastes, elle tend actuellement à disparaître.

Lorsque le coton était cultivé et encadré, dans chaque village on organisait des journées de travail collectif pour effectuer le défrichage et le semis de la grande surface sur laquelle chacun aurait sa propre parcelle. Cette entraide n'a plus lieu d'être depuis que prédomine de nouveau un morcellement des parcelles.

Plus souvent, un paysan peut demander l'aide de quelques personnes qu'il connaît bien, de son clan ou non, pour les périodes durant lesquelles le travail familial, même intense, ne suffit pas. C'est le cas pour la récolte des arachides, car le temps propice en est assez limité. Deux ou trois personnes viennent alors l'aider, le temps de la récolte, et reçoivent en contrepartie une

<sup>210</sup> "Les Ngbugu font tous les travaux des femmes", affirment, non sans mépris, les Yakpa.

<sup>211</sup> En 1964, M. Lafarge remarquait : "(...) l'activité agricole des femmes se trouve à l'origine du maintien de la polygamie en milieu rural" (Lafarge, 1964, *op. cit.*, p. 57).

<sup>212</sup> Même s'ils vont à l'école, ils s'absentent parfois lors des périodes de gros travaux. Les enfants adoptés ou recueillis participent aussi activement aux travaux culturels. Parfois, on l'a dit, les conditions d'existence de ces enfants et adolescents ne sont pas sans rappeler ce qu'était autrefois l'esclavage domestique chez les Banda.

<sup>213</sup> Mais, dans certains cas, on constate que les "visiteurs" se bornent à profiter de leur situation, sans contribuer à part égale aux travaux culturels.

part des arachides<sup>214</sup>. Comme tous ne récoltent pas leurs arachides à la même - courte - période, il est relativement aisé, pour ce paysan, de trouver quelques personnes pour l'aider<sup>215</sup>.

Quant aux rapports salariaux proprement dits, ils restent le plus souvent circonscrits à l'économie de plantation, c'est-à-dire au travail sur la "yaka" de café. Les villageois qui disposent d'une assez grande plantation ne peuvent assurément pas mener l'entretien et, surtout, la récolte seuls, ils ont donc recours à l'emploi temporaire de quelques personnes, qu'ils rémunèrent monétairement sur base d'un accord temporaire et localisé. Ce caractère très limité et "impur"<sup>216</sup> du recours à la main d'oeuvre extérieure rémunérée permet à la caféiculture de conserver sa dimension essentiellement "familiale".

Certains notables confient l'ensemble de la charge de leur "yaka" de café à d'autres villageois, contre rémunération. Ces derniers se chargent parfois aussi de la vente des "cerises". Dans ce type de relation salariale, la "tricherie" est de rigueur et est d'ailleurs considérée par les notables rencontrés comme inévitable : détournement d'une partie de la production et vente pour son propre compte, mensonge sur les sommes réellement perçues, etc. Mais les notables aussi tentent parfois de "tricher" sur les rémunérations à accorder, d'oublier les échéances, etc.

Il paraît d'ailleurs à tous impossible d'établir des relations à la fois durables et efficaces de salariat, ce qui ne peut que renforcer le primat accordé au travail familial<sup>217</sup> : les membres d'une famille restreinte sont moins confrontés au problème de la tricherie dans le travail, doivent assumer très peu de coûts de supervision et de contrôle, etc.

Le marché du travail agricole, dans les exploitations familiales, demeure donc limité et localisé à quelques arrangements ponctuels<sup>218</sup>. Sans doute faut-il y voir aussi la conséquence d'une absence de paysans sans terre, d'une forte homogénéité dans les dotations de facteurs de production de ces exploitations, d'une importante - bien qu'imparfaite - simultanéité des besoins en travail,

<sup>214</sup> Par exemple, un paysan qui récolte huit cuvettes en donnera une à chacune des deux personnes venues l'assister.

<sup>215</sup> On retrouve là certaines des hypothèses posées dans le chapitre 2 : la saisonnalité ( $H_a1$ ), qui induit des pics de travail et la nécessité temporaire de trouver de la main d'oeuvre à l'extérieur de l'exploitation ; l'imparfaite simultanéité des opérations culturales, d'une exploitation à l'autre, qui permet de trouver la main d'oeuvre requise, sur un temps assez court ( $H_a3$ ) (cf. *supra*, pp. 167-168).

<sup>216</sup> Selon le mot de Gastellu & Baca Tupayachi, 1994, *art. cit.*, p. 162.

<sup>217</sup> Il n'est qu'à voir les dysfonctionnements de l'emploi de main d'oeuvre dans les grandes plantations, pour comprendre que la difficile émergence d'un salariat agricole permanent constitue un frein majeur à toute agriculture "capitaliste", basée sur une accumulation des moyens de production, contrairement à ce qu'a pu envisager Y. Zocizoum (1984, *op. cit.*).

<sup>218</sup> Sur les imperfections du marché du travail, on lira aussi de Janvry & *alii*, 1991, *art. cit.*

d'une faible insertion, aussi, dans les circuits d'échanges, de la volonté marquée, enfin, des villageois de conserver leur autonomie. Toujours est-il que l'exploitation familiale semble appelée à perdurer.

Si elle demeure familiale, l'agriculture de cette région ne reste pas strictement "villageoise", elle se situe de plus en plus à mi-chemin entre ville et campagne, ainsi que nous l'évoquions dans le préambule.

### *b - Une agriculture entre ville et village*

Les paysans ont depuis longtemps constaté les différences, qu'ils jugent excessives, entre les prix d'achat au village et les prix de vente pratiqués sur les marchés des agglomérations. Alindao représente ainsi la possibilité de commercialiser les produits vivriers, soit sur place, soit vers Bangui ou ailleurs, par l'intermédiaire des "trafics". Cette possibilité est en grande partie à l'origine de la force d'attraction de cette ville, qui résulte certes de l'attrait d'une vie nouvelle, hors du microcosme villageois, mais aussi de la possibilité d'y vendre personnellement, hors de tout encadrement contraignant, les surplus vivriers.

De nombreuses paysannes viennent par exemple régulièrement proposer, sur les marchés d'Alindao et des gros villages, leurs produits. Il n'est pas rare de voir des femmes parcourir en une journée les 10 ou 20 km qui séparent leur localité d'Alindao en transportant 15 à 20 kgs de produits vivriers sur la tête. Après avoir écoulé ces produits, elles rentrent le soir même ou le lendemain au village, en s'approvisionnant en biens de première nécessité. Parfois les hommes les accompagnent et profitent de leur séjour pour régler leurs affaires administratives. Le produit de ces ventes de vivrier sert alors souvent à couvrir les frais du séjour et des démarches administratives.

Beaucoup s'installent en ville, le plus souvent dans les quartiers périphériques ou dans leurs familles, mais gardent des liens de travail avec le village. G. Pengaï note ainsi qu'il y a, à Alindao, une forte proportion de gens qui vont cultiver très loin, à une distance supérieure à 10 km<sup>219</sup>. Dans ce cas, l'émigration vers la ville n'aboutit pas à un abandon du travail agricole mais au contraire à sa valorisation<sup>220</sup>. Plus généralement, cette valorisation s'observe dans toutes les zones où subsiste encore une certaine circulation monétaire, c'est-à-dire les régions où l'élevage est important, les abords des centres urbains secondaires, les zones diamantifères et la région de Bangui.

<sup>219</sup> G. Pengaï, *op. cit.*, 1982, p. 197.

<sup>220</sup> J.L. Piermay conclut, en 1981 : "L'accessibilité à la ville tend à être, en Centrafrique, le facteur essentiel de différenciation de l'espace" (Piermay, 1981, *art. cit.*, p. 46).

Certes, les activités péri-urbaines ne peuvent être représentatives du milieu rural dans sa totalité, car elles demeurent encore minoritaires au sein du monde paysan ; en outre elles sont fortement limitées par la faiblesse et les fluctuations des revenus urbains. Toutefois, l'agriculture qui se développe actuellement autour de Bangui semble être une image assez représentative de ce que pourrait être l'agriculture centrafricaine de demain<sup>221</sup> : ces villages péri-urbains sont peuplés de gens qui y sont nés, de jeunes ayant fui le microcosme villageois, mais aussi d'anciens Banguissois ayant vécu un exode urbain, du fait du manque de perspectives offertes par la capitale centrafricaine. A l'inverse, il y a autour de Bangui d'intéressantes perspectives de commercialisation, et ainsi de réelles possibilités de valorisation du travail agricole.

En dehors des axes routiers, des villages rappelant le village Banda "traditionnel" se sont reconstitués, marquant la volonté d'autonomie de ces agriculteurs d'un nouveau genre, dépendant moins du milieu "traditionnel" que les villageois de province<sup>222</sup>.

Pour gagner davantage, ces paysans diversifient et accroissent d'eux-mêmes leurs productions, en fonction de la demande urbaine, sans qu'il y ait besoin d'un encadrement contraignant ou de consignes officielles. Ils savent aussi se livrer à une intense pluriactivité, en pratiquant des cueillettes diverses, comme l'exploitation du bois de chauffe.

Certes, leur agriculture demeure très extensive et pose d'importants problèmes de surexploitation du milieu naturel, la commercialisation de leurs produits reste fort inorganisée, leur structuration est quasi inexistante. Cette agriculture péri-urbaine est ainsi à la fois active et bloquée. Active car elle prouve la capacité de certains paysans à aller chercher les revenus monétaires là où ils se trouvent. Bloquée car les tentatives de modernisation ont, comme ailleurs, échoué du fait de leur inadaptation aux motivations de ces nouveaux ruraux. Une intensification des systèmes de production demeure pourtant, de même qu'autour d'Alindao, impérative.

L'avenir de l'agriculture centrafricaine en général, et celle de la région d'Alindao en particulier, nous semble plus résider dans cette pluriactivité péri-urbaine<sup>223</sup>, moins marginalisée que celles des villages isolés de la brousse. Elle intéresse d'ailleurs les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds, qui

<sup>221</sup> Sur cette agriculture péri-urbaine, on lira : Piermay, 1978, *art. cit.*

<sup>222</sup> J.L. Piermay le précise : "Dans ces petites collectivités à la population installée de fraîche date et d'origine ethnique variée, les structures sociales, plus lâches, sont beaucoup moins contraignantes qu'en milieu traditionnel". Il ajoute : "Le village attractif est sans doute celui où les jalousies sont les moins fortes" (*idem*, p. 195.)

<sup>223</sup> P. Gourou parle d'un "développement auréolaire" (Gourou, 1991, *op. cit.*, p. 187-188).

ambitionnent par exemple de développer la culture des légumes dits "de contre-saison"<sup>224</sup>. L'essor véritable d'une telle agriculture péri-urbaine autour d'Alindao demeure toutefois tributaire du développement dans cette ville d'activités secondaires et tertiaires, créateur de nouveaux besoins alimentaires et artisanaux, rendant les producteurs moins dépendants des marchés mondiaux, les incitant à intensifier leurs pratiques culturelles. Sans un tel développement, Alindao tendra à demeurer cette ville de paysans que nous avons décrite dans le préambule de notre travail, et la "péri-urbanité" se verra naturellement limitée par la faiblesse des débouchés potentiels. Et l'Etat centrafricain, après de nombreuses années d'incurie puis d'ajustement structurel, ne semble guère à même de faciliter un tel développement.

## **2.2. Le désengagement d'un Etat "ajusté"**

Afin de mettre en lumière cette tendance au désengagement, nous nous attacherons, dans un premier temps, à une analyse rapide de deux fonctions clés de l'Etat depuis la colonisation, la Santé publique et l'Enseignement, deux domaines représentatifs d'une faillite étatique globale, en matière de "développement" et d'amélioration des conditions de vie des masses rurales. Puis, nous nous pencherons sur l'administration elle-même de ces populations, en étudiant notamment les rapports que conservent les paysans avec les représentants légaux de l'Etat centrafricain. Nous veillerons en effet toujours à ne pas considérer un Etat monolithique, et tenterons de faire la part des intérêts particuliers en jeu dans les rapports qu'entretiennent les villageois et les "pouvoirs publics".

### 2.2.1. Ecole et santé : la faillite de l'Etat

Après avoir insisté sur les phénomènes - liés - de la déscolarisation et de l'illettrisme, nous aborderons l'action des structures sanitaires, dont les insuffisances ont toujours été manifestes, et ce depuis la période coloniale jusqu'à ce jour.

---

<sup>224</sup> C'est ainsi que la France et la R.C.A. ont signé, en octobre 1994, une convention de financement portant sur le développement de l'agriculture vivrière et maraîchère dans la zone péri-urbaine de Bangui (*Marchés tropicaux et Méditerranéens*, n°2553, 14 octobre 1994, p. 2151).

a - *Déscolarisation et illettrisme*

Le système éducatif a été tardivement mis en place en Oubangui-Chari et en R.C.A., et il n'est pas épargné, aujourd'hui, par le mouvement de déliquescence frappant les services publics centrafricains en général, et ceux de la Basse Kotto en particulier. Certes, après trois années durant lesquelles les grèves se succédèrent, les cours ont, depuis les dernières élections présidentielles et la distribution de quelques mois d'arriérés de traitements, repris çà et là, de manière sporadique. Mais les difficultés essentielles demeurent.

Si l'enseignement primaire connaît, à Alindao, une crise matérielle et financière profonde<sup>225</sup>, les écoles primaires des villages, elles, sont en voie de disparition<sup>226</sup>. Dans la commune rurale du Yambélé, en dehors de Poudjio, on trouve trois écoles, à Moko, Orokpo et Atcha, avec un seul maître pour tous les niveaux. Or, soit ces maîtres ne sont plus en poste, soit ils exigent une rétribution, en plus de la scolarité, ce que peu de villageois sont enclins à accepter. Sur la route de Kpanga IV, l'école la plus proche se situe à Tagbalé, à quelques 33 km de Kpanga et ne fonctionne toujours pas en 1995, il n'y a donc sur ce secteur aucune possibilité réelle de scolariser des enfants. Ainsi, la plupart du temps, les jeunes villageois n'ont pas ou plus la possibilité d'aller à l'école<sup>227</sup>, ils vont donc très tôt à la "yaka". Nous n'insistons pas ici sur la pratique des "cadeaux" pour les admissions, les passages en classe supérieure. Les mêmes pratiques ont bien entendu cours dans l'enseignement secondaire, à Alindao comme ailleurs, pour les élèves qui parviennent en sixième. La réussite s'y obtient aussi par les connaissances, l'argent ou la prostitution. En outre, les manques d'enseignants, de moyens, y sont flagrants.

Par ailleurs, les villageois ont toujours considéré la scolarisation de leurs enfants - les garçons en priorité<sup>228</sup> - comme un investissement dont ils espèrent tirer plus tard les bénéfices. Leurs motivations diminuent donc, du fait des faibles perspectives d'emplois qu'offrent les centres urbains aux jeunes diplômés, leur recrutement dans la Fonction publique ayant été interrompu au milieu des années 80. Aujourd'hui encore, les parents des jeunes qui sortent de

<sup>225</sup> Sauf, à la rentrée 1995-1996, une école fonctionnant encore correctement.

<sup>226</sup> On trouve pourtant des écoles primaires dans presque tous les grands villages. La plupart ont été financées par la Banque Mondiale.

<sup>227</sup> Fait significatif recueilli lors d'une session à Gbela : dans les réponses des paysans, énumérant leurs dépenses, les frais scolaires ne sont jamais apparus, l'école ne fonctionnant plus depuis trop longtemps pour que cela apparaisse dans les réponses.

<sup>228</sup> Selon le P.N.U.D., pour 100 garçons scolarisés en 1988, on dénombrait 62 filles en primaire et 40 dans le secondaire (*Rapport sur le Développement dans le Monde*, 1991).

Troisième ou de Terminale ont bien des difficultés à accepter qu'après tant d'années de scolarité, ces jeunes gens reviennent vivre au village. Quant à ces derniers, beaucoup d'entre eux estiment ne plus avoir à s'abaisser à la condition paysanne, et soit resteront oisifs, soit se livreront à des activités alternatives (chantier diamantifère, etc.).

L'investissement scolaire devient de plus en plus une "chimère"<sup>229</sup>, un sacrifice inutile pour les villageois, dont peu à peu beaucoup se détachent. Il y a là encore une différence notable entre Yakpa et Ngbugu. Il apparaît que ces derniers, plus réalistes et moins rebutés par le travail de la terre, s'accrochent moins à l'"illusion" des études, attachent moins d'importance à ce pilier de l'intégration qu'est censée constituer l'école. Leurs enfants quittent souvent l'école assez tôt. Ceci correspond bien à cette "mentalité Ngbugu", de nombreuses fois abordée au fil des chapitres.

Une telle tendance à la déscolarisation ne peut que contribuer à renforcer l'illettrisme des adultes. Il est effectivement fort difficile de trouver dans les villages des adultes sachant correctement lire et écrire. Peut-être la notion d'ignorance convient-elle d'ailleurs mieux pour définir un phénomène qui ne se limite pas à l'écriture, mais englobe la connaissance du fonctionnement des institutions, des mécanismes de l'économie, des lois de la société, de la santé physique, de l'utilisation à bon escient des médicaments, de la gestion d'un groupement, etc. C'est alors que l'on peut percevoir "tout ce que l'alphabétisation apporte aux communautés villageoises comme moyens de défense"<sup>230</sup>. Ainsi, très souvent, les paysans ignorent tout du droit qui est supposé les protéger, ils sont dans l'incapacité de se défendre contre l'arbitraire des fonctionnaires ou lors d'une comparution au Tribunal, etc.

L'alphabétisation des villageois se révèle donc comme l'un des aspects majeurs de toute politique de développement rural. Pourtant, la volonté affichée par les gouvernants d'"éduquer" les ruraux n'a toujours abouti, pour l'essentiel, qu'à des actions de caractère technique et productif, par le biais de la vulgarisation. Durant un temps certes, le service de l'alphabétisation fonctionnelle, pris en charge par l'Agence du Développement Communautaire, s'est quelque peu occupé de l'éducation des adultes ruraux<sup>231</sup>. Mais aujourd'hui, plus rien n'est mis en oeuvre, au niveau des pouvoirs publics, afin d'engager cette lutte de longue haleine contre l'illettrisme des adultes.

<sup>229</sup> BAYART (Jean-François). - *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*. - Paris, Fayard, 1990. - p. 321.

<sup>230</sup> Belloncle, 1982, *op. cit.*, p. 73.

<sup>231</sup> En 1975, un programme d'alphabétisation des adultes a été lancé sous les auspices de l'U.N.E.S.C.O., et s'inspirant en partie des méthodes développées, sur le continent latino-américain, par Paulo Freire et ses équipes.



Le nouveau pouvoir a entrepris de relancer l'enseignement, après trois années blanches successives<sup>232</sup> - parfois moins en province et notamment à Alindao, mais au prix d'une qualité d'enseignement très médiocre. Il est question, et l'on retrouve là l'empreinte des thérapies préconisées par les institutions internationales, de "responsabiliser les communautés locales"<sup>233</sup>, en associant les régions, mais aussi les communes et les villages, au fonctionnement des écoles, permettant ainsi de décharger l'Etat d'une partie des charges engendrées<sup>234</sup>. Nous nous demandons sans ironie comment les villageois sans ressources du Yambélé, par exemple, pourront financer leurs écoles primaires. Beaucoup estimeront aussi, sans doute, qu'il n'est guère utile de payer pour les scolarités de jeunes promis au chômage urbain ou à l'oisiveté au village.

Le désengagement étatique, qu'il soit ou non recouvert d'une légitimité de décentralisation, accentue donc la marginalité des villageois de cette région en les excluant du système scolaire, en leur refusant l'accession à ce minimum de connaissances qui devrait leur permettre de s'insérer à la fois dans la société centrafricaine et dans l'économie de marché qui les environne. Une telle mise en marge s'observe aussi dans le domaine de la santé.

#### b - La santé

Enumérons d'abord, rapidement, les diverses pathologies auxquelles sont soumis les villageois de cette région et que devrait chercher à limiter la politique médicale et sanitaire<sup>235</sup>. La trypanosomiase, après avoir fait par le passé d'importants ravages, a été quasiment éradiquée durant l'après-guerre, et a resurgi après l'indépendance, du fait d'un relâchement de la surveillance épidémiologique ; sa présence demeure faiblement endémique dans la région d'Alindao aujourd'hui, bien qu'il soit difficile d'en évaluer l'impact. Les pathologies vénériennes ont investi cette région par le biais de la traite orientale des esclaves et par celui de la colonisation européenne, du fait des mouvements de population induits. Leur importance a toujours varié selon l'ampleur du dispositif médical et sanitaire mis en place ; aujourd'hui encore,

<sup>232</sup> Les années 91-92, 92-93 et 93-94.

<sup>233</sup> *Jeune Afrique Economie*, n°182, août 1994, p. 57. Cette idée n'est pas neuve puisqu'on en parlait déjà lorsque la R.C.A. n'était encore que l'Oubangui-Chari (cf. Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 325).

<sup>234</sup> Sur la décentralisation et la participation des utilisateurs au paiement des infrastructures, on lira : Banque Mondiale. - *Rapport sur le Développement dans le monde 1994. Une infrastructure pour le Développement*. - Paris, Economica, 1994. - Chapitre 4, pp. 80-87.

<sup>235</sup> Pour une approche plus complète, nous renvoyons le lecteur à : Fenet-Rieutord, 1986, *art. cit.*

elles touchent une large part de la population et causent, notamment, de nombreuses stérilités<sup>236</sup>. Les maladies parasitaires, et tout particulièrement la bilharziose, affaiblissent considérablement les villageois. La variole, officiellement éradiquée depuis 1978, risque de réapparaître du fait des carences de la vaccination, depuis maintenant de nombreuses années. Les cas de lèpre, maladie qui s'est répandue au début de ce siècle<sup>237</sup>, demeurent visiblement peu nombreux, mais l'endémie subsiste. Le paludisme est encore une cause majeure de mortalité infantile, et affecte tous les habitants de cette région, peu sensibilisés aux mesures préventives et ayant peu accès aux moyens curatifs, dans cette aire de chloroquino-résistance. Enfin, le Sida touche sans doute de nombreux villageois, surtout contaminés dans les centres urbains et chantiers de diamant, etc. Il est là aussi difficile de chiffrer l'impact du V.I.H., dont l'importance s'observe toutefois, indirectement, par une recrudescence des cas déclarés de tuberculose.

Soulignons encore les conséquences de la malnutrition qui sévit dans de nombreux villages, du fait d'un monophagisme basé sur le manioc, et de manques de protéines animales. Elle réduit les résistances des villageois au travail physique et aux maladies, et favorise l'apparition de maladies carencielles, surtout chez les enfants<sup>238</sup>.

Face à toutes ces pathologies, quelles ont été les politiques préventives et curatives mises en oeuvre ? Là encore rapidement, posons que, hormis peut-être durant les années 50<sup>239</sup>, les politiques sanitaires et médicales, mises en oeuvre tant avant qu'après l'indépendance politique, se sont constamment révélées largement insuffisantes. Les services de santé ont ainsi presque toujours pâti d'un certain nombre de carences : insuffisance des moyens financiers affectés à la santé, manque de personnel, incompétence des personnels paramédicaux, absence de couverture totale du pays, etc. Ces carences se retrouvent aujourd'hui dans la réalité sanitaire et médicale de la Basse Kotto.

La préfecture de la Basse Kotto appartient encore au "Secteur sanitaire 5", qui inclue toute la région n°6, c'est-à-dire la Basse Kotto, le Mbomou et le Haut Mbomou. L'action sanitaire y est, en théorie, menée sur deux plans : celui de la médecine préventive, assurée par le service de lutte contre les grandes endémies, constitué en équipes mobiles prospectant régulièrement le territoire ;

<sup>236</sup> On lira notamment l'excellente étude d'A. Retel-Laurentin sur le cas des Nzakara (Retel-Laurentin, 1979, *op. cit.*).

<sup>237</sup> Ainsi, la forte progression relevée à partir de 1917 nous semble à mettre en relation avec les travaux forcés et les regroupements de populations imposés par les colonisateurs.

<sup>238</sup> Au moment du sevrage, le Kwashiorkor, en particulier.

<sup>239</sup> La maternité d'Alindao a par exemple été aménagée en 1954.

celui de la médecine curative, dans l'hôpital d'Alindao et les dispensaires de brousse. En théorie aussi, depuis l'indépendance, la gratuité des soins médicaux est un droit détenu par chaque citoyen. Là encore, il y a loin entre principes et réalité.

L'action du service de lutte contre les endémies n'a que rarement atteint son objectif : couvrir l'ensemble des villages<sup>240</sup>. Ces limites se sont singulièrement accrues avec la crise de ces dernières années, la plupart des villages ne recevant plus la visite d'aucune équipe mobile<sup>241</sup>. En 1994, après la fin de l'"ère Kolingba", nous avons pu constater un léger mieux. Les villageois affirmaient revoir les équipes du Secteur 5, même si celles-ci étaient encore bien loin de visiter tous les villages. Elles vaccinaient particulièrement contre la tuberculose, maladie en résurgence on l'a dit. Nous avons aussi rencontré, dans les secteurs de brousse que nous visitons, deux infirmiers se rendant de village en village afin d'administrer gratuitement des tests pour la filariose, mais ils ne distribuaient pas de médicaments<sup>242</sup>. Le F.E.D. a aussi mis en oeuvre un projet d'appui aux soins de Santé primaire en Basse Kotto<sup>243</sup>, dont il était trop tôt, à la fin de 1995, pour juger des résultats.

Quant à la médecine curative, le constat de ses défaillances ne date pas non plus d'aujourd'hui. Le Programme National d'Action 1982-1985 évoquait la situation sanitaire déplorable laissée par l'Empire, le nombre des "bâtiments délabrés", "le manque des moyens les plus élémentaires", "l'équipement chirurgical et hospitalier insuffisant"<sup>244</sup>. Ces difficultés n'ont pourtant pas été vaincues et c'est un système de santé en faillite que nous avons observé au début des années 90. La gratuité des soins n'y est plus qu'un souvenir et, à l'hôpital, tout fait défaut. La femme qui va accoucher à la maternité d'Alindao doit apporter son flacon d'alcool et son rouleau de coton. Il est plus difficile encore de subir une opération chirurgicale, même bénigne<sup>245</sup>. Les médicaments

<sup>240</sup> M. Fenet-Rieutord notait ainsi en 1986 : "Une grande partie des régions n'est visitée qu'une année sur trois ou quatre par les services de surveillance médicale" (Fenet-Rieutord, 1986, *art. cit.*, p. 238).

<sup>241</sup> Et lorsque c'était le cas, les vaccins administrés étaient - sont toujours d'ailleurs - d'une qualité, et donc d'une efficacité, dont il était parfois permis de douter (la chaîne du froid ne semble pas toujours respectée).

<sup>242</sup> En discutant avec eux, nous avons appris que ce programme de lutte contre la filariose était financé "par les bailleurs", et sa mise en oeuvre confiée aux services du Ministère de la Santé.

<sup>243</sup> Le projet FED/CA/7004 (Cf. *Le Courrier CEE/ACP*, n°152, juillet-août 1995).

<sup>244</sup> Cité dans : VENNETIER (Pierre), dir. - *Atlas de la République centrafricaine*. - Paris, Editions Jeune Afrique, 1984. - p. 55.

<sup>245</sup> Il faut d'abord qu'à l'hôpital préfectoral, si l'on a la capacité de s'y rendre, se trouve un médecin et subsiste le matériel nécessaire. Le patient doit alors payer le gasoil pour le groupe électrogène durant l'opération, les compresses, les médicaments ordonnés par le praticien, ainsi, souvent, qu'une somme variable destinée à divers "cadeaux". La somme totale qu'il faut alors rassembler empêche la plupart des paysans d'accéder aux soins chirurgicaux.

manquent cruellement, la plupart du temps détournés à des fins privés ou pour être revendus. Un médecin y travaille encore en 1995, mais il ne peut guère suffire à la tâche. Dans les dispensaires qui fonctionnent toujours, la situation est pire encore, il n'y a presque plus rien, ni soins, ni médicaments. Les infirmiers procèdent à quelques analyses, prescrivent des ordonnances aux patients, mais ceux-ci ne trouvent pas les médicaments nécessaires, ou s'ils les trouvent, ils sont bien trop chers, et d'une qualité douteuse.

Du dire de développeurs ou de villageois, 1993 a été une année noire au point de vue sanitaire : la circulation monétaire réduite au minimum ne permettait plus l'achat de médicaments ; les services de santé ne fonctionnaient quasiment plus. Il y eut "beaucoup plus de morts qu'avant", nous a-t-on dit, dans toutes les tranches d'âge, du fait simplement d'une absence totale de soins de base, préventifs et curatifs<sup>246</sup>.

Il paraît illusoire, dans de telles conditions, d'attendre de ces populations villageoises un effort productif accru voire seulement maintenu. La faiblesse physique des uns, l'immobilisation des autres et le décès de quelques uns influent clairement sur la taille des superficies mises en culture, sur leur entretien et donc sur la quantité et la qualité des volumes récoltés.

En outre, dans ce contexte, on ne peut trouver, chez les cultivateurs dont la santé physique demeure assez bonne, une motivation à produire mieux et plus et une volonté d'innover, et ce quels que soient les autres facteurs qui peuvent influencer positivement ou non ces deux sentiments. Lorsque la marginalité, ici sanitaire, induit que la simple survie devient elle-même peu envisageable, les acteurs ne sont guère portés à envisager l'avenir au delà du très court terme. L'état de santé assez déplorable de nombreux villageois est ainsi venu s'ajouter dans la convergence de facteurs qui a induit l'"imprévoyance" que l'on sait en matière de défrichement<sup>247</sup>, après la suppression de la culture cotonnière.

Le rétablissement d'un minimum sanitaire<sup>248</sup> constitue alors l'une des conditions à l'accroissement des capacités paysannes à la prévision, à l'anticipation et à l'innovation. En deçà de ce minimum en effet, les acteurs tendent à privilégier des démarches de consommation, orientée donc vers le

---

<sup>246</sup> Certains développeurs de terrain vont même jusqu'à parler d'un certain dépeuplement des villages causé par les ravages du Sida et le déficit sanitaire grave. Nous n'avons pas de chiffres précis à fournir, seulement des plaintes de villageois qui constataient eux aussi ce fait.

<sup>247</sup> Dans des exploitations où le travail disponible se réduit souvent à celui du ménage, une maladie touchant l'homme ou la femme durant une période culturale importante, telle les semis, a d'importantes implications sur les volumes de production à venir.

<sup>248</sup> Dont les critères seraient à définir, mais nous ne pouvons nous pencher ici sur un si vaste sujet.

court terme, que ce soit au niveau de la santé ou dans de nombreux autres domaines. Ce n'est que s'ils atteignent ou se situent au delà de ce "seuil" qu'ils peuvent tendre à investir, c'est-à-dire à dépasser la seule immédiateté.

Un tel rétablissement passe par les progrès d'une médecine accessible aux villageois, mais aussi par une amélioration de leur alimentation ; en effet, quel effort de productivité, par exemple, peut être attendu de producteurs mangeant parfois très peu, souvent très mal ?

Certes, certaines aides extérieures parviennent encore sporadiquement aux centres de soins de cette région, mais leur utilité est parfois douteuse. Ainsi l'hôpital de Mingala a reçu en 1995 un don - désormais "classique" - du gouvernement nippon : une ambulance. Nous nous interrogeons : à quoi peut bien servir une ambulance là où les ponts sont fortement détériorés, où les pistes ne sont guère praticables durant la saison des pluies<sup>249</sup> ? En outre, n'y a-t-il pas plus urgent pour cet hôpital qui n'a ni médecin, ni médicaments, bien peu d'infirmiers - en retard de quelques 12 mois de solde - se contentant de faire avec les moyens dérisoires dont ils disposent ? Cet exemple nous semble tout-à-fait significatif de l'état général du système public de santé, tel qu'il subsiste dans cette région.

Le taux de mortalité infantile est aussi très représentatif de ces carences de la Santé publique. Officiellement, il s'élève pour la R.C.A., à 100‰, en 1989<sup>250</sup>. D'autres avancent le chiffre de 192‰<sup>251</sup>. Or nous avons pu constater que dans les villages de brousse isolés, n'ayant plus accès ni aux soins, ni aux médicaments, ni à une vaccination efficace, ce taux avoisine les 500‰. En tous les cas, la mortalité infantile est rarement inférieure à 1/3. S'il est inexact d'imputer toute la responsabilité d'un tel taux aux défaillances des services de santé (la persistance de la pauvreté<sup>252</sup> et du déséquilibre des régimes alimentaires ne doit pas être omise de l'analyse), force nous est de reconnaître qu'elles y contribuent pour une large part.

Nous envisagerons, dans la quatrième partie de ce travail, les alternatives possibles à cette carence étatique, essentiellement le commerce privé, la construction de pharmacies villageoises, la réhabilitation de la pharmacopée, et nous nous demanderons si elles paraissent ou non en mesure de diminuer l'une des multiples facettes de la marginalité des populations de la région, la marginalité sanitaire. Nous voulons auparavant

<sup>249</sup> Le véhicule servira sans doute à quelque personne influente locale, mais ne sera selon toute probabilité pas utilisé pour venir en aide à la population.

<sup>250</sup> Selon le *Rapport sur le développement dans le monde*, Nations Unies, 1991.

<sup>251</sup> Venetier, 1984, *op. cit.*, p. 55.

<sup>252</sup> En 1994, on assistait à un léger mieux sanitaire, du fait d'une relative reprise de la circulation monétaire.

conclure ce sixième chapitre en nous attachant à l'étude des rapports que les villageois conservent aujourd'hui avec l'administration et ses représentants au niveau local.

### 2.2.2. Les villageois face à l'administration

Dans les discours, le paysan est souvent présenté comme "l'atout majeur de la République Centrafricaine"<sup>253</sup>. Dans la réalité, les villageois se trouvent délaissés par un Etat qui n'assume plus ses tâches essentielles, et livrés à l'arbitraire des représentants de cet Etat.

#### *a - La faillite administrative*

Avec la volonté d'administrer et de développer le milieu rural, bien avant l'Indépendance, sont nés différents services qui se sont souvent perpétués jusqu'à ce jour : Agriculture, Elevage, Travaux Publics, Eaux et Forêts, Police, Gendarmerie, services préfectoraux, communaux, etc. Mais si les services continuent d'exister, leur activité effective est souvent des plus réduites.

Insistons sur le cas des infrastructures routières. D'une manière générale, seules les Routes Nationales ont fait l'objet, sporadiquement, d'une réelle réfection par les Travaux Publics. Toutes les pistes rurales ont été délaissées, leur entretien revenant en théorie aux villageois qui les bordaient<sup>254</sup>, avec l'appui des structures de développement rural<sup>255</sup>, lorsque de telles structures existaient encore bien entendu. En réalité, ces travaux ne sont plus effectués depuis fort longtemps. Quant aux ponts dégradés, ils demeurent en l'état, ce qui ne fait qu'accroître l'enclavement de zones déjà assez éloignées des principaux centres d'échanges. Ainsi, on l'a vu, des villages comme Seigneur, Bana Oya, sont quasiment isolés du monde extérieur du fait de ponts infranchissables pour des véhicules légers. La seule voie reliant alors Alindao à Mingala, qui demeure, rappelons le, chef lieu de sous-préfecture, passe par Tagbalé et Kpanga IV, sur une piste peu praticable en saison des pluies. De plus, les agressions des coupeurs de route (ou "Zaraguina")<sup>256</sup>, touchent

<sup>253</sup> G. Darlan (Ministre du Plan), cité par Pagni, *art. cit.*, 1986, p. 40.

<sup>254</sup> Chaque chef de village, aidé de ses administrés, est censé entretenir le tronçon qui lui est dévolu.

<sup>255</sup> Le programme d'investissements pour le développement des transports (1991-1993), prévoyait ainsi que la responsabilité de l'entretien des pistes secondaires et rurales, serait dévolue aux agences de développement rural, avec la participation des populations concernées (cf. Gilguy, 1991, *art. cit.*, p. 3073).

<sup>256</sup> Sans doute des Tchadiens, disposant d'armes de guerre, et dont les intrusions sont permises par la perméabilité des frontières centrafricaines.

sporadiquement, durant chaque saison sèche, la Route Nationale n°2, entretenant une certaine insécurité sur le transport des personnes et des biens vers la capitale.

On sait quelles conséquences ont, sur l'insertion des petits producteurs aux marchés agricoles, les difficultés de transport. R. Pourtier le pose très justement : "On ne le répétera jamais assez : il n'y a pas de développement possible sans organisation des transports. Parce qu'il permet l'ouverture sur le marché, le transport constitue une condition, non pas suffisante assurément, mais absolument nécessaire du progrès de l'agriculture"<sup>257</sup>.

La prise de conscience de l'incapacité d'un Etat "ajusté" à faire face à ces tâches d'entretien de l'infrastructure routière, surtout dans un pays où les densités de populations demeurent assez faibles<sup>258</sup>, a conduit les bailleurs internationaux à financer différents projets routiers. Un premier Projet Sectoriel des Transports -routiers notamment - (P.S.T. I), a ainsi été mis en place en 1990 par le gouvernement et de nombreux bailleurs, dont la Banque Mondiale, l'Union Européenne, le P.N.U.D., etc. Le P.S.T. II est d'ailleurs en préparation sous l'égide de la Banque Mondiale et portera en théorie sur la période 1997-2000<sup>259</sup>. L'objectif affiché est de promouvoir la décentralisation de l'entretien routier, en motivant à la création de P.M.E. locales de B.T.P. et en y impliquant les populations elles-mêmes. Ainsi, le projet "F.E.D." d'entretien des pistes rurales de la région Centre-Sud<sup>260</sup> concerne les zones caféicoles du sud de la Basse Kotto, et vise à impliquer les G.I.R., on l'a dit, dans la remise en état des pistes. Mais, d'une manière générale, seuls les axes principaux, et notamment la R.N. n°2, font l'objet de réfections plus ou moins régulières, au gré des décaissements obtenus des bailleurs, et les pistes secondaires demeurent dégradées.

---

<sup>257</sup> POURTIER (Roland). - Désorganisation des transports et spirale du sous-développement au Zaïre. - in BLANC-PAMARD (Chantal), coord. - *Politiques agricoles et initiatives locales. Adversaires ou partenaires*. - Paris, Editions de l'ORSTOM, Coll. Colloques et Séminaires, 1993. - p. 49. Il ajoute plus loin : "Sans entrer dans le débat théorique d'une possible définition du «développement», on conviendra de l'apprécier à l'intensité, à l'étendue et à la diversité des échanges qui mettent les sociétés en réseaux. Le repli de cellules sociales sur de micro-espaces d'autosubsistance, consécutif à la raréfaction des échanges, définit à l'inverse une dynamique régressive de sous-développement" (pp. 52-53).

<sup>258</sup> Dans les remarques finales de l'ouvrage dirigé par P. Gourou et G. Etienne, P. Bourcier de Carbon remarque : "(...) les communications conditionnent tout particulièrement l'avenir agricole des régions rurales de faibles densités. C'est d'ailleurs dans ces zones-là que la réalisation de tels équipements exige la rupture préalable de véritables cercles vicieux, puisque de tels investissements ne peuvent dégager une rentabilité qu'à très long terme en raison précisément de la faiblesse de ces densités" (Gourou & Etienne, 1985, *op. cit.*, pp. 246-247).

<sup>259</sup> Cf. Devey, 1996, *art. cit.*, pp. 493-494.

<sup>260</sup> Le projet FED/CA/6005/O2 (cf. *Le Courrier CEE-ACP*, n°152, juillet-août 1995).

Puisque nous évoquons ces villages établis le long des pistes, précisons qu'une nouvelle politique de regroupement des villages a débuté en 1971, sous l'impulsion de J.B. Bokassa ; il s'agissait de transférer les villages sur certaines routes choisies, afin d'y créer des agglomérations dotées d'équipements publics (école, dispensaire, centres administratifs, puits, etc.) et sur des sites favorables à l'agriculture. Certains villages ont alors, durant les années 70, disparu, mais ces regroupements n'ont guère eu les conséquences annoncées en matière d'équipement public. Un tel sous-équipement des secteurs ruraux explique d'ailleurs pour une large part l'importance des déplacements ponctuels vers les centres, que nécessitent le règlement des formalités administratives ou judiciaires et les impératifs sanitaires ou scolaires, et qui ont toujours handicapé les tentatives de modernisation agricole.

Certaines réglementations pénalisent aussi grandement les paysans. Ainsi, la réglementation anti-braconnage empêche les paysans qui voient leurs "yaka" détruites par un éléphant solitaire d'abattre la bête<sup>261</sup>, pourtant responsable de dégâts qui peuvent parfois menacer leur survie même, surtout dans un contexte où les superficies mises en culture se révèlent assez réduites. Même s'ils passent parfois outre l'interdiction, quitte à s'exposer à des sanctions ou des prédatations, les villageois ressentent alors une désillusion supplémentaire, en constatant qu'aux yeux de l'Etat, ils comptent moins qu'un pachyderme<sup>262</sup>. Comment s'étonner, alors, de leur sentiment d'injustice et de marginalité ?

Nous n'allons certes pas faire l'inventaire de toutes les défaillances d'un Etat centrafricain "ajusté"<sup>263</sup>, nous n'y suffirions pas<sup>264</sup>. Nous nous contenterons donc ici d'évoquer la récente suppression de l'impôt, un fait éminemment symbolique de cette faillite de l'Etat.

L'une des premières mesures du Président F.A. Patassé fut en effet la suppression de l'impôt de capitation pour les non salariés, c'est-à-dire surtout pour les paysans<sup>265</sup>. Sa collecte était inefficace, au regard des sommes recueillies, et très impopulaire, marquée par l'histoire. Il faut ainsi voir dans

---

<sup>261</sup> Il faut au préalable obtenir une autorisation du Service des Eaux et Forêts.

<sup>262</sup> Les villageois nous disent avec lucidité : "Il est bien plus facile de nous empêcher d'abattre un vieux mâle isolé que de combattre les braconniers sévissant dans les réserves avec des armes de guerre".

<sup>263</sup> Nous avons déjà présenté la dépendance centrafricaine vis-à-vis des institutions internationales dans notre préambule.

<sup>264</sup> Nous avons aussi déjà évoqué l'incapacité de l'Etat à réguler des rapports fonciers en évolution, nous n'y revenons donc pas ici.

<sup>265</sup> Un certain nombre d'autres impôts, eux, subsistent : patente pour retirer du sable des berges de la Bangui Ketté, impôt sur la chasse, impôt sur la vente d'une cuvette de manioc, etc.



cette suppression la volonté de marquer, avec la fin de l'"ère Kolingba", un changement de ton, la fin d'une époque d'"oppression" en quelque sorte.

Cette suppression nous paraît être aussi le signe, la confirmation de l'incapacité du pouvoir central à gérer, contrôler, administrer les populations, de la fin de cette illusion de "contrat social" qui subsistait depuis l'indépendance, et en fin de compte, de l'abandon des villages, laissés à eux-mêmes, à leur propre arbitraire, à celui des commerçants ou à celui des fonctionnaires "détachés", très peu soumis à l'autorité centrale, tout comme l'étaient les auxiliaires autochtones du pouvoir colonial.

### *b - L'arbitraire des fonctionnaires*

C'est un lieu commun que d'affirmer que les fonctionnaires centrafricains sont "corrompus", c'est-à-dire qu'ils usent de l'autorité légale et des moyens dont ils disposent, profitent du poste qu'ils occupent, pour leur propre intérêt. Ce n'est pas là un phénomène récent<sup>266</sup> puisque la confusion de l'exercice de l'autorité et du prélèvement des richesses était déjà consubstantielle du régime des concessions, on l'a vu. Ce climat d'arbitraire et d'impunité s'est jusqu'à ce jour perpétué. J.P. Ngupandé précise ainsi qu'au moment de la décolonisation et du remplacement des administrateurs coloniaux par des autochtones, s'est produite une recrudescence des sévices, bastonnades et autres corvées pratiqués par les nouveaux responsables, et ce nonobstant les consignes officielles<sup>267</sup>.

Selon J.F. Bayart donc, "les positions de pouvoir, comme hier et avant hier, peuvent être des positions de prédation. Leurs détenteurs recourent à leur monopole de la force légitime pour exiger produits, numéraires et prestations. Au moins dans les campagnes, la plupart des cadres administratifs et politiques agissent de la sorte"<sup>268</sup>. Nous disposons bien entendu de très nombreux exemples concrets de cet arbitraire, de ces prédatations.

Ainsi, beaucoup de jeunes sont partis de Mingala, qui compte une proportion élevée de personnes d'âge mûr. Ces jeunes ont d'abord fui pour échapper aux tracasseries administratives, au risque de la prison (la "da ti kanga" en Sango), à l'arbitraire des autorités, qui sont laissées à elles-mêmes,

<sup>266</sup> Ni d'ailleurs, bien entendu, un phénomène exclusivement centrafricain.

<sup>267</sup> NGUPANDE (Jean Paul). - *Les freins de l'histoire en Afrique. Essai sur la marginalisation du continent noir*. - Bangui, 1993, multigr.

<sup>268</sup> Bayart, 1990, *op. cit.*, p. 106. Les "Miliciens" ont longtemps sévi autour d'Alindao. Ils contrôlaient par exemple les "pièces" des paysans venus vendre leurs produits à Alindao, tentant d'en retirer un avantage en nature ou en numéraire. Ce Corps de la Milice, très lié au Parti Unique, n'a été dissout qu'au début des années 90.

sans contrôle. Par exemple, concernant la vente des produits agricoles, sur le marché de Mingala, les "représentants de l'autorité" pèsent pour imposer un prix plus faible que le "prix du marché" ; ceux qui se "rebiffent" s'exposent à des sanctions. Sur d'autres marchés, à Oudjo, à Zounguinza, à Kollo, les paysans peuvent demander un prix plus libre, fixé en dehors de l'influence des "autorités", selon l'offre et la demande<sup>269</sup>. Cela incite donc de nombreux jeunes à quitter ce chef-lieu de sous-préfecture, qui ne compte pas plus de 2000 habitants.

Les emprisonnements arbitraires sont d'autant plus nombreux que les agents de la "force publique" ne sont pas régulièrement payés ; ils emploient donc des prisonniers pour leur propre compte. L'utilisation de la main d'oeuvre pénale est une pratique légale, soumise à des règles théoriques<sup>270</sup>, bien entendu peu appliquées, ce qui fait de cette pratique une digne héritière du Code de l'Indigénat, en matière de travaux forcés. La plupart des notables se font entretenir des champs, des parcelles par ces prisonniers. Il y avait auparavant beaucoup de gens en prison pour cause de non paiement de l'impôt, les "autorités" n'ont plus cette possibilité aujourd'hui. Mais, des motifs d'arrestation subsistent - au besoin on en trouve -, et cette main d'oeuvre gratuite est encore très employée à Mingala comme ailleurs<sup>271</sup>.

De plus, les phénomènes de redistribution, que l'on évoque parfois afin de proposer une vision nuancée des transferts qui s'opèrent entre paysans et fonctionnaires, sont ici fort limités, et ce pour trois raisons majeures. En premier lieu, les Banda n'ayant jamais détenu le pouvoir central, contrairement aux riverains de l'Oubangui, ils n'ont eu que peu accès à des postes "élevés", permettant l'obtention, par des voies plus ou moins légales, de revenus importants. La redistribution qui échoit aux villageois n'en est, en toute logique, que plus restreinte. On a sans doute là une autre facette de la mise en marge des populations de cette région, qui est aussi politique.

En outre, la "solidarité familiale" n'est que rarement spontanée, elle ne se déclenche souvent que sous la pression forte du groupe<sup>272</sup>, et elle ne se traduit pas toujours concrètement par un véritable transfert de revenus. Ainsi, les paysans, lors de visites familiales, approvisionnent en produits vivriers leurs parents installés en ville et particulièrement à Bangui. En contrepartie de ces

<sup>269</sup> Même si les asymétries y sont nombreuses, on l'a vu.

<sup>270</sup> En 1994, les prisonniers doivent être nourris par leurs employeurs temporaires ; ceux-ci doivent en outre verser 250 F par jour à l'Administration pénitentiaire.

<sup>271</sup> Les prisonniers doivent en outre souvent subvenir à leur nourriture. Ils récoltent ainsi un peu de bois de chauffe, pour le vendre afin de s'acheter quelques produits. Aucun prisonnier n'est enfermé toute la journée, car il faudrait alors le nourrir.

<sup>272</sup> La peur du "likundu", c'est-à-dire de l'attaque en sorcellerie, est ici fondamentale.

apports, ils sont hébergés et reçoivent quelques biens, pour une valeur globale qui peut être inférieure à celle des produits amenés du village, surtout lorsque les prix du vivrier sont élevés. Par ailleurs, les jeunes villageois accueillis en ville par "l'oncle" ne trouveront souvent pas l'accueil espéré et devront soit se débrouiller pour survivre, soit travailler dur au compte de celui qui les accueille.

Enfin, il convient de se replacer dans le contexte de crise que connaît la R.C.A. depuis de nombreuses années, beaucoup de fonctionnaires se voyant obligés de développer des "stratégies de survie"<sup>273</sup> face à l'accumulation des arriérés de salaires<sup>274</sup>. On ne peut guère attendre de ces fonctionnaires "conjuncturels" l'envoi de sommes importantes au village ou l'accueil de nouvelles bouches à nourrir. Au contraire, on l'a dit, les arriérés de salaires ne peuvent qu'inciter davantage les fonctionnaires à se livrer plus qu'hier aux prédatons<sup>275</sup>.

Outre ces ponctions multiples qu'ils doivent subir, les paysans ne sont guère protégés par les "autorités". Il existe bien sûr toute une structure administrative et de maintien de l'ordre encore en place, mais elle ne remplit que peu son rôle. Prenons l'exemple, représentatif de la vulnérabilité des cultivateurs, de la divagation des bovins. Un villageois de Bana Oya fait 100 km pour aller à Mingala déposer plainte contre les "bagara" d'un Mbororo qui ont abîmé ses cultures. Le Commandant de Brigade demande 2000 F pour venir ("l'essence de sa mobylette") et prévient qu'il en faudra au moins autant pour le retour. Ayant reçu les 2000 F, il ne s'est finalement pas déplacé. Sur cette route, le maire a un troupeau de "Baoulé", qui causent elles aussi de nombreux dégâts ; malgré les plaintes, les "autorités" ne bougent pas, car elles ont reçu, nous a-t-on dit, des animaux en cadeau. Nous pourrions citer d'autres cas constatés d'arrangements entre fonctionnaires et notables ou commerçants, qui se réalisent toujours contre des paysans, alors que la moindre "faute" de ces derniers entraîne sanction et prédation. Cette vulnérabilité des paysans ne fait que perpétuer et qu'accroître leur marginalisation, dont ils ont d'ailleurs pleinement conscience. Cette conscience d'être "tenu à l'écart", d'être condamné à la spoliation, déteint fortement sur leurs attitudes, nous allons le voir dans le dernier chapitre de ce travail<sup>276</sup>.

<sup>273</sup> Sur ce thème on lira : MAZIDO (Abel), LEROY (Alain). - Stratégies de survie des fonctionnaires centrafricains "conjuncturels". - *Politique Africaine*, n°53, mars 1994, Karthala. - pp. 117-127.

<sup>274</sup> En février 1995, on comptabilisait que l'Etat centrafricain devait entre neuf et douze mois de salaires à ses agents (*Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2571, 17 février 1995, p. 359).

<sup>275</sup> Précisons bien que la crise ne vient ici qu'accroître un phénomène qui lui préexistait. Il serait abusif de voir dans la crise l'origine de ce qu'il est convenu d'appeler "corruption".

<sup>276</sup> Cf. *infra*, pp. 577-580.

Certes depuis la "transition" et le départ du président Kolingba, la prise de parole paraît plus aisée, on ose évoquer les phénomènes de corruption, on discute autour de traductions simplifiées de la déclaration des droits de l'Homme<sup>277</sup>. Cela n'enlève rien, pourtant, à l'impression de "vie en marge" que l'on ramène des villages de cette région d'Alindao.

En marge des marchés tout d'abord. Les marchés auxquels ont encore accès les paysans de cette région sont souvent partiels et sporadiques. Ils sont aussi très localisés, et ne permettent parfois même plus l'insertion des producteurs aux flux d'échanges nationaux et internationaux, par la vente de vivrier ou de café. Et lorsque cette insertion a lieu, elle se produit dans de nombreux cas sur un mode asymétrique tel que l'échange se fait largement au désavantage des producteurs. En outre, une telle imbrication de marchés de tailles différentes (locale, régionale, nationale, et mondiale), bien qu'elle se révèle insuffisante pour sortir les villages de leur marginalité économique, cause d'importantes distorsions qui pèsent lourdement sur les équilibres locaux, en provoquant par exemple de sensibles fluctuations de prix<sup>278</sup>. Enfin, l'instabilité de cette insertion pousse les cultivateurs à se limiter à des stratégies de très court terme, et à ne produire que des volumes relativement limités.

En marge du développement aussi. Plus aucun organisme public n'intervient de manière continue et effective sur l'ensemble des secteurs visités. Il subsiste bien quelques agents du Développement Communautaire, l'Animation Rurale, les moniteurs du C.F.A.E., quelques vulgarisateurs de l'ex-ADECAF, mais leur action est par nature limitée. L'histoire montre pourtant que l'une des conditions de réussite de la "voie paysanne", que beaucoup des derniers développeurs en activité semblent appeler de leurs vœux, consiste justement en "(...) un encadrement relativement étroit des producteurs par des institutions publiques et/ou des organisations associatives (comme les coopératives) pour la formation, l'assistance technique, la fourniture des intrants, la commercialisation, le crédit, etc."<sup>279</sup>.

---

<sup>277</sup> Le premier congrès de la "Ligue centrafricaine des droits de l'Homme" s'est ainsi ouvert à la fin du mois de mai 1994. Une cellule anti-corruption a été créée le 8 juillet 1995 : le Centre National de Recherche et d'Investigation (cf. *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2592, 14 juillet 1995, p. 1525). Remarquons toutefois que la lutte contre la corruption a toujours constitué, par le passé, une constante des discours tenus en début de régime.

<sup>278</sup> Il en va ainsi du prix des produits vendus à Bana Oya pour être revendus à Kollo, ou de celui du manioc de Mobaye destiné à approvisionner la capitale congolaise. De telles distorsions risquent alors, on l'a vu, de remettre en cause certains équilibres alimentaires.

<sup>279</sup> Haubert, 1994, *art. cit.*, p. 12.

En marge de la société centrafricaine, enfin. La faillite, dans tous les domaines, de l'action de l'Etat est ici révélatrice<sup>280</sup>. Pourtant, l'importance d'un Etat dans la réalisation d'infrastructures, dans l'organisation du système financier, etc., constitue justement une autre condition à l'émergence de l'alternative "paysanne". Si l'intervention sous tous azimuts de l'Etat centrafricain a pu se révéler très inadaptée aux réalités villageoises et a conduit à de nombreux échecs, le retrait de cet Etat ne semble guère passer le relais à des initiatives privées théoriquement "libérées". La question se pose clairement : quel secteur privé peut s'intéresser à des villages en marge ? Alors même que la traite, "échange inégal" s'il en est, s'implante dans le *no man's land* subsistant entre un Etat "ajusté" et des marchés très partiels, les activités non strictement commerciales ne trouvent aucun relais dans le "privé".

Dans un tel contexte, la viabilité de cette agriculture familiale ne peut paraître que très limitée. Le poids des incertitudes, marchandes, foncières, sanitaires, etc., influe sur les possibilités d'intensification, et donc sur la résolution de certaines des contradictions des systèmes de production. De plus, cette agriculture ne peut guère être qualifiée de "paysanne". Car, si elle demeure familiale et si elle "couple" la production et la consommation des unités domestiques, la faiblesse des rapports qui la lient au monde extérieur l'apparente plus, souvent, à une précaire agriculture de survie.

Pour espérer une plus grande viabilité de l'agriculture de cette région et pour envisager la mise en oeuvre de la "voie paysanne", il semble donc qu'il faille moins compter, aujourd'hui, sur un hypothétique secteur privé et sur un Etat défaillant, que sur les populations elles-mêmes et sur leurs capacités internes de mobilisation et d'action. Encore faut-il que ces populations, placées dans de telles conditions matérielles d'existence, et influencées par les "leçons" de leur histoire, disposent de telles capacités. C'est autour de cette interrogation que sera bâtie toute la quatrième et dernière partie de ce travail.

---

<sup>280</sup> Une action aujourd'hui perpétuée, pour l'essentiel, par les projets et programmes mis en oeuvre par les bailleurs internationaux, on l'a vu.

**Quatrième partie :**

**Marginalité et capacités villageoises**

## Chapitre 7 :

### Les difficultés de la structuration paysanne

Cette quatrième et dernière partie est destinée, on l'a dit, à mettre en lumière les multiples incidences du passé de ces populations et de leur situation actuelle de marginalité, sur leurs comportements et leurs "capacités". Une telle mise en lumière doit donc permettre à l'économiste que nous sommes de montrer les logiques d'attitudes et de stratégies parfois peu compréhensibles de prime abord, et d'établir les conditions sous lesquelles les villageois pourraient accroître la viabilité de l'agriculture qu'ils ont, tant bien que mal, perpétuée jusqu'à aujourd'hui.

Remarquons dès à présent que la plupart des exemples que nous donnerons, dans ces deux chapitres, sur l'interaction paysan-développeur concerneront les Yakpa, les Ngbugu, populations réputées indociles on l'a dit, étant pour une large part délaissés par les derniers opérateurs du développement. Nous reviendrons sur ce fait dans la conclusion générale<sup>1</sup>.

Dans ce septième chapitre, nous allons aborder la difficile question de la structuration paysanne. Nous nous demanderons en fait au fil des pages si les difficultés que peuvent rencontrer les diverses tentatives de structuration ne constituent pas une autre implication majeure de la marginalité que vivent les villageois de cette région.

Pourtant, dans le deuxième chapitre, nous avons justifié l'existence des organisations comme moyen de stabiliser un environnement incertain, l'organisation étant d'autant plus nécessaire que l'incertitude est forte<sup>2</sup>. On perçoit alors combien l'existence d'organisations paysannes peut contribuer à atténuer tant soit peu les conséquences de la marginalité des villages. On peut en outre estimer que cette marginalité, perçue sous l'angle du désengagement étatique, risque de faciliter la structuration rurale, en favorisant les activités des organisations non étatiques, l'émergence - spontanées ou suscitées - d'initiatives locales propres à permettre l'émergence de la "voie paysanne", etc<sup>3</sup>. Mais une telle dynamique peut-elle être si "évidente", dans le cas qui nous

<sup>1</sup> Cf. *infra*, pp. 588-589.

<sup>2</sup> Cf. la "conséquence" C<sub>a</sub>11 du chapitre 2 (cf. *supra*, pp. 185-187).

<sup>3</sup> Sur ce thème, on lira Blanc-Pamard (coord.), 1993, *op. cit.* Et plus particulièrement : la deuxième partie ("Absence de l'Etat, initiatives privées", pp. 71-106) et la quatrième partie ("Solutions paysannes au désengagement de l'Etat", pp. 215-260) de cet ouvrage collectif.

intéresse ici où la marginalité dépasse le simple cadre du retrait conjoncturel des organismes officiels de développement rural, où elle est ancienne et structurelle ?

Telle sera la question de fond de ce chapitre. Pour y répondre, nous tenterons d'étudier très concrètement le fonctionnement de l'organisation paysanne, sur la base d'exemples rapportés lors de nos séjours sur le terrain. C'est ainsi que, dans une première section, nous analyserons la difficile émergence de groupements paysans viables, en alliant une étude du contexte au sein duquel sont implantés ces groupements à des illustrations très concrètes du fonctionnement - et des dysfonctionnements - des organisations villageoises.

Dans une seconde section, nous nous pencherons ensuite sur la problématique du *leadership*, tel qu'elle découle à la fois de nos hypothèses théoriques et du contexte étudié ici. Cette analyse de la situation et des actions des *leaders* villageois ne fera qu'étayer et illustrer tout ce qui aura été dit dans la première section.

## **SECTION 1 : LA MARGINALITE, OBSTACLE A L'ACTION COMMUNE**

Pour tenter d'apporter quelques éléments de réponse à une telle question, nous nous tournons d'abord, comme il est d'usage dans ce travail, vers les enseignements que nous pouvons tirer d'une analyse du "contexte". Un contexte qui influe évidemment sur les capacités des villageois à la participation, à l'action commune. Nous allons donc d'abord tenter de mettre cette influence en lumière. Et nous verrons alors que le contexte dans lequel les tentatives de structuration prennent place leur est souvent défavorable. Ce constat étant posé, nous devons l'éclairer d'exemples concrets, saisis sur le "terrain", ce qui nous permettra de proposer un récapitulatif des multiples conditions de viabilité de toute organisation villageoise implantée dans la région d'Alindao.

### **1.1. Le contexte de la structuration**

Ce contexte renvoie tout à la fois aux conséquences du passé et aux conditions actuelles d'existence des paysans, aux spécificités de chaque village et aux influences plus générales provenant de l'environnement socio-économique. Nous avons donc à proposer une analyse de réalités fort



complexes. Pour ce faire, nous nous pencherons d'abord sur le contexte villageois de la structuration, puis sur celui, plus général, des liens subsistant entre ces villages et le monde extérieur.

### 1.1.1. Un contexte villageois dégradé

Nous avons déjà évoqué, dans le chapitre 2, les différences qui séparent l'entraide de la participation<sup>4</sup>. Nous allons ici y revenir, et tenterons de montrer que les limites de l'entraide, telle qu'elle est vécue dans les villages de la région, ne jouent guère en faveur d'une "participation" de leurs habitants. Puis nous montrerons comment, au fil des événements de leur histoire, ces villages ont peu à peu été profondément "désorganisés". Une désorganisation peu à même, nous le dirons, de constituer la base d'une structuration.

#### *a - De l'entraide à la "participation"*

Dans le deuxième chapitre<sup>5</sup>, nous avons réfuté ce que G. Gosselin appelle "l'illusion spontanéiste" en matière de participation, et posé comme principe essentiel que cette "participation", c'est-à-dire l'intégration dans les comportements d'une dimension "civique", ne va pas de soi. Nous avons aussi clairement distingué entraide et "participation" ; une distinction qu'il nous faut approfondir.

Tout d'abord, nous devons nous garder d'idéaliser le système d'entraide, qui n'est pas très développé dans cette région, on l'a montré dans le chapitre précédent<sup>6</sup>. G. Sautter souligne l'existence, dans les villages Zandé, d'une logique que l'on retrouve parmi les Banda : "L'entraide n'a pas pour fonction de corriger les inégalités entre faibles et forts"<sup>7</sup>. Elle vise d'abord à assurer la reproduction simple du groupe, c'est-à-dire à maintenir la cohésion de la partie la plus active, la plus dynamique, à savoir les jeunes et les adultes en âge de travailler et de se reproduire. C'est pourquoi la situation des vieux n'est pas toujours aussi bonne que l'on veut parfois le croire<sup>8</sup>. Remarquons que cette conception de l'entraide, visant d'abord à préserver les "forces vives" d'un clan ou d'un village, renvoie au contexte historique qui l'a fait naître : il s'agissait alors, dans un contexte "guerrier", d'assurer la survie du groupe avant celle de

---

<sup>4</sup> Cf. *supra*, pp. 193-194.

<sup>5</sup> Gosselin, 1980, *op. cit.*, p. 288.

<sup>6</sup> Cf. *supra*, pp. 445-448.

<sup>7</sup> Sautter, 1975, *art. cit.*, p. 85.

<sup>8</sup> Nous reviendrons sur la place des "vieux" dans la section suivante (cf. *infra*, pp. 512-513).

ses membres, et surtout de ses membres les plus faibles. Aujourd'hui, même si la menace guerrière est nulle, les individus restent confrontés à des incertitudes majeures, dont le poids les incite à perpétuer une entraide entre "forts", peu destinée aux "faibles"<sup>9</sup>.

Soulignons aussi que plusieurs formes d'entraide interindividuelle en vigueur autrefois ont presque totalement disparu, telles l'entraide liée aux pactes de sang ou celle qui unissait des co-initiés.

Par ailleurs, le niveau "collectif-villageois" nous paraît être une réalité assez contestable. En effet, sans jouer sur les mots, le "collectif" est une importation européenne, implantée après la première guerre mondiale par le colonisateur, et perpétuée au travers des travaux cotonniers, on l'a vu. L'imposition du travail au sein de ce "collectif" n'avait que peu à voir avec l'entraide usuelle ; il est d'ailleurs significatif de constater que, dès lors que cesse l'obligation cotonnière des grands blocs de culture, chacun se remet à cultiver de son côté, sa petite parcelle.

En outre, l'entraide n'a pas, chez les Banda, un caractère permanent et ne se déclenche qu'en cas de difficultés passagères, ou d'intenses travaux agricoles<sup>10</sup>, elle ne découle pas nécessairement d'une libre décision, étant parfois imposée par les liens familiaux. A l'inverse, la "participation" est une coopération continue, et qui implique l'adhésion volontaire de l'individu à un projet qui le dépasse, le "développement" du village. Entraide, qui implique réciprocité - et souvent, on l'a vu, rétribution -, et participation, basée sur la solidarité<sup>11</sup> et le "civisme", ne sont pas du même signe ; l'omission de ce principe peut mener à une certaine incompréhension des comportements des villageois impliqués dans une action commune<sup>12</sup>.

De plus, il suffit de se référer à l'histoire des populations Banda, leur habitat précolonial dispersé, les regroupements forcés dans ce qui ressemblait fort à des camps de travailleurs, pour comprendre que les villages actuels sont "composites", c'est-à-dire que leur population est claniquement hétérogène, très éloignée de l'image du "village-famille". Ce caractère "composite" limite les possibilités d'entraide fondées sur les liens du sang. Cette diversité clanique pourra aussi être un facteur d'échec pour des actions entreprises par

<sup>9</sup> Rappelons la situation précaire que connaissent de nombreux orphelins recueillis, par exemple.

<sup>10</sup> Ainsi que dans de nombreux systèmes productifs fondés sur la céréaliculture, comme l'était originellement l'agriculture Banda.

<sup>11</sup> La réciprocité consiste en un avantage que l'on reçoit à tour de rôle, alors que la solidarité est une action commune pour obtenir un résultat (cf. Gentil & Fournier, 1993, *op. cit.*, p. 76).

<sup>12</sup> P. Kalck, par exemple, insistait en 1959 sur l'"étroite relation qui existe entre les coutumes traditionnelles d'aide mutuelle des populations africaines et la coopération" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 288).

l'Animation Rurale à l'échelle du village, les différents groupes se montrant hostiles à toute action commune<sup>13</sup>. C'est là un obstacle majeur - mais non exclusif - à l'instauration de solidarités villageoises.

Quelles peuvent être les conséquences de cette absence d'une solidarité "naturelle", dont on revêt parfois les sociétés rurales africaines ? Cela rend par exemple moins évidente la mise en place d'organisations basées justement sur une forte cohésion entre les membres comme, en matière de crédit, le système de la caution solidaire. Un tel système repose, selon D. Gentil et Y. Fournier, sur la constatation qu'une solidarité africaine existe bien, notamment au niveau du village. Ces auteurs démontrent alors que cette "solidarité" est en fait plus ou moins imposée de l'extérieur, perçue par les paysans "davantage comme une condition pour obtenir du crédit que comme la mobilisation d'une solidarité préexistante"<sup>14</sup>. Ils concluent fort justement : "Le principe de la caution solidaire est intéressant mais il ne correspond pas à une attitude spontanée des paysans"<sup>15</sup>. Ce raisonnement nous paraît généralisable à toutes les tentatives d'actions communes basées sur cette "solidarité traditionnelle préexistante", dont nous avons, dans la région d'Alindao, cherché vainement les manifestations<sup>16</sup>.

Ce caractère limité de l'entraide, fruit on le voit de l'histoire tourmentée des populations de la région, est encore accru par le grand "désordre" qui règne aujourd'hui dans de nombreux villages.

#### *b - Des villages "désorganisés"*

Dans les villages regroupés, les cases sont fort rapprochées les unes des autres, tout le monde se connaît, chacun observe et se sent observé. Il n'y a donc guère, à cette échelle villageoise, d'asymétries d'information et les habitants ne disposent que de peu d'autonomie.

---

<sup>13</sup> Au village de Seigneur, par exemple, les uns se rendent à la source aménagée, ce sont ceux qui ont participé à son financement et à sa construction ; les autres vont chercher leur eau à celle qui n'a pas été aménagée, ce sont ceux qui n'ont pas cotisé, et qui se voient donc interdire l'accès à la première source. Ainsi, dans ces villages "composites", même l'unanimité autour d'une action aussi mineure - en termes de débours monétaires et de travail - est difficilement obtenue. On comprend alors la force des limites que rencontrent des tentatives d'intégration de l'ensemble des villageois au sein de structures "participatives".

<sup>14</sup> Gentil & Fournier, 1993, *op. cit.*, p. 26.

<sup>15</sup> *Idem*, p. 38.

<sup>16</sup> Ceci ne signifie certes pas qu'aucun acte de solidarité ne peut être observé, mais cette solidarité est alors interpersonnelle ou est le fait de groupes religieux, elle n'est pas la manifestation d'une tradition immuable, elle n'est pas, en quelque sorte, "institutionnalisée".

Ce manque d'autonomie n'est pas apprécié des villageois<sup>17</sup>. Pourtant très peu de familles décident d'aller vivre un peu plus à l'écart, là où il y a plus d'espace, moins d'entassement, plus d'individualité en somme. Car les réactions des autres villageois, des voisins du quartier, des membres du clan, empêchent souvent tout acteur de se tenir à l'écart, de s'autonomiser, bref de se différencier. C'est ainsi qu'aller vivre un peu à l'écart entraîne plusieurs questions : pourquoi cette fuite ? Pourquoi ce rejet du groupe, de la famille ? N'est-ce pas parce que le "fuyard" a quelque chose à cacher ? Il y a d'ailleurs très souvent une interaction entre habitat isolé et sorcellerie : on est mis à l'écart parce que l'on a la réputation de sorcier, mais l'on est aussi très vite soupçonné de pratiques occultes lorsque l'on va de soi-même s'installer hors du village ou du quartier<sup>18</sup>.

C'est donc en quelque sorte une cohabitation contrainte que les villageois vivent dans leur village, ce qui ne peut constituer un fondement solide pour une éventuelle structuration. Elle n'est maintenue que par le poids d'un fort égalitarisme, dont il nous faut mettre en lumière les causes et les implications.

Ces tendances égalitaristes se sont développées à la suite des nombreux bouleversements vécus par les populations au début de ce siècle : regroupement en des villages administratifs, imposition d'un mode de vie - et de travail - en commun inconnu jusqu'alors, introduction de la monnaie, remise en cause des détenteurs "traditionnels" du pouvoir, perte d'influence des sociétés secrètes, abandon des rites agraires à la suite de la généralisation de la culture du manioc, etc. Tout ceci fut source d'un grand "désordre", qui se traduit par un important relâchement des mécanismes de contrôle social, *via* les initiations, les hiérarchies secrètes, le sentiment d'appartenance au clan, etc. Ce "désordre" permit un essor des motivations individualistes, mais suscita aussi de fortes réactions égalitaristes.

Ces réactions avaient sans doute pour finalité, à l'origine, de maintenir la cohésion menacée des clans, de limiter les effets du "chacun pour soi", de modérer en somme le "désordre". En ce sens, elles pouvaient être analysées,

---

<sup>17</sup> Nous renvoyons le lecteur au principe (C9) de la recherche d'autonomie, posé dans le deuxième chapitre (cf. *supra*, p. 162). Au niveau local, cette structure de l'habitat permet une diminution des coûts de communication, même si ceux-ci demeurent importants à une échelle supérieure.

<sup>18</sup> D'où ce paradoxe : chacun voudrait plus d'autonomie, de liberté au quotidien, mais dans l'incapacité de l'obtenir du fait des pressions des voisins ou parents, il la refuse lui-même aux autres. Ce type de paradoxe se retrouvera dans de multiples occasions, notamment dans l'attitude face aux opportunités d'innovations, nous le verrons (cf. *infra*, pp. 577-580).

au niveau social, comme le fruit d'un mécanisme d'autodéfense<sup>19</sup>. Mais, très vite, face à l'ampleur des changements vécus par les populations, un tel égalitarisme changea de sens : l'exigence de solidarité devint parasitisme, le respect des hiérarchies se mua en prédatons, le souci de maintenir la cohésion du clan devint jalousie envers celui qui "réussit" ou s'autonomise, et le risque de la sanction sociale et de l'exclusion du groupe fut supplanté par la menace de la vengeance occulte. Cette menace demeure certes diffuse, immatérielle, mais elle est très ressentie par les villageois qui tendent à s'écarter des routines, et les incitent souvent à privilégier une certaine passivité<sup>20</sup>.

Au lieu donc de limiter les effets de la désorganisation sociale, l'égalitarisme n'a souvent abouti qu'à son accentuation, du fait de l'exode des jeunes désireux d'échapper aux pressions des anciens<sup>21</sup>, de la multiplication des cas de sorcellerie d'agression, de l'augmentation du nombre des conflits interpersonnels, du frein qu'il met à l'adoption d'innovations qui auraient peut-être permis une amélioration de la situation matérielle des villageois, etc.

Cette désorganisation s'observe par exemple dans l'absence, à laquelle sont confrontés les développeurs, de structures socio-économiques de base, qu'on les nomme "traditionnelles" ou non, dans l'absence d'interlocuteurs "collectifs" ou "communautaires". Mieux vaut en fait avoir un interlocuteur représentatif, même rétif aux changements proposés<sup>22</sup>, qu'une situation où le désordre est tel qu'il n'y a plus guère d'instances représentatives de la population avec lesquelles travailler, négocier, etc., si ce n'est quelques organisations suscitées par l'encadrement ou l'Animation, souffrant d'une absence flagrante de motivations.

Elle s'analyse aussi à travers le caractère problématique d'une entente minimale entre les villageois, qui constitue un autre obstacle majeur à l'émergence d'une structuration paysanne. Ainsi, dans les villages, une phrase revient sans cesse : "Mango téré a yéké da apé", c'est-à-dire "il n'y a pas

<sup>19</sup> Ainsi, pour J.F. Bayart, "les correctifs très contraignants qui dans l'éducation, dans l'invisible, dans la sociabilité quotidienne, brident (...) l'individualisme sanctionnent (...) sa force impétueuse et préservent les sociétés de sa vigueur centrifuge, plutôt qu'ils n'attestent la suprématie d'une conception communautaire de l'existence" (Bayart, 1990, *op. cit.*, p. 323).

<sup>20</sup> Nous reviendrons en détail sur cette menace au fil du chapitre suivant (notamment, cf. *infra*, pp. 570-574).

<sup>21</sup> L'exemple de l'exode des jeunes villageois est significatif de cette ambivalence qui caractérise, à des degrés divers, de nombreuses sociétés africaines : "La caractéristique des sociétés africaines, note P. Hugon, est à la fois celle de très fortes contraintes sociales limitant les libres arbitres et interdisant une vision utilitariste et également des stratégies économiques fortement individualisées caractérisées par la mobilité, l'"exit option", et la grande flexibilité des pratiques économiques limitant les effets de structure privilégiés par l'anthropologie" (Hugon, 1993a, *art. cit.*, pp. 59-60).

<sup>22</sup> Bien entendu, l'expérience montre que les organisations "traditionnelles" ne suffisent plus pour relever les nouveaux défis du marché, de l'intégration nationale, etc.

d'entente". Et ce tant dans les couples et les familles, on va le voir, qu'au sein d'un éventuel groupement<sup>23</sup>. De même, les acteurs se révèlent souvent incapables de régler eux-mêmes leurs conflits. En effet, lorsqu'éclate un "palabre", les Yakpa ou Ngbugu préfèrent souvent se tourner vers les autorités plutôt que de tenter de le résoudre à leur niveau, et ce au contraire des "Riverains"<sup>24</sup>. Si les représentants de l'autorité ne peuvent pas ou ne veulent pas s'impliquer dans le conflit, celui risque de demeurer irrésolu et de donner lieu à un règlement "occulte". Il en est de même lorsque les revenus monétaires des villageois sont très limités. On l'a dit dans le chapitre précédent : la démonétarisation - ou la très faible monétarisation - des villages accroît les tensions interindividuelles, car les conflits, même lorsqu'ils donnent lieu à jugement, ne peuvent être éteints par le versement des amendes requises<sup>25</sup>.

Le "désordre" s'observe jusqu'au niveau de la coordination domestique des comportements, c'est-à-dire celui du ménage lui-même. Selon L. Thévenot, "l'ordre domestique" se manifeste par l'établissement de la "confiance", face à laquelle l'évaluation marchande est déraisonnable<sup>26</sup>. Un tel "ordre" semble peu présent dans les villages de cette région. La "confiance" suppose en effet une relation de "génération", peu apparente dans les situations où prédomine une survie au quotidien et où les vieux sont souvent mis à l'écart ; une relation de "voisinage" aussi, souvent battue en brèche par une importante mobilité individuelle ; une relation d'"estime" enfin, garantissant l'autorité, peu efficace dans une société où sévit la "tricherie", où le montant des dots empêche de nombreux mariages coutumiers et où les femmes demeurent usuellement plus attachées à leurs familles qu'à leurs nouveaux foyers.

Les unités domestiques sont donc elles aussi, dans le contexte actuel, profondément désorganisées<sup>27</sup>. Ceci se traduit souvent par un climat continu de tensions et de méfiance. Nous avons pu observer les difficiles rapports qu'entretiennent souvent hommes et femmes, jeunes et vieux, dans les villages Banda ; les hommes et les femmes s'entendent rarement dans la hiérarchie à donner aux dépenses monétaires, se suspectent mutuellement d'adultère, voire de sorcellerie, se disputent pour savoir qui aura l'usage des sommes gagnées dans l'exploitation<sup>28</sup>, qui mènera à bien tel travail culturel, etc. C'est ainsi qu'une

<sup>23</sup> Les motifs usuels de conflits concernent les affaires de clan, d'adultère, de sorcellerie, d'argent, de jalousie.

<sup>24</sup> Ceux-ci, lorsqu'existe un problème, préfèrent toujours le régler entre eux plutôt que d'y mêler un maire ou un chef de Brigade.

<sup>25</sup> Cf. *supra*, pp. 423-425.

<sup>26</sup> Thévenot, 1989, *art. cit.*, p. 185.

<sup>27</sup> En cela, elles ne constituent que le reflet de la société au sein de laquelle elles s'intègrent.

<sup>28</sup> Habituellement, on l'a dit, les femmes disposent de l'argent obtenu grâce à la vente des surplus vivriers. Mais lorsque les cultures de rente sont supprimées, les hommes ont tendance à

mauvaise coordination des comportements productifs, mais aussi des attitudes prises sur les marchés agricoles ou sur celui des biens manufacturés, peut mettre en péril la sécurité alimentaire d'une famille<sup>29</sup>. Elle peut empêcher cette famille de faire face d'une manière satisfaisante aux incertitudes nées des instabilités des marchés, des données agroclimatiques, etc. En somme, elle risque de limiter les capacités d'adaptation des exploitations familiales aux modifications de leur environnement, et hypothèque donc encore un peu plus l'éventuelle mise en oeuvre d'une intensification fondée sur cette base familiale.

Pour conclure, nous pouvons retenir l'image d'une double marginalité : les villageois sont, on l'a montré, souvent en marge des circuits d'échanges, de l'action des bailleurs et des organismes d'appui, etc. ; mais ils sont aussi, dans de nombreux cas, marginalisés à l'intérieur même des villages où ils habitent ou au sein de leur famille, du fait de la très difficile coordination des comportements individuels. La marginalité vis-à-vis du monde extérieur n'est ainsi guère compensée par une cohésion interne ou un repli sur une tradition sécurisante. C'est au contraire un sentiment de grand isolement que ressentent, malgré la promiscuité induite par leur mode de vie, beaucoup de nos interlocuteurs villageois.

Dans un tel contexte, la marge de manoeuvre des villageois, dans leurs relations avec leurs voisins et parents, est souvent des plus étroites. Leur participation à une "organisation", une action commune, pourrait certes réduire le "désordre", puisqu'il s'agit, en théorie, de faire progresser tous les membres dans la même direction, dans le cadre de règles précises. Mais, en réalité, cette participation prend place dans un contexte socio-économique peu favorable.

### 1.1.2. Un contexte socio-économique peu favorable

Ici encore, nous reprendrons les raisonnements théoriques menés dans le deuxième chapitre de ce travail, et les appliquerons au cas des acteurs villageois de cette région d'Alindao. Nous insisterons d'abord sur les conflits qui se font jour entre les stratégies que mettent en oeuvre ces acteurs. Dans de telles conditions, quelles motivations peuvent inciter les villageois à s'impliquer dans une O.V. ? Cette question guidera un second paragraphe.

---

ponctionner une part croissante de ces maigres sommes pour maintenir leurs achats usuels, ce qui crée de nombreuses tensions au sein des couples. Ceci nous renvoie toujours à l'idée selon laquelle la démonétarisation accroît singulièrement le désordre social, notamment en créant de nouvelles tensions au sein des familles elles-mêmes.

<sup>29</sup> Sur les liens entre la coordination des comportements au sein du ménage et la question alimentaire, nous renvoyons toujours le lecteur à Requier-Desjardins, 1995, *op. cit.*

a - le primat d'un opportunisme de très court terme

"Pasa a yéké ga na zo légé usè apè" (La chance ne se présente pas deux fois). Ce proverbe nous semble tout-à-fait significatif de l'état d'esprit dominant dans les villages<sup>30</sup>. Expliquons nous.

Même s'ils se sentent marginalisés, les villageois ne vivent pas en dehors des réalités du monde. Au contraire, ils les observent, les assimilent et en tirent des conclusions qui se révèlent dans leurs propres comportements. Ils voient ainsi que le lien entre travail et enrichissement est rarement explicite, que les fonctionnaires profitent de leur situation, du pouvoir dont ils disposent pour "ponctionner" les villageois, pour se livrer à divers prédateurs et détournements. Pas plus intègres que les fonctionnaires ou que les commerçants<sup>31</sup>, les villageois tendent alors à reproduire le même type d'attitudes<sup>32</sup>, à leur niveau, c'est-à-dire à celui de l'action commune, de l'organisation villageoise. Ils vont donc souvent "manger" ce qu'ils pourront, convaincus qu'effectivement la "chance" ne se présente pas nécessairement deux fois, et qu'il faut rapidement la saisir.

La principale conséquence d'un tel état d'esprit, en matière d'action commune, nous semble être le risque d'une généralisation de phénomène de "tricheries". Dans toute action commune, qui nécessite un accord plus ou moins formel entre les participants, il y a le risque des "tricheurs" ou *free-riders* : quelques individus peuvent rompre le respect des règles et chercher à profiter des avantages attachés à leur participation sans en supporter les charges, les "devoirs". On dit alors qu'"ils ne jouent pas le jeu". Mais ce jeu peut rester viable, si la majorité des participants continuent à en respecter les règles, et si un système de sanction a été mis en place.

Tel n'est pas le cas, pour la réalisation d'actions communes dans les villages de cette région, la plupart de leurs habitants étant, en quelque sorte, des "tricheurs" en puissance<sup>33</sup>. En fait, le raisonnement de tous est simple, il s'agit de posséder les autres avant d'être possédé par eux : "Je suis sûr que si ce n'est pas moi qui trahis les règles, un autre le fera sans moi, je ne veux donc

<sup>30</sup> Un autre proverbe est intéressant : "Zo so a zia kobé na yanga ti molengé a gilisa ti su maboko ti lo pépé", c'est-à-dire "celui qui donne à manger à un enfant n'oublie pas de sucer ses doigts".

<sup>31</sup> Le mythe du paysan seul intègre et opprimé nous paraît ici à proscrire.

<sup>32</sup> C'est dans ce sens que nous comprenons la notion d'homogénéité des mentalités, développée par A. Kabou pour expliquer la perpétuation du sous-développement en Afrique, dans : KABOU (Axelle). - *Et si l'Afrique refusait le développement ?* - Paris, L'Harmattan, 1992. - 208 p.

<sup>33</sup> Il va de soi que ceci doit être lu sans aucune connotation "moralisante", qui n'aurait évidemment aucunement sa place dans ce travail.



pas jouer le jeu, convaincu que ce jeu est de toute façon appelé à échouer. Que ce soit par ma faute ou par celle d'un autre, il échouera, donc autant que j'essaye d'en profiter pendant qu'il est temps, pendant que j'en ai la possibilité".

En outre, la notion de bien commun, censé être promu au sein de l'O.V., a fort peu de prise dans les villages. Beaucoup savent d'expérience que posséder quelque chose en commun constitue justement le meilleur moyen de créer une brouille entre les gens. Des discours ayant trait au "bien-être de tous" paraissent alors des plus abstraits et conduisent très souvent à une déresponsabilisation des acteurs et à des incitations à la prédation<sup>34</sup>.

De telles logiques de prédation sont accentuées par l'ampleur du désordre existant, on l'a vu, dans les villages. Ce désordre se traduit par une certaine impunité des "tricheurs", qui mérite d'être analysée. Beaucoup hésitent à réclamer des comptes à ces "tricheurs" car ils sont persuadés qu'il est risqué de s'attaquer ainsi aux autres, que cela peut entraîner une réponse "occulte" ou une mise à l'écart, surtout si les personnes en cause sont assez influentes dans le village. Nombreux sont ceux qui se disent aussi : "à sa place, j'aurais fait la même chose", et se montrent moins choqués que jaloux. Enfin, les logiques de prédation dominent le quotidien villageois depuis si longtemps qu'elles ne surprennent plus guère, en viennent parfois à être considérées comme la norme à suivre.

Le frein essentiel aux "tricheries" demeure alors le risque du "mauvais sort" lancé par quelque jaloux ; mais cette menace peut être limitée par l'importance des phénomènes de mobilité individuelle, les "tricheurs" allant parfois vivre quelque temps chez des parents, dans d'autres villages ou en ville, afin de s'éloigner de ceux qui leur en veulent. La possibilité de l'*exit option*, que nous évoquons dans le chapitre 2<sup>35</sup>, joue donc clairement, dans ce cas, contre la structuration villageoise.

L'impunité constitue en outre le meilleur encouragement à l'imitation : "Puisque trahir le jeu ne lui a rien coûté, pourquoi le jouerais-je ?". Le "chacun pour soi" devient alors une fatalité et constitue un obstacle majeur à l'apparition de dynamiques organisationnelles.

Ces logiques de prédation sont aussi renforcées par l'influence des incertitudes qui pèsent sur les acteurs. Ceux-ci leur font face en adoptant des stratégies de très court terme, de survie. Une telle préférence pour l'immédiateté ne peut alors que les inciter à profiter le plus rapidement possible des avantages liés à l'existence d'une organisation ou à la mise en oeuvre

<sup>34</sup> Le "bien collectif" n'appartient à personne, ce n'est donc pas vraiment nuire que se l'approprier.

<sup>35</sup> Cf. *supra*, p. 198-199.

d'une action commune. Or les gains liés à un "détournement" sont immédiats, alors que les gains à attendre d'un fonctionnement normal de l'organisation, d'un achèvement de l'action commune, paraissent eux lointains et incertains. Les premiers seront donc souvent préférés aux seconds.

Et paradoxalement, une telle gestion individuelle de l'incertitude tend à accroître l'importance de l'incertitude qui pèse sur tous, en empêchant la constitution d'organisations viables, qui pourraient faciliter les innovations culturelles, permettre des améliorations sanitaires, renforcer le pouvoir de négociation et les moyens de défense des villageois, etc<sup>36</sup>.

La désorganisation des villages induit donc la possibilité de comportements opportunistes au sein des organisations ; mais cet opportunisme demeure le plus souvent limité au très court terme, du fait du poids des incertitudes vécues par les acteurs. Un tel contexte ne peut assurément pas constituer un fondement viable pour une structuration au niveau des villages. Dans de quelles conditions, il faut d'ailleurs s'interroger sur les motivations qui peuvent, malgré tout, inciter les villageois à participer au fonctionnement d'organisations ou à des actions communes.

#### *b - Les ressorts de la "participation"*

Pour comprendre les motivations - ou l'absence de motivations - des villageois, il semble nécessaire de se référer aux expériences passées de structuration, aux stratégies que recouvre une éventuelle participation et, surtout, aux conditions actuelles d'existence des membres de l'organisation.

En premier lieu, les apprentissages organisationnels entrent pour une large part dans la détermination des motivations<sup>37</sup>. Or, dans la région d'Alindao, ils sont en grande partie négatifs, c'est-à-dire qu'ils brident les capacités à la structuration, à l'action commune, plus qu'ils ne les créent ou les stimulent. Ainsi les souvenirs des détournements du passé entraînent une méfiance généralisée et n'incitent guère les acteurs à reprendre le risque de la participation. De plus, les structurations imposées ont aussi créé, chez beaucoup de villageois les ayant vécues, une certaine répugnance, un rejet "instinctif" de ce type de changements<sup>38</sup>. Les apprentissages organisationnels négatifs constituent donc souvent des freins majeurs à l'émergence

<sup>36</sup> Nous reviendrons sur ce paradoxe dans le chapitre suivant (cf. *infra*, pp. 560-566).

<sup>37</sup> Cf. la "conséquence" C<sub>a</sub>9, établie dans le chapitre 2 (cf. *supra*, pp. 178-180).

<sup>38</sup> Nous renvoyons le lecteur à ce qui a été dit, dans le chapitre 4, sur les expériences coopératives imposées par l'Etat (cf. *supra*, pp. 271-274).

d'organisations villageoises, même lorsque celles-ci semblent construites sur d'autres bases que par le passé.

En second lieu, le contexte que nous décrivons jusqu'à présent oblige à accorder une très large place aux stratégies individuelles. Les organisations villageoises ne permettent en fait souvent que la révélation de l'opportunisme de court terme de beaucoup de leurs membres. Ces derniers, conscients que les avantages liés à l'existence de ces structures sont limités, dans l'absolu comme dans le temps, tenteront alors d'agir de telle sorte que leur participation soit rapidement payante. Les O.V. sont donc des lieux de manipulation et de conflits d'intérêts immédiats<sup>39</sup>.

Nous définissons, dans le chapitre 2, l'organisation comme un lieu de compromis entre plusieurs modalités d'action et de coordination des comportements individuels<sup>40</sup>. On constate ici que, dans de nombreuses organisations villageoises, prime un opportunisme "marchand" de court terme, au détriment d'un engagement participatif, voire simplement domestique, de plus long terme. Ce primat renvoie sans doute aux difficultés d'instaurer, dans les organisations, des règles internes efficaces, alors qu'à l'extérieur prévaut un grand "désordre". Une organisation qui ne parvient pas à intégrer les motivations de ses membres ne fait donc que refléter l'état de tension que vit la société au sein de laquelle elle est implantée. Un village "désorganisé", où se multiplient les conflits d'intérêts, les jalousies, les "tricheries", ne peut certes que difficilement constituer le support d'une structure participative stable.

Par ailleurs, il est aussi nécessaire de tenir compte des stratégies mises en oeuvre par les acteurs extérieurs à l'organisation considérée, en particulier celles des autres villageois, des éleveurs Mbororo, des commerçants, des représentants de "l'autorité". Là encore, le contexte paraît assez peu favorable à la structuration. Ainsi les logiques de prédation de fonctionnaires en retard de soldes peuvent mettre à mal une organisation naissante, en contraignant ses membres à différents versements. De même, un groupement de vente et d'achat risque de rencontrer une certaine hostilité de la part d'un commerçant qui voit son monopole de traitant menacé, et qui dispose souvent d'une plus grande influence que tous les membres du groupement réunis.

D'autres cas concernent plus spécifiquement la gestion commune de ressources telles que l'eau, les sols, la végétation. Les exemples sont

<sup>39</sup> En situation de crise, précise M. Haubert, l'identité des paysans est segmentée par "(...) la multiplicité des problèmes concrets auxquels ils doivent faire face pour survivre, l'identification des adversaires se brouille, les enjeux apparaissent purement défensifs" (Haubert, 1994, *art. cit.*, pp. 18-19). Cette diversité des enjeux constitue un obstacle à l'intégration des motivations au sein de l'O.V.

<sup>40</sup> La "conséquence" C<sub>a</sub>13. (cf. *supra*, p. 195).

nombreux et renvoient à la notion de "libre accès" (*open access*) définie dans le deuxième chapitre<sup>41</sup>. La mise en oeuvre de haies vives, d'une petite arboriculture, de pratiques culturales anti-érosives, peut être mise à mal par les feux déclenchés par d'autres villageois ou par les éleveurs ; l'aménagement d'une source éloignée du village ne permet pas toujours de contrôler si seuls ceux qui ont participé à l'action profitent de l'eau fournie ; etc. Dans un contexte où prédomine clairement la "loi du plus fort", on l'a vu dans le chapitre 6<sup>42</sup>, le "libre accès" constitue incontestablement un frein majeur - mais non exclusif - à la gestion commune et durable des ressources naturelles.

Le poids des effets de mémoire et les conséquences du "désordre" actuel réduisent donc fortement les capacités à l'action commune des habitants de très nombreux villages. L'origine de l'échec de nombreuses O.V. réside alors, pour une large part, dans l'"incapacité" à la mener à bien au niveau du village. La possession de capacités suffisantes à l'action commune est pourtant déterminante puisqu'elle permet, le cas échéant, d'exploiter l'opportunité qui se présente au groupe concerné. Voilà pourquoi les groupements seront souvent, face à une - rare - opportunité d'action, dits "erratiques"<sup>43</sup>, c'est-à-dire qu'ils auront le plus grand mal à se saisir de cette chance qui s'offre à eux.

Se pose de surcroît le problème, pour des villages marginalisés, du manque d'opportunités de ce type, et ceci nous amène à nous pencher sur les conditions matérielles d'existence des habitants. La question est ici fort simple : existe-t-il de nombreuses initiatives paysannes ou villageoises viables, dans un contexte de crise économique et de maintien à l'écart des marchés.

G. Gosselin pose fort justement que "(...) c'est du changement et du développement qu'il faut attendre la participation, non l'inverse"<sup>44</sup>. En fait les institutions de participation paraissent plus difficilement viables dans les zones les plus défavorisées, ainsi que le constate le sociologue : "L'efficacité de la participation, sa possibilité elle-même, semblent ainsi augmenter lorsqu'on s'adresse aux régions les moins défavorisées"<sup>45</sup>.

<sup>41</sup> Cf. *supra*, pp. 198-199.

<sup>42</sup> Cf. *supra*, pp. 442-445.

<sup>43</sup> Au sens donné dans le chapitre 2 à ce terme (cf. *supra*, p. 194-195).

<sup>44</sup> Gosselin, 1980, *op. cit.*, p. 282. Il ajoute que très souvent, l'on tend à penser que la participation constitue une ou la condition, voire la définition de toute réussite du développement. Mais selon lui, "la participation n'est pas tant une condition de la réussite que le fruit de celle-ci, du moins au tout début du développement" (p. 283). Or la situation étudiée ici correspond effectivement à ce "tout début".

<sup>45</sup> *Idem*, p. 285.

L'essor de la dimension "participative" des comportements des acteurs villageois ne peut advenir qu'à partir d'un certain niveau de vie et d'instruction<sup>46</sup>, à partir du moment où les besoins vitaux sont satisfaits, où, par exemple, une cotisation ne prend pas sur ce qui est considéré comme dépenses essentielles, bref lorsque la monétarisation de l'économie devient un fait certain aux yeux des intéressés. Actuellement, les moyens disponibles pour l'action commune dépendent en grande partie de l'évolution des marchés mondiaux et des politiques des bailleurs internationaux, dont le contrôle paraît aujourd'hui tout-à-fait hors de portée pour une organisation paysanne centrafricaine, si structurée soit-elle.

La marginalité conduit donc souvent à une inactivité effective des organisations qui, fort logiquement, ne peuvent motiver des acteurs découragés par une situation socio-économique certes peu favorable mais qui ne menace pas leur survie à très court terme. Alors que l'intégration au groupe engage, dans le Sahel, la vie de l'individu, les villageois de cette région peuvent, tout en restant autonomes, s'assurer une survie au quotidien, en s'occupant de leurs quelques plants de manioc, de maïs et d'arachide, en allant au marigot chercher l'eau nécessaire à leur consommation, etc.<sup>47</sup>.

Pourtant, même lorsque l'O.V. ne porte plus aucune action concrète, on remarque que les paysans demeurent dans bien des cas attachés à son existence. Nous y voyons *a priori* deux raisons essentielles : en premier lieu, l'existence d'une organisation garantit le maintien d'un contact, même ténu, avec les développeurs, ce qui n'est pas négligeable dans un tel climat d'abandon ; en second lieu, dans un contexte de "désordre", de relâchement des liens sociaux, l'O.V. demeure un construit dans lequel les paysans parviennent à obtenir un minimum de coopération, tout en maintenant leur autonomie, même si cette coopération ne dépasse pas le stade de la palabre.

---

<sup>46</sup> La maîtrise des documents écrits semble être un impératif. D'une manière générale, l'élévation des niveaux d'instruction paraît constituer une condition *sine qua non* à l'appropriation des processus de décision par les villageois concernés.

<sup>47</sup> Dans de telles conditions de motivation, on voit mal comment pourrait être instaurée une démarche de planification locale, telle que celle qui est préconisée, pour les organisations d'Afrique sahélienne, par J. Berthomé et J. Mercoiret (BERTHOME (Jacques), MERCOIRET (Jacques). - *Méthode de planification locale pour les organisations paysannes d'Afrique Sahélienne*. - Paris, L'Harmattan, 1993. - 349 p). Elle devrait pourtant être possible, selon eux, même dans les zones en crise, en proie au découragement et à l'exode. Mais quand la crise est structurelle et liée à une marginalité dont la rupture ne paraît que peu envisageable, on ne pourra guère trouver dans les villages la motivation suffisante qui permettrait de mener, sur trois années, la démarche préconisée d'"autoanalyse" et de planification - en 9 étapes - au niveau d'une petite région. Nous montrerons ainsi que les villageois de la région d'Alindao paraissent aujourd'hui bien incapables d'entreprendre un tel cheminement, alors que même la planification d'une action simple, à un niveau strictement villageois ou de quartier, n'aboutit souvent à aucune action concrète.

C'est aussi dans ce cadre que l'on peut comprendre l'importance accordée, au sein des O.V., au protocole, aux procédures formelles hiérarchiques. Il y a là une volonté de codifier la place et le rôle de chacun, au moins formellement (le Président, le Trésorier, le Secrétaire, etc.). Même si le fonctionnement du groupe laisse à désirer, l'important est que chacun ait un "nom" qui le situe dans la hiérarchie villageoise, et donc aussi vis-à-vis des étrangers, alors que les hiérarchies dites "traditionnelles" n'ont plus guère de légitimité. J. Binet s'interroge d'ailleurs : "Ne pourrait-on y voir aussi comme un effort désespéré pour créer des structures sociales au sein d'un peuple qui n'en a pas, soit que les individus y soient plus individualistes qu'ailleurs, soit que, par suite de leur migration récente ou de leur acculturation marquée, ils aient renoncé à leur hiérarchie traditionnelle"<sup>48</sup>. Cette volonté de recréation de règles est tout-à-fait caractéristique de sociétés justement non correctement régularisées, "désorganisées".

Notons enfin que les organisations qui se cantonnent à un niveau villageois ont peu de chances d'acquiescer une légitimité et une crédibilité suffisantes pour que de nouveaux intervenants extérieurs s'intéressent à elles. Elles se trouvent alors prises dans un "cercle vicieux" : l'absence d'appui extérieur hypothèque l'émergence, au sein de populations marginalisées, d'une structuration intervillageoise ou régionale, et cette absence même ôte à ces populations une grande partie de l'intérêt que pourraient leur trouver d'éventuels bailleurs et organismes d'appui. En outre, si elles ne parviennent pas à dépasser le stade strictement villageois, les O.V. ne peuvent se muer en organisations professionnelles, capables de représenter, de défendre et d'appuyer leurs membres à un niveau régional, voire national<sup>49</sup>. C'est ce qu'ont bien compris les éleveurs, en réunissant, nous le verrons dans la conclusion de ce chapitre, leurs groupements de base au sein d'une puissante fédération nationale<sup>50</sup>.

Cette question de la structuration intervillageoise ne paraît guère à l'ordre du jour dans la brousse d'Alindao, on le perçoit au travers des réactions

---

<sup>48</sup> Binet, 1970, *op. cit.*, p. 301. Il ajoute : "on peut même se demander si le ritualisme, avec ses contraintes et sa solennité, sa rigidité même, ne fournit pas un cadre apprécié des Africains". "(...) tout acte rituel tranche sur la grisaille terriblement quotidienne de la vie africaine et donne à des hommes modestes l'impression de participer à des actes importants. Supprimer le décorum en croyant se rapprocher du public est peut-être une mauvaise solution" (p. 303). Nous pouvons reprendre ces remarques à notre compte, à condition bien entendu de ne pas faire de ces attitudes une spécificité proprement africaine. Selon nous, elles doivent d'abord se comprendre comme symptômes d'une situation de marginalité, en Afrique ou ailleurs.

<sup>49</sup> Sur cette question de l'union des groupements de base en fédérations, on lira par exemple, Prod'homme, 1995, *art. cit.*, p. 51.

<sup>50</sup> Cf. *infra*, pp. 519-521.

recueillies quand on aborde un tel sujet. En effet, si l'entente paraît bien difficile à établir dans un même village, elle semble encore plus problématique entre les habitants de villages différents. On a là toute la difficulté de mise en oeuvre de ces idées de "latéralisation des expériences"<sup>51</sup>, c'est-à-dire de partage du vécu du "développement" entre les villages. Ceci est plus perçu comme une ingérence que comme un échange constructif. Par contre, il existe une réelle fierté de faire quelque chose que d'autres villages n'ont pas réussi à mener à bien, on en tire un certain sentiment de supériorité, même si la mise en oeuvre en a été des plus laborieuses. Tout comme l'identité nationale se révèle par opposition aux étrangers<sup>52</sup>, l'identité villageoise n'émerge que lorsqu'il s'agit de s'affirmer face aux villages environnants.

Quoi qu'il en soit, avant de penser à l'intervillageois, il nous paraît indispensable de mener une structuration au niveau du village lui-même, ce qui est loin d'être aisé, dans le contexte décrit jusqu'à présent. Mais il convient d'éclairer ces propos par des exemples concrets ramenés de nos divers séjours sur le terrain, qui nous permettront de dresser un état des lieux de la structuration paysanne dans cette région d'Alindao.

## **1.2. Un bilan des tentatives de structuration villageoise**

Afin de dresser ce bilan, nous étudierons d'abord le fonctionnement des divers types de groupements qui ont été implantés aux alentours d'Alindao. Puis nous envisagerons un niveau supérieur de structuration, celui du comité villageois. Enfin, en regard des expériences passées, nous récapitulerons l'ensemble des conditions à l'émergence, dans cette région, d'organisations villageoises viables.

### 1.2.1. Les groupements villageois

Le "groupement" constitue le premier stade de la structuration paysanne. De dimension villageoise, axé sur une (ou quelques) activité(s) bien précise(s), il a été le mode d'organisation le plus usité dans la région. Après en avoir rapidement décrit les diverses modalités, nous analyserons les causes majeures de son échec - patent aujourd'hui - et ses perspectives.

---

<sup>51</sup> Cf. E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*

<sup>52</sup> Le Zairois est le voleur, l'"Arabe" est le spoliateur, etc.

a - Le "groupement", première étape de la structuration paysanne

Le terme de "groupement" peut recouvrir des organisations fort diverses<sup>53</sup>. La plus courante a été le "Groupement d'Intérêt Rural", ou G.I.R.

Le G.I.R. est une structure précoopérative qui fut lancée en 1966 par le B.D.P.A. dans l'Ouham, et se répandit par la suite dans tout le pays. A l'origine, il devait être surtout un groupement de vente et d'achat, destiné à commercialiser le vivrier et approvisionner en retour les villages en matériaux et en biens de première nécessité. Il devait constituer à terme un adhérent collectif de futures sections coopératives, qui auraient ainsi été basées sur une véritable assise "populaire"<sup>54</sup>. Mais ce stade précoopératif n'a à ce jour pas été dépassé.

Les G.I.R. ont dans les faits surtout été orientés vers les cultures d'exportation, intégrant la filière cotonnière - devenant "G.I.R.-coton" -, ou celle du café - s'appelant alors "G.I.R.-café". Ces deux formes ont prévalu jusqu'aux années 90.

L'ADECAF s'est ainsi lancée, durant la campagne 84-85, dans la formation de ces cellules de base, dans des villages choisis pour leur réceptivité, leurs capacités à l'entente, mais aussi leurs capacités de production. Il était aussi prévu que les G.I.R. disposent à terme de hangars (de 72 m<sup>2</sup>), pouvant servir au stockage (café, vivrier, intrants, outillage), de bureau et d'économat, qu'ils aient en outre une balance, une sonde, des sacs de collecte, des documents de travail, etc. Le bureau d'un G.I.R.-café devait se composer notamment d'un délégué, d'un trésorier, d'un peseur, d'un quittancier, d'un délégué technique, etc. On le voit, cette structure était destinée à occuper une place majeure dans l'expansion de la filière caféicole.

Nous avons déjà évoqué le G.I.R.-coton en présentant la commercialisation de cette production<sup>55</sup>, nous ne reviendrons donc pas en détail sur la description du système de la ristourne. Remarquons simplement que ce système était basé sur le principe de la caution solidaire : en effet, pour la récupération des crédits, les impayés pouvaient être prélevés sur les ristournes à distribuer, celles-ci constituant alors "une garantie tangible et annuellement renouvelée"<sup>56</sup>. La défaillance d'un producteur était donc prise en

<sup>53</sup> Nous avons déjà, dans le quatrième chapitre de ce travail, présenté les G.U.T.A. (Groupements pour l'Utilisation de la Traction Animale), qui ont depuis longtemps perdu toute raison d'exister (cf. *supra*, pp. 266-267).

<sup>54</sup> Il s'agissait de décentraliser un mouvement coopératif alors défaillant, en créant des "cellules de base" (cf. Poukalé, 1988, *op. cit.*, p. 57).

<sup>55</sup> Cf. *supra*, pp. 291-294.

<sup>56</sup> Gentil et Fournier, 1993, *op. cit.*, p. 32.



charge par l'ensemble des membres du G.I.R. Les G.I.R.-coton devaient aussi à terme disposer de hangars qui leur permettraient de conserver les semences et de stocker la production en attendant les marchés.

Hormis ces G.I.R.-coton et ces G.I.R.-café, quelques groupements d'achat et de vente (de vivrier) subsistèrent çà et là, avec le soutien des développeurs locaux, tel le G.I.R. de Kpélé, dans le Yambélé, qui, avec les bénéfices issus de ses ventes de vivrier, se chargeait de l'achat de biens courants. Ces groupements étaient destinés, à l'origine, à pallier les insuffisances du commerce privé, qui désertait de nombreux villages, décourageant ainsi les producteurs, on l'a dit.

Ces développeurs motivèrent aussi à la création de groupements de femmes, qui prirent souvent la forme de "caisses-couture". Les femmes étaient aussi appelées à prendre une part active dans le fonctionnement des "caisses de pharmacies villageoises", ou dans les activités de "Santé Maternelle et Infantile" (S.M.I.). Dans deux villages, elles ont constitué des groupements destinés à la fabrication de savon<sup>57</sup>.

Certains groupements d'hommes ont aussi été orientés vers une activité artisanale précise, tel le groupement de Liwu, qui gère la petite scierie de ce village. Quelques champs collectifs furent aussi mis en oeuvre, afin de financer d'autres activités, nécessitant des débours monétaires conséquents. Très logiquement, ils n'eurent qu'une existence momentanée, disparaissant, au mieux, après l'obtention des fonds recherchés.

Il est aussi à noter qu'aucun groupement destiné à constituer des réserves collectives de semences ou à s'ériger en banque de semences n'a vu le jour dans cette région. Certes, les greniers communautaires n'étaient guère d'usage dans les systèmes productifs Banda précoloniaux. Mais la constitution de telles réserves ou banques auraient pu constituer un moyen efficace de lutte contre l'"imprévoyance" mise en lumière précédemment. Un paysan qui dès la récolte dépose la quantité d'arachides nécessaire aux prochains semis se met largement à l'abri des tentations qui pourraient le conduire à hypothéquer les récoltes à venir.

La plupart des groupements paysans ont cessé aujourd'hui de fonctionner de manière effective. Nous allons tenter de mettre en lumière les causes de cet échec global.

---

<sup>57</sup> L'Animation Rurale leur vend la soude, qu'elles utilisent avec l'huile de palme afin d'obtenir un savon d'une assez bonne qualité, et surtout nécessitant une préparation beaucoup moins longue que le "savon ti kodro" usuel.

*b - L'échec des groupements villageois*

Selon les villageois rencontrés, leurs deux préoccupations principales sont, dans l'ordre, le manque d'argent et le manque d'entente. Ces deux "manques" sont aussi à la base de l'échec des groupements villageois dans cette région, dû d'une part à des opportunités économiques trop limitées, et d'autre part à des capacités à saisir ces opportunités bien souvent inexistantes.

En fait, dans tous les secteurs de brousse visités, nous avons constaté que bien souvent la structure des groupements subsiste, mais que ceux-ci ne mènent plus aucune activité effective<sup>58</sup>. Cette situation est en partie liée à la crise économique de ces dernières années. En effet, les "G.I.R.-coton", après la suppression du marché en 1992, se sont retrouvés sans aucun objet ; essentiellement maintenus jusqu'alors dans le but d'obtenir la ristourne cotonnière, ils n'ont pas pu évoluer vers d'autres activités. Les "G.I.R.-café" ont eux aussi subi les conséquences de la mévente, jusqu'à 1994, de la production caféière. En outre, les groupements d'achat ne pouvaient guère prospérer dans un contexte de démonétarisation.

Mais l'explication conjoncturelle nous paraît insuffisante, car les dysfonctionnements des groupements s'observaient même lorsque les cours étaient assez rémunérateurs. La généralisation de la pratique du "bon pour" ne doit pas selon nous être omise de l'analyse.

Tout d'abord, ce sont un certain nombre d'acheteurs qui, profitant de leur position privilégiée, ont payé les G.I.R. à l'aide de "bons pour", souvent jamais remboursés. Par un effet d'imitation décrit plus haut, cette pratique s'est répandue dans tous les groupements, et nous pourrions citer de nombreux cas, relevés dans les villages, de groupements détruits par les "bons pour". La logique en est assez simple : ce sont la plupart du temps les responsables du groupement qui "profitent" de leur situation afin de réaliser des "emprunts" dans la caisse ou sur le montant des ristournes accordées, qu'ils oublieront invariablement de rembourser, en toute impunité. Constatant cela, les membres du groupement vont eux-mêmes essayer de "profiter"<sup>59</sup> ou, si cela n'est pas possible, vont refuser de continuer à cotiser, se retirer du groupement et ne

<sup>58</sup> Le président du G.I.R., par exemple, demeure "Président", même s'il ne fait rien en rapport avec sa "fonction". Ceci renvoie à l'importance des procédures hiérarchiques évoquée précédemment, le titre permettant de se situer dans la hiérarchie villageoise.

<sup>59</sup> On l'a dit, ils savent qu'à la place du responsable, ils feraient la même chose. En outre, à qui pourraient-ils se plaindre ? Et puis, s'en prendre à un autre villageois, occupant une situation plus élevée, ou contre le chef, n'est-ce pas des plus risqués et des plus inutiles ? Si l'on fait montre, devant les développeurs par exemple, de désapprobation vis-à-vis des détournements, ne considère-t-on pas finalement ce système comme inévitable, et ne tente-t-on pas plutôt de s'en accommoder ?

plus participer à quelque action commune que ce soit. En fin de compte, plus personne n'est prêt à "jouer le jeu" et le groupement n'a plus aucune activité réelle.

Les G.I.R. ont donc été amenés, on l'a dit, à jouer le rôle de "Coopec" (Coopérative d'Epargne et de Crédit), en généralisant ces prêts sans intérêts à leurs membres, et d'abord aux plus influents, sous une forme difficilement recouvrable, le "bon pour", ce qui a causé, pour une large part, leur perte.

Quelle était alors, en 1994, la situation de ce "premier niveau" de structuration ? Seuls quelques groupements subsistaient, tel celui qui gère la scierie de Liwu<sup>60</sup>, tels aussi certains groupements de femmes ; ces dernières semblent trouver plus facilement que les hommes leur intérêt dans le travail en commun, elles font preuve, entre elles, d'un peu plus de capacités à l'entente et à la mobilisation (d'argent ou en travail)<sup>61</sup>. Leurs groupements ont toutefois souvent connu les mêmes problèmes que ceux des hommes : détournements des responsables, multiplication des "bons pour". C'est ainsi que de nombreuses "caisses couture" ont échoué. Par ailleurs, seuls deux groupements d'achats demeuraient, tant bien que mal, en activité, et deux autres étaient en phase de démarrage, à Pavica notamment.

Quant aux G.I.R.-café, ils demeurent à l'état latent, chacun ayant vendu, ces dernières années, son café de son côté, aux clandestins ou aux agréés<sup>62</sup>. Certains développeurs tentent de relancer ces G.I.R., de profiter des bonnes ventes actuelles pour inciter à la reprise d'une certaine coopération entre les membres. Mais les échecs passés ont ancré la méfiance dans les esprits et les producteurs préfèrent souvent ne plus passer par les G.I.R. C'est là encore un moyen de se préserver contre l'incertitude : même si le prix obtenu est inférieur<sup>63</sup>, les producteurs obtiennent immédiatement le montant de leurs ventes, ils ne craignent pas de le voir pour partie détourné par un responsable. En outre, les malversations passées leur font craindre de ne jamais obtenir de retombées des ristournes collectées et versées dans la caisse du G.I.R. Il existe donc une opportunité économique, mais aussi de faibles capacités

---

<sup>60</sup> Il y a quatre scies dans le village, elles tournent entre les membres du groupement, mais chaque individu a ses planches à lui. Il n'y a bien sûr pas de mise en commun qui seraient source de "palabres", dans ce village où cohabitent Yakpa et Langba (proches "parents" des Ngbugu).

<sup>61</sup> Durant les travaux culturels, l'entraide spontanée apparaît plus facilement chez les femmes que chez les hommes.

<sup>62</sup> Depuis de nombreuses années, certains acheteurs agréés préfèrent, du fait des dysfonctionnements des G.I.R., payer directement la ristourne aux producteurs membres des G.I.R., au lieu d'attendre que la production soit regroupée et la ristourne d'ensemble reversée aux G.I.R.

<sup>63</sup> Lorsque l'acheteur ne concède pas la ristourne, ce qui demeure le cas général.

villageoises à s'en saisir. Dans de telles conditions, les groupements ne peuvent guère être développés ou consolidés sur la base de cette reprise. L'inactivité actuelle des G.I.R. nous paraît alors d'abord découler de l'impossible entente entre les villageois, de leur grande méfiance, du poids des échecs passés.

C'est pourtant sur les "G.I.R.-café" que se base le projet de réfection des pistes rurales des zones caféicoles de la Basse Kotto, mis en oeuvre par les "Volontaires du Progrès" (V.P.), sur financement européen (F.E.D.). Ce projet a un double objectif : faciliter l'accès aux zones productrices ; relancer les G.I.R. en les impliquant dans le projet. Ce sont les membres des G.I.R. qui travailleront à la réfection des pistes (aidés, pour le gros oeuvre, de véhicules des Travaux Publics), contre paiement versé directement dans les caisses des G.I.R., ceci pouvant favoriser l'émergence de réalisations communes. L'entretien régulier d'un tronçon de piste sera aussi rémunéré. En 1994, lors de notre séjour dans la région, ce projet était en phase de sensibilisation, menée par un V.P., avec le soutien logistique de l'ex-ADECAF. Il appelle diverses remarques.

Tout d'abord, notons que les membres des G.I.R. deviendront en quelque sorte des salariés du développeur, qu'ils seront rétribués pour travailler à leur propre développement<sup>64</sup>. Certes, ce ne sont pas les individus qui seront rémunérés, mais les groupements. Or, justement, quelle motivation peuvent avoir les villageois à la réalisation d'un travail qui ne leur profite pas directement, d'autant que les "errements" du passé risquent de se reproduire ? De plus, nous nous interrogeons sur la possibilité de contrôler le travail effectif de chacun<sup>65</sup> et du groupe<sup>66</sup>. Enfin ce projet mise sur une reprise caféière durable, ce qui ne peut constituer, aujourd'hui, une certitude. A ce jour, ce projet ne paraît de toute façon pas avoir dépassé le stade de la sensibilisation et de l'étude préalable, comme beaucoup d'autres au fil des décennies du "développement".

Les groupements n'ont donc plus, la plupart du temps, qu'une existence purement théorique : la structure demeure mais ne mène aucune activité effective. Cette anomie des groupements villageois hypothèque les chances de l'émergence d'actions ou d'organisations impliquant un niveau supérieur de structuration du monde paysan.

<sup>64</sup> Rappelons qu'en théorie, chaque village doit entretenir un tronçon de piste, sans en attendre aucune rétribution. Bien entendu, il y a fort longtemps que cette obligation n'est plus respectée.

<sup>65</sup> Les *free-riders* ne vont-ils pas avoir de nouvelle tendance à se multiplier ?

<sup>66</sup> Une évaluation préalable sera effectuée par les responsables du projet, établissant les heures de travail nécessaires et donc, sur cette base, la rémunération. Celle-ci sera sans nul doute difficile à établir et fort contestée.

### 1.2.2. Vers les Comités Villageois de Développement ?

Destinés à oeuvrer pour le développement des villages dans ses multiples aspects, les comités villageois correspondent à un stade plus élevé de structuration paysanne que les groupements. Ils permettent la mise en oeuvre de réalisations communes dépassant, telles les pharmacies et les boutiques villageoises, les tâches usuelles d'un simple groupement. Ils impliquent aussi un niveau de cohésion et de coopération entre villageois bien plus important, ce qui rend improbable, dans le contexte actuel, leur émergence.

#### *a - Les pharmacies et boutiques villageoises*

Ce sont les agents du Développement Communautaire qui ont en charge la promotion des boutiques et des pharmacies villageoises. De telles réalisations impliquent une coopération entre les villageois qui dépasse de loin celle requise pour la gestion d'un G.I.R.-coton, par exemple. L'accord doit être obtenu sur une base plus large que celles des producteurs, ce sont tous les habitants qui doivent s'y trouver insérés.

Les villageois sont en effet amenés à rassembler 250000 F<sup>67</sup>, et donc mettre sur pied un système fiable de cotisations. Ils doivent aussi fournir les matériaux locaux qui serviront à la construction du bâtiment, d'où là encore la nécessité de travailler en commun. Le projet apporte quant à lui les tôles, le ciment, les chevrons, pour une somme totale théoriquement remboursable sur les bénéfiques futurs. Si la boutique ou la pharmacie ne produit pas de bénéfice, la responsabilité des impayés est collective, c'est-à-dire qu'elle n'échoit en fait sur personne. En cas d'échec, les sommes engagées par le projet ne lui sont alors jamais remboursées.

Les causes d'échec sont au demeurant assez "classiques" : incompetence des gérants, insuffisance - dans le cas des pharmacies - de la formation sanitaire reçue par deux délégués villageois<sup>68</sup>, détournements des bénéfiques, multiplication des "bons pour", difficulté pour obtenir les produits de première nécessité ou les médicaments, mésentente au sein du village, insuffisance des revenus en circulation pour permettre d'avoir un fonds de roulement adéquat, etc. Certaines boutiques et pharmacies ont pourtant

<sup>67</sup> La somme citée ici est celle "avant dévaluation". En mai 1994, c'est encore ce que l'on demandait aux villageois. Depuis, nous n'avons eu connaissance d'aucune modification.

<sup>68</sup> Elle est censée durer de 9 à 12 mois, dans un centre de Santé. Encore faut-il que le centre concerné soit en mesure de leur dispenser cette formation.

jusqu'ici relativement bien fonctionné : ainsi, la boutique d'Atcha, les pharmacies de Kongo Toulou et celle de Karama. De nombreux habitants d'Alindao viennent s'approvisionner en médicaments dans cette dernière, tant il est difficile, en ville, de trouver les médicaments essentiels à un prix non prohibitif. Mais les faibles capacités à l'entente interdisent à ce jour la mise en oeuvre de projets de boutiques ou de pharmacies sur des bases intervillageoises, bases qui pourtant permettraient de disposer d'un apport initial plus important.

Actuellement, certains villages, grâce aux ventes caféières, envisagent de construire leur propre pharmacie. C'est le cas, notamment, de Kpanga IV. Dans ce village, comme ailleurs, le G.I.R. continue d'exister, sans pourtant mener quelque activité que ce soit. Les paysans, devenus très méfiants, ont tous préféré vendre eux-mêmes leur café. Mais ce G.I.R. a encore quelque argent en caisse, et les villageois ont émis le désir de l'utiliser pour initier un projet de pharmacie et se disent prêts à cotiser, ayant bien vendu leur café. Notons que c'est surtout des "bons pour" que le G.I.R. a dans sa caisse (32000 F sur un total de 40000)<sup>69</sup>. En outre, par le passé, un groupement d'achat de biens de première nécessité y a échoué, et les sommes récoltées ont été détournées par le gérant, contre lequel aucune plainte n'a bien entendu été déposée. Il est d'ailleurs absent à la réunion à laquelle nous assistons ce jour là, opportunément parti rendre visite à un parent ! Les possibilités de migration, la mobilité des individus jouent ainsi clairement contre la coopération : dans un monde "mobile", les incitations à un opportunisme de court terme, si elles ne sont pas bridées par des normes sociales fortes, tendent à augmenter. Il ne reste aujourd'hui comme structure commune, qu'une sorte de groupement d'entraide réunissant les hommes du village, qui pourrait constituer une ébauche de comité villageois, mais qui ne fonctionne pas vraiment non plus.

C'est sur cette base, lourde des errements passés, que beaucoup semblent prêts à retenter le pari de l'action commune, en menant ce projet de pharmacie. Il est vrai que ce village est éloigné de tout dispensaire, et qu'une pharmacie n'aurait ici rien de superflu. Reste le problème majeur, celui des cotisations. Passé au vote, le projet est adopté, avec quand même quelques abstentions qui risquent d'être plus tard de mauvais cotisants, et un refus, sur lequel nous insisterons dans la section suivante. Les femmes n'ont pas voté mais sont aussi appelées à cotiser, après qu'une vieille ait osé protester contre leur mise à l'écart de cette réunion, "la santé concerne d'abord les femmes",

---

<sup>69</sup> Il existe une liste des gens qui ont fait ces "bons pour" ; il y a quelques discussions sur les montants individuels, mais globalement personne ne se dérobe, personne non plus n'affirme clairement être prêt à rembourser...

dit-elle. Cette anecdote est significative de la difficulté des femmes à trouver leur place au sein d'une organisation villageoise mixte, tel un "comité de développement", alors que pourtant elles paraissent souvent plus aptes à l'entente et au "changement" que leurs époux et leurs fils.

Autre difficulté, celle de la diversité ethnique ; on trouve à Kpanga IV des Langba, des Yakpa, et des Ngbugu. Malgré cette diversité, des vellétés d'action commune se manifestent certes, mais l'on peut craindre qu'en cas de défaut de cotisation de l'un ou l'autre, les tensions entre clans prennent de nouveau le dessus et "sabordent" ce projet<sup>70</sup>. Redisons toutefois qu'une unicité clanique n'est en aucun cas gage absolu de réussite, dans ces sociétés villageoises très "désorganisées".

Cet exemple peut paraître purement anecdotique, mais l'on constate qu'il constitue une bonne illustration des points théoriques évoqués précédemment : opportunité à saisir du fait des ventes caféières, multiplication des "bons pour", hétérogénéité des acteurs villageois, opportunisme de court terme, etc.

A l'origine, le Développement Communautaire entendait baser son action sur la constitution de "Comités Villageois de Développement Intégré" (C.D.V.I.), propres à "porter" ces projets de boutiques ou de pharmacies, ainsi que toute autre action réalisée, sur une base communautaire<sup>71</sup>, pour le développement des villages. Mais bien souvent, ces comités ne sont que purement formels, constitués dans le simple but d'avoir la pharmacie plus que dans une optique "communautaire", n'impliquant donc pas la cohésion et la volonté d'action commune requises par ce type de réalisations ; cela contribue à expliquer l'échec de nombreuses tentatives. Attardons nous quelque peu sur cette "Arlésienne" de la structuration paysanne dans la région d'Alindao, le "Comité Villageois de Développement" (C.D.V.).

#### *b - Quelle réalité pour les C.D.V. ?*

Les animateurs ruraux et les agents du Développement Communautaire tentent - ou ont tenté - de promouvoir l'émergence de tels comités, censés ne plus se limiter à quelques activités génératrices de revenus, mais s'impliquer à tous les niveaux de la vie des villages. Pour les responsables de l'Animation Rurale, ces C.D.V. devraient se constituer progressivement, en regroupant dans un premier temps les différents responsables villageois (S.M.I., G.I.R.,

<sup>70</sup> L'identité ethnique, clanique, nous paraît là encore se révéler avant tout sur le mode du conflit, de l'opposition.

<sup>71</sup> Nous reviendrons, dans le chapitre suivant sur les conceptions de l'A.D.C. (cf. *infra*, pp. 529-530).

couture, etc.), qui formeraient ainsi des "noyaux d'animation". Puis ils s'ouvriraient aux "kota zo" ("gens importants", c'est-à-dire les chefs, les responsables religieux, etc.), et peu à peu à l'ensemble des villageois désireux d'y participer<sup>72</sup>.

Où en est-on aujourd'hui ? C'est assez simple : si le comité villageois demeure l'objectif à terme, pour lequel diverses actions de sensibilisation sont menées, aucun ne fonctionne réellement.

Il y a en fait trop de méfiance dans les villages pour que de tels comités puissent émerger : chacun se méfie de l'autre, n'a aucune confiance en l'autre, même si celui-ci lui est proche par les liens du sang. Une impression ressort nettement des témoignages recueillis : c'est celle de vivre au sein d'un monde dans lequel on ne peut se fier à personne. On l'a dit, ce sentiment de solitude, malgré le manque d'intimité de la vie villageoise, est clairement perceptible au fil des conversations.

En conséquence, les villageois se montrent souvent peu intéressés par les activités communes proposées par les développeurs. Dans quelques villages, la S.M.I. fonctionne assez bien parce que chacun peut y trouver un intérêt domestique concret et immédiat (la meilleure santé des enfants), non "détournable" par autrui. L'aménagement d'une source est bien souvent à la limite de ce que peuvent accepter les habitants, car cela peut profiter aux inactifs, nous l'avons souligné.

Un C.D.V. pourrait pourtant contribuer à pallier, au moins pour partie, certaines conséquences des imperfections des marchés, en permettant un approvisionnement plus fluide, ou au contraire en rendant plus aisé et plus profitable l'écoulement des productions agricoles.

Il pourrait aussi, par exemple, fournir une alternative à la faillite de l'école rurale. Mais tous sont convaincus qu'un villageois assurant l'école demanderait les mêmes avantages qu'un fonctionnaire, se livrerait aux mêmes pratiques. Il pourrait en outre assurer la nécessaire concertation foncière en vue d'une fixation des cultures et permettrait ainsi d'éviter que cette fixation n'échoue du fait de la multiplication de conflits non résolus. Mais là encore, une telle fixation est fort peu envisageable, dans le contexte actuel.

Au total, le climat actuel des villages ne paraît guère propice à l'émergence de "comités de développement" viables, pourtant des plus nécessaires pour affronter les menaces qui planent sur ces villages. Ces menaces (pressions des éleveurs, déboisement, corruption, marginalisation,

---

<sup>72</sup> En regard des difficultés rencontrées par les tentatives de structuration, il paraît judicieux de n'envisager pour ces Comités qu'une taille assez restreinte, et de ne prévoir leur agrandissement qu'au bout d'un certain temps, variable selon chaque C.V.D.



exode rural, etc.) appellent même une structuration bien supérieure au niveau villageois, permettant de peser d'un poids réel dans le pays. Aujourd'hui, on ne parle pourtant plus guère de ces comités. Pragmatiques, les responsables de l'Animation Rurale ne tendent plus qu'à motiver la création d'un groupement par village, à en suivre les activités - concentrées sur un domaine précis -, et à contribuer à sa pérennisation. La survie d'un groupement semble constituer, en effet, une condition *sine qua non* à la promotion de modalités de structuration plus complexes, portant sur des activités diversifiées, impliquant des capacités de mobilisation peu courantes aujourd'hui.

Malgré ses échecs, la structuration paysanne demeure donc plus que jamais un impératif. Il nous faut alors tenter de récapituler les conditions majeures à l'émergence, dans cette région, d'organisations villageoises viables.

### 1.2.3. Les conditions de l'émergence d'organisations villageoises

C'est en suivant le démarrage d'un groupement de menuiserie dans le village de Banda Lagba<sup>73</sup> que nous avons été amené à récapituler les conditions de réussite d'un groupement, et plus généralement de toute organisation villageoise. Nous aborderons cette question sous l'angle de la "viabilité"<sup>74</sup>.

La première condition nous semble être l'existence de revenus monétaires suffisamment conséquents pour permettre aux villageois de cotiser sans prendre sur leurs "besoins vitaux"<sup>75</sup>. On dit souvent qu'il y a, dans les campagnes africaines, une importante épargne "cachée", qui pourrait notamment être investie dans des réalisations communes, plutôt qu'être utilisée à des fins somptuaires. A l'évidence, dans de nombreux villages de cette région, il n'y a aucune somme à dissimuler, et très peu d'épargne mobilisable. L'existence de revenus monétaires peut en outre permettre d'apaiser les tensions sociales, puisqu'elle autorise le règlement des conflits, qui donnent tous lieu, nous l'avons dit, à des "amendes". Les tensions sociales étant quelque peu apaisées, le climat devient alors plus propice à la mise en oeuvre d'actions communes. Enfin, les producteurs, moins découragés lorsque les

<sup>73</sup> Ce village est peuplé d'une centaine d'habitants, tous Yakpa. Il est situé à 10 km d'Alindao, sur la R.N. n°2, vers Poudjio. Ce groupement a été créé en novembre 1993.

<sup>74</sup> Sur cette question de la viabilité des organisations paysannes, on lira : BEAUDOUX (Etienne), CROMBRUGGHE (Geneviève de), DOUXCHAMPS (Francis), GUENEAU (Marie-Christine), NIEUWKERK (Mark). - *Cheminevements d'une action de développement. De l'identification à l'évaluation*. - Paris, L'Harmattan, 1992. - pp. 45-52.

<sup>75</sup> Cette notion étant d'ailleurs subjective, tel besoin pouvant être plus "vital" pour un individu que pour un autre.

circuits d'échanges sont actifs qu'en période de démonétarisation, peuvent être plus portés à adhérer à un projet commun. Tout ceci recouvre une idée simple : une certaine circulation monétaire et un minimum de revenus constituent des préalables indispensables à l'émergence de toute action commune de "développement", tout comme elle conditionne toute action d'intensification, on l'a vu.

Cette viabilité économique ne se maintiendra que si l'activité du groupement est à même de perdurer. Ainsi convient-il de faire la balance entre les sommes et les efforts investis d'une part, et les sommes reçues et les biens ou services obtenus de l'autre. De même, il faut savoir s'il existe ou non des possibilités de commercialisation future. Pour le groupement que nous considérons, il semble qu'il existe un marché potentiel, bien que fort limité. Il est aussi nécessaire, pour une activité exploitant les ressources naturelles comme à Banda Lagba, d'en envisager la viabilité environnementale ; n'y a-t-il pas un risque de surexploitation des fragiles ressources forestières de la zone ? Les membres du groupement ne doivent-ils pas dès à présent penser au reboisement et s'investir dans des techniques d'agroforesterie, afin de permettre une perpétuation de l'activité et donc du groupement lui-même ?

La capacité de mobilisation, sans débours monétaire, du travail des membres constitue d'ailleurs un atout majeur de la gestion commune des ressources locales rares, par rapport à une gestion étatique ou privée<sup>76</sup>. Et c'est sans doute dans ce domaine de la préservation des ressources rares<sup>77</sup> que l'action commune peut être, dans la région d'Alindao, la plus viable<sup>78</sup>. Elle représente en outre, dans bien des cas, le dernier recours possible, face au désengagement de l'Etat et au non engagement d'un secteur privé réduit à quelques commerçants, qui n'ont aucun intérêt immédiat à se préoccuper de cette préservation.

Toutefois, une telle gestion, à l'échelle d'un village, peut se trouver remise en cause par le principe du "libre accès", posé précédemment. Les membres du groupement ne peuvent ainsi être incités à reboiser que s'ils sont relativement sûrs que quelqu'un d'extérieur ne viendra pas réduire à néant

---

<sup>76</sup> De nombreux auteurs insistent, on le sait, sur l'importance, dans ce domaine, de la coordination "coopérative" des stratégies individuelles. Seule une démarche de ce type peut mobiliser les énergies nécessaires à moindre coût, les participants n'étant pas, bien entendu, les salariés de l'organisation.

<sup>77</sup> Terre, arbres, eau, énergie humaine.

<sup>78</sup> Bien plus, par exemple, que dans la mise en oeuvre de champs collectifs, vers lesquels ne sont que peu portés les villageois, et qui ne permettent, on l'a dit, que peu d'économies d'échelle, conformément à l'hypothèse H<sub>a</sub>2, posée dans le chapitre 2 (cf. *supra*, p. 167).

leurs efforts, en provoquant un feu, en coupant les arbres pour son compte, en s'appropriant la parcelle concernée, en y faisant paître des bovins, etc.

Une autre condition majeure est la présence effective et régulière de l'intervenant extérieur. Dans le cas de Banda Lagba, un animateur s'y rendait toutes les deux semaines et exerçait ainsi un suivi qui constituait un gage majeur de réussite. Cela relativise certes les idées d'"autopromotion par le groupement", mais dans le climat actuel, l'ingérence des développeurs nous paraît des plus nécessaires. Nous y reviendrons dans la conclusion de cette première section<sup>79</sup>.

En outre, l'idée de l'action commune doit émaner - lentement et non sur un coup de tête - des villageois eux-mêmes, ou tout au moins de certains villageois qui parviendront à entraîner les autres à leur suite. Ceci renvoie à ce que l'on peut appeler la viabilité sociale de l'organisation villageoise et du projet qui sous-tend sa création. Le passé a démontré que seules les actions pour lesquelles les villageois se sentent suffisamment motivés, c'est-à-dire souvent celles qu'ils ont eu eux-mêmes l'idée de mener à bien, ont une petite chance de réussite. La longévité d'un groupement ne peut donc provenir de décisions de l'autorité administrative, mais d'une volonté réelle des membres. A Banda Lagba, l'idée, d'abord émise par le responsable villageois de l'Animation Rurale<sup>80</sup>, a lentement germé dans les esprits de ces paysans vivant dans une zone assez boisée. Cette inscription dans la durée est aussi impérative après la création de l'organisation, afin d'envisager l'utilisation d'éventuels bénéfices, ou un reboisement. Si la recherche d'une redistribution rapide de quelques revenus monétaires gagnés constitue le seul but affiché, le groupement ne survivra sans doute pas aux premières difficultés rencontrées. Tout dépend alors des capacités des membres à projeter leur action sur le long terme ; capacités peu présentes dans un contexte de forte incertitude, parmi des villageois habitués à agir dans le très court terme et à adopter des stratégies de survie.

De plus, il faut impérativement que soient établies des règles strictes, précises et connues (et acceptées, au moins formellement) par tous<sup>81</sup>. L'un des gros risques pour l'avenir de l'organisation est le flou qui préside parfois aux modalités de son fonctionnement, le manque d'information claire de ses membres. Ainsi, pour espérer mener à bien leur réalisation, les participants ne doivent pratiquer le "bon pour", grand destructeur de groupements, qu'avec

---

<sup>79</sup> Cf. *infra*, pp. 498-500.

<sup>80</sup> A la suite d'une session menuiserie organisée par l'Animation Rurale.

<sup>81</sup> On a mis en évidence, dans le chapitre 2, l'importance des règles (notamment, cf. *supra*, pp. 195-197).

parcimonie<sup>82</sup>. D'autres règles sont certes à mettre au clair : quelles cotisations<sup>83</sup> ? Quelle répartition des bénéfiques entre les membres ? Quelles modalités du travail en commun ? Etc. De même, si le groupement obtient un crédit de l'organisme d'appui, il est impératif que les conditions en soient clairement fixées avant son déclenchement.

Le cas des boutiques ou pharmacies villageoises est aussi exemplaire de cette nécessité des règles. De nombreuses questions doivent en effet trouver une réponse<sup>84</sup> : qui peut bénéficier de la boutique ? Qui peut bénéficier d'avantages particuliers ? Fait-on crédit ? Qui sera responsable de quoi ? Etc.

En corollaire, il est tout aussi impératif que soit prévu, et appliqué - là est bien toute la difficulté -, un système de contrôle et de sanction éventuelle contre un responsable ou contre tout membre qui ne jouerait pas le jeu, qui serait un *free-rider*. Trop de groupements ont disparu du fait de l'impunité accordée aux "tricheurs", et sans un tel système, toute organisation est vouée à l'échec. En théorie certes, un groupement doit en partie être basé sur la confiance entre les membres ; en pratique, puisque cette confiance n'existe pas ou très peu - souvent avec raison d'ailleurs - il faut agir en conséquence.

Remarquons en outre que les règles doivent être d'autant plus claires et plus impératives que le groupement concerné s'établit dans un village où la propension à la structuration est lourde des échecs passés. Il paraît alors utile, au cas par cas, de tenir compte de l'histoire qui a précédé l'instauration de l'organisation villageoise, afin d'éviter, autant que faire se peut, de reproduire les mêmes errements.

D'une manière générale donc, l'application de règles internes formellement acceptées par tous se révèle bien plus importante, pour la pérennité de l'organisation villageoise, que les statuts officiels et le protocole, contrairement à ce que ressentent nombre de villageois<sup>85</sup>.

Une contribution des développeurs en formation est aussi des plus nécessaires<sup>86</sup>. Ainsi le manque de connaissances techniques dans le domaine

---

<sup>82</sup> Dans la caisse du groupement de Banda Lagba, il n'y avait qu'un seul petit "bon pour", contracté par le responsable, pour des raisons graves.

<sup>83</sup> Sur les 33 membres du groupement, 26 avaient apporté la somme requise de 1000 F.

<sup>84</sup> On lira, en complément, Beaudoux et *alii*, 1992, *op. cit.*, pp. 107-109.

<sup>85</sup> "Ce qui est important, ce sont les règles de fonctionnement que se donnent les membres du groupement pour réaliser leurs activités. Aussi l'organisation juridique n'est pas prioritaire. Il vaut mieux que le groupement fonctionne bien avant d'opter des statuts définitifs" (BEAUDOUX (Etienne), NIEUWKERK (Mark). - *Groupements paysans d'Afrique. Dossier pour l'action*. - Paris, L'Harmattan, Coll. alternatives paysannes, 1985. - p. 149).

<sup>86</sup> D. Gentil et Y. Fournier insistent notamment sur les besoins de formation requis par la mise en oeuvre de structures d'épargne et de crédit, qui nécessitent la maîtrise de certaines techniques, de nouveaux modes d'organisation, de décision, une vision plus juste de l'économie et de la société (Gentil & Fournier, 1993, *op. cit.*, pp. 170-171).

de la menuiserie pourrait faire périlcliter le groupement de Banda Lagba, dont on ne parviendrait pas à exploiter toutes les potentialités. Cette question de la viabilité technique renvoie à la capacité des villageois à maîtriser des pratiques qui, bien souvent, ne peuvent pas être aisément acquises par la simple expérience et nécessitent une formation initiale et continue. D'ailleurs l'Animation Rurale prévoyait de mener dans ce village une "session menuiserie", et une autre sur l'économie familiale, la gestion de l'argent.

De la même façon, il faut toujours se demander si l'organisation villageoise en question, quelle qu'elle soit, dispose d'une réelle capacité de gestion. Il ne s'agit pas seulement d'une capacité à administrer le quotidien, ce qu'un responsable ayant reçu une formation correcte sera - en théorie - très vite capable de faire, mais d'une aptitude à gérer la marche de l'organisation, c'est-à-dire à s'adapter aux changements de l'environnement, à réagir promptement, et même à prévoir. On perçoit alors toute l'importance d'une solide formation, et par la suite d'un appui constant et effectif, pour des paysans souvent "imprévoyants" et marginalisés. D'une manière générale, il semble alors que plus il y a au village de paysans alphabétisés, ouverts sur le monde extérieur, plus ils tendent à comprendre les "comptes" de leur organisation, et plus la gestion de celle-ci a de chances d'être correcte ; la viabilité organisationnelle a dans ce cas certaines probabilités d'être atteinte. Or, avec le marasme que connaît l'école rurale depuis de nombreuses années, la jeune génération de villageois, propre à "porter" une éventuelle structuration, se révèle n'être que très superficiellement alphabétisée<sup>87</sup>.

L'intervenant peut aussi fournir un appui à l'organisation du travail dans le groupement, les membres étant peu habitués, on le sait, à travailler en commun. Et effectivement, on constate depuis le démarrage des activités du groupement de Banda Lagba que les villageois apprennent à s'organiser, sont de moins en moins dépendants, dans ce domaine tout au moins, vis-à-vis de l'animateur rural.

Il paraît donc impossible, au vu des expériences passées et des capacités paysannes présentes, de se passer d'un ensemble cohérent de formation, touchant à la fois aux capacités organisationnelles et techniques de tous les membres et à des compétences plus particulières, incombant aux responsables de l'organisation.

Par ailleurs, il est préférable que le groupement parvienne à établir des relations "normales" avec les autorités, les services administratifs, ce qui n'est

---

<sup>87</sup> Sur l'importance de l'école pour l'émergence de comportements "citoyens", on lira aussi Brun, 1995, *art. cit.*, p. 15.

pas, là encore, chose aisée. On touche ici à la délicate question de la viabilité "politique". En l'occurrence, la condition pour l'exploitation du bois est l'obtention préalable d'une autorisation du Service des Eaux et Forêts. Théoriquement, il n'y a pas de grande difficulté à partir du moment où les demandeurs disposent des outils nécessaires et s'engagent à reboiser. En pratique, il faut bien entendu verser une certaine somme au responsable délivrant cette autorisation. Un responsable des Eaux et Forêts d'Alindao a ainsi tenté de nuire au groupement, dont les membres rechignaient à payer. Il n'a cessé ces pressions que grâce au soutien de l'Animation Rurale, autre intérêt donc au maintien d'un appui extérieur. Généralement, il est clair que des prédatons trop fréquentes peuvent faire échouer les organisations villageoises. On attendrait au contraire de l'Etat l'élaboration et l'application effective d'une législation souple, permettant une réelle reconnaissance et une certaine protection des organisations<sup>88</sup>.

Une question doit aussi être posée à la constitution de tout groupement : contre qui s'organise-t-on ? La réponse permettra de comprendre les résistances rencontrées, et les conflits opposant l'organisation aux fonctionnaires, aux commerçants, aux éleveurs ou à toute autre catégorie d'acteurs.

Enfin, la présence de *leaders* à la personnalité suffisamment forte pour mener - après l'avoir fait émerger - l'organisation est indispensable. A Banda Lagba, c'est le responsable villageois de l'Animation Rurale qui, on l'a dit, a fait germer l'idée du groupement, idée appuyée par le chef du village. Le suivi régulier du développeur est là aussi capital, afin de soutenir ces *leaders* et empêcher toute dérive. Cette question du *leadership* villageois va d'ailleurs faire l'objet de la seconde section de ce chapitre.

Mais avant d'aborder cette seconde section, concluons sur le cas du groupement de menuiserie. Il a pris un assez bon départ, les villageois, relativement motivés, continuent de cotiser afin de compléter leur panoplie d'outils, il n'y a eu ni prédation, ni multiplication des "bons pour". Le travail s'effectue en trois équipes, sur trois lieux de coupe différents. Mais il convient de se garder de tout optimisme excessif, tant sont nombreuses les conditions à réunir pour qu'une organisation villageoise ait une chance de survie à terme.

Par ailleurs, cette survie ne semble possible que grâce à la présence régulière et attentive d'un intervenant extérieur. Ceci appelle d'ailleurs quelques questions. En premier lieu, quelles possibilités y a-t-il d'avoir aujourd'hui un

---

<sup>88</sup> Cf. Prod'homme, 1995, *art. cit.*, p. 52.

groupement villageois réellement autonome et responsable, sans le contrôle assez serré d'un intervenant extérieur sur les comptes, etc. ? Ces possibilités nous paraissent bien minces, tant les risques d'échec sont importants dès que le groupement est laissé à lui-même. Mais, en contrepartie, cet "encadrement" ne risque-t-il pas d'hypothéquer plus encore l'émergence éventuelle de capacités à une réelle prise en charge, à l'autonomie, etc. ? Par ailleurs, comment être sûr que, si on laisse les choses se dérouler en l'état, ces capacités finiront par émerger d'elles-mêmes, dans un tel contexte de marginalisation, de découragement et de "chacun pour soi" ? Il apparaît ainsi que l'appui se doit de demeurer important, de s'ingérer même dans la vie des organisations villageoises, afin de permettre à leurs membres de faire ou refaire l'apprentissage de la collaboration, du travail en commun réussis. Ensuite seulement, le poids de l'appui pourra diminuer et l'autopromotion paysanne devenir effective. On ne passe pas directement de la marginalité à l'autopromotion<sup>89</sup>.

On le voit, l'objectif d'autonomie des comités villageois, des groupements, est fort problématique. La réalité est bien plus complexe que des propos théoriques sur la dignité, l'auto-développement, etc. Elle renvoie à un état d'esprit, qui n'est pas propre aux seuls villages, fait d'opportunisme de court terme, et aussi d'impunité. Ainsi, l'application de règles internes strictes, décrite ici comme une condition *sine qua non* à la survie d'une organisation, se heurte souvent à la peur des membres, face aux risques de vengeance, et particulièrement d'attaque en sorcellerie ("likundu"). La présence d'une structure d'appui peut alors servir de justification formelle à l'application des règlements internes, l'argument consistant à dire : "il faut bien appliquer ces sanctions, c'est l'Animation Rurale qui l'exige".

On s'aperçoit donc que l'existence d'organisations, remède partiel à la marginalité, est hypothéquée par l'ampleur même de cette marginalité. Les villageois ne ressentent que rarement la nécessité de la structuration et ne montrent guère la volonté de s'organiser. Mais, même lorsque les conditions d'émergence d'une O.V. semblent réunies, celle-ci peut rarement fonctionner : "il ne suffit pas, précise ainsi M. Haubert, d'avoir la nécessité et la volonté de coopérer pour en avoir la possibilité ou la capacité : il faut pour s'engager dans un groupement paysan disposer d'un minimum de ressources économiques

---

<sup>89</sup> Et ce qui refusent le droit de regard de l'intervenant sur leur groupement, leur vie, ont toujours l'alternative de rompre les liens avec cet intervenant, ce qui constitue une différence essentielle avec les rapports à l'Etat et ses divers services. Les autres resteront, car ils penseront qu'en étant très présent, cet intervenant leur rend service : il leur permet de pallier pour partie leurs difficultés à l'entente.

(par exemple en terres, force de travail ou argent), socio-politiques (par exemple en termes de réseaux de solidarité ou d'alliance) ou culturelles (par exemple en termes de niveau d'éducation, de connaissance du monde extérieur, etc.)<sup>90</sup>. Autant d'éléments dont les populations de cette région ne disposent que bien peu. En lien avec tout ce qui précède, il est un autre élément qui fait aussi souvent défaut aux organisations rurales de cette région : la présence de villageois paraissant capables d'assumer des fonctions de *leadership*.

---

<sup>90</sup> Haubert, 1994, *art. cit.*, p. 16.



## SECTION 2 : STRATEGIES ET CAPACITES DES LEADERS VILLAGEOIS

Nous avons pourtant posé, à la fin du chapitre 5, que la présence d'acteurs aptes à prendre la tête des dynamiques innovatrices constituait une autre condition majeure à l'amélioration des pratiques agricoles, et donc à terme à la fixation des cultures<sup>91</sup>. Suite à tout ce qui a été dit dans la première section, on pressent que cette nouvelle condition n'est que rarement satisfaite. Nous allons ici passer de l'intuition à l'analyse, en nous penchant sur les principales modalités de *leadership* que l'on rencontre dans les villages.

Dans l'exemple détaillé précédemment, nous rapportons que l'idée de la menuiserie avait été lancée par le "responsable" désigné à Banda Lagba par l'Animation Rurale, et avait de suite été approuvée et appuyée par le chef. Nous allons donc successivement envisager ces deux modalités de *leadership* villageois, en commençant par celui exercé par les acteurs "choisis" pour représenter le "développement" dans leur milieu, puis en nous penchant sur l'attitude des chefs administratifs, tant dans la mise en oeuvre de leurs fonctions officielles que dans leurs réactions face aux changements qui se produisent dans les villages dont ils ont la charge.

### 2.1. Les responsables villageois

Toutes les structures d'intervention disposent d'un réseau de relais locaux, censés servir de modèles et favoriser les contacts villageois-développeurs. Mais, dans un contexte de marginalité et de "désordre", l'émergence de responsables mettant effectivement en oeuvre les tâches qui leur sont théoriquement assignées demeure problématique, tout d'abord du fait des stratégies de ces responsables eux-mêmes, mais aussi à cause de l'influence du milieu dans lequel leur action est supposée s'inscrire.

#### 2.1.1. L'action des responsables : des principes aux stratégies effectives

Certes, un certain nombre de principes sont censés régir la sélection et l'action des responsables villageois. Mais il y a souvent loin de ces principes à la réalité, comme le montre un examen, même rapidement mené, des stratégies effectivement mises en oeuvre par beaucoup de ces responsables.

---

<sup>91</sup> Cf. *supra*, p. 378.

a - La recherche de leaders villageois

Il est possible de définir quelques principes qui régissent généralement<sup>92</sup> la recherche de *leaders* villageois.

En premier lieu, le contexte domestique usuel doit être volontairement dépassé, les *leaders* bénéficiant d'un certain recul vis-à-vis de leur milieu de vie et se référant davantage que d'autres à des critères d'ordre civique<sup>93</sup>. Mais ce recul ne doit pas impliquer une séparation, les *leaders* devant demeurer, selon les responsables de l'Animation Rurale par exemple, des villageois comme les autres. Entre recul et mépris, la marge est parfois étroite, et seules certaines catégories de villageois s'y insèrent. Nous avons ainsi constaté que les villageois qui suivent la formation du C.F.A.E. afin de devenir "animateurs villageois" sont jeunes, très souvent alphabétisés ; ils ont été scolarisés, mais rarement au delà du primaire. Les jeunes ayant été jusqu'au collège ou au lycée sont en général peu motivés, à leur retour au village, pour devenir des "paysans modèles", et le recul qu'ils ont acquis devient mépris. Par contre, les scolarisés en primaire n'ont jamais vraiment quitté le milieu villageois ; si l'école leur a souvent donné un certain recul, il n'y a pas eu rupture, et ils demeurent parfois attachés au travail de la terre. En outre, cette scolarisation leur permettra d'acquérir, le cas échéant, différentes notions utiles pour la gestion des organisations villageoises ou la mise en oeuvre des techniques culturelles "améliorées".

La formation du responsable est d'ailleurs fondamentale, afin de lui donner non seulement un recul suffisant, mais aussi les compétences indispensables à ses futures fonctions. Pour avoir négligé cet aspect, les agents du Développement Communautaire ont vu certains de leurs projets de boutiques et de pharmacies échouer, du fait de l'incompétence des gérants. L'A.D.C. met donc maintenant l'accent sur la formation de ces derniers en organisant des sessions de gestion<sup>94</sup>. Remarquons que les techniques de l'alphabétisation fonctionnelle pourraient contribuer à initier les responsables

---

<sup>92</sup> Au sein des institutions d'appui travaillant dans cette région, mais aussi sur de nombreux autres "terrains".

<sup>93</sup> Nous renvoyons le lecteur à ce que nous avons dit de la dimension civique des comportements dans le chapitre 2 (cf. *supra*, pp. 175-178).

<sup>94</sup> Le programme de ces sessions : tenue des balances par produits et par jour, tenue des stocks en fin de journée. En 1994, elles se déroulaient en Français, ce qui nécessitait un niveau scolaire assez important et une bonne pratique de la langue. Une méthode de gestion en Sango serait sans doute mieux adaptée, plus susceptible de mise en oeuvre concrète.

qui ont été peu scolarisés à la pratique de la comptabilité<sup>95</sup>. Dans un contexte où l'école primaire a souvent déserté le monde rural, cette solution constituerait une alternative opératoire, pour peu bien sûr que l'on dispose d'équipes formées à ces pratiques et disponibles pour les répandre dans les villages, ce qui paraît fort problématique aujourd'hui.

Un *leader* potentiel peut être "repéré" par les développeurs grâce à son implication dans les activités qu'ils initient ou dans la vie du village, dans sa capacité de travail à la "yaka", qui démontre alors son attachement au travail de la terre et sa volonté de progresser par son travail. Ainsi, dans le contexte actuel de réduction de la taille des parcelles mises en culture, celui qui fait l'effort de maintenir des défrichages annuels importants peut faire figure, aux yeux de l'animateur, de possible responsable.

Enfin, s'il est illusoire d'espérer que les responsables fassent preuve d'un total désintéressement, l'émergence de *leaders* efficaces ne semble pas pouvoir se faire sur le seul mode de l'intérêt personnel<sup>96</sup>. On voit mal en effet comment se passer d'un minimum de ce que A. Sen appelle "l'éthique", qui se traduit concrètement par des qualités d'écoute, une certaine abnégation, une perception du bien commun, etc.<sup>97</sup>.

Concluons par une ambiguïté : les responsables ne sont considérés par les intervenants que comme des délégués de la population, des "intermédiaires", demeurant des villageois comme les autres. Mais ce rôle même de lien entre les villages et le développeur fait d'eux, par définition, des notables. Et au delà des principes, ces nouveaux notables ne jouent que rarement en totalité le rôle que l'on attend d'eux.

#### *b - La réalité des stratégies des acteurs*

Leur action - ou leur inaction - est en fait à relier au contexte plus général que nous avons précédemment décrit, fait de "désordre" et d'opportunisme de court terme. La référence à un tel contexte permet de mieux comprendre les attitudes de nombreux responsables villageois.

Dans le deuxième chapitre, nous posons aussi que le pouvoir détenu par un villageois dépendait de la zone d'incertitude que l'imprévisibilité de son

<sup>95</sup> Sur les méthodes d'alphabétisation fonctionnelle, on lira : BELLONCLE (G.), ILBONDO (P.), EASTON (P.), SENE (P). - *Alphabétisation et gestion des groupements villageois en Afrique sahélienne*. - Paris, Karthala-CILSS-Club du Sahel, 1982. - 270 p.

<sup>96</sup> L'A.R. entend ainsi ne pas utiliser, nous disait ainsi la directrice du Centre d'Alindao, "la politique de la carotte", pour faire émerger des *leaders*.

<sup>97</sup> Sur la nécessité de certaines qualités "morales", on lira aussi Prod'homme, 1995, *art. cit.*, p. 50.

comportement lui permettait de contrôler<sup>98</sup>, et que les responsables, animateurs, ou gérants villageois maîtrisaient, de par leurs fonctions, un certain nombre d'incertitudes, sources de pouvoir. En assistant à des sessions de l'A.R., de l'A.D.C., durant la formation dispensée par le C.F.A.E., les responsables acquièrent des compétences, apprennent à maîtriser diverses techniques ; un savoir dont la retransmission au village sera souvent moins automatique que ne le prévoit le développeur ; en effet, une telle retransmission peut être en quelque sorte dangereuse pour les responsables, puisque ce savoir constitue la source même de leur pouvoir et de leur prestige social. L'échec, dans cette région, de la stratégie des "paysans pilotes" ou "modèles" découle ainsi pour partie des stratégies de pouvoir de ces derniers, qui ne se sentent guère incités à retransmettre leurs connaissances, tendent à les "monnayer" ou ne tolèrent qu'une diffusion sélective.

De même, nous avons établi que le pouvoir détenu par chaque acteur au sein de cette organisation dépend de l'importance de la zone d'incertitude qu'il y contrôle pour la bonne marche, la réussite du comité, du groupement, etc. Ainsi, le responsable villageois, le président, le trésorier, disposeront d'un pouvoir réel bien plus important que celui des adhérents de base, un pouvoir qu'ils pourront utiliser en développant une stratégie de prédation, afin de saisir les opportunités qui se présentent à eux. Nous avons constaté, dans la section précédente, que de nombreux échecs de groupements ou d'actions communes sont causés par les agissements de leurs responsables villageois : il s'agit pour ces derniers de profiter au maximum des avantages inhérents à la fonction occupée, pendant qu'il en est temps, quitte à détruire l'organisation. On a ainsi souvent vu des G.I.R.-coton cesser toute activité du fait du comportement de leurs responsables, et de la collusion de ceux-ci avec les agents de l'office de commercialisation. Parfois, tous s'arrangeaient pour que la somme la plus élevée possible soit détournée de la caisse du groupement<sup>99</sup>.

Non seulement les responsables tentent souvent de profiter au maximum des avantages qu'ils peuvent s'octroyer grâce à la parcelle de pouvoir qu'ils détiennent, mais ils assument rarement pleinement les charges inhérentes à leurs fonctions<sup>100</sup>. L'important réside plus, pour beaucoup, dans ce titre de responsable, de président, de secrétaire, etc., qui leur permet de se situer dans les hiérarchies, que la tâche qu'ils devraient théoriquement mener.

<sup>98</sup> La "conséquence" C16 (cf. *supra*, pp. 187-189).

<sup>99</sup> C'est là un fait majeur à souligner : la collusion de tous les notables et les "évolués", des chefs aussi, dès lors qu'il s'agit de profiter du "petit".

<sup>100</sup> Ce n'est là encore pas une spécificité villageoise, même un phénomène généralisé à toutes les couches de la société centrafricaine.

C'est pourquoi, par exemple, il n'est pas évident que les gérants de boutiques villageoises estiment nécessaires de mettre en application les techniques de gestion apprises lors des sessions organisées par l'A.D.C.

En outre, les responsables espèrent souvent retirer divers avantages de la relation privilégiée qu'ils entretiennent avec les développeurs. Ce sont eux, par exemple, qui reçoivent les animateurs lorsque ceux-ci logent dans le village, et même si cela fait partie du "contrat" passé avec l'A.R., ils attendent quelques faveurs en contrepartie, notamment celle de profiter du véhicule de l'Animation. Ils ont parfois le sentiment de travailler pour l'intervenant extérieur - et donc en dernier recours pour les Blancs - bien plus qu'ils ne pensent contribuer au "développement" du village.

Et la plupart du temps, quand un responsable ne joue pas son rôle, les villageois attendent que l'intervenant extérieur réagisse, puisque c'est lui qui permet à ce responsable d'"exister"<sup>101</sup>. Sans doute des "palabres" se font jour à ce sujet mais, lorsque le développeur est dans le village, les conflits n'éclatent que rarement au grand jour. Nous retrouvons là cette impunité accordée au "tricheur", qui se double d'un sentiment de crainte de mettre publiquement en cause un "kota zo", du fait des risques que cela peut comporter<sup>102</sup>. Il y a sans doute aussi la volonté de donner au développeur l'image d'unité qu'il espère trouver en pénétrant dans le village.

Là encore, le flou des règlements internes à l'organisation favorise la prévarication et aboutit à son échec. Il paraît impératif d'établir de façon claire les droits, devoirs et avantages du gérant, du responsable. Ainsi, la question de la rémunération ou du dédommagement des responsables doit toujours être posée et résolue. En regard des expériences passées, le bénévolat paraît peu viable à terme<sup>103</sup> et il semble préférable, en échange par exemple d'une fonction de gérance de boutique correctement menée, de prévoir des indemnités, que ces dernières soient en nature ou en argent, fixes ou proportionnelles aux chiffres d'affaires, etc.

De même, un éventuel renouvellement, à échéances régulières, des *leaders*, n'est que rarement prévu. Et lorsqu'un renouvellement formel a lieu, ce sont souvent les mêmes personnes qui sont reconduites, sans vote véritable.

<sup>101</sup> Nous reviendrons plus loin sur cette question de la légitimité des notables (cf. *infra*, pp. 510-511).

<sup>102</sup> Des risques de marginalisation, d'une vengeance occulte on l'a dit, ou, à l'inverse, celui d'une accusation pour faits de sorcellerie, s'il arrive "malheur" à la personne que l'on a publiquement incriminée.

<sup>103</sup> E. Beaudoux & *alii* confirment que cette "solution du bénévolat, choisie pour commencer par beaucoup d'organisations, n'est pas viable à long terme : les bénévoles constatent rapidement que le temps à consacrer à leurs fonctions est trop important, et finissent par les négliger" (1992, *op. cit.*, p. 109).

Ainsi, à Kpanga IV, lors de la réunion concernant la pharmacie villageoise, il fallait désigner les membres du bureau du comité devant mener ce projet ; on reprit simplement les responsables du G.I.R., qui conservaient leurs titres malgré l'inactivité de ce groupement, et personne n'émit la moindre contestation, sans doute pour les raisons évoquées précédemment. Il se pose alors un évident problème de représentativité des responsables, remettant en cause leur crédibilité même. Et effectivement, beaucoup de groupements ou comités ont par le passé été mis en place afin de servir les intérêts de quelques uns, sans réelle prise en compte des *desiderata* des autres membres ou de l'organisme promoteur.

Enfin, l'apprentissage de la gestion, que nous évoquions précédemment, renvoie pour partie à un niveau de compétence beaucoup plus difficile à atteindre que de simples techniques d'administration, dans ces villages où prédominent souvent des logiques de très court terme. Confrontés eux aussi à de fortes incertitudes, les responsables connaissent souvent les mêmes difficultés que tout un chacun à la prévision et à l'anticipation. En ce sens encore, le contexte de "mise en marge" rend plus improbable l'émergence d'un *leadership* villageois viable.

Certains correctifs semblent donc nécessaires par rapport au rôle des responsables villageois de tous ordres ; en 1992, l'A.R. a par exemple organisé des "sessions de responsables", visant à faire d'eux de vrais *leaders*, en les responsabilisant véritablement, et en excluant certains du fait de leur trop grande passivité<sup>104</sup> ; des sessions utiles mais demandant bien entendu à être renouvelées, et dont on peut douter de la pleine efficacité face à l'ampleur des défis à relever : que peut une session, aussi bien organisée soit-elle - et souvent elles le sont -, face à tant d'années de marginalisation<sup>105</sup> ?

Certains responsables, tout en développant des stratégies parfois très différentes de ce qu'attendent les intervenants, assument pourtant assez bien les tâches qui leur sont assignées. Mais ils se heurtent alors souvent au poids du contexte villageois au sein duquel est établi leur rôle de *leaders*.

---

<sup>104</sup> "Renvoyer" un responsable pour cause d'inactivité constitue un véritable événement dans le village, où tous sont habitués à voir "durer" les notables, quels que soient leurs agissements.

<sup>105</sup> Les rédacteurs de l'évaluation de l'A.R., en 1995, concluent encore : "Il est rare de trouver dans le milieu des personnes honnêtes et stables ayant un sens de responsabilité pour bien gérer les biens communs" (I.N.A.D.E.S.-FORMATION-ZAIRE. - *Evaluation de l'Animation Rurale du diocèse de Bangassou*. - Kinshasa, novembre 1994, multigr.).

### 2.1.2. Les capacités limitées des *leaders* villageois

Une question peut bien sûr être posée : pourquoi certains tentent d'assumer leurs fonctions de responsable, alors que beaucoup d'autres ne s'attachent qu'aux divers avantages qui sont liés à leur statut ? Il est difficile d'apporter une réponse unique à cette interrogation. Il semble au contraire préférable de se limiter à une analyse au cas par cas, tant la conduite des responsables dépend d'abord de leurs itinéraires personnels, c'est-à-dire de leurs expériences, de leurs conditions présentes d'existence, de leur autonomie au quotidien<sup>106</sup>.

Mais les responsables tentant de jouer leur rôle de *leaders* n'en demeurent pas moins des habitants des villages, pris dans le jeu des relations sociales de ces villages, leurs conflits d'intérêts, leurs pressions égalitaristes. C'est pourquoi le suivi mené par les développeurs doit être effectif et régulier.

#### *a - L'isolement des leaders*

Nous avons déjà évoqué les risques pris par ceux qui adoptaient la culture attelée, et notamment le risque des jalousies, avec les conséquences que cela peut avoir, surtout dans le domaine magico-religieux. Les *leaders*, comme tout villageois qui tend à s'élever, se sentent particulièrement exposés à des jalousies de ce type<sup>107</sup>.

Il en va de même s'ils tendent à remettre en cause, de part leurs fonctions, trop de situations acquises, trop de *statu quo*, en matière de hiérarchies et de gestion des positions de pouvoir, dans le domaine des habitudes culturelles, etc. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les *leaders* s'exposent alors plus en jouant le rôle qui leur est en théorie assigné par les intervenants qu'en se contentant de rentrer dans le système éprouvé de la prédation, de la collusion entre les "kota zo" et du titre comme support suffisant du statut social, que la plupart ont bien intériorisé.

Voilà pourquoi beaucoup refusent toute prise de responsabilité au sein d'un groupement ou comme relais des intervenants extérieurs. "Tout le monde a peur d'être responsable", constatent ainsi les analystes d'I.N.A.D.E.S.<sup>108</sup>. Ce

<sup>106</sup> Des facteurs aussi divers que la propension à l'alcoolisme, le montant des revenus monétaires, les apprentissages effectués, les éventuelles pressions domestiques, la force de liens interpersonnels, les aléas attachés à chaque situation, etc., peuvent entrer en ligne de compte.

<sup>107</sup> "Si tu es éduqué, tout le monde est contre toi", nous a-t-on parfois dit.

<sup>108</sup> I.N.A.D.E.S.-FORMATION-ZAIRE, 1994, *op. cit.*

refus est encore plus tranché chez les femmes, que leurs maris n'autorisent que rarement à prendre d'importants engagements.

Considérons le cas du responsable villageois de Kpanga IV. La présence de l'A.R. est assez récente, elle date de 1992. Au dire des animateurs, "ça fonctionne assez bien", et ce bon fonctionnement semble être dû, pour une large part, à la présence d'un responsable dynamique et influent<sup>109</sup>. Soumis au vote, le projet de pharmacie villageoise soutenu par les villageois de Kpanga IV ne récolte, on l'a dit, qu'une seule voix "contre", celle du responsable, ce qui peut sembler là aussi paradoxal, de la part d'un *leader*. Mais il connaît les habitants de son village, il sait que les bonnes résolutions affichées devant l'intervenant resteront sans lendemain. Ne pouvant pas exprimer clairement son avis devant les animateurs, durant la réunion, il tient quand même à marquer son opposition en votant "non" et en restant silencieux durant toute la réunion, laissant les autres se répandre en bonnes intentions.

Il adapte ainsi son attitude de responsable aux contraintes "sociales" rencontrées : il n'affronte pas les autres de front, car il demeure un villageois comme les autres, et ne peut se permettre une telle opposition, mais en même temps, il assume sa fonction de relais entre développeurs et village, en lançant un message clair, bien que relevant du "non-dit", aux animateurs : ce projet va échouer.

Autre constat : les responsables ne sont pas neutres dans les conflits existant dans les villages. Qu'ils le veuillent ou non, ils sont amenés à prendre partie. Ainsi, à Gbela, dans le Yambélé, le responsable ne peut rester impartial dans une querelle opposant les deux chefs<sup>110</sup>. Il est alors peu écouté par une partie au moins des villageois, est dépassé par ce conflit qui envenime les relations sociales, et a bien du mal à mobiliser l'ensemble des habitants en prévision de sessions ou d'actions communes. Ceci vient d'ailleurs apporter une nuance aux attitudes des responsables concernant la rétention d'information ; l'animateur envoie un billet pour prévenir les villageois d'une réunion, mais l'information ne se transmet pas. Parfois, le message a été diffusé par le responsable, mais certains affirment le contraire parce qu'ils ont mieux à faire ce jour-là (travail au champ, chasse, etc.). Ou encore, si le responsable a essuyé un échec dans sa tentative de mobilisation, il peut

---

<sup>109</sup> Une preuve de son dynamisme est sa capacité d'initiative lors des ventes de café de 1994. Nous présentons son cas dans le chapitre précédent : en créant de la valeur ajoutée, par un travail assez conséquent, il a réussi à vendre sa production à un bon prix - relativement s'entend. (cf. *supra*, p. 384, note 18).

<sup>110</sup> Une querelle que nous détaillerons plus loin (cf. *infra*, pp. 516-517).



préférer dire, pour sauver les apparences, qu'il n'a pas eu ou qu'il a omis de retransmettre l'information.

Les *leaders* qui désirent assumer les tâches inhérentes à leurs fonctions sont donc souvent isolés, et c'est à ce niveau que le rôle des intervenants extérieurs nous semble primordial.

#### *b - La nécessité de "suivre" les leaders*

Dans un tel contexte, les intervenants ont bien perçu la nécessité de ne pas laisser les responsables à eux-mêmes, et d'assurer une présence effective et régulière qui permettra aux *leaders* de se sentir soutenus, voire protégés<sup>111</sup>.

Ainsi, le C.F.A.E. a mis en place un système de suivi qui permet aux "animateurs villageois" de s'élever, de par leur formation, tout en étant assez protégés, grâce à des visites régulières, contre les pressions exercées par leur entourage. En effet, les sessions du Centre, même avec application sur des champs de démonstration, ne suffisent pas. Les paysans ne peuvent ainsi poursuivre le cycle de formation que s'ils mettent en application dans leurs villages les techniques acquises au Centre<sup>112</sup>. Ce n'est que cette mise en pratique qui leur permettra de suivre le dernier volet du programme de formation, axé sur la retransmission aux villageois. Ils deviennent alors "animateurs villageois". En outre, la prolongation de ce suivi après l'obtention du diplôme conditionne, parmi beaucoup d'autres facteurs on le sait, la diffusion effective des techniques "améliorées" dans les "yaka", c'est-à-dire l'intensification culturelle.

De même, les relais villageois de l'Animation Rurale doivent se sentir soutenus, par le biais des sessions ou de tournées régulières. Car, l'A.R. partie, les responsables restent seuls face aux autres villageois, qui ne leur permettront pas toujours des prises d'initiatives bousculant par trop les routines et les hiérarchies. En outre, une visite régulière permet parfois d'éviter que le responsable, laissé à lui-même, ne soit tenté par des attitudes de prédation et ne sorte de son rôle.

C'est d'ailleurs aussi pour rompre ce relatif isolement des *leaders* que la promotion des Comités Villageois de Développement a été mise en oeuvre ou est envisagée par les intervenants : il s'agit d'y réunir tous les *leaders* potentiels, décidés à assumer leurs fonctions, en y incluant notamment le chef

---

<sup>111</sup> Les nombreux échecs passés de la stratégie de "l'agent de changement" ou du "paysan pilote" ont sans nul doute été causés, pour une large part, par les lacunes dans ce suivi qu'étaient censés mener les intervenants extérieurs.

<sup>112</sup> Les formateurs visitent les villageois en formation trois fois par an en moyenne.

du village. Mais encore faut-il que ce chef désire les changements proposés et accepte de s'en faire le promoteur.

## 2.2. Les chefs et le "développement"

Ici encore, il nous faudra faire référence à l'histoire afin de comprendre l'actualité du pouvoir des chefs de village, représentants d'une autorité qu'il peut paraître abusif de qualifier de "traditionnelle", nous le verrons dans un premier temps. Puis nous nous attacherons à analyser l'attitude de ces chefs vis-à-vis des changements apportés par les intervenants extérieurs, et la façon dont certains de ces derniers tentent d'orienter cette attitude dans le sens de la structuration, de l'intensification culturelle et de l'amélioration des conditions de vie.

### 2.2.1. Quelles autorités "traditionnelles" ?

Le terme "traditionnel", en effet, ne convient guère pour désigner des autorités dont le pouvoir est issu d'une histoire assez récente, à savoir les chefs administratifs des villages. Nous voulons par ce terme regrouper l'ensemble des autorités qui ne se réfèrent pas explicitement à la légitimité du développement. Nous allons voir que cet ensemble se réduit le plus souvent aux seuls chefs administratifs, dont nous analyserons ensuite rapidement les pouvoirs.

#### *a - Les instances de pouvoir des villages*

Nous ne rappellerons pas comment l'Administration coloniale plaça à la tête de chaque village regroupé un chef devant servir de lien entre les administrateurs et les "indigènes". Dans les faits, ce pouvoir fut longtemps héréditaire, un des fils - ou à défaut un frère ou un neveu - du vieux chef prenant invariablement sa succession<sup>113</sup>. Souvent le nom du village est celui du clan duquel est issue la majorité de ses habitants, ou celui du premier chef, aïeul du chef actuel dans bien des cas.

Aujourd'hui, les chefs sont en principe choisis, pour dix ans, par une majorité de villageois - plus exactement par une majorité de membres d'un collège composé des chefs de famille. Les modalités de ce choix sont fort

---

<sup>113</sup> Alors que dans la société précoloniale, la désignation d'un chef se faisait sur le critère de la valeur individuelle plutôt que sur celui de la naissance (pour peu, bien sûr, que l'on ait le statut d'homme libre).

diverses. Il se peut d'abord que la famille du chef "sortant" ait suffisamment d'influence dans le village pour que le système héréditaire se perpétue, ou qu'une élection aboutisse à la désignation d'un fils du vieux chef, ce qui revient au même.

Certains sont réellement désignés par les villageois. Ce sont toujours des notables, des gens ayant une place importante dans le village, mais pas nécessairement des notables "coutumiers" ; ces derniers sont souvent les descendants d'hommes libres jadis respectés, leur famille habite dans le village depuis sa création, ils sont écoutés pour leurs bons conseils, ils disposent de certains savoirs, de qualités personnelles, etc. Leur influence s'est indéniablement réduite face à l'émergence des "nouveaux notables", qui sont parfois élus chefs : ce sont des fonctionnaires retraités ou préretraités, des salariés, des responsables villageois, des catéchistes, des pasteurs, etc., plus en lien avec le monde extérieur, donc, que les autres habitants du village.

On remarque d'ailleurs que les deux formes essentielles de détention du pouvoir dans les villages tirent plus souvent leur légitimité de leurs rapports avec l'extérieur que de critères coutumiers ou de charismes personnels ; la plupart des responsables sont maintenus à leur poste ou démis de leur fonction par les intervenants extérieurs et non par les populations qu'ils sont supposés représenter, on l'a dit ; de même, les chefs ont toujours maintenu leur pouvoir grâce au soutien qu'ils recevaient de l'administration, dont ils n'étaient que les représentants locaux. Le fait que, dans certains villages, les chefs soient maintenant réellement désignés par les habitants eux-mêmes, sur des critères plus complexes que celui de la seule ascendance, va clairement dans le sens d'une appropriation des modes de désignation des autorités locales par les populations elles-mêmes.

Certes, cette accession au rang de chef provoque assez souvent des conflits, quelquefois violents, d'ambitions personnelles, de clans, de générations. Les vieux auront ainsi du mal à accepter un chef jeune ; les fils de l'ancien chef, arguant de leur droit héréditaire, pourront tendre à rejeter le chef désigné par une majorité de chefs de famille ; etc.

En outre, cette liberté reste toute théorique, car le choix doit être ratifié par le sous-préfet, qui délivre la médaille officielle. Cela ouvre la porte à tous les "arrangements", et parfois, les chefs sont simplement choisis par le sous-préfet. Il en va de même pour les maires des communes rurales, parfois désignés ou reconduits par les autorités.

Notons aussi qu'il n'est pas rare de trouver plusieurs chefs dans un seul village, même de petite taille, comme à Gbela. Cette situation renvoie à

l'histoire des regroupements, à la cohabitation de clans différents, à des rivalités individuelles, etc. Il paraît en fait difficile de tirer des enseignements généraux de cette dualité, ou de cette pluralité, de chefs<sup>114</sup>.

Chaque chef est en principe assisté par deux "capitas", qui sont ses adjoints. Il y avait aussi autrefois des "bazingéré", des Miliciens, dont le Corps a été dissout au début des années 90, on l'a dit. Autrefois, les chefs étaient aussi secondés par des juges coutumiers, désignés par les chefs de famille du fait de leur réputation de sagesse. Nous n'en avons rencontré aucun dans les nombreux villages que nous avons visités, mais peut-être en existe-t-il encore çà et là. Cette disparition des juges coutumiers ne constitue qu'un autre symptôme de la désorganisation des villages de la région et laisse la place, lorsque les chefs se révèlent incapables de trancher les conflits, aux règlements de compte occultes.

Il ne subsiste en outre, à notre connaissance, aucune des hiérarchies dominantes avant la colonisation, basées sur les sociétés secrètes d'initiés. Si de telles sociétés subsistent parfois et que nous n'avons pas eu vent de leur existence, elles n'ont clairement plus l'influence qu'elles détenaient autrefois sur le quotidien des villages et des clans. Elles ne détiennent pas les véritables pouvoirs, face à des chefs administratifs qui seraient alors maintenus comme alibis. A l'inverse, certains représentants villageois de diverses confessions chrétiennes - ou autres - ont parfois une influence majeure sur le quotidien de leurs catéchumènes, adeptes, etc., mais ceci ne se vérifie une fois encore qu'au cas par cas, selon la personnalité de ces "religieux", les moyens financiers dont ils disposent, les "pouvoirs" qu'ils sont censés détenir.

Enfin, et ceci n'est pas sans lien avec la disparition des processus initiatiques, les vieux n'occupent pas une place prépondérante dans les prises de décisions et au sein des structures de pouvoir. Peu nombreux, du fait d'une espérance de vie limitée, ils ne sont pas toujours très respectés. Ainsi, certains d'entre eux vivent à l'écart, mal soignés et mal nourris par leurs enfants, qui eux restent dans le village. Et ceci n'est pas, d'après ce que nous savons, un phénomène récent<sup>115</sup>. Affaiblis, vivant à l'écart, ils sont naturellement les premiers suspectés lors d'affaires de sorcellerie, surtout s'ils sont plus ou moins séniles, constituant en quelque sorte des coupables idéaux. En outre, accuser un vieux délaissé par son clan est plus aisé que s'en prendre à un aîné

---

<sup>114</sup> Ainsi, à Kpanga IV ou Liwu, il n'y a qu'un seul chef, alors que cohabitent Langba, Ngbugu, et Yakpa.

<sup>115</sup> En 1958, R. Sillans constate que dans les villages regroupés, quelques cases demeurent à l'écart : ce sont les cases des vieux, souvent situées derrière les villages (Sillans, 1958, *op. cit.*, p. 239).

demeurant intégré dans sa famille<sup>116</sup>. La prison d'Alindao est pleine de ces vieux sorciers<sup>117</sup>.

Nous voyons un double sens à ces attitudes envers les vieux : il s'agit d'abord de "rationaliser", de rendre compréhensibles des événements imprévus, tels les décès, les maladies, les accidents, etc., en leur trouvant un coupable ; il s'agit aussi sans doute de se débarrasser de ces vieux, qui constituent des poids morts, et donc des coupables "parfaits", d'autant que leurs savoirs sont dévalorisés, moins utiles qu'autrefois. Si cette façon de se "débarrasser" des vieux est parfois issue d'une stratégie consciente, la plupart des villageois sont réellement convaincus que tel vieux est un sorcier, ils sont sincèrement effrayés et en parlent avec une crainte non dissimulée. En conséquence logique d'un contexte de marginalité et de désorganisation sociale, la double prégnance du champ magico-religieux et du "chacun pour soi" amène à "rationaliser" les événements imprévus en se tournant vers les moins à même de se défendre, les vieux isolés de leur famille<sup>118</sup>.

Le plus souvent donc, les chefs administratifs demeurent les seules autorités villageoises ne tirant pas leur légitimité du développement<sup>119</sup> ou d'une appartenance confessionnelle. Ceci confirme l'absence, relevée plus haut, d'interlocuteurs coutumiers disposant d'une légitimité suffisante pour parler au nom des villageois, pour représenter leurs intérêts auprès des intervenants. Il convient d'étudier les pouvoirs réels dont disposent ces chefs.

#### *b - Les pouvoirs des chefs*

Le pouvoir d'un acteur, avons nous dit, est fonction de l'ampleur de la zone d'incertitude qu'il est à même de contrôler<sup>120</sup>. Ce principe nous semble tout-à-fait s'appliquer aux fonctions essentielles des chefs, l'impôt et le "Ngbanga" (la justice).

---

<sup>116</sup> Tout ceci est à mettre en lien avec ce que nous avons dit sur la vision de la faiblesse par les Banda, les accusations d'"Ondro", les modalités de l'entraide, qui tend d'abord à préserver les forces vives du clan.

<sup>117</sup> Et ce n'est sans doute pas un hasard si Mingala, ville où, on l'a dit, la population est vieillissante, est aussi un haut lieu du "Likundu" (sorcellerie d'agression), dangereux pour les fonctionnaires, les "kota zo".

<sup>118</sup> On est loin, alors, de l'image de la "société africaine" - si tant est que cette globalisation signifie quelque chose - unie autour de ses vieux et respectueuse du passé que ces vieux représentent.

<sup>119</sup> Ceci n'exclut pas que d'autres personnes aient une grande influence sur leurs voisins, leurs parents, et donc sur la vie du village, mais cela ne se vérifie alors qu'au cas par cas, sans qu'il soit possible d'en tirer des enseignements généraux.

<sup>120</sup> Nous renvoyons de nouveau à la "conséquence" C16, dans le chapitre 2 (cf. *supra*, pp. 187-189).

Le rôle des chefs dans la collecte de l'impôt renforçait considérablement leur influence. C'était en effet eux qui décidaient qui devait payer l'impôt. La suppression de l'impôt de capitation leur a alors fait perdre l'avantage que constituait, dans ce domaine, l'imprévisibilité de leur comportement. C'est l'un des fondements de leur pouvoir qui a ainsi disparu, poussant leurs administrés à moins d'obéissance et de respect que par le passé.

L'impôt était souvent lié, on l'a dit, à la culture du coton, et la commercialisation de cette production permettait aux chefs un contrôle sur les revenus des villageois. Ils ne disposent plus de cette possibilité aujourd'hui. De même, jusqu'en 1972, des primes furent distribuées aux chefs, à la fin de chaque campagne cotonnière<sup>121</sup>. Il n'était en outre pas rare qu'ils reçoivent leur part des détournements opérés dans la caisse des G.I.R. Enfin, jusqu'à la fin des années 70, de nombreux chefs se faisaient entretenir des parcelles par les jeunes du village, sans aucune rémunération. Ces prestations et ces contrôles ont aujourd'hui disparu, les chefs ne disposant plus - surtout s'ils ont été élus - du poids suffisant pour les imposer.

En matière de "Ngbanga" toutefois, les chefs conservent un certain pouvoir, du fait de l'incertitude qu'ils peuvent entretenir sur leurs jugements. En cas de "palabre", on va trouver le chef, qu'il faut rétribuer pour qu'il se saisisse de l'affaire. De nombreux chefs gagnent aussi des sommes assez importantes en détournant tout ou partie des amendes issues du "Ngbanga". Les villageois ne peuvent guère s'en plaindre, car les maires et les gendarmes agissent souvent de la même façon. D'ailleurs, si le jugement rendu par le chef ne satisfait pas, on peut se reporter devant le maire, puis en dernier recours devant le Commandant de Brigade, en payant à chaque fois, bien entendu. Mais il est rare que le verdict soit modifié.

Ce rôle des chefs dans le système judiciaire leur a permis de se mettre eux-mêmes, dans une certaine mesure, à l'abri de la Justice. Il est ainsi souvent impossible pour un paysan de se plaindre auprès du maire contre un chef, ou auprès du Commandant contre un maire, nous l'avons dit, du fait d'une collusion existant entre les "représentants" de l'Etat. Pendant très longtemps on le sait, l'autorité des chefs s'est bien plus appuyée sur l'Administration que sur le prestige personnel, le charisme, ou la capacité à mener les affaires du village, ils demeuraient - et demeurent encore souvent - les simples représentants des autorités régionales et nationales<sup>122</sup>.

---

<sup>121</sup> Ces primes dépendaient de l'augmentation de la production par rapport à l'année précédente.

<sup>122</sup> Il y a régulièrement dans chaque centre (Poudjio, Alindao, etc.) des réunions auxquelles chefs et maires sont convoqués afin d'y recevoir les consignes concernant l'administration des

Aujourd'hui, dans un contexte de faillite étatique, d'abandon des villages, de "non administration", les chefs désignés, pour une durée limitée, ne peuvent plus se permettre d'avoir un comportement aussi arbitraire que jadis. Moins obéis, parce que disposant de moins de poids sur le quotidien villageois, ils conservent surtout une influence en matière de règlement des multiples conflits qui se font jour entre leurs administrés, ou entre ceux-ci et des allochtones. Beaucoup des chefs de familles, membres du collège, perçoivent donc tout l'intérêt qu'ils ont à choisir quelqu'un de "capable", à même de défendre correctement leurs intérêts, sans trop s'impliquer dans les vieilles querelles, sans ne penser qu'à son intérêt propre, ouvert aussi à un certain changement. Voilà sans doute pourquoi ce sont de plus en plus des jeunes qui sont choisis comme chefs.

Si donc les chefs disposent de moins de pouvoirs que jadis, s'ils influent moins sur le quotidien de leurs administrés, ils demeurent souvent des personnages importants dans les villages. C'est ainsi que leurs attitudes vis-à-vis des changements apportés par les intervenants extérieurs conditionneront pour partie la réussite de ces actions de développement.

### 2.2.2. Action des intervenants et stratégies des chefs

Il convient d'éviter une vision trop simplificatrice, celle d'un chef irréductiblement opposé à toute idée de "changement" dans son village. La réalité est souvent plus nuancée, nous allons le voir. Puis, nous examinerons comment certains développeurs tentent d'intégrer les chefs dans le processus des innovations qu'ils désirent promouvoir dans les villages.

#### *a - Les chefs, obstacles à l'intervention extérieure ?*

Il paraît difficile de tirer des enseignements valables pour l'ensemble des villages, tant les situations rencontrées sont diverses.

Certains chefs cherchent, en adoptant une stratégie défensive, à neutraliser la menace que constitue pour leur pouvoir la mise en oeuvre d'actions ne dépendant pas de leurs décisions, le fonctionnement d'organisations non directement soumises à leur autorité, ou l'émergence de nouveaux notables, les responsables villageois. Le responsable de l'Animation est ainsi nommé par cette dernière, avec le consentement, en théorie, des

---

villages. Ces réunions servent aussi à "mobiliser" l'électorat. Ainsi, lors de la préparation des dernières élections présidentielles, chaque chef a reçu son "cadeau" afin d'inviter les gens de son village à "bien" voter, c'est-à-dire à voter pour le Président sortant.

villageois. Mais il arrive qu'un chef impose quelqu'un de son entourage, afin de contrôler son activité<sup>123</sup>.

D'autres chefs ont tendance à durcir leur comportement, à devenir plus sévères, plus autoritaires, à mesure que les actions de développement investiront le village. C'est là une réaction classique d'un pouvoir qui, se sentant menacé, réagit par une augmentation de la coercition. Cela a d'ailleurs pu, çà et là, accroître l'exode des jeunes.

Mais tous les chefs ne cherchent pas à bloquer les changements introduits par les intervenants extérieurs. Certains se contentent de ne pas s'y insérer du tout. C'est par exemple le cas du chef de Kpanga IV, un vieil homme qui ne se préoccupe guère des activités de l'Animation dans son village. On peut trouver à cette attitude deux raisons possibles : soit le responsable est très influent, face à un chef diminué par l'âge et peu écouté de ses administrés ; soit il y a un accord tacite entre les deux pour que le village "progresses". D'autres chefs se contentent d'occuper des postes plus honorifiques que véritablement actifs au sein de l'organisation villageoise. Un tel compromis peut permettre un fonctionnement satisfaisant de l'organisation, soutenue à la fois par le chef administratif, dont le pouvoir ne se retrouve pas remis en cause, et par les villageois les plus "dynamiques".

Un autre schéma possible est celui d'une dualité de chefs, même si ceux-ci ne sont pas hostiles au "changement". Un conflit les opposant risque alors de conduire à un blocage des actions de l'intervenant dans leur village. Nous livrons ici au lecteur une anecdote, vécue à Gbela, village du Yambélé, lors d'une session de l'A.R. sur l'"économie familiale". Le premier jour de la session, bien que tous les habitants de ce petit village aient été mis au courant, de nombreux hommes partent à la chasse et beaucoup de femmes vont, comme chaque jour, à la "yaka". Est-ce le signe d'un désintérêt ? L'explication de cette fuite réside plutôt dans la querelle, sur base clanique semble-t-il, qui oppose les deux chefs. Puisque c'est l'un des chefs qui reçoit les intervenants extérieurs, l'autre entend marquer son influence en emmenant le plus de gens possible en dehors du village durant la première journée. Le deuxième jour, les deux chefs sont présents, mais n'étaient pas leur rancœur devant les animateurs. Satisfait de sa démonstration d'influence, le second chef participe activement aux discussions, comme pour prouver le côté indispensable de sa présence. Le troisième jour, c'est le premier chef qui est absent, par dépit de

---

<sup>123</sup> Nous avons relevé le cas fort significatif de ce chef imposant sa fille comme responsable ; celle-ci s'est alors ingéniée à bloquer les activités, afin que les changements potentiels ne menacent pas le pouvoir de son père. C'est là un bel exemple de neutralisation du risque de ces transformations que l'Animation Rurale, en l'occurrence, tente de motiver.



voir que son adversaire se soit finalement bien intégré à la session, après le "mauvais coup" qu'il a joué.

Quels enseignements tirer de cette anecdote ? Tout d'abord, elle est significative du fait que les intervenants extérieurs mènent leur action dans un milieu au sein duquel préexistent des conflits, éventuellement révélés ou ranimés par leur présence<sup>124</sup>. Ensuite, il apparaît clairement que rien de viable ne se fera dans ce village en matière de structuration, d'action commune, tant que subsistera cette dualité, ce conflit entre les chefs. On est ici dans une situation où les stratégies conflictuelles des acteurs dominants forment des handicaps majeurs pour toute action de développement.

Il est donc tout-à-fait juste d'affirmer que certains chefs constituent des obstacles aux changements apportés par les intervenants, ou tout au moins qu'ils ne s'y impliquent guère. Faut-il pour autant préconiser une solution "à la Meister"<sup>125</sup>, la suppression d'un pouvoir dit "traditionnel", jugé par trop archaïque et hostile au progrès ? Nous ne le pensons pas. Il nous semble plutôt nécessaire d'accepter l'existence de ce pouvoir, qui de toute façon est un fait établi, et dont la remise en cause n'est pas, par essence, une bonne chose, alors que les villages sont déjà très désorganisés<sup>126</sup>. Le réalisme, selon les intervenants rencontrés, commande alors de rechercher les voies d'une intégration de ces chefs au sein d'une "démarche de changement".

#### *b - Intégrer les chefs au "changement"*

Certains chefs s'impliquent d'eux-mêmes dans les actions de développement. Il s'agit souvent de ces jeunes chefs désignés par les autres hommes des villages. Ces jeunes sont souvent alphabétisés, et ont pris le parti de rester et de vivre au village. Plus ouverts, ayant moins d'*a priori* que leurs aînés, ils peuvent alors devenir des *leaders* potentiels, pour peu qu'ils ne pensent pas seulement à reproduire la stratégie de la prédation et trouvent un intérêt effectif au développement des villages qu'ils dirigent<sup>127</sup>.

C'est à la promotion d'un tel *leadership*, c'est-à-dire, en quelque sorte, à la responsabilisation des chefs, que travaille notamment l'Animation Rurale, en organisant des "sessions de chefs". Ces sessions étaient, en 1994, orientées

<sup>124</sup> Nous reviendrons sur ceci dans le chapitre suivant (cf. *infra*, pp. 548-549).

<sup>125</sup> Cf. Meister, 1966, *op. cit.*

<sup>126</sup> Nous avons déjà mis en garde contre ce mythe de la "société égalitaire". Des relations de pouvoir, donc déséquilibrées, ont toujours existé, et continueront, sous une forme ou une autre, à exister dans l'avenir.

<sup>127</sup> C'est ainsi que certains chefs se montrent très fiers de la réussite d'activités de développement dans leur village.

autour de trois axes majeurs : droits de l'Homme, exode rural et développement<sup>128</sup>. Il s'agit de faire à terme des chefs des moteurs des changements que les dirigeants de l'Animation désirent voir s'ancrer dans les villages, en leur faisant notamment comprendre la "nécessité du développement" ; nécessité car "être le chef d'un village qui meurt, qui se vide de ses jeunes, cela sert à quoi" ? La participation aux activités promues par les intervenants, avec ce qu'elle implique en termes de structuration, d'action commune, est alors une condition, bien comprise par certains chefs, du maintien effectif de leur pouvoir, même si celui-ci souffre de quelques concessions, doit suivre certaines évolutions.

Ces sessions permettent aussi de diminuer les rivalités qui opposent parfois chefs et responsables, les premiers se sentant menacés par l'influence des seconds. A terme, il s'agirait d'impliquer les chefs dans les "Comités villageois de développement", qui regrouperaient d'abord toutes les personnes ayant une influence effective sur le village et pouvant contribuer à "le tirer vers le haut". Avec l'élargissement progressif à tous les villageois désireux d'y participer, ces comités permettraient à de plus en plus d'acteurs d'entrer dans le jeu des relations de pouvoir. Certes, en regard de la situation actuelle, cet objectif demeure bien lointain. En attendant son éventuelle réalisation, il paraît impératif aux derniers intervenants de mettre les chefs dans le "camp du changement" et de faire d'eux des acteurs majeurs de la structuration, de l'intensification, etc.

L'existence, dans les villages, d'un *leadership* propre à faciliter l'adoption des innovations diffusées par les intervenants ne peut donc se vérifier qu'au cas par cas. Elle dépend des histoires locales, de la personnalité des chefs et de celle des responsables, du comportement de chacun dans l'action commune, etc.

Mais au delà de la multiplicité des cas particuliers, certaines régularités peuvent être dégagées. D'une part, l'émergence d'acteurs capables d'assumer des fonctions de *leadership* demeure limitée par un contexte très défavorable : les tentatives pour faire émerger des paysans "modèles" ou "responsables", se soldent par de nombreux échecs, du fait du "désordre" qui prévaut dans les villages et dans l'environnement de ces villages. Leurs habitants pâtissent d'un manque évident de règles, qui se traduit par une tendance marquée au "chacun pour soi", un grand désordre de la sorcellerie, une méfiance

---

<sup>128</sup> En 1992, les premières réunions de chefs étaient organisées autour du thème : "démocratie, indépendance et développement".

généralisée, un égalitarisme asphyxiant et une très importante vulnérabilité aux asymétries auxquelles ils sont exposés, dans leurs relations avec les commerçants, les fonctionnaires ou les éleveurs.

D'autre part, le poids de ce "désordre" est accru par l'ampleur de la mise en marge vécue aujourd'hui par les populations de la région. Ainsi le marasme économique des villages met à mal bien des "groupements d'intérêts", tant il paraît irréaliste d'inciter à l'action commune, à la participation, des populations n'ayant quasiment rien à vendre et disposant de revenus monétaires déjà insuffisants pour couvrir leurs besoins élémentaires. La rupture - même relative - de l'enclavement régional semble être une condition de base à l'existence d'un réel mouvement paysan.

"Désordre" et marginalité se conjuguent donc pour hypothéquer l'apparition d'une structuration viable dans les villages, alors même que l'incertitude qu'ils induisent pour les populations implique logiquement un fort besoin d'organisation, un dépassement du primat des seules conduites "marchandes".

Redisons d'ailleurs un important paradoxe : la tendance à faire face, par des logiques de très court terme, aux incertitudes causées par ce "désordre" et cette marginalité, constitue souvent un frein essentiel à la pérennité de groupements villageois. D'une part, ces logiques tendent à privilégier un opportunisme immédiat, par le biais de stratégies de prédation. D'autre part, adopter un comportement participatif représente un risque non négligeable, qui ne peut être assumé que si l'insertion au marché est effective, si le groupe concerné est régi par des règles relativement fiables et stables, si l'apport en formation est réel, si l'appui extérieur est important. Si ces conditions ne sont pas réunies<sup>129</sup>, le risque participatif devient trop pesant pour qu'émergent des groupements viables.

Cette absence d'un mouvement paysan contraste singulièrement avec la dynamique de structuration que l'on observe en milieu pastoral. "Peu de pays connaissent encore, comme en R.C.A., remarque A. Marty, un emboîtement des structures de regroupements des éleveurs, du niveau national au niveau local (...)"<sup>130</sup>. Au sommet, il y a la puissante Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (F.N.E.C.) ; à la base, ont été créés de nombreux groupements d'Intérêt pastoral (G.I.P.) ; à des niveaux intermédiaires, se situent six

<sup>129</sup> Sur les conditions susceptibles de favoriser des comportements dits "citoyens", on se reportera par exemple à Brun, 1995, *art. cit.*, p. 14.

<sup>130</sup> MARTY (André). - Les organisations coopératives en milieu pastoral : héritages et enjeux. - *Cahiers des Sciences Humaines*, O.R.S.T.O.M., Vol. 26, n°1-2, 1990. - p. 131.

Fédérations de G.I.P. et les Zones d'Action Agro-Pastorale, plus spécialement chargées, en théorie, de la gestion de l'espace.

Cette structuration connaît certes diverses difficultés, dont nous n'avons pas à rendre compte dans ce travail, mais il est indéniable qu'elle connaît globalement un bien meilleur sort que la structuration paysanne. Comment expliquer une telle différence ? Pour faire le lien avec ce qui précède nous pourrions résumer ainsi la réussite de la structuration pastorale : moins de "désordre" et moins de marginalité.

En premier lieu, il convient d'insister sur l'importance des institutions - ce que les géographes nomment les "encadrements" -, c'est-à-dire de l'organisation des liens sociaux et des rapports de pouvoir. Contrairement aux villageois, les éleveurs disposent d'autorités "traditionnelles" légitimes<sup>131</sup> ; ces chefs ont su s'adapter à un contexte de développement en prenant la tête de la structuration pastorale ou en trouvant des relais urbains efficaces, ce qui n'est assurément pas le cas des agriculteurs<sup>132</sup>. Contrairement aux villageois encore, les éleveurs, ou tout au moins leurs *leaders*, perçoivent bien l'intérêt de se regrouper, afin de peser d'un poids important sur la vie du pays, malgré leur nombre relativement faible et leur statut de migrants. Contrairement aux villageois enfin, les éleveurs savent faire front commun, savent occulter leurs conflits internes, leurs intérêts particuliers, lorsqu'il s'agit de défendre l'un des leurs face aux paysans ou à tout autre interlocuteur. La plus grande solidité de l'organisation sociale des éleveurs, alors que c'est le "désordre" qui prévaut souvent dans les villages, constitue donc le premier élément d'explication.

En second lieu, les activités d'élevage semblent mieux insérées aux marchés que ne le sont celles de nombreux agriculteurs, et sont perçues, on l'a dit dans le chapitre 5, comme l'une des clés d'un futur développement centrafricain, un élément essentiel de son potentiel exportateur<sup>133</sup>. Elles ont été appuyées par d'importants projets internationaux, notamment par le biais des activités de l'Agence Nationale de Développement de l'Elevage (A.N.D.E.)<sup>134</sup>. Le marché de l'abattage a connu un essor important, autour de la capitale

<sup>131</sup> Ce sont souvent des personnes possédant un cheptel plus important que la moyenne.

<sup>132</sup> Certains gros éleveurs sont aussi devenus les maires des communes d'élevage.

<sup>133</sup> Cf. *supra*, pp. 344-345.

<sup>134</sup> Ces projets de promotion de l'élevage ont débuté au début des années 80 dans l'Ouest centrafricain et se sont peu à peu répandus dans l'ensemble des zones d'élevage (on se référera par exemple le *Rapport Annuel* de la Banque Mondiale de 1986, ou encore à : Boutrais & Crouail, 1986, *op. cit.*). Le Projet de développement de l'élevage et de gestion des parcours, qui constitue la deuxième phase du Programme national de développement de l'élevage (P.N.D.E.) a démarré en 1995, pour cinq ans. La création d'un crédit mutuel est aussi prévue. Un Fonds Interprofessionnel de Développement de l'Elevage (F.I.D.E.) a d'ailleurs été mis en place à cet effet (cf. Devey, 1996, *art. cit.*, p. 482).

surtout. Tout ceci a constitué un contexte économique tout-à-fait favorable à la structuration.

Les conséquences de la meilleure organisation des éleveurs s'analysent surtout en termes de pouvoir, et ce tant au niveau national qu'à l'échelle locale. Au niveau national, la F.N.E.C. a su nouer des alliances politiques propres à accroître son influence<sup>135</sup>. Son poids économique incite les autorités à des "égards" que ne peuvent guère espérer les villageois : ainsi le Préfet de la Basse Kotto s'est-il déplacé, en 1992, de Mobaye jusqu'au Yambélé, pour délivrer en personne leurs cartes d'identité à quelques Mbororo...

La F.N.E.C. a donc permis à ses membres d'acquérir un poids politique majeur, à l'échelle nationale, alors que les agriculteurs en demeurent souvent à hésiter des mois durant à aménager une petite source proche de leur village. Rien d'étonnant, dans ce cas, que les éleveurs reçoivent - ou achètent - souvent l'appui des représentants des autorités dans les conflits qui les opposent aux villageois, et que ces derniers ne pèsent guère face à des éleveurs qui se savent soutenus.

L'impératif d'une structuration paysanne demeure donc, ne serait-ce que pour que ces paysans puissent acquérir un poids suffisant, aux niveaux local, régional ou national. Ce poids semble en effet constituer un élément essentiel de la viabilité de l'agriculture que perpétuent les populations de cette région : ce n'est que si elles se sentent soutenues et protégées que ces populations pourront raisonnablement envisager l'adoption de pratiques intensives, etc.

Mais il est clairement apparu, dans ce chapitre, qu'une telle structuration ne pourra sans doute être réalisée qu'avec un appui extérieur effectif. C'est d'ailleurs à l'étude des rapports qu'entretiennent les villageois avec les intervenants extérieurs se réclamant encore du développement que nous allons consacrer le huitième et dernier chapitre de ce travail.

---

<sup>135</sup> Par exemple avec le R.D.C., parti unique d'A. Kolingba, au début des années 90.

## Chapitre 8 : Marginalité et "développement"

"C'est à travers des conflits, des réactions à des interventions que l'on peut mieux observer des stratifications sociales et des dynamismes, beaucoup mieux que par des analyses préalables aussi fouillées soient-elles"<sup>1</sup>. C'est là une opinion très répandue dans le milieu des analystes, qui privilégient souvent les études de populations confrontées à une intervention extérieure se réclamant du "développement". Nous allons nous aussi, dans ce dernier chapitre, adopter une telle démarche. Nous nous interrogerons moins sur le "fond", la pertinence des changements qui sont proposés, ce qui a déjà largement été fait dans les chapitres précédents, que sur leurs modalités de diffusion et sur leur accueil dans les villages. L'analyse des caractéristiques de cette intervention et des réactions qu'elle rencontre parmi les villageois nous permettra de faire le lien entre une situation de marginalité et les potentialités d'améliorations culturelles, sanitaires, etc.

Une première section sera plus spécifiquement consacrée aux modalités de diffusion des innovations préconisées. De ces modalités dépend par exemple pour partie l'adoption effective de techniques culturelles "améliorées" on l'a dit à la fin du chapitre 5<sup>2</sup>. Pour les étudier, nous nous attacherons d'abord aux stratégies des responsables des dernières institutions travaillant dans les villages de cette région. Puis nous mettrons en évidence le fait, qu'au delà des grands principes, ces responsables ont à faire face à une situation peu favorable à l'allongement des horizons que requiert toute action de développement et qu'ils ont surtout à gérer l'urgence des difficultés alimentaires et sanitaires. En outre, nous insisterons sur la distance qui sépare souvent les discours des responsables de la diversité des stratégies mises en oeuvre par les intervenants de "terrain". Ceux-ci se situent à la croisée du milieu villageois et de l'organisme d'appui auquel ils appartiennent, et cette situation expliquera beaucoup de leurs attitudes.

Mais cette étude, si nécessaire soit-elle, ne doit pas constituer l'essentiel de ce chapitre, dont la seconde section sera aussi la plus importante. Elle sera consacrée aux réactions des villageois concernés par l'intervention extérieure.

---

<sup>1</sup> Gentil & Dufumier, 1984, *op. cit.*, p. 34.

<sup>2</sup> Cf. *supra*, pp. 379.

Ces réactions se comprendront d'abord à travers la pluralité des stratégies des différents acteurs<sup>3</sup>. Mais, au delà de la diversité des stratégies observables, nous tenterons là encore de dégager certaines régularités liées aux influences, sur tous les acteurs, des événements du passé et de leurs conditions actuelles d'existence. Ceci nous conduira à élaborer une tentative de bilan des liens unissant une situation de marginalité et les capacités des acteurs, compte tenu de l'histoire qui sous-tend cette situation.

## **SECTION 1 : LES INTERVENANTS EXTERIEURS FACE A DES POPULATIONS MARGINALISEES**

Le premier fait à souligner lorsque l'on étudie les développeurs travaillant dans cette région d'Alindao est, redisons le, leur faible nombre. Le désengagement - ou le non engagement - constitue la caractéristique majeure de l'intervention de développement ; une caractéristique qui n'est pas sans conséquence sur l'action des quelques intervenants qui persistent à mener leurs activités dans ces villages.

Nous n'évoquerons qu'assez peu les activités du C.F.A.E., déjà largement présentées dans le chapitre 5<sup>4</sup>. Nous nous intéresserons alors plus à l'Agence du Développement Communautaire (A.D.C.), à la Composante Café et, surtout, à l'Animation Rurale (A.R.), dont nous avons suivi les activités. Ces quatre structures demeurent les seules à avoir une présence effective et assez régulière dans certains villages. Le fait que deux de ces quatre organisations seulement (l'A.D.C. et la "Composante") soient issues d'une volonté des autorités centrafricaines, d'ailleurs largement relayée par des bailleurs étrangers, ne viendra que confirmer la tendance au désengagement étatique déjà soulignée.

Tout comme il est erroné de considérer le village d'une manière unitaire, uniforme, il convient de distinguer, au sein des structures d'intervention, les responsables des opérateurs de terrain, c'est-à-dire les stratégies officiellement mises en oeuvre de leur application concrète dans les villages.

---

<sup>3</sup> Nous n'entendons en effet pas réduire la diversité des logiques, des objectifs poursuivis au cours de l'interaction entre intervenants et villageois, à un face à face manichéen. Nous verrons au contraire que la multiplicité des acteurs en présence implique une même multiplicité des stratégies (cf. Courade, 1991, *op. cit.*, p. 198).

<sup>4</sup> Notamment cf. *supra*, pp. 370-372).

## 1.1. Les stratégies des responsables de l'intervention

Nous pouvons aussi séparer les intervenants en deux catégories, ceux qui sont issus de la volonté des Eglises chrétiennes, l'A.R. et le C.F.A.E., et les organismes non confessionnels qui sont jusqu'à ce jour maintenus en activité, l'A.D.C. et la Composante Café. C'est là un phénomène couramment observé : lorsque les structures étatiques ont disparu ou se révèlent particulièrement inefficaces, ce sont les Eglises chrétiennes qui deviennent les acteurs dominants de l'intervention de développement. Dans son essence même, la présence des Eglises n'a pas de fin programmée ; leur action s'ancre donc dans le long terme, même si elle dépend aussi des financements extérieurs.

Nous détaillerons d'abord les principes qui régissent l'intervention de ces quelques développeurs. Mais la réalité ne se résume pas à la seule application de principes théoriques. Nous montrerons ainsi dans un second temps que l'intervention doit s'adapter au contexte socio-économique au sein duquel elle s'insère.

### 1.1.1. Les derniers intervenants extérieurs

L'A.R. développe une "doctrine" supposée régir son action sur le terrain, ce que nous verrons dans un premier temps. Nous présenterons aussi rapidement les modalités de la formation, déjà largement évoquée, dispensée par le C.F.A.E. Puis nous nous pencherons sur les principales modalités de l'intervention de l'A.D.C. et de la Composante Café.

#### *a - Les intervenants confessionnels : l'Animation Rurale et le Centre de Formation Agricole Elim*

Nous pouvons tout d'abord mettre à profit l'expérience de "terrain" que nous avons acquise de 1990 à 1992, puis en 1994, des activités de l'Animation Rurale<sup>5</sup>. Cette expérience est complétée par les renseignements reçus depuis grâce aux contacts que nous avons conservés sur place.

Les atouts de l'Animation résident tout à la fois dans l'importance qu'elle accorde à la "sensibilisation", dans son enracinement dans le milieu villageois, et dans la diversité et la cohérence des activités proposées.

---

<sup>5</sup> En outre, par souci de ne pas mener un travail par trop descriptif, nous renvoyons à l'annexe n°2 l'énumération des différentes activités proposées par l'A.R.



En premier lieu, la conception qui a le plus souvent sous-tendu l'action des services étatiques de développement rural se résumait ainsi : la vulgarisation avant l'animation. L'A.R. met au contraire l'accent sur la sensibilisation, préalable à toute action dans un village<sup>6</sup>. La démarche généralement suivie est la suivante :

- Première étape : appel de la population sur un thème. Le premier pas doit donc normalement être fait par les villageois eux-mêmes.

- Deuxième étape : les animateurs engagent alors une sensibilisation sur le thème ou sur un thème lié. Les responsables de l'A.R. insistent, depuis quelques années, sur l'utilisation de la méthode G.R.A.A.P.<sup>7</sup>, qui préconise la "conscientisation" comme forme essentielle d'animation : il s'agit de conduire les villageois à une réflexion à partir d'images et d'un questionnaire ; les discussions qui s'en suivent établissent souvent les problèmes à résoudre afin que le village "progresses" ; ces problèmes renvoient souvent, en dernier recours, à des questions de mésentente au sein du village, bien moins aisées à résoudre que des difficultés matérielles ou culturelles. Il semble pourtant impératif, au vu des échecs de la modernisation, que les populations concernées soient systématiquement impliquées dans l'identification des actions à entreprendre<sup>8</sup>.

- Troisième étape : l'A.R. laisse alors, si des problèmes ont été décelés, un temps de réflexion indéterminé, parfois assez long - voire définitif si les villageois perdent leur motivation -, à la population.

- Quatrième étape : rappel des populations et préparation concrète de l'action. Il s'agit alors de transformer une intention d'action en un programme

---

<sup>6</sup> Il s'agit moins d'expliquer que de questionner, tout au moins dans un premier temps. Prenant l'exemple de l'aménagement des sources, les rédacteurs du rapport d'auto-évaluation de 1983 écrivaient : "Toucher à l'eau, c'est entrer dans le domaine des esprits et des tabous. D'où les nombreuses difficultés rencontrées et l'importance d'une longue sensibilisation qui permet d'intégrer la nouveauté tout en respectant l'homme centrafricain" (WILLOT (Paul), dir. - *Auto-évaluation de l'Animation Rurale, Diocèse de Bangassou*. - Bangui, 1983). Ainsi, dans les années 70, le projet F.E.D. d'aménagement de puits d'eau en Basse Kotto, a souffert, en plus des négligences et incompétences du Génie rural, chargé de sa réalisation, des réticences de certains villageois à boire l'eau des puits : cette eau provenait selon eux de la décomposition des corps de leurs parents enterrés non loin du village.

<sup>7</sup> Groupement de Recherche et d'Appui à l'Autopromotion Paysanne. Nous reviendrons plus loin sur cette méthode (cf. *infra*, pp. 567-568).

<sup>8</sup> E. Beaudoux & *alii* insistent sur cette nécessité : "La « participation » ne doit pas se limiter à une simple routine de consultation des bénéficiaires sur leurs besoins et les contraintes qu'ils estiment rencontrer. Il s'agit en réalité d'un véritable processus de libération de la parole et de l'énergie des membres d'une communauté, d'un apprentissage collectif de l'identification" (Beaudoux & *alii*, 1992, *op. cit.*, p. 42). Il existe de nombreuses méthodes de détermination d'actions réalisables, que nous n'avons pas à détailler ici. Elles sont en effet souvent conçues pour des applications à des projets d'envergure, et sont donc peu adaptées aux petites actions que tentent de promouvoir les derniers intervenants extérieurs de cette région. Nous renvoyons le lecteur à ce même ouvrage (pp. 57-63).

concret, bâti autour d'orientations précises, d'objectifs, de moyens à utiliser, etc. Une telle programmation ne peut guère être menée sans un appui effectif, tant les capacités de gestion des villageois paraissent, on l'a dit, limitées.

- Cinquième étape : réalisation de l'action.

- Sixième étape : toujours en utilisant la G.R.A.A.P., les animateurs assurent un suivi de la réalisation et en font, avec les villageois, l'évaluation.

Bien entendu, ce cadre théorique n'est souvent qu'imparfaitement respecté, et nous insisterons notamment, au fil de ce chapitre, sur les limites de la "conscientisation", mais aussi de la programmation et de l'évaluation des actions.

Les responsables de l'Animation entendent aussi enraciner leurs actions dans le milieu paysan, en utilisant les hiérarchies sociales et en s'insérant dans les dynamismes villageois<sup>9</sup>. C'est ainsi que l'A.R. mène depuis quelques années une action spécifique auprès des chefs de villages, on l'a vu. De même, elle tente d'inscrire son action dans le long terme, en l'insérant au coeur des mécanismes sociaux, par la sélection de relais locaux (les responsables), par l'organisation de sessions spécifiques et adaptées aux besoins du moment, etc.<sup>10</sup>.

C'est en fait une optique basée sur la durée que tentent de concrétiser les responsables de l'A.R. Il ne s'agit plus de promouvoir de façon ponctuelle des projets précis, mais d'agir en profondeur, en privilégiant une transformation progressive des mentalités, porteuse d'évolutions futures<sup>11</sup>.

En outre, les activités qu'elle désire usuellement promouvoir sont des plus diverses. Elles touchent tant au domaine économique qu'à la santé des villageois, à leur capacité à s'organiser, etc. Toutes ces activités ont des liens étroits entre elles et cette imbrication<sup>12</sup> est bien comprise par les responsables de l'A.R., qui tentent d'établir des ponts entre les actions déjà entreprises et les

---

<sup>9</sup> R. Badouin présentait en 1967 les différentes approches possibles du milieu rural : la contrainte, dont nous avons démontré l'inefficacité, l'appel aux mobiles nobles, dont nous doutons de la capacité de mobilisation dans le contexte actuel, le dialogue, qu'utilise l'A.R. au travers de la G.R.A.A.P., mais aussi l'utilisation des hiérarchies sociales et l'insertion dans les dynamismes sociaux (Badouin, *op. cit.*, 1967, pp. 211-219).

<sup>10</sup> Ainsi, il est nécessaire d'organiser des sessions spécifiques aux femmes, en choisissant une date adéquate ; par exemple entre les semis et la pleine saison des pluies ; le but de telles sessions est alors de leur permettre de s'exprimer. En outre chaque session concerne un thème précis, porteur, à ce moment et pour ce village, de potentialités de "changement".

<sup>11</sup> Citons ici D. Gentil qui, à propos des organisations paysannes, écrit : "L'appui doit partir des problèmes exprimés par les paysans mais aussi en faire découvrir d'autres qui sont perçus confusément, il doit respecter les rythmes paysans, la longue durée, et aussi le droit à l'erreur, la diversité des solutions, les tâtonnements, les retours en arrière,...". Telle est bien la démarche que l'A.R. tente de suivre (GENTIL (Dominique). - Organisations coopératives et Etat en Afrique francophone (1960-1985). - *Mondes en développement*, n°61, tome 16, 1988. - p. 123).

<sup>12</sup> Gentil & Mercoiret, 1991, *art. cit.*, p. 873.

autres. C'est là toute l'importance de la phase d'auto-évaluation de l'action ; l'un des principaux thèmes abordés est : "L'activité que nous venons de mener (à bien) ne révèle-t-elle pas d'autres besoins, n'appelle-t-elle pas la mise en oeuvre d'autres améliorations dans le village" ? Le lancement d'un simple groupement, tel celui de menuiserie de Banda Lagba, peut ainsi servir de base à une émergence potentielle d'autres activités de développement. C'est pour qu'une telle base existe qu'il est capital que fonctionne au moins un groupement viable, que soit menée correctement au moins une activité, dans chaque village. Cette condition est pourtant loin d'être remplie, on l'a vu.

Les intervenants doivent aussi être capables d'anticiper l'échec d'une action. Ainsi, lors de la réunion concernant la pharmacie de Kpanga IV, sachant que le projet risquait d'échouer, les animateurs ont introduit dans le programme de la réunion un début de réflexion sur le thème des Droits de l'Homme. Cela permettait d'envisager la poursuite des relations Animation-Kpanga IV, après l'échec du projet en cours. Ce projet précis, selon nos contacts conservés sur place et comme nous le prévoyions, n'a pas abouti, du fait des difficultés à rassembler les cotisations. Ces difficultés révélant d'évidents problèmes de gestion, notamment des gains caféiers, l'A.R. a alors prévu la tenue d'une session dite d'"économie familiale". Il faut donc de manière générale que l'intervenant extérieur ait une certaine capacité tout à la fois d'anticipation des péripéties à venir dans ses relations avec les villageois, et d'adaptation, permettant aux activités de coller au plus près des nécessités locales.

Enfin, l'Animation a opté pour le principe de la conditionnalité, comme le montre l'exemple des caisses de pharmacie familiales ou villageoises. On demande aux villageois de mener diverses activités préventives, destinées à améliorer l'hygiène et la qualité de l'eau, avant de créer de telles caisses<sup>13</sup>. De même, avant de louer l'une de leurs presses à parpaings, les responsables de l'A.R. veulent habituellement mener une sensibilisation préalable auprès du groupe demandeur, concernant l'amélioration de l'habitat.

Voilà pour l'essentiel des principes qui régissent l'action de l'Animation Rurale<sup>14</sup>. Nous démontrerons dans la suite de ce chapitre combien leur mise en application peut être problématique. Il en sera de même pour les activités du C.F.A.E. d'Alindao.

---

<sup>13</sup> Construction de latrines, d'une étagère de vaisselle, d'un séchoir à linge, participation à une session sur la santé, aménagement d'une source.

<sup>14</sup> Ces principes ont certes évolué. L'action spécifique aux chefs, par exemple, ne date que du début des années 90, lorsque l'on s'est aperçu ou que l'on a admis qu'il était difficile de promouvoir le développement des villages sans leur soutien et leur contribution effective.

Deux aspects paraissent primordiaux pour la promotion des modalités d'intensification développées dans ce centre : une formation adéquate basée sur l'observation d'une part, un suivi de l'application et de la retransmission au village d'autre part.

Le programme de formation, appelé "Yaka", se décompose en cinq étapes, qui conduisent à l'obtention d'un diplôme, reconnaissance tout à la fois d'un savoir et d'une mise en application concrète<sup>15</sup>. Là encore, nous n'entrons pas dans le détail. Rappelons surtout que la formation se fait en partie par l'observation concrète des résultats comparés des différentes techniques culturelles, ce qui permet aux paysans en formation de se rendre compte eux-mêmes du bien fondé des améliorations proposées<sup>16</sup>.

Les sessions de formation sont complétées, on l'a dit, par un suivi dans les villages. Ce suivi donne aux concepteurs du projet d'une part les moyens de contrôle propres à juger de cette diffusion, et d'autre part certaines possibilités d'adapter leur formation en fonction des réalités du terrain<sup>17</sup>. On retrouve là l'importance du suivi du leader villageois, que nous avons mise en exergue précédemment. Le contrôle exercé par les formateurs du C.F.A.E. met l'animateur villageois à l'abri, tout en moins en partie, des menaces qui planent sur celui qui s'individualise dans le village.

D'autres développeurs, tels les animateurs ruraux, mènent parfois ce même travail de démonstration par l'exemple, dans leurs villages, ou dans ceux de leur famille<sup>18</sup>.

Remarquons enfin que les formateurs d'Elim ne tentent pas d'appuyer la promotion de techniques intensives par une sensibilisation à la structuration. On trouve là une tendance assez générale aux Eglises protestantes du Centrafrique : ces Eglises marquent très souvent leur volonté de ne pas donner à leurs activités un tour trop "militant", de ne pas s'ingérer, en motivant l'organisation des producteurs, dans les données socio-politiques régionales et nationales. C'est pourquoi l'action du Centre Elim est limitée à ses seules tâches de formation "technique". Cela peut être jugé insuffisant, en regard des "besoins d'organisation" qui existent dans les villages. Et cela hypothèque

<sup>15</sup> On trouvera, dans l'annexe n°3, le résumé des cours du C.F.A.E. Environ 20 à 25% de ceux qui débutent les sessions arrivent à "décrocher" le diplôme, nous a affirmé l'un des deux agronomes du Centre.

<sup>16</sup> Nous renvoyons le lecteur aux exemples présentés dans le chapitre 5 (cf. *supra*, pp. 372-374).

<sup>17</sup> E. Beaudoux & *alii* insistent sur la nécessité de "conserver pour toute action de formation un esprit critique constamment en éveil. Rien n'est plus dommageable au processus de formation que la routine !" (Beaudoux & *alii*, 1992, *op. cit.*, p. 173).

<sup>18</sup> Lorsqu'un animateur obtient, grâce aux techniques "améliorées", une meilleure production d'arachides, les villageois peuvent le constater *de visu*.

aussi les chances une large diffusion des techniques culturelles préconisées, impossible à réaliser, on l'a vu, sans des procédures efficaces de concertation au niveau des villages. Un suivi, même étroit, des paysans formés ne semble donc pas devoir suffire, dans le contexte villageois décrit dans le chapitre précédent<sup>19</sup>.

*b - Les derniers intervenants non confessionnels : l'Agence du Développement Communautaire et la Composante Café*

Tout comme l'Animation Rurale, le Développement Communautaire entendait mettre en oeuvre, lors de son implantation dans la Basse Kotto, en 75-76, une action multisectorielle, visant au "développement complet et harmonieux des villages"<sup>20</sup>. Il s'agissait alors d'"éduquer et former une collectivité humaine, la faire réfléchir pour que celle-ci s'organise pour mieux rechercher les causes de son sous-développement"<sup>21</sup>. Son action devait concerner tous les domaines : agricole, éducatif, sanitaire, socio-culturel, etc. Les responsables entendaient appuyer cette action sur les Comités Villageois de Développement Intégré, déjà évoqués. C'est dans son centre de formation, construit en 1977 à Kongbo et financé par l'U.N.I.C.E.F., que se déroulent les sessions.

En 1977, le Développement Communautaire est aussi devenu un Service national. Il a été confronté aux mêmes difficultés, aux mêmes errements que tous les autres services censés développer le milieu rural : corruption, détournements, médiocrité des agents, nombre trop faible de ces agents pour que la volonté affichée d'une action globale et cohérente soit suivie d'une application concrète.

L'A.D.C. avait aussi pour vocation d'être le lien entre les différents services techniques et les villages, le coordinateur d'actions concertées de développement rural<sup>22</sup>. Face aux difficultés endémiques connues par ces services, son intervention n'a jamais vraiment été intégrée dans des programmes régionaux ou nationaux.

<sup>19</sup> Cf. *supra*, pp. 469-483.

<sup>20</sup> Poukalé, 1988, *op. cit.*, p. 62.

<sup>21</sup> DANAGORO (J.P.). - *Education et développement en République centrafricaine. La problématique éducative face aux aléas du Développement Communautaire en milieu rural.* - Thèse de doctorat, E.H.E.S.S., 1981. - p. 288.

<sup>22</sup> J.P. Danagoro définissait le Développement Communautaire de la Basse Kotto comme un "outil fonctionnel pour promouvoir la participation des populations rurales aux programmes de développement" (*idem*, p. 328).

C'est pourquoi les principes d'action de l'A.D.C. ont été revus à la baisse, et l'on est passé d'une optique "programme" à une approche "projet". Certes, les objectifs affichés par l'Agence au début des années 90 définissaient encore un champ d'action potentiel très large<sup>23</sup>, mais en réalité c'est vers la mise en oeuvre de projets aux objectifs beaucoup plus restreints que s'est orientée, au cours des années 80, l'action du Développement Communautaire.

Cette approche "projet" a été mise en oeuvre par le P.N.U.D., pour la première fois en 1983. Il s'agit de réaliser dans le cadre de l'Agence des projets conçus en dehors d'elle. En effet, plutôt que de recruter, former leur propre personnel pour la réalisation des projets qu'ils désirent entreprendre, les responsables du P.N.U.D. préfèrent s'insérer dans des structures préexistantes, en rétribuant eux-même les agents. Si donc l'A.D.C. subsiste aujourd'hui, cela est en grande partie dû à son implication dans des projets entrepris par les organismes internationaux.

C'est ainsi que le projet lancé en 1986 d'"appui aux actions d'auto-développement villageois" constitue la dernière activité effective de l'Agence dans cette région. Ces buts sont plus "ciblés" : il s'agit de promouvoir l'indépendance et la santé des villageois en créant des boutiques et des pharmacies villageoises, d'améliorer l'habitat rural, par la création de dépôts de matériaux de construction, de diminuer le travail des femmes, de développer la culture attelée, et de former les responsables des groupements à la gestion de la caisse commune.

Voilà ce vers quoi les cinq agents encore en poste dans la sous-préfecture d'Alindao doivent théoriquement orienter leur action, même si, on le verra, cette action se limite en réalité à la promotion des boutiques et pharmacies, et qu'ils sont aujourd'hui assez peu présents dans les villages. Le projet devait s'achever en 1995 mais il a été prolongé pour une année. A ce jour, nous ne connaissons pas l'avenir, au delà de 1996, du Développement Communautaire dans cette région.

La deuxième structure d'intervention non confessionnelle encore en activité est, on le sait, dans les zones caféicoles, la Composante Café. Dans un contexte où le café constitue une source essentielle de revenus, il pèse moins d'incertitude sur l'avenir de cette "Composante" du projet Centre-Sud que sur celui de l'A.D.C. D'ailleurs, au début de 1996, des Français ont remplacé, à la

---

<sup>23</sup> Ces grands objectifs, tels qu'ils ont été définis en janvier 1991, lors d'une réunion de concertation avec l'A.R., sont les suivants : aider les populations à s'aider elles-mêmes, c'est-à-dire favoriser l'autopromotion des paysans ; mettre en place des Comités Villageois de Développement, permettant l'application concrète d'une politique de développement économique, social et culturel ; assurer la formation des paysans et coordonner l'action des différents services techniques ; améliorer les conditions de vie des paysans.

tête du projet, les agronomes Portugais qui avaient réussi à perpétuer, durant les années de mévente, le centre de multiplication de Kongbo.

En plus de ses activités usuelles, la "Composante" met en oeuvre un projet de diffusion de décortiqueuses dans les zones productrices. En outre, ses responsables envisageaient, à la fin de 1995, une certaine diversification de leurs activités, orientée notamment vers l'encadrement des productions vivrières, de la pisciculture, de l'artisanat, mais aussi vers la promotion féminine. Une telle diversification n'est guère surprenante, puisque la "Composante" demeure aujourd'hui la seule structure non confessionnelle de vulgarisation dans cette région. Elle doit donc suppléer l'absence d'autres intervenants en multipliant ses domaines d'intervention, au risque peut-être d'une vulgarisation caféicole moins efficace, mais, en contrepartie, avec une prise en compte de la réalité "pluriactive" des productions villageoises.

A l'observation des activités des derniers intervenants extérieurs travaillant dans cette région d'Alindao, on constate qu'il y a un grand absent : l'Etat centrafricain lui-même. L'Animation Rurale et le Centre de Formation Elim sont issus de la volonté des Eglises chrétiennes ; l'A.D.C. demeure certes un Service national, mais ses activités ne sont perpétuées que grâce à son insertion au sein de projets des Nations Unies ; enfin, l'ADECAF de cette région est devenue l'une des composantes du projet Centre-Sud, est financée par le F.E.D. et est dirigée par des cadres expatriés. L'Etat centrafricain ne semble donc plus conduire, dans cette région, de réelle politique de développement rural ; la promotion de ce développement se limite à l'action des Eglises ou aux projets de quelques bailleurs étrangers, avec le risque que, pour des raisons tout-à-fait étrangères aux réalités centrafricaines, une rupture des financements conduise à la suspension des activités débutées. Cette incapacité claire à influencer sur le destin des populations rurales conduit d'ailleurs à s'interroger sur la réalité de la souveraineté d'un Etat mis à mal par des décennies de prévarication et d'ajustement structurel.

Mais nous ne pouvons, dans le cadre limité de cette thèse, nous attarder sur un tel débat. Il convient plutôt de nous attacher aux réalités d'une intervention qui a à composer avec un contexte socio-économique difficile.

### 1.1.2. Les réalités de l'intervention

Dans un premier temps, nous évoquerons les phénomènes de concurrence qui peuvent s'observer entre les différents intervenants extérieurs.

Puis nous nous attarderons sur la stratégie développée aujourd'hui par l'organisme d'appui que nous connaissons le mieux, l'Animation Rurale.

*a - Quelle coordination entre A.R. et A.D.C. ?*

Le C.F.A.E. occupe, en tant que centre de formation installé à Alindao même, une place à part, et il ne se pose, dans ses relations avec les structures d'appui se rendant au quotidien dans les villages, aucune difficulté majeure<sup>24</sup>. Au contraire, certaines formes de collaboration ont pu voir le jour<sup>25</sup>. Tel n'est pas toujours le cas des relations entre l'A.R. et l'A.D.C. ou la Composante Café.

En effet, si l'objectif affiché par tous est d'entretenir de bonnes relations, de travailler dans le respect mutuel et la concertation<sup>26</sup>, il n'est pas rare que les tensions apparaissent, du fait de phénomènes de concurrence, sur le terrain. Nous ne prendrons ici que deux exemples, opposant l'A.R. et l'A.D.C.

En comparant les secteurs d'action des deux intervenants, on constate que l'A.D.C. ne s'installe que là où l'A.R. travaille depuis assez longtemps, c'est-à-dire surtout parmi les populations Yakpa. Par contre l'A.D.C. délaisse toute la zone Ngbugu, autour de son siège régional et de son centre de formation de Kongbo, parce que ces Ngbugu paraissent, "de caractère", plus difficiles à sensibiliser, d'autant plus que l'A.R., basée à Alindao, n'y a toujours qu'assez peu travaillé<sup>27</sup>. L'intérêt pour les agents est en fait de trouver un milieu assez réceptif, parce que "préparé" par des années de présence des

---

<sup>24</sup> Ce sont là deux formes d'appui différentes et complémentaires : le centre-ferme pilote avec applications concrètes dans les villages d'une part, et des stratégies de services techniques, sanitaires, et de renforcement des institutions paysannes d'autre part.

<sup>25</sup> Ainsi l'un des animateurs de l'A.R. a profité des enseignements dispensés au long de la formation "Yaka", et dispose ainsi de meilleurs acquis à transmettre, soit personnellement par l'exemple, soit dans le cadre de son emploi.

<sup>26</sup> Des réunions de concertation sont censées être régulièrement organisées entre A.R. et A.D.C. De même, en novembre 1994, les responsables de la "Composante" définissaient ainsi la répartition des tâches entre eux et l'Animation : la "Composante" travaille avec le groupement initié par l'A.R. ; elle fait générer un revenu, que l'A.R. aide à bien gérer ; l'A.R. sensibilise avant l'intervention de la "Composante".

<sup>27</sup> Les A.D.C., lors de leur implantation à Kongbo, ont été fort mal acceptés car, d'origine ethnique souvent différente, les agents affichaient un certain mépris vis-à-vis des villageois Ngbugu. L'"indocilité" Ngbugu les amena alors à se retirer de ce secteur, au bout de quelques mois. Les cadres de l'A.D.C. firent d'ailleurs endosser à l'A.R. la responsabilité de leurs échecs : "C'est la mentalité implantée dans les villages par l'A.R. qui bride notre action, qui empêche les villageois de nous écouter et de nous suivre". La position de concurrence des deux institutions est donc assez ancienne.



animateurs ruraux<sup>28</sup> ; les villageois Yakpa sont ainsi plus sensibilisés aux questions d'hygiène, de santé, que les Ngbugu<sup>29</sup>.

Lorsque l'A.D.C. s'implante dans un village auparavant occupé par l'A.R., celle-ci quitte le plus souvent ce village<sup>30</sup>, jugeant que les habitants auraient des difficultés à travailler sur deux fronts à la fois. Il est vrai que les capacités actuelles de mobilisation des villageois sont si réduites qu'il paraît vain de vouloir les "dispenser". En outre, certaines différences de stratégies se traduisent par des discordances de discours, d'exigences, qui ne permettent pas une cohabitation entre les deux intervenants, sauf à risquer que les paysans, désorientés, décident finalement de ne plus rien faire du tout.

Ces discordances s'observent dans le domaine de la santé. En effet, alors que l'A.R. tend à privilégier la prévention, par la sensibilisation sur l'hygiène, l'aménagement des sources, l'application du principe de conditionnalité pour les caisses de pharmacie, l'A.D.C. privilégie le plus souvent la seule construction de pharmacies, sans l'intégrer dans un plan plus vaste de promotion de la santé en milieu rural. Cette divergence de fond sur les priorités de l'intervention explique l'impossible cohabitation, dans bien des cas, de ces deux institutions<sup>31</sup>.

On le voit, les deux intervenants majeurs dans la vie des villages sont souvent en situation de concurrence, bien plus qu'en position de collaboration<sup>32</sup>, ce qui peut paraître surprenant, lorsque l'on sait l'ampleur des besoins d'intervention et d'appui qui subsistent dans la région. Nous désirons maintenant approfondir le cas que nous connaissons le mieux, celui de l'Animation Rurale.

#### *b - La stratégie actuelle de l'A.R. : gérer l'urgence*

La stratégie mise en oeuvre ces dernières années par les responsables de l'A.R. tient en peu de mots et est significative de l'état général dans lequel

---

<sup>28</sup> Il y a aussi derrière cette attitude la volonté de l'A.D.C. de limiter son action aux villages où préexiste un groupement, qui pourrait servir de base à un C.V.D. Mais l'existence d'un groupement implique souvent une présence de l'A.R.

<sup>29</sup> Ce qui ne signifie certes pas que les pratiques quotidiennes soient fondamentalement différentes.

<sup>30</sup> Pour peu bien sûr que les villageois se montrent intéressés par les propositions des agents.

<sup>31</sup> C'est ce qui s'est passé, au début de 1994, à Ndatoko. Les villageois, réticents à rassembler les 25000 F nécessaires à l'aménagement d'une source ont très vite réuni 100000 F à la suite d'une proposition, plus "alléchante", de l'A.D.C. concernant une pharmacie villageoise. L'A.R. a alors quitté provisoirement le secteur en attendant que les villageois fassent de nouveau appel à elle.

<sup>32</sup> Même si des agents participent parfois à des sessions organisées par l'A.R., nous l'avons observé à Seigneur.

se trouvent les villages avec lesquels ils travaillent : il s'agit de faire face à l'urgence, de parer au plus pressé, dans un contexte de démonétarisation, de marginalisation des villages, de découragement de leurs habitants ; le "plus pressé" est alors de recentrer les activités sur les domaines primordiaux de la santé et de l'agriculture ; de maintenir une présence effective dans les villages "réceptifs", afin d'éviter un abandon total<sup>33</sup> ; et enfin de répondre aux demandes qui émanent encore des villageois, dans la mesure des possibilités humaines, techniques et financières.

La priorité est donc aujourd'hui au réalisme, notamment concernant les objectifs d'autopromotion qui font partie de la "philosophie" de l'A.R.<sup>34</sup>. On l'a dit, cette "autopromotion" paraît peu envisageable tant que perdure une telle situation de marginalité. Ainsi, les exigences d'une participation - même modique - de tous au financement des activités menées par l'Animation se heurtent dans de nombreux villages à la grande faiblesse des revenus monétaires en circulation<sup>35</sup>. Cet assouplissement des principes d'autopromotion, afin de mieux tenir compte des difficiles conditions matérielles d'existence des populations, était d'ailleurs proposé par les évaluateurs d'I.N.A.D.E.S., à la fin de 1994<sup>36</sup>. Ces derniers envisageaient par exemple une possibilité de renflouer certains groupements, dans des cas exceptionnels prévisibles.

De même, l'Animation reçoit régulièrement et gratuitement des vivres P.A.M.<sup>37</sup>, constituées des excédents européens et nord-américains. L'habitude a été prise d'utiliser ces stocks pour nourrir les participants aux sessions. On peut voir là une ambiguïté fondamentale : comment concilier la volonté de promotion des produits locaux, notamment pour l'alimentation des nourrissons, et la fourniture de poudre de maïs, de "corned beef" et de sardines importés, alors que les produits vivriers et les animaux d'élevage sont les seuls biens que les villageois pourraient encore se procurer assez facilement ? D'un autre côté,

<sup>33</sup> Selon E. Beaudoux & *alii*, une "trop grande dispersion géographique ou thématique nuit à la qualité du travail d'une organisation d'appui. Celles qui sont spécialisées réussissent souvent mieux que celles qui travaillent «tous azimuts»" (Beaudoux & *alii*, 1992, *op. cit.*, p. 21).

<sup>34</sup> "Nous avons la ferme conviction que si les populations rurales n'ont pas conscience d'être les premières responsables de leur développement, et que la solution à leurs problèmes est d'abord entre leurs mains, l'aide extérieure ne peut être que négative". Telle était l'opinion de l'A.R. exprimée dans le rapport d'auto-évaluation de 1983 (Willot, 1983, *op. cit.*).

<sup>35</sup> Quant au financement villageois des coûts généraux d'une institution comme l'Animation Rurale, il semble qu'il soit totalement impensable de l'envisager, au vu des revenus paysans, mais aussi des motivations villageoises. En outre, pour ces villageois, l'A.R. a toujours été financée par les "Blancs", qui ont tout l'argent qu'ils veulent (on l'a dit, ils le fabriquent). Il est alors exclu, pour la plupart, de devoir contribuer au paiement des fournitures ou des salaires des animateurs.

<sup>36</sup> I.N.A.D.E.S.-Formation-Zaire, 1994, *op. cit.*, p. 72.

<sup>37</sup> Programme Alimentaire Mondial, des Nations Unies.

dans un contexte de forte démotivation, n'est-il pas nécessaire d'inciter ces villageois à participer aux sessions<sup>38</sup>, quitte à délaissier quelques principes fondateurs de l'Animation ? Il est clair en effet que la perspective de deux repas<sup>39</sup> abondamment pourvus en viande et en poisson n'est pas la moindre des motivations pour participer à une session. Cette pratique n'est-elle pas en fait une condition de la perpétuation de quelques activités de développement dans certains villages ?

Il s'agit en outre de travailler avec les modestes capacités de mobilisation, d'entente, d'action commune qui existent dans les villages aujourd'hui ; l'A.R. affiche alors la volonté de ne plus mener des "responsabilisations" de façade, de ne plus promouvoir l'émergence de comités villageois purement théoriques, mais plutôt de se concentrer sur les quelques leaders potentiels, les quelques groupements qui paraissent viables, quitte à délaissier, pour un temps indéterminé, de nombreux villages jugés "apathiques".

Ces villages délaissés sont dits "en sommeil". En effet, leurs habitants font preuve d'une grande passivité, se montrent très peu motivés, même pour les activités qui ne demandent que des sommes modiques. Les réunions de l'A.R. n'y rassemblent que peu de personnes et ne sont suivies d'aucune action concrète. Or, dans le contexte actuel, les derniers intervenants se retrouvent face à des zones et des domaines d'action si vastes qu'ils sont inévitablement conduits à opérer une sélection<sup>40</sup>. C'est ainsi pour éviter de se disperser que l'Animation est amenée à mettre en sommeil des villages dans lesquels plus aucune mobilisation ne paraît pour le moment possible<sup>41</sup>. C'est ainsi que toute la zone du Yambélé, secteur d'intervention "traditionnel" de l'Animation, a été "mise en sommeil" en 1995. Cette interruption ne constitue sans doute qu'une conséquence logique de la suppression, en 1992, du marché cotonnier, que rien n'est venu remplacer.

Puisque les activités dans les secteurs habituels de l'Animation piétinent, celle-ci se tourne depuis 1994 vers la région de la Bakou, située au sud-est d'Alindao. Peuplé de Nbugu, réputés assez fermés aux intervenants

<sup>38</sup> Même si, dans le même temps, les responsables de l'A.R. marquent leur volonté d'établir un règlement plus strict concernant les sessions, afin d'assurer, notamment, une réelle participation au frais.

<sup>39</sup> Pour le troisième jour de la session, la nourriture dépend des cotisations des participants, elle est donc, très souvent, beaucoup moins abondante que les deux premiers jours.

<sup>40</sup> Les quatre animateurs centrafricains et les deux expatriés ne peuvent assurément pas couvrir l'ensemble des villages de la région d'Alindao. La tâche paraît matériellement impossible. "Compte tenu de son contexte actuel, préconisaient les évaluateurs d'I.N.A.D.E.S., l'A.R. doit limiter le nombre de villages à encadrer. Ne retenir que les villages où un suivi systématisé peut être facile" (I.N.A.D.E.S.-Formation-Zaïre, 1994, *op. cit.*, p. 70).

<sup>41</sup> Elle n'exclut certes pas une reprise de contact ultérieure, qui viendra alors, en principe, des villageois eux-mêmes.

extérieurs, ce secteur a profité des bonnes ventes caféières des dernières années. Il y a donc des opportunités économiques à saisir. Mais, du fait de l'éloignement par rapport à Alindao et des difficultés de la prise de contact, les activités qui y sont menées par l'A.R. demeurent sporadiques<sup>42</sup>.

Eviter la dispersion, c'est aussi se recentrer sur les activités jugées essentielles, dans le contexte actuel. A la fin de 1995, les responsables de l'A.R. du diocèse de Bangassou ont décidé de limiter leur action au domaine de la santé et à celui de l'agriculture<sup>43</sup>.

En premier lieu, face au mauvais état sanitaire des villageois, à la très forte mortalité infantile, et à la vacance de la Santé publique, une action dans ce domaine paraît impérative. Mais elle doit être adaptée aux faibles moyens monétaires des villageois, en s'orientant notamment vers une réhabilitation de la pharmacopée. On saisit là d'ailleurs l'un des paradoxes de l'intervention de développement : son but doit aussi être de réhabiliter les savoirs et pratiques du passé qui ont tendance à disparaître, de récupérer en somme ce qui a été perdu au long des migrations, de la colonisation et de la modernisation. Les responsables ont aussi constitué dix dossiers pédagogiques, utilisables au cas par cas, selon le sujet à traiter<sup>44</sup>. On peut espérer une amélioration de l'état sanitaire des populations concernées, comme le montrent les résultats obtenus par le biais de la S.M.I. (Santé Maternelle Infantile)<sup>45</sup>. Cette S.M.I. a d'ailleurs constitué, durant les dernières années, l'unique activité menée par l'Animation dans de nombreux villages.

La deuxième orientation majeure tente de répondre à la situation précaire de l'agriculture perpétuée par les villageois, et aux difficultés alimentaires que cette précarité induit. Elle recouvre quatre thèmes ; deux sont techniques<sup>46</sup>, ils concernent les méthodes culturelles propres à améliorer quantitativement et qualitativement les productions, selon des modalités déjà présentées dans le chapitre 5<sup>47</sup> ; deux autres incitent plus à la réflexion<sup>48</sup>, et

<sup>42</sup> Elles se limitaient, en 1995, à quelques sessions, quelques sensibilisations à l'aménagement de sources.

<sup>43</sup> Ils ont élaboré un plan d'action sur trois ans, harmonisant les activités des différents centres : le contenu des sessions sera le même pour tous les centres, chacun de ces centres conservant toute latitude quant aux modalités de la transmission des informations, afin de conserver une souplesse d'action.

<sup>44</sup> Citons quelques dossiers : M.S.T.-Sida ; planning familial ; nutrition enfant et adulte ; les différentes maladies ; la caisse pharmacie familiale ; la grossesse et l'accouchement ; etc.

<sup>45</sup> D'après les relevés du Centre d'Alindao, une présence régulière de S.M.I. a des conséquences non négligeables sur la mortalité infantile. Elle consiste en la pesée, chaque mois environ, des nourrissons, en un suivi de l'évolution de leur poids, en la vente de médicaments usuels à un prix modique.

<sup>46</sup> Les techniques culturelles ; la conservation des semences et des plantes.

<sup>47</sup> Cf. *supra*, pp. 352-370.

<sup>48</sup> L'équilibre café-vivrier ; la gestion des récoltes.

tendent à limiter le poids de l'"imprévoyance", dont nous avons détaillé les conséquences sur l'alimentation des villageois<sup>49</sup>.

On le voit, il s'agit véritablement de gérer l'urgence d'une situation sanitaire et alimentaire souvent déplorable, en laissant de côté toutes les autres activités, moins vitales. Certes, les responsables désirent conserver quelques activités "excuses", d'approche, comme la couture ; cette activité permet en effet de prendre contact avec les femmes et de préparer une action sur les deux domaines privilégiés. En outre, on l'a dit, l'idée des comités villageois est au moins pour un temps délaissée, et l'objectif est clairement de constituer des groupes orientés vers une seule activité, une seule catégorie de la population, etc.<sup>50</sup>.

Cette réorientation des activités de l'Animation Rurale va-t-elle contribuer à améliorer la situation des villageois ? Va-t-elle entraîner un surcroît d'intérêt pour une action qui ne rencontre, depuis quelques années, que très peu de demandes viables d'intervention ? Il est certes trop tôt pour répondre de manière définitive, mais l'analyse, dans la seconde section, des réactions des villageois aux interventions extérieurs pourra sans doute nous permettre d'ébaucher quelques éléments de réponse.

De telles questions soulèvent pourtant une autre interrogation, plus fondamentale, qui concerne l'ensemble des actions des deux structures d'appui confessionnelles : quelles sont, dans cette région et dans le contexte actuel, les finalités d'une présence qui s'ancre, par définition, dans le long terme ?

Peut-on, en premier lieu, parler d'une volonté de suppléer un Etat défaillant et d'assumer les nombreuses tâches que ce dernier délaisse ? Il nous semble que si suppléance il y a, elle est largement subie par les responsables des Eglises locales, et ce pour deux raisons majeures. Tout d'abord, le taux de christianisation de la population rurale demeure faible et aléatoire<sup>51</sup>, et il semble exclu de voir émerger des situations telles que celles qui ont pu être observées dans la région des Grands Lacs, où l'Eglise catholique a - ou avait - une influence déterminante sur le quotidien de populations massivement christianisées. Ensuite, les Eglises ne disposent clairement pas des moyens humains, matériels, et financiers qui pourraient faire d'elles, pour un certain

---

<sup>49</sup> Cf. *supra*, pp. 316-323.

<sup>50</sup> Par exemple, un groupe santé, un groupe "agriculture jeunes", un groupe "agriculture adultes", etc.

<sup>51</sup> Aléatoire car de nombreux villageois ne se limitent pas à une pratique religieuse unique, se déplaçant d'une Eglise à l'autre, oscillant entre les multiples conjugaisons de la foi chrétienne et les pratiques animistes, s'orientant aussi parfois vers l'Islam. Cette mobilité est le fruit des circonstances, des aspirations ou des intérêts du moment.

nombre de tâches essentielles, des alternatives durables aux inefficiences de l'Etat centrafricain.

Peut-on alors arguer d'une volonté de répondre à des demandes émanant des populations elles-mêmes, dans la mesure des moyens dont ces structures d'appui disposent ? Le peu d'attentes rencontrées dans les villages, que nous avons déjà mis en lumière, pose le problème de la pérennité de présences qui, de toute évidence, ne rencontrent guère de demandes d'appui préexistantes et n'attendant que la présence d'un intervenant extérieur pour être révélées. On pourra dire, en fait, qu'ici "l'offre crée sa propre demande" ; ce n'est qu'au travers des actions de sensibilisation, de "conscientisation", qu'émergent diverses attentes et certaines capacités de mobilisation et d'action commune. Une demande fort fragile toutefois, car les échecs et les découragements sont nombreux et souvent rapides. Quel intérêt y a-t-il, dans un tel contexte, de maintenir des activités de développement dans une région qui paraît peu "porteuse", en matière de structuration, d'adoption d'innovations, d'insertion aux marchés ?

Peut-on enfin parler de volonté de prosélytisme, en renversant l'argument de la faible christianisation des villages ? Les Eglises verraient alors dans le prétexte du développement un bon moyen d'accroître le nombre de leurs fidèles. L'argument, là encore, ne tient guère face aux faits : il ne faut pas disposer d'une carte de baptême pour profiter de sessions ou de formations de l'Animation Rurale ; les activités de cette dernière et celles des paroisses sont clairement distinguées ; le C.F.A.E. n'est en aucune manière un centre de formation biblique, etc.

Il semble donc que la présence des Eglises dans le champ du développement des villages doive, au moins en partie, s'expliquer par des considérations éthiques : insertion au sein de populations marginalisées, association entre message évangélique et action concrète, réduction des taux de mortalité - notamment infantiles -, etc. Remarquons enfin que, comme dans la plupart des Eglises d'Afrique subsaharienne, ces considérations éthiques ne sont que peu sous-tendues par un message "libérateur", tel que celui que délivrent certaines théologies latino-américaines<sup>52</sup>.

Mais l'analyse des stratégies des responsables de l'intervention, aussi importante soit-elle, doit être complétée par l'étude de la manière dont ces stratégies sont effectivement relayées dans les villages, par les développeurs de "terrain" eux-mêmes.

---

<sup>52</sup> La "neutralité" politique semble encore plus recherchée dans les différentes Eglises protestantes (on l'a vu dans le cas du C.F.A.E.) qu'au sein de l'Eglise catholique, dont les Evêques se sont risqués à participer au processus de démocratisation.

## **1.2. Des principes à la pratique : le travail des intervenants de "terrain"**

En effet, nous avons jusqu'à présent parlé de l'intervention de développement au travers des stratégies, des décisions des responsables des institutions. Or entre, d'une part, les principes posés et les pratiques préconisées par ces responsables et, d'autre part, leur application sur le terrain par les intervenants directs, il y a souvent un décalage non négligeable, ces derniers pouvant en effet élaborer des stratégies personnelles toutes différentes et ayant à composer avec des contextes villageois parfois peu favorables à leur action.

Nous envisagerons d'abord la situation des développeurs au sein des institutions auxquelles ils appartiennent, avant de nous pencher sur leur intégration dans le milieu où ils sont justement censés intervenir. Bien entendu, ayant suivi les activités des animateurs ruraux dans les villages, nous privilégierons cette fois encore le cas de l'A.R.

### 1.2.1. Des intervenants membres d'institutions

Les "opérateurs du développement" ne sont évidemment pas des intervenants isolés. Leur action s'insère dans le cadre d'une stratégie d'ensemble, celle d'un organisme de développement ou d'appui. Mais ils n'en conservent pas moins une réelle marge de manoeuvre dans leur travail, et vont ainsi élaborer et mettre en oeuvre des stratégies qui leur sont propres et qu'il conviendra de rattacher, une fois encore, au contexte dans lequel ils inscrivent leur action. Nous le constaterons en montrant d'abord les limites de la formation qui peut leur être dispensée, puis en étudiant les relations internes, qui sont parfois fort conflictuelles, à l'institution à laquelle ces intervenants appartiennent.

#### *a - Importance et limites de la formation*

Tous les responsables d'institutions de développement s'accordent sur un point : la nécessité d'une bonne formation pour leurs intervenants. Les futurs moniteurs d'Elim, qui seront amenés à travailler avec les "animateurs villageois", sont formés par les agronomes du C.F.A.E., durant trois ans. Certains sont envoyés au Cameroun afin de visiter d'autres projets. Les agents du Développement Communautaire suivent une formation à l'Institut de

Damara, près de Bangui, durant trois ans eux aussi. Ils sont recrutés à partir de la classe de Troisième. Ils sortent souvent de l'Institut avec un niveau satisfaisant, au regard de la tâche à accomplir. Quant aux animateurs ruraux, ils acquièrent connaissances et savoir-faire au fil des sessions organisées à Kembé<sup>53</sup>. Leur niveau scolaire préalable ne dépasse pas le collège. Il y a d'ailleurs lieu de se demander si un tel niveau d'études initial peut suffire pour assumer les tâches de développeur. Il nous semble que oui, sauf si ces animateurs, agents, moniteurs, sont appelés à remplir des fonctions de responsables<sup>54</sup>. En outre, il serait sans doute difficile de trouver des animateurs ayant le niveau "Baccalauréat", surtout parce qu'un Bachelier risque de trouver indigne de son statut un emploi au contact direct des paysans et impliquant de nombreux travaux manuels et techniques.

Les animateurs que nous avons suivis dans les villages maîtrisent incontestablement un certain nombre de savoir-faire : G.R.A.A.P., menuiserie, maçonnerie, agriculture "améliorée", organisation et animation de sessions, etc. Ils semblent réceptifs à la formation qui leur est dispensée, ils montrent souvent un réel désir d'apprendre. La formation technique, notamment, est primordiale, car un échec face auquel l'animateur reste désarmé a de graves conséquences sur les motivations des villageois. Par exemple, un aménagement de source doit être réussi, sous peine de décourager, pour longtemps, les paysans à améliorer l'hygiène de l'eau. Voilà pourquoi, pour limiter le nombre des échecs, et devant la multiplicité des tâches à accomplir, des savoir-faire à maîtriser, les responsables de l'A.R. tendent aujourd'hui à spécialiser leurs animateurs dans quelques activités bien précises<sup>55</sup>.

Mais la formation technique, socio-économique, agronomique, pédagogique, aussi pointue soit-elle, ne suffit pas pour permettre à l'A.R. de disposer d'animateurs réellement efficaces et autonomes. On constate ainsi que ces animateurs ne mettent pas toujours spontanément en pratique sur le terrain les nouvelles connaissances acquises, ils tendent au contraire souvent à se contenter de la routine, sans prendre de recul vis-à-vis de leur travail<sup>56</sup>.

<sup>53</sup> Au Centre de formation Martin Luther King. A la fin de 1995, les responsables de l'Animation envisageaient en outre l'embauche d'un cadre centrafricain (à un niveau Bac + 2 environ), pour la formation, la documentation, et le suivi des animateurs du diocèse de Bangassou.

<sup>54</sup> Cela constitue d'ailleurs l'un des obstacles à la centrafricanisation du poste de directeur de l'A.R. d'Alindao, il semble en effet qu'aucun des animateurs n'ait les compétences requises, en gestion notamment.

<sup>55</sup> Alors qu'auparavant, la spécialisation était d'abord géographique, les animateurs travaillant tous en priorité dans un secteur précis.

<sup>56</sup> La question du "suivi" de chaque village est à cet égard révélatrice : depuis l'auto-évaluation de 1982-83, les animateurs sont appelés à remplir les fiches de suivi avec soin, ce qui demande beaucoup de temps. Puis ces fiches partent dans des cartons pour n'en plus ressortir.



Ainsi, lors des réunions de l'équipe d'Animation destinées à faire réfléchir les animateurs sur leur travail, sur les moyens de l'améliorer, etc., il n'est possible que de recueillir quelques banalités qui ne remettent pas les habitudes en question.

On voit toute la difficulté d'une mise en place de processus d'auto-évaluation, porteurs d'apprentissages, avec ce que cela peut avoir de remise en cause. Certes, de telles difficultés peuvent s'observer dans de multiples contextes, et renvoient à certaines des hypothèses posées dans le chapitre 2. Nous considérons ainsi que le recours aux routines constitue souvent une solution envisagée par des acteurs à la rationalité par nature "limitée". Mais nous avons aussi précisé que l'importance de cet attachement aux routines varie selon les situations individuelles rencontrées<sup>57</sup>. Dans ce cas précis, les préférences des animateurs pour leurs habitudes de travail sont particulièrement renforcées par l'influence du contexte au sein duquel ils élaborent leurs stratégies, et où tout, en quelque sorte, les incite à privilégier le *statu quo* et l'immédiateté. Mais n'allons pas plus avant dans ce raisonnement, que nous reprendrons et approfondirons dans la seconde section, lorsque nous nous pencherons de nouveau sur de telles préférences pour les routines, à l'échelle des villages cette fois. Car les actions et réactions des intervenants sont souvent assez proches de celles des villageois, comme le montre aussi l'étude des relations internes aux institutions de développement.

#### *b - Les relations internes à l'institution*

En premier lieu, les relations avec les responsables sont parfois tendues, et ce d'abord parce que les intervenants aimeraient souvent obtenir plus de responsabilités, et donc plus de pouvoir dans leur institution. Mais, outre le fait qu'ils n'aient que rarement les compétences requises nous l'avons dit, ces revendications soulèvent certaines interrogations : la volonté de prendre des responsabilités ne recouvre-t-elle pas des stratégies de prédation ? En d'autres termes, ne s'agit-il pas, pour certains d'entre eux, d'avoir surtout accès librement à la "caisse", et d'en disposer à leur guise ? Ou tout au moins, s'ils ont accès à cette "caisse", sauront-ils tous résister aux sollicitations de leur entourage ?

Car les intervenants demeurent influencés par le contexte socio-économique au sein duquel ils ont toujours vécu, ils tendent donc, là encore, à faire preuve d'attitudes assez semblables à celles des villageois parmi lesquels

---

<sup>57</sup> C'est la "conséquence" C6 (cf. *supra*, pp. 153-159).

ils travaillent : tentation d'un opportunisme de court terme, abstraction de la notion de "bien commun", difficultés à l'entente, etc. Les problèmes de vols, par exemple, ne sont pas rares et rendent nécessaires des contrôles assez stricts, ce qui ne correspond certes pas aux objectifs de long terme des responsables, d'autonomisation de leurs employés<sup>58</sup>. Mais le simple réalisme commande le maintien de tels contrôles<sup>59</sup>, comme il incitait à l'assouplissement des principes d'autopromotion villageoise, on l'a vu.

Nous avons en outre pu observer les difficultés à l'entente au sein de l'équipe de l'A.R. d'Alindao. Les cinq animateurs, tous Yakpa, se montrent parfois jaloux, peu aptes au dialogue, et entretiennent souvent entre eux des relations hiérarchiques très claires, selon l'ancienneté, le savoir-faire. La confiance n'existe guère, comme partout ailleurs dans les villages et les quartiers<sup>60</sup>.

Il convient donc de ne pas souscrire au cliché de développeurs altruistes et entièrement voués à leur idéal de "progrès", mais de proposer la vision réaliste d'intervenants qui, à l'image du "monde" qui les entoure, se préoccupent en premier lieu de leur intérêt de court terme, qui est de recevoir un revenu régulier - relativement - important, d'acquérir un statut social supérieur, et de tirer profit de ce statut, en faisant du commerce par exemple<sup>61</sup>. Cette tendance à vivre d'abord "dans le présent", au gré des opportunités du moment, explique par exemple pourquoi on ne trouve, chez ces animateurs, guère de motivation en matière d'autofinancement. Il s'agit de profiter de cet argent qui vient des Blancs, tant qu'il arrive. Le jour où l'aide extérieure sera supprimée, leur attitude sera simple : "Nous retournerons au village". Là encore, la formation dispensée trouve ses limites et ne permet guère de préparer les animateurs à l'inéluctable transition.

Pourtant, les animateurs sont, depuis 1994 surtout, assez inquiets pour leur avenir professionnel : "A.R. a yéké ti", "L'A.R. est en train de tomber". Ces inquiétudes sont fondées sur le durcissement de la position des bailleurs étrangers, leurs exigences de rigueur en matière de prévision budgétaire, et la

<sup>58</sup> Remarquons qu'un tel objectif d'autonomisation est lié à la perspective de long terme de ce projet d'animation, issu on l'a dit de la présence de l'Eglise catholique dans cette région. Dans une grande majorité de projets, qui n'ont qu'une brève durée de vie programmée, de telles considérations ne sont guère prises en compte.

<sup>59</sup> A la fin de 1995, l'une des trois animatrices du Centre d'Alindao a d'ailleurs été renvoyée de l'équipe. Son cas est exemplaire : son niveau scolaire peu élevé était contrebalancé par une grande expérience de l'animation, et une bonne maîtrise de plusieurs activités ; elle travaillait très correctement lorsqu'elle était suivie, mais négligeait ses tâches, se livrait à des vols répétés, dès lors que le contrôle se relâchait.

<sup>60</sup> "Souvent, posent E. Beaudoux & *alii*, la raison de l'échec d'une organisation d'appui provient d'une équipe d'animateurs peu homogène" (Beaudoux & *alii*, 1992, *op. cit.*, p. 126).

<sup>61</sup> Une aspiration qui peut sembler des plus légitimes.

suspension de leur aide en cas de budget prévisionnel artificiellement gonflé<sup>62</sup> ou d'activités jugées insuffisantes<sup>63</sup>. Très logiquement, les animateurs perçoivent moins la légitimité des exigences des bailleurs que la menace d'abandon que cela représente<sup>64</sup>.

Il semble donc que l'on trouve des comportements assez proches au sein de l'organisation de développement et dans l'organisation villageoise. Il est alors intéressant d'étudier la confrontation de ces deux "univers", lorsque les intervenants sont présents dans le village.

### 1.2.2. Les intervenants dans le village

"Kua ti A.R. a yéké ngangu mingui", "le travail de l'A.R. est très difficile", nous ont souvent dit les animateurs. Au delà des plaintes de circonstance, il semble effectivement que l'insertion des intervenants extérieurs dans le microcosme villageois ne soit guère aisée. Nous redirons d'abord que ces intervenants ne peuvent jamais être neutres, puis nous verrons qu'ils se retrouvent eux aussi souvent assez isolés<sup>65</sup>.

#### *a - L'absence de neutralité des intervenants extérieurs*

Ce principe, posé dans le chapitre 2<sup>66</sup>, se concrétise dans le travail que mènent les animateurs ou les agents. Ainsi, rappelons comment l'A.R. s'est trouvée partie prenante dans une querelle opposant les deux chefs de Gbela : en donnant à l'un des chefs l'impression qu'elle favorisait son adversaire, elle remettait en cause son influence, donc son pouvoir, ce qui a conduit ce chef à la démonstration que l'on sait. On perçoit alors combien est cruciale la question du choix des relais villageois des intervenants, comme celle du choix des lieux de réunion.

De plus, l'attitude au quotidien des intervenants ne peut que rarement être neutre, car elle est souvent régie, on le sait, par des stratégies souvent éloignées des principes définis par leurs employeurs. Par exemple, les agents

---

<sup>62</sup> Pourtant l'A.R. du diocèse de Bangassou n'a connu aucune difficulté de cet ordre, ayant présenté un budget "serré".

<sup>63</sup> L'évaluation menée par I.N.A.D.E.S. en novembre 1994 est une conséquence de ces exigences des bailleurs.

<sup>64</sup> L'animatrice renvoyée en 1995 du fait de vols et de manquements répétés était aussi celle qui, en 1994, se montrait la plus pessimiste sur l'avenir de l'A.R. Ceci n'est sans doute pas sans lien avec cela.

<sup>65</sup> Sur certaines ambiguïtés de la position des animateurs, on lira aussi : Poncelet, 1994, *op. cit.*, pp. 267-309.

<sup>66</sup> La "conséquence" C<sub>a</sub>6 (cf. *supra*, pp. 188-189).

du Développement Communautaire sont incités à ne promouvoir que la construction de boutiques et pharmacies villageoises, délaissant les autres activités du projet, car ils reçoivent une prime pour chaque réalisation. Peu leur importe donc si des mesures préventives accompagnent ou non ce projet, si les conditions d'un bon fonctionnement paraissent réunies ; et par la suite ils tendent à n'assurer qu'un suivi de pure forme.

L'attitude des intervenants est aussi parfois dépendante de liens qu'entretiennent ces derniers dans les villages où ils se rendent. C'est le cas des animateurs ruraux, tous Yakpa, qui travaillent dans des villages Yakpa où ils ont de la famille. Les relations d'ordre domestique interfèrent inévitablement dans leur travail de développement. Ils peuvent se trouver dans une position délicate si le directeur de l'A.R. décide de mettre ces villages "en sommeil", ce que les habitants pourront considérer de la part de leur "ita"<sup>67</sup> l'animateur comme un lâchage. Ils tirent aussi certains avantages de cette présence de membres de leur famille dans leur secteur d'intervention : ils peuvent acheter des produits vivriers au moindre coût, peuvent confier l'entretien d'une plantation à un parent, etc. Ils ont dans ce cas tout intérêt à ce que l'A.R. conserve de bonnes relations avec ces villages.

Une telle absence de neutralité est renforcée par le contexte de marginalité et de "désordre" avec lequel les derniers développeurs doivent composer. Ainsi, le climat de méfiance généralisée que l'on observe dans les villages touche aussi ces intervenants. La crainte du mensonge, de la spoliation, pousse leurs interlocuteurs villageois à mettre systématiquement en doute leurs affirmations, leurs promesses. De même la rareté de l'intervention implique souvent un accroissement des enjeux qui lui sont liés, et accentue l'importance des tensions et des conflits dus à son existence<sup>68</sup>.

Les intervenants ne peuvent donc en aucune façon être "neutres", et ils se retrouvent de plus assez isolés parmi les villageois.

#### *b - Le maintien "en marge" des intervenants*

Ils se sentent en effet souvent en marge de la vie des villages. Certains disent : "Dans le village, nous sommes perçus comme des Blancs". Il est vrai que, la plupart du temps, ils travaillent pour les "Munju". En conséquence, paraissant pouvoir tout obtenir assez facilement, ils sont logiquement très

---

<sup>67</sup> C'est-à-dire leur "frère", et plus généralement ce terme s'applique à toute personne avec laquelle on entretient des liens de parenté ou simplement privilégiés. Les Eglises chrétiennes ont aussi repris ce terme à leur compte.

<sup>68</sup> Nous reviendrons sur tout ceci dans la seconde section (cf. *infra*, pp. 547-452).

sollicités par les villageois, et cela ouvre la porte à toutes ces "manipulations" que nous évoquions dans le deuxième chapitre<sup>69</sup> : "Lorsque les villageois interpellent un animateur, ils ne s'adressent généralement pas à l'institution qu'il représente ou qui l'emploie, mais à l'individu qu'ils essaient de détourner et d'assimiler à leurs propres réseaux et qu'ils tentent d'utiliser pour obtenir des avantages, supposés ou réels, qu'ils ne pourraient pas, pensent-ils, décrocher autrement. Un contrat de communication s'établit tacitement : «Fais ceci pour nous, et en contrepartie nous ferons ce que ton institution te demande de faire». C'est en cela que la porte est ouverte aux manipulations"<sup>70</sup>.

Le règlement de cette institution constitue une ressource utile pour les intervenants, un garde-fou qui leur permet de mettre un frein aux manipulations, en limitant les concessions possibles. C'est ainsi que les animateurs ruraux utilisent leurs responsables comme rempart aux nombreuses sollicitations des villageois, exagérant les tensions qui peuvent exister entre eux-mêmes et ces responsables, afin de se mettre à l'abri de probables rancoeurs<sup>71</sup>.

Car ces rancoeurs pourraient se traduire par des agressions occultes dont les animateurs, comme tout un chacun, ont très peur. Cette peur détermine certaines de leurs décisions et réactions : tel animateur ne veut plus dormir dans un village, car il s'y sent personnellement menacé, du fait de problèmes avec sa belle famille ; tel autre craint de se rendre dans un autre village, réputé abriter beaucoup de sorciers, s'en prenant surtout aux "kota zo" ; les exemples ne manquent pas qui démontrent le sentiment d'angoisse ressenti au quotidien par les intervenants, ce qui ne peut naturellement qu'influer sur leur travail.

On voit bien là combien la situation des animateurs peut être "délicate", puisqu'ils se situent en fait à la croisée de deux univers bien différents, celui du village et celui de l'organisation de développement, ou, pour parler comme les villageois, entre le monde des Noirs et celui des Blancs<sup>72</sup>.

Pour conclure cette section, redisons la nécessité de ne pas omettre de l'analyse les propres stratégies des intervenants extérieurs, tantôt offensives, lorsqu'ils tentent de saisir les opportunités qui s'offrent à eux afin d'accroître leur pouvoir, tantôt défensives, lorsqu'ils tendent simplement à préserver leurs acquis et se mettre à l'abri d'éventuelles rancoeurs villageoises. Tout en disposant d'une marge de liberté qui leur permet d'élaborer de telles stratégies,

<sup>69</sup> Cf. *supra*, pp. 178-180.

<sup>70</sup> E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*, p. 240.

<sup>71</sup> "Je voudrais bien, mais c'est le Blanc qui ne veut pas".

<sup>72</sup> Ils sont d'ailleurs ceux que l'on appelle parfois des "Munju-Vuko", littéralement "Blanc-Noir".

ces intervenants sont très influencés, dans leur action au village et au sein de l'institution de développement, par le contexte socio-économique au sein duquel ils vivent et travaillent.

Mais il est bien entendu insuffisant d'étudier les modalités des interventions de développement sans les rattacher aux réactions que ces interventions rencontrent dans les villages.

## SECTION 2 : LES REACTIONS VILLAGEOISES, ENTRE STRATEGIES INDIVIDUELLES ET CAPACITES "LIMITEES"

Nous allons mener notre analyse de ces réactions en deux temps ; le premier sera basé sur l'idée de stratégies ; le second renverra plus à la notion de capacités. Il s'agira pour nous d'étudier non seulement les stratégies observables des acteurs, mais aussi l'influence du contexte au sein duquel celles-ci sont élaborées et mises en oeuvre.

Dans une première sous-section, nous développerons donc la dimension stratégique des réactions villageoises face à l'intervention ; nous constaterons alors que ces réactions dépendent de la place occupée par chacun, de la marge de liberté détenue, de l'intérêt ressenti pour ce que propose l'intervenant ou pour ce que la présence de ce dernier permet d'obtenir, etc. Mais nous avons pris le parti, dans notre travail, de mettre en lumière l'impact des conditions matérielles d'existence sur les capacités des acteurs. En conséquence, nous compléterons la vision stratégique des réactions paysannes par une tentative de bilan des liens unissant, à contexte historique donné, une situation globale de marginalité et les comportements des acteurs villageois. Nous ferons alors une large place au concept d'apprentissage, notion fondamentale dans l'approche de la rationalité que nous avons proposée dans le deuxième chapitre<sup>73</sup>.

### 2.1. Les stratégies face à l'intervenant extérieur

Il nous faut reprendre certains des principes que nous avons, dans le chapitre 2, déduits de nos hypothèses théoriques, et les appliquer aux situations observées dans les villages de la région d'Alindao<sup>74</sup>. Nous allons ainsi insister, dans un premier temps, sur la diversité des stratégies qui sont observables lorsqu'un développeur mène une activité dans un village. Nous verrons ensuite que, bien souvent, il s'agit d'abord pour les villageois de "jouer le jeu" de cet intervenant extérieur.

#### 2.1.1. La diversité des stratégies

Cette diversité des stratégies s'observe à la fois entre les acteurs villageois et entre ces acteurs et les intervenants, ce qui démontre bien

<sup>73</sup> Cf. la "conséquence" C2. (cf. *supra*, pp. 153-156 et 181-183).

<sup>74</sup> Notamment les "conséquences" C<sub>a</sub>6 et C<sub>a</sub>7. (cf. *supra*, pp. 178-180).

l'impossibilité de réduire l'interaction paysan-développeur à un face à face manichéen. Nous allons successivement envisager les deux aspects d'une telle diversité.

#### *a - Les divergences entre acteurs villageois*

Nous pouvons étayer par de nombreux exemples tirés du "terrain" le principe que nous posons dans notre deuxième chapitre, afin de mettre en lumière la logique des réactions paysannes face à l'intervention : nous disions que celle-ci crée les acteurs, ou, pour le moins, met leur existence en lumière. Des routines, des hiérarchies qui constituaient la "normalité" se trouvent ainsi remises en cause, ou simplement "interpellées", par cette intervention des développeurs, qui crée alors des situations nouvelles, et donc des enjeux nouveaux, par rapport auxquels les villageois tentent de se positionner.

Nous avons déjà évoqué ces divergences stratégiques des acteurs lorsque, dans le chapitre précédent, nous exposons comment chacun des villageois en présence tentait souvent de retirer de nombreux avantages personnels de l'existence d'une organisation villageoise<sup>75</sup>. Nous avons ajouté, dans le présent chapitre, que lorsque les intervenants extérieurs sont peu nombreux, comme c'est le cas dans cette région, les enjeux que crée leur action risquent d'être d'autant plus disputés<sup>76</sup>. En outre, dans un climat de "chacun pour soi" et d'opportunisme de court terme, les stratégies élaborées seront souvent orientées vers une satisfaction individuelle immédiate, chacun tentant de mettre plus - et plus vite - que les autres à profit l'intervention, d'accroître sa marge de manoeuvre et donc son pouvoir.

C'est alors bien dans le cadre d'une confrontation d'acteurs et de stratégies que l'on peut d'abord tenter de comprendre les réactions des habitants d'un village dans lequel l'Animation Rurale ou le Développement Communautaire travaillent. Ceci contribue à expliquer pourquoi des villageois peuvent très sincèrement approuver les objectifs d'un projet, mais si celui-ci risque de nuire à leur autonomie, s'il réduit leur pouvoir, s'il ne les avantage pas dans le court terme, ils ne seront pas disposés à s'investir dans ce que proposent les animateurs ou les agents.

Ainsi, lors des sessions organisées par l'Animation Rurale sur le thème de la pharmacopée, si tous s'accordent sur la nécessité d'améliorer la santé des villageois, on note les réticences de certains à fournir la ou les recettes

---

<sup>75</sup> Cf. *supra*, pp. 476-478.

<sup>76</sup> Cf. *supra*, p. 544.



qu'ils connaissent, ou à retransmettre, diffuser les connaissances acquises lors des sessions, ce qui constitue pourtant un objectif majeur<sup>77</sup>. Cette rétention d'information s'explique sans doute par la volonté de maintenir la zone d'incertitude contrôlée, et donc de préserver la parcelle de pouvoir ainsi détenue. On s'aperçoit par exemple que les vieux sont souvent jaloux de leurs savoirs dans ce domaine, et peu disposés *a priori* à les livrer à l'ensemble des villageois. Car la maîtrise de savoirs détenus par quelques rares personnes garantit leur maintien dans le corps social, justifie en quelque sorte leur entretien par les "forces vives" du village, alors que les villageois ont parfois tendance, on le sait, à les délaisser. Les stratégies individuelles axées vers la préservation des faibles marges de liberté de chacun, voire vers une garantie de survie, peuvent donc constituer l'un des facteurs d'oubli de la "tradition", en matière médicinale notamment<sup>78</sup>.

L'intervention peut aussi permettre à certains de s'affirmer, de se faire entendre, ou au contraire, contraindre d'autres à réaffirmer leur pouvoir. Le second cas correspond à l'anecdote, sur laquelle nous ne reviendrons pas ici, de la querelle des chefs de Gbela<sup>79</sup>, ou aux situations dans lesquelles les hommes tendent à intervenir dans la réflexion des femmes. Le premier cas renvoie par exemple aux personnes qui, lors des sessions, ont toujours un comportement provocateur, vindicatif. Selon nous, il ne s'agit que rarement d'une manifestation de "mauvais esprit"<sup>80</sup>, mais plus d'un besoin de se sentir "exister", compter dans la vie du village en se faisant entendre, en marquant bien sa présence, son importance. C'est là un comportement caractéristique de ceux qui savent "ne pas compter".

Dans un tel contexte, les "déviation" paraissent inévitables, ce qui implique l'existence de divergences d'objectifs entre intervenants et villageois.

#### *b - Les divergences entre intervenants et villageois*

Ces divergences d'objectifs sont multiples, nous allons le voir. Remarquons d'entrée que les relations entre l'animateur ou l'agent et les villageois s'établissent rarement - tout ou moins ni immédiatement ni totalement - sur le mode de la confiance, et qu'au contraire, on l'a évoqué plus haut, c'est

---

<sup>77</sup> Le but affiché de ces sessions de pharmacopée est en effet de faire l'inventaire des recettes efficaces et d'organiser le partage de ces recettes dans la population.

<sup>78</sup> D'où l'urgence, bien comprise des responsables de l'A.R., de recueillir ces savoirs pendant qu'il est temps.

<sup>79</sup> Cf. *supra*, pp. 516-517.

<sup>80</sup> Cela renvoie alors à une volonté de réaffirmer un pouvoir que l'on sent menacé, ce qui correspond donc au premier cas.

souvent une certaine méfiance qui prévaut. Cette méfiance tire son origine des déceptions qui ont fait suite, dans le passé, aux multiples interventions, à leurs échecs, leurs tromperies, etc. Elle provient aussi d'un manque d'information ; l'une des craintes majeures des villageois est en effet d'obtenir une information biaisée, c'est-à-dire qu'on leur mente, afin de profiter d'eux. La peur de se faire posséder, flouer une fois de plus, conditionne une large part des réactions paysannes face aux derniers développeurs<sup>81</sup>.

Ensuite, les objectifs des villageois lors de leur participation à une session sont parfois fort éloignés des buts de l'A.R. Cela se constate par exemple lors des évaluations de fin de session. En premier lieu, les villageois paraissent souvent attendre une solution "miracle" des développeurs. Ainsi, à Kpanga IV, les villageois n'ont aucune solution concrète à proposer pour dépasser les obstacles liés à la collecte des 250000 F requis, mais s'en tiennent à attendre que l'animateur propose une solution idéale, qui permettra de dépasser le fait que beaucoup ne voudront pas cotiser régulièrement. Alors que pour les responsables de l'intervention, la solution au problème réside d'abord dans les capacités des villageois à "se prendre en charge".

En troisième lieu, les attentes des villageois sont souvent très différentes de ce que les intervenants peuvent ou désirent leur apporter. Ainsi, de nombreux villageois consultés par les évaluateurs d'I.N.A.D.E.S. affirment attendre de l'A.R. qu'elle prenne en charge la commercialisation de leurs produits : "l'A.R. devrait s'organiser pour acheter cette production", disent-ils<sup>82</sup>. Mais une institution telle que l'Animation n'a ni la vocation, ni surtout la capacité de suppléer aux inefficiences des marchés. Elle n'en a pas la vocation car son objectif n'est pas d'assumer les tâches d'un Office étatique, mais de promouvoir l'organisation des villageois eux-mêmes, et, aujourd'hui de gérer l'urgence sanitaire et alimentaire. Elle n'en a pas non plus, bien entendu, la capacité, du fait de l'insuffisance de ses moyens humains et matériels, de l'ampleur de la mise en marge des marchés vécus par de nombreux villages, et surtout de l'insuffisance de la demande potentielle.

Cette attente des villageois paraît tout-à-fait significative d'un contexte où ils tendent à tout espérer des derniers intervenants. Ils attendent que ceux-ci résolvent, "comme par miracle" les problèmes apparemment insolubles auxquels ils sont confrontés, mais qui dépassent de loin les capacités d'une

---

<sup>81</sup> Nous avons relevé une attitude symptomatique de ce sentiment : on demande quelque chose à l'un des intervenants, puis on va voir l'autre et on lui pose la même question, en faisant croire que l'on ne connaît rien sur le sujet. Cela permet de comparer les réponses des intervenants et d'y déceler d'éventuels mensonges.

<sup>82</sup> Ils demandent aussi parfois à ce que l'A.R. les aide à construire une école pour leurs enfants.

petite institution d'appui, aussi efficace soit-elle. Dans un village, une femme fait dire aux évaluateurs d'I.N.A.D.E.S. : "Une mère doit toujours deviner et satisfaire les besoins de son enfant. De même, l'A.R. doit deviner et satisfaire les besoins du village. Car pour elle, le village est l'enfant de l'A.R."<sup>83</sup>. A l'image de cette femme, de nombreux villageois désirent plus se mettre sous la coupe d'une Animation protectrice, clientéliste, que réfléchir à ce qu'ils peuvent faire eux-mêmes avec son appui. Une telle divergence de fond, entre attentes des villageois et possibilités d'action des organismes d'appui, met clairement en lumière les limites d'une intervention de développement parmi des populations marginalisées.

En quatrième lieu, les villageois ne répondent à certaines exigences des développeurs que pour obtenir les avantages provenant de l'action de ces derniers. Ainsi, on constitue un groupement afin de collaborer avec l'A.R., on tient un carnet de santé, même très approximativement, afin de participer aux activités de S.M.I. et donc d'obtenir des médicaments à bas prix ; de même on assiste aux sessions où l'intervenant parle d'entente, de prise en charge, de coopération villageoise, etc., en premier lieu car on y apprend un certain nombre de recettes médicinales ; en outre la session est intéressante parce qu'on y obtient du "nzoni kobé", de la bonne nourriture<sup>84</sup> ; enfin, certains considèrent avant tout les sessions comme autant d'occasions de se distraire, de sortir de la routine quotidienne, ce qui explique que l'on réunit souvent plus de monde aux sessions d'animation que lors des réunions suivantes, qui tendent à concrétiser les enseignements des sessions<sup>85</sup>.

Mais, au delà des objectifs que l'on a en participant à une activité de développement, il y a aussi tous les "à-côté", tous les avantages liés non plus au travail de l'intervenant mais à sa simple présence dans le village. Il s'agira alors, par exemple, au sortir d'une réunion animée ou l'on a parlé avec conviction d'autopromotion, de dignité, etc., d'aller quémander diverses choses auprès de l'animateur ou de l'agent. Bien souvent, le jour du départ des

---

<sup>83</sup> I.N.A.D.E.S.-Formation-Zaïre, 1994, *op. cit.*, p. 84.

<sup>84</sup> Lors de l'évaluation des sessions de l'A.R., l'élément positif qui revient le plus spontanément dans les réponses est la nourriture ; à l'inverse, à Gbela, le seul élément jugé négatif de la session était que l'A.R. entendait repartir avec le reste de la farine de maïs. Les animateurs se retranchèrent alors derrière l'excuse usuelle : c'était leur responsable, à Alindao, qui leur ordonnait d'agir ainsi.

<sup>85</sup> "Faute de distraction dans ce milieu rural, les paysans ne viennent-ils pas nombreux surtout pour contempler des images en guise de cinéma ?" (I.N.A.D.E.S.-Formation-Zaïre, 1994, *op. cit.*, p. 63).

intervenants, les demandes se multiplient : amener celui-ci à Alindao, porter ce sac de manioc à Poudjio, ce cabri à Gounouman, etc.<sup>86</sup>.

Cela relativise d'autant l'intérêt que portent les villageois à ce que peuvent leur exposer ou leur proposer les animateurs, les moniteurs ou les agents, et il apparaît dans bien des cas que ces villageois se contentent de "jouer le jeu" des intervenants. C'est ce que nous avons pu constater avec l'action de l'A.R.

### 2.1.2. "Jouer le jeu" de l'Animation Rurale

Très souvent, les sessions sur l'économie familiale, la santé, ne sont suivies d'aucune modification concrète des comportements. De même, les projets d'action commune sont la plupart du temps voués à l'échec, tous en ont conscience. Dans ces conditions, une question se pose : pourquoi, dans certains villages, les paysans continuent-ils à "jouer le jeu" de l'Animation ? Au delà des avantages qui peuvent être tirés de la présence de l'intervenant, il s'agit sans doute de maintenir une présence extérieure au microcosme villageois. Mais, dans de nombreux villages, on ne tente même plus de jouer le jeu des intervenants.

#### *a - Maintenir la présence des intervenants extérieurs*

Ainsi, si les villageois savent pertinemment que la session ne changera rien à leurs comportements, comment se fait-il qu'ils acceptent de "jouer le jeu" de l'Animation, en écoutant les critiques, les remises en cause de leurs comportements, en s'impliquant eux-mêmes parfois en dénonçant leurs propres attitudes ?

Nous envisageons deux explications majeures. Il y a bien sûr les avantages concrets à retirer de la présence de l'A.R. dans le village, nous les avons présentés, nous n'y revenons donc pas ici. Mais l'explication en termes d'intérêts "matériels", si juste soit-elle, nous paraît insuffisante. En effet, certains, qui ne retirent guère d'avantages de cet ordre<sup>87</sup>, continuent malgré tout à "jouer le jeu".

Car "jouer le jeu" de l'A.R., c'est aussi permettre que celle-ci persiste à s'intéresser au village, c'est faire en sorte qu'elle - au moins - n'abandonne pas

---

<sup>86</sup> On s'aperçoit aussi que les demandeurs préparent souvent leur requête, en étant serviables, disponibles, durant les jours précédents, mettant ainsi en oeuvre une réelle "stratégie d'approche".

<sup>87</sup> En outre, ces avantages sont toujours, par nature, limités.

ce village<sup>88</sup>. Dans ce contexte, où prédomine un sentiment - fondé - d'abandon, l'A.R.<sup>89</sup> apparaît souvent comme l'ultime lien avec l'extérieur, le dernier rempart contre un retour total à l'autarcie. C'est pourquoi même si l'on ne désire mener aucune action concrète, on tend à perpétuer la présence de l'A.R. en réclamant, en fin de session, la préparation d'une autre session, la mise en oeuvre d'un "projet"<sup>90</sup>. Car même si elle peut déranger, remettre en cause des comportements, l'implication dans une activité de développement rassure aussi, puisqu'elle permet la présence d'un ou plusieurs intervenants, qui persistent à s'attacher au sort des villageois. De même, perpétuer l'existence d'un groupement, qui pourtant ne mène plus aucune action concrète, recouvre aussi la volonté de maintenir un lien, même ténu avec les développeurs chargés du suivi des organisations paysannes.

Par ailleurs, on s'efforce de donner aux intervenants l'image d'unité qu'ils attendent. Les problèmes, les conflits entre villageois, ou entre ceux-ci et les responsables, sont occultés lorsque l'Animation est présente dans le village<sup>91</sup>. Le but est alors de ne pas se discréditer devant elle, montrer que dans le village, les activités de développement fonctionnent bien. En bref, il faut sauver les apparences, et faire en sorte que l'A.R. reste dans le village.

Mais cette A.R. est-elle "dupe" ? Certes non. Prenons l'exemple, déjà largement évoqué, du projet de pharmacie villageoise de Kpanga IV. Comme d'habitude, les villageois, durant cette réunion, s'accordent à dire tout ce que les animateurs peuvent avoir envie d'entendre<sup>92</sup>, sans pour autant être prêts à mettre leurs actes en concordance avec leurs discours. Il s'agit clairement de maintenir la présence des animateurs. Ceux-ci perçoivent et admettent cette attitude, puisqu'ils préparent déjà le terrain pour une future sensibilisation sur les droits de l'Homme, et donc un maintien des activités, dans un village qui semble malgré tout assez porteur, mobilisant beaucoup de monde lors des réunions.

Il y a donc une sorte de double manipulation, chacun jouant dans le sens qu'il désire, avec des objectifs souvent différents de ceux explicitement présentés au cours des réunions. Chacun se satisfait aussi de ces "non-dits", car il y retrouve son compte.

<sup>88</sup> Dans le chapitre 2, nous avons proposé l'idée d'individus peu enclins à l'isolement (cf. *supra*, p. 162).

<sup>89</sup> Ou l'A.D.C., ou le C.F.A.E., dans les villages où ils travaillent.

<sup>90</sup> La demande d'un "projet" ne recouvre parfois aucune attente précise, on l'emploie alors plus, là encore, comme une sorte de formule incantatoire devant permettre une présence de l'intervenant dans le village pour un bon moment.

<sup>91</sup> Comme le recommande le proverbe : "Na popo ti awandé, zia sioni téné na ya ti bozo" (Au milieu des étrangers, garde pour toi tes mauvaises paroles).

<sup>92</sup> "Il y a de l'argent au village, mais on le gaspille en achetant de l'alcool", etc.

En conséquence, les demandes adressées par les villageois aux développeurs, que ceux-ci émanent de l'A.R., de l'A.D.C., du C.F.A.E., etc., sont souvent empreintes d'ambiguïtés : les demandeurs montrent dans de nombreux cas une indéniable soif d'apprendre, et un désir de conserver un contact avec le développeur, même si, lucides, ils savent qu'ils n'en changeront pas leurs comportements et leurs habitudes pour autant. Pourtant, les habitants de nombreux villages ne formulent plus aucune demande, aussi ambiguë soit-elle, ne tentant même plus de "jouer le jeu".

*b - Lorsqu'on ne joue même plus le jeu...*

Les habitants de ces villages ne tentent même plus de "jouer le jeu" des intervenants, ne font plus le nécessaire afin d'assurer le maintien d'activités de l'A.R. ou d'un autre développeur. Ils semblent en fait se satisfaire d'une autarcie sans perspective que viennent rompre, parfois, quelques ventes de vivriers. Contrairement aux villageois qui tentent, on vient de le voir, de maintenir une présence extérieure liée au développement, ils se résignent en quelque sorte à leur marginalité. Une telle résignation prend alors le pas sur leur aversion à l'isolement, qui demeure certes effective mais insuffisante pour justifier de nouveaux efforts d'insertion au monde extérieur.

Nous avons pu observer de telles attitudes dans certains des villages visités en 1994. Ainsi à Bingui, les villageois ne se donnaient même plus la peine d'émettre de "belles" intentions pour satisfaire les développeurs, ne tentaient plus d'ébaucher quelque action commune que ce soit, se contentaient de participer à la S.M.I. afin d'obtenir des médicaments à bon prix. Se rendant parfaitement compte de leur "apathie", les habitants craignaient un retrait, sinon définitif, du moins assez long - la "mise en sommeil" - de l'Animation. D'ailleurs, celle-ci n'était pas venue dans ce village depuis presque six mois, à cause, essentiellement, de leur inactivité. Cette crainte les poussa à acheter pour un montant fort élevé - relativement s'entend - de médicaments<sup>93</sup>.

Malgré cette crainte, étaient-ils prêts à "jouer le jeu" de l'A.R. ? Nous en doutions et les événements nous ont, à ce jour donné raison. Il régnait dans ce village un sentiment de fatalité : l'A.R. va partir, on ne peut rien y faire, donc on tente d'en profiter au maximum tant que cela est possible, en l'occurrence en

---

<sup>93</sup> Si l'A.R. part il reste deux solutions pour obtenir les médicaments : aller les acheter à Alindao, ou passer par les "bubangéré", petits revendeurs, au prix fort et à une qualité aléatoire. En effet, le marché des petits revendeurs permet l'écoulement de nombreux médicaments provenant du Nigeria, vendus dans des bœux exposés au soleil et sans aucune spécification quant à leurs effets.

achetant beaucoup de médicaments à bon prix. Nous avons en fait eu l'impression, dans ce secteur, d'être confronté aux populations les plus résignées qu'il nous ait été donné de rencontrer. De manière générale, cette résignation est plus fréquente dans les régions anciennement cotonnières, particulièrement sinistrées aujourd'hui<sup>94</sup>, que dans les villages de producteurs de café ou parmi les agriculteurs péri-urbains, qui conservent certaines perspectives d'insertion aux marchés.

Ceci nous amène à entreprendre un bilan de l'impact que peut avoir une situation globale de marginalité sur les réactions des villageois à l'intervention des développeurs, et, de manière plus générale, à toutes les potentialités de changement qui se présentent à eux.

## **2.2. Marginalité et capacités paysannes : une tentative de bilan**

Nous avons développé, dans le chapitre 2, une conception de la rationalité accordant une large place aux phénomènes d'apprentissages. Cette notion va ici prendre toute son importance, puisque nous allons tenter de mettre en lumière l'influence des conditions matérielles d'existence, tant passées que présentes, sur les capacités des villageois à l'apprentissage<sup>95</sup>.

Nous allons d'abord montrer que l'émergence d'apprentissages est fortement limitée par le primat accordé par beaucoup de villageois à l'immédiateté ; un primat que nous mettrons explicitement en lien avec la situation de marginalité vécue par de nombreux acteurs. Nous verrons alors qu'il implique un recours très courant à des explications magico-religieuses, se traduisant elles-mêmes par un sentiment assez fort de fatalisme.

### 2.2.1. La prégnance de l'immédiateté

Dans la sous-section précédente, nous avons posé le constat, issu de l'observation, que les discours développés par les intervenants extérieurs ou par les villageois eux-mêmes sont rarement suivis d'actions concrètes : dans la séquence sensibilisation → prise de conscience → action, la dernière étape n'est que rarement effectuée. Nous avons partiellement expliqué cette situation grâce à la mise en évidence des stratégies des différents acteurs en présence.

<sup>94</sup> C'est ainsi que le secteur du Yambélé a été mis en sommeil par l'A.R. en juillet 1994, on l'a dit.

<sup>95</sup> Nous avons défini deux types d'apprentissages, qu'il convient de rappeler. Certains sont "positifs", source de changements futurs. D'autres sont au contraire "négatifs", dans ce sens qu'ils détruisent les capacités des acteurs plutôt qu'ils ne les créent ou les stimulent. Ce sont les "évolutions" (cf. *supra*, pp. 181-183).

Mais il nous faut creuser les fondements de telles stratégies, et en particulier les rapports au temps qui les sous-tendent.

Ces rapports au temps sont dominés par les visions de très court terme de nombreux acteurs, ce que nous montrerons dans un premier temps. Puis, nous donnerons divers exemples de situations - et particulièrement de situations de "développement" - dans lesquelles interviendra toujours de manière non négligeable - mais non nécessairement exclusive - une telle préférence pour l'immédiateté. Nous en déduisons enfin les difficultés qui se posent lorsqu'il s'agit de faire émerger, dans les villages de cette région, des apprentissages.

#### *a - L'influence des conditions passées et présentes d'existence*

Les rapports au temps que vivent les villageois sont d'abord liés aux influences de leur passé de migrants, de "razziés", de colonisés et de "sous-développés". Ce passé a de multiples conséquences sur le présent de ces populations, et notamment sur leurs attitudes face à "l'épaisseur" du temps : d'une part, les "évoqueries" tiennent une place majeure au sein des logiques d'adoption ou de refus d'innovations, d'autre part, les nombreux "oublis" empêchent souvent de se référer au passé pour agir dans le présent.

L'influence du passé s'observe donc d'abord dans ce que nous avons appelé les "évoqueries"<sup>96</sup>. Ces évoqueries peuvent se référer à des événements assez proches et sont alors très présentes dans les propos tenus par les acteurs. Elles concernent essentiellement, dans ce cas, les échecs des politiques de modernisation, les fluctuations des marchés agricoles, l'arbitraire des représentants des autorités, la succession de régimes politiques au sein desquels il ne faisait pas bon exprimer clairement ses opinions<sup>97</sup>, etc. De tels souvenirs influent d'une manière défavorable sur les capacités des paysans, devenus très méfiants et attentistes, à adopter les changements pourtant rendus impératifs par le contexte actuel, tels que la mise en oeuvre de pratiques culturelles moins "destructrices". Les "leçons de l'expérience" poussent ainsi à une grande circonspection.

D'autres évoqueries renvoient elles à un passé plus lointain, qu'ont rarement vécu les acteurs vivants aujourd'hui, mais qui conditionne encore

<sup>96</sup> Elles renvoient, nous l'avons dit, aux souvenirs liés aux expériences négatives passées, comme peuvent l'être une razzia, le travail forcé sur un champ collectif, un emprisonnement arbitraire, une épidémie, etc.

<sup>97</sup> Il est indéniable, par exemple que les "années Bokassa" ont prolongé le climat de contrainte et de violence de la colonisation, ont perpétué voire accru la peur et le sentiment d'insécurité, la défiance vis-à-vis de toute intervention extérieure (cf. Ngupandé, 1993, *op. cit.*, ch. 2).



pour partie leurs comportements présents<sup>98</sup>. Toute l'histoire relativement bien connue des Banda est ainsi marquée par la prédominance de la lutte pour la survie, au fil de leur longue migration, de leurs combats contre les "Arabes" ou contre d'autres populations oubanguiennes, de leur soumission à l'ordre colonial. Le nombre et l'ampleur des bouleversements subis sur un laps de temps assez court expliquent selon nous, bien mieux qu'une quelconque "tradition" immuable, qu'un quelconque atavisme culturel, le primat accordé aujourd'hui au présent dans de nombreuses actions ou réactions villageoises. L. von Mises posait : "Dans toute situation où il s'agit de survivre tout simplement, la satisfaction proche est préférée à la satisfaction différée"<sup>99</sup>. Les comportements "au jour le jour" des paysans Banda se prolongent aujourd'hui après les situations extrêmes vécues il n'y a pas si longtemps encore, et la perpétuation de telles attitudes, qui n'ont plus - ou plus exactement ont moins - lieu d'être dans le présent, contribue à expliquer des actions apparemment "imprévoyantes".

L'influence du passé s'observe aussi au travers des conséquences de ces bouleversements sur l'organisation sociale, sur les pratiques agraires, et sur la connaissance de sa propre histoire. Nous avons ainsi montré comment le passage d'une céréaliculture basée sur le sorgho à une agriculture dominée par la culture du manioc, dans un contexte agroclimatique favorable, avait souvent mis à mal certaines régularités, certains comportements de prévoyance. Nous avons de même analysé la désorganisation sociale liée à l'abandon de rites agraires, à la perte d'influence des autorités claniques, à la disparition progressive des procédures d'initiation, des hiérarchies et des disciplines qu'elles induisaient, etc. Ceci explique le contexte de "désordre" que l'on observe dans de nombreux villages. La dislocation des clans au long des migrations, les regroupements forcés et arbitraires des villages, les "saignées" démographiques ont aussi conduit à un oubli d'une histoire qui se perpétuait alors par transmission orale<sup>100</sup>.

Tout ceci a une conséquence essentielle sur les rapports au temps des villageois : la justification des actions présentes par la référence au passé est assez peu courante. On trouve souvent, dans la "littérature", des

---

<sup>98</sup> Remarquons que toute tentative de modélisation de l'influence du passé lointain sur le présent des acteurs poserait d'importantes difficultés méthodologiques, tenant au caractère diffus de ces liens, à l'estimation des paramètres, etc.

<sup>99</sup> von Mises, 1946/1985, *op. cit.*, p. 511.

<sup>100</sup> "(...) ces peuples, aussi vieux que le monde, avaient perdu jusqu'à leur passé. Personne ne pourra probablement le leur rendre et les traditions des tribus seraient elles-mêmes perdues, si quelques administrateurs, missionnaires ou ethnologues, n'avaient pris le soin de consigner quelques récits, glanés çà et là" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 27).

raisonnements proches de celui-ci : "Orienté vers le passé, l'Africain ne trouve pas la justification et le sens de son action dans le futur mais dans le temps écoulé. Son raisonnement est de type «régressif» : «je fais ceci parce que mes pères l'ont fait». Et eux l'ont fait «parce que notre ancêtre l'a fait». Ainsi apparaît la liaison profonde et nécessaire entre le passé et l'activité actuelle. Le but est de calquer, en le justifiant, le présent sur l'autrefois"<sup>101</sup>. Une telle analyse doit être ici fortement nuancée.

En premier lieu, des phrases de ce genre peuvent être comprises dans le cadre de stratégies défensives mises en oeuvre par les acteurs. Ceux qui se sentent menacés par quelque changement peuvent arguer de justifications axées sur une légitimité "ancestrale" ; la référence à la tradition est ainsi opportunément utilisée, au gré des situations, en fonction des stratégies individuelles. En second lieu, la référence au passé "ancestral" est peu courante, la plupart des villageois n'ayant qu'une très médiocre connaissance de leur histoire<sup>102</sup> et montrant pour cette histoire un évident manque d'intérêt. Dans de telles conditions, la référence aux ancêtres ne peut plus guère fonder et justifier les attitudes présentes<sup>103</sup>.

Les expériences du passé incitent donc, d'une manière générale, les villageois à vivre au jour le jour. Mais ce poids du passé n'est certes pas insurmontable. Il pourrait bien entendu être très atténué si le contexte actuel se prêtait à un allongement des horizons. Mais tel n'est pas, très souvent, le cas.

En effet, on l'a montré tout au long de ce travail, le contexte socio-économique au sein duquel s'insèrent les villageois paraît souvent si incertain que ces derniers tendent à se limiter à des visions de très court terme : absence de pouvoir sur l'amont et l'aval des productions agricoles, instabilités des marchés, services publics défailants, désengagement des développeurs, perpétuation de mécanismes de traite, faible et aléatoire monétarisation, pression des éleveurs, "arbitraire" des fonctionnaires, "désordre" des relations interpersonnelles, méfiance généralisée, nombreux vols, précarité des conditions de vie, etc.

---

<sup>101</sup> Elungu, cité par : KAMDEM (E.). - Temps et travail en Afrique. - in *L'individu dans l'organisation, les dimensions oubliées*. - Editions Eska, 1990. - p. 243.

<sup>102</sup> Ils apparaissent très souvent fort peu au courant - si ce n'est pas du tout - de leur généalogie.

<sup>103</sup> Du point de vue de l'analyse systémique, les sociétés Banda considérées semblent bien former aujourd'hui des "ensembles pauvres", dans le sens où les aléas historiques ont abouti à leur simplification ; face aux durcissements répétés des contraintes auxquelles elles avaient à faire face, ces sociétés se sont "décomplexifiées", ce qui les rend très peu réceptives au "changement", même lorsque celui-ci n'est plus, comme autrefois, imposé.

Toutes ces incertitudes ne peuvent certes pas, d'une manière générale<sup>104</sup>, engendrer des comportements novateurs et résolument tournés vers un futur calculé et assumé : "Faute de posséder sur le présent ce minimum de prise qui est la condition de l'effort délibéré pour trouver prise sur le futur, ces hommes ne peuvent élaborer un plan de vie, système cohérent et hiérarchisé de fins prévues ou projetées, embrassant dans l'unité d'une appréhension la conduite présente et l'avenir qu'elle travaille à faire advenir"<sup>105</sup>.

Ces incertitudes réduisent notamment les capacités des villageois à l'anticipation. On l'a dit dans le chapitre 2<sup>106</sup>, la prévision est tournée vers le futur, alors que la prévoyance, elle s'appuie sur le passé, et renvoie alors au concept usuel d'anticipations adaptatives<sup>107</sup>. Le poids de l'incertitude ressentie par les acteurs est ici tel qu'ils ne sont guère incités à élaborer des anticipations en fonction des quelques données dont ils disposent, ou qu'ils tendent à ne pas tenir compte des anticipations ainsi formées<sup>108</sup>. On est alors dans le cas de l'"imprévoyance", que nous avons précédemment mis en lumière ; les acteurs adoptent une très forte préférence pour la "liquidité", que P. Hugon explique ainsi : "La caractéristique des sociétés à faible détour productif est l'instabilité, la faible espérance de vie, l'insécurité, la précarité empêchant un horizon de long terme et induisant une préférence pour l'immédiateté"<sup>109</sup>.

Certes, quelques uns ont su faire preuve d'une certaine prise sur leur futur par le biais de l'investissement scolaire : faire en sorte qu'un des enfants au moins parvienne, au terme de sa scolarité, à obtenir un emploi salarié, ce qui assure des revenus réguliers pour toute la famille, et réduit quelque peu l'incertitude ressentie par chacun de ses membres. Mais le relâchement des liens familiaux, le marasme de la fonction publique, les faibles débouchés qui s'offrent aux jeunes diplômés, l'inactivité - voire la fermeture - de nombreuses écoles primaires, et les dysfonctionnements des établissements secondaires se conjuguent pour éliminer cette possibilité d'envisager l'à-venir par le biais du calcul et pour perpétuer une forte préférence pour le présent.

<sup>104</sup> Elles peuvent être, redisons le, différemment ressenties selon les acteurs, leur place dans la hiérarchie, leur "trajectoire", leurs capacités cognitives propres, etc. (cf. Requier-Desjardins, 1995, *op. cit.*, p. 233).

<sup>105</sup> Cette analyse de P. Bourdieu sur les "Fellah" algériens s'applique tout à fait au cas des paysans de cette région (Bourdieu, 1977, *op. cit.*, p. 89).

<sup>106</sup> Cf. *supra*, pp. 173-175.

<sup>107</sup> "Loin d'être dictées par la visée prospective d'un futur projeté, les conduites de prévoyance obéissent au souci de se conformer à des modèles hérités" (*idem*, p. 20).

<sup>108</sup> "Fadé i ba andé" (que nous traduisons par "on verra bien plus tard") est alors une expression souvent utilisée afin de justifier un choix tourné vers la satisfaction immédiate ; un choix que l'on sait parfois dangereux, pour l'autosuffisance alimentaire à venir par exemple.

<sup>109</sup> Hugon, 1993a, *art. cit.*, pp. 58-59.

Quelles sont les conséquences de ce primat de l'immédiateté sur les comportements des villageois, et particulièrement sur leurs réactions aux interventions de développement ?

*b - La lucidité passive de nombreux villageois*

Cette préférence rend difficile l'émergence de ce que L. von Mises appelait les conditions préalables de l'action humaine<sup>110</sup>. Selon lui, pour faire agir un homme, il faut : une gêne, par rapport à ce que sera le futur si rien ne change ; l'image d'un état plus satisfaisant ; l'idée qu'une conduite adéquate sera capable d'écarter ou au moins de réduire la gêne ressentie. Sinon, dit von Mises, "l'homme doit se résigner à l'inévitable, il doit se soumettre au destin". Or, la troisième condition, la vision d'une conduite adéquate, paraît souvent non remplie, les villageois marginalisés devenant aussi, dans bien des cas, des "résignés", capables d'endurer des situations estimées "insupportables" par les observateurs extérieurs<sup>111</sup>.

Certes, la résignation et la passivité sont aussi des choix<sup>112</sup>. Ils révèlent aussi les préférences des acteurs, qui sont alors de maintenir le *statu quo*, de préserver ce qui semble pouvoir l'être. Mais nous ne pouvons considérer cette "révélation" en dehors de son contexte. Celui-ci influe sur les capacités des acteurs, on l'a vu, et restreint assez fortement leurs marges de manoeuvre. Seule cette influence du contexte, c'est-à-dire d'une condition socio-économique de marginalité, permet d'expliquer pourquoi les villageois font souvent preuve d'une lucidité, d'une clairvoyance d'analyse<sup>113</sup>, qui ne sont pourtant pas traduites dans leurs actes. Nous pouvons éclairer ces propos par deux séries d'exemples, les uns touchant aux choix productifs, les autres se rapportant à l'adoption des innovations.

En premier lieu, rappelons ce que nous avons dit des choix productifs des villageois. Nous avons vu que beaucoup ne défrichent plus que des

<sup>110</sup> von Mises, 1946/1985, *op. cit.*, p. 16.

<sup>111</sup> Selon G. Belloncle, la situation de marginalisation des populations rurales "(...) conduit à une apathie, laquelle se caractérise par une tolérance très forte et une capacité à souffrir une situation de tensions que d'autres jugent intolérables" (Belloncle, 1982, *op. cit.*, p. 25). L'un des participants aux rencontres de Bouaké estimait, en 1965, que "l'Africain" disposait d'une "étonnante capacité d'adaptation", une ouverture supérieure à celle de l'Européen, une "grande capacité à intégrer la nouveauté" (Rencontres internationales de Bouaké, 1965, *op. cit.*, p. 58). Il nous apparaît que des villageois "en marge" auront certes souvent une grande capacité d'adaptation à des situations difficiles, mais ne seront guère ouverts à la "nouveauté".

<sup>112</sup> L. von Mises posait : "Agir, c'est aussi omettre de faire ce qu'il serait possible de faire" (von Mises, 1946/1985, *op. cit.*, p. 14).

<sup>113</sup> Nous ne voulons pas parler ici de "seuil de conscience", notion issue des grandes théories du développement.

parcelles de taille restreinte, ou tendent à vendre plus qu'il ne faudrait pour assurer leur subsistance ou les semis futurs. Dans certains cas, on peut sans doute parler d'erreurs de prévision. Mais très souvent, le recours à une telle explication semble ne pas suffire. Les producteurs qui vendent trop de manioc ou d'arachides par rapport aux besoins familiaux à venir, ne commettent que rarement une erreur d'appréciation de ce qui sera nécessaire plus tard. Le plus souvent, ils savent, par expérience, estimer ces besoins. Dans d'autres cas, on peut aussi arguer de l'apparition de quelque impératif social ou sanitaire, qui nécessite d'importants et immédiats débours monétaires. Mais, même lorsqu'ils ne sont pas pressés par une telle obligation, beaucoup décident de s'en tenir à une stratégie de vente de très court terme, considérant que l'on ne peut guère savoir ce qu'il adviendra demain.

Ce choix pour l'immédiateté, s'il ne constitue pas l'unique fondement des "imprévoyances" constatées dans les villages, n'en demeure pas moins l'un de ses éléments essentiels. Prenons l'exemple du "cycle de l'arachide", de nombreux producteurs vendant, après une maigre récolte, des arachides qu'ils devront racheter beaucoup plus cher lors des semis suivants. Plusieurs facteurs, évoqués au fil de ce travail, semblent être à l'origine de tels comportements : le mauvais état sanitaire des villageois limite leurs capacités de travail et leur volonté d'investir ; le manque d'épargne implique certaines difficultés face aux besoins monétaires imprévus ; la monétarisation des "coutumes" induit parfois une recherche urgente de numéraire, obtenu grâce à des ventes supplémentaires ; les ventes structurellement faibles, mal payées et aléatoires découragent les producteurs à produire mieux et plus ; les enseignements du passé tendent à inciter les villageois à ne pas trop se préoccuper du lendemain ; le manque de coordination au sein des unités domestiques induit à la fois une diminution du travail fourni et des ventes "imprudentes", et ce surtout chez les Yakpa ; enfin, les méthodes culturelles employées limitent les rendements, ne permettent d'obtenir que des arachides de petite taille.

Beaucoup de ces facteurs renvoient clairement à une conception du temps orientée vers le très court terme, et, en dernier recours, à une situation de marginalité peu favorable à l'apparition d'une plus grande "prudence" productive<sup>114</sup>. La rupture d'un tel cycle ne peut donc être envisagée que si les

---

<sup>114</sup> R. Chambers fait aussi de l'imprévoyance l'une des manifestations de la pauvreté rurale. Selon lui, cette imprévoyance, qui se révèle avant tout dans une incapacité à épargner et à investir, peut exprimer "un besoin pressant de consommation immédiate, un arriéré de besoins essentiels, l'insécurité au sujet de la possession de la terre, la crainte que, selon toute probabilité, la moindre épargne attire l'attention des parents nécessiteux ou des prédateurs sociaux" (Chambers, 1990, *op. cit.*, p. 177).

multiples incertitudes pesant sur les capacités des acteurs tendent à être réduites par une meilleure insertion aux marchés, de réelles améliorations sanitaires, etc. Ceci se vérifie d'ailleurs dans l'étude de certaines différences séparant les producteurs de café des habitants de villages autrefois cotonniers. Les seconds paraissent aujourd'hui, d'une manière générale bien sûr, plus "imprévoyants" que les premiers. Et parmi ces producteurs de café, on constate souvent que les Ngbugu sont sensiblement moins "imprudents" que les Yakpa ; ce qui se comprend à la lumière de l'histoire de ces populations, on l'a vu.

Penchons nous aussi, en second lieu, sur les réactions des villageois, souvent faites de passivité, aux opportunités d'innovation. Depuis T.W. Schultz, on reconnaît que les agriculteurs pauvres sont souvent conscients des avantages que leur donneraient certaines innovations, certaines pratiques culturelles, mais qu'ils peuvent ne pas être en état de les mettre en oeuvre parce que cela risquerait de compromettre leur survie<sup>115</sup>. Il nous apparaît nécessaire d'aller plus loin, en relativisant cette notion de survie en fonction de la perception qu'en ont les acteurs, c'est-à-dire en la reliant à la notion de capacité.

Le poids du contexte s'avère là encore déterminant. La grande désorganisation des villages, surtout, bride les capacités d'innovations : elle induit de fortes jalousies, vis-à-vis de celui qui tend à s'élever, elle conduit aussi, dans un monde "mobile", à de nombreux vols impunis, dont pâtit d'abord, bien entendu, celui qui possède quelque chose de plus ou de mieux que les autres<sup>116</sup> ; elle permet un certain opportunisme de court terme, rendant plus difficile encore la convergence des initiatives individuelles. On pourrait d'ailleurs arguer du fait que les capacités des acteurs ne semblent pas si limitées puisqu'ils peuvent encore faire preuve d'opportunisme, se saisir d'éventuelles opportunités passant à leur portée. Mais cet opportunisme ne porte qu'à un horizon très restreint, et ne permet qu'une satisfaction de court terme, hypothéquant l'avenir. En outre, l'intérêt d'innover n'est guère perçu par des villageois souvent laissés en marge des marchés et ne disposant que d'une espérance de vie qu'ils savent limitée.

En général, c'est donc le poids de l'insécurité, sur les biens et sur les personnes, qui induit la perpétuation d'un immobilisme en matière d'innovation. On retrouve là l'idée selon laquelle la gestion de fortes incertitudes, par le primat accordé au très court terme et au *statu quo*, constitue un obstacle majeur aux processus d'innovations, et accentue fortement l'incertitude à venir.

<sup>115</sup> Cf. notamment Boussard, 1987, *op. cit.*, p. 82.

<sup>116</sup> "Traditionnellement, rapporte P. Kalck, le vol, très rare dans l'ancien Oubangui, était considéré comme une maladie" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 242).

On relève d'ailleurs toutes les limites de l'analyse usuelle en termes de coûts-avantages. Même si ces coûts et avantages sont bien perçus par les paysans, ceux-ci n'agissent pourtant que rarement en conséquence, du fait de leur condition socio-économique, qui les incite à raisonner dans l'immédiateté.

Eclairons ceci de quelques exemples saisis dans les rapports qu'entretiennent encore développeurs et villageois.

On a ainsi mis en lumière la rigidité des systèmes de production et les difficultés que les intervenants ont à faire passer le message de l'intensification. Les villageois constatent les dégradations des sols, les diminutions de fertilité, et beaucoup sont informés qu'il existe des techniques alternatives à leurs pratiques usuelles, grâce à l'action de sensibilisation et de démonstration menée par le C.F.A.E., l'A.R. ou l'A.D.C. Mais, pour toutes les raisons que nous venons d'évoquer, ils s'en tiennent le plus souvent à une vision de très court terme, privilégiant la survie aujourd'hui à une improbable - à leurs yeux - amélioration future de leurs conditions de travail et de vie. Plus globalement, il nous semble que la prise du risque de l'investissement dépend à la fois de l'ampleur des incertitudes ressenties et de l'accessibilité au monde extérieur, aux institutions. Or ces incertitudes sont fortes, on l'a montré, et elles ne sont pas, au moins pour partie, compensées ou atténuées par un accès satisfaisant à l'épargne et au crédit, aux infrastructures, aux marchés. Les habitants des villages se trouvent en fait dans une situation socio-économique qui ne leur permet pas d'assumer ce risque de l'investissement productif.

La lucidité passive de nombreux villageois apparaît aussi lors de sessions de l'A.R. sur "l'économie familiale", c'est-à-dire sur la gestion de l'argent. Les participants se montrent fort conscients de leurs difficultés à gérer, des gaspillages qu'ils commettent, des solutions simples qu'ils pourraient mettre en oeuvre, etc. Ces réponses ne semblent pas être que des propos de circonstance destinés à l'intervenant. Par contre, les "bonnes résolutions" parfois affichées concernant un changement d'attitude éventuel sont assurément, dans la plupart des cas, des propos opportunistes, tant il semble évident qu'aucun changement de comportement ne sera observable sous peu, après une telle session sur l'argent<sup>117</sup>. Trop de facteurs poussent les villageois à se limiter à une utilisation immédiate du numéraire, à ne pas tenir compte d'éventuels besoins futurs, à acheter petit à petit ce que l'on obtiendrait pour

---

<sup>117</sup> Les animateurs tendent à ce que soit prise, au terme de chaque session, au moins une décision simple, par chacun des participants. Mais bien souvent ces décisions ne dépassent guère le stade de la simple déclaration d'intention.

moins cher en plus grande quantité<sup>118</sup>, bref à préférer la dépense immédiate à la dépense future. Là encore, quelles perspectives de "meilleure gestion" peut-on envisager tant que la monétarisation demeure faible et aléatoire, tant que l'épargne demeure quasiment impossible, tant que les besoins ressentis demeurent beaucoup plus importants que les moyens disponibles ?

Nous pouvons multiplier les exemples. Les améliorations de l'habitat sont limitées par une mauvaise utilisation des presses à parpaings louées par l'A.R., beaucoup voulant "aller trop vite" ; certains préfèrent aussi vendre leurs briques plutôt que les utiliser à améliorer leurs habitations ; d'autres encore désirent conserver les cases rondes usuelles, qui "(...) n'attirent pas la jalousie"<sup>119</sup> ; en outre beaucoup trouvent avec raison que ces cases usuelles sont bien plus rapides à construire, même s'ils savent aussi qu'elles se dégradent beaucoup plus vite. Autant d'attitudes à relier, en dernier recours, à une forte préférence pour le présent et pour le *statu quo*.

De même, les villageois affirment avoir "oublié", "délaissé", de nombreuses pratiques du temps des "kotara" (aïeux), mais là encore ne semblent guère motivés à une "redécouverte". Ainsi, si beaucoup disent regretter l'absence de la diversité vivrière et de ces jardins que l'on trouvait autrefois<sup>120</sup>, très peu se montrent prêts à y remédier<sup>121</sup>, alors que cela est clairement à portée de la plupart des villageois. Cette lucidité non concrétisée renvoie à de multiples facteurs ; relevons, par exemple, le fait que certains villages ont été établis sur des terrains peu propices à la mise en culture, la surcharge de travail des femmes, les risques des vols et des jalousies ; mais il y a aussi l'assimilation, faite par beaucoup, entre une alimentation suffisante et saine et la possibilité, au quotidien, de se remplir l'estomac avec la boule de manioc. Cette satisfaction strictement quantitative constitue une autre manifestation d'une prédominance de la "survie" sur les comportements des acteurs.

Cette prédominance contribue aussi à expliquer la difficile diffusion de pratiques d'élevage. Car au delà de toutes les raisons que nous avons pu évoquer au fil de ce travail, la question essentielle, que posait très justement un responsable de l'A.R., en mai 1994, demeure celle-ci : "Vivant dans le présent,

---

<sup>118</sup> Citons l'exemple du pétrole pour les lampes : on peut facilement faire des économies si on l'achète par litre plutôt que par toute petite quantité, chaque jour.

<sup>119</sup> Un argument recueilli par les évaluateurs d'I.N.A.D.E.S.-Formation-Zaïre (1994, *op. cit.*, p. 37).

<sup>120</sup> "Laso gui gozo", "aujourd'hui, il n'y a que le manioc", avons nous souvent entendu.

<sup>121</sup> Il s'agit alors de trouver un bouc émissaire : "Les femmes ne varient pas assez la nourriture qu'elles préparent", "elles n'écoutent pas leurs maris", nous a-t-on dit à Seigneur, village où les hommes s'investissent assez peu dans les cultures vivrières.



ils ont déjà du mal à prévoir pour leur propre alimentation quotidienne, alors comment leur demander de prévoir d'alimenter, d'entretenir un bétail ?". Cela s'observe dans la situation des quelques animaux domestiques vivant dans les villages. Peut-on d'ailleurs vraiment appeler "domestiques" ces animaux que l'on n'élève pas vraiment, avec lesquels on cohabite, et qu'on laisse vivre en liberté dans le village, où ils sont protégés des prédateurs et se nourrissent des résidus de nourriture des habitants.

Terminons avec l'exemple des questions environnementales. Certains sont conscients de la dégradation effective subie par l'environnement, et notamment de la déforestation. Mais la modification de comportements destructeurs, tels que la pratique incontrôlée des feux de brousse, impliquerait un allongement des horizons<sup>122</sup> dont peu de villageois sont aujourd'hui capables, face à une évolution qui n'est pas brutale mais très étale dans le temps, et dont les conséquences ne se révèlent que progressivement. La logique de cette dégradation est donc potentiellement accessible à tous les acteurs<sup>123</sup>, et c'est d'ailleurs à sa mise en évidence que s'emploient les derniers intervenants extérieurs. Mais, même lorsqu'ils connaissent et reconnaissent une telle logique, les villageois ne disposent que rarement des capacités qui pourraient leur permettre d'adapter leurs comportements de manière à rendre plus durable leur agriculture et, globalement, leur mode d'existence.

Que conclure ici, sinon que tout, le passé comme le présent<sup>124</sup>, la désorganisation interne comme les rapports maintenus avec le monde extérieur, incite les acteurs à s'en tenir au court terme ; et ce n'est pas l'action des quelques derniers développeurs qui peut être en mesure de contrer, autrement que très partiellement, cette tendance "lourde" des réalités villageoises actuelles. Les stratégies mises en oeuvre par les individus afin de se prémunir, autant qu'ils le peuvent, des incertitudes ressenties tendent à perpétuer un *statu quo* qui ne rend l'avenir que plus incertain encore. Les capacités des acteurs, c'est-à-dire les marges de manoeuvre dont ils disposent, sont donc fortement limitées par le contexte global de marginalité que nous avons décrit au long de ce travail.

Mais redisons clairement, au risque de paraître normatif, que si la révélation de telles limites permet de déceler les "bonnes raisons" qui poussent les acteurs à refuser un projet, une innovation, nous n'affirmons pas pour autant que les paysans ont toujours raison d'agir comme ils le font. Reconnaître la logique de comportements parfois jugés "illogiques" ou irrationnels est une

<sup>122</sup> Pour mettre en oeuvre des techniques d'agroforesterie notamment.

<sup>123</sup> Cf. la "conséquence" C<sub>a</sub>10 dans le chapitre 2 (cf. *supra*, p. 183).

<sup>124</sup> Cf. les conséquences C<sub>a</sub>8 et C<sub>a</sub>9, dans le chapitre 2 (cf. *supra*, pp. 178-180).

chose ; observer la dégradation des sols ou la médiocrité de l'état sanitaire des villageois en est une autre. A moins de postuler des individus suicidaires<sup>125</sup>, auquel cas la situation actuelle peut perdurer, il semble nécessaire de rechercher comment les finalités des acteurs et les propositions des intervenants, si imparfaites soient-elles, peuvent mieux coïncider, c'est-à-dire comment des apprentissages allant dans le sens de l'amélioration des pratiques culturelles, des relations interindividuelles, de la santé, etc., peuvent émerger dans les villages.

### *c - Faire émerger les apprentissages*

Nous avons précédemment parlé d'apprentissages "positifs", qui accroissent les capacités des acteurs à agir sur eux-mêmes, sur leur environnement, sur les institutions, à élargir la vision qu'ils ont du monde dans lequel ils évoluent, etc., et au total qui sont sources de changements futurs. Quels peuvent donc être les déterminants des apprentissages "positifs", que doivent tenter de promouvoir les intervenants extérieurs ? Il semble que les échecs, les confrontations et les imprévus constituent les trois ingrédients majeurs des apprentissages éventuels.

Tout d'abord, une action commune ou une activité de développement qui échoue peut servir d'expérience de référence, de paradigme négatif. Les analystes d'E.N.D.A. posent ainsi que, dans un projet, ce qui importe, ce n'est pas tant ce qui se passe ou ne se passe pas, ce qui marche ou ce qui ne marche pas, mais plutôt les effets de ce projet en termes d'apprentissage. Mais bien souvent, on l'a vu, l'échec est source d'"évocations" et non pas d'émergence de capacités nouvelles, surtout dans un contexte de marginalité. Il semble alors que c'est à travers des processus auto-réflexifs, d'auto-évaluation, de recul par rapport aux expériences vécues, que les acteurs peuvent se saisir des occasions d'apprentissage. Ces processus permettent de "socialiser", c'est-à-dire de faire connaître à tous, les expériences positives et négatives, produites notamment lors d'une interaction village-développeur. Ensuite, ils autorisent une "capitalisation" de ces expériences, laquelle permettra aux

---

<sup>125</sup> C'est là un élément que nous pourrions ajouter dans le corps d'hypothèses proposé dans le chapitre 2 : l'aversion à la mort.

apprentissages de "se fixer"<sup>126</sup>. Enfin, ils aboutissent souvent à une latéralisation des expériences, en facilitant les contacts entre acteurs<sup>127</sup>.

Qu'en est-il aujourd'hui dans la région d'Alindao ? Il nous semble indéniable que l'auto-évaluation non suscitée par les animateurs, agents, moniteurs, etc., n'existe quasiment pas. Les capacités à faire un bon diagnostic, à observer ce qui se passe dans les autres villages, à tirer parti d'échecs et à adapter les attitudes en conséquence sont des "qualités" fort rares dans les villages de la région aujourd'hui, alors que les paysans sont davantage portés à privilégier l'immédiateté et le *statu quo*. Il n'y a alors guère de remises en cause, d'autocritiques qui ne soient provoquées par l'intervenant extérieur<sup>128</sup>. Et les limites de ces capacités villageoises à "l'auto-réflexif" nous semblent pleinement justifier le maintien d'une présence de développeurs dans ces villages. Une présence qui doit être suffisamment dense pour qu'à terme, d'une part des auto-évaluations non suscitées puissent se produire, et d'autre part qu'elles soient suivies d'effets concrets.

Les méthodes d'auto-évaluation élaborées par les développeurs sont assez nombreuses, nous connaissons l'approche d'E.N.D.A.-G.R.A.F.<sup>129</sup>, les écrits de P. Willot<sup>130</sup>, et la méthode G.R.A.A.P., mise en oeuvre sur le terrain par l'A.R. Arrêtons nous sur cette dernière méthode. Conçue en milieu rural burkinabé, la démarche du Groupe de Recherche et d'Appui à l'Autopromotion Paysanne accorde une large place aux processus auto-réflexifs d'évaluation : qu'est-ce qui ne va pas au village ? Pourquoi une activité de développement a échoué ? Que faire pour réduire le déboisement ? Etc. L'objectif est de "libérer" la parole de tous les villageois, en divisant la population par grandes catégories (hommes, femmes, jeunes, vieux) et en organisant des mises en commun<sup>131</sup>. Les étapes de la démarche sont alors les suivantes : l'éveil sur le thème choisi,

<sup>126</sup> Capitaliser, c'est alors stocker les expériences, leurs résultats, les chemins empruntés pour les atteindre. Cette démarche est essentielle pour savoir pourquoi une action a échoué, des imprévus sont apparus, des confrontations se sont produites.

<sup>127</sup> Cette latéralisation, par les confrontations qu'elle suscite, peut offrir de nouvelles possibilités d'apprentissage.

<sup>128</sup> Tout comme il n'y a guère, on l'a vu, de remises en cause et d'auto-évaluation des animateurs ruraux qui ne soient provoquées par les responsables de l'Animation.

<sup>129</sup> Des membres d'E.N.D.A. (Environnement et Développement Africain) ont constitué le Groupe de Recherche-Action-Formation (G.R.A.F.), dont l'approche est basée sur la séquence essai→erreur→correction→nouvel essai, accordant donc une large place aux possibilités d'apprentissages et à l'auto-évaluation, dans le cadre de l'interaction paysan-développeur.

<sup>130</sup> P. Willot est à l'origine de la constitution du Groupe d'Appui aux Projets (G.A.P.), il propose une méthode d'auto-évaluation concernant aussi bien les groupes de base que les animateurs et les responsables de projets. Il l'a mise en application en 1982-83 dans les diocèses de Bangassou et de Bambari.

<sup>131</sup> Nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage : G.R.A.A.P. - *Nouvelles paroles de brousse*. - Paris, Karthala, 1988.

l'observation dans le village, la réflexion sur les conséquences et les causes, et enfin la définition des priorités et des modalités d'action. De même, à la fin d'une action menée au village, l'auto-évaluation peut permettre aux différents villageois impliqués d'avoir accès à toutes les informations recueillies, tous les enseignements tirés au fil de cette action, de participer à l'analyse qui en est faite, etc.<sup>132</sup>.

Ces auto-évaluations suscitées suffisent-elles pour faire émerger les apprentissages ? Nous en doutons. Et ce d'abord du fait d'un manque d'opportunités à saisir. Tant qu'ils demeureront en marge des marchés, tant qu'ils ne disposeront pas de possibilités effectives d'enrichissement par le travail de la terre, les producteurs ne seront guère portés à allonger leurs horizons. Ensuite car les auto-évaluations permettent certes de révéler aux villageois eux-mêmes l'incapacité dans laquelle ils sont souvent de mettre en oeuvre les changements nécessaires, mais elle ne leur donne en rien les clefs pour faire émerger ces capacités. Enfin, nous parlions précédemment de "capitalisation" des expériences ; mais une telle "capitalisation" est-elle possible pour des populations suivant une logique plus proche de la survie que de la prospection et de l'accumulation ?

Les confrontations constituent d'autres ingrédients majeurs d'apprentissages potentiels. Là aussi, les intervenants extérieurs nous paraissent avoir un rôle important à jouer, et ce à différents niveaux. Tout d'abord, nous nous posions, dans le chapitre 2, la question suivante : ces intervenants n'ont-ils pas d'abord à faciliter les relations entre les acteurs villageois, à promouvoir l'apprentissage de nouveaux modes d'entente ou d'entraide<sup>133</sup> ? Il nous semble qu'effectivement, et tout particulièrement face aux capacités d'entente fort limitées des villageois de cette région, c'est là une fonction majeure de tout intervenant. Mais cela ne peut pas être une tâche aisée, tant les villages sont désorganisés<sup>134</sup>.

Les intervenants ont aussi un rôle à jouer au niveau des relations qu'entretiennent les paysans au monde extérieur. En effet, la marginalité des villageois induit souvent chez eux un manque d'ouverture sur leur environnement socio-économique. Une telle ouverture, bien menée dans le cadre d'activités de développement nous paraît porteuse de confrontations d'idées, de valeurs, permettant l'émergence d'apprentissages.

---

<sup>132</sup> Sur l'importance de l'évaluation dite participative, on lira : Beaudoux & *alii*, 1992, *op. cit.*, p. 160.

<sup>133</sup> Cf. *supra*, p. 181.

<sup>134</sup> La "latéralisation des expériences" peut paraître un objectif quelque peu illusoire, tout au moins dans le contexte actuel, et ce qu'elle ait lieu au sein du village ou entre villages différents.

Enfin, si l'imprévu peut aussi, nous l'avons dit, être source d'apprentissage<sup>135</sup>, l'incertitude qu'il risque de générer constitue elle une contrainte inhibante, frein aux initiatives allant dans le sens d'une amélioration du cadre de vie et de l'intensification des systèmes de production. Tout dépend en fait de la manière dont l'imprévu est perçu et "géré", par les développeurs comme par les villageois. Vivant dans un monde très incertain, ces villageois sont très sensibles aux aléas de tout projet de développement, de toute une action commune, et vont vite délaisser une activité qui ne leur donne pas l'impression de "savoir où l'on va". Il semble donc impératif que les intervenants maîtrisent l'imprévu qui surgit inévitablement dans tout projet, faute de quoi ils se heurteront à une méfiance, voire à une désaffection de la part de leurs interlocuteurs. Les capacités villageoises à l'entente ou à l'"innovation" sont aujourd'hui bien trop fragiles pour qu'elles soient confrontées, sans retenue, aux imprévus et aux "déviation". Là encore, la démarche d'auto-évaluation a toute son importance, non plus une évaluation *ex-post* dressant un bilan, mais une évaluation "en continu", donnant aux acteurs le recul<sup>136</sup> qui pourrait leur permettre de gérer autant que faire se peut l'imprévu du quotidien, et d'en faire surgir des possibilités d'apprentissages.

La programmation des actions revêt dans un tel contexte une importance accrue. Il paraît impératif de préciser les modalités diverses de ces actions, leurs calendriers, la répartition des tâches, etc. Ce travail de programmation peut se révéler très formateur pour des villageois peu habitués à de tels exercices de prévision, et ainsi constituer une source d'apprentissages organisationnels. Certes, il est nécessaire que le cadre de référence demeure souple. Mais cette souplesse doit, une fois encore, renvoyer à des règles claires et prédéfinies<sup>137</sup>. Une telle démarche paraît indispensable, tant les capacités villageoises à gérer l'imprévu, autrement que par la passivité ou par un opportunisme de très court terme, paraissent aujourd'hui ténues.

D'une manière générale, l'émergence d'apprentissages porteurs d'évolutions futures est donc, dans de nombreux villages, fort peu probable, dans le contexte actuel. L'allongement des horizons, pourtant indispensable à

<sup>135</sup> Les analystes d'E.N.D.A. posent que "tant qu'il y a de la place pour l'inattendu, l'incertain, l'indéterminé, la situation reste féconde, elle porte en elle un potentiel d'apprentissages suffisant pour susciter des initiatives nouvelles avec son cortège d'interrogations, de recherches, de remises en cause, mais aussi de découvertes" (E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*, p. 271).

<sup>136</sup> "Les acteurs locaux, les responsables directs de l'action, doivent avoir une vision claire de ce qu'ils réalisent" (Beaudoux & *alii*, 1992, *op. cit.*, p. 128).

<sup>137</sup> E. Beaudoux & *alii* le spécifient bien : "il faut que cette souplesse obéisse à des règles convenues entre les différents acteurs/partenaires. L'obligation de flexibilité est accompagnée d'une contrainte : elle doit pouvoir être justifiée" (*idem*, p. 102).

une telle émergence, ne pourrait se produire que si la marginalité multiforme des villages venait à s'atténuer, si l'appui extérieur s'intensifiait, si les marchés s'ouvraient à ces petits producteurs familiaux, etc. Dans le cas contraire, cette marginalité ne pourra qu'accentuer la prégnance sur les attitudes et les capacités des acteurs d'un fatalisme magico-religieux.

### 2.2.2. Conditions d'existence et comportements fatalistes

Nous voulons ici étudier, en lien avec le poids de l'incertitude, la dimension magico-religieuse des comportements des individus, que nous avons introduite dans nos hypothèses<sup>138</sup>. Nous posons en fait que cette dimension est toujours présente, quels que soient les individus, mais que son impact sur les stratégies des acteurs varie en fonction du contexte au sein duquel ces stratégies sont élaborées. Bien entendu, nous adoptons une démarche d'économiste, en ce sens que nous privilégions les origines "matérielles" de conduites fatalistes ou magiques, que nous ne nous attachons pas à rechercher leurs sources dans quelque "tréfond" culturel. Cet autre angle d'approche est certes tout-à-fait respectable, mais il n'a pas à être adopté dans ce travail. Selon nous donc, ce sont les conditions matérielles d'existence, passées et présentes, des acteurs villageois qui déterminent l'importance de ce recours au magico-religieux, et en conséquence la prégnance de comportements fatalistes. Nous allons d'abord tenter de montrer que la causalité magico-religieuse prédomine aujourd'hui dans les villages et détermine une large part des comportements paysans. Puis, nous détaillerons le cas, significatif nous semble-t-il, de la santé physique. Enfin, nous concluons ce chapitre par l'analyse du fatalisme qui s'observe dans de nombreux villages.

#### *a - Le recours à la causalité magico-religieuse*

L'ampleur des incertitudes que ressentent les acteurs leur donne le sentiment de n'avoir guère de prise sur leur avenir et les incitent alors à se tourner vers le domaine du magico-religieux, comme le dit fort justement P. Bourdieu : "En deçà d'un certain seuil de probabilité, il ne reste que les recours magiques. L'espérance magique est la visée de l'avenir propre à ceux qui n'ont pas d'avenir"<sup>139</sup>. C'est dans ce cadre qu'il convient d'analyser la prégnance des phénomènes de sorcellerie sur les comportements villageois. Puisque ni le

<sup>138</sup> L'hypothèse H<sub>26</sub> (cf. *supra*, pp. 175-178).

<sup>139</sup> Bourdieu, 1977, *op. cit.*, pp. 89-90.

passé, ni le futur ne permettent de donner un sens aux aléas du quotidien, la sorcellerie est employée afin de rationaliser, *a posteriori*, l'inacceptable. Cette tendance à la rationalisation *a posteriori* correspond à ce que J. Elster voit comme une "obsession du sens"<sup>140</sup> : Il s'agit de chercher le sens de tous les phénomènes, au besoin en en créant un<sup>141</sup>.

La sorcellerie exprime ainsi un système d'incertitude ; on ne sait pas qui attaque et qui peut être victime *a priori*. A chaque fois qu'un malheur survient, ce système d'incertitude permet de toujours trouver une explication *a posteriori*. Celle-ci sera présentée comme une explication *a priori* fondée sur la connaissance des multiples possibilités de la sorcellerie (ou de toute autre cause magico-religieuse), et renverra souvent à des conflits préexistants. Selon D. Desjeux, l'explication "mystique" sera toujours possible, quelles que soient les démonstrations expérimentales qui tendraient à montrer que tout ceci ne fonctionne qu'au niveau de l'imaginaire<sup>142</sup>.

Mais si la sorcellerie peut être considérée comme élément régulateur des conflits sociaux, son caractère désordonné, observable actuellement, ne constitue que le reflet du désordre qui prime dans de nombreux villages<sup>143</sup>, et qui se traduit pour tous par un sentiment de grande insécurité. Nous retrouvons ici l'image de villages désorganisés présentée au fil de ce travail. Et cela nous renvoie à l'importance des rites, qui sont d'abord des règles visant à restaurer l'ordre social, et qui permettaient autrefois une certaine sécurisation de l'environnement, empêchant ainsi le recours systématique aux pratiques de sorcellerie. Ces rites sont, avec les bouleversements vécus au sein des systèmes productifs Banda, tombés en désuétude, ce qui n'a pu qu'accroître, au milieu du "désordre" ambiant, l'incertitude ressentie par tous et le désir de se "protéger" autrement, c'est-à-dire par les pratiques dites "occultes". En outre, les réactions de jalousie vis-à-vis de celui qui innove ou s'enrichit s'expriment

<sup>140</sup> Elster, 1987, *op. cit.*, p. 90.

<sup>141</sup> Nous comprenons, avec J. Habermas, ce phénomène comme l'amalgame du domaine de la nature physique et celui de l'environnement socio-culturel, c'est-à-dire l'absence de différenciation claire entre les choses et les personnes. Ainsi, la défaillance morale et la défaillance physique, ce qui est mal et ce qui est nuisible, ce qui est bien et ce qui est sain et avantageux, sont étroitement confondus. D'après J. Habermas, la validité est confondue avec l'efficacité empirique, les concepts de validité tels que la moralité et la vérité sont amalgamés à des concepts qui ressortissent aux ordres empiriques, tels que la causalité et la santé (Habermas, 1987, *op. cit.*).

<sup>142</sup> Desjeux, 1987, *op. cit.*, p. 187. Nous pouvons ajouter ici que la "passivité de l'homme noir", usuellement attribuée, dans certains discours culturalistes, à la vision cosmique de l'Africain, à sa communion avec la nature, etc. (cf. Rencontres internationales de Bouaké, 1965, *op. cit.*, p. 56), nous semble plus, dans notre cas, renvoyer à une peur du sorcier et du mauvais sort que d'une quelconque osmose avec le cosmos...

<sup>143</sup> Selon D. Desjeux, le "désordre de la sorcellerie d'agression reflète le degré de destruction rapide de la société" (Desjeux, 1987, *op. cit.*, p. 21).

désormais, non par une exclusion de groupes dont la cohésion est depuis fort longtemps remise en cause, mais par un accroissement de cette menace occulte. Ceci ne peut qu'accentuer la tendance de ceux qui s'estiment incapables d'affronter cette menace à se contenter du *statu quo* et de l'immédiateté.

Les villageois trouveront alors dans les manifestations d'une causalité magico-religieuse l'explication de tous les phénomènes atypiques et toutes les situations inédites (mort, maladie, réussite, richesse, etc.), de manière à les rendre compréhensibles, donc acceptables<sup>144</sup>. Ainsi, toute supériorité ne se conçoit que par l'utilisation de "yoro"<sup>145</sup>, ce qui permet de ne pas être placé dans une situation d'infériorité en soi peu tolérable et de considérer celui qui réussit comme un "tricheur". En outre, les participants aux sessions sur l'"économie familiale" espèrent souvent y recevoir quelques "recettes", plus liées au domaine magico-religieux qu'à celui de la gestion, comme si leurs problèmes avec l'argent devaient être résolus par l'action d'une causalité exogène à leur propre comportement quotidien<sup>146</sup>.

De même, la réussite ou l'échec d'une récolte seront considérés par nombre de producteurs comme étant hors de leur portée, ou comme ne l'étant qu'indirectement, par la ferveur de prières, d'incantations, par une efficace protection contre les mauvais sorts jetés par d'éventuels voisins jaloux, etc. Un exemple fort courant est ainsi celui du paysan qui, n'obtenant qu'une médiocre récolte, ou voyant une partie de sa récolte brûlée, ne va aucunement remettre en cause ses méthodes culturelles ou sa négligence à réaliser des bandes pare-feu, alors qu'il connaît, dans bien des cas, diverses pratiques de l'agriculture "améliorée". Il se posera plutôt la question, propre à le déresponsabiliser, du type : pourquoi Dieu me fait-il cela ? Ou, plus souvent, qui me veut du mal ? Il s'agira alors de trouver le coupable.

D'ailleurs, le moyen le plus efficace de trouver ce coupable demeure pour beaucoup celui qui fait appel au domaine magico-religieux. Lors d'une session de chefs par exemple, certains d'entre eux se sont montrés convaincus

---

<sup>144</sup> Les "situations inédites", qu'il fallait "rationaliser", n'ont pas manqué, au long des bouleversements historiques vécus par ces sociétés Banda. Citons l'exemple de l'apparente supériorité des Blancs, que les villageois se sont souvent attachés à analyser en termes magico-religieux.

<sup>145</sup> Ce terme "yoro" a de multiples sens : il s'applique tout à la fois aux fétiches, aux amulettes, aux remèdes et poisons traditionnels, et aux médicaments industriels. Ici, nous l'utilisons dans le sens usuel du "porte bonheur", qui procure une supériorité, non "naturelle", vis-à-vis des autres personnes. Notons que le terme Banda équivalent, "ayo", revêt lui aussi ces diverses significations, symptomatiques de l'amalgame souvent fait entre la "magie" et la médecine dite "moderne".

<sup>146</sup> Savoir faire et magie sont alors étroitement liés.



de l'efficacité des méthodes usuelles de recherche de la vérité<sup>147</sup>, tout en se déclarant sûrs de la justesse des lois du pays<sup>148</sup>. Ces méthodes magico-religieuses permettent, affirment-ils, de "ramener la paix au village", ce qui dans un contexte de si grand "désordre" demeure l'essentiel, avant même l'équité du jugement qu'elles amènent à rendre. Remarquons aussi que, puisque c'est souvent l'arbitraire qui prévaut, puisque les représentants de l'autorité utilisent de manière abusive les lois centrafricaines ou qu'ils légitiment leurs stratégies de prédation au nom de ces lois, celles-ci ne peuvent guère obtenir de crédibilité dans les villages ; elles ne pèsent alors que bien peu face à des méthodes magiques éprouvées.

Ce recours systématique à la causalité magico-religieuse nous paraît donc d'abord être le fruit des aléas historiques que nous avons mis en lumière au long de ce travail. Mais il s'analyse aussi, à chaque époque considérée, en fonction du contexte présent. Aujourd'hui, ce recours paraît donc certes ancien, mais il est modifié, accru - ou tout au moins il n'est pas atténué - par les conditions actuelles d'existence des villageois ; on l'a dit, le poids des incertitudes ressenties réduit tant leurs capacités qu'ils tendent à privilégier les explications exogènes, et parmi ces dernières<sup>149</sup>, celles qui sont du domaine magico-religieux.

Et c'est là une autre implication comportementale d'une situation globale de marginalité, que nous nommons "déresponsabilisation". Dans le chapitre 2, nous avons posé que la responsabilité des acteurs réside dans la découverte de leur liberté et de leur autonomie, et dans l'utilisation qu'ils en font<sup>150</sup>. La déresponsabilisation elle renvoie au comportement d'acteurs ne disposant que de capacités très limitées, c'est-à-dire de très faibles marges de manoeuvre, et qui de ce fait tendent à se dénier eux-mêmes liberté et autonomie. En l'occurrence, puisque l'avenir paraît hors de portée, tout ce qui pourra arriver dépendra d'abord et avant tout de la causalité magico-religieuse.

Les difficultés de la responsabilisation se ressentiront notamment lorsqu'il s'agira de mettre en oeuvre des stratégies d'appui à l'"autopromotion". Car, on le sait, les villageois ont souvent une vision assez lucide de leur existence, ils reconnaissent sincèrement la nécessité de changements profonds, mais dans bien des cas ils ont aussi pleinement conscience de leur

<sup>147</sup> On peut obtenir la vérité à l'aide d'un poulet égorgé, d'herbes étalées sur le sol, d'un oeuf cassé, d'insectes sortant de leurs trous, etc.

<sup>148</sup> Il y a toujours ce partage, déjà évoqué, entre ce que l'on croit vraiment, et ce que l'on fait semblant d'approuver pour la "forme", pour honorer une fonction officielle, etc.

<sup>149</sup> On pourrait aussi relever la tendance à accuser "l'étranger" de tous les maux dont on souffre, etc.

<sup>150</sup> Cf. *supra*, p. 158.

incapacité à mettre en oeuvre ces changements. Le recours à une telle causalité leur permet alors d'exogénéiser leur incapacité, et ainsi de limiter leur responsabilité. De même, la perpétuation de comportements dangereux, tels que la pratique incontrôlée des feux de brousse, est souvent légitimée par un fataliste "fadé i ba andé"<sup>151</sup> ; l'action du feu, la direction qu'il prend, les destructions qu'il cause ne renvoient qu'indirectement, voire pas du tout, à la responsabilité de celui qui l'a allumé. Enfin, la mise en oeuvre de techniques plus intensives, la recherche de nouveaux débouchés, l'anticipation des besoins des marchés, sont toutes potentiellement limitées<sup>152</sup> par la prédominance d'une conception de la richesse, de la réussite, fondée sur la pratique magico-religieuse et non sur la responsabilité individuelle dans le travail.

Mais c'est dans le domaine de la maladie, de la santé des individus, que cette causalité magico-religieuse, et donc cette tendance à la "déresponsabilisation", trouvent le plus à se manifester.

#### *b - L'exemple de la déresponsabilisation sanitaire*

On retrouve dans le domaine de la santé tous les éléments développés précédemment : une grande lucidité des villageois, qui se double d'une incapacité à l'action, et qui se traduit alors par le recours à la causalité magico-religieuse.

Nous avons assisté, lors de nos différents séjours en brousse, à plusieurs sessions sur la santé et la pharmacopée organisées par l'Animation Rurale. Lors de ces sessions, nous avons pu constater que les participants savent très bien citer les sources majeures de maladies : la saleté, l'absence de latrines, l'eau impropre à la consommation, le manque de certains aliments<sup>153</sup>, la prolifération des moustiques. Certains connaissent fort bien les panneaux des animateurs sur les parasitoses, le paludisme. Mais, là encore, cette lucidité n'est le plus souvent suivie, dans les faits, que de bien peu d'actions concrètes.

Par exemple, la prévention sanitaire pour les enfants est accessible à tous ; elle s'oriente autour de trois axes majeurs, le déparasitage<sup>154</sup>, une

<sup>151</sup> On l'a dit : "On verra bien plus tard".

<sup>152</sup> Outre bien sûr les nombreuses limites que nous avons déjà mises en avant dans ce travail.

<sup>153</sup> Les problèmes alimentaires sont plus importants dans les savanes que dans les zones de forêt, où l'on trouve un peu plus de viande de chasse et de produits de cueillette, et où certaines plantes cultivées se développent mieux.

<sup>154</sup> En mai 1994, un traitement de Vermox, coûtait, auprès de l'A.R., 150 F CFA.

alimentation saine<sup>155</sup>, et la lutte contre le paludisme<sup>156</sup>. Mais, malgré la sensibilisation menée, peu d'enfants profitent pleinement de cette prévention, au coût pourtant bien modique.

De même, les villageois ne s'occupent pas toujours bien des malades, ils le reconnaissent volontiers lors des sessions : ils ne leur donnent pas beaucoup à manger, ils n'achètent pas de médicaments avant un stade très avancé de la maladie, etc. Sans doute cela provient-il en partie de ce mépris et de cette peur du "faible" que nous avons plusieurs fois évoqués. Mais la causalité magico-religieuse vient justifier cette absence de prévention, de soins, en posant une idée simple : la santé de l'individu ne dépend guère des actions préventives ou curatives que l'on peut mener, le malade mourra "s'il doit mourir", et ce quoi qu'on fasse. Ceci permet encore de se déresponsabiliser : "si mon enfant meure, ce n'est pas parce que j'ai dépensé mon argent en «ngbako» au lieu d'acheter de la Nivaquine, mais parce quelqu'un m'en veut, ou que Dieu le veut"<sup>157</sup>. Certains villageois estiment aussi que toute mobilisation pour l'hygiène, notamment par l'aménagement de sources, demeure secondaire, puisque "les Africains ne meurent pas des microbes"<sup>158</sup>. De tels arguments permettent de diminuer l'importance de l'échec d'un aménagement, les villageois n'étant pas parvenus à s'entendre.

Nous avons en outre constaté qu'une certaine interprétation des textes bibliques peut conduire à un renforcement de la causalité magico-religieuse, en mettant en relation directe péché et maladie ou mort. A Pavica, au début d'une session de pharmacopée, le Pasteur du lieu mit explicitement cette relation en exergue, dans un sermon improvisé : "on tombe malade à cause de ses péchés". On voit là tout le paradoxe d'une action de l'Animation Rurale basée sur le "kpengo kobéla", la prévention des maladies. Pourquoi mettre en oeuvre

---

<sup>155</sup> La "ngukassa" (soupe de légumes), dont les animatrices font de nombreuses démonstrations, n'est pas coûteuse, n'utilisant que des produits locaux, et est bien plus riche que la bouillie de manioc que beaucoup de femmes se contentent de donner aux enfants. D'une manière générale, il est fort difficile de faire adopter un régime alimentaire équilibré à des villageois qui, dans une logique de survie, "croient qu'ils ont bien mangé alors qu'ils n'ont fait que bourrer le ventre" (Poukalé, 1988, *op. cit.*, p. 271).

<sup>156</sup> Par la destruction des moustiques, la prophylaxie ("nivaquinisation"). Par exemple, tous reconnaissent volontiers que la somme d'argent nécessaire à la moustiquaire du bébé est moindre que celle requise pour une place mortuaire. Mais bien peu achètent cette moustiquaire.

<sup>157</sup> C'est ainsi que la mort est toujours un moment de tension au village, car il pèse un soupçon : le défunt est-il mort naturellement ou a-t-il été "mangé" ?

<sup>158</sup> Propos recueillis par les évaluateurs d'I.N.A.D.E.S. (I.N.A.D.E.S.-Formation-Zaïre, 1994, *op. cit.*, p. 40).

une prévention si finalement la maladie dépend d'une causalité "autre", qu'elle soit divine<sup>159</sup> ou en lien avec la sorcellerie ?

Lorsque la maladie est là et s'ils en ont la possibilité, les villageois préfèrent bien souvent s'en remettre aux "yoro ti amunju", aux remèdes des Blancs, c'est-à-dire aux médicaments industriels, en les dotant, ne serait-ce qu'en les qualifiant de "yoro", de vertus magiques. Ils obtiennent souvent ces médicaments, à un prix assez élevé, auprès des "bubangéré" (les petits revendeurs) ou dans les échoppes des marchés. Mais l'on sait que ces médicaments sont souvent de mauvaise qualité, ne contiennent aucun principe actif ou encore sont largement sous-dosés. Leur prise n'améliore donc que rarement, voire aggrave l'état de santé des personnes concernées<sup>160</sup>, causant ainsi de nombreux décès. Cela ne peut qu'accentuer la conviction de nombreux villageois qu'il existe une fatalité : puisque même les médicaments des Blancs sont inefficaces, la santé dépend moins des soins apportés que d'interventions magico-religieuses. D'autres, qui demeurent au contact des animateurs ruraux, trouvent là une motivation à constituer une "caisse pharmacie".

On voit alors que ce n'est pas dans le contexte actuel de marginalité sanitaire<sup>161</sup> que cette prégnance de la causalité magico-religieuse, avec ce qu'elle implique comme déresponsabilisation, peut s'atténuer. L'impératif d'une structure sanitaire suffisamment dense et efficiente apparaît alors clairement, afin de progressivement réduire une telle prégnance sur les comportements.

Cela s'observe par exemple dans les résultats obtenus par les activités de S.M.I. (Santé Maternelle Infantile) menées par l'Animation Rurale. On constate en effet une nette amélioration de l'état de santé des nourrissons : moins de pertes de poids, moins de mortalité due au paludisme, aux maladies parasitaires usuelles ou à la malnutrition. L'encadrement sanitaire exercé par l'A.R. n'est pourtant constitué que de quelques visites annuelles, quelques conseils non dirigistes, quelques ventes, à prix coûtant, des médicaments essentiels. On peut alors concevoir qu'une intensification de l'appui dans ce domaine permettrait d'obtenir un net recul de la mortalité infantile, aujourd'hui extrêmement élevée, on l'a dit.

---

<sup>159</sup> Nous nous demandons toutefois dans quelle mesure cette interprétation "divine" ne permet pas de ramener une certaine paix dans le village, en évitant la chasse au sorcier coupable de "mon malheur".

<sup>160</sup> A plus forte raison lorsque les posologies sont déterminées, sans fondement médical réel, par les villageois eux-mêmes.

<sup>161</sup> Nous renvoyons le lecteur à la seconde section du chapitre 6. Nous y avons montré que l'intensité du travail agricole est largement conditionnée par l'atteinte ou non d'un minimum sanitaire (cf. *supra*, pp. 453-458).

Une conclusion s'impose alors : des attitudes sanitaires "irresponsables", que l'on met trop souvent et trop rapidement sur le seul compte d'une "tradition" fataliste, pourraient sans doute être peu à peu vaincues si les villageois voyaient s'atténuer leur situation de marginalité, et ce non seulement dans le domaine sanitaire mais aussi sous ses multiples autres aspects, si donc le recours aux explications magico-religieuses devenait moins nécessaire qu'il ne l'est aujourd'hui. Tant qu'un tel recours demeurera aussi indispensable, il semble que le profond fatalisme que l'on observe couramment aujourd'hui perdurera.

### *c - La "fatalité" de la marginalité ?*

Il nous semble en effet important de détailler, afin de clore ce chapitre, un état d'esprit fort répandu, surtout - mais pas exclusivement - dans les villages anciennement cotonniers n'ayant plus aucun contact avec les derniers intervenants extérieurs : beaucoup de paysans estiment que leurs conditions matérielles d'existence constituent une fatalité, que leur marginalité ne peut être atténuée, et qu'ils doivent, pour espérer accéder au "progrès", quitter le microcosme villageois.

Tout d'abord, être paysan, c'est assurément se situer à l'échelon le plus bas de la société<sup>162</sup> ; se sortir de cette condition paysanne, c'est devenir un "évolué"<sup>163</sup>. Il paraît incompatible à beaucoup d'être à la fois riche, "évolué", et de demeurer paysan. Un villageois est en quelque sorte destiné à demeurer pauvre, ignorant et spolié, c'est dans la "nature des choses", de nombreux centrafricains en sont fermement convaincus, paysans y compris. C'est pour cela qu'une fois passé du côté des "évolués", des "kota zo", un ancien paysan n'aura généralement aucun scrupule à profiter des simples villageois.

Ceci implique un sentiment d'infériorité et d'impuissance fort répandu, qui n'est là encore pas issu de quelque fondement culturel, mais de la situation socio-économique de la plupart des acteurs. Car ce n'est pas, comme l'affirme G. Pengaï que "l'idée de travailler pour gagner de l'argent n'est pas encore entrée dans la psychologie du paysan de la brousse africaine"<sup>164</sup>, mais plutôt,

---

<sup>162</sup> Pygmées mis à part, bien entendu.

<sup>163</sup> L'analyse qu'A. Guichaoua mène sur les paysans congolais s'applique ainsi tout-à-fait au cas des villageois de cette région : "Face à ceux qui ont réussi en quelques années à monnayer leur investissement scolaire en une « profession » et des pouvoirs, être paysan ne peut se définir que négativement, sorte d'état « primitif » opposé aux prérogatives sociales spontanément reconnues aux « évolués » selon l'expression traditionnelle en usage dans ces anciennes colonies" (Guichaoua, 1987, *op. cit.*, tome 2, pp. 167-168).

<sup>164</sup> Pengaï, 1982, *op. cit.*, p. 317.

comme le disait déjà R. Dumont en 1965, que ces paysans "ont trop souvent perdu l'espoir de réaliser une réelle et rapide promotion sociale en améliorant leurs techniques de production, en se perfectionnant dans leur métier d'agriculteur"<sup>165</sup>. Et il est probable que si le travail agricole permettait l'obtention de revenus monétaires relativement importants et réguliers, la condition paysanne redeviendrait, certes progressivement, fort enviable aux yeux de nombreux acteurs, et ne serait plus méprisée comme étant une "non activité"<sup>166</sup>. Ainsi, nous ont rapporté des Ngbugu de Mobaye, à une certaine époque, les gains qu'il était possible de tirer de la récolte du café étaient tels que de nombreux planteurs ont pu afficher des signes extérieurs de richesse (case "en dur", toit en tôle, deuxième épouse) supérieurs à ceux de certains fonctionnaires.

Mais le contexte actuel n'est pas fait que de mise en marge économique, il renvoie aussi au grand "désordre" qui règne souvent dans les villages, et qui empêche leurs habitants de "s'élever".

Ce désordre aboutit, on l'a dit, à des relations interindividuelles très conflictuelles, à des jalousies systématiques vis-à-vis de celui qui réussit quelque chose, de celui qui se différencie. Ces jalousies accentuent le risque de l'agression occulte - ou le risque d'être accusé de pratiques occultes - pour celui qui "innove" sur son champ ou qui décide de cultiver ou d'habiter un peu plus à l'écart des autres. Certes, cette menace occulte est plus ressentie que réellement agie<sup>167</sup>, mais du fait de l'importance généralement accordée à la causalité magico-religieuse, elle pèse fortement sur les comportements et stratégies des acteurs. Ce qui paraît être un égalitarisme au niveau global ne constitue en fait qu'une sommation de jalousies interindividuelles, bridant de nombreuses initiatives<sup>168</sup> : c'est clairement plus la menace du "likundu" que celle d'une mise en marge du groupe d'appartenance, d'une sanction sociale "matérielle", qui agit.

Et paradoxalement, cette menace affecte souvent plus celui qui désire innover sur son champ qu'un trésorier, par exemple, qui détourne une somme importante de la caisse d'un groupement. Le second dispose de la possibilité de la fuite (*l'exit option*), on l'a dit, alors que celui qui met en oeuvre de nouvelles pratiques culturelles désire lui rester au village, et est alors d'autant

---

<sup>165</sup> Dumont, 1965, *op. cit.*, p. 34.

<sup>166</sup> Lorsque l'on demande à des enfants des villages ce que font leurs parents, certains répondent clairement : "ala sala yé apé, ala fa yaka", "ils ne font rien, ils cultivent la terre".

<sup>167</sup> On explique *a posteriori* un malheur par l'explication occulte, mais on relève fort peu de cas d'empoisonnements effectifs, par exemple.

<sup>168</sup> Ainsi, les villageois choisissent souvent une parcelle pas trop éloignée de celles des autres, la cultivent comme les autres, y récoltent sensiblement les mêmes produits, etc.

plus exposé aux jalousies de ses voisins ou parents. En outre, si ce trésorier est considéré comme étant quelqu'un d'important et d'influent dans le village, c'est-à-dire un "notable", il sera de ce fait même moins vulnérable au risque occulte, car mieux "protégé"<sup>169</sup>. D'une manière plus générale d'ailleurs, alors qu'il est "normal" de voir un "évolué" prendre une position dominante, il semble à beaucoup intolérable que de simples paysans, partant de la même condition que tous<sup>170</sup>, s'élèvent par leur travail et leurs initiatives au dessus des autres<sup>171</sup>. Cette "réussite" sera d'abord perçue, on le sait, comme le résultat d'une tricherie et exposera les innovateurs aux jalousies de leur entourage.

La menace du "likundu" autorise donc plus, dans bien des cas, la mise en oeuvre de comportements opportunistes de court terme qui nuisent au groupe dans son ensemble, que l'élaboration de stratégies, portant sur un horizon plus lointain, d'innovation et d'intensification. Cela ne laisse souvent aux villageois qu'une alternative fort simple : soit ils demeurent "dans le rang", soit ils tentent de quitter le désordre des villages.

Et effectivement, puisque le "progrès" ne va pas à la brousse, d'une part du fait du maintien en marge des villages, d'autre part à cause du "nivellement par le bas" qui s'opère au sein de ces villages, de nombreux jeunes tentent d'aller vers le "progrès", en fuyant leur brousse d'origine. En conséquence des nombreuses désillusions qu'a pu provoquer la "fuite" vers la ville, cet exode ne signifie pas nécessairement, on l'a dit, l'abandon du travail agricole, mais une perpétuation de ce travail là où il est moins marginalisé, et à l'abri des pesanteurs villageoises. Il est d'ailleurs symptomatique de constater que les principaux signes de dynamisme, d'innovation s'observent souvent en dehors du milieu villageois usuel. Et ce d'autant plus que le départ des éléments les plus jeunes laisse au village une population vieillissante, peu à même de mettre en oeuvre, par exemple, les techniques d'agroforesterie préconisées par le C.F.A.E. ou de constituer les groupements que l'A.R. tente de promouvoir.

Ceux qui restent, surtout dans les villages ne disposant pas de plantations familiales de café, sont donc aussi souvent les plus résignés, les moins aptes à orienter leurs systèmes de production dans le sens de l'intensification, les moins capables de progrès sanitaires, les moins susceptibles d'une gestion correcte de leurs besoins, leurs dépenses, etc. L'unique initiative de changement consiste parfois, pour certains d'entre eux, à

<sup>169</sup> La preuve : il a "réussi", il est devenu autre chose qu'un simple villageois.

<sup>170</sup> A plus forte raison si ces villageois qui bouleversent les routines sont considérés comme des descendants d'esclaves, face aux descendants d'hommes libres.

<sup>171</sup> Ainsi, les villageois estiment "normal" que l'animateur rural mette en pratique dans ses "yaka" les techniques de l'agriculture "améliorée", mais acceptent beaucoup plus difficilement que l'un d'entre eux tente lui aussi de les appliquer sur ses champs.

devenir responsable villageois, en établissant des liens privilégiés avec les intervenants, là où ceux-ci mènent encore quelques activités. Par ailleurs, la tendance à l'alcoolisme, qui s'est développée depuis plusieurs décennies déjà<sup>172</sup>, trouve là un terrain favorable<sup>173</sup>, et touche beaucoup de ces villageois résignés et pour partie désœuvrés.

Dans un tel contexte, les capacités d'action et d'apprentissage des acteurs sont fort limitées, ou pour nous exprimer différemment, la marge de manoeuvre qu'ils détiennent - ou plutôt qu'ils estiment détenir - est particulièrement étroite. Dans cette situation, peu d'alternatives viables leur paraissent envisageables, peu d'opportunités stratégiques s'offrent à eux. Nous pouvons une nouvelle fois citer P. Bourdieu : "La visée de l'avenir dépend étroitement, dans sa forme et sa modalité, des potentialités objectives qui sont définies pour chaque individu par son statut social et par ses conditions matérielles d'existence"<sup>174</sup>. La vision que les acteurs villageois ont de leur situation ne leur permet alors que rarement de modifier fondamentalement leur condition socio-économique, mais plus simplement d'agir avec un certain pragmatisme au quotidien, par exemple face aux intrusions d'intervenants extérieurs, et ainsi de se différencier des autres villageois sans pour autant se sortir d'une "condition" qui leur est commune.

Ils se limitent alors souvent à tenter de préserver ce qui semble pouvoir l'être, à diminuer le poids des incertitudes en privilégiant le *statu quo* et un opportunisme de très court terme, même si cela ne fait qu'accroître, à terme, le sentiment d'insécurité ressenti par tous. Ce paradoxe lié à la gestion de l'incertitude par les acteurs villageois va d'ailleurs constituer l'un des éléments majeurs de la conclusion générale de ce travail.

---

<sup>172</sup> En 1959, P. Kalck met en exergue les conséquences de l'alcoolisme de nombreux Oubanguiens : "Tout effort social dans de telles conditions perd toute signification et l'état sanitaire de la population ne peut connaître aucune amélioration tangible" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 137). Sur le frein que constitue l'alcoolisme au développement agricole, on lira aussi Dumont, 1966, *op. cit.*, chapitre 4.

<sup>173</sup> La consommation du chanvre est aussi très répandue.

<sup>174</sup> Bourdieu, 1977, *op. cit.*, p. 70.



## Conclusion générale

Nous avons tenté, tout au long de ce travail, de mettre en évidence les implications, sur la viabilité d'une agriculture perpétuée par de petits producteurs familiaux et profondément désorganisée par son histoire, d'une situation globale de mise en marge. Les conclusions que nous pouvons tirer d'une telle analyse s'orientent autour de 5 axes principaux.

Tout d'abord, nous pouvons proposer un résumé succinct, sous la forme déjà adoptée pour la présentation de nos hypothèses théoriques, de ce qui a été montré dans notre travail.

Ensuite, nous allons particulièrement insister sur la question des capacités, en montrant le nécessaire dépassement de l'usuelle opposition "tradition-modernité" et en revenant sur les différences séparant Yakpa et Ngunu.

Le troisième axe nous permettra de revenir sur la problématique "institutionnelle", sur l'importance des "encadrements" dans le processus de développement. Nous ferons alors référence aux analyses récentes tendant à proposer des lectures comparatives des expériences africaines et asiatiques. Nous insisterons aussi sur la notion d'"autonomisation" des acteurs.

Puis nous explorerons les implications théoriques de notre travail, en nous interrogeant sur l'existence d'un ordre lexicographique et en revenant sur deux concepts clés de notre travail, celui de capacité et celui de marginalité.

Enfin, le cinquième et dernier axe nous amènera de nouveau sur le "terrain", puisqu'il s'agira d'envisager l'applicabilité éventuelle de nos analyses à d'autres contextes que celui des villages de la région d'Alindao, et de tracer diverses perspectives, de tenter d'établir "de quoi demain sera fait" pour ces villages. Nous reviendrons alors sur les modalités de l'intervention extérieure rendue nécessaire par le contexte actuel et le poids de l'histoire, et sur les possibilités d'émergence de la "voie paysanne", plusieurs fois évoquée.

## 1. Résumé succinct des analyses proposées

### a - Les hypothèses théoriques

#### Les hypothèses

- H1.** Les capacités cognitives des individus sont limitées.
- H2.** Les décisions ont une dimension procédurale.
- H3.** L'environnement est incertain.
- H4.** Les capacités des acteurs dépendent pour partie de leur "condition socio-économique".
- H5.** Il y a interaction entre acteur et système.
- H6.** Il y a hétérogénéité des acteurs.
- H7.** Les référents de l'individu sont multiples, mais la rationalité demeure unique.
- H8.** L'intérêt "égoïste" ("*self-interest*") ne constitue pas le déterminant unique des décisions. Celles-ci ont aussi une dimension "éthique".
- H9.** Principe de l'homme en interaction : l'action individuelle est toujours à replacer dans un contexte local précis.
- H10.** Principe de l'homme "historique" : l'action individuelle doit être étudiée en dynamique et être ancrée dans une histoire.
- H11.** Les individus sont tous aversifs à l'effort, une aversion variable selon les acteurs et leur situation.
- H12.** Il existe deux types d'apprentissages, certains sont "positifs", d'autres "négatifs" (les évocations).

#### Les conséquences

- C1.** La recherche de solutions satisfaisantes constitue le cas général ; l'optimisation ne constitue qu'un cas très particulier. (H1, H2, H3).
- C2.** Les processus d'apprentissage jouent un rôle primordial dans l'adaptation des individus à leur environnement. (H1, H2, H.3).
- C3.** Il existe toujours des asymétries d'informations. (H1, H4).
- C4.** La dimension stratégique des comportements est fondamentale. (H8, H9, C3).
- C5.** Les individus font tous preuve d'une aversion pour risque, variable selon leur situation. (H1, H3).
- C6.** Les individus font tous preuve d'une préférence pour le présent et d'un attachement à la routine, variables selon leur situation. (H1, H3, C1, C5).
- C7.** Les anticipations ne sont pas parfaites. (H3, C1, C3, C6).

- C8.** Les normes de satisfaction doivent être rattachées au contexte qui les fait naître. (H4, H9, H10).
- C9.** L'individu recherche toujours une certaine autonomie. (H6, H9).
- C10.** L'individu n'aime pas l'isolement et recherche toujours certaines relations avec les autres. (H6, H9).
- C11.** Les niveaux "micro", "méso" et "macro" sont interconnectés. (H9, H10).
- C12.** Les groupes d'appartenance des acteurs - notamment l'ethnie - doivent être pris en compte. (H9, H10).
- C13.** Il existe un important besoin d'organisation. (H1, H3, C10).
- C14.** Le ménage constitue une organisation. (H6).
- C15.** Les règles ont, dans tous les domaines des relations interindividuelles, une grande importance. (H6, C5).
- C16.** L'incertitude est à la source du pouvoir, mais elle permet aussi de le limiter. (C4, C5, C9).

#### Les hypothèses spécifiques

- H<sub>a</sub>1.** Principe de saisonnalité.
- H<sub>a</sub>2.** Principe de spatialité.
- H<sub>a</sub>3.** Il y a une forte simultanéité des travaux agricoles, il n'y a donc que peu de possibilités de location de travail.
- H<sub>a</sub>4.** Il existe divers coûts spécifiques à l'activité agricole.
- H<sub>a</sub>5.** Il existe diverses incertitudes spécifiques : on relève notamment une forte covariance des "risques naturels".
- H<sub>a</sub>6.** On distingue cinq ensembles de référents : une dimension marchande ; une dimension agricole ; une dimension domestique ; une dimension civique ; une dimension magico-religieuse.
- H<sub>a</sub>7.** Le système de production agricole (ou système agraire) s'analyse en trois systèmes imbriqués : le système de production, le système de culture, et le système d'exploitation.
- H<sub>a</sub>8.** On distingue six ensembles de facteurs de production : la terre, les travailleurs, le savoir-faire, l'outillage et les intrants, les arbres, et enfin les animaux.
- H<sub>a</sub>9.** L'absence (ou la défaillance) d'un de ces facteurs influe, à la baisse, sur la production agricole.

#### Les conséquences spécifiques

- C<sub>a</sub>1.** Les marchés agricoles sont très imparfaits. (H1, H<sub>a</sub>1, H<sub>a</sub>4, H<sub>a</sub>5).
- C<sub>a</sub>2.** Le marché de l'épargne et du crédit se développe difficilement. (H<sub>a</sub>5).

- C<sub>a</sub>3.** Le marché du travail est de taille limitée. (H<sub>a</sub>2, H<sub>a</sub>3).
- C<sub>a</sub>4.** La préférence pour le présent et la recherche de "stabilités" sont renforcées par le poids des incertitudes spécifiques. (C6, H<sub>a</sub>5).
- C<sub>a</sub>5.** On ne peut poser d'ordre lexicographique *a priori*. (C8, H<sub>a</sub>6).
- C<sub>a</sub>6.** L'action d'un intervenant extérieur "crée" des acteurs. (H6, C4, H<sub>a</sub>6).
- C<sub>a</sub>7.** Les objectifs des intervenants et ceux des villageois sont rarement identiques. (H6, C4, C<sub>a</sub>6).
- C<sub>a</sub>8.** Les stratégies de gestion du risque peuvent freiner les processus d'innovation. (H4, C6, C<sub>a</sub>4).
- C<sub>a</sub>9.** La réussite des interventions présentes est conditionnée par les expériences passées. (H10, H12).
- C<sub>a</sub>10.** Les logiques du système productif agricole sont potentiellement accessibles à l'acteur. (H5, H<sub>a</sub>7).
- C<sub>a</sub>11.** Il y a un fort besoin d'organisation en milieu agricole. (C13, H<sub>a</sub>5, C<sub>a</sub>1).
- C<sub>a</sub>12.** La "participation à l'O.V. ne va pas de soi. Elle dépend de nombreuses conditions, liées au contexte d'apparition de l'organisation : stratégies individuelles de ses membres (C4), histoire (H10, H12), incitations économiques (H4, H8, C<sub>a</sub>1), régulation (C15), environnement favorable ou non (H4).
- C<sub>a</sub>13.** L'O.V. est un lieu de compromis entre plusieurs modalités de coordination des comportements individuels. (H<sub>a</sub>7, C<sub>a</sub>12).

### *b - la démonstration*

#### Le contexte historique

##### *La migration*

- P1.** Logique guerrière des systèmes de production.
- P2.** Fragilisation des encadrements précoloniaux.
- P3.** Adaptation des Ngbugu plus ancienne que celle des Yakpa.

##### *La colonisation*

- P4.** Imposition du coton, abandon du sorgho et généralisation du manioc.
- P5.** Regroupement des villages.
- P6.** Disparition des encadrements précoloniaux.
- P7.** Monétarisation des systèmes productifs agricoles.
- P8.** Résistances accrues des Ngbugu.

##### *La modernisation*

- P9.** Culture cotonnière comme pilier de la modernisation.
- P10.** Extension des phénomènes d'érosion.

- P11.** Expansion des plantations familiales de *Robusta*, dans les zones propices.
- P12.** Nombreux aléas et dysfonctionnements de l'encadrement rural (administratif, technique, etc.).
- P13.** Inefficiences du contrôle étatique des marchés (traite, instabilités).
- P14.** Imposition et échec d'expériences coopératives non désirées.
- P15.** Plus grande "docilité" des Yakpa que des Ngbugu.

#### Le contexte actuel

- M1.** Faiblesse et irrégularité de la circulation monétaire.
- M2.** Asymétries de marché. Perpétuation des mécanismes de traite.
- M3.** Instabilités des marchés.
- M4.** Retrait (ou absence) de structures de "développement".
- M5.** Faillite du système scolaire.
- M6.** Faillite de la Santé publique.
- M7.** Mauvais état des infrastructures routières.
- M8.** Stratégies de prédation des représentants de l'autorité.
- M9.** "Poussée" des éleveurs.
- M10.** Suppression de la production cotonnière.

#### Les implications essentielles

- I1.** Désorganisation des villages. (C<sub>a</sub>11, P6, P7, M1).
- I2.** Très forte aversion au risque et très forte préférence pour le présent et pour le *statu quo*. (C<sub>a</sub>4, P1, P12-13, M3).
- I3.** Primat fréquent de stratégies opportunistes de très court terme. (C<sub>a</sub>5, M4, M8, I1).
- I4.** "Imprévoyance" alimentaire et productive. (C<sub>a</sub>2, M3, I2, I3).
- I5.** Diminution des superficies défrichées et cultivées. (H<sub>a</sub>9, P9, P10, M3, M6, M7, M9, M10).
- I6.** Perpétuation de comportements "destructeurs" ou "inadaptés". (C<sub>a</sub>8, P1, P10, M4, M9, I2).
- I7.** Echecs des organisations rurales. (C<sub>a</sub>12, C<sub>a</sub>13, P14, M1, M5, I2, I3).
- I8.** Les différences entre Yakpa et Ngbugu : moindre déséquilibre de D.S.T. dans les unités domestiques Ngbugu ; plus grande viabilité de l'agriculture Ngbugu. (C12, P3, P8, P11, P15).
- I9.** Recours à une pluriactivité d'autosubsistance. (H<sub>a</sub>1, P13, M1, M10)
- I10.** Exode rural, définitif ou temporaire. (H<sub>a</sub>3, M8, M10, I1)
- I11.** Faible ouverture sur le monde extérieur. (C10, P12, M4, M5, M7).

112. Recours systématique à une causalité "magico-religieuse" et "déresponsabilisation" des acteurs. (H<sub>2</sub>6, I1, I2).

Quels enseignements tirer d'une telle démonstration ? Le premier est sans doute la confirmation du nécessaire dépassement de l'usuelle dichotomie "tradition-modernité".

## 2. Capacités, "modernité" et "tradition"

Nous allons donc à nouveau nous attarder sur ces notions de "tradition", de "modernité", à la lumière des enseignements qu'une analyse en termes de "capacités" permet de tirer. Nous reviendrons alors, en suite à ce qui aura été dit, sur les différences séparant souvent les Yakpa des Ngbugu.

### *a - Quels "blocages" pour quelle "tradition" ?*

On a montré dans le premier chapitre de ce travail que la problématique du développement s'est longtemps résumée, pour nombre d'analystes, à l'interrogation suivante<sup>1</sup> : comment faire passer les populations concernées de la "tradition" à la "modernité", de l'"arriération" économique au développement ? Les raisonnements menés dans ce travail nous amènent à revisiter cette question, tant sous l'angle de la "tradition" à dépasser que sous celui de la "modernité" à promouvoir.

Tout d'abord, nous pouvons réfuter l'image de sociétés immobiles parce que "traditionnelles" : ce qui semble n'être que "tradition" immobile lorsqu'on l'observe sur un court laps de temps ne s'avère être qu'un moment particulier d'une longue histoire ; ce qui s'analyse, dans l'immédiat, comme un "tréfond culturel" n'est que le fruit des conditions d'existence passées des acteurs, susceptible donc d'évoluer en fonction des variations de l'environnement ; de telles conditions d'existence sont d'ailleurs désormais très liées aux expériences passées de développement ; enfin, alors qu'elles ont souvent été qualifiées de "traditionnelles", les pesanteurs elles-mêmes sont d'abord issues du poids du contexte au sein duquel s'insèrent les acteurs, s'exprimant par exemple dans les stratégies contre-aléatoires que ces derniers mettent en oeuvre.

---

<sup>1</sup> Cf. *supra*, pp. 56-66.

L'origine de ces pesanteurs, de ces blocages internes, semble donc d'abord à rechercher dans l'expérience vécue des acteurs et dans celle de ceux qui les ont précédés. Ceci permet d'expliquer pourquoi des villageois agissant dans des systèmes productifs différents, mais placés dans une même situation de mise en marge, vont réagir différemment, plus ou moins bien s'y adapter, se replier sur des coutumes sécurisantes ou au contraire délaissier leurs villages, etc. Dans le cas des populations Banda de la région d'Alindao, l'impact de la marginalité est d'autant plus fort qu'elle survient au sein de systèmes productifs très fragilisés par l'histoire ; et l'origine des résistances à l'intervention de développement qui subsiste semble à rechercher du côté de cette fragilité plutôt que de celui d'hypothétiques blocages culturels. Une telle fragilité légitime d'ailleurs la perpétuation d'une intervention extérieure, nous le verrons<sup>2</sup>.

Il apparaît donc impératif de délaissier la trop claire dichotomie entre un développement synonyme de "progrès" et une "tradition" synonyme d'obstacle à ce "progrès", tant le développement fait aujourd'hui parti de l'expérience des acteurs, même si cette expérience s'avère souvent négative.

De plus, après avoir relativisé l'idée de tradition, nous pouvons aussi nuancer l'autre terme de la dichotomie usuelle, la "modernité". Nous nous interrogeons : quelle "modernité" est proposée aux populations de cette région, alors que prévalent des logiques d'exclusion et de repli sur une précaire survie ? Est-il cohérent de vouloir s'attaquer aux blocages internes des villages sans n'avoir rien d'autre à proposer que la mise en marge ?

C'est ce que remarquait F. Gilguy en 1991 : "Aujourd'hui, les autorités centrafricaines souhaitent s'attaquer aux handicaps socio-culturels de l'agriculture centrafricaine, en s'intéressant à l'ensemble des comportements et du mode de vie des populations rurales. Cette entreprise de longue haleine, cependant, serait vouée à l'échec si l'environnement général de celles-ci tardait trop à être amélioré"<sup>3</sup>. Cette omission - volontaire ? - de l'influence de l'environnement sur les comportements des producteurs a d'ailleurs été une constante des politiques agricoles, comme si l'on espérait, en quelque sorte, que ces producteurs s'avèrent irrationnels, qu'ils produisent mieux et plus alors que le contexte leur est particulièrement défavorable. Nous l'avons montré : le premier handicap à surmonter est incontestablement celui de l'exclusion des marchés, d'une société centrafricaine en décomposition, de l'action de bailleurs peu attirés par ce "bout du monde", etc.

<sup>2</sup> Cf. *infra*, pp. 606-609.

<sup>3</sup> Gilguy, 1991, *art. cit.*, p. 3077.

Nous avons aussi montré, au fil des chapitres, certaines différences séparant, d'une manière générale, Ngbugu et Yakpa. Quels enseignements peuvent être tirés de telles différences ?

*b - Yakpa et Ngbugu*

Nous avons vu que les derniers intervenants extérieurs se tournent en priorité vers les populations Yakpa, réputées plus "malléables" que les Ngbugu, postulés eux "indociles". Une question se pose alors : est-ce qu'une réorientation des actions de développement vers ces populations Ngbugu, ainsi que le tente depuis peu l'Animation Rurale par exemple, peut être à même d'atténuer une telle "indocilité" et d'orienter ces populations vers une agriculture plus intensive et plus durable ? En d'autres termes, les blocages internes des systèmes productifs Ngbugu sont-ils moins pesants que ceux constatés parmi les populations Yakpa ?

Il est vrai que les Ngbugu conservent généralement, on l'a montré, un attrait certain et de réelles aptitudes pour le travail de la terre. Ils n'ont pas, à l'inverse de beaucoup de Yakpa, perdu leur intérêt pour les activités agricoles, et particulièrement pour les cultures vivrières destinées à l'autoconsommation. Ils font souvent preuve de plus de régularité, de moins d'"imprévoyance" dans leur travail agricole. Leurs systèmes productifs semblent donc demeurer sensiblement plus viables que ceux des Yakpa.

Mais l'on constate dans leurs villages les mêmes symptômes de désorganisation : difficultés à régler les conflits interpersonnels, primat des stratégies opportunistes de court terme au sein des groupements, monétarisation du lien social, etc. En outre, eux aussi sont souvent laissés en marge des marchés. Certes, de nombreux Ngbugu, de part les caractéristiques agroclimatiques des terroirs qu'ils occupent, conservent actuellement certaines relations avec les circuits d'échanges, grâce à leurs plantations de café. Mais la situation des marchés internationaux du café ne permet raisonnablement pas d'envisager une diminution majeure, sur cette seule base, de la marginalité villageoise, qui inclut on le sait de multiples aspects.

Voilà pourquoi, même si les systèmes productifs Ngbugu semblent moins fragilisés que ceux des Yakpa par leur histoire, il semble bien que la situation actuelle d'exclusion pèse globalement de manière identique sur l'ensemble des acteurs. Les attitudes face à la santé, face à la participation, face à l'intervention de développement là où elle est encore menée, etc.,



paraissent souvent assez proches. Les rares actions en milieu Ngbugu<sup>4</sup> laissent d'ailleurs à penser que les développeurs se heurteraient partout à des difficultés de même ordre. Il y aurait sans doute lieu de mettre en oeuvre des actions adaptées aux spécificités du "caractère Ngbugu", mais le contexte actuel de désengagement ou de non engagement ne permet guère de l'envisager.

Notre réflexion nous a donc amené à remettre en cause certains des présupposés à la base des grandes théories du développement, lorsqu'il était encore partout question, même en Occident, de modernisation. De tels présupposés peuvent d'ailleurs sembler obsolètes, puisque "tradition" et "développement" sont désormais des notions étroitement mêlées.

Mais nous voulons aussi nous référer, afin de mieux situer notre réflexion, à des débats beaucoup plus récents, qui portent eux sur la question des institutions.

### 3. Encadrement et autonomisation des acteurs

Les résultats obtenus dans notre travail nous conduisent à un paradoxe apparent ; en effet, nous en déduisons à la fois la nécessité des "encadrements" institutionnels, sur laquelle insistent notamment les géographes, et l'impérative autonomisation des acteurs ; sans ces deux éléments, il semble que l'actuel opportunisme de très court terme sera amené à se perpétuer et à demeurer dominant dans les comportements.

#### *a - La question des institutions, ou "encadrements"*

Le rôle des "encadrements" dans le développement en général et dans celui du milieu rural en particulier a fait l'objet, ces dernières années, de nombreux travaux. Selon P. Gourou rappelons le<sup>5</sup>, les techniques d'encadrement sont constituées des techniques de relations entre les hommes et des techniques d'organisation de l'espace. Un économiste parlerait lui des "institutions", ensembles complexes de normes, de règles et de comportement conçus pour une fin collective. Certaines, on l'a dit, sont des organisations, tel le groupement villageois, d'autres pas, comme la "palabre"<sup>6</sup>. Au delà des

<sup>4</sup> Nous avons évoqué, au fil de notre travail, les cas de Ndatoko et de Kpanga IV, deux villages peuplés l'un complètement, l'autre en partie de Ngbugu.

<sup>5</sup> Cf. *supra*, pp. 120-121.

<sup>6</sup> Cf. *supra*, p. 143.

différences de terminologies, institutions et techniques d'encadrement renvoient de manière identique au cadre au sein duquel agissent les acteurs.

C'est d'ailleurs à ce niveau que des géographes, mais aussi des économistes, des agronomes, etc., ont entrepris de rechercher les causes de la divergence croissante entre situations asiatique et africaine. L'exemple le plus significatif de cette recherche est sans doute *Asie-Afrique : Greniers vides, greniers pleins*<sup>7</sup>. Selon les auteurs ayant participé à cet ouvrage, les lacunes des encadrements africains contribuent pour une large part à expliquer le retard agricole pris par ce continent, et la faible prise des processus d'intensification.

Certes la portée d'un éventuel "modèle" asiatique est à considérer avec précaution<sup>8</sup>, mais il n'en demeure pas moins que la question institutionnelle demeure prédominante dans la brousse africaine. P. Gourou est particulièrement explicite : "la rénovation de l'agriculture met en cause la vieille civilisation africaine. Cette rénovation ne dépend pas seulement de l'offre de meilleures semences, d'engrais, d'engins motorisés ; elle dépend avant tout de l'aménagement des techniques d'encadrement. Cela, seuls les Africains peuvent le faire"<sup>9</sup>.

Or, nous avons pu constater que ces techniques sont sinon inexistantes, tout au moins largement inopérantes dans la région d'Alindao, et ce à différents niveaux. En premier lieu, on sait ce qu'il en est de l'Etat centrafricain : il n'est plus à même de fournir un cadre législatif adéquat, les infrastructures nécessaires, la sécurité qui faciliterait une éventuelle "révolution" des pratiques agricoles. Le modèle de l'"Etat-bouclier" asiatique ne semble alors pas pouvoir être reproduit. On sait aussi que les encadrements précoloniaux, fragilisés par les conflits du XIX<sup>ème</sup> siècle, n'ont guère résisté au choc colonial et aux politiques de modernisation. Ils laissent des villages profondément désorganisés, peu à même par exemple d'assumer le risque de l'intensification. Cette désorganisation touche jusqu'aux unités domestiques des systèmes productifs, les ménages, dont les membres ne parviennent que difficilement à coordonner leurs comportements et leurs stratégies. Dans un tel contexte, on a montré qu'une structuration ne peut guère être menée à bien,

---

<sup>7</sup> Brunel, 1986, *op. cit.* Dans l'introduction de l'ouvrage, G. Etienne pose clairement : "Le rôle des techniques d'encadrement des hommes, leur degré d'efficacité a été très important dans le passé et le reste plus que jamais de nos jours. Nombre de défaillances économiques et sociales s'expliquent en partie par les carences dans ce domaine" (p. 8).

<sup>8</sup> Ce "modèle" combine trois éléments essentiels : une "Révolution Verte", un Etat bouclier, et une pauvreté de masse.

<sup>9</sup> Gourou, 1991, *op. cit.*, p. 8.

que bien peu d'organisations constituées sur base villageoise se révèlent viables.

Il n'y a donc ni cadre étatique, ni cadre "coutumier", ni cadre villageois qui semble pouvoir faciliter la diffusion des techniques intensives, de progrès sanitaires, etc. Et il ne suffit sans doute pas d'être "assiégé", en l'occurrence d'être pressé par la poussée des éleveurs Mbororo, pour mettre en oeuvre une intensification, si aucune institution n'est apte à encadrer cette transformation des pratiques agricoles. Rappelons d'ailleurs le contre-exemple de la F.N.E.C., donné à la fin du chapitre 7<sup>10</sup>. C'est pour une large part parce que leurs autorités "coutumières" sont mieux préservées, parce qu'ils ont bénéficié d'un important soutien des développeurs et, un temps, de l'Etat centrafricain, parce qu'ils ont enfin constitué une puissante Fédération Nationale, que les éleveurs représentent aujourd'hui une force économique et politique incontournable en Centrafrique.

D'une manière plus générale, toutes les expériences de développement, passées et présentes, sous toutes les latitudes, ont démontré l'importance des techniques d'encadrement, le rôle des institutions ; jusqu'à preuve du contraire, nous ne voyons pas comment les systèmes productifs de la région d'Alindao pourraient échapper à cette règle. En cela, notre travail ne fait qu'étayer davantage les thèses des auteurs qui voient dans les encadrements, les institutions, la clé de toute adaptation réussie à l'environnement, c'est-à-dire de toute viabilité d'une agriculture. P. Pélissier résume fort bien ces thèses lorsqu'il pose que l'inégalité des différentes agricultures africaines "(...) est d'abord fille de l'aptitude à la mobilité ou du repli sur soi, de la capacité à contrôler l'espace ou de l'absence de cadres et de projet collectif, de la cohésion des structures sociales et familiales ou de leur dissolution, de l'efficacité des organisations ou de la sclérose des institutions"<sup>11</sup>.

Mais, en parallèle à l'impératif institutionnel, nous pouvons aussi insister sur l'importance d'une certaine autonomisation des acteurs.

#### *b - L'autonomisation des acteurs*

Il nous faut clairement distinguer entre l'individualisme dans le sens du "chacun pour soi" et l'autonomisation des acteurs, qui renvoie elle à l'idée de responsabilisation, que nous avons plusieurs fois évoquée, et à la notion de capacité : l'autonomie de l'acteur s'accroît avec ses capacités à agir, à modifier

---

<sup>10</sup> Cf. *supra*, pp. 519-521.

<sup>11</sup> Pélissier, 1995, *op. cit.*, p. 254.

le cours de son destin, à entrer en relation avec autrui sur d'autres modes que le seul opportunisme de court terme (par exemple en participant à une organisation villageoise), etc. Cette autonomisation est aujourd'hui bridée par deux freins essentiels : la désorganisation des villages d'une part, leur marginalité de l'autre. La conjonction de ces deux facteurs permet d'éclairer un apparent paradoxe, particulièrement mis en évidence dans la quatrième partie de notre travail : on y a relevé à la fois la faiblesse des encadrements et la force de ce qu'il est convenu d'appeler la "répression communautaire" contre ceux qui tendent à s'autonomiser, ce qui peut effectivement paraître contradictoire.

En premier lieu, les nombreuses défaillances institutionnelles limitent les possibilités d'autonomisation des acteurs. En effet, on l'a vu, la disparition des encadrements coutumiers a laissé la place à un apparent "contrôle communautaire", qui ne constitue en fait que l'expression des multiples jalousies interindividuelles induites par l'insuffisance des règles de conduite en vigueur dans les villages et les familles. On a ainsi montré comment celui qui innove sur sa "yaka" s'expose à des risques "occultes" qu'il peut s'estimer incapable d'assumer ; il préfère alors s'en tenir au *statu quo*.

On a là un cas de figure assez particulier. Il ne s'agit plus de préconiser l'évolution d'encadrements coutumiers qui s'avèrent beaucoup trop contraignants, qui empêchent l'autonomisation des membres du groupe considéré<sup>12</sup>. La situation est ici encore plus délicate : l'absence d'institutions efficaces laisse la place à l'"anarchie" des jalousies et des comportements opportunistes immédiats. Un tel contexte ne peut guère conduire à l'autonomisation des acteurs : on a vu en effet que le primat accordé à des attitudes opportunistes et à l'immédiateté conduit en dernier recours à un accroissement de l'incertitude ressentie par tous les acteurs, au maintien d'un climat relationnel peu favorable, réduisant d'autant les capacités de ces acteurs, et donc leur autonomie. En conséquence, et contrairement à ce que l'on pourrait concevoir de prime abord, les défaillances institutionnelles constatées ne permettent pas aux individus d'acquérir plus d'autonomie.

En second lieu, la situation de marginalité vécue dans de nombreux villages ne permet guère l'émergence d'opportunités d'autonomisation. Là encore, on a montré comment leur condition socio-économique incitait les

---

<sup>12</sup> P. Gourou insiste par exemple sur la "(...) nécessité d'une révolution des encadrements pour obtenir une rénovation des techniques de production. Sans l'abandon de la propriété communautaire, sans l'atténuation des contrôles familiaux, aucune évolution vers la propriété privée, l'agriculture intensive, l'enrichissement des exploitants ne peut être valablement envisagée" (Gourou, 1991, *op. cit.*, pp. 184-185).

acteurs à recourir de manière quasi-systématique à la causalité magico-religieuse. Tant que les fondements matériels d'un tel recours subsisteront, c'est-à-dire tant que la situation des villageois demeurera celle qu'elle est aujourd'hui, on voit mal comment ces derniers pourraient être amenés à établir de liens plus nets entre leur travail, leurs actions, et leur situation présente, comment ils deviendraient plus autonomes qu'ils ne le sont aujourd'hui<sup>13</sup>. Il apparaît donc que tant que la marginalité perdurera, l'autonomisation des acteurs, nécessaire à la mise en oeuvre d'une intensification culturelle, à une participation accrue aux organisations villageoises, ne pourra guère émerger. Et continueront à prédominer des stratégies orientées vers la satisfaction personnelle de très court terme. Une telle prédominance renvoie d'ailleurs à l'un des enseignements théoriques que nous tirons de nos analyses.

#### 4. Quelques implications théoriques

La première implication va nous porter en effet à reconsidérer l'idée, émise dans le chapitre 2, d'un ordre lexicographique. La seconde nous amènera à insister de nouveau sur le concept de "capacités". Enfin, nous reviendrons sur le concept de marginalité, et proposerons une relecture de ses multiples dimensions à la lumière des enseignements de différents courants de l'analyse économique.

##### *a - Un ordre lexicographique ?*

Dans le chapitre 2, nous posons l'impossibilité de poser *a priori* un ordre lexicographique, permettant une hiérarchisation des différentes modalités de justification et de coordination des actions individuelles<sup>14</sup>. Reposons nous la question : les acteurs accordent-ils une claire priorité à leur appartenance familiale, c'est-à-dire à l'unité domestique à laquelle ils appartiennent ; ou plus largement à leur identité clanique ou ethnique, voire nationale ; tiennent-ils fortement compte de leur éventuelle participation à une organisation villageoise, ou de leur inclusion au sein d'une "communauté de croyants" ; ou

---

<sup>13</sup> En ce sens, nous approuvons G. Gosselin lorsqu'il parle d'un traditionalisme de l'anomie : "le traditionalisme de l'anomie et de la marginalisation n'est pas fondamental, il est instrumental. Il est un produit de cette insuffisance de modernité, et en tant que tel il est imposé, extérieur, négatif" (Gosselin, 1980, *op. cit.*, p. 204).

<sup>14</sup> Cf. *supra*, p. 177.

enfin ne se soucient-ils que de leur propre intérêt, sans se soucier des multiples autres aspects de leur cadre de vie ?

Il semble bien périlleux d'établir un ordre entre ces différentes dimensions, car la place accordée à l'une ou l'autre dépendra de chaque situation, pour chaque acteur. La faillite des encadrements empêche en fait les individus de se référer à une hiérarchie claire et impérative, à laquelle satisferait la majorité de leurs actions. Toujours en lien avec cette faillite des encadrements, une seule régularité nous paraît pouvoir être dégagée : le primat souvent accordé à une dimension que nous avons appelée "marchande", se traduisant par une généralisation de comportements opportunistes de très court terme.

Ce primat met à mal la confiance nécessaire au bon fonctionnement des unités domestiques, empêche l'émergence de comportements "citoyens", dans le cadre par exemple d'une organisation villageoise, dépasse même souvent la force des convictions religieuses. Il désorganise encore un peu plus les villages et bride la recherche d'alternatives endogènes à leur mise en marge.

Nous pouvons d'ailleurs rappeler les analyses d'A. Sen sur les "rational fools" : selon lui, l'individu de la théorie standard a un comportement peu viable, parce qu'uniquement tourné vers son intérêt propre. Il distingue alors deux questions<sup>15</sup> : il faut d'abord savoir si les êtres humains se comportent en réalité d'une manière exclusivement intéressée ; si c'est le cas, cette attitude s'avérerait-elle efficace ? Ce que l'on observe dans les villages permet d'apporter divers éléments de réponse empiriques à cette question théorique. Les acteurs villageois accordent effectivement dans de nombreux cas - mais jamais de manière exclusive<sup>16</sup> - la priorité à leur intérêt strictement personnel et immédiat. De telles attitudes sont-elles viables ? L'observation concrète montre que non. Elles ne sont pas efficaces car elle ne crée guère de bien-être pour les villageois ; même celui qui, par exemple, détourne la caisse d'un G.I.R., n'obtient souvent que des montants faibles et accroît du même coup le risque d'être victime de représailles "occultes". Elles ne sont pas non plus durables car elles hypothèquent l'émergence potentielle de nouveaux comportements participatifs et la restauration d'une certaine confiance interindividuelle, qui seules permettraient la réalisation d'améliorations sanitaires, productives, etc. On retrouve l'idée selon laquelle cette façon de lutter contre les incertitudes ressenties, en "mangeant" ce que l'on parvient à obtenir, renforce en dernier recours les incertitudes de tous, et particulièrement de celui qui "mange".

<sup>15</sup> Sen, 1993, *op. cit.*, p. 23.

<sup>16</sup> Ce qui empêche bien entendu d'assimiler le cas théorique des "idiots rationnels" à nos observations menées dans les villages de cette région.

Cette analyse ne fait donc que confirmer l'importance de ce que A. Smith lui-même appelait les "règles de conduite", et l'impératif d'une émergence de comportements "citoyens" : "(...) la citoyenneté, pose A. Brun, se comprend aujourd'hui comme moins d'individualisme ou comme l'adhésion à des valeurs et des contraintes collectives, ou plutôt, pour en saisir l'aspect positif, comme participation à des projets dont on mesurera les bienfaits non pas tant à l'intérêt individuel qu'on en tirera, mais à l'épanouissement collectif et à la réduction des inégalités qu'ils permettront"<sup>17</sup>. Une telle "citoyenneté", qui s'exprimerait particulièrement dans la participation aux actions communes et aux organisations villageoises ne peut guère devenir effective dans ces villages à la fois désorganisés et marginalisés.

C'est donc la première implication théorique de ce travail : la nécessité de l'encadrement assuré, à différents niveaux, par les institutions, le rôle des normes de conduite et des règles de comportements, en somme l'impératif de "l'éthique". Mais tel n'est pas le seul enseignement théorique de nos analyses, nous pouvons aussi insister sur la notion de "capacité".

#### *b - La question des capacités*

Le deuxième enseignement théorique renvoie en effet à la conception de la rationalité que nous avons adoptée dans le chapitre 2. Nous avons voulu proposer une approche permettant de dépasser le débat usuel qui oppose holisme et individualisme méthodologiques<sup>18</sup>. Cette conception nous a permis de montrer l'existence, pour toute situation observée, à la fois de diversités et de régularités. Nous avons exprimé cette dualité à l'aide de l'idée de capacités, en posant que la marge de manoeuvre, c'est-à-dire l'autonomie, de tout acteur dépend de sa condition socio-économique, du contexte au sein duquel il se situe.

Nous ne pouvons donc guère parler d'efficacité, de viabilité, d'une agriculture, sans prendre en considération les conditions concrètes dans lesquelles les paysans doivent décider leurs stratégies. De quelles possibilités stratégiques disposent par exemple les producteurs du Yambélé, lorsque priment des logiques d'exclusion des marchés ?

Ainsi, lorsque l'on recherche, dans les villages, un esprit innovateur, dynamique, censé porter une alternative efficace au désengagement étatique, les limites des capacités des acteurs sont à considérer avec attention. Car les

---

<sup>17</sup> Brun, 1995, *art. cit.*, p. 13.

<sup>18</sup> Cf. *supra*, pp. 156-159.

comportements innovateurs ne peuvent émerger *ex-nihilo*. Leur apparition - ou leur non-apparition - dépendent d'abord des conditions matérielles d'existence, passées et présentes ; passées, ce qui implique de s'engager dans une prise en compte du temps long, et d'affronter la difficulté à mettre en lumière les influences de ce qui a été vécu hier sur ce qui est agi aujourd'hui ; présentes car de tels comportements nécessitent, on l'a vu, d'une part des opportunités économiques, d'autre part un contexte institutionnel, d'appui, plus favorable. Ceci nous permet de conserver une vision d'économiste, d'éviter par exemple le piège - pour nous - des explications culturalistes, tout en dépassant certaines limites des schémas standards.

Nous ne pouvons ainsi pas recourir à des notions telles que celle d'optimum de pauvreté, développée par exemple par F.R. Mahieu<sup>19</sup>. D'abord car nous avons proposé une vision "limitée" de la rationalité, dans laquelle prévalent les logiques de simple satisfaction. La détermination d'un optimum nous paraît donc constituer une question fort problématique sur le plan empirique, même si bien sûr elle peut tout à fait se concevoir sur un plan plus abstrait, dès lors que l'on pose les hypothèses adéquates. Mais lorsque l'on considère des acteurs aux capacités nécessairement "limitées", et particulièrement des acteurs en situation de marginalité, on peut s'interroger sur la manière dont sont révélées leurs préférences. Prenons l'exemple de certains villageois du Yambélé : leur choix de rester dans leurs villages, leur préférence pour le *statu quo*, leur volonté de se retirer d'un marché vivrier, etc., peuvent-ils être considérés comme l'expression d'un optimum, c'est-à-dire d'une situation préférée à toutes les autres alternatives possibles ?

L'effectivité d'un choix, c'est-à-dire l'autonomie de l'acteur dans ce choix, se mesure au nombre d'alternatives possibles, non pas dans l'absolu, mais à ses yeux. Si le fait de demeurer au village recouvre un fataliste "il n'y a pas d'autre solution", il est alors permis de douter de l'existence d'un quelconque optimum. Le choix pour une médiocre survie au quotidien, sans perspectives, n'en est en fait pas vraiment un, il constitue davantage l'expression d'une résignation, d'une soumission à ce que l'on considère comme une fatalité. On n'est alors moins en présence d'un optimum de pauvreté que d'une résignation à la pauvreté, d'un "faute de mieux"<sup>20</sup>.

Mais gardons nous d'être par trop déterministe, comme ont pu l'être les théoriciens marxistes des années 60 et 70. D'une part, nous posons que

<sup>19</sup> Mahieu, 1995, *op. cit.*, p. 51.

<sup>20</sup> P. Kalck disait fort justement, en 1959 : "La liberté est illusoire dans un pays appauvri et dont le potentiel de production est volontairement limité à une monoculture misérable" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 251).



l'acteur considéré n'a que peu d'alternatives envisageables, "à ses yeux" ; il peut donc, en réalité, en exister d'autres, qu'il ne perçoit pas, du fait même des limites de ses capacités. La perpétuation de techniques culturelles extensives, par exemple, renvoie d'abord aux difficultés des villageois à envisager l'avenir au delà du très court terme. D'autre part, l'acteur dispose toujours, nous l'avons dit, d'une marge de manoeuvre, aussi ténue soit-elle, qu'il peut tenter d'utiliser au gré des situations : tous les individus ont des capacités "limitées", mais il n'y a pas d'individu "incapable". Précisons aussi que la marginalité a d'abord été vue comme une tendance "lourde", mais en aucune façon comme un phénomène totalement homogène, qui se caractérise partout par les mêmes effets, et prend partout le même aspect. La dimension contextuelle du comportement humain nous permet de préserver le principe d'hétérogénéité des acteurs.

Lorsque donc on se penche sur la situation réelle d'acteurs concrets, c'est-à-dire d'individus aux capacités nécessairement "limitées", il semble nécessaire de délaisser l'idée d'optimum, et de davantage se pencher sur les solutions jugées satisfaisantes, sur la portée de choix parfois moins effectifs que l'on pourrait le penser. Le concept d'optimum conserve, redisons le, tout son intérêt dès lors que l'on rentre dans une vision plus abstraite du réel ; il permet en outre une modélisation que notre approche, et c'est là une de ses limites majeures, ne permet guère de mener à bien.

Nous avons enfin mis en évidence les liens complexes qui unissent les capacités stratégiques des acteurs et l'incertitude à laquelle ils sont confrontés. Ces liens peuvent être résumés ainsi : le poids de l'incertitude restreint, avec d'autres facteurs tenant à un contexte socio-économique de marginalité, les capacités des acteurs, qui simplifient alors leurs objectifs et leurs stratégies en les orientant vers des logiques de survie ; et, en retour, la faiblesse de ces capacités stratégiques rend les acteurs peu aptes à faire face de manière durable aux incertitudes fortes rencontrées, et conduit souvent, on l'a vu, à des solutions qui ne feront qu'accroître, à terme, le poids de ces incertitudes. L'"imprévoyance" analysée dans ce travail provient ainsi de modalités de gestion de l'incertitude élaborées dans un contexte de faibles capacités stratégiques, c'est-à-dire de faibles marges de manoeuvre.

Les notions de capacité, d'incertitude et de marginalité sont donc étroitement liées. Nous voulons d'ailleurs revenir sur cette idée de marginalité, autour de laquelle nous avons centré notre travail.

*c - Marginalité et analyse économique*

Les différentes dimensions de ce concept abordées au fil de notre travail ont renvoyé à de nombreux thèmes de l'analyse économique, et ce dans ses multiples courants. Nous pouvons alors tenter de revenir sur les liens qu'entretient un tel concept avec ces diverses approches et d'en examiner la portée méthodologique.

En premier lieu, nous avons abondamment fait référence, on le sait, aux élargissements de la théorie économique standard, qui tendent à accorder une place majeure à différents critères d'ordre cognitif : effets de mémoire - proche et lointaine -, limitation - par "nature" - de la rationalité des individus, primat des phénomènes d'apprentissage, etc. Nous avons aussi posé que les capacités des individus dépendaient assez étroitement de leurs conditions matérielles d'existence. Les implications de notre analyse apparaissent alors clairement : une situation de marginalité risque de tendre à réduire les capacités cognitives des acteurs. Considérons quelques exemples saisis dans notre travail : l'impossibilité d'obtenir des médicaments fiables, de se faire soigner ou opérer en cas de besoin réduit fortement les marges de manoeuvre d'acteurs qui, dès lors, tendent à s'assurer une "simple" survie au quotidien ; la double influence des apprentissages organisationnels négatifs et de l'absence d'opportunités économiques à saisir en commun bride les capacités des individus à l'action concertée, pourtant seule viable dans certains cas, tels que celui de la gestion locale des ressources naturelles ; la désorganisation des villages, fruit de l'histoire des populations Banda, empêche l'émergence de solutions endogènes viables à une situation de retrait de l'Etat et d'exclusion des marchés agricoles ; etc.

Ainsi, une situation de marginalité a des implications cognitives non négligeables, surtout lorsque son incidence est accrue par les conséquences d'un passé qui a atteint la cohésion du groupe social concerné et influe largement sur les capacités de réaction des acteurs. Mais ceci ne vient que confirmer une observation empirique difficilement niable : les "marginaux", où qu'ils se situent, quels que soient leur passé et celui de leur société, disposent généralement de faibles marges de manoeuvres, c'est-à-dire de capacités moindres que celles des acteurs qui sont "intégrés" aux marchés, au corps social, etc.

Une réfutation de ce constat pourrait certes consister à poser que, quelle que soit leur situation, les agents ne disposent que d'une liberté illusoire, qu'ils sont tous en quelque sorte des "jouets du système". On retrouve là un

aboutissant de la vulgate marxiste, abordée dans la première partie, et par rapport à laquelle nous voulons aussi situer notre réflexion.

Nous n'allons pas revenir sur cette conception certes radicale de la liberté individuelle, mais plutôt partir d'un constat opéré dans notre travail, celui de l'existence de fortes asymétries de marché. Dans les différents schémas marxistes, on parlera plus volontiers de dépendance, de domination. Cette notion de marginalité est-elle alors assez proche du paradigme de l'"exploitation" ? Divers éléments de réponse peuvent être apportés à cette interrogation.

En premier lieu, l'analyse des asymétries de marché que nous avons proposée n'est sous-tendue par aucun schéma idéologique tendant à considérer comme nécessaire et inéluctable un quelconque changement de mode de production. Les modalités actuelles de fonctionnement des marchés sont considérées comme données, sans qu'elles paraissent "par nature" positives ou négatives.

Ces modalités renvoient à un contexte de mondialisation et de libéralisation des économies, qui induit une dualité intégration-exclusion irréductible aux anciennes dichotomies "Nord-Sud", "pays pauvres-pays riches", qui ont dominé les réflexions dites "de la dépendance". On part alors du simple constat des préférences des individus, c'est-à-dire de leur souhait non de détruire "le système", non de passer au stade "socialiste" de la rationalité, mais plus prosaïquement d'être mieux insérés qu'aujourd'hui à leur environnement de marchés.

En outre les notions d'exploitation, d'extorsion de plus-value, de sur-travail, usuelles dans les analyses marxistes, n'ont guère leur place dans une approche de la situation de producteurs qui se situent en marge des marchés, à qui l'on n'"extorque" donc rien, et pour lesquels une insertion dans les circuits d'échanges, aussi "inégaux" soient-ils, constituerait souvent une amélioration de leurs conditions matérielles d'existence.

Enfin, notre analyse en terme de marginalité et de capacités n'a pas la prétention de constituer la seule voie "scientifique" effective, face à d'autres schémas qui seraient alors dominés par quelque "idéologie". Nous ne prétendons pas, loin s'en faut, avoir l'exclusivité de la scientificité, et espérons simplement proposer une approche adaptée aux enjeux et évolutions contemporaines. Les nombreux échecs des diverses théories économiques et de leurs avatars empiriques depuis l'après-guerre appellent, nous semble-t-il, à une certaine humilité !

Remarquons aussi que nous avons surtout considéré, dans ce travail, le niveau individuel des manifestations et implications de la marginalité. Il pourrait être intéressant de compléter notre réflexion en l'abordant sous l'angle des dynamiques systémiques. Ce niveau d'analyse n'a été qu'évoqué lors de notre étude théorique des phénomènes de changement et d'apprentissage. Quelles peuvent donc être les implications systémiques d'une situation globale de marginalité ?

La notion essentielle est sans doute ici celle de "simplification"<sup>21</sup>. On a aussi parlé, dans notre partie historique, de "régression", à propos des conséquences des logiques migratoires et esclavagistes ayant prévalu jusqu'au début de ce XXème siècle. De même, un système en marge risque de connaître une dynamique régressive, de se simplifier, du fait d'une insuffisance de "connexions", et ce tant au niveau interne qu'à celui des relations à l'environnement.

Au niveau interne tout d'abord, car les éléments constituant le système, les entités domestiques par exemple, tendent à se replier sur eux-mêmes, à diminuer les communications, les échanges qui les relient au quotidien. Ainsi, si l'on considère la société Banda de cette région comme système, une démonétarisation réduit l'importance des marchés locaux et les volumes des biens et services échangés ; une dégradation des infrastructures de transport empêche des contacts aisés entre les villages ; la faible prise des processus de structuration villageoise rend impossible tout mouvement fédératif au niveau intervillageois ou régional. Les éléments du système tendent donc à se replier sur une médiocre autarcie.

Il en va de même concernant les connexions avec l'extérieur : la marginalité implique une mise en retrait des marchés agricoles, une faiblesse de l'action de l'Etat et de l'intervention de développement, une disparition de la scolarisation etc., une très médiocre ouverture sur le monde extérieur, hormis par le biais d'un exode rural qui vide les villages de leurs jeunes. Or il est établi, dans l'analyse systémique usuelle, qu'un système ne peut se perpétuer, se complexifier, sans apports extérieurs, sans interrelations avec son environnement. En situation de marginalité, ces interrelations sont insuffisantes pour permettre une complexification du système et c'est au contraire une simplification qui risque de se produire. La solution résiderait alors logiquement dans un accroissement des apports extérieurs, des liens existant entre le système et son environnement. A une échelle certes différente, ceci rejoint globalement les analyses menées dans notre travail.

---

<sup>21</sup> Cf. *supra*, pp. 182-183.

Mais ni l'approche marxiste, ni la vision systémique ne prédominent aujourd'hui dans le champ de la réflexion économique. Le modèle néo-classique prime incontestablement toutes les autres approches. Comment alors percevoir le concept de marginalité au travers de cette grille standard ? Une telle interrogation ouvre d'ailleurs la voie à une prolongation ultérieure de nos travaux, qui pourrait tendre à formaliser la marginalité, et dont nous ne voulons évoquer ici que quelques pistes.

Posons d'entrée qu'il ne nous paraît pas exister d'obstacle insurmontable à une formalisation de notre analyse, son intégration au sein d'un cadre standard, certes quelque peu amendé. Le choix méthodologique pris dans cette thèse ne relevait pas d'un *a priori* dogmatique, on l'a dit, mais beaucoup plus prosaïquement d'une volonté de tirer partie d'une expérience de "terrain" assez conséquente et donc de rendre compte au plus près du réel. D'où cette nécessité d'introduire de nombreuses composantes cognitives dans nos hypothèses.

Dès lors que l'on prend le parti de quitter le domaine de l'économie appliquée, et que l'on retrouve celui de la formalisation, il devient nécessaire de modifier certaines de ces hypothèses, de manière à rendre la modélisation réalisable. Il faudrait ainsi revenir aux logiques usuelles d'optimisation, et non plus de simple satisfaction, raisonner à rationalité parfaite, accorder le primat aux processus marchands, éventuellement nous éloigner de situations d'incertitude radicale, etc.

Cette simplification du cadre conceptuel rendrait certes le raisonnement beaucoup plus abstrait, mais permettrait *a contrario* la mise en équation d'une marginalité alors d'abord étudiée sous l'angle des imperfections des marchés. On a d'ailleurs abordé, dans le premier chapitre, les thèses qui combinent un *corpus* d'hypothèses standards à la présence d'une ou plusieurs imperfections de marché<sup>22</sup>. Il y a là un domaine de recherche des plus intéressants : tenter de formaliser l'impact, sur les comportements productifs, d'offre et d'innovation, de fortes imperfections des marchés agricoles. Et ce concernant, dans notre cas tout au moins, des individus postulés très aversifs au risque, du fait de l'influence de leurs expériences personnelle et de l'histoire de leur groupe social.

Il y aurait donc trois amendements à apporter au cadre néo-classique usuel : d'une part la prise en compte de l'incomplétude des marchés ; d'autre part l'ancrage historique des modèles élaborés, par le double biais d'hypothèses judicieuses et de l'utilisation de mécanismes d'anticipations

---

<sup>22</sup> Cf. *supra*, pp. 67-75.

prenant en compte les "leçons" du passé<sup>23</sup> ; enfin, l'intégration des nombreux progrès récents en matière de modélisation de la décision en situation d'incertitude<sup>24</sup>. Le but serait de fournir un cadre formel standard propre à être adapté en fonction des situations concrètes dont il devrait permettre de rendre - au moins partiellement - compte.

Dans sa forme actuelle, notre cadre conceptuel, s'il ne permet guère la modélisation, peut lui aussi se révéler, sous réserve de modifier judicieusement certaines de ses hypothèses, aisément applicable à de nombreuses situations concrètes.

## 5. Applicabilité et perspectives

Avant de revenir à notre "terrain", nous pouvons en effet envisager l'applicabilité de nos analyses. Concernant les populations de cette région d'Alindao elles-mêmes, il nous paraît possible d'énumérer diverses pistes qui pourraient constituer des solutions partielles à la marginalité des villages. Nous ne redirons en fait que quelques idées simples, mais dont la mise en application s'avère aujourd'hui des plus problématiques. Ceci nous amènera alors à ne tracer, pour l'agriculture de cette région, que de médiocres perspectives.

### *a - Quelle applicabilité ?*

En premier lieu, nous devons rappeler les grands enjeux macroéconomiques actuels. Ce sont aujourd'hui les raisonnements en termes de globalisation des économies qui prédominent. J.P. Peemans parle ainsi du dogme de la "néo-modernisation transnationale", qui se traduit par des logiques de compétition entre "pôles performants", au Nord comme au Sud<sup>25</sup>. Ces logiques, à la portée postulée universelle, induisent des phénomènes massifs d'exclusion des populations qui "ne peuvent pas suivre", en milieu rural comme en ville, sous toutes les latitudes.

Un tel contexte ouvre de nombreuses perspectives d'application au cadre conceptuel que nous avons établi. Il s'agira à chaque fois de se pencher

<sup>23</sup> Il y aurait sans doute lieu de se référer à certains enseignements de la théorie des jeux, en matière d'apprentissages.

<sup>24</sup> Cf. Munier, 1995, *art. cit.*

<sup>25</sup> Peemans, 1995, *art. cit.*, pp. 29-30. Un exemple très représentatif de cette thèse "des pôles" a récemment été donné par K. Ohmae dans : OHMAE (Kenichi). - *De l'Etat-nation aux Etats-régions*. - Paris, Dunod, 1996. - 232 p.

sur les multiples et diverses répercussions, au niveau microéconomique, de transformations d'ordre "macro", de rendre compte de phénomènes de mises en marge, d'exclusion de la marche en avant des marchés.

Nous pouvons ainsi aisément appliquer notre grille d'analyse à toutes les situations de marginalité non désirée, subie, et particulièrement lorsque les acteurs concernés ne disposent pas de la possibilité d'un repli identitaire, c'est-à-dire ceux dont les institutions ne parviennent pas - ou très imparfaitement - à s'adapter à cette situation d'exclusion. Cela concerne donc particulièrement les systèmes productifs affaiblis par leur histoire, désorganisés, dont les membres ne se satisferaient pas d'un repli sur une "tradition" postulée et qui revendiquent au contraire une insertion au monde extérieur et à ses marchés.

Il existe ainsi de nombreuses zones rurales marginalisées auxquelles nous pourrions appliquer nos analyses, nos concepts. L'Afrique subsaharienne, par exemple, ne manque pas de zones rurales enclavées, que ce soit dans le bande sahélienne<sup>26</sup> ou dans les régions tropicales ou équatoriales<sup>27</sup>. D'une manière générale, ce sont toutes les agricultures paysannes qui ont aujourd'hui à faire face à ces nouveaux défis, à cette menace de la mise en marge. Certaines paraissent plus aptes que d'autres à demeurer viables, c'est-à-dire semblent plus capables de s'adapter à leur nouvel environnement, mais au prix toujours de la mise en marge d'un certain nombre d'acteurs. La question se pose alors : que "faire" des ruraux qui s'avèrent incapables de s'adapter, de demeurer insérés aux marchés, alors que sévit un important chômage urbain, que les possibilités de reconversion paraissent fort limitées ?

D'ailleurs, certains aspects de nos raisonnements, pour peu que l'on modifie les hypothèses tenant spécifiquement au milieu rural, peuvent trouver un écho très concret dans diverses dynamiques urbaines. Demeurons en Centrafrique et évoquons la situation de nombreux habitants de Bangui, qui n'ont d'autre recours que celui des "petits boulots", leur assurant une très précaire survie au quotidien. Cette situation explique d'ailleurs l'ampleur des pillages récents. On peut voir dans ces pillages une application urbaine de stratégies de gestion de l'incertitude que nous avons analysées dans notre travail : Il s'agit de prendre aujourd'hui ce qu'il est possible de prendre, même si cela risque d'aggraver un peu plus la situation future de nombreux habitants de Bangui, du fait de la diminution des opportunités de travail salarié, de la disparition d'une demande solvable pour les petites activités de revente ou d'artisanat, etc. On est en fait dans une situation assez proche, d'une certaine

<sup>26</sup> Certaines régions du Niger, par exemple.

<sup>27</sup> La situation de nombreux ruraux zaïrois semble constituer un cas extrême de ce que peut être une marginalité.

manière, de celle de villageois du Bingui vendant plus d'arachides qu'il ne faudrait afin de préserver la consommation et les semis futurs.

On pourrait retrouver de telles attitudes, même si elles ne conduisent pas partout au "pillage", dans de nombreuses villes d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Asie, mais aussi d'Occident. Lorsque la seule perspective envisageable demeure, au mieux, la survie, le poids des incertitudes ressenties amène souvent les acteurs à se limiter à des visions de très court terme, à tenter de préserver ce qui semble pouvoir l'être, à saisir toute opportunité qui se présenterait, quelles que soient les conséquences pour l'avenir. O. Lewis parlait, en 1967, de "culture des pauvres"<sup>28</sup>, tentant de définir des comportements que l'on observe partout, en situation de pauvreté<sup>29</sup>. Nous pensons aussi que, au delà des multiples particularités de chaque contexte, de la grande diversité des situations observables, il est possible de déceler des régularités, des similitudes, dans les comportements d'acteurs confrontés à une situation globale de mise en marge ; c'est ce que nous avons établi dans ce travail, en montrant, sans rien renier au principe d'hétérogénéité des acteurs, que ceux-ci, dès lors qu'ils sont placés dans un contexte socio-économique proche, réagissent souvent d'une manière assez semblable, même si nombre de leurs attitudes se différencient au quotidien.

Revenons maintenant, pour conclure, à notre "terrain", afin d'évoquer les quelques perspectives qui se dessinent pour les villageois de cette région d'Alindao.

#### *b - Quelles solutions envisageables ?*

Nous pouvons d'abord passer en revue l'ensemble des difficultés auxquelles sont confrontées les populations Banda, comme d'ailleurs de nombreuses autres paysanneries à travers le monde<sup>30</sup>.

En premier lieu, rappelons la grande désorganisation des systèmes d'exploitation Banda, qui limite fortement l'émergence potentielle d'organisations rurales viables. Nous avons clairement réfuté la vision de sociétés "bloquées" parce que "traditionnelles". Pour autant, nous ne pouvons

<sup>28</sup> LEWIS (Oscar). - *Les enfants de Sanchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*. - Paris, nrf, Gallimard, Coll. Du monde entier, 1967. - 638 p.

<sup>29</sup> "(...) il existe des similitudes frappantes sur le plan de la structure familiale, des relations interpersonnelles, de l'emploi du temps et de l'argent, de la hiérarchie des valeurs, et du sens de la communauté entre les milieux pauvres de Londres, Glasgow, Paris, Harlem et Mexico" (*Idem*, p. 30).

<sup>30</sup> Les pistes ébauchées ici peuvent encore, au delà des spécificités locales, trouver un écho sur beaucoup d'autres "terrains" que cette région du Centrafrique.



négliger le fait que certaines paysanneries vont, de par leurs régulations internes, dans une "impasse". Apparaît alors la nécessité d'une intervention extérieure pouvant permettre de réorienter les techniques d'encadrement, d'appuyer les institutions villageoises.

Ensuite, nous pouvons réaffirmer l'impératif de l'intensification des systèmes de production, un impératif qui là encore concerne la plupart des agricultures paysannes demeurant aujourd'hui très extensives, du fait des densifications localisées de populations, des dégradations des sols, etc. On peut alors parler d'une nécessaire révolution "deux fois verte" ; d'une part pour permettre une augmentation des volumes produits par unité de surface, de l'autre pour accroître la "durabilité" de l'agriculture concernée, grâce à la prise en compte des facteurs environnementaux. Alors que la "grande agriculture capitaliste" semble vouée à perpétuer les techniques extensives de culture des sols, l'avenir de la "petite agriculture familiale" réside au contraire dans l'intensif, c'est-à-dire dans une meilleure utilisation du travail disponible plutôt que dans l'apport de capital.

Mais, on l'a vu, une telle évolution appelle la satisfaction d'un certain nombre de conditions préalables, telles que la sécurisation foncière, l'insertion aux marchés agricoles et aux circuits commerciaux, mais aussi les améliorations sanitaires, la structuration paysanne, etc. ; en bref, l'intensification ne paraît guère possible sans atténuation de la marginalité des villages, et notamment sans un appui extérieur renforcé.

Insistons enfin sur l'importance de l'insertion des petits producteurs aux marchés. Nous avons établi les nombreuses imperfections des marchés étudiés, la faiblesse des articulations liant ces marchés, par le biais de la perpétuation de mécanismes de traite ou par celui d'une pluriactivité très partiellement tournée vers la demande. Dans cette région comme ailleurs, il est en fait apparu que les producteurs ne pouvaient se limiter aux seules pratiques agricoles usuelles, mais que leur survie - en tant que paysans - dépendait d'une réelle diversification de leurs activités<sup>31</sup>. Cette diversification passe par des actions en aval et en amont de la production : fabrication de compost, décorticage du café, artisanat agro-alimentaire (huile de palme, etc.), amélioration du stockage, de la qualité des semences, petit élevage, etc.

Mais encore faut-il que cette multiplication des activités en "vaille la peine", c'est-à-dire qu'elle corresponde à une demande effective et permette une meilleure insertion aux marchés. Tel ne semble pas être le cas pour les

---

<sup>31</sup> Voir par une agriculture dite "à temps partiel", avec un travail temporaire à l'extérieur de l'exploitation.

populations d'Alindao. Car la libéralisation des marchés n'y a pas conduit aux améliorations économiques attendues par certains, ainsi que dans beaucoup d'autres régions plus ou moins enclavées. C'est semble-t-il d'abord pour faire face à ce défi de l'enclavement que demeure l'impératif d'une intervention étatique. Quelles pourraient être les modalités de cette intervention ainsi que de celles de toute structure d'appui ?

Reprenons chacun des trois points précédents.

Tout d'abord, la nécessité de la structuration appelle une intervention extérieure importante, de l'Etat comme d'O.N.G. Ces dernières ont un rôle majeur à jouer afin de permettre un fonctionnement interne relativement satisfaisant des organisations villageoises (O.V.). Elles peuvent intervenir, on l'a vu, à travers la promotion de processus "auto-réflexifs"<sup>32</sup>, le suivi des responsables, l'imposition de règles assez strictes, etc. Mais, dans cette région d'Alindao on le sait, elles sont trop peu nombreuses pour couvrir d'une manière régulière l'ensemble des villages. Quant à l'Etat, on devrait pouvoir attendre de son action qu'elle améliore l'environnement des O.V., mais cela n'est que rarement le cas.

Rappelons par exemple la faillite du système scolaire. Il y a une réelle unanimité pour insister sur l'importance, dans les processus de développement, du "capital humain" ; mais la promotion de l'émergence d'un tel capital n'est guère à l'ordre du jour dans cette région. Elle constitue pourtant l'une des multiples conditions de viabilité d'une O.V., qui doit disposer de membres alphabétisés, ouverts sur le monde extérieur, etc. Il est certes d'usage aujourd'hui d'invoquer la responsabilisation des communautés locales, mais nous ne voyons pas comment un système éducatif, même pour partie financé localement par les parents d'élèves, pourra émerger sans une action minimale de l'Etat<sup>33</sup>.

De même, on attend souvent de l'Etat qu'il fournisse un cadre législatif et politique favorable à l'émergence et la pérennité des O.V.<sup>34</sup>. L'élaboration et l'application effective d'une législation appropriée doivent ainsi permettre une sécurisation des organisations, les mettant réellement à l'abri, par exemple, de l'arbitraire de quelque représentant de l'autorité ou de l'influence de quelque commerçant. Ceci renvoie au contexte politique national : la structuration villageoise sera d'autant plus favorisée que les gouvernants permettront

---

<sup>32</sup> Il est indispensable, nous disait un responsable de l'Animation Rurale, de "tout mettre à plat", l'histoire du village et ses implications actuelles, le contexte présent, afin de comprendre pourquoi "ça ne va pas au village".

<sup>33</sup> Constitution des programmes, formation des maîtres, organisation des épreuves, etc.

<sup>34</sup> Cf. Prod'homme, 1995, *art. cit.*, p. 52.

l'expression des opinions des uns et des autres ; depuis quelques années, le climat politique actuel semble d'ailleurs plus propice qu'autrefois à une telle expression, on l'a dit.

Toutefois, les événements de mai 1996 ont montré la fragilité d'un Etat dont la légitimité - bien qu'électorale - demeure très limitée. "La démocratie ne se décrète pas", dit-on, et ce qui est vrai au sommet de l'Etat se retrouve dans une certaine mesure dans les villages : les récentes mutineries montrent qu'il n'y a guère de démocratie viable sans développement, tout comme les groupements échouent dès lors que la circulation monétaire est réduite à son minimum. De plus, en votant comme en s'impliquant dans une O.V., les paysans ont à faire l'apprentissage de l'utilisation d'un droit à la parole, de nouvelles capacités individuelles<sup>35</sup>, afin que ces participations ne demeurent pas que théoriques et ne fassent pas que reproduire les anciens schémas, orientés autour de la prédation et de l'identité clanique ou ethnique. "L'exemple vient toujours d'en haut", dit-on aussi, et les événements récents ne paraissent guère favoriser l'expansion de comportements "citoyens" au niveau même des villages.

La question de l'intensification appelle elle aussi la mise en oeuvre de diverses modalités d'appui aux producteurs. Favoriser l'adoption de pratiques culturelles intensives revient pour une large part, on l'a dit, à limiter la marginalité des villageois.

Ainsi, des améliorations sanitaires peuvent permettre un allongement des horizons. Les O.N.G. semblent avoir un rôle majeur, tant dans la promotion de réalisations sanitaires villageoises ou familiales que dans la réhabilitation de la pharmacopée. Mais elles ne peuvent suppléer à toutes les défaillances de l'Etat. Là encore, l'optique du financement des activités par les communautés locales atteint ses limites, lorsqu'elle concerne des populations disposant de faibles revenus monétaires, et peu portées du fait de fortes incertitudes et de capacités restreintes à mettre en oeuvre des mesures sanitaires préventives.

De plus, l'apprentissage technique ne peut être totalement endogène et nécessite l'intervention de structures d'appui et de formation. Les O.N.G. ont là encore une action essentielle, ce que montrent surtout le Centre de Formation Agricole Elim et l'Animation Rurale d'Alindao. Les techniques promues nous paraissent fort pertinentes, mais ces O.N.G. sont trop peu nombreuses pour en assurer une réelle diffusion. On sait aussi ce qu'il en est des structures

---

<sup>35</sup> Il y a par exemple, selon le mot d'un responsable de l'A.R., "une nécessité d'apprendre à désapprendre la soumission".

étatiques de vulgarisation et des écoles primaires de brousse, qui pourraient constituer des supports importants de diffusion des pratiques intensives.

Diminuer la marginalité des producteurs, c'est aussi rendre plus aisée et moins sporadique leur insertion au marché. Cette insertion appelle donc aussi diverses interventions extérieures. Certes, il n'est plus question de préconiser, comme autrefois, un contrôle étatique généralisé sur les marchés agricoles, qui n'a guère abouti à une réduction des instabilités ressenties par les producteurs et qui n'est pas, bien entendu, à la portée de l'Etat centrafricain. Mais, en regard de ce qui a été montré dans ce travail, nous ne pouvons pour autant poser que les villageois doivent être "abandonnés" aux seules "logiques du marché". Ce sont ces logiques qui sont, par leurs exigences de rentabilité, à l'origine de la fermeture du marché cotonnier de la Basse Kotto. Cette fermeture, en ôtant toute perspective aux villages non situés en zone caféicole, n'a pu qu'accélérer l'exode des jeunes, vers les centres urbains ou vers les chantiers de diamant. Une telle "fuite" des jeunes condamne à terme les villages qui la subissent. En outre, ces logiques de marché recouvrent des phénomènes d'asymétries largement en défaveur des paysans centrafricains, au niveau mondial comme à l'échelle la plus locale.

L'Etat a en fait plus à agir sur l'environnement dans lequel se déroulent les transactions que contrôler ces transactions elles-mêmes. Il a, par exemple, à faciliter les communications routières. La réalisation de tels équipements ne peut certes pas être prise en charge par les opérateurs privés, qui ne se montrent pas intéressés par des investissements si peu rentables, surtout dans cette région relativement sous-peuplée. Il peut aussi apporter une certaine régulation à des marchés qui sont souvent, on l'a dit, asymétriques<sup>36</sup>. Il restaurerait en outre une certaine demande urbaine et péri-urbaine s'il versait avec régularité les rémunérations de ses fonctionnaires. L'établissement et le respect d'une législation claire permettraient enfin de sécuriser les droits fonciers des producteurs<sup>37</sup>.

De manière générale il semble donc que l'intervention publique aurait essentiellement à agir, d'une part, sur les capacités stratégiques des acteurs et, d'autre part, sur les incertitudes auxquelles ils sont confrontés : l'action sur les capacités pourrait consister en une réhabilitation des services publics essentiels, la réduction de l'incertitude serait elle permise par une action sur l'accès à l'information des producteurs.

---

<sup>36</sup> Il peut ainsi contribuer à l'organisation "professionnelle" des producteurs de café ou réduire l'opacité des transactions effectuées sur ce marché, de manière par exemple à limiter les retenues abusives sur la qualité.

<sup>37</sup> Un "code rural" est d'ailleurs officiellement en préparation.

Mais tout ceci demeure hypothétique, tant l'Etat centrafricain paraît peu à même de mener quelque action concrète d'envergure dans cette région ; que cette incapacité soit ou non légitimée par le principe du "laisser-faire". Et les rares O.N.G. en activité ne peuvent évidemment pas pallier des telles inefficiences<sup>38</sup>.

Il y a donc effectivement diverses pistes à suivre, mais leur mise en oeuvre effective à court ou moyen terme semble souvent des plus improbables. Il est bien difficile, dans ces conditions, d'envisager une atténuation de la marginalité des populations de cette région d'Alindao, une atténuation qu'elles ne semblent pas en mesure, on le sait, d'entreprendre elles-mêmes. G. Gosselin pose très bien la question éthique que recouvre cette apparente impasse : "(...) les groupes ou zones défavorisées résistent souvent davantage à leur propre transformation. (...). Faut-il aider celui qui s'aide ou rompre le cercle vicieux de l'habitude et de la pauvreté ?"<sup>39</sup>. La réponse est clairement donnée aujourd'hui par les bailleurs internationaux, les institutions d'appui, à l'heure des économies budgétaires et de la recherche d'une efficacité de court terme. La situation rencontrée dans les villages n'est en fait ni assez "catastrophique" pour légitimer une intervention humanitaire, ni assez "ouverte" pour justifier des investissements massifs de la part de développeurs à la recherche de producteurs dynamisés par leur insertion aux marchés et par leur participation à des organisations rurales viables.

L'impérative sécurisation de l'environnement au sein duquel agissent les villageois, qui seule permettrait de rompre ce cercle vicieux de la marginalité, ne semble donc guère à l'ordre du jour. Et cela rend peu probable l'émergence de solutions "paysannes" au maintien en marge de ces populations.

### *c - Remarques de conclusion*

Nous nous interrogeons, dans le préambule de ce travail, sur le devenir d'une agriculture marginalisée. En montrant la très faible viabilité des systèmes productifs agricoles de la région d'Alindao, nous avons établi les limites de ce devenir. Nous pouvons, sur la base d'un tel constat, poser quelques remarques de conclusion.

<sup>38</sup> Rappelons que de nombreux villageois attendent de l'A.R. qu'elle prenne en charge la commercialisation de leurs productions.

<sup>39</sup> Gosselin, 1970, *op. cit.*, p. 315. On a déjà évoqué cette question lorsque l'on s'est penché, dans le chapitre précédent, sur les finalités de la présence maintenue de deux Eglises chrétiennes dans le champ du développement des villages (cf. *supra*, pp. 537-538).

En premier lieu, nous sommes amené à douter d'une éventuelle réalisation de la voie dite "paysanne", que nous décrivions au début de cette thèse. Car si elle peut être facilitée par la dimension essentiellement familiale de l'agriculture Banda et la perspective d'un avenir péri-urbain, elle est aussi rendue impossible par la très faible insertion aux marchés, par le peu d'attrait que revêt le travail de la terre aux yeux de nombreux villageois, par l'absence de mise en valeur des terroirs et la perpétuation de techniques très extensives, par l'inexistence d'organisations rurales viables et d'institutions "coutumières" solides, par la faiblesse de l'appui extérieur, le désengagement de l'Etat de ses tâches les plus essentielles, etc.

L'émergence de solutions "paysannes" à la situation de marginalité vécue par les acteurs villageois se trouve donc en quelque sorte bridée par l'ampleur et la généralisation de cette mise en marge. Ces solutions concerneront peut-être, à l'avenir, quelques "grosses familles"<sup>40</sup>, mais certainement pas, en l'état, la majorité des petits producteurs. Ces derniers ont, en l'espace de quelques décennies, achevé une migration très déstructurante, ont subi quelques tentatives de collectivisation, ont eu à composer avec les politiques de modernisation, et se retrouvent aujourd'hui face à quelques marchés "captifs" ; par ailleurs, ils disposent d'un capital économique souvent dérisoire, d'un capital culturel amoindri par la faillite de l'Ecole rurale et par la désorganisation qui prévaut dans maints villages. Comment, sur de telles bases, passées et présentes, attendre l'émergence d'une agriculture dite "paysanne", c'est-à-dire novatrice, insérée au monde extérieur, "organisée" ?

Mais, si nous avons souvent mis en évidence les ruptures vécues par les cultivateurs de cette région, il nous semble aussi important d'insister, en une deuxième remarque, sur certaines permanences.

En novembre 1994, les évaluateurs d'I.N.A.D.E.S. concluaient qu'au long de son quart de siècle d'existence, l'Animation Rurale n'avait obtenu que des résultats souvent partiels ou éphémères : "Peu sont donc des résultats finals durables. On observe un perpétuel recommencement des activités pour la réalisation de mêmes résultats. Il n'y a presque pas d'évolution"<sup>41</sup>. Au delà des éventuelles lacunes de l'action de cette Animation, ce constat de "perpétuel recommencement" nous semble s'appliquer à l'ensemble de la vie des villages, à un contexte global qui dépasse de très loin le seul travail d'une petite O.N.G. de développement.

---

<sup>40</sup> Ces nouveaux "koulaks", qui semblent en bien des endroits représenter l'agriculture paysanne de demain.

<sup>41</sup> I.N.A.D.E.S.-Formation-Zaïre, 1994, *op. cit.*, p. 66.

Depuis qu'il est justement question de développement, c'est-à-dire depuis l'après-guerre, on relève en fait une permanence des difficultés à résoudre, qui tiennent à l'enclavement géographique, à la grande pauvreté des populations, au maintien en marge de régions entières, etc. Ces difficultés ont très tôt été mises en lumière, et les autorités ont, officiellement tout au moins, depuis toujours cherché les moyens qui permettraient de les réduire. Par exemple, P Kalck tirait de l'observation des *Réalités oubanguiennes*, en 1959, un enseignement qui est encore tout-à-fait d'actualité : "Tout effort d'émancipation politique sera dénué de sens tant que les populations intéressées demeureront dans un état de stagnation économique aussi désespérant que celui qui existe ici". Il ajoutait : "La difficulté initiale paraît être celle de devoir briser le cercle vicieux de l'immense misère de la masse rurale de ce pays"<sup>42</sup>. De même R. Dumont traçait, en 1966<sup>43</sup>, des traits de l'agriculture centrafricaine qui demeurent inchangés quelques trente années plus tard.

Depuis l'après-guerre, on parle de faire "évoluer les mentalités" des villageois, afin qu'ils s'ouvrent au "progrès", ou plus modestement aujourd'hui afin qu'ils améliorent la viabilité de leurs systèmes productifs ; on attend d'eux qu'ils produisent mieux et plus, qu'ils écoutent et appliquent les directives - autrefois - ou les conseils des intervenants extérieurs, on se désespère de leur immobilisme, de leur fatalisme, de leur passivité, à l'origine pense-t-on souvent, de la stagnation économique du pays. Mais peut-on réellement faire "évoluer des mentalités" tant que le contexte socio-économique au sein duquel se situent les acteurs demeure globalement inchangé, tant que les instabilités des marchés ne sont pas atténuées, tant que l'arbitraire des représentants de l'autorité perdure, tant que des améliorations sanitaires effectives et durables ne sont pas constatées, tant que les développeurs ne se préoccupent pas plus de ces populations, etc.<sup>44</sup> ?

Et il ne semble pas que le nouveau contexte, fait de désengagement étatique et de libre jeu des marchés, soit à même d'améliorer l'environnement des acteurs villageois. Il paraît donc quelque peu illusoire d'attendre que ces acteurs se montrent "dynamiques", "progressifs" comme l'on disait autrefois<sup>45</sup>, qu'ils se conduisent comme les schémas standards le postulent.

<sup>42</sup> Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 16.

<sup>43</sup> Dumont, 1966, *op. cit.*

<sup>44</sup> "(...) tant que les producteurs ne se sentent pas "intégrés", toute politique agricole est vaine en République Centrafricaine" pose fort justement A. Kotreko. Selon lui, le développement de la R.C.A. passe "par une intégration totale des paysans à l'économie nationale". (Kotreko, 1983, *op. cit.*, p. 260).

<sup>45</sup> "La seule modernité susceptible de provoquer la mutation rurale est celle qui, dans un système donné de marchés, affranchit tout en assurant le revenu correspondant au surcroît d'effort exigé" (E. Gu Konu, cité par Brunel, 1986, *op. cit.*, p. 179).

En effet, alors que prévalent instabilités et incertitude radicale, les conditions d'un jeu non biaisé de l'effet-prix, élément essentiel des modèles justifiant les politiques macro-économiques actuelles, ne semblent pas réunies. Il y a là, sans doute, une ambiguïté fondamentale des thérapies préconisées par les institutions internationales en matière de production et d'offre agricoles. Ces thérapies sont en effet basées sur le constat suivant : il est impératif d'"améliorer" l'environnement au sein duquel les producteurs élaborent leurs stratégies d'insertion aux marchés, c'est-à-dire de supprimer les interventions étatiques tous azimuts, de modifier certaines contraintes institutionnelles, d'alléger les "carcans" traditionnels - fonciers par exemple, etc. Tout ceci est censé profiter aux petits producteurs, dont les comportements, désormais "libérés", peuvent s'approcher des attitudes théoriquement postulées. Mais, et c'est là qu'est l'ambiguïté, certains effets des politiques menées accroissent encore un peu plus le poids de diverses contraintes, avec lesquelles les villageois doivent depuis longtemps composer<sup>46</sup>, et limitent davantage leurs capacités de réaction aux incitations des marchés.

C'est ainsi que l'idée de fonds des politiques de libéralisation et d'extraversion des économies correspond aux attentes exprimées par les petits producteurs eux-mêmes : il s'agit d'assurer une meilleure insertion aux marchés. Mais les multiples effets de l'application de ces politiques conduisent à la mise en marge d'une frange croissante de la petite paysannerie. Encore faut-il préciser, bien entendu, de quels producteurs l'on parle lorsque l'on invoque une "meilleure insertion". En d'autres termes, les petits exploitants extensifs que nous considérons sont-ils concernés ou au contraire "condamnés" par ces politiques ? Car une telle tendance à la marginalisation peut être perçue comme le résultat du juste fonctionnement des marchés, la concurrence "éliminant" les moins rentables et favorisant l'émergence - ou le renforcement des situations acquises - de ceux que l'on appelle parfois les "nouveaux koulaks", paysans "moyens" qui semblent de plus en plus constituer l'avenir de des agricultures familiales, on l'a dit.

En tous les cas, il n'est pas d'exemple d'insertion d'une agriculture à des marchés "libres", sous toutes les latitudes et aujourd'hui comme hier, qui ne se soit produite sans "éliminer" un nombre important de cultivateurs "non viables". La question se pose alors du devenir des très nombreux villageois qui ne parviennent pas, pour diverses raisons tenant à leurs itinéraires personnels, à l'histoire qui les a précédés, à leur situation géographique, à la faiblesse de leur capital économique et culturel, etc., à tirer partie de ce nouvel environnement.

---

<sup>46</sup> Insuffisances des infrastructures, instabilités et asymétries des marchés, etc.



Leur situation s'analyse très souvent en termes de survie. Cela ne leur est d'ailleurs pas spécifique car de nombreuses agricultures africaines ne sont guère viables et permettent uniquement la survie des populations qui les perpétuent. On l'a montré, les stratégies mises en oeuvre par les acteurs les conduisent souvent de se préserver - en partie - des effets d'une forte incertitude, mais, étant axées sur le très court terme, elles ne les conduisent que rarement à une amélioration majeure de leurs conditions d'existence. Ce sont des stratégies défensives, peu à même d'accroître la viabilité, c'est-à-dire la durabilité, de leurs systèmes productifs.

Certes, les planteurs de café sont encore reliés aux marchés par la vente annuelle des cerises, qui leur permet d'élaborer des stratégies différentes de la simple recherche de la survie. Mais ces ventes conservent un caractère aléatoire lié aux fluctuations des marchés caféiers et encore accru par les récents désordres urbains, qui risquent de mettre à mal la filière d'exportation "officielle". Ces événements viennent d'ailleurs confirmer la profonde désorganisation de la société centrafricaine dans son ensemble, qui se traduit par le primat accordé aux logiques de prédation et d'arbitraire ; lorsque prédomine la "loi du plus fort", les villageois ne peuvent que rarement être gagnants, on le sait.

Beaucoup ont tenté de fuir les villages, mais les pillages de mai 1996 ont aussi montré que la migration vers la ville n'aboutit que très rarement aux améliorations espérées. De nombreux villageois savent donc qu'ils n'ont plus guère que ces deux alternatives : la marginalité rurale ou la misère urbaine.

Il y a aussi l'hypothèse du repli identitaire, mais elle nous semble fort improbable. Car l'ampleur du "désordre" qui règne dans de nombreux villages, l'oubli du passé et de ses rites, le rejet des vieux, le contact même ténu et déformé conservé avec le "monde des riches" constituent autant d'obstacles à un recours à quelque "tradition" Banda, dont bien peu d'ailleurs se soucient. Même les Ngbugu, qui demeurent plus attachés à leur mode d'existence usuel, expriment clairement leur désir de s'insérer dans les circuits d'échanges, de "compter" pour plus que de simples fournisseurs de manioc ou de café à bon prix. Et le recours systématique au domaine magico-religieux que l'on observe dans les villages est davantage le fruit d'une désorganisation que celui d'une reconstruction.

Tout comme les villageois sont souvent peu capables d'envisager leur avenir par le biais de la prévision et du calcul, l'analyste que nous prétendons être ne peut que difficilement envisager "de quoi sera fait" le futur des petits

producteurs familiaux de cette région<sup>47</sup>. J. Cantournet n'a pas cette prudence lorsqu'il conclut son étude du cas cotonnier par cette sentence : "(...) le verdict tombe impitoyablement : le paysan centrafricain ne deviendra jamais riche. Il aura, dans le meilleur des cas, beaucoup de mal à s'assurer un revenu qui ne soit pas trop inférieur au S.M.I.G."<sup>48</sup>. L'avenir ne pourra faire mentir J. Cantournet que si la situation globale de marginalité est quelque peu atténuée par des interventions extérieures efficaces et durables, ce qui, à l'heure de la prégnance des "lois du marché" sur les destins agraires, ne semble guère être à l'ordre du jour.

---

<sup>47</sup> Alors que sous d'autres latitudes, on guette aujourd'hui l'apparition des "agri-managers", devant prendre la relève des fermiers issus de la modernisation de ces dernières décennies, et que l'on passe du concept d'exploitation agricole à celui d'entreprise rurale.

<sup>48</sup> Cantournet, 1988, *art. cit.*, p. 1236.

<b>Index des cartes</b>
-------------------------

**Carte n°1** : République Centrafricaine. Organisation administrative et régionale page 14

Sources : Ministère centrafricain de l'Economie,  
du Plan des Statistiques et de la Coopération Internationale

**Carte n°2** : L'histoire centrafricaine : grands courants de migration page 17

Sources : Vennetier & alii, 1984 ; Kalck, 1992.

**Carte n°3** : La préfecture de la Basse-Kotto : caractéristiques générales page 26

Sources : Poukalé, 1988 ; données personnelles.

**Carte n°4** : La Basse Kotto : caractéristiques agroclimatiques page 29

Sources : Poukalé, 1988 ; Franquin & alii, 1988 ; données personnelles.

**Schéma** : Les zones d'activité de l'Animation Rurale d'Alindao page 38

Sources : Centre d'Animation Rurale d'Alindao.

<b>Lexique des principaux termes Sango employés</b>
---

- Bagara : zébu  
 Bubangéré : petit commerçant  
 Da ti kanga : prison  
 Gozo : manioc  
 Ita : frère  
 Kété yaka : petit champ (champ de décrue)  
 Kobéla : maladie  
 Kodro : village, lieu d'habitation  
 Kota yaka : grand champ (sole principale)  
 Kota zo : personne importante, notable  
 Kuda : "bon pour"  
 Likundu : sorcellerie d'agression  
 Maïngo kodro : développement, croissance  
 Makala : beignet  
 Mango téré : entente  
 Matawa : forgeron  
 Mokonzi : chef  
 Munju : Homme blanc  
 Ngassa : cabri  
 Ngbako : alcool de manioc  
 Ngbanga : justice, jugement  
 Nginza : argent  
 Péké : vin de palme  
 Poka : houe à manche court  
 Yaka : champ, plantation  
 Yoro : poison, fétiche, médicament  
 Zo vuko : Homme noir

<b>Bibliographie</b>
----------------------

ARROW (Kenneth J.). - De la rationalité - de l'individu et des autres - dans un système économique. - *Revue française d'économie*, Vol 2, n°1, 1987. - pp. 22-47.

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL. - *Expériences de développement rural en Afrique tropicale. Documents de la conférence régionale européenne de l'A.D.I.* - Paris, A.D.I., octobre 1968. - 162 p.

AUSTRUY (Jacques). - *Le scandale du développement.* - Paris, Rivière, 1965. - 535 p.

AZAM (Jean-Paul), BONJEAN (Catherine). - La formation du prix du riz. Théorie et application au cas d'Antananarivo (Madagascar). - *Revue Economique*, Vol. 46, n°4, juillet 1995. - pp. 1145-1166.

BADOUIN (Robert). - *Agriculture et accession au développement.* - Paris, Pedone, 1967. - 228 p.

BADOUIN (Robert). - *Le développement agricole en Afrique tropicale.* - Paris, Cujas, 1985. - 316 p.

BADOUIN (Robert). - L'analyse économique du système productif en agriculture. - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, tome 23, n°3-4, 1987. - pp. 357-375.

BALENGONDJI (Placide). - Le bilan décevant de la culture cotonnière dans la région de Bambari (R.C.A.). - *Cahiers Géographiques de Rouen*, n°17, 1982, Université de Haute Normandie. - pp. 23-28.

BANQUE MONDIALE. - *Le développement accéléré en Afrique au Sud du Sahara. Programme indicatif d'action.* - Paris, Economica, 1981.

BANQUE MONDIALE. - *Les dimensions sociales de l'ajustement en Afrique. Programme d'action.* - Paris, Economica, 1990.

BANQUE MONDIALE. - *Rapport sur le développement dans le monde. Le défi du développement.* - Paris, Economica, 1991.

BANQUE MONDIALE. - *Rapport sur le Développement dans le monde 1994. Une infrastructure pour le Développement.* - Paris, Economica, 1994.

- BANVILLE (R.P. Ghislain de). - *Bibliographie centrafricaine*, Bangui, 1991. - 102 p.
- BARDHAN (Pranab). - Analytics of the Institutions of informal Coopération in Rural Development. - *World Development*, Vol. 21, n°4, 1993a. - pp. 633-639.
- BARDHAN (Pranab). - Symposium on Management of Local Commons. - *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 7, n°4, fall 1993b. - pp. 87-92.
- BARAN (Paul A.). - On the Political Economy of Backwardness. - in AGARWALA (A.N.), SINGH (S.P.), Ed. - *The Economics of Underdevelopment*. - New York, Oxford University Press, 1963. - pp. 75-92.
- BARIS (P.), COUTY (P.). - *Prix, marchés et circuits commerciaux africains. Quelques propositions pour l'étude de la commercialisation des produits agricoles en Afrique*. - Paris, A.M.I.R.A., n°35, décembre 1981. - 52 p.
- BARLETT (Peggy F.), dir. - *Agricultural decision making (Anthropological contributions to rural development)*. - New York, Academic Press, 1980. - 378 p.
- BARON (James N.), HANNAN (Michael T.). - The Impact of economics on Contemporary Sociology. - *Journal of Economic Literature*, Vol. XXXII, september 1994. - pp. 1111-1146.
- BAYART (Jean-François). - *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*. - Paris, Fayart, L'espace du politique, 1990. - 439 p.
- BAYLE DES HERMENS (Roger de). - *Recherches préhistoriques en République Centrafricaine*. - Paris, Librairie C. Klincksieck et laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, Université de Paris X, Coll. Recherches Oubanguiennes, n°3, 1975. - 375 p.
- BEAUDOUX (Etienne), CROMBRUGGHE (Geneviève de), DOUXCHAMPS (Francis), GUENEAU (Marie-Christine), NIEUWKERK (Mark). - *Cheminevements d'une action de développement. De l'identification à l'évaluation*. - Paris, L'Harmattan, 1992. - 203 p.
- BEAUDOUX (Etienne), NIEUWKERK (Mark). - *Groupements paysans d'Afrique. Dossier pour l'action*. - Paris, L'Harmattan, Coll. alternatives paysannes, 1985. - 243 p.
- BECKER (Gary). - Irrational behavior and Economic theory. - in *The Economic Approach to Human Behavior*. - Chicago, University of Chicago Press, 1976. - pp. 151-168.
- BELLONCLE (Guy). - *La question paysanne en Afrique Noire*. - Paris, Karthala, 1982. - 110 p.

- BELLONCLE (Guy). - *Anthropologie appliquée et développement associatif. Trente années d'expérimentation sociale en Afrique sahélienne (1960-1990)*. - Paris, L'Harmattan, 1993. - 184 p.
- BELLONCLE (Guy), EASTON (Peter), ILBOUDO (Paul), SENE (Papa). - *Alphabétisation et gestion des groupements villageois en Afrique sahélienne*. - Paris, Karthala, 1982. - 270 p.
- BERRY (R.A.), SOLIGO (R.). - Rural Urban Migration Agricultural Output, and the Supply of Labor in a Labor-Surplus Economy. - *Oxford Economic Papers*, Vol. 20, july 1968. - pp. 230-249.
- BERTHELEMY (Jean-Claude), GAGEY (Frédéric). - Elasticité-prix de l'offre agricole dans les pays en développement : une note sur la rationalité des agriculteurs dans un contexte non walrasien.- *Annales de L'INSEE*, n°55-56, juillet-décembre 1984. - pp. 203-221.
- BERTHELOT (Jacques), RAVIGNAN (François de), dir. - *Les sillons de la faim. Textes rassemblés par le Groupe de la Déclaration de Rome*. - Paris, L'Harmattan, Coll. Alternatives Paysannes, série développement et paysannat, 1980. - 224 p.
- BERTHOME (Jacques). - Les associations villageoises de développement en Afrique de l'Ouest. - *Economie et Humanisme*, n°314, juillet-septembre 1990. - pp. 15-27.
- BERTHOME (Jacques), MERCOIRET (Jacques). - *Méthode de planification locale pour les organisations paysannes d'Afrique Sahélienne*. - Paris, L'Harmattan, 1993. - 349 p.
- BESLEY (Timothy). - Nonmarket Institutions for Credit and Risk Sharing in Low-Income Countries. - *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 9, n°3, summer 1995. - pp. 115-127.
- BEVAN (D.L.) et alii. - Peasant Supply Response in Rationed Economies. - *World Development*, Vol. 15, n°4, 1987. - pp. 431-439.
- BIENAYME (Alain). - L'oeil des mathématiques et le regard des économistes. - *Problèmes économiques*, n°2373, 27 avril 1994, pp. 1-6.
- BIGO (Pierre). - *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*. - Paris, Karthala, 1989. - 360 p.
- BINET (Jacques) : *Psychologie économique africaine*. - Paris, Payot, 1970. - 323 p.

BINSWANGER (Hans P.), BRAUN (Joachim von). - Technological Change and Commercialisation in Agriculture : The Effect on the Poor. - *The World Bank Research Observer*, Vol. 6, Number 1, January 1991. - pp. 57-80.

BINSWANGER (Hans P.), ROSENZWEIG (Mark R.). - Behavioural and Material Determinants of Production Relations in Agriculture. - *The Journal of Development Studies*, Vol. 22, n°3, April 1986. - pp. 503-539.

BLANC-PAMARD (Chantal), coord. - *Politiques agricoles et initiatives locales. Adversaires ou partenaires*. - Paris, Editions de l'ORSTOM, Coll. Colloques et Séminaires, 1993. - 311 p.

BOCQUENE (Henri). - *Moi, un Mbororo. Ndoudi Oumarou, Peul nomade du Cameroun*. - Paris, Karthala, 1986. - 387 p.

BODIGUEL (Maryvonne). - *Les paysans face au progrès*. - Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, "Travaux et recherches de science politique", n°37, 1975. - 178 p.

BONNEFOND (Philippe). - L'introduction de la motorisation en agriculture traditionnelle. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. 7, n°4, 1970. - pp. 21-33.

BONNEFOND (Philippe). - L'étude de la force de travail en milieu rural africain. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, vol. 17, n°1-2, 1980. - pp. 117-123.

BONVIN (Jean). - Changements sociaux et productivité agricole en Afrique Centrale. - Paris, O.C.D.E., Etudes du Centre de Développement, 1986. - 140 p.

BORDES (Georges). - Les producteurs-consommateurs : des agents paradoxaux. - in LABOURDETTE (André), dir. - *Mélanges en l'honneur de Jean-Guy Mériot*. - Paris, Economica, Coll. Gestion, Série Politique générale, Finance et Marketing, 1992. - pp. 843-866.

BOSERUP (Ester). - *The conditions of agricultural growth*. - Londres, Allen and Unwin, 1966.

BOURDIEU (Pierre). - *Algérie 60. Structures économiques et structures temporelles*. - Paris, Editions de minuit, Coll. "Grands documents", 1977. - 123 p.

BOUSSARD (Jean-Marc). - *Economie de l'agriculture*. - Paris, Economica, collection "Economie agricole & agro-alimentaire", 1987. - 310 p.

BOUSSARD (Jean-Marc). - *Introduction à l'économie rurale*. - Paris, Cujas, Coll. Théories Economiques, 1992. - 113 p.



BOUTRAIS (Jean). - L'élevage en Afrique tropicale : une activité dégradante ? - *Afrique contemporaine*, n°161, 1er trimestre 1992. - pp. 109-125.

BOUTRAIS (Jean), CROUAIL (Jean-Claude). - Les projets de développement de l'élevage en Centrafrique. - in BLANC-PAMARD (Chantal), LESAILLY-JACOB (Véronique), LERICOLLAIS (André), dir. - *Dynamique des systèmes agraires. L'exercice du développement*. - Paris, ORSTOM, Coll. Colloques et Séminaires, 1986. - pp. 71-92.

BRABANT (Pierre). - La dégradation des terres en Afrique. - *Afrique contemporaine*, n°161, 1er trimestre 1992. - pp. 90-108.

BRAUD (M.). - Un exemple de liaison entre la recherche et les agriculteurs en République centrafricaine. - *Economie Rurale*, n° 147-148, janvier-mars 1982. - pp. 126-129.

BREWSTER (J.). - Traditional Social Structures as Barriers to Change. - in Southworth (H.) and Johnson (B.F.). - *Agricultural Development and Economic Growth*. - Cornell University Press, 1967. - pp. 66-98.

BROCHIER (Hubert). - L'individualisme méthodologique est-il applicable à la science économique ? - *Problèmes Economiques*, n°2382, 29 juin 1994. - pp. 9-16.

BRUN (André). - Citoyenneté, individualisme, coopération et lien local. - *Economie Rurale*, n°229, septembre-octobre 1995. - pp. 11-16.

BRUNEL (Sylvie). - Afrique-Asie : mutations techniques et politiques de développement. - in BRUNEL (Sylvie), coord. - *Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins*. - Paris, Economica, Coll. économie agricole & agro-alimentaire, 1986. - pp. 169-187.

CANTOURNET (Jean). - Production cotonnière et développement : le cas centrafricain. - *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2218, 13 mai 1988. - pp. 1231-1236.

CANTOURNET (Jean). - Privatiser le coton ? - *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2608, 3 novembre 1995. - pp. 2433-2435.

CERNEA (Michael M.). - Using Knowledge from Social Science in Development Projects. - World Bank Discussion Papers, n°114, 1991. - 54 p.

CERNEA (Michael M.). - Sociological work within a development agency : Experiences in the World Bank. - World Bank, August 1993. - 28 p.

CERNEA (Michael M.). - L'approche sociologique du développement durable. - *Finances et Développement*, décembre 1993. - pp. 11-13.

CHALEARD (Emile). - Régénération des plantations et intensification des cultures, l'exemple ivoirien. - in LE BRIS (E.), LE ROY (E.), MATHIEU (P.), dir. - *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*. - Paris, Karthala, Coll. Economie et développement, 1991. - pp. 91-95.

CHAMBERS (E.). - *Applied anthropology, a practical guide*. - Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, 1985.

CHAMBERS (Robert). - *Développement rural. La pauvreté cachée*. - Paris, Karthala/C.T.A., 1990. - 374 p.

CHAMPAUD (Jacques). - Du Tibesti à l'Oubangui, loin des rivages. - in DUBRESSON (Alain), MARCHAL (Jean-Yves), RAISON (Jean-Pierre), dir. - *Les Afriques au sud du Sahara*. - Paris, Ed. Belin/Reclus, Coll. Géographie Universelle, 1994. - pp.217-226.

CHARMES (Jacques). - Théorie et pratique de la vulgarisation agricole. - Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, Vol. 12, n°3, 1975. - pp. 249-258.

CHAUVEAU (J.P.). - Mise en valeur coloniale et développement. Perspective historique sur deux exemples ouest-africains. - in BOIRAL (P.), LANTERI (J.F.), OLIVIER DE SARDAN (J.P.), dir. - *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*. - Paris, Karthala, 1985. - pp. 143-166.

CHAYANOV (A.V.). - *The theory of Peasant Economy*. - Irwin, Homewood, 1966.

COCHET (Hubert). - Productivité du travail et accumulation du capital dans les exploitations agricoles paysannes du Burundi. - *Mondes en Développement*, Tome 21, n°82, 1993. - pp. 65-84.

CONFERENCE EPISCOPALE CENTRAFRICAINE. - *Que faisons nous de notre pays ?* - Bangui, 1991, multigr. - 32 p.

CONTE (Arthur). - La plus grande France. - *Enquête sur l'histoire*, n°8, Automne 1993. - pp. 36-44.

CONTAMIN (B.). - La politique alimentaire de la Tanzanie : le jeu complexe de l'effet-prix. - *Economie et Société*, n°7, 1987. - pp. 169-184.

COQUERY-VIDROVITCH (Catherine). - *Le Congo français au temps des grandes compagnies concessionnaires (1898-1930)*. - Thèse de doctorat ès lettres, Paris, Sorbonne, 1970. - 600 p.

COQUERY-VIDROVITCH (Catherine). - *Afrique noire. Permanences et ruptures*. - Paris, Payot, 1985. - 440 p.

- COQUERY-VIDROVITCH (Catherine), dir. - *Sociétés paysannes du Tiers-Monde*. - Paris, L'Harmattan, 1991. - 282 p.
- COQUERY-VIDROVITCH (Catherine). - Développement et sociétés africaines : les facteurs de freinage. - in COQUERY-VIDROVITCH (Catherine), HEMERY (Daniel), PIEL (Jean), eds. - *Pour une histoire du développement. Etats, sociétés, développement*. - Paris, L'Harmattan, 1988. - pp. 113-126.
- CORREZE (Annette). - La vulgarisation agricole et les femmes. - *Economie Rurale*, n°147-148, janvier-mars 1982. - pp. 130-132.
- COURADE (Georges). - Marginalité volontaire ou imposée ? Le cas des Bakweri (Kpé) du mont Cameroun. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. XVIII, n°3, 1981-1982. - pp. 357-388.
- COURADE (Georges). - Le projet de développement rural : à la recherche de la productivité de la terre. - in LE BRIS (E.), LE ROY (E.), MATHIEU (P.), dir. - *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*. - Paris, Karthala, Coll. Economie et développement, 1991. - pp. 192-199.
- COURADE (G.), ELOUNDOU-ENYEGUE (P.), GRANGERET (I.). - L'Union Centrale des Coopératives Agricoles de l'Ouest du Cameroun (UCCAO) : De l'entreprise commerciale à l'organisation paysanne. - *Tiers Monde*, n°128, octobre-décembre 1991. - pp. 887-899.
- COUTY (Philippe). - La structure des économies de savane africaine. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. 2, 1968. - pp. 23-43.
- COUTY (Philippe). - Le temps, l'histoire et le planificateur. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. 18, n°2, 1981-1982. - pp. 261-266.
- COUTY (Philippe). - La production agricole en Afrique subsaharienne : manières de voir et façons d'agir. - *Cahiers des Sciences Humaines, ORSTOM*, Vol. 23, n°3-4, 1987. - pp. 391-408.
- COUTY (Philippe). - Vingt-cinq ans de recherche sur les agricultures africaines. *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, 1963-1987. - *Cahiers des Sciences Humaines*, Vol. 26, n°3, 1990. - pp. 343-363.
- COUTY (Philippe). - L'agriculture africaine en réserve. Réflexions sur l'innovation et l'intensification agricoles en Afrique tropicale. - *Cahiers d'Etudes Africaines*, n°121-122, 1991. - pp. 65-81.
- COUTY (Ph.), FORESTIER (J.), HAMMAIRE (A.). - *Projet de compte rendu de la journée thématique sur le vocabulaire en Agronomie*. - Paris, ORSTOM, janvier 1982. - 13 p.

COUTY (Philippe), HALLAIRE (Alain). - *De la carte aux systèmes. Les études agraires de l'ORSTOM au Sud du Sahara (1960-1980)*. - A.M.I.R.A., notes de travail, série enquêtes et statistiques, Volume 5, n°29, juin 1980. - pp. 45-177.

CROZIER (Michel). - Ce que nous a apporté Herbert Simon. - *Revue Française de gestion*, n°94, juin-juillet-août 1993. - pp. 85-86.

CROZIER (Michel), Friedberg (Ehhard). - *L'acteur et le système*. - Paris, Editions du Seuil, Collection "Points Politique", 1977. - 500 p.

DAIGRE (R.P. Joseph). - Les Bandas de l'Oubangui-Chari (Afrique Equatoriale Française). - *Anthropos*, n°26 (1931), n°27 (1932). - pp. 647-695 et pp. 151-181.

DAIGRE (R.P. Joseph). - *Oubangui-Chari. Témoignage sur son évolution (1900-1940)*. - Issoudun, Dillen & Cie, 1947. - 163 p.

DAIGRE (R.P. Joseph). - *En son temps le Père Joseph Daigre. Oubangui-Chari, 1905-1939. Souvenirs, anecdotes et documents inédits recueillis et présentés par le Père Ghislain de Banville*. - Bangui, 1988, multigr.

DAMAIS (Gilles), OLIVE (Gaston). - Les modèles de simulation de politiques économiques sur tableur. Outils d'aide à la décision ou outils de formation ? in GROUPE DE RECHERCHE LILLOIS URA CNRS 363 (TIERS MONDE/AFRIQUE). - *Outils d'analyse et d'aide à la décision dans les pays en voie de développement*. - Béthune, Colloque (15 & 16 mars 1994), 1995. - pp. 3-26.

DAMPIERRE (Eric de). - Coton noir, café blanc. - *Cahiers d'Etudes Africaines*, 1960, tome 1. - pp. 128-147.

DAMPIERRE (Eric de). - *Un ancien Royaume Bandia du Haut Oubangui*. - Paris, Plon, 1967. - 601 p.

DAMPIERRE (Eric de). - *Des ennemis, des Arabes, des histoires...* - Paris, Société d'ethnographie, Coll. Recherches Oubanguiennes, n°8, 1983. - 79 p.

DANAGORO (Jean-Paul Roland). - *Education et développement en République Centrafricaine. La problématique éducative face aux aléas du développement Communautaire*. - Thèse de doctorat, EHESS, 1981. - 414 p.

DEFALVARD Hervé. - Critique de l'individualisme méthodologique revu par l'économie des conventions. - *Revue économique*, Vol. 43, n°1, janvier 1992. - pp. 127-143.

DEFFONTAINES (Jean-Pierre). - Comment caractériser le fonctionnement du village de Salmé (Népal) dans un objectif de développement. - in BLANC-PAMARD (Chantal), LESAILLY-JACOB (Véronique), LERICOLLAIS (André), dir. - *Dynamique des systèmes agraires. L'exercice du développement*. - Paris, ORSTOM, Coll. Colloques et Séminaires, 1986. - pp. 17-39.

DE JANVRY (Alain), FAFCHAMPS (Marcel), SADOULET (Elisabeth). - Peasant Household Behavior With Missing Markets : Some Paradoxes Explained. - *The Economic Journal*, Vol. 101, november 1991. - pp. 1400-1417.

DE JANVRY (Alain), SADOULET (Elisabeth), THORBECKE (Erik). - Le renouveau de l'analyse économique du développement. - *Problèmes Economiques*, n°2361, 2 février 1994. - pp. 1-7.

DE LEENER (Philippe). - Le foncier de l'arbre. - in LE BRIS (E.), LE ROY (E.), MATHIEU (P.), dir. - *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*. - Paris, Karthala, Coll. Economie et développement, 1991. - pp. 98-103.

DELPEY (Roger). - *Affaires centrafricaines. Quand la Centrafrique bougera, l'Afrique explosera*. - Paris, Ed. Jacques Grancher, 1985, 248 p.

DEMANGEOT (Jean). - *Les milieux "naturels" du globe*. - Paris, Masson, 1994. - 313 p.

DESJEUX (Dominique). - Rationalité paysanne et méthodes d'évaluation qualitative en Afrique. - *Economie Rurale*, n°147-148, janvier-mars 1982. - pp. 133-135.

DESJEUX (Dominique). - *Stratégies paysannes en Afrique paysanne. Le Congo. (Essai sur la gestion de l'incertitude)*. - Paris, L'Harmattan, collection alternatives paysannes, 1987. - 247 p.

DESJEUX (Dominique). - Des stratégies paysannes pour gérer l'incertitude foncière. - in LE BRIS (E.), LE ROY (E.), MATHIEU (P.), dir. - *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*. - Paris, Karthala, Coll. Economie et développement, 1991. - pp. 199-203.

DESROCHE (Henri). - *Coopération et développement. Mouvements coopératifs et stratégie du développement*. - Paris, I.E.D.E.S., P.U.F., 1964. - 336 p.

DEVEY Muriel. - Centrafrique. Partie spéciale. - *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° 2626, 8 mars 1996. - pp. 465-494.

DIA (Mamadou). - Développement et valeurs culturelles en Afrique subsaharienne. - *Finances & Développement*, Vol. 28, n°4, décembre 1991. - pp. 10-13.

DIENG (Adama). - Assistance juridique aux populations rurales. - *Afrique contemporaine*, n°156, 4ème trimestre 1990. - pp. 106-110.

DIKI-KIDIRI (Marcel). - Le Sango dans la formation de la nation centrafricaine. - *Politique africaine*, n°23, septembre 1986. - pp. 83-99.

DOZON (J.P.), PONTIE (G.). - Développement, sciences sociales et logiques paysannes d'Afrique noire. - in BOIRAL (P.), LANTERI (J.F.), OLIVIER DE SARDAN (J.P.), dir. - *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*. - Paris, Karthala, 1985. - pp. 67-80.

DUBOIS (J.L.), BLAIZEAU (D.). - *Connaître les conditions de vie des ménages dans les pays en développement*. - Ministère de la coopération et du développement, 1989, 3 tomes.

DUFUMIER (Marc). - Environnement et développement rural. - *Tiers Monde*, n°130, avril-juin 1992. - pp. 295-310.

DUFUMIER (Marc). - Agriculture, écologie et développement. - *Tiers Monde*, n°134, avril-juin 1993. - pp. 245-261.

DUMONT (René). - *Développement agricole africain*. - Paris, P.U.F., 1965.

DUMONT (René). - Le difficile développement agricole de la R.C.A. - *Annales de l'Institut National Agronomique*, tome IV, 1966. - 85 p.

DUPRE (Georges), dir. - *Savoirs paysans et développement*. - Paris, Karthala /ORSTOM, 1991. - 524 p.

DUPRIEZ (Hugues), DE LEENER (Philippe). - *Agriculture tropicale en milieu rural africain*. - Nivelles, Ed. Terres et Vie/L'Harmattan, 1983. - 280 p.

DUPRIEZ (Hugues), DE LEENER (Philippe). - *Jardins et vergers d'Afrique*. - Nivelles, Ed. Terre et Vie/L'Harmattan, 1987. - 353 p.

E.N.D.A.-G.R.A.F. (Coll.). - *Avenir des terroirs : la ressource humaine*. - Dakar, E.N.D.A.-Editions, Recherches populaires, n°147-148-149, 1992. - 300 p.

EBOUE (Félix). - *Les Peuples de l'Oubangui-Chari. Essai d'ethnographie, de linguistique et d'économie sociale*. - Paris, Comité de L'Afrique française, 1933. - 110 p.

ECKAUS (R.S.). - The Factor-proportion Problem in Underdeveloped Areas. - in AGARWALA (A.N.), SINGH (S.P.), Ed. - *The Economics of Underdevelopment*. - New York, Oxford University Press, 1963. - pp. 348-378.

*Economie et plan de développement. République centrafricaine.* - Paris, Direction de l'Aide au Développement des Etats francophones d'Afrique au Sud du Sahara et de la République malgache, juillet 1969.

ELA (Jean-Marc). - *L'Afrique des villages.* - Paris, Karthala, 1982. - 228 p.

ELSTER (Jon). - *Le laboureur et ses deux enfants. Deux essais sur les limites de la rationalité.* - Paris, Les Editions de minuit, Coll. "Propositions", 1987. - 199 p.

EVANS-PRITCHARD (E.-E.). - *The Azande, History and Political Institutions.* - Oxford, Clarendon Press, 1971. - 444 p.

FAFCHAMPS (Marcel). - Solidarity Networks in Preindustrial societies : Rational Peasant with a Moral Economy. - *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 41, n°1, october 1992 - pp. 147-174.

FAVEREAU Olivier. - Vers un calcul économique organisationnel ? - *Revue d'Economie politique*, n°2, mars-avril 1989. - pp. 322-354.

FAVEREAU (Olivier). - Développement et économie des conventions. - in HUGON (Philippe), POURCET (Guy), QUIERS-VALETTE (Suzanne), dir. - *L'Afrique des incertitudes.* - Paris, I.E.D.E.S., P.U.F., Coll. Tiers Monde, 1995. - pp. 179-199.

FENET-RIEUTORD (Monique). - Espace géographique et santé en Afrique Centrale : la diffusion de maladies le long du fleuve Oubangui (1885-1982). - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, Vol. 22, n°2, 1986. - pp. 231-256.

FERREOL (Gilles), NORECK (Jean-Pierre). - *Introduction à la pensée sociologique.* - Paris, Armand Colin, 1989. - 191 p.

FONTAINE (Jean-Marc). - Les projets de libéralisation des agricultures africaines. Un point de vue critique appuyé par les cas kenyan et tanzanien. - *Economie et Société*, n°7, 1987. - pp. 185-208.

FONTAINE (Jean-Marc). - *Mécanismes et politiques de développement économique. Du "big push" à l'ajustement structurel.* - Paris, Cujas, Coll. Théories Economiques, 1994. - 189 p.

FRANK (Robert H.). - If Homo Economicus Could Choose His Own Utility Function Would He Want One with a Conscience ? - *The American Economic Review*, Vol. 77, n°4, september 1987. - pp. 593-604.

FRANQUIN (Pierre), DIZIAIN (Roland), COINTEPAS (Jean-Paul), BOULVERT (Yves). - *Agroclimatologie du Centrafrique.* - Paris, Editions de L'ORSTOM, Coll. Initiations, Documentations techniques n°71, 1988. - 522 p.

- FRYDMAN (Roger). - Le territoire de l'économiste : marché et société marchande. - *Revue économique*, Vol. 43, n°1, Janvier 1992. - pp. 5-30.
- GASTELLU (Jean-Marc). - Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique. - in *Evaluation du développement rural et méthodes d'investigation*. - Paris, A.M.I.R.A., Colloque, janvier 1979. - pp. 1-21.
- GASTELLU (Jean-Marc), BACA TUPAYACHI (Epifanio). - Le marché dans les économies paysannes. - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, Vol. 30, n°1-2, 1994. - pp. 157-178.
- GAUD (Michel). - Complexité africaine et développement. - *Afrique contemporaine*, n°163, 3e trimestre 1992. - pp. 3-16.
- GAULME (François). - La situation en Centrafrique. Un difficile redressement. - *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°1991, 6 janvier 1984. - pp. 7-10.
- GENDARME (R.). - *La pauvreté des Nations*. - Paris, P.U.F., 1962.
- GENTIL (Dominique). - Organisations coopératives et Etat en Afrique francophone (1960-1985). - *Mondes en développement*, tome 16, n°61, 1988. - pp. 113-125.
- GENTIL (Dominique), DUFUMIER (Marc). - *Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural. Orientations méthodologiques*. - Paris, A.M.I.R.A. n°44, mars 1984. - pp. 7-109.
- GENTIL (Dominique), FOURNIER (Yves). - *Les paysans peuvent-ils devenir banquiers ? Epargne et crédit en Afrique*. - Paris, Syros, Ateliers du développement, 1993. - 271 p.
- GENTIL (Dominique), MERCOIRET (Marie-Rose). - Y a-t-il un mouvement paysan en Afrique noire ? - *Tiers Monde*, n°128, 1991. - pp. 867-886.
- GEORGES (Michel). - *Pouyamba, village Banda en savane centrafricaine*. - Paris, B.D.P.A., deux tomes, 1960. - 151 p.
- GEORGES (Michel). - La vie rurale chez les Banda (République Centrafricaine). - *Les Cahiers d'Outre-mer*, Bordeaux, n°64, oct-déc 1963. - pp. 321-359.
- GIDE (André). - *Voyage au Congo. Carnets de route*. - Paris, nrf, Gallimard, 1928. 250 p.
- GILGUY (Christine). - Centrafrique. Etude spéciale. - *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2403, 29 novembre 1991. - pp. 3067-3084.



- GODELIER (Maurice). - *Rationalité et irrationalité en économie*. - Paris, Maspero, Coll. "économie et socialisme", 1966. - 293 p.
- GOETZ (Stephan J.). - Interlinked Markets and the Cash Crop-Food Crop Debate in Land-Abundant Tropical Agriculture. - *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 41, n° 2, January 1993. - pp. 343-361.
- GOSSELIN (Gabriel). - *Développement et tradition dans les sociétés rurales africaines*. - Genève, B.I.T., 1970. - 343 p.
- GOSSELIN (Gabriel). - *L'Afrique désenchantée*. - Paris, Anthropos, deux volumes. - Vol. 1 : *Sociétés et stratégies de transition en Afrique tropicale*, 1978. - Vol. 2 : *Théorie et politique du développement*, 1980. - 374 p. et 351 p.
- GOUËT (M.). - *Madomalé, village Banda en savane centrafricaine*. - Paris, B.D.P.A., 1960. - 74 p.
- GOUROU (Pierre). - L'Asie et l'Afrique tropicales : la différence fondamentale des encadrements. - in BRUNEL (Sylvie), coord. - *Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins*. - Paris, Economica, Coll. économie agricole & agro-alimentaire, 1986. - pp. 13-17.
- GOUROU (Pierre), ETIENNE (Gilbert), dir. - *Des labours de Cluny à la révolution verte. Techniques agricoles et population*. - Paris, P.U.F., 1985. - 258 p.
- GOUROU (Pierre). - *L'Afrique tropicale, nain ou géant agricole ?* - Paris, Flammarion, 1991. - 226 p.
- GOUSSAULT (Yves). - *Interventions éducatives et animation dans les développements agraires*. - Paris, I.E.D.E.S., P.U.F., 1970. - 260 p.
- G.R.A.A.P. - *Nouvelles paroles de brousse*. - Paris, Karthala, 1988.
- GREENWALD (B.), STIGLITZ (J.E.). - Externalities in Economies with Imperfect Information and Incomplete Markets. - *Quarterly Journal of Economics*, n°101, 1986. - pp. 229-264.
- GRELLET (Gérard). - Pourquoi les pays en voie de développement ont-ils des rythmes de croissance aussi différents ? Un survol critique de quelques orthodoxies contemporaines. - *Tiers Monde*, tome 33, n°129, janvier-mars 1992a. - pp. 31-66.
- GRELLET (Gérard). - Une nouvelle orthodoxie du développement. - *Problèmes économiques*, n° 2299, 11 novembre 1992b. - pp. 1-7.
- GRELLET (Gérard), MAINGUET (Monique), SOUMILLE (Pierre). - *La République Centrafricaine*. - Paris, P.U.F., Que sais-je ?, 1982. - 128 p.

GUICHAOUA (André). - *Destins paysans et politiques agraires en Afrique centrale*. - Paris, L'Harmattan, 1989. - Tome 1 : *L'ordre paysan des hautes terres centrales du Burundi et du Rwanda*. - Tome 2 : *La liquidation du "monde paysan" congolais*. - 208 p. et 191 p.

GUILLEMIN (R.). - *L'évolution de l'agriculture autochtone dans les savanes de l'Oubangui*. - Inspection Générale de l'Agriculture, Gouvernement Général de l'A.E.F., décembre 1956. - 161 p.

GU KONU (Emmanuel Y.). - L'arboriculture. - in LE BRIS (E.), LE ROY (E.), MATHIEU (P.), dir. - *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*. - Paris, Karthala, 1991. - pp. 83-87.

GUTELMAN (M.). - *Structures et réformes agraires*. - Petite collection Maspero, 1974. - 200 p.

HABERMAS (Jürgen). - *Théorie de l'agir communicationnel. Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*. - Paris, Fayard, L'espace du Politique, 1987. - 448 p.

HALTIWANGER (John), WALDMAN (Michael). - Rational Expectations and the Limits of Rationality : An Analysis of Heterogeneity. - *The American Economic Review*, Vol. 75, n°3, june 1985. - pp. 326-340.

HALTIWANGER (John), WALDMAN (Michael). - Limited Rationality and Strategic Complements : The Implications for Macroeconomics. - *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 54, august 1989. - pp. 463-483.

HALTIWANGER (John), WALDMAN (Michael). - The role of altruism in economic interaction. - *Journal of Economic Behavior and Organization*, tome 21, 1993. - pp. 1-15.

HAUBERT (Maxime). - Tradition communautaire et modernité coopérative : Evolution, greffage ou récupération ? - *Tiers Monde*, n°88, octobre-décembre 1981. - pp. 789-808.

HAUBERT (Maxime). - Le retour des paysans : mythes et réalités. - *Tiers Monde*, n°128, octobre-décembre 1991. - pp. 725-740.

HAUBERT (Maxime). - *Politiques alimentaires et mobilisations des paysans*. - Paris, I.E.D.E.S., Université de Paris 1, 1994. - 19 p.

HEINER (Ronald A.). - The Origin of Predictable Behavior. - *The American Economic Review*, Vol. 73, n°4, september 1983. - pp. 560-595.

HERVOUËT (J.P.), LAVEISSIERE (C.). - Les grandes endémies : l'espace social coupable. - *Politique africaine*, n°28, décembre 1987. - pp. 21-32.

HIRSCHMAN (Albert O.) - *Stratégie du développement économique*. - Paris, Editions Ouvrières, 1964. - 247 p.

HIRSHLEIFER (Jack). - The Expanding Domain of Economics. - *The American Economic Review*, Vol. 75, n°6, december 1985. - pp. 53-68.

HUGON (Philippe). - La pensée française en économie du développement. - *Revue d'économie politique*, Vol. 101, n°2, 1991. - pp. 171-229.

HUGON (Philippe). - L'"Homo africanus" est-il irrationnel ?. - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, n° spécial Trente ans, 1993a. - pp. 57-60.

HUGON (Philippe). - *L'économie de l'Afrique*. - Paris, Ed. La découverte, 1993b. - 124 p.

HUGON (Philippe). - Instabilité et organisation des filières coton en Afrique. - *Economie Rurale*, n°224, novembre-décembre 1994. - pp. 39-44.

HUGON (Philippe), GERONIMI (Vincent). - Instabilité des recettes d'exportation, et changements de trajectoires des économies africaines. - in HUGON (Philippe), POURCET (Guy), QUIERS-VALETTE (Suzanne), dir. - *L'Afrique des incertitudes*. - Paris, I.E.D.E.S., P.U.F., Coll. Tiers Monde, 1995. - pp. 17-39.

HYMER (Stephen), RESNICK (Stephen). - A Model of an Agrarian Economy with Nonagricultural Activities. - *The American Economic Review*, Vol 59, september 1969. - pp. 493-506.

I.N.A.D.E.S.-FORMATION-ZAIRE. - *Evaluation de l'Animation Rurale du diocèse de Bangassou*. - Kinshasa, novembre 1994, multigr. - 100 p.

ISHAM (Jonathan), NARAYAM (Deepa), PRITCHETT (Land). - Does Participation Improve Performance ? Establishing Causality with Subjective Data. - *The World Bank Economic Review*, Vol. 9, n°2, 1995. - pp. 175-200.

JACQUET (L.). - Le café : le calme après la tempête. - *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2591, 7 juillet 1995. - pp. 1443-1446.

JOUBE (Philippe). - Usages et fonctions de la jachère dans les systèmes de production d'Afrique tropicale et du Maghreb. - *Agricultures. Cahiers d'études et de recherches francophones*, Vol. 2, n°5, septembre-octobre 1993. - pp. 308-317.

JULIEN (Capitaine). - De Ouango à Mobaye par les pays n'sakara et bougbou (29 mars-9 avril 1899). - *La Géographie. Bulletin de la Société de Géographie*, 1901. - pp. 109-114.

- KABOU (Axelle). - *Et si l'Afrique refusait le développement ?* - Paris, L'Harmattan, 1992. - 208 p.
- KALCK (Pierre). - *Réalités ousanguiennes*. - Paris, Ed. Berger-Levrault, Coll. Modes d'Outre-Mer, Série "Nations", 1959. - 356 p.
- KALCK (Pierre). - *Histoire centrafricaine des origines à nos jours*. - Thèse de doctorat d'Etat ès lettres, Paris, Sorbonne, 4 volumes, 1970. - 1777 p.
- KALCK (Pierre). - *La République Centrafricaine. - Notes et Etudes Documentaires*, la Documentation française, n°3833-3834, 1971.
- KALCK (Pierre). - *Histoire centrafricaine. Des origines à 1966*. - Paris, L'Harmattan, Coll. Racines du présent, 1992. - 353 p.
- KALCK (Pierre). - *Central African Republic*. - Oxford, Clio Press, World Bibliographical Series, Vol. 152, 1993.
- KALCK (Pierre). - *Barthélemy Boganda*. - Paris, Editions Sépia, 1995. - 218 p.
- KAMDEN (E.) - Temps et travail en Afrique. - in *L'individu dans l'organisation, les dimensions oubliées*. - Editions Eska, 1990. - pp. 231-255.
- KAMTO (Maurice). - Une justice entre tradition et modernité. - *Afrique contemporaine*, n°156, 4ème trimestre 1990. - pp. 57-64.
- KINTZ (Danièle). - Le foncier dans la pensée et dans la pratique des éleveurs et des agro-pasteurs. - in LE BRIS (E.), LE ROY (E.), MATHIEU (P.), dir. - *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*. - Paris, Karthala, Coll. Economie et développement, 1991. - pp. 37-48.
- KOTREKO (Anatole). - *Cultures vivrières, cultures d'exportation et cultures d'approvisionnement du marché national en R.C.A.* - Thèse de Doctorat de Troisième Cycle (Economie Rurale), Université de Montpellier 1, juin 1983. - 282 p.
- LACOSTE (Yves). - *Géographie du sous-développement. Géopolitique d'une crise*. - Paris, P.U.F., 1976. - 289 p.
- LAFARGE (Marcel). - *Enquête démographique en République centrafricaine*. - Paris, I.N.S.E.E., avril 1964.
- LAFARGE (Marcel). - *Enquête agricole en République centrafricaine. 1960-1961*. - Paris, I.N.S.E.E., novembre 1965. - 269 p.

LANDAIS (Etienne), LHOSTE (Philippe). - L'association agriculture-élevage en Afrique intertropicale : un mythe techniciste confronté aux réalités du terrain. - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, Vol. 26, n°1-2, 1990. - pp. 217-235.

LATOUCHE (Serge). - *Faut-il refuser le développement ?* - Paris, P.U.F., Coll. économie en liberté, 1986. - 213 p.

LATOUCHE (Serge). - Le rationnel et le raisonnable. Les antinomies du postulat métaphysique de la raison économique. - *La Revue du MAUSS*, n°4, 2ème semestre 1994. - pp. 134-158.

LE COZ (Jean), dir. - Espaces méditerranéens et dynamiques agraires. Etat territorial et communautés rurales. - *Options méditerranéennes*, Série B (Etudes et Recherches), n°2, 1990, C.I.H.E.A.M.

LEPLAIDEUR (A.). - Enquête en milieu paysan : la région forestière du Centre-Sud Cameroun. - A.M.I.R.A., Colloque, *Evaluation du développement rural et méthodes d'investigation*, janvier 1979. - pp. 61-82.

LE ROY (Etienne). - Associer l'usager à une gestion foncière paritaire et décentralisée. - in LE BRIS (E.), LE ROY (E.), MATHIEU (P.), dir. - *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*. - Paris, Karthala, Coll. Economie et développement, 1991. - pp. 331-341.

LE ROY (Etienne). - La trame foncière. - in LE BRIS (E.), LE ROY (E.), MATHIEU (P.), dir. - *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*. - Paris, Karthala, Coll. Economie et développement, 1991. - pp. 313-317.

LE ROY (Etienne). - L'Etat, la réforme et le monopole fonciers. - in LE BRIS (E.), LE ROY (E.), MATHIEU (P.), dir. - *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*. - Paris, Karthala, Coll. Economie et développement, 1991. - pp. 159-190.

LE ROY (Etienne). - *La marchandisation imparfaite de la terre en Afrique et ses implications institutionnelles*. - Contribution au colloque "Agriculture paysanne et question alimentaire", Chantilly, février 1996. - 13 p.

LEVI-STRAUSS (Claude). - *Race et Histoire*. - Paris, Unesco, 1952. - 133 p.

LEWIS (Arthur). - Economic Development with Unlimited Supplies of Labour. - in AGARWALA (A.N.), SINGH (S.P.), Ed. - *The Economics of Underdevelopment*. - New York, Oxford University Press, 1963. - pp. 400-449.

LEWIS (Oscar). - *Les enfants de Sanchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*. - Paris, nrf, Gallimard, Coll. Du monde entier, 1967. - 638 p.

LEYNAUD (Emile). - Parenté et alliance chez les Bandas du district de Bria. Région de la Kotto, Dar el Kouti. - *Bulletin de l'Institut d'Etudes Centrafricaines*, n°7-8, 1954. - pp.109-164.

LEYNAUD (Emile). - *Formation et caractères des centres secondaires dans le Centre Oubangui*. - Paris, I.N.S.E.E.-Coopération, 1960. - 66 p.

LEYNAUD (Emile). - Ligwa. Un village Zandé de la RCA. - *Cahiers d'études africaines*, Vol. III, 3ème cahier, 1963. - pp. 318-390.

LUGAN (Bernard). - *Afrique, bilan de la décolonisation*. - Paris, Perrin, Coll. Vérités et Légendes, 1991. - 304 p.

LUGAN (Bernard). - L'Afrique avant les Blancs. - *Enquête sur l'histoire*, n°8, Automne 1993. - pp. 18-19.

LUGAN (Bernard). - Un empire ruineux. - *Enquête sur l'histoire*, n°8, Automne 1993. - pp. 72-73.

MAHIEU (François-Régis). - Principes économiques et société africaine. - *Tiers Monde*, n°120, octobre-décembre 1989. - pp. 725-753.

MAHIEU (François-Régis). - La pluriactivité en milieu rural, méthodes d'enquête et modèle d'analyse. Le cas du Burundi. - in GROUPE DE RECHERCHE LILLOIS URA CNRS 363 (TIERS MONDE/AFRIQUE). - *Outils d'analyse et d'aide à la décision dans les pays en voie de développement*. - Béthune, Colloque (15 & 16 mars 1994), 1995. - pp. 39-60.

MAINGUENE ESPINOZA (Sonia). - *Les formes de production coopérative en République centrafricaine de 1935 à 1975*. - Thèse de Doctorat, Université d'Aix-Marseille 1, 2 tomes, 1986. - 447 et 569 p.

MALINVAUD (Edmond). - Sur l'hypothèse de rationalité en théorie macro-économique. - *Revue Economique*, Vol. 46, n°3, mai 1995. - pp. 523-536.

MANN (Patrice). - *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*. - Paris, Armand Colin, Coll. U, série "Sociologie", 1991. - 155 p.

MARAN (René). - *Batouala*. - Paris, Albin Michel, 1921/1972. - 250 p.

MARCH (J.G.), SIMON (H.A.). - *Les organisations. Problèmes psychosociologiques*. - Paris, Dunod, 1964. - 244 p.

MARIOTTI (Marco). - Is Bayesian Rationality Compatible with Strategic Rationality ? - *The Economic Journal*, Vol. 105, n° 432, september 1995. - pp. 1099-1109.

MARTY (André). - Les organisations coopératives en milieu pastoral : héritages et enjeux. - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, Vol. 26, n°1-2, 1990. - pp. 121-135.

MAZIDO (Abel), LEROY (Alain). - Stratégies de survie des fonctionnaires centrafricains "conjuncturés". - *Politique Africaine*, n°53, mars 1994, Karthala. - pp. 117-127.

M'BRINGA-TAKAMA (Maxime-Faustin). - *L'est centrafricain. Sous peuplement et marginalité*. - Thèse de Doctorat d'Etat ès Lettres, Université de Bordeaux III, 1993.

MEILLASSOUX (Claude). - *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire*. - Paris, Mouton, 1964. - 371 p.

MEISTER (Albert). - *L'Afrique peut-elle partir ?* - Editions du Seuil, Coll. Esprit "Frontière ouverte", 1966. - 455 p.

MEISTER (Albert). - *La participation pour le développement*. - Paris, Editions ouvrières, 1977.

MELLOR & JOHNSTON. - The role of Agriculture in Economic Development. - *The American Economic Review*, sept. 1966. - pp. 567-593.

MENARD (Claude). - *L'économie des organisations*. - Paris, La Découverte, Coll. Repères, 1990. - 129 p.

MENDRAS (Henri). - *Sociétés paysannes*. - Paris, Armand Colin, Collection U, 1976. 236 p.

MESSIAEN (C.M.). - La culture maraîchère tropicale. - *Le Courrier CEE/ACP*, n°82, novembre-décembre 1983. - pp. 70-72.

MIGOT-ADHOLLA (Shem), and others.- Indigeneous Land Rigths Systems in Sub-Saharan Africa : A Constraint on Productivity ? - *The Word Bank Economic Review*, Vol. 5, Number 1, january 1991. - pp. 155-175.

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DES STATISTIQUES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE (Division des Statistiques et des Etudes Economiques). - *Dictionnaire des Villages*. - Bangui, avril 1993.

MINVIELLE (Jean-Paul). - Méthodologie d'une étude sur les systèmes de production paysans dans la moyenne vallée du Sénégal. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. XV, n°3, 1978. - pp. 221-244.

MISES (Ludwig von). - *L'action humaine. Traité d'économie*. - Paris, P.U.F., Coll. "Libre Echange", 1946/1985. - 942 p.

- MISSION SOCIO-ECONOMIQUE CENTRE OUBANGUI. - *L'emploi du temps du paysan dans une zone de l'Oubangui (1959-1960)*. - Paris, B.D.P.A., Ministère de la coopération, novembre 1961.
- MODAT (Capitaine). - *Une tournée en pays Fertyt. Bria, Ndélé, Ouadda*. - Paris, Editions du Comité de l'Afrique française, 1912. - 207 p.
- MONGIN (Christian). - *Modèle rationnel ou modèle économique de la rationalité ?* - *Revue économique*, Vol. 35, n°1, janvier 84. - pp. 9-63.
- MONINO (Yves). - *Histoires d'houes. Instruments aratoires centrafricains*. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. XX, n°3-4, 1984. - pp. 585-595.
- MOULY (J.). - *La Jeunesse pionnière nationale en République centrafricaine*. - *Revue Internationale du travail*, Vol. 93, n°1, Janvier 1966. - pp. 21-30.
- MOUNIER (Alain). - *Les théories économiques de la croissance agricole*. - I.N.R.A./Economica, 1992. - 427 p.
- MUNIER (Bertrand). - *Quelques critiques de la rationalité économique dans l'incertain*. - *Revue Economique*, Vol. 35, n°1, janvier 1984. - pp. 65-86.
- MUNIER (Bertrand). - *Entre rationalités instrumentale et cognitive : contributions de la dernière décennie à la modélisation du risque*. - *Revue d'Economie Politique*, Vol. 105, n°1, janvier-février 1995. - pp. 5-70.
- MYRDAL (Gunnar). - *Le défi du monde pauvre*. - nrf, Editions Gallimard, Bibliothèque des Sciences Humaines, 1971. - 466 p.
- NAVARETTE Jr. (Alfredo) & NAVARETTE (Ifigenia M.). - *Underemployment in Underdeveloped Economies*. - in AGARWALA (A.N.), SINGH (S.P.), Ed. - *The Economics of Underdevelopment*. - New York, Oxford University Press, 1963. - pp. 341-347.
- NGUPANDE (Jean Paul). - *Les freins de l'histoire en Afrique. Essai sur la marginalisation du continent noir*. - Bangui, 1993, multigr.
- OLIVIER DE SARDAN (J.P.). *Sciences sociales africanistes et faits de développement*. - in BOIRAL (P.), LANTERI (J.F.), OLIVIER DE SARDAN (J.P.), dir. - *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*. - Paris, Karthala, 1985. - pp. 27-43.
- OLSON (Mancur). - *Logique de l'action collective*. - Paris, P.U.F., Coll. "Sociologie", 1978. - 199 p.
- PAGNI (Lucien). - *Centrafrique, la reconstruction*. - *Le Courrier ACP/CEE*, n°100, novembre-décembre 1986. - pp. 32-47.



PARETO (Vilfredo). - *Traité de Sociologie générale*. - Librairie Droz, Genève-Paris, 1916/1968. - 1818 p.

PEEMANS (Jean-Philippe). - Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement. - *Tiers Monde*, n°141, janvier-mars 1995. - pp. 17-39.

PELISSIER (Pierre). - *Les paysans du Sénégal*. - Saint-Yrieix, Fabrègue, 1966.  
PELISSIER (Pierre). - *Campagnes africaines en devenir*. - Paris, Editions arguments, Coll.  $\alpha\rho$ , février 1995. - 318 p.

PELISSIER (Pierre), SAUTTER (Gilles). - Pour un atlas des terroirs africains. Structure-type d'une étude de terroir. - *L'Homme*, tome 4, n°1, janvier-avril 1964. - pp. 54-72.

PELISSIER (Pierre), SAUTTER (Gilles). - Bilan et perspectives d'une recherche sur les terroirs africains et malgaches (1962-1969). - *Etudes rurales*, n°37-38-39, 1970. - pp. 7-45.

PENGAÏ (Georges). - *Possibilités d'expansion commerciale des produits agricoles en République centrafricaine*. - Thèse de doctorat, Université de Lille 1, 1982. - 343 p.

PERROUX (François). - *Pour une philosophie du nouveau développement*. - Aubier, les presses de l'UNESCO, 1981. - 279 p.

PETIT (Michel). - *Géographie physique tropicale. Approche aux études de milieu*. - Paris, Karthala-A.C.C.T., 1990. - 351 p.

PIERMAY (Jean-Luc). - La cueillette dans l'économie villageoise centrafricaine. - *Bulletin de l'association des géographes français*, Paris, n°447, 1977. - pp. 343-348.

PIERMAY (Jean-Luc). - Les mutations du milieu rural à proximité de la ville au nord de Bangui (Centrafrique). - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. XV, n°2, 1978. - pp. 187-205.

PIERMAY (Jean-Luc). - L'échec de la culture cotonnière en Centrafrique. - *Recherches Géographiques à Strasbourg*, n°18, Association géographique d'Alsace, 1981. - pp. 33-46.

*Plan de développement économique et social 1967-1970*. - Bangui, 1966.

PONCELET (Marc). - *Une utopie post-tiersmondiste. La dimension culturelle du développement*. - Paris, L'Harmattan, collection alternatives rurales, 1994. - 366 p.

PONTIE (Guy), RUF (Thierry). - L'opération de rénovation de la caféière et de la cacaoyère togolaises. - in BOIRAL (P.), LANTERI (J.F.), OLIVIER DE SARDAN (J.P.), dir. - *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*. - Paris, Karthala, 1985. - pp. 102-130.

POPKIN (Samuel). - The Political Economy of Peasant Society. - in ELSTER (Jon), Ed. - *Rational Choice*. - pp. 197-247.

POUKALE (Pierre). - *L'agriculture vivrière et commerciale dans la préfecture de la Basse-Kotto (Centrafrique)*. - Thèse de doctorat, Université de Bordeaux III, 1988. - 375 p.

POURTIER (Roland). - Désorganisation des transports et spirale du sous-développement au Zaïre. - in BLANC-PAMARD (Chantal), coord. - *Politiques agricoles et initiatives locales. Adversaires ou partenaires*. - Paris, Editions de l'ORSTOM, Coll. Colloques et Séminaires, 1993. - pp. 49-69.

PRIOUL (Christian). - *Notes sur la diffusion du manioc dans la partie centrale du territoire centrafricain*. - Bangui, multigr. - 21 p.

PRIOUL (Christian). - *Entre Oubangui et Chari vers 1890*. - Paris, Université de Paris X-Nanterre, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, Coll. Recherches Oubanguiennes, n°6, 1981. - 199 p.

PROD'HOMME (Jean-Pierre). - Diversité des organisations rurales en Afrique noire et prémices d'un mouvement paysan. - *Economie Rurale*, n°228, juillet-août 1995. - pp. 48-53.

RAISON (Jean-Pierre). - Trente ans, trois phases de la géographie rurale dans les pays tropicaux. - in CHOQUET (C.), DOLLFUS (O.), LE ROY (E.), VERNIERES (M.), dir. - *Etats des savoirs sur le développement. Trois décennies de sciences sociales en langue française*. - Paris, Karthala, 1993. - pp. 135-159.

RAISON (Jean-Pierre). - Un continent encore rural. - in DUBRESSON (Alain), MARCHAL (Jean-Yves), RAISON (Jean-Pierre), dir. - *Les Afriques au sud du Sahara*. - Paris, Ed. Belin/Reclus, Coll. Géographie Universelle, 1994. - pp. 58-75.

RALLET (Alain). - *La théorie des conventions chez les économistes*. - Séminaire Clersé. - Octobre 1993. - 22 p.

RAVIGNAN (François de). - Changements techniques et politiques rurales. - *Economie Rurale*, n°147-148, janvier-mars 1982. - pp. 58-62.

REBOUL (Claude). - Déterminants sociaux de la fertilité des sols. - *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°17-18, novembre 1977. - pp. 85-112.

- RENCONTRES INTERNATIONALES DE BOUAKE. - *Tradition et modernisme en Afrique Noire*. - Editions du Seuil, Paris, 1965. - 318 p.
- REQUIER-DESJARDINS (Denis). - L'«économie des organisations» et l'analyse du comportement des unités domestiques en Afrique sub-saharienne. - *Economie Appliquée*, tome XLVI, n°4, 1994, Presses Universitaires de Grenoble. - pp. 105-131.
- REQUIER-DESJARDINS (Denis). - Impact des instabilités et gestion du risque et de l'incertitude alimentaire en Afrique Sub-Saharienne. - in HUGON (Philippe), POURCET (Guy), QUIERS-VALETTE (Suzanne), dir. - *L'Afrique des incertitudes*. - Paris, I.E.D.E.S., P.U.F., Coll. Tiers Monde, 1995. - pp. 221-238.
- RETEL-LAURENTIN (Anne). - *Un pays à la dérive. Une société en régression démographique. Les Nzakara de l'Est africain*. - Paris, Delarge, 1979.
- REY (Pierre-Philippe), dir. - *Le capitalisme négrier. La marche des paysans vers le prolétariat*. - Paris, Maspero, 1976. - 209 p.
- RIETSCH (Christian). - Déséquilibres et ajustement en République Centrafricaine. - *Tiers Monde*, n°114, avril-juin 1988. - pp. 409-428.
- RIOU (Gérard). - Les sols tropicaux : a priori et spécificités. - in BRUNEAU (Michel), DORY (Daniel), dir. - *Les enjeux de la tropicalité*. - Paris, Masson, Coll. Recherches en géographie, 1989 - pp. 24-41.
- ROCA (Pierre-Jean). - Les géographes tropicalistes et la technique. - in BRUNEAU (Michel), DORY (Daniel), dir. - *Les enjeux de la tropicalité*. - Paris, Masson, Coll. Recherches en géographie, 1989. - pp. 111-116.
- ROSENZWEIG (M.R.). - Neoclassical Theory and the Optimizing Peasant : An Econometric Analysis of Market Family Labor Supply in a Developing Country. - *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 94, n°1, February 1980. - pp. 31-56.
- ROSENZWEIG (M.R.), WOLKIN (K.I.). - Specific Experience, Household Structure and Intergenerational Transfers : Farm Family and Labor Arrangements in Developing Countries. - *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 100, supplement 1985. - pp. 961-987.
- SADIE (J.L.). - The social anthropology of economic underdevelopment. - *The Economic Journal*, Vol. LXX, 1960.
- SAHLINS (P.). - *Age de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*. - Paris, Gallimard, 1976. - 409 p.
- SALAMA (P.), VALIER (J.). - Mesures des pauvretés et de l'appauvrissement. - *Tiers Monde*, tome 36, n°142, avril-juin 1995. - pp. 257-278.
- SANMARCO (Louis). - *Le colonisateur colonisé*. - Paris, Editions Pierre-Marcel Favre, ABC, Coll. l'Afrique en marche, 1983. - 229 p.

- SANMARCO (Louis). - Le monde rural sacrifié. De l'injustice au risque écologique. - *Afrique contemporaine*, n° spécial, 4e trimestre 1992. - pp. 168-177.
- SAUTTER (Gilles). - *De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement*. - Paris, Mouton, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Sorbonne, 1966. - 582 p.
- SAUTTER (Gilles). - *Les structures agraires en Afrique tropicale*. - Paris I, Centre de Documentation Universitaire, 1968. - 267 p.
- SAUTTER (Gilles). - Une enquête exemplaire : L'emploi du temps agricole en pays Zandé. - *Etudes rurales*, n°60, 1975. - pp. 73-88.
- SAUTTER (Gilles). - *Parcours d'un géographe. Des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'Afrique au Monde*. - Paris, Editions Arguments, Coll.  $\alpha$  p, deux tomes, 1993. - 708 p.
- SCHULTZ (T.W.). - *Transforming Traditional Agriculture*. - New Haven, Yale University Press, 1964.
- SEABRIGHT (Paul). - Managing Local Commons : Theoretical Issues in Incentive Design. - *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 7, n°4, fall 1993. - pp. 113-134.
- SEN (Amartya). - Peasants and Dualism With or Without Surplus Labor. - *The Journal of Political Economy*, Vol. LXXIV, october 1966. - pp. 425-450.
- SEN (Amartya). - *Commodities and Capabilities*. - Amsterdam, North-Holland, Coll. Professor Dr. P. Hennipam Lectures in Economics, vol. 7, 1985. - 130 p.
- SEN (Amartya). - *Ethique et économie. Et autres essais*. - Paris, P.U.F., Coll. Philosophie morale, 1993. - 364 p.
- SEN (Amartya). - Rationality and Social Choice. - *The American Economic Review*, Vol. 85, n°1, march 1995. - pp. 1-24.
- SETHURAMAN (S.V.). - Le secteur non structuré, concept, mesure et action. - *Revue Internationale du Travail*, vol. 114, n°1, juillet-août 1976. - pp. 69-81.
- SILLANS (Roger). - *Les Savanes de l'Afrique Centrale. Essai sur la physionomie, la Structure et de Dynamisme des Formations végétales ligneuses des régions sèches de la République Centrafricaine*. - Paris, Ed. Paul Lechevalier, Encyclopédie Biologique, Vol. 55, 1958. - 423 p.
- SIMON (Herbert A.). - Altruism and Economics. - *The American Economic Review (Papers and Proceedings)*, Vol. 83, n°2, may 1993. - pp. 156-161.

SINGH (Ajit), TABATABAI (Hamit). - La crise et l'agriculture du tiers monde dans les années 80. - *Revue Internationale du Travail*, vol. 129, n°4, 1990. - pp. 525-550.

SINGH (Ajit), TABATABAI (Hamit). - Agriculture et développement économique dans les années 90 : Un nouveau programme de recherche et d'action. - *Revue Internationale du Travail*, vol. 131, n°4-5, 1992. - pp. 431-459.

SINGH (Inderjit), SQUIRE (Lin), STRAUSS (John). - A Survey of Agricultural Household Models : Recents Findings and Policy Implications. - *The World Bank Economic Review*, Vol. 1, n°1, september 1986. - pp. 149-179.

STAVENHAGEN (R.). - *Les classes sociales dans les sociétés agraires*. - Paris, Anthropos, 1969. - 402 p.

STIGLER (G.J.), BECKER (G.S.). - De Gustibus Non Est Disputandum. - *The American Economic Review*, Vol. 67, n°2, mars 1977. - pp. 76-90.

STIGLITZ (Joseph). - Markets, Markets Failures, and Development. - *The American Economic Review Papers and Proceedings*, Vol. 79, n°2, may 1989. - pp. 197-203.

TABARY (Jean-Claude). - Les stratégies individuelles dans l'apprentissage. - in BUREAU (René), DE SAIVRE (Denyse), dir. - *Apprentissages et cultures. Les manières d'apprendre*. - Paris, Karthala, 1988. - pp. 47-73.

TENE-KOYZOA (Auguste). - *Histoire Economique du Centrafrique au XXème siècle*. - Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Paris X (Nanterre), 1979. - 355 p.

TER KUILE (C.H.H.). - L'exploitation en zone tropicale. - *Le Courrier CEE-ACP*, n°82, novembre-décembre 1983. - pp. 53-56.

TERRAY (Emmanuel). - *Le marxisme devant les sociétés "primitives"*. - Paris, Maspero, 1969. - 173 p.

THEVENOT (Laurent). - Equilibre et rationalité dans un univers complexe. - *Revue économique*, mars 1989, n°2. - pp. 147-197.

TISSERANT (R.P. Charles). - Oubangui-Chari, La question des peuples Bandas. - *Annales des pères du Saint Esprit*, janvier 1930.

TISSERANT (R.P. Charles). - Le mariage dans l'Oubangui Chari. - *Bulletin de l'Institut d'Etudes centrafricaines*, tome 1, n°2, 1951a. - pp. 73-102.

TISSERANT (R.P. Charles). - Quelques remarques au sujet de la dot. - *Bulletin de l'Institut d'Etudes centrafricaines*, tome 1, n°4, 1951b. - pp. 187-200.

- TISSERANT (R.P. Charles). - L'agriculture dans les savanes de l'Oubangui. - *Bulletin de l'Institut d'Etudes centrafricaines*, n°6, 1953. - pp. 208-273.
- TISSERANT (R.P. Charles). - La question de l'ONDRO. - *Bulletin de l'Institut d'Etudes centrafricaines*, n°7-8, 1954. - pp. 160-163.
- TISSERANT (R.P. Charles). - *Ce que j'ai connu de l'esclavage en Oubangui-Chari*. - Paris, Plon/Société antiesclavagiste de France, 1955. - 112 p.
- TOURAINÉ (Alain). - *Le retour de l'acteur*. - Paris, Fayard, 1984. - 345 p.
- TOURAINÉ (Alain). - Modernité et spécificités culturelles. - *Revue Internationale des Sciences Sociales*, n°118, 1988. - pp. 497-511.
- TOURAINÉ (Alain). - Qu'est-ce que le développement ? - *L'année sociologique*, 1992. - pp. 47-85.
- UPHOFF (Norman). - Grassroots Organisations and NGO's in rural Development : Opportunities with Diminishing States and expanding Markets. - *World Development*, Vol. 21, n°4, 1993 - pp. 607-622.
- VENNER (Dominique). - Troupes coloniales et armée d'Afrique. - *Enquête sur l'histoire*, n°8, Automne 1993. - pp. 62-67.
- VENNETIER (Pierre), dir. - *Atlas de la République centrafricaine*. - Ed. Jeune Afrique, 1984. - 64 p.
- VENNETIER (Pierre). - Un aspect de l'évolution socio-économique en Afrique noire : La péri-urbanisation. - *Economie et Humanisme*, n°314, juillet-septembre 1990. - pp. 7-14.
- VERGIAT (A.M.). - *Les rites secrets des primitifs de l'Oubangui*. - Paris, Payot, 1936. - 212 p.
- VINCENT (Fernand). - *Manuel de gestion pratique des associations de développement rural du Tiers Monde*. - Paris, L'Harmattan, coll. alternatives paysannes, deux tomes, 1990. - 125 et 112 p.
- VIVIANI (Jean-Laurent). - Incertitude et rationalité. - *Revue française d'économie*, Vol. IX, n°2, printemps 1994. - pp. 105-146.
- WALL (Kent D.). - A model of decision making under bounded rationality. - *Journal of Economic Behavior and Organization*, n°21, 1993. - pp. 331-352.
- WALLISER (Bernard). - *Anticipations, équilibres et rationalité économique*. - Paris, Calmann-Lévy, Coll. Perspectives de l'Economie, 1985. - 252 p.

WILDE (John C. de). - *Expériences de développement agricole en Afrique tropicale*. - G.P. Maisonneuve et Larose, tome 1 (synthèse), 1967. - 340 p.

WILLOT (Paul), dir. - *Auto-évaluation de l'Animation Rurale, Diocèse de Bangassou*. - Bangui, 1983. - 219 p.

WINKELMAN (Don). - *Comportement du fermier traditionnel : maximisation des revenus et mécanisation*. - O.C.D.E., Etudes du centre de développement, Etudes sur l'emploi n°7, 1972. - 112 p.

ZANTMAN (Alain). - *Le Tiers-Monde. Les stratégies de développement à l'épreuve des faits...* - Paris, Hatier, 1990. - 391 p.

ZOCTIZOUM (Yarisse). - *Histoire de la Centrafrique. Violence du développement, domination et inégalités*. - Paris, L'Harmattan, deux tomes, 1983 et 1984. - 300 et 383 p.

# ANNEXES



<b>Annexe 1 :</b> <b>Emploi du temps annuel, région d'Alindao, 1994</b>
--

(le calendrier cotonnier est inscrit en italique)

Périodes	Activités agricoles	Autres activités
TOUTE L'ANNEE	Sarclages	Chasse au piège ou au fusil Pêche Collecte du vin de palme Cueillette Activités domestiques (manioc, eau, bois de feu, enfants) Activités de transformation Activités de marché Activités "sociales" et de loisir
MARS	Défrichage et préparation des nouveaux champs (brûlis) Recépage des caféiers Kété yaka : récoltes <i>Arrachage des vieux cotonniers et préparation des champs de seconde année</i>	Grande chasse Réfection et construction de l'habitat
AVRIL	Défrichage, si retard Préparation et semis (maïs, arachides, courges, bananiers, ananas, etc) Kété yaka : récoltes	Récolte du miel
MAI	Semis, si retard Riz : débroussement Bouturage du manioc <i>Coton : préparation et piquetage</i>	Confection des ruches Termites ailées
JUIN	Récolte des arachides et du maïs <i>Semis du coton</i>	

JUILLET	Récolte des arachides et du maïs Récolte et séchage du tabac Semis du sésame et du paddy <i>Coton : semis, si retard</i>	Récolte du miel
AOUT	Semis du sésame Kété yaka : semis	Récolte du miel Chenilles
SEPTEMBRE	Kété yaka : semis Nombreux sarclages	
OCTOBRE	Nombreux sarclages	Pêche à la nasse
NOVEMBRE	Récolte et séchage du café Récolte du sésame et des courges, puis bouturage du manioc	
DECEMBRE	Récolte du café Sésame : séchage, battage Lavage des courges <i>Coton : récolte, triage et premier marché</i>	Ramassage des ignames et des plantes à fibres
JANVIER	Marché du café <i>Coton : Récolte, triage et marché, si retard, deuxième marché, en année normale</i>	Réfection et construction de l'habitat Feux de brousse et grande chasse Artisanat
FEVRIER	Recépage des caféiers Marché du café	Réfection et construction de l'habitat Feux de brousse et grande Chasse

## Annexe 2 : L'Animation Rurale d'Alindao

Née en 1961 en R.C.A. d'une volonté de l'Eglise catholique, l'Animation Rurale a débuté ses activités à Alindao en 1964. A l'origine, elle s'adressait uniquement aux femmes, en proposant des activités d'hygiène, de puériculture, de couture, de cuisine, d'alphabétisation. En 1969 s'est produite l'évolution qui est à la base de l'Animation actuelle. Elle partait d'une constatation simple : c'est l'ensemble du village qui doit évoluer. D'où la multiplication et la diversification des activités que l'on a pu observer. Toutefois, on l'a dit, dans le contexte actuel, les responsables de l'Animation ont entrepris de recentrer leurs activités sur deux domaines jugés essentiels, l'agriculture et la santé. Il est possible de regrouper en cinq grands groupes les activités qui ont été ou sont encore menées par l'A.R. :

### 1 - L'habitat

L'objectif est ici de rendre les villageois capables de construire leurs maisons d'une manière solide, par :

- la location de presses à parpaings ;
- la construction de fours à briques ;
- la construction de fondations ;
- l'apprentissage des techniques de construction.

L'A.R. tente d'utiliser au maximum les moyens locaux (termitières et bois de brousse). Les demandes villageoises de location de presses sont limitées par les difficultés au travail collectif, largement évoquées dans ce travail, et par la volonté de l'A.R. d'une sensibilisation préalable sur l'amélioration de l'habitat.

### 2 - La vulgarisation

• En matière d'élevage, l'objectif - certes lointain - est de rendre les villageois capables de s'approvisionner en viande à long terme. On ne relève, à Kembé, que quelques contrats d'élevage de moutons et un appui à l'activité piscicole.

• Dans le domaine agricole, l'A.R. vise à l'amélioration des méthodes de travail et l'augmentation des rendements, la propagation de nouvelles cultures et l'amélioration des conditions de commercialisation. Elle dispose de champs témoins, qui ne remplissent que très imparfaitement leur rôle.

• Les "technologies appropriées" : elles sont destinées à limiter les effets néfastes d'un déboisement systématique. Les animateurs diffusent le

principe du "foyer amélioré", les moyens organiques de réduire l'érosion des sols, quelques techniques de reboisement.

- La culture attelée est pour le moment délaissée
- L'A.R. désire revaloriser l'artisanat pour accroître l'autonomie vis-à-vis des produits importés, et pour fournir une alternative au "manque d'argent".

### 3 - L'éducation

• L'alphabétisation, quoique jugée essentielle, est assez peu développée à l'heure actuelle, faute de moyens et car cette activité ne conditionne pas la survie, à court terme, des populations.

• La couture tient une place relativement importante, cela s'explique par l'histoire de l'Animation. Mais elle est devenue une activité "prétexte", qui permet d'approcher les femmes et de les sensibiliser sur d'autres sujets jugés plus fondamentaux.

• La promotion féminine passe donc aussi par des "réunions de femmes", par des réflexions sur la gestion du temps, les tâches à effectuer, le partage de ces tâches.

• L'économie domestique : il s'agit d'apprendre aux villageois une utilisation jugée "rationnelle" de l'argent et une "bonne" gestion des biens. Ainsi, les animateurs incitent les villageois à utiliser les revenus caféiers pour l'achat de biens de première nécessité.

### 4 - La santé

• La promotion de l'hygiène constitue une tâche vaste et ardue, surtout dans les villages isolés, n'ayant guère accès aux structures sanitaires officielles et disposant de faibles revenus monétaires.

• Les soins primaires sont aussi développés, par le biais des sensibilisations, des "caisses de pharmacie familiales" ou "villageoises", d'une réhabilitation de la pharmacopée. Cette dernière est devenue une activité majeure, depuis le début des années 90.

• La classique "Santé Maternelle Infantile" (S.M.I.) constitue une autre activité maîtresse : pesée, "nivaquinisation", etc. En 1994, 24 villages étaient suivis régulièrement (en moyenne, 7 à 8 visites par an), avec des résultats significatifs (moindre mortalité).

• Très liée à la précédente, l'activité "nutrition" a pour objectif de former les mères à la préparation de repas nourrissants, constitués de produits locaux.

- L'objectif de formation de "matrones traditionnelles" n'avait pu, à la fin de 1994, être mené à bien, du fait de difficultés de collaboration avec un hôpital d'Alindao sinistré.

- L'aménagement des sources tend à améliorer la qualité de l'eau, et donc la santé des villageois. La majorité des aménagements se font en matériaux locaux, ils se heurtent à une mauvaise gestion, un manque de volonté à s'unir pour un travail en commun. Ils sont aussi limités par la volonté de l'A.R. de faire respecter une liste de conditions préalables.

#### 5 - Les groupements

L'A.R. a toujours tenté de favoriser la mise en place des groupements villageois. Elle est ainsi pour une large part à l'origine de la constitution des G.I.R. dans la région d'Alindao. Elle soutient les groupements d'achat, privilégiant selon les cas les produits de consommation ou les produits de construction. Elle organise des sessions de formation sur la gestion, le rôle des "responsables", la place des chefs administratifs, le statut des groupements. Elle incite enfin à la création de Comités Villageois de Développement, même si ce dernier objectif est pour le moment laissé en sommeil, on l'a dit.

**Annexe 3 :**  
**Le Centre de Formation Agricole Elim d'Alindao**



**Centre de Formation Agricole Elim**

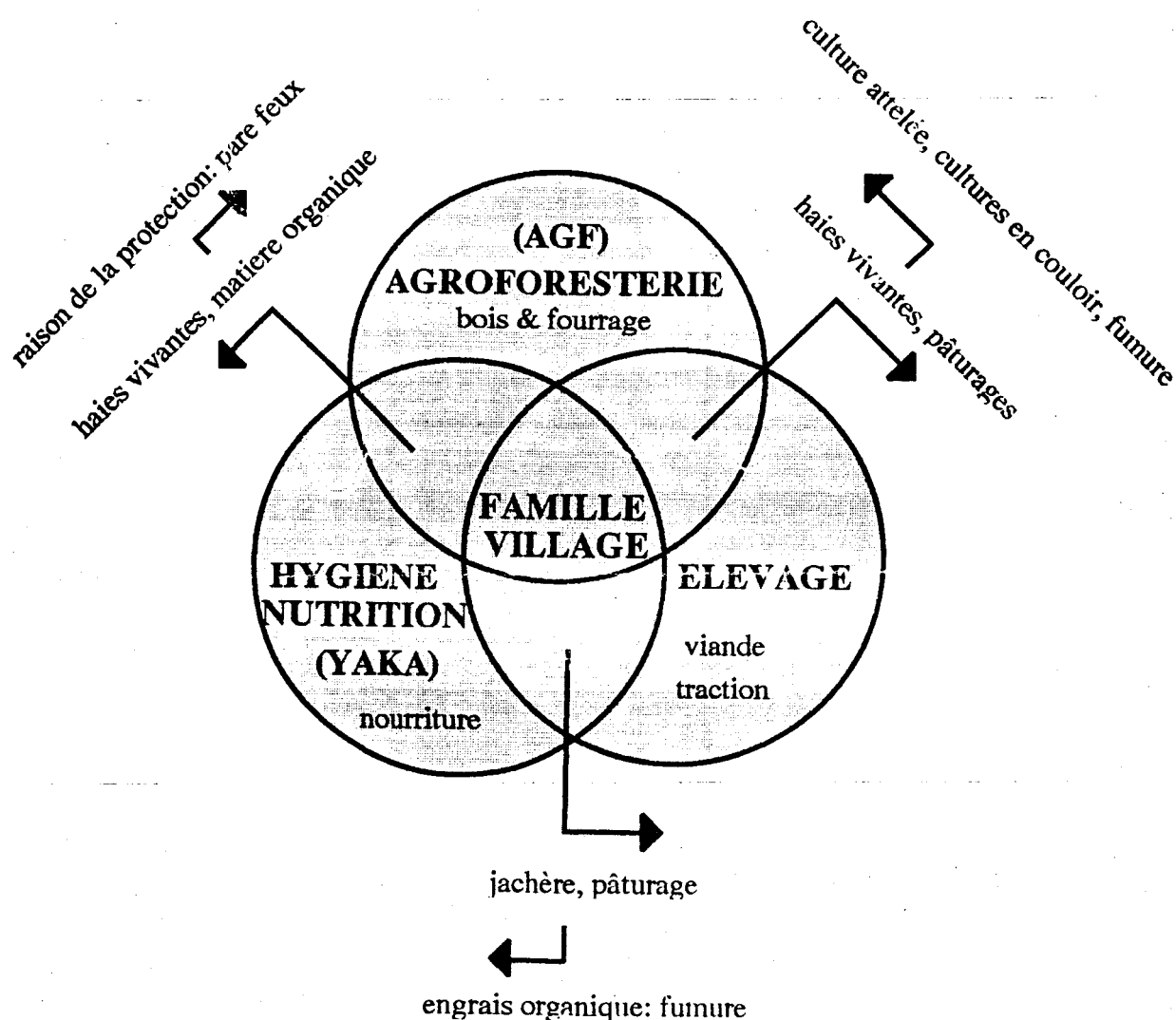
**ALINDAO, B.P. 7**

**République Centrafricaine**

**BANGUI, B.P. 829**

**Téléphone & Fax 00236-61 00 65**

**SYSTÈME INTÉGRÉ 1994 - 96**



## **RESUME DES THEMES DES COURS YAKA DU CFAE**

### **YAKA 1) Nourrir le sol: les engrais.**

- \* Les deux types
  - les engrais organiques
  - les engrais chimiques
- \* Les cycles des éléments minéraux
  - le cycle naturelle: sans exportation
  - le cycle avec exportation
- \* La décomposition des matériaux végétaux
  - par l'activité biologique
  - par le feu
- \* Les animaux, champignons et micro-organismes du sol
  - ce qui vit dans le sol
  - l'humus et l'humification
  - la vie du sol est fragile
- \* Les mécanismes de l'érosion
  - le splash
  - le ruissellement
  - paillage et mulching végétale
- \* Les engrais organiques
  - le rôle des engrais organiques
  - le compost
  - les engrais verts
  - l'organisation et l'épandage des engrais organiques

### **YAKA 2) partie A: Utiliser tout l'espace des champs**

- Bien occuper
- le milieu aérien
  - la surface du sol
  - le milieu souterrain
- Disposer les plantes dans l'espace
- à la surface du sol
    - . semis à la volée
    - . semis en ligne
    - . cultures associées
    - . la densité et l'écartement des plantes
    - . disposition et orientation des lignes d'arbres
    - . l'orientation des lignes d'est en ouest
  - dans l'espace aérien
    - . les besoins en air
    - . les besoins en lumière
  - dans l'espace souterrain
    - . les besoins en eau
    - . les besoins en sels minéraux (nourriture)
- Il faut connaître l'espace occupé par les racines
- pour mieux semer et planter (en poquets et démarier)
  - pour mieux associer les espèces
  - pour mieux occuper la surface du sol
  - pour mieux occuper le volume du sol
    - . exploitation de différentes couches du sol
- Les plantes s'associent différemment selon leur âge
- Les plantes cultivés et les plantes adventices
- l'effet du sarclage

## **YAKA 2) partie B: Les semences**

- \* La préparation des semences en vue du semis
  - préparation des graines
    - . coupe dans une noix
    - . imbibition des graines (trempage)
    - . scarification (entailler la coque dure)
    - . enrobage
  - La préparation des boutures de tiges
    - . type manioc:rejets foliaires au-dessus des cicatrices racines n'importe ou entre noeuds
    - . type canne à sucre:rejets et racines sur les noeuds
    - . bouture fendu en longue:rejets fol. au-dessus noeuds racines au cambium
    - . boutures talonnées
    - . boutures crossettes
  - Comment couper les boutures
    - . 1 ou 2 noeuds bien enterrés
    - . coupes nettes
    - . coupe et habillage des boutures de rameaux
    - . éclater les souches avec racine, bourgeons et tiges
  - Préparation des boutures de rhizômes, tubercules et collets
    - . oignon ou bulbe:bulbe principale, caïeu(gousse), pousse
    - . pomme de terre et igname:plançons, yeux(bourgeons) jets
    - . prégermination des collets d'igname dans une fosse
- \* Mode de multiplication de quelques maraichères & fruitières B 8
  - par graines
  - par graines et par boutures de tiges
  - par graines et autres semences végétatives
    - . bulbes, marcottes, drageonnement
  - par semences végétatives uniquement
    - . boutures de tiges, rejets, drageons, éclats de souches, rhizômes, collets, tubercules
- \* Choisir des semences de qualité
  - triage des graines
  - teste de germination:assiette, tissu humide, 100 graines
- \* Quand préparer les semences?
  - trempage:quelques heures avant
  - prégermination:trois semaines avant
  - boutures:très peu de temps après leur cueillette
- \* Profondeur des semis de graines
  - les grosses semences:peu profond
  - les petites semences:plus profond
  - la nature du sol:sable = plus profond, argile = peu profond
  - la façon dont les graines sortent du sol
    - . cotylédons:germination épigée; cotylédons hors du sol
    - . dicodylédons:germination hypogée; cotyl. dans le sol
- \* Profondeur de plantation des boutures
  - dans un lieu sec: plus profond
  - dans un lieu humide:moins profond
- \* Planter les boutures
  - bouture dressée
  - bouture oblique
  - bouture déposée à plat sur le sol



## **YAKA 2) partie C: Démariage**

- il se pratique lorsque les plantes sont encore jeunes
- démariage pour éviter la concurrence entre les plantes
  - . espace des racines: nourriture et de l'eau
  - . espace feuilles: lumière

### **Les repiquages**

#### **\* A racines nues**

- déterrage avec un outil
  - . couteau
  - . machette
  - . pelle
- habillage/toilettage: raccourcir avec un couteau tranchant
  - . des racines
  - . des feuilles
- repiquages des jeunes plantes
  - . avec un plantoir
  - . dans une terre meuble et dans un trou de plantation
  - . bonne disposition des racines: pas repliées
  - . bonne disposition du collet: ni trop haut ni trop bas
  - . au début de la saison des pluies
  - . en fin de journée

#### **\* En mottes (arbres)**

- la jeune plante est dans un récipient (sachet ou panier)
  - . grand sachet: diamètre 25 cm, profondeur 25 cm
  - . petit sachet: diamètre 15 cm, profondeur 20 cm
- on plante dans un trou de plantation
  - . grand trou: diamètre 1 m, profondeur 1 m
  - . petit trou: diamètre 50 cm, profondeur 60 cm
  - . rempli de terre ameubli et fertile
  - . on enlève le sachet
  - . bonne disposition du collet: 10 cm plus haut que le sol
  - . on tasse fortement la terre avec le talon

#### **\* Les soins après la repiquages des arbres**

- arroser régulièrement et veiller l'humidité
- placer un tuteur
- pailler le sol
- l'ombrage
- protéger avec une clôture contre les brouteurs
- arracher les herbes adventices

## **YAKA 3) partie A: Angouangpua ti kobe (les semences)** **KONGO LENGU NA BATANGO NI**

### **\* Les deux types**

- les graines
- les semences végétatives

### **\* Les graines**

- sont les enfants des plantes
- proviennent des fleurs
  - . de la partie mâle: les pollen et les étamines
  - . les pollen emporté par le vent, les insectes et l'eau
  - . de la partie femelle: le pistil, l'ovaire et l'ovule
  - . après la fécondation
- se retrouve souvent dans la pulpe des fruits
- contiennent
  - . le tégument (la peau)
  - . la farine (l'albumen; la réserve)

- . le germe (avec cotylédons, tigelle et radicule)
- comment disposer de bonnes graines?
  - . donnent un bon rendement qualitatif et quantitatif
  - . adaptées aux conditions de l'agriculture locale
  - . sont en bonne santé et germent bien
- comment faire pour avoir de bonnes semences?
  - . choisir les plantes sur lesquelles on récolte la semence: marquer les pieds à récolter
  - . récolter les graines à maturité
  - . sécher les graines
  - . trier et nettoyer les graines
  - . conserver les graines dans de bonnes conditions
  - . mesurer le pouvoir germinatif
- \* Les semences végétatives
  - pourquoi reproduire les plantes de façon végétative?
    - . là où il y a peu ou pas de graines
    - . lorsqu'il y a métissage
    - . permet de multiplier rapidement une variété
  - les différents types de semences végétatives
    - . les bulbes
    - . les boutures
    - . les bulbilles
    - . les rejets
    - . les marcottes
    - . les stolons
    - . les greffons (greffage en écusson et en placage)
  - quelques règles pour le choix d'une bonne bouture
    - . prélevée sur une bonne plante (quantitatif/qualitatif)
    - . prélevée sur un pied sans maladie
    - . elle doit être bien vivant (aoûtée)
    - . plusieurs bourgeons
    - . disposer d'assez de réserve nutritives
    - . il faut la stocker dans l'ombre et veiller l'humidité
  - conservation des tubercules ou des collets pour la semence
    - . on creuse une fosse dans un lieu sec
    - . on dispose les tubercules régulièrement
    - . on remplit l'espace libre avec du sable fin et sec
    - . la fosse est recouverte de paille

### **YAKA 3) partie B: Choix du bon terrain et rotation des cultures**

- \* Les critères du choix d'un bon terrain
  - le relief
    - . les terres de plateau: sont jamais inondées
    - . les terres en pente: risques d'érosion
    - . les terres de plaine: l'eau n'y stagne pas
    - . les terres de bas fond: accumulation des terres
  - Observations physiques du sol
    - . terres franches ou grasses: grande quantité d'humus
    - . terres légères: sablonneuses et très perméable
    - . terres lourdes: argileux et peu perméable
    - . un sol bien structuré contient:
      - aussi bien du sable que de l'argile
      - une couche de mat. organique qui pourrit sur le sol
      - racines et organismes qui vivent dans le sol
- \* Quels sont les mauvais terrains?
  - un sol caillouteux
  - un sol érodé
  - un sol gorgé d'eau - il faut le drainer

- \* Les indices de fertilité du sol
  - divers petits animaux
    - . des petits mammifères, termites, insectes, limaces
    - . des vers de terre: 1 enrichit 1 kg de l'humus par an
- \* Quelques facteurs indiquant un bon sol
  - observation végétative: hauteur des herbes
  - présences de certaines herbes indiquent un bon sol tels que:
    - . pennisetum, l'herbe à éléphant et les légumineuses
  - par contre un signe de pauvreté est:
    - . l'imperata (pere ti balaie)
- \* La rotation des cultures
  - pour permettre à chaque couche du sol de se reposer
  - on la fera de cette manière:
    - . au début des plantes gourmands
    - . ensuite des plantes plus sobres
  - on alternera:
    - . les plantes profondes
    - . avec des plantes superficielles

## **YAKA 4) Conclusions des thèmes YAKA 1 - 3**

- \* La rotation des champs: 4 parcelles
  - 1re année: épandage compost
    - . manioc + arachide + maïs + sésame
  - 2e année: engrais vert
    - . manioc, riz, niébé
  - 3e année: engrais vert
    - . sorghum, niébé, jachère
  - 4e année: jachère
  - 5e année: retourner à la 1re parcelle
    - . épandage compost
    - . manioc + arachide + maïs + sésame
  - etc.
- \* Système intégrée avec les éléments:
  - YAKA = agriculture traditionnelle améliorée: nourriture
  - AGROFORESTERIE = bois et fourrage
  - ELEVAGE = viande et traction

## **AGROFORESTERIE - AGF**

### **GANGO TI AKEKE NA YA TI KOUSSALA TI YAKA**

- \* Raisons pour l'agroforesterie: haies ou bandes AGF
  - aspects écologiques - brise vents
    - . lutte contre la désertification
    - . érosion par le vent (éolienne)
    - . flétrissement par le vent
  - aspects économiques: revenus des ventes et autosuffisance
    - . bois de chauffage
    - . construction
    - . artisanat
    - . médecine
  - fourrage pour l'élevage
  - sédentarisation et délimitation pour:
    - . les villages
    - . les champs
    - . les pâturages en rotation (élevage)
  - protection contre les:



<b>Annexe 4 : Tableau des prix, Alindao, mai 1994</b>
---

<b>Produit</b>	<b>Unité</b>	<b>Prix</b>
Manioc	grande cuvette	1500 F ( <i>1000 F</i> ) <sup>1</sup>
Manioc	kolingba	750 F
Sésame	grande cuvette	1500 F
Arachides	grande cuvette	2000 F
Viande de boeuf	kilo (avec déchets)	300 F
Viande de boeuf	kilo (sans déchets)	500 F ( <i>450 F</i> )
Ngbako	verre	25 ou 50 F
Vin de palme (péké)	trois litres	200 F ( <i>150 F</i> )
Huile de palme	un litre	300 F
Oeuf de poule	pièce	40 ou 50 F <sup>2</sup>
Riz	verre	15 F
Maïs	épi	?
banane (boulé)	pièce	5 F
banane (plantain)	pièce	100 F
Avocat	pièce	25 à 40 F
Ngago	pièce	5 F
Ananas	pièce	50 à 150 F
Bois de feu	fagot	10 ou 50 F
Sucre	trois morceaux	10 F
Sucre	kilo	600 F ( <i>450 F</i> )
Sel	livre	150 F
Savon "Bimbo"	pièce	100-250 F ( <i>50-150</i> )
Savon ti kodro	pièce	25 F
"Makala"	pièce	5 F
"Tawa" manufacturée	un grand récipient	5000 F
"Tawa" artisanale	un grand récipient	1500 F
Pétrole	litre	160 F
Piles	deux grosses rondes	400 F ( <i>250 F</i> )

<sup>1</sup> Les prix inscrits en italique sont ceux qui étaient pratiqués avant que ne se fassent sentir les effets de la dévaluation, même si ces effets n'expliquent pas toujours la totalité de la hausse ; c'est le cas du manioc, dont l'augmentation du prix s'explique aussi par la forte pénurie saisonnière de 1994. Remarquons toutefois que la soudure terminée, la grande cuvette est demeurée à ce prix (en juillet, on ne trouvait pas de cuvette à un prix inférieur, à Alindao).

<sup>2</sup> Lorsque nous donnons une alternative entre deux prix, ou une fourchette de prix, cela veut prendre en compte les différences de taille ou de poids.

Cahier d'écolier	pièce (32 pages)	150 F
Bic	pièce	115 F
Pagne "Java"	six yards	5000 F (3500 F)
Sandales plastique	paire	400 F
Nivaquine (100 mg)	comprimé	20 F (10 F)
Aspirine	comprimé	15 F
Biltricide	comprimé	1300 F

**Annexe 5 : Support photographique**



Savane arbustive (nord-ouest d'Alindao, mai 1994)



Anciennes termitières géantes (Sud d'Alindao, septembre 1990)



Forêts galeries (sud d'Alindao, septembre 1990)



Vue d'un terroir villageois (route de Ndatoko, avril 1994)





Un village "aligné" (Sud d'Alindao)



Un village "traditionnel" (ouest d'Alindao)



Savane après un feu de chasse (Kongo Toulou, février 1991)



Parcelle cultivable après brûlis (Gounouman, avril 1992)



"Yaka", avec bouturage de manioc (Alindao, mai 1993)



"Yaka" en fin de cycle cultural, avec manioc en dominante (Gonda, avril 1994)



← Brûlis forestier  
(avril 1994, Gonda)

"Yaka" sur brûlis forestier  
(avril 1994, Gonda)





Jeune "yaka" de café avec manioc et ananas en cultures intercalaires, et velléités de culture en ligne (Alindao, mai 1994)



"Yaka" de café, près des habitations (Liwu)



Coton en attente de ramassage (mai 1992, Quartier Calvaire, Alindao)



Un chantier de diamant (Dimbi, mars 1991)



Manguiers "greffés", en pépinière villageoise (avril 1994, Kpélé)



Jeune manguier, avec enclos protecteur et "mulch" (avril 1994, Kpanga IV)



"Yaka" protégée par un paillage (Gounouman, 1992)



Réunion S.M.I. de l'Animation Rurale (mai 1994, Bana Oya)



# Table des matières

## TOME 1

<b>Sommaire</b>	page 1
<b>Préambule : Quel devenir pour une agriculture marginalisée ?</b>	page 12
1. Introduction générale	page 12
a - Propos liminaire	page 12
b - Le Centrafrique, une terre "en friche"	page 13
c - Aperçu de l'histoire centrafricaine	page 18
d - L'actualité centrafricaine	page 22
2. Présentation générale de la région d'Alindao	page 24
a - Justification du choix de cette ville et de sa région	page 24
b - Données "naturelles"	page 27
c - Quelques données historiques	page 32
d - Alindao, une "petite ville"	page 34
e - L'approche de "terrain" : choix et méthodes	page 36
3. Le concept de marginalité	page 41
4. Présentation de la problématique	page 46
a - L'interrogation	page 46
b - Quelques définitions	page 47
c - La problématique	page 50

## Première partie : La question des rationalités paysannes

<b>Chapitre 1 : Aperçu critique des analyses des rationalités paysannes</b>	page 55
<b>SECTION 1 : LES GRANDS PARADIGMES</b>	page 55
1.1. Le paysan irrationnel	page 56
1.1.1. Les analyses des théoriciens du "développement"	page 56
a - Les préconditions de la modernisation	page 57
b - La modernisation	page 59
c - L'historiographie "réactionnaire", "produit dérivé" de la thèse de l'irrationalité	page 61

1.1.2. Les implications concrètes de la thèse de l'irrationalité	page 62
a - Les analyses d'A. Meister	page 63
b - La vulgarisation agricole	page 64
1.2. Le paradigme du paysan économiquement rationnel	page 66
1.2.1. La "rationalisation" économique des comportements paysans	page 67
a - Premiers écrits et fondements théoriques	page 67
b - Le paysan rationnel au coeur de l'analyse économique du fait rural	page 71
1.2.2. La microéconomie anthropologique	page 77
a - L'anthropologie appliquée anglo-saxonne	page 78
b - Les économistes et l'anthropologie	page 79
1.2.3. L'approche de la Banque Mondiale	page 81
a - L'approche standard de la Banque Mondiale	page 82
b - Le "producteur-consommateur"	page 84
1.3. Le paysan déterminé	page 87
1.3.1. Le paysan "condamné" des marxistes	page 87
a - L'historiographie marxiste	page 88
b - L'analyse économique de la dépendance	page 90
c - L'école française d'anthropologie économique	page 91
1.3.2. Le paysan face aux structures économiques : l'analyse de Bourdieu	page 92
a - Le rationnel chez Bourdieu	page 92
b - Le concept d'"habitus"	page 93
<b>SECTION 2 : LES ANALYSES ALTERNATIVES</b>	page 95
2.1. Le primat du fait culturel	page 95
2.1.1. La "culture" face au "développement"	page 95
a - En toile de fond : les écrits ethnologiques	page 95
b - Une première application : le "mythe" collectiviste	page 97
c - Une seconde application : les technologies locales ou "appropriées"	page 100
2.1.2. Des économistes face à la "culture"	page 102
a - "Structuralistes" et "humanistes" à la découverte du fait culturel	page 102
b - Psychologie économique africaine et modernité	page 104
2.2. Les logiques systémiques	page 107
2.2.1. Le paysan africain au coeur du "système"	page 107
a - La démarche usuelle	page 107
b - La clarification de concepts essentiels	page 110
2.2.2. Les monographies des terroirs africains : la notion de système dans la géographie rurale	page 112

2.3. Les logiques de l'acteur rural	page 115
2.3.1. Les stratégies de l'acteur paysan africain	page 115
a - Poids des stratégies individuelles et hétérogénéité des sociétés rurales	page 116
b - La voie paysanne	page 118
2.3.2. Les logiques paysannes du point de vue du géographe	page 120
a - La reconnaissance des logiques de l'acteur rural	page 120
b - La gestion de terroir	page 123

**Chapitre 2 : Vers une vision "limitée" des rationalités paysannes** page 126

**SECTION 1 : LES LIMITES DE L'APPROCHE USUELLE DE LA RATIONALITE EN ECONOMIE** page 127

1.1. Les difficultés de sa dimension explicative : la question des fins	page 127
1.1.1. L'oubli des "fins"	page 127
a - la question des préférences	page 128
b - la question de l'intérêt	page 130
1.1.2. Une portée explicative limitée	page 132
a - La force des hypothèses sous-jacentes	page 133
b - Un homme abstrait	page 135
1.2. Les difficultés de sa dimension normative : une rationalité illimitée	page 136
1.2.1. La question de l'optimisation	page 136
a - Le principe d'optimisation	page 136
b - Les limites du principe d'optimisation	page 138
1.2.2. La question de l'incertitude	page 139
a - Le traitement usuel de l'incertitude	page 139
b - Incertitude et limites cognitives	page 141
1.3. Les limites de l'approche "contractualiste" de l'organisation	page 143
1.3.1. L'approche théorique de l'organisation	page 143
a - Coûts de transaction et contrats optimaux	page 144
b - Le comportement de l'individu face à l'action collective	page 145
1.3.2. Quelles applications au cas de l'organisation paysanne ?	page 148
a - La vision "standard" de l'organisation rurale	page 148
b - Théorie des jeux et coopération locale	page 150

**SECTION 2 : POUR UNE CONCEPTION "LIMITEE" DE LA RATIONALITE** page 152

2.1. Quelle rationalité individuelle ?	page 152
2.1.1. L'individu face aux limites de la rationalité	page 153
a - Une rationalité limitée et procédurale	page 153
b - Concilier holisme et individualisme méthodologiques ?	
La notion de "capacité"	page 156

2.1.2. Des individus historiquement et socialement situés	page 160
a - Les individus au coeur d'un monde complexe	page 160
b - Conséquences méthodologiques : une approche locale et historique	page 162
2.2. Les implications agraires d'une conception "limitée" de la rationalité	page 166
2.2.1. Les spécificités agricoles : hypothèses complémentaires et implications	page 167
a - Hypothèses spécifiques	page 167
b - Des marchés très imparfaits	page 170
2.2.2. Quelles stratégies paysannes ?	page 172
a - Des stratégies temporellement situées	page 173
b - Des stratégies élaborées au sein d'un monde "complexe"	page 175
2.2.3. Les paysans face au développement	page 178
a - L'insertion du développement dans le village	page 178
b - Apprentissages et "évoqueries"	page 181
2.3. L'organisation : théorie et premières applications "rurales"	page 185
2.3.1. De l'intérêt de l'organisation : quelques fondements théoriques	page 185
2.3.2. Pouvoir, stratégies individuelles et organisation villageoise	page 187
a - Incertitude, pouvoir et stratégies individuelles	page 187
b - Stratégies individuelles et fonctionnement de l'organisation villageoise	page 189
2.3.3. Les conditions d'existence d'une organisation villageoise	page 191
a - Organisation villageoise et motivations	page 192
b - La régulation de l'organisation villageoise	page 195
c - L'organisation villageoise et son environnement	page 197

<b>Deuxième partie : L'histoire d'une marginalisation</b>
---

<b>Chapitre 3 : Les violences précoloniales et coloniales</b>	page 205
<b>SECTION 1 : LA SITUATION PRECOLONIALE</b>	page 206
1.1. L'agriculture Banda au début du XX <sup>ème</sup> siècle	page 206
1.1.1. Des systèmes de culture riches et complexes	page 206
a - La cohabitation du sorgho et du manioc	page 207
b - La multiplicité des cultures mineures	page 209
c - La "plantation type"	page 211
1.1.2. L'orientation "guerrière" des systèmes de production	page 213
a - Une agriculture prospère mais menacée	page 213
b - Les systèmes de production "guerriers"	page 215

1.2. Les sociétés précoloniales Banda : "l'homme libre"	page 218
1.2.1. Les systèmes d'exploitation Banda	page 218
a - Une grande autonomie des individus	page 219
b - Les institutions précoloniales Banda	page 223
1.2.2. Les rapports au monde extérieur	page 225
a - Une grande insécurité	page 226
b - Les circuits d'échange précoloniaux	page 230

## SECTION 2 : LE CHOC COLONIAL page 233

2.1. Les bouleversements du mode de vie Banda	page 233
2.1.1. Les conséquences d'un début d'administration	page 234
a - L'occupation et les regroupements de villages	page 234
b - La vie dans les nouveaux villages	page 236
2.1.2. La régression de l'agriculture Banda	page 238
a - Cueillir et cultiver sous la contrainte	page 239
b - Une agriculture de moins en moins viable	page 242
2.2. Les rapports entre colonisateurs et colonisés	page 246
2.2.1. Les rapports au colonisateur	page 246
a - Argent et impôt	page 246
b - Entre "administration" et "concession"	page 248
2.2.2. Les auxiliaires de l'administration coloniale	page 250
a - Les gardes et miliciens	page 251
b - Les chefs administratifs	page 252

## Chapitre 4 : Les aléas de la "modernisation" page 256

### SECTION 1 : LA MODERNISATION, DE LA "DOCTRINE" A LA PRATIQUE page 257

1.1. La doctrine de la modernisation	page 257
1.1.1. L'irrationalité postulée des paysans Banda	page 257
1.1.2. "Les successives «marches» du progrès agricole"	page 261
1.2. Les outils de la modernisation	page 265
1.2.1. Les tentatives de promotion de la culture attelée	page 265
a - Moderniser par la culture attelée	page 266
b - L'échec de la culture attelée	page 267
1.2.2. Les tentatives de structuration du monde rural	page 271
a - Les "Sociétés" de producteurs	page 272
b - Les coopératives	page 273

<b>SECTION 2 : LES ECHECS DE LA MODERNISATION, UNE ANALYSE PAR PRODUCTION</b>	<b>page 276</b>
2.1. Le coton, culture de modernisation	page 276
2.1.1. La vulgarisation cotonnière	page 277
a - L'insertion du coton dans les cycles cultureux	page 277
b - Les modalités de l'encadrement cotonnier	page 280
c - L'échec d'une modernisation basée sur le coton	page 285
2.1.2. La filière cotonnière : quel intérêt à la culture du coton ?	page 288
a - Le coton, culture de l'impôt	page 288
b - Les dysfonctionnements de la filière cotonnière	page 291
2.2. Les productions "mineures"	page 295
2.2.1. Tabac et café	page 295
a - L'insertion culturelle et l'encadrement du tabac et du café	page 295
b - La commercialisation du café : théorie et pratique	page 299
2.2.2. Les produits vivriers : les oubliés de la modernisation	page 301
a - L'évolution des productions vivrières	page 301
b - Les vellétés de modernisation des cultures vivrières	page 306

## TOME 2

<b>Troisième partie : Les petits producteurs Banda. Contraintes et stratégies</b>
---

<b>Chapitre 5 : Actualité d'une agriculture extensive</b>	<b>page 312</b>
<b>SECTION 1 : QUELLE VIABILITE POUR LES SYSTEMES DE PRODUCTION BANDA ?</b>	<b>page 313</b>
1.1. Les systèmes de culture de l'«après coton»	page 313
1.1.1. L'interruption de la production cotonnière	page 313
a - Les circonstances de la suppression	page 314
b - Les conséquences de la suppression	page 316
c - Une "imprévoyance" villageoise ?	page 319
1.1.2. Associations et assolements	page 323
a - Les systèmes cultureux de savane	page 324
b - Les systèmes cultureux "forestiers"	page 327
1.1.3. Les particularités Ngbugu	page 330
a - Les "grandes" cultures Ngbugu	page 330
b - Les jardins de case	page 333

1.2. La persistance et les limites des systèmes de production Banda	page 334
1.2.1. La persistance des systèmes de production extensifs	page 335
a - La perpétuation de systèmes très extensifs	page 335
b - La logique de la préférence pour l'extensif	page 336
1.2.2. Les limites internes : la rareté relative du facteur terre	page 339
a - Une densification localisée	page 339
b - Les dégradations de l'environnement	page 342
1.2.3. Les limites externes : la difficile intégration avec un élevage extensif	page 344
a - Un système d'élevage extensif	page 345
b - La difficile intégration de deux systèmes de production extensifs	page 347
<b>SECTION 2 : QUELLE INTENSIFICATION POUR LES SYSTEMES DE PRODUCTION BANDA ?</b>	page 351
2.1. Fertiliser les sols sans engrais chimiques	page 352
2.1.1. L'hypothétique intensification par les intrants chimiques	page 352
2.1.2. Eviter la dégradation par des fertilisations organiques	page 354
a - La dégradation : débats et réalités	page 355
b - Une multiplicité de moyens organiques	page 357
2.2. Intensifier par la culture associée	page 360
2.2.1. Les avantages de la culture associée	page 361
a - Avantages des associations culturales	page 361
b - Bien associer les cultures	page 362
2.2.2. Associer les arbres et les cultures	page 365
a - Les avantages de l'agroforesterie	page 365
b - Vers la constitution de haies vives	page 367
2.3. Les perspectives d'intensification	page 370
2.3.1. Les propositions de la recherche-action	page 370
a - La logique du système "des quatre champs"	page 370
b - Une productivité du travail en hausse : quelques résultats	page 372
c - L'objectif de la fixation des cultures	page 374
2.3.2. Les conditions de l'intensification et de la fixation	page 376
<b>Chapitre 6 : La marginalité des exploitations familiales</b>	page 380
<b>SECTION 1 : LES LIMITES DE L'ARTICULATION AUX MARCHES</b>	page 380
1.1. L'incertaine commercialisation des productions agricoles	page 381
1.1.1. Les instabilités du marché caféier	page 381
a - Les tendances récentes du marché caféier	page 382
b - Les perspectives du marché caféier	page 385

1.1.2. Les aléas de la commercialisation des produits vivriers	page 389
a - Les récentes ventes vivrières	page 389
b - Les marchés vivriers : une vue d'ensemble	page 393
1.2. Une pluriactivité peu articulée aux marchés	page 400
1.2.1. L'économie d'usufruit	page 400
a - Les animaux dans les activités des villageois	page 401
b - La pluriactivité liée à la "cueillette"	page 403
1.2.2. Les activités de transformation	page 405
a - L'artisanat	page 405
b - Les petites activités de transformation	page 406
1.2.3. Le travail à l'extérieur de l'exploitation	page 408
a - Le travail salarié	page 408
b - Le diamant	page 410
1.3. Le bilan d'une monétarisation	page 412
1.3.1. Consommation, épargne et crédit	page 413
a - Les déficiences des circuits de distribution	page 413
b - L'inexistence d'un système d'épargne et de crédit	page 417
1.3.2. Les implications d'une médiocre articulation aux marchés	page 420
a - L'utilisation de l'argent : la monétarisation du lien social	page 420
b - Faiblesse et irrégularités d'une insertion aux marchés	page 423
1.3.3. La dévaluation du Franc CFA	page 426
a - Les premières réactions paysannes : incompréhension et frustration	page 426
b - Une élévation générale du niveau des prix	page 427
<b>SECTION 2 : UNE AGRICULTURE PAYSANNE ?</b>	page 432
2.1. La question foncière : mutations et perspectives	page 432
2.1.1. Deux évolutions foncières contemporaines : les plantations villageoises et la "poussée" des éleveurs	page 432
a - Les plantations familiales	page 433
b - Entre paysans et éleveurs, un conflit foncier majeur	page 435
2.1.2. La complexité des pratiques foncières	page 436
a - Les diverses modalités de répartition foncière	page 436
b - L'impératif de la sécurisation foncière	page 442
2.1.3. Vers une agriculture paysanne ?	page 445
a - Une agriculture familiale	page 445
b - Une agriculture entre ville et village	page 448
2.2. Le désengagement d'un Etat "ajusté"	page 450
2.2.1. Ecole et santé : la faillite de l'Etat	page 450
a - Déscolarisation et illettrisme	page 451
b - La santé	page 453
2.2.2. Les villageois face à l'administration	page 458
a - La faillite administrative	page 458
b - L'arbitraire des fonctionnaires	page 461



## Quatrième partie : Marginalité et capacités villageoises

<b>Chapitre 7 : Les difficultés de la structuration paysanne</b>	page 467
<b>SECTION 1 : LA MARGINALITE, OBSTACLE A L'ACTION COMMUNE</b>	page 468
1.1. Le contexte de la structuration	page 468
1.1.1. Un contexte villageois dégradé	page 469
a - De l'entraide à la "participation"	page 469
b - Des villages "désorganisés"	page 471
1.1.2. Un contexte socio-économique peu favorable	page 475
a - le primat d'un opportunisme de très court terme	page 476
b - Les ressorts de la "participation"	page 478
1.2. Un bilan des tentatives de structuration villageoise	page 483
1.2.1. Les groupements villageois	page 483
a - Le "groupement", première étape de la structuration paysanne	page 484
b - L'échec des groupements villageois	page 486
1.2.2. Vers les Comités Villageois de Développement ?	page 489
a - Les pharmacies et boutiques villageoises	page 489
b - Quelle réalité pour les C.D.V. ?	page 491
1.2.3. Les conditions de l'émergence d'organisations villageoises	page 493
<b>SECTION 2 : STRATEGIES ET CAPACITES DES LEADERS VILLAGEOIS</b>	page 501
2.1. Les responsables villageois	page 501
2.1.1. L'action des responsables : des principes aux stratégies effectives	page 501
a - La recherche de leaders villageois	page 502
b - La réalité des stratégies des acteurs	page 503
2.1.2. Les capacités limitées des leaders villageois	page 507
a - L'isolement des leaders	page 507
b - La nécessité de "suivre" les leaders	page 509
2.2. Les chefs et le "développement"	page 510
2.2.1. Quelles autorités "traditionnelles" ?	page 510
a - Les instances de pouvoir des villages	page 510
b - Les pouvoirs des chefs	page 513
2.2.2. Action des intervenants et stratégies des chefs	page 515
a - Les chefs, obstacles à l'intervention extérieure ?	page 515
b - Intégrer les chefs au "changement"	page 517

**Chapitre 8 : Marginalité et "développement"** page 522

**SECTION 1 : LES INTERVENANTS EXTERIEURS FACE A DES POPULATIONS MARGINALISEES** page 523

- 1.1. Les stratégies des responsables de l'intervention page 524
  - 1.1.1. Les derniers intervenants extérieurs page 524
    - a - Les intervenants confessionnels : l'Animation Rurale et le Centre de Formation Agricole Elim page 524
    - b - Les derniers intervenants non confessionnels : l'Agence du Développement Communautaire et la Composante Café page 529
  - 1.1.2. Les réalités de l'intervention page 531
    - a - Quelle coordination entre A.R. et A.D.C. ? page 532
    - b - La stratégie actuelle de l'A.R. : gérer l'urgence page 533
- 1.2. Des principes à la pratique : le travail des intervenants de "terrain" page 539
  - 1.2.1. Des intervenants membres d'institutions page 539
    - a - Importance et limites de la formation page 539
    - b - Les relations internes à l'institution page 541
  - 1.2.2. Les intervenants dans le village page 543
    - a - L'absence de neutralité des intervenants extérieurs page 543
    - b - Le maintien "en marge" des intervenants page 544

**SECTION 2 : LES REACTIONS VILLAGEOISES, ENTRE STRATEGIES INDIVIDUELLES ET CAPACITES "LIMITEES"** page 547

- 2.1. Les stratégies face à l'intervenant extérieur page 547
  - 2.1.1. La diversité des stratégies page 547
    - a - Les divergences entre acteurs villageois page 548
    - b - Les divergences entre intervenants et villageois page 549
  - 2.1.2. "Jouer le jeu" de l'Animation Rurale page 552
    - a - Maintenir la présence des intervenants extérieurs page 552
    - b - Lorsqu'on ne joue même plus le jeu... page 554
- 2.2. Marginalité et capacités paysannes : une tentative de bilan page 555
  - 2.2.1. La prégnance de l'immédiateté page 555
    - a - L'influence des conditions passées et présentes d'existence page 556
    - b - La lucidité passive de nombreux villageois page 560
    - c - Faire émerger les apprentissages page 566
  - 2.2.2. Conditions d'existence et comportements fatalistes page 570
    - a - Le recours à la causalité magico-religieuse page 570
    - b - L'exemple de la déresponsabilisation sanitaire page 574
    - c - La "fatalité" de la marginalité ? page 577

<b>Conclusion générale</b>	page 581
1. Résumé succinct des analyses proposées	page 582
a - Les hypothèses théoriques	page 582
b - la démonstration	page 584
2. Capacités, "modernité" et "tradition"	page 586
a - Quels "blocages" pour quelle "tradition" ?	page 586
b - Yakpa et Ngbugu	page 588
3. Encadrement et autonomisation des acteurs	page 589
a - La question des institutions, ou "encadrements"	page 589
b - L'autonomisation des acteurs	page 591
4. Quelques implications théoriques	page 593
a - Un ordre lexicographique ?	page 593
b - La question des capacités	page 595
c - Marginalité et analyse économique	page 598
5. Applicabilité et perspectives	page 602
a - Quelle applicabilité ?	page 602
b - Quelles solutions envisageables ?	page 604
c - Remarques de conclusion	page 609
<b>Index des cartes</b>	page 615
<b>Lexique des principaux termes Sango employés</b>	page 616
<b>Bibliographie</b>	page 617
<b>Annexes</b>	
Annexe 1 : Emploi du temps annuel, région d'Alindao, 1994	
Annexe 2 : L'Animation Rurale d'Alindao	
Annexe 3 : Le Centre de Formation Agricole Elim d'Alindao	
Annexe 4 : Tableau des prix, Alindao, mai 1994	
Annexe 5 : Support photographique	
<b>Table des matières</b>	

